

Thierry FERAL

Germaniste, professeur agrégé d'histoire spécialiste de la question nazie,
directeur de la collection "Allemagne d'hier et d'aujourd'hui", chez L'Harmattan, Éditeur

(2010)

Le nazisme en dates.

novembre 1918-novembre 1945

Collection
"Civilisations et politique"

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES
CHICOUTIMI, QUÉBEC
<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25^e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Cette édition électronique a été réalisée par Pierre Patenaude, bénévole, professeur de français à la retraite et écrivain, Lac-Saint-Jean, Québec.
http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_patenaude_pierre.html

Courriel : pierre.patenaude@gmail.com

à partir de :

Thierry FERAL

Le nazisme en dates : novembre 1918 – novembre 1945.

Paris : L'Harmattan, mars 2010, 508 pp. Collection "Allemagne d'hier et d'aujourd'hui".



Courriels : Thierry FERAL : tadf@orange.fr

Michel Bergès : m.berges.bach@free.fr

Nous sommes particulièrement reconnaissant à M. Michel Bergès, historien des idées politique et directeur de la collection "Civilisations et politique" pour ses démarches fructueuses auprès de M. Thierry FERAL afin d'obtenir son autorisation, accordée le 23 septembre 2019, de diffuser ce livre en libre accès à tous dans Les Classiques des sciences sociales.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5" x 11".

Édition numérique réalisée le 16 novembre 2019 à Chicoutimi, Québec.



Thierry FERAL

Germaniste, professeur agrégé d'histoire spécialiste de la question nazie,
directeur de la collection "Allemagne d'hier et d'aujourd'hui", chez L'Harmattan, Éditeur

Le nazisme en dates : novembre 1918 – novembre 1945.



Paris : L'Harmattan, mars 2010, 508 pp. Collection "Allemagne d'hier et d'aujourd'hui".

© L'HARMATTAN, 2010

5-7, rue de l'École-Polytechnique ; 75005 Paris

<http://www.librairieharmattan.com>

diffusion.harmattan@wanadoo.fr

harmattan 1@wanadoo. fr

ISBN : 978-2-296-11460-9

EAN : 978229609114609

Toute notre reconnaissance à **Michel Bergès**, historien des idées politiques, professeur retraité de l'Université de Bordeaux-Montesquieu et directeur de la collection "Civilisation et politique" pour l'immense travail accompli et toutes les démarches entreprises afin que nous puissions diffuser en libre accès à tous ces ouvrages qui nous permettent non seulement de comprendre mais de nous rappeler.

Michel Bergès



Travail bénévole :

http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_berges_michel.html

Publications de Michel Bergès :

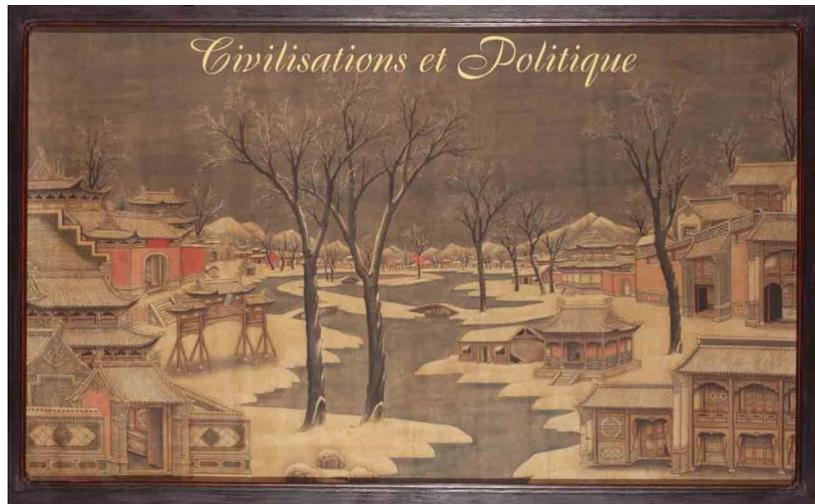
http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges_michel/berges_michel.html

Collection "*Civilisations et politiques*" dirigée par Michel Bergès :

http://classiques.uqac.ca/contemporains/civilisations_et_politique/index.html

Un ouvrage de
la collection “Civilisation et politique”

Fondée et dirigée
par
Michel Bergès
Historien, professeur retraité
de l’Université de Bordeaux — Montesquieu



Note pour la version numérique : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[5]

Du même auteur chez le même éditeur

Justice et nazisme (préface de L. Bignolas, France 3), 1997, 128 p.

Le National-socialisme. Vocabulaire et chronologie (préface du Prof. A. Schom, Univ. of California), 1998, 320 p.

Médecine et nazisme (en collaboration avec les Docteurs H. Brunswic et A. Henry, préface du Dr A. Viard), 142 p.

Culture et dégénérescence en Allemagne (préface du Dr G. Mendel), 1999, 136 pp.

Adaptation française et présentation du roman d'exil de 1933 de Walter Kolbenhoff, *Les Sous-Hommes*, 2000, 238 p.

[*Le Nazisme : une culture ? Essai étiologique*](#), 2001, 206 p.

Adam Scharrer. Écrivain antifasciste et militant paysan 2002, 141 p.

La Mémoire féconde. Cinq conférences [Lumières sur la « Nuit italienne » d'Ödön von Horváth, Le film de propagande nazie « Hitlerjunge Quex », Les Juifs de Vienne à l'aube de la modernité, Pourquoi toujours parler des camps du troisième Reich ?, Plaidoyer pour la littérature allemande], 2003, 185 p.

Morceaux choisis de Walter Kolbenhoff (postface de D. Hoffmann, fils de W. Kolbenhoff), 2004, 148 p.

Le Racisme : ténèbres des consciences (en collab. avec le Docteur A. Amar), 2004, 210 p.

Suisse et nazisme. Postface du Docteur A. Amar), 2006, 196 p.

Penser le nazisme. Éléments de discussion (en collab. avec les psychiatres A. Amar, M. Gillet, et l'économiste J. Maucourant), 2007, 180 p.

Contre la vie mutilée. Considérations d'un germaniste à l'attention des lycéen[ne]s. Postface du Docteur A. Amar), 2008, 188 p.

Édition présentée, annotée et commentée du récit concentrationnaire du docteur François Wetterwald, *Les Morts inutiles*, 2009, 112 p.

[6]

[506]

**Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.**

Table des matières

[Avant-propos](#) [7]

Orientation documentaire [8]

[Carte de la République de Weimar](#) [12]

[Carte de l'Allemagne en 1939](#) [14]

[Note liminaire](#) (éléments pour la compréhension) [15]

[Année 1918](#) [17]

Repères culturels et idéologiques [19]

[Année 1919](#) [20]

Repères culturels et idéologiques [28]

[Année 1920](#) [28]

Repères culturels et idéologiques [35]

[Année 1921](#) [36]

Repères culturels et idéologiques [42]

[Année 1922](#) [42]

Repères culturels et idéologiques [49]

[Année 1923](#) [50]

Repères culturels et idéologiques [60]

[Année 1924](#) [61]

Repères culturels et idéologiques [68]

[Année 1925](#) [69]

Repères culturels et idéologiques [77]

[Année 1926](#) [78]

Repères culturels et idéologiques [84]

[507]

[Année 1927](#) [85]

Repères culturels et idéologiques [91]

[Année 1928](#) [92]

Repères culturels et idéologiques [97]

Année 1929	[98]
Repères culturels et idéologiques	[107]
Année 1930	[108]
Repères culturels et idéologiques	[120]
Année 1931	[121]
Repères culturels et idéologiques	[137]
Année 1932	[138]
Repères culturels et idéologiques	[166]
Année 1933	[167]
Repères culturels et idéologiques	[208]
Année 1934	[210]
Repères culturels et idéologiques	[227]
Année 1935	[229]
Repères culturels et idéologiques	[243]
Année 1936	[244]
Repères culturels et idéologiques	[258]
Année 1937	[259]
Repères culturels et idéologiques	[271]
Année 1938	[273]
Repères culturels et idéologiques	[295]
Année 1939	[297]
Repères culturels et idéologiques	[322]
	[508]
Année 1940	[324]
Repères culturels et idéologiques	[343]
Année 1941	[344]
Repères culturels et idéologiques	[369]
Année 1942	[370]
Repères culturels et idéologiques	[390]
Année 1943	[391]
Repères culturels et idéologiques	[410]
Année 1944	[412]
Repères culturels et idéologiques	[432]
Année 1945	[434]
Repères culturels et idéologiques	[450]
Index nominatif, géographique et thématique	[453]

[7]

**Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.**

AVANT-PROPOS

« Ceux qui ont dit qu'une fatalité aveugle a produit tous les effets que nous voyons dans le monde, ont dit une grande absurdité ».

MONTESQUIEU

[Retour à la table des matières](#)

Ce petit livre n'a pas d'autre ambition que d'être un **guide pratique** pour celui qui veut cheminer dans l'histoire particulièrement complexe du nazisme, « mouvement » (*Bewegung*) idéologique et politique qui, loin de n'avoir concerné que l'Allemagne, a progressivement impliqué l'ensemble de l'Europe et bien au-delà, plaçant les hommes sur un terrain radicalement nouveau dont l'enjeu fut le destin du monde et par là même leur propre destinée.

En effet, en lançant le débat sur la possible création d'une réalité humaine différente où le pragmatisme vitaliste, sous la conduite d'un chef charismatique (*Führer*), prendrait enfin le pas sur « la souveraineté de l'esprit » et le « sens moral »¹, puis en concentrant son action sur l'implantation — *urbi et orbi* — d'un ordre totalitaire eugéniste, raciste et impérialiste inspiré par le fantasme d'un univers rénové

¹ Cf. H. Rauschning, *Hitler m'a dit*, Paris, Coopération, 1939, pp. 251-254 (l'exactitude des propos mis dans la bouche de Hitler par cet ex-président national-socialiste du Sénat de Dantzig — démis de ses fonctions fin 1934 et émigré en Suisse —, n'est aujourd'hui plus contestée).

(*Neurordnung der Welt*), le nazisme ne pouvait que sombrer dans un nihilisme destructeur.

Face à ce projet démiurgique, on a vu nombre de contemporains se rendre disponibles, prêts à accueillir l'inhumain : là où « cela est éclos »² certes, mais aussi et très largement ailleurs.

[8]

A contrario, d'autres, refusant de plier devant le totalitarisme et mettant en avant les exigences de la conscience humaniste, n'ont pas hésité à lutter et à périr pour que l'esprit ne soit pas broyé par ce qu'il faut bien appeler une régression obscurantiste dans l'archaïsme.

Par delà son caractère utilitaire, c'est donc à une confrontation entre volonté générale et volonté particulière, à un dialogue entre barbarie et liberté, qu'invite cette rétrospective.

Ce que l'on y découvre — d'étape en étape durant la première moitié du siècle dernier —, montre que la sérénité historique, n'a pas ici lieu d'être.

En la matière, le temps n'a pas fait son œuvre. Car si effectivement le nazisme *stricto sensu* peut être aujourd'hui relégué parmi *les phénomènes* qu'il est envisageable d'analyser objectivement, il reste que certains thèmes dont il a été porteur et certaines attitudes qu'il a générées font toujours partie du tableau de notre époque et justifient l'inquiétude.

Puissent ces actualités passées être source d'introspection et contribuer quelque peu à secouer l'indifférence !

² Cf. B. Brecht, *Der aufhaltsame Aufstieg des Arturo Ui* (*La résistible ascension d'Arturo Ui*), Francfort/Main, édition Suhrkamp 144, p. 124 : « *Der Schoß ist fruchtbar noch, aus dem das kroch* » (« le ventre est encore fécond d'où **cela** est éclos »). Cette formule, très librement traduite dans sa version française (« d'où a surgi la bête immonde » !), ne met pas tant en cause l'Allemagne — même si c'est bien là que le nazisme a vu le jour — que, pour reprendre un concept du psychanalyste Wilhelm Reich (*L'Analyse caractérielle*, Paris, Payot, 1996, pp. 431-458), « la peste émotionnelle » (autrement dit le *Ça*) inhérente à chaque individu et susceptible à tout instant, pour peu que le contexte s'y prête, de faire surface et de reléguer aux oubliettes des siècles de progrès humain.

Bien qu'intégrant des données parfois peu connues du grand public, il va de soi que ce que l'on va lire ne prétend ni à l'exhaustivité (« Toute définition implique des abandons », soulignait mon maître, le philosophe et germaniste Henri Arvon), ni à la formation du jugement qui constitue le fondement très essentiel de l'enseignement historique. C'est pourquoi je me permets de renvoyer d'emblée à quelques ouvrages accessibles au lectorat français qui constituent des bases de documentation et/ou de réflexion, ce qui pour autant n'exclut pas que l'on puisse en discuter voire contester certaines élaborations. Bien évidemment, cette liste ne peut en aucun cas être considérée comme une bibliographie.

ARGELÈS J.M., BADIA G., *La République de Weimar et le troisième Reich*, Paris, Messidor - Éditions sociales, 1987.

ANGEL P., *Hitler et les Allemands*, Paris, Éditions sociales, 1982.

AYCARD M., VALLAUD P., *Allemagne, III^e Reich* (encyclopédie), Paris, Perrin, 2009.

AYÇOBERRY P., *La Question nazie*, Paris, Seuil, 1979.

[9]

BADIA G. et al, *Exilés en France. Souvenirs d'antifascistes allemands exilés*, Paris, Maspero, 1982.

BADIA G. et al, *Les Bannis de Hitler*, Paris, EDI & PUV, 1984.

BADIA G, *Les Allemands qui ont affronté Hitler*, Paris, L'Atelier, 2000.

BARIÉTY J., DROZ J., *République de Weimar et régime hitlérien*, Paris, Hatier, 1973.

BERNSTEIN S., MILZA P., *Dictionnaire historique des fascismes et du nazisme*, Bruxelles, Complexe, 1992. BILLIG J., *L'Hitlérisme et le système concentrationnaire*, Paris, PUF/Quadrige, 2000.

BLOCH C, *Le Troisième Reich et le monde*, Paris, Imprimerie nationale, 1986.

BOURDERON R., *Le Fascisme, idéologie et pratiques*, Paris, Éditions sociales, 1979.

BRACHER K.D., *La Dictature allemande*, Toulouse, Privat, 1986.

BROSZAT M., *L'État hitlérien*, Fayard, 1985.

BURRIN P., *Hitler et les Juifs*, Paris, Seuil, 1989.

CASTELLAN G., *L'Allemagne de Weimar*, Paris, Colin, 1972.

CÉRÉ R., **ROUSSEAU C.**, *Chronologie du conflit mondial 1935-1945*, Société d'éditions françaises et internationales, Paris, 1945 (bien que très ancien, cet ouvrage, conçu par deux politologues et universitaires renommés, représente toujours une référence précieuse de par sa dimension planétaire).

CONTE E., **ESSNER C.**, *La Quête de la race. Une anthropologie du nazisme*, Paris, Hachette, 1995.

DELPLA F., *Hitler. Biographie*, Paris, Grasset, 1999.

DUROSSELLE J.B., *La Décadence*, Paris, Imprimerie nationale, 1979.

DUPEUX L. et al., *La « Révolution conservatrice » dans l'Allemagne de Weimar*, Paris, Kimé, 1992.

EVANS R.J., *Le Troisième Reich*, 3 vol. Paris, Flammarion, 2008-2009 (monumentale somme historiographique ; l'auteur enseigne à l'université de Cambridge).

FAYE J.P., *Langages totalitaires*, Paris, Hermann, 1972.

FERAL T., *Anatomie d'un crépuscule. Essai sur l'histoire culturelle du troisième Reich*, Mazet-Saint-Voy, Tarmeye, 1990.

[10]

FERAL T., *Le National-socialisme*, Paris, Ellipses, 1999.

FLECHTHEIM O.K., *Le Parti communiste allemand sous la République de Weimar*, Paris, Maspero, 1972.

FLEMING G., *Hitler et la solution finale*, Paris, Julliard, 1988.

FREI N., *L'État hitlérien et la société allemande*, Paris, Seuil, 1994.

FRIEDLÄNDER S., *L'Allemagne nazie et les Juifs*, Paris, Seuil, 1997.

GROSSER A. et al., *Dix Leçons sur le nazisme*, Bruxelles, Complexe, 1984.

- GUÉRIN A., *Chronique de la Résistance*, Paris, Omnibus, 2000.
- GUÉRIN D., *Fascisme et grand capital*, Paris, Maspero, 1969.
- JÄCKEL E., *Hitler idéologue*, Paris, Gallimard, 1995.
- KERSHAW L., *Qu'est-ce que le nazisme ?*, Paris, Folio, 1997.
- KERSHAW L., *Hitler*, Paris, Flammarion, 2008.
- KLARSFELD S., *Le Calendrier de la persécution des Juifs en France, 1940-1944*, Paris, Éditions Klarsfeld, 1993.
- KOGON E. et al., *Les Chambres à gaz, secret d'État*, Paris, Éditions de Minuit, 1984.
- LACOUÉ-LABARTHE P., NANCY J.L., *Le Mythe nazi*, La Tour d'Aiguës, L'Aube, 1991.
- LEGRAND J. et al., *Chronique de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Éditions Chronique/J. Legrand, 1994.
- LEON E., SCOTT J.P., *Le nazisme des origines à 1945*, Paris, Colin, 1997.
- LÉVISSÉ-TOUZÉ C, MARTENS S. et al., *Des Allemands contre le nazisme*, Paris, Albin Michel, 1997.
- MENDEL G., *La Révolte contre le père*, Paris, Payot, 1968, pp. 223-287.
- MENDEL G., *De Faust à Ubu*, La Tour d'Aiguës, L'Aube, 1996.
- MERLIO G, *Les Résistances allemandes à Hitler*, Paris, Tallandier, 2001.
- MICHEL H., *La Seconde Guerre mondiale*, Paris, Omnibus, 2001.
- MILZA P., *Les Fascismes*, Paris, Imprimerie nationale, 1985.
- PESCHANSKI D., *La France des camps*, Paris, Gallimard, 2002.
- RICHARD L., *D'une apocalypse à l'autre. Sur l'Allemagne et ses productions intellectuelles de Guillaume II aux années vingt*, Paris, UGE, 1976.

[11]

RICHARD L., *Le Nazisme et la culture*, Paris, Maspero, 1978.

RICHARD L., *D'où vient Adolf Hitler ?*, Paris, Autrement, 2000.

ROSENBAUM R., *Pourquoi Hitler ?*, Paris, Lattes, 1998.

STEINERT M., *Hitler*, Paris, Fayard, 1991.

STERN J.P., *Hitler, le Führer et le peuple*, Paris, Flammarion, 1985.

THALMANN R., *La République de Weimar*, Paris, PUF, 1991.

À noter qu'existent également quelques encyclopédies méthodiques très précieuses, mais non traduites en français :

BEDÜRFTIG F., *Lügen und Irrtümer über das Dritte Reich*, Munich, 2003 (présenté, on ne voit guère pourquoi, par l'éditeur Piper sous le titre réducteur : *Als Adolf Hitler die Atombombe baute*).

BENZ W., **PEHLE W.H.** *et al.*, *Lexikon des deutschen Widerstands*, Francfort/Main, 1994.

BENZ W., **GRAML H.**, **WEISS H.** *et al.*, *Enzyklopädie des Nationalsozialismus*, Stuttgart, 1997.

GUTMANN L., *Enzyklopädie des Holocaust. Die Verfolgung und Ermordung der europäischen Juden*, 3 vol. , Berlin, 1993.

KAMMER H., **BARTSCH E.**, *Jugendlexikon des Nationalsozialismus*, Reinbek/Hambourg, 1982.

OVERESCH M., **SAAL F.W.**, *Chronik deutscher Zeitgeschichte. Politik, Wirtschaft, Kultur. Das Dritte Reich*, 2 vol., Düsseldorf, 1982-1983.

SNYDER L.L., *Encyclopedia of the Third Reich*, New York, 1976.

STOCKHORST E. *et al.*, *5000 Köpfe. Wer war was im Dritten Reich*, Kiel, 2000.

WEISS H. *et al.*, *Biographisches Lexikon zum Dritten Reich*, Francfort/Main, 1998.

WISTRICH R., *Wer war wer im Dritten Reich. Anhänger, Mitläufer, Gegner aus Politik, Wirtschaft, Militär, Kunst und Wissenschaft*, Munich, 1983.

ZENTNER C, BEDÜRFTIG F. *et al*, *Das große Lexikon des Dritten Reiches*, Munich, 1985.

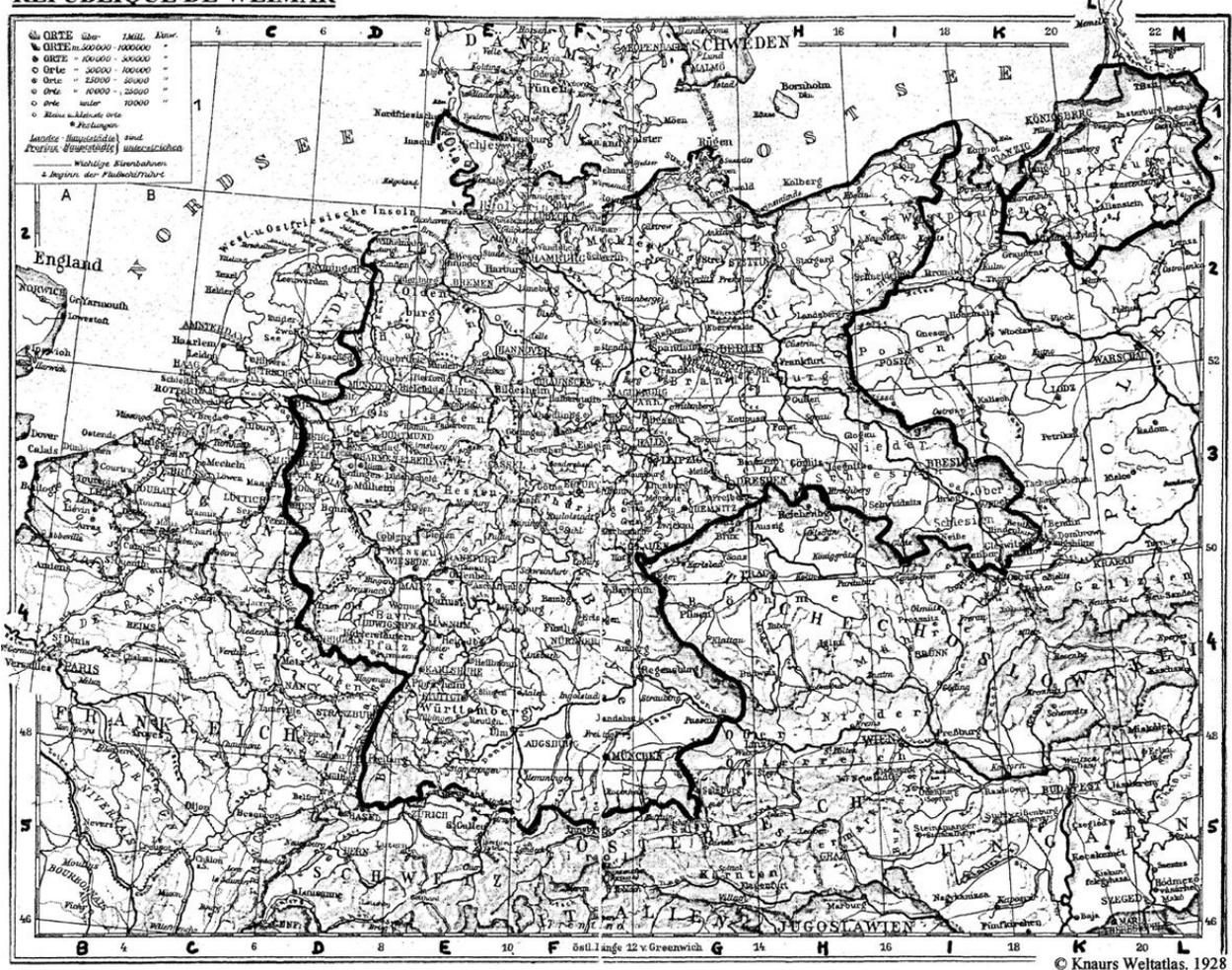
[12] [13]

Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.

République de Weimar

[Retour à la table des matières](#)

RÉPUBLIQUE DE WEIMAR

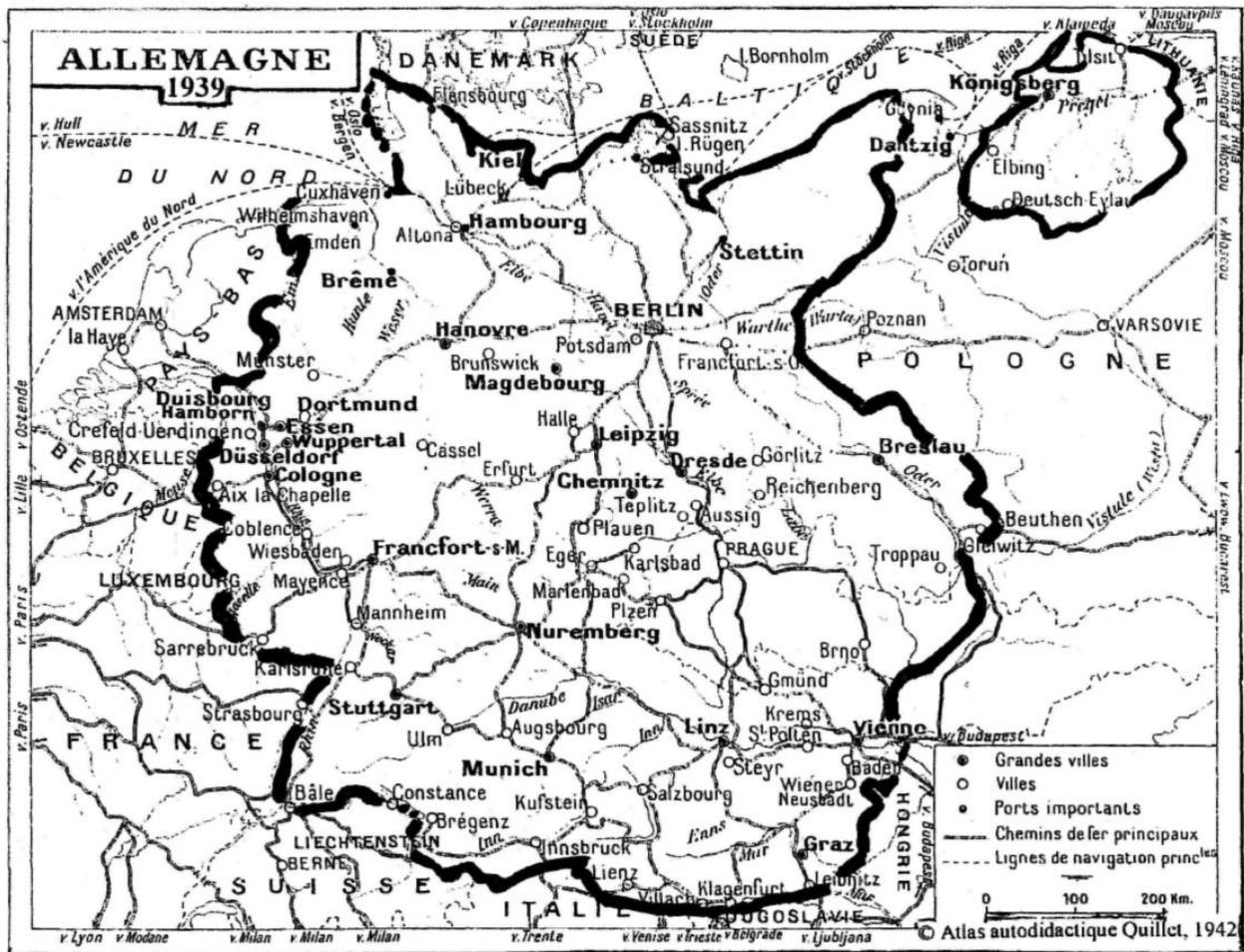


[14]

Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.

ALLEMAGNE 1939

[Retour à la table des matières](#)



[15]

**Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.**

NOTE LIMINAIRE

[Retour à la table des matières](#)

(*Weimarer Republik*). Première démocratie parlementaire de l'histoire allemande, elle fait suite à l'effondrement de la monarchie (deuxième *Reich*) lors de la défaite de 1918 et des flambées insurrectionnelles qui lui font cortège. En 1933, son échec ouvre la porte au troisième *Reich*.

Pour bien comprendre ce qui va suivre, j'engage à avoir toujours à l'esprit les éléments suivants :

* La République de Weimar n'est pas un État nouveau au sens révolutionnaire, mais une prolongation de l'État antérieur sous une forme refondue et démocratisée. Le bref préambule de sa Constitution l'énonce clairement : « [...] rénover [le] *Reich* dans la liberté et la justice [...] et [...] promouvoir le progrès social » (« [*das Reich in Freiheit und Gerechtigkeit* [...] *erneuern und* [...] *den gesellschaftlichen Fortschritt* [...] *fördern* »).

* Bien que proclamée « République », l'Allemagne reste donc un *Reich* (art. 1 de la Constitution : « *Dos deutsche Reich ist eine Republik* »), désormais dirigé par un « président du *Reich* » (*Reichspräsident*). Élu pour sept ans (art. 41) au suffrage uninominal « par l'ensemble du peuple allemand » (sans distinction de sexe à partir de 20 ans), c'est lui (art. 53) qui désigne le « chancelier du *Reich* » (*Reichskanzler*) et approuve ou rejette la nomination des « ministres du *Reich* » (*Reichsminister*) pressentis pour constituer le « gouvernement

du *Reich* » (*Reichsregierung*). Il a le pouvoir (art. 45) de dissoudre le Parlement (*Reichstag*, dont les députés — art. 22 — sont élus pour quatre ans par scrutin proportionnel ouvert « aux hommes et aux femmes ayant 20 ans révolus »), et, si nécessaire (art. 48, cf. 27 juin 1922), d'exercer une autorité personnelle quasi illimitée.

* La République de Weimar se définit comme une **entité unitariste** (c'est-à-dire — art. 3 — pouvant éventuellement inclure d'autres territoires de langue allemande). Administrativement, elle est structurée en « Régions », les *Länder*. Jusqu'au [16]30 janvier 1934 (loi sur la centralisation = *Verreichlichung*), il y a 17 « Régions »³ (voir carte pp. 12-13) où vivent autour de 62 500 000 habitants⁴ (soit une densité moyenne de 135 au km², près du double de la France) :

- * Anhalt (G 3).
- * Bade (D-E 4/5).
- * Bavière (F-G 4/5).
- * Brème (D 2).
- * Brunswick (Braunschweig, F 2).
- * Hambourg (F 2).
- * Hesse (E 3/4).
- * Lippe (Detmold, E 2/3).
- * Lübeck (F 2).
- * Mecklenburg-Schwerin (F-G 2).
- * Mecklenburg-Strelitz (G 2).
- * Oldenburg (D-E 2).
- * Prusse (D à L, 2/3) : loin de se limiter, comme on le pense trop souvent, à une zone qui se situerait autour de Berlin, sa capitale (également capitale du *Reich*), la Prusse occupe 62% du territoire du *Reich* et concentre 60% de sa population. Elle possède

³ 18 jusqu'au 1^{er} avril 1929, date à laquelle le petit Waldeck (Arolsen, E 3) renonce à son indépendance pour se fondre dans la Prusse.

⁴ Cf. *Knaurs Welt-Atlas*, Berlin, Th. Knaur Nachf. Verlag, 1928, p. 46.

également dans le Sud du Wurtemberg l'enclave de Hohenzollern (Sigmaringen, E 4).

- * Saxe (G-H 3).
- * Schaumburg-Lippe (Bückeberg, E 2).
- * Thuringe (F 3).
- * Wurtemberg (E-F 4).

Chaque « Région » (*Land*) a sa propre Constitution (*Landesverfassung*), son propre gouvernement (*Landesregierung*) et parlement (*Landtag* = Conseil régional), ses propres administrations. En cas de conflit entre le gouvernement du Reich et un gouvernement régional, le « droit du Reich » doit — **en principe** — prévaloir sur le « droit du *Land* » (art. 13 : « *Reichsrecht bricht Landesrecht* »).

[17]

**Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.**

Année 1918

[Retour à la table des matières](#)

4 novembre Imminence de la défaite allemande : conférence interalliée de Versailles.

Mutinerie des marins de la flotte de guerre basée à Kiel auxquels l'amirauté veut imposer une ultime sortie.

Grève dans l'industrie pour une cessation immédiate du conflit ; agitation révolutionnaire.

7 novembre À Munich, insurrection populaire ; abdication de Louis III de Wittelsbach qui règne sur la Bavière depuis novembre 1913.

Proclamation de la république bavaroise et formation par le Parti social-démocrate (SPD) et le Parti socialiste indépendant (USPD) d'un gouvernement régional de coalition dirigé par Kurt Eisner (USPD) que seconde Erhard Auer (SPD).

8 novembre Capitulation de l'Allemagne.

9 novembre À Berlin, insurrection populaire ; exil à Doorn en Hollande de l'Empereur Guillaume II

Proclamation de la république par Philipp Scheidemann.

Friedrich Ebert (SPD) devient chancelier en remplacement du Prince Max de Bade, en poste depuis le 3 octobre.

10 novembre Dissensions entre les Social-démocrates, partisans d'une république parlementaire, et les Spartakistes, partisans d'une république soviétique.

Le chancelier Friedrich Ebert obtient par des concessions le soutien de l'armée (général Wilhelm Groener, successeur au commandement suprême d'Erich Ludendorff, révoqué le 29 octobre) pour, si nécessaire, briser le mouvement révolutionnaire spartakiste.

[18]

11 novembre Le commandement suprême (maréchal Hindenburg, général Groener) refusant de se salir les mains, c'est le politicien du Centre catholique (*Zentrum*), Matthias Erzberger, qui se rend à Rethondes (forêt de Compiègne) pour signer l'armistice.

Très mal vécue par la majorité des Allemands qui se raccrochent à la « légende du coup de poignard dans le dos » (*Dolchstoßlegende*) forgée par le général Erich Ludendorff (le *Reich* n'aurait pas été abattu sur le front, mais par une trahison de l'intérieur fomentée par les Juifs et leurs complices marxistes), la signature de l'armistice attise la haine du peuple à l'égard des « criminels de novembre » (communistes, socialistes, républicains) et relance l'antisémitisme.

12 novembre En Autriche, le socialiste Karl Renner instaure la République fédérale et devient chancelier (entrée à la Société des Nations/SDN en 1920).

13 novembre Annulation du traité de paix de Brest-Litowsk que l'Allemagne a contraint Lénine à signer le 3 mars.

15 novembre Hostiles au mouvement révolutionnaire, les syndicats d'obédience sociale-démocrate (ADGB), chrétienne (DGB), et libérale (Hirsch-Dunker), passent un accord avec les industriels pour garantir la paix sociale.

16 novembre Création de la Ligue antibolchevique (Eduard Stadler) ; apparition de nombreux groupuscules d'extrême droite.

21 novembre Au terme de son hospitalisation à Pasewalk en Poméranie (cf. *Repères 1939*), le caporal Adolf Hitler, 29 ans, rejoint son régiment à Munich.

22 – 24 novembre La France reprend possession de l'Alsace-Lorraine.

25 novembre À Berlin, la Conférence des délégués des États allemands (*Länder*) se prononce pour la convocation d'une Assemblée constituante ; opposition des Spartakistes.

[19]

28 novembre Déclaration d'abdication de l'Empereur Guillaume II qui renonce « pour toujours » à la couronne de Prusse et à la couronne impériale.

3 décembre Adolf Hitler (cf. 21 novembre) est affecté à la garde d'un camp de prisonniers de guerre russes et français à Traunstein, près de la frontière autrichienne.

5 décembre Le maire de Cologne, Konrad Adenauer (Centre catholique = *Zentrum*), appelle à la formation d'une République westphalo-rhénane ; opposition des Anglais qui y voient une manœuvre de l'impérialisme français pour détacher définitivement la Rhénanie de l'Allemagne.

11 décembre Occupation de la Rhénanie par les Alliés. Les Américains entrent à Coblenz, les Français à Mayence, les Anglais à Cologne, où s'établit la coordination interalliée.

Sur la rive droite du Rhin, de la frontière hollandaise à la frontière suisse, instauration d'une zone-tampon démilitarisée de 50 km de large.

20 décembre À la Conférence des délégués des États allemands à Berlin, les représentants spartakistes exigent la nationalisation immédiate de l'industrie et déclenchent l'agitation révolutionnaire.

29 décembre Nommé ministre de l'Armée, le Social-démocrate (SPD) Gustav Noske s'engage à être « le chien sanguinaire » qui démantèlera le mouvement révolutionnaire.

REPÈRES CULTURELS ET IDÉOLOGIQUES

Thomas Mann : *Considérations d'un apolitique*, texte dans lequel il prend position pour les valeurs nationales allemandes contre le démocratisme hérité de la Révolution française et qui lui vaut de se brouiller avec son frère Heinrich, connu pour son engagement à gauche (cf. *Le Sujet de l'Empereur/1918*). Kurt Schwitters introduit le dadaïsme à Berlin. « Manifeste dadaïste » rédigé par Richard Huelsenbeck. L'écrivain Bernhard Kellermann (*Le Tunnel*) et la graphiste-sculpteur [20] Käthe Kollwitz appellent publiquement à soutenir l'instauration d'une république. Le peintre Ludwig Meidner

fonde le Groupe de Novembre qui rassemble les artistes favorables à la révolution prolétarienne. Publication par le poète-dramaturge Dietrich Eckart et le « philosophe » Alfred Rosenberg, futurs mentors de Hitler, du périodique anticommuniste et antisémite *En bon allemand (Auf gut deutsch)*. Le poète suisse Heinrich Anacker, futur nazi et membre de la SA (1924), publie ses *Poèmes pour une communauté nationale allemande*.

[20]

**Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.**

Année 1919

[Retour à la table des matières](#)

1^{er} janvier Fondation du Parti communiste d'Allemagne (KPD) par Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.

Intensification de l'agitation révolutionnaire.

5 janvier A Munich, Anton Drexler, Karl Harrer et Gottfried Feder créent la DAP (*Deutsche Arbeiterpartei* = Parti allemand des travailleurs), formation d'extrême droite soutenue par la Ligue pangermaniste (Heinrich Claß) et la Société Thulé (Rudolf von Sebottendorf).

9 janvier Manifestations et combats de rue à Berlin, Düsseldorf, Dortmund, Dresde, Stuttgart, Munich.

À Essen, les révolutionnaires décident la socialisation des charbonnages.

10 janvier République soviétique de Brème.

11 – 15 janvier À Berlin, répression de l'agitation communiste par l'armée sur ordre de Gustav Noske (SPD) ; exécution de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg (cf. 1^{er} janvier).

[21]

Heurts sanglants entre communistes et soldats dans la Ruhr.

Par télégramme, le maréchal Foch félicite le gouvernement allemand pour sa répression de l'agitation communiste à Berlin et lui promet 5000 mitrailleuses pour soutenir sa lutte contre le bolchevisme.

17 janvier Grève générale dans le bassin de la Ruhr. Dans les jours qui suivent, répression par les troupes gouvernementales sur ordre de Gustav Noske (SPD).

18 janvier Ouverture de la Conférence de la paix à Versailles sous la présidence de Clemenceau.

19 janvier À Berlin occupé militairement, élections pour l'Assemblée constituante (421 membres) ; la SPD (165 représentants) forme une coalition républicaine avec le Centre catholique (*Zentrum*, 68 représentants) et le Parti démocrate (DDP, 75 représentants).

25 janvier La Conférence de Versailles se prononce pour la création de la Société des Nations (SDN).

Fin janvier Le haut commandement militaire allemand (*OHL = Oberste Heeresleitung*) confie au commandant Otto von Stülpnagel l'élaboration d'un plan international de croisade contre la Russie soviétique dont la coordination sera confiée aux Américains ; le projet est abandonné en raison de dissensions dans le camp allié.

Le haut commandement militaire allemand (*OHL*) conclut un accord clandestin avec les armées russes blanches qui prévoit la destitution du gouvernement bolchevique et l'instauration d'un régime contre-révolutionnaire qui fera pression sur les Alliés pour réviser le traité de Versailles. Envoi de corps francs (*Freikorps*) sous le commandement du général Rüdiger von der Goltz.

Début février Retour de Hitler à Munich (cf. 3 décembre 1918).

[22]

2 – 5 février Écrasement de la République soviétique de Brème (cf. 10 janvier) sur ordre de Gustav Noske (SPD).

6 février En raison de l'agitation qui règne à Berlin, l'Assemblée constituante se réunit au théâtre de Weimar en Thuringe.

11 février Friedrich Ebert (SPD) est élu président de la République (dite « de Weimar », cf. 6 février).

13 février Philipp Scheidemann (SPD) forme avec le Centre catholique (*Zentrum*) et le Parti démocrate (DDP) un gouvernement dit de « petite coalition républicaine ».

20 février A Munich, Kurt Eisner (USPD, cf. 7 novembre 1918) est contraint de démissionner sous la pression des Social-démocrates (SPD, Erhard Auer).

21 février Assassinat de Kurt Eisner par le colonel-comte Anton von Arco auf Valley ; rendu responsable, Erhard Auer (SPD, cf. 20 février) est victime d'une tentative d'homicide par un membre du Conseil ouvrier, Alois Lindner ; deux députés sont tués.

23 février 100 000 participants aux obsèques de Kurt Eisner.

Grève générale dans le bassin minier de Mansfeld dans le Harz ; sauvage répression.

3 mars – 9 avril Dans toute l'Allemagne du Nord, déchaînement de la répression antirévolutionnaire ; liquidation massive des agitateurs par l'armée et les corps francs (*Freikorps*).

17 mars En Bavière, après de longues joutes oratoires entre réformistes et révolutionnaires, formation du gouvernement Johannes Hoffmann (SPD).

Début avril À la nouvelle du succès de la révolution hongroise, l'extrême gauche bavaroise envisage d'instaurer une République soviétique à laquelle les communistes refusent de participer (refus de l'aventurisme conformément à l'enseignement léniniste).

[23]

7 avril Proclamation de la République soviétique (*Räterepublik*) à Munich et dans la plupart des grandes villes de Bavière ; le gouvernement Johannes Hoffmann (SPD) s'enfuit à Bamberg.

13 avril Johannes Hoffmann (SPD) fait appel à Gustav Noske (SPD) pour écraser le mouvement révolutionnaire en Bavière. L'armée et les corps francs (Franz Xaver Ritter von Epp, Ernst Röhm) marchent sur Munich. À contrecœur, mais pour éviter le pire, les communistes (Eugen Leviné) prennent la direction de la République soviétique et forment une armée rouge (Rudolf Egelhofer).

23 avril Offensive de l'armée et des corps francs contre la République soviétique bavaroise.

29 avril L'armée rouge bavaroise résiste à l'offensive de l'armée et des corps francs ; mais se livre aussi à des exactions contre des civils

(entre autres, l'exécution du prince von Thurn und Taxis et de la comtesse von Westarp).

Face à la menace croissante des forces antirévolutionnaires, la République soviétique bavaroise se désorganise ; Eugen Leviné et les communistes sont évincés au profit de l'écrivain anarcho-pacifiste Ernst Toller qui prononce la dissolution de l'armée rouge.

1^{er} mai – 8 mai L'armée et les corps francs occupent Munich ; proclamation de l'état de siège ; exécution de plus de 500 révolutionnaires ; pour les autres, condamnation à de lourdes peines de prison.

Retour à Munich (cf. 7 avril) du gouvernement Johannes Hoffmann (SPD).

7 mai À Versailles, les Alliés présentent les clauses du traité de paix à la délégation allemande conduite par le comte Ulrich von Brockdorff-Rantzau ; menace de reprendre la guerre en cas de non-acceptation. Le maréchal Foch prophétise : « Ce n'est pas une paix, mais un armistice de vingt ans ! »

[24]

9 mai Hitler (cf. début février) est nommé membre d'une commission d'enquête sur les activités révolutionnaires au sein de son régiment.

Mi-mai Le haut commandement militaire allemand (*OHL*) passe un accord avec les armées russes blanches (colonel Awalow-Bermond) pour destituer le pouvoir bolchevique.

Fin mai En liaison avec les armées russes blanches, les corps francs du général Rüdiger von der Goltz prennent Riga et marchent sur Petrograd et Moscou ; les Alliés redoutent de voir la puissance militaire allemande se reconstituer, mais se retranchent dans l'attentisme.

1^{er} juin Par l'entremise du commissaire français en Rhénanie, Paul Tirard, la France tente de faire proclamer une République libre de Rhénanie ; à Wiesbaden, constitution du gouvernement Adam Dorten qui doit se retirer face à l'hostilité de la population. En Bavière, Johannes Hoffmann (SPD) remanie son gouvernement en l'ouvrant aux catholiques et aux libéraux.

5 – 12 juin Hitler (cf. 9 mai) suit un cycle de formation politique organisé sous l'égide de l'armée à l'université de Munich.

20 juin Démission du gouvernement Philipp Scheidemann (SPD, cf. 13 février) en protestation contre les clauses du traité de Versailles.

21 juin Suite à la démission de Philipp Scheidemann (cf. 20 juin), Gustav Bauer (SPD) forme avec le Centre catholique (*Zentrum*) un nouveau gouvernement appelé « bloc rouge-noir ». Le Parti démocrate (DDP) refuse dans un premier temps d'y participer pour ne pas avoir à cautionner le traité de Versailles.

Internée dans la rade de Scapa Flow (Écosse), la flotte allemande de haute mer se saborde sur ordre de l'amiral von Reuter (70 unités navales) afin de ne pas être récupérée par les Alliés.

[25]

22 juin Harcelée par les Alliés, l'Assemblée constituante de Weimar (cf. 6 février) approuve la signature du traité de Versailles par 237 voix contre 158 (toute la droite).

23 juin À Berlin, la Ligue des anciens combattants de la guerre de 1870-1871 brûle les drapeaux alors pris à la France et dont le traité de Versailles prévoit la restitution.

24 juin Le général Wilhelm Groener, commandant suprême de l'armée allemande (cf. 10 novembre 1918), et son adjoint, Kurt von Schleicher, adresse une note au président Friedrich Ebert : « Notre programme repose sur le principe directeur que l'existence de tout État de même que celle de tout individu sur notre planète est un combat [...], que tout relâchement ou toute défaillance dans ce combat, de même que toute velléité de pacifisme international, mettent l'État en danger d'être ruiné et submergé par les États ennemis ».

Les cercles militaristes allemands soutenus par quelques magnats de l'industrie envisagent de renverser la République et de relancer la guerre à l'Ouest pour empêcher la signature du traité de Versailles. Le général Wilhelm Groener (cf. supra) et le général Hans von Seeckt rejettent le projet qu'ils considèrent comme suicidaire

28 juin Le ministre des Affaires étrangères Hermann Müller (SPD) et le ministre des Transports Johannes Bell (Centre catholique = *Zentrum*) signent le traité de Versailles.

Énorme diffusion outre-Rhin du pamphlet, *Les Conséquences économiques du traité de Versailles*, du célèbre économiste anglais John Keynes, qui avait démissionné de son poste d'expert à la Conférence pour protester contre les conditions draconiennes imposées à l'Allemagne.

De fait, outre qu'il précipitera les masses populaires dans une misère noire dont la République sera rendue directement responsable, « l'ignominieux diktat de Versailles » (*Versailler Schanddiktat*, abrégé en *Diktat*) va immédiatement provoquer une vague de chauvinisme et de revanchisme exploitable par l'extrême droite.

[26]

Début juillet Les Alliés exigent le limogeage du général Rüdiger von der Goltz (cf. fin mai) et la cessation des combats à l'Est.

21 juillet Échec à Berlin d'un putsch d'extrême droite commandité par Wolfgang Kapp, oligarque de la haute finance prussienne, et conduit par le commandant de cavalerie Waldemar Pabst ; limogeage de Pabst.

11 août Proclamation de la Constitution de la République de Weimar (*Weimarer Verfassung*) élaborée sous la direction du juriste et ministre de l'Intérieur du gouvernement Bauer (cf. 21 juin), Hugo Preuß (Parti démocrate = DDP).

12 août La Bavière se donne une Constitution républicaine qui fait du Parti populaire bavarois (BVP) — fraction très conservatrice du Centre catholique (*Zentrum*) qui milite pour la restauration des Wittelsbach et l'indépendance de la Bavière — le parti dominant jusqu'en 1933 ; son président, Heinrich Held, qui sera chef du gouvernement bavarois de 1924 à 1933, fera preuve — notamment par l'intermédiaire de son ministre de la Justice, Franz Gürtner (membre de la DNVP = Parti populiste national allemand, nommé ministre de la Justice du *Reich* par le chancelier Franz von Papen en 1932, maintenu dans sa fonction par Hitler jusqu'à sa mort en janvier 1941) —, de beaucoup d'indulgence à l'égard de l'extrême droite.

14 août Entrée en vigueur de la Constitution de la République de Weimar (cf. 11 août).

18 août Insurrection polonaise en Haute-Silésie ; en effet, alors que le traité de Versailles prévoyait que la partie de la Silésie « dont le

caractère polonais est incontestable » revienne à la Pologne, cette décision a été contestée sur pression de l'Allemagne par le premier ministre britannique Lloyd George, connu pour son hostilité à la Pologne. L'insurrection est matée par les corps francs allemands. Début d'une période dramatique où s'exacerbent les rivalités locales entre Allemands et Polonais.

[27]

19 – 25 août Hitler (cf. 5-12 juin) est chargé de faire des conférences sur le judéo-bolchevisme auprès de prisonniers de guerre allemands qui viennent d'être rapatriés ; il se révèle excellent orateur.

2 septembre Les Alliés imposent à l'Allemagne de renoncer, sous peine de sanctions immédiates, à l'article 61 de la Constitution de la République de Weimar (cf. 14 août) qui prévoit à plus ou moins longue échéance un « *Anschluß* de l'Autriche au *Reich* allemand ».

10 septembre Le traité de paix de Saint-Germain-en-Laye avec l'Autriche oblige celle-ci à être une république à part entière et à renoncer à toute velléité d'*Anschluß* à l'Allemagne.

Souhaité par de très nombreux Autrichiens, l'*Anschluß* sera à l'avenir un sujet très discuté.

12 septembre Devenu « homme de confiance » (*V-Mann*, autrement dit espion) de ses supérieurs hiérarchiques dans l'armée, Hitler (cf. 19-25 août) est chargé de rédiger un rapport sur la DAP (cf. 5 janvier) qui a organisé une réunion dans une brasserie munichoise. Il s'y rend en civil et se fait remarquer par sa prise de parole contre un séparatiste bavarois.

Octobre Grâce à l'appui financier d'industriels (Stinnes, Duis-berg) et de banquiers berlinois (Bleichröder, Warburg), Wolfgang Kapp fonde une association germano-russe afin de financer les armées russes blanches du colonel Awalow-Bermondts dans lesquelles combattent désormais les mercenaires allemands de Rüdiger von der Goltz (cf. début juillet) ; projet d'abattre le régime bolchevique puis la République de Weimar.

3 octobre Le Parti démocrate (DDP) rentre dans le gouvernement Gustav Bauer (SPD, cf. 21 juin) ; reconstitution de la « petite coalition républicaine » (SPD, Centre catholique/*Zentrum*, Parti démocrate/DDP).

[28]

19 octobre Après avoir obtenu l'autorisation à ses supérieurs (ce qui en dit long sur les rapports de certains officiers avec l'extrême droite), Hitler (cf. 12 septembre) sollicite son adhésion à la DAP.

Novembre Les armées russes blanches (cf. octobre) sont battues par les armées estoniennes et lettonnes ; les corps francs du « *Baltikum* » rentrent en Allemagne et vont grossir les rangs de l'extrême droite.

REPÈRES CULTURELS ET IDÉOLOGIQUES

À Munich, répression des intellectuels révolutionnaires : assassinat de Karl Landauer, emprisonnement d'Erich Mühsam et Ernst Toller ; Ret Marut s'enfuit pour l'Angleterre puis le Mexique où il prend le nom de Bruno Traven. Kurt Pinthus, *Le Crépuscule de l'humanité*, anthologie expressionniste mettant en exergue la révolte adolescente et qui se vendra à plus de 20 000 exemplaires. Paul Ernst : *L'Effondrement de l'idéalisme allemand* dans lequel l'auteur plaide pour le règne des « âmes fortes » sur les timorés et les faibles. Franz Schauwecker : Dans *la gueule de la mort, l'âme allemande durant la guerre mondiale*. Création, à l'initiative d'écrivains et artistes de sensibilité marxiste, de la Ligue pour une culture prolétarienne Introduction du dadaïsme à Cologne par Hans Arp et Max Ernst, ainsi qu'à Dresde par John Heartfield, Otto Dix, George Grosz. Kurt Schwitters lance le mouvement « Merz ». Sortie des films *Le Cabinet du Docteur Caligari* de Robert Wiene et *La Poupée* d'Ernst Lubitsch.

[28]

**Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.**

Année 1920

[Retour à la table des matières](#)

1^{er} janvier Entrée en politique d'Adolf Hitler qui est admis (cf. 12 septembre et 19 octobre 1919) comme adhérent à la DAP (55^e membre).

[29]

10 janvier Entrée en vigueur du traité de Versailles : amputation de l'Allemagne de ses colonies et de nombreux territoires indispensables à son économie ; sévère contrôle de la production industrielle et agricole ; confiscation des avoirs à l'étranger et de la flotte marchande ; démantèlement du potentiel militaire ; lourdes réparations de guerre dont le montant sera fixé par une Commission des réparations (*Repko*).

Créé par les articles 45-50 du traité de Versailles à partir de 1465 km² de la Prusse rhénane et de 416 km² du Palatinat bavarois, le territoire de Sarre (*Saargebiet*) passe pour quinze ans sous contrôle de la Société des Nations (SDN) qui en confie la gestion économique (mines de charbon) à la France.

Début de l'inflation.

11 janvier Commentant l'entrée en vigueur du traité de Versailles, le *Journal allemand (Deutsche Zeitung)* de Berlin lance un appel à la mobilisation populaire contre les dirigeants de la République de Weimar : « Nous ne renonçons à rien, à rien du tout, et nous saurons bien reprendre ce que l'infamie, la trahison et la lâcheté nous ont fait perdre ».

23 Janvier La France exige que l'armée allemande soit réduite à 115 000 hommes et que soient jugés 900 criminels de guerre,

notamment le général Erich Ludendorff, ex-Grand-maître du quartier général (*Generalquartiermeister*), stratège de la guerre totale, et objet en Allemagne d'un véritable culte chez les nationalistes.

Refus du gouvernement hollandais de livrer l'Empereur Guillaume II aux Alliés.

Adhésion à la DAP (cf. 1^{er} janvier) de Rudolf Heß, 26 ans, élève du géopoliticien et professeur à l'université de Munich, Karl Haushofer.

30 janvier Encouragée par la décision hollandaise de ne pas livrer Guillaume II aux Alliés (cf. 23 janvier), l'Allemagne refuse obstinément de livrer les criminels de guerre réclamés par la France (cf. 23 janvier) et obtient qu'ils soient jugés devant la Cour suprême de Leipzig.

[30]

10 février L'Allemagne perd le Schleswig du Nord (prussianisé sous Bismarck en 1866) ; par un référendum décidé par les Alliés, ses habitants optent pour le rattachement au Danemark (75 431 voix contre 25 329).

12 février En attendant que soit organisé le référendum qui décidera de la situation en Haute-Silésie (cf. 18 août 1919), celle-ci est provisoirement placée sous contrôle français. Les corps francs allemands sont contraints d'évacuer la zone.

24 février Devenu l'homme fort de la DAP (cf. 1^{er} janvier), Hitler proclame un « Programme en 25 points » qui « exige » (« *Wir fordern* ») : [1] la constitution d'une grande Allemagne ; [2] l'abolition du traité de Versailles ; [3] le droit à disposer de colonies ; [4, 5, 6, 7, 8] l'instauration d'un code de la nationalité ; [9, 10] la formation d'une communauté populaire fondée sur la cohésion raciale ; [11] le démantèlement du capitalisme ; [12] la condamnation des profiteurs de guerre ; [13] la nationalisation des trusts ; [14] la redistribution des profits des grandes entreprises ; [15] la création d'une protection sociale pour les personnes âgées ; [16] des mesures en faveur des petits commerçants et des PME ; [17] l'expropriation des grands propriétaires terriens et une réforme agraire ; [18] l'exécution des criminels et des usuriers ; [19] l'abrogation du droit romain et l'établissement d'une législation authentiquement germanique ; [20] une réforme scolaire anti-élitiste ouverte sur la vie active ; [21] une politique de santé basée

sur la prévention et la pratique obligatoire du sport ; [22] la formation d'une armée moderne ; [23] l'assainissement de la presse et de la culture des influences juives et modernistes ; [24] la systématisation de la lutte contre le judaïsme et le marxisme ; [25] la centralisation des pouvoirs et la création des administrations nécessaires à l'instauration d'un régime totalitaire.

La DAP prend le nom de NSDAP (*nationalsozialistische deutsche Arbeiterpartei* = Parti allemand national-socialiste des travailleurs).

13 – 17 mars À Berlin, échec du putsch d'extrême droite Kapp – Lüttwitz suite à une grève générale qui, pour une fois, unit [31] l'ensemble des forces de gauche et les républicains. Kapp (cf. 21 juillet 1919) se réfugie en Suède, le général von Lüttwitz est révoqué.

À Munich, succès du putsch dit de *l'Orgesch* (du nom de la principale *organisation* putschiste, dirigée par Georg *Escherich*.): le 14 mars, le gouvernement bavarois dirigé par Johannes Hoffmann (SPD) est contraint de démissionner ; instauration d'un gouvernement de coalition des droites conduit par le politicien ultraconservateur Gustav von Kahr auquel la NSDAP apporte provisoirement son soutien (en réalité Hitler, qui pense en termes de *Reich*, est opposé à la politique régionalo-séparatiste de Gustav von Kahr qui souhaite, lui, la formation d'une Union sud-allemande indépendante de Berlin).

Impliqués dans le putsch de Kapp – Lüttwitz, les corps francs, désormais interdits et poursuivis en Prusse, se retireront en Bavière (« Brigade Hermann Ehrhardt » qui devient l'organisation clandestine « Consul »), ainsi que le général Erich Ludendorff auquel Kapp avait dévolu le rôle de dictateur militaire du *Reich*.

18 mars Redoutant que la mobilisation populaire contre le putsch Kapp – Lüttwitz ne dégénère en une insurrection prolétarienne, le vice-chancelier Eugen Schiffer (Parti démocrate = DDP) et le nouveau commandant en chef de l'armée, Hans von Seeckt, font placarder à Berlin, « au nom du gouvernement du *Reich* », un appel à la reprise immédiate du travail et à résister à toute récupération de la situation par les communistes ; on remet 50 marks aux personnes disposées à contribuer « à maintenir l'ordre et le calme » ; traque des communistes et autres révolutionnaires par l'armée assistée de milices de citoyens.

19 mars Le mouvement ouvrier déclenché le 14 dans la Ruhr à l'annonce du putsch Kapp – Lüttwitz (à l'appel des communistes et du Parti socialiste indépendant/USPD, rejoints par de nombreux socialistes) vire à l'insurrection générale : occupation de la mairie de Dortmund, Essen, Mülheim, réquisition des banques à Duisburg, etc..

[32]

Les corps francs du commandant Adolf von Lützow, dépêchés pour mater la sédition, doivent battre en retraite face à la coalition ouvrière.

Condamnation du traité de Versailles par le Sénat américain.

22 mars Suite au putsch Kapp – Lüttwitz, la direction du Parti social-démocrate (SPD) contraint Gustav Noske (SPD) à démissionner de ses fonctions de ministre de l'Armée. Il est remplacé par le démocrate (DDP) Otto Geßler qui conservera le poste jusqu'en 1928.

25 mars Signature de l'accord de Bielefeld entre les insurgés de la Ruhr (cf. 19 mars) et le ministre de l'Intérieur de Prusse, Carl Severing (SPD), qui prévoit notamment la nationalisation des trusts.

Démobilisation de la coalition ouvrière en dépit des avertissements des communistes qui voient dans l'accord une ruse.

26 mars Démission du gouvernement Gustav Bauer (SPD) suite au putsch Kapp – Lüttwitz.

27 mars Hermann Müller (SPD) forme avec le Centre catholique (*Zentrum*) et les démocrates (DDP) un nouveau gouvernement de « petite coalition républicaine ».

Création de l'allocation chômage.

31 mars Adolf Hitler (cf. 24 février) quitte l'armée.

2 – 6 avril Sanglante répression de l'insurrection ouvrière dans la Ruhr (cf. 25 mars) par le général Karl Oskar von Watter ; traque des révolutionnaires jusque dans la zone rhénane démilitarisée (cf. 11 décembre 1918).

En rétorsion contre l'intrusion en zone rhénane démilitarisée, la France occupe Francfort, Darmstadt, Homburg et Hanau. Protestation de l'Angleterre.

[33]

30 avril Éclatée depuis le XIX^e siècle en une multitude de petits États dirigés par des princes qui ont abdicé sous la pression révolutionnaire, la Thuringe est unifiée et devient un *Land* ; la circonscription de Coburg, limitrophe de la Franconie (partie Nord de la Bavière) est attribuée à la Bavière.

6 juin Élections générales pour la formation du premier *Reichstag* (parlement) de la République de Weimar ; le Parti social-démocrate (SPD) perd la majorité.

8 juin Démission du gouvernement Hermann Müller (SPD).

25 juin Entrée en fonction du gouvernement dit « de coalition bourgeoise » (DDP = démocrates, *Zentrum* = Centre catholique, DVP = parti populaire allemand) formé par Konstantin Fehrenbach (*Zentrum*) ; ce cabinet va diriger le pays sans majorité parlementaire, avec la tolérance des socialistes.

Le Conseil suprême interallié condamne l'Allemagne à payer des dommages de guerre.

26 juin À Munich, assassinat par l'extrême droite du député socialiste indépendant (USPD) Karl Gareis ; début des crimes de la *Vehme (Feme)* : exécution sommaire par des groupuscules clandestins de pacifistes, démocrates et hommes de gauche dénoncés en tant que « traîtres à la patrie ».

5 juillet Le Danemark prend possession du Schleswig du Nord (cf. 10 février) qui devient le Slesvig.

Suite à la décision interalliée du 25 juin, ouverture de la Conférence de Spa (en Belgique, près de Liège) sur les dommages de guerre à laquelle participe une délégation allemande conduite par le chancelier Konstantin Fehrenbach (jusqu'au 16 juillet) : le montant de la dette n'est pas chiffré, l'Allemagne doit s'engager à livrer deux millions de tonnes de charbon par mois.

31 juillet En vertu du traité de Saint-Germain-en-Laye (cf. 10 septembre 1919), la Tchécoslovaquie, créée en octobre 1918 avec le soutien des Alliés, prend possession d'une partie de la région [34] autrichienne autour de Gmünd-Waldviertel ; la frontière coupe la petite ville en deux.

7 – 8 août Fondation officielle de la NSDAP (Parti allemand national-socialiste des travailleurs, cf. 24 février) en tant que parti national.

Hitler et Anton Drexler participent à Salzbourg au « Congrès interrégional des nationaux-socialistes de l'ensemble des territoires de langue allemande ».

13 août À Munich, à la brasserie *Hofbräuhaus* archicomble, discours-fleuve de Hitler sur le thème : « Pourquoi nous sommes contre les Juifs ».

17 – 28 août En Haute-Silésie, les tensions entre population allemande et polonaise n'ont cessé de s'aggraver ; deuxième insurrection polonaise.

20 septembre Conformément aux dispositions du traité de Versailles, la Belgique prend possession des provinces d'Eupen et Malmédy qui appartenaient à la Prusse depuis 1815.

29 septembre – 11 octobre Hitler participe à plusieurs manifestations d'extrême droite en Autriche ; discours à Vienne, Krems-sur-Danube et Gmünd-Waldviertel (cf. 31 juillet) contre le traité de Versailles, le traité de Saint-Germain-en-Laye, et sur la nocivité des Juifs.

12 octobre Congrès du Parti socialiste indépendant (USPD) à Halle ; décision majoritaire d'adhérer à l'Internationale communiste.

15 octobre Violent discours de Lénine contre le traité de Versailles dont sont victimes en premier lieu les classes populaires allemandes.

15 novembre Suite aux dispositions du traité de Versailles, le territoire autour de la cité portuaire de Dantzig (Gdansk), allemande [35] à 90%, est proclamée « État libre » (*Freistaat*) sous contrôle de la Société des Nations (SDN) ; création d'un corridor permettant à la Pologne d'accéder à la ville afin d'utiliser les installations portuaires, d'y commercer et d'y avoir une administration polonaise (poste, école, etc.).

4 – 7 décembre À Berlin, congrès fondateur du Parti communiste allemand renoué ; le Parti socialiste indépendant (USPD) rejoint majoritairement le PC.

15 – 22 décembre Conférence de Bruxelles sur les réparations de guerre allemandes ; désaccord allié sur le montant.

17 décembre Grâce à des financements privés obtenus par l'entremise de la société secrète d'extrême droite Thulé, le Parti nazi fait l'acquisition des éditions munichoises Eher et lance le *Völkischer Beobachter* (*Observateur racial-populaire*) dont le poète et dramaturge antisémite Dietrich Eckart, 53 ans, mentor de Hitler, prend la direction, assisté de l'idéologue de la lutte anti-judéo-bolchevique et « philosophe » Alfred Rosenberg, 27 ans.

31 décembre Entrée en vigueur de la clause du traité de Versailles qui réduit les forces militaires allemandes à 115 000 hommes.

REPÈRES CULTURELS ET IDÉOLOGIQUES

Ernst Jünger : *Orages d'acier*. Énorme succès commercial des *Protocoles des Sages de Sion*, traduits du russe en allemand par le journaliste antisémite Ludwig Millier. En totale contradiction avec les droits de la personne garantis par la Constitution weimarienne, le psychiatre fribourgeois Alfred Hoche publie en collaboration avec le juriste de Leipzig, Karl Binding, un projet de *Libéralisation de l'élimination de la vie indigne d'être vécue* (*Die Freigabe des Vernichtung lebensunwerten Lebens*). Englué dans une religiosité qui dégénère en obsession de l'apocalypse judéo-bolchevique et révolté par la partition du Schleswig (cf. 10 février), le peintre Emil Nolde (i.e. Emil Hansen), qui a ses origines et vit dans la région, adhère à [36] la NSDAP. Fin de la « génération expressionniste » qui, selon le cas, évolue vers le socialisme révolutionnaire ou l'engagement nationaliste. À Berlin, « Foire internationale Dada » et fondation par Erwin Piscator du « Théâtre prolétarien ». Essor de la radiodiffusion.

**Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.**

Année 1921

[Retour à la table des matières](#)

10 janvier Devant la Cour suprême de Leipzig, ouverture du procès des militaires allemands considérés par les Alliés comme des criminels de guerre (cf. 30 janvier 1920). Manifestations de l'extrême droite.

24 – 29 janvier La Conférence de Paris fixe le montant des réparations allemandes à 226 milliards de marks-or à régler en 42 annuités. Indignation de la population allemande.

1^{er} février L'Allemagne refuse toute discussion sur les bases de la Conférence de Paris (cf. 24-29 janvier).

20 février Le Parti communiste allemand rénové (cf. 4-7 décembre 1920) obtient la majorité aux élections de Halle-Mansfeld.

27 février – 7 mars À la Conférence de Londres, le chancelier Konstantin Fehrenbach (Centre catholique = *Zentrum*) présente un contre-projet au traité de Versailles.

Resserrement de l'entente franco-britannique qui refuse toute discussion sur le contre-projet présenté par Konstantin Fehrenbach.

La délégation allemande quitte la conférence ; son attitude est approuvée par la population allemande.

[37]

8 mars La France occupe Düsseldorf et Duisburg – Ruhrort (rive droite du Rhin).

19 mars Le ministre de l'Intérieur de Prusse, Cari Severing (SPD), décide de réduire le bastion communiste de Halle-Mansfeld (cf. 20 février).

20 mars En Haute-Silésie, référendum sous contrôle interallié : 40,4% en faveur du rattachement à la Pologne, 59,6% en faveur du rattachement à l'Allemagne. La France, qui soutient les intérêts polonais, conteste le résultat ; dissensions avec l'Angleterre pro-allemande.

22 mars Les ouvriers et mineurs de Halle et Mansfeld prennent les armes pour s'opposer à l'intervention policière décidée le 19 par Carl Severing. Des rivalités entre communistes et gauchistes paralysent l'action.

23 mars L'Allemagne fait savoir qu'elle ne sera pas en mesure de régler l'échéance des réparations prévue pour le 1^{er} mai.

24 mars L'Angleterre taxe à 50% les importations allemandes.

28 mars Répression de l'insurrection ouvrière de Halle-Mansfeld (cf. 22 mars). Le Parti communiste lance un appel à la grève générale qui n'est pas suivi. Arrestation de 4 000 insurgés.

24 avril Consultation de la population du Sud-Tyrol qui, selon le dispositif adopté par le traité de Saint-Germain-en-Laye (10 septembre 1919), doit cesser d'appartenir à l'Autriche pour devenir italien. Les Sud-Tyroliens réclament à 90% leur rattachement à l'Allemagne, mais les Alliés tranchent en faveur de l'italianisation de la province qui devient le Haut-Adige (*Alto Adige*). Début d'un contentieux entre l'Allemagne et l'Italie auquel Hitler mettra un terme en 1936 en raison de son alliance avec Mussolini.

La Cour suprême de Leipzig (cf. 10 janvier) acquitte le général Erich Ludendorff.

[38]

27 avril Les Alliés ramènent le montant des réparations allemandes à 132 milliards à régler par versements annuels de deux milliards ; 1 milliard doit être payé immédiatement.

3 mai En Haute-Silésie, déclenchement de la troisième insurrection polonaise. Des corps francs, organisés par l'ancien général Walther von Lüttwitz (cf. 13-17 mars 1920), affluent d'Allemagne pour riposter à l'insurrection.

4 mai Démission du gouvernement Konstantin Fehrenbach (Centre catholique = *Zentrum*) par protestation contre les décisions alliées sur les réparations.

5 mai La Conférence de Londres sur les réparations réduit, « en valeur actuelle », à 75 milliards les sommes dues par l'Allemagne et menace d'occuper la Ruhr si les conditions de paiement ne sont pas respectées.

6 mai Traité d'assistance germano-soviétique. Tandis que l'Allemagne voit là le moyen de tourner le traité de Versailles en entraînant des troupes en Russie (cf. 31 décembre 1920), le gouvernement soviétique bénéficiera de l'aide de techniciens allemands pour moderniser le pays.

10 mai Le maire de Cologne, Konrad Adenauer (Centre catholique = *Zentrum*) est pressenti pour former le nouveau gouvernement ; il pose des conditions tellement draconiennes (augmentation des impôts indirects, augmentation d'une heure de la semaine de travail, libre choix de ses ministres) qu'on lui préfère Joseph Wirth (Centre catholique = *Zentrum*) qui forme un gouvernement de « petite coalition républicaine » (SPD, DDP = démocrates, *Zentrum* = Centre catholique).

11 mai Le gouvernement Joseph Wirth (cf. 10 mai) se prononce pour le respect du traité de Versailles et le paiement des réparations (*Erfüllungspolitik*) ; recours à l'emprunt pour ne pas alourdir la pression fiscale, ce qui a pour effet d'accélérer l'inflation.

[39]

20 mai L'Angleterre ramène à 26% la taxe sur les importations allemandes.

24 mai La France exige du président Friedrich Ebert (SPD) la signature d'un décret interdisant toute intervention des corps francs hors des frontières allemandes (cf. 3 mai) ; rapatriés en Allemagne, ils vont aller grossir les rangs de l'extrême droite, notamment les SA (cf. 3 août).

28 mai L'industriel et politicien démocrate (DDP), Walther Rathenau, est nommé ministre des Réparations.

Juillet Lénine condamne la stratégie gauchiste du PCA lors de l'insurrection de Halle-Mansfeld (cf. 22 - 28 mars).

11 juillet Hitler menace de quitter la NSDAP s'il n'obtient pas le pouvoir absolu et menace de créer un nouveau parti.

29 juillet Hitler devient le maître absolu de la NSDAP, Anton Drexler (cf. 5 janvier 1919 et 7-8 août 1920) doit se contenter du titre de « président d'honneur à vie ».

Le titre de *Führer*, occasionnellement utilisé depuis février, s'impose et deviendra statutaire le 6 novembre (annonce à cette date du *Völkischer Beobachter*, cf. 17 décembre 1920).

3 août La NSDAP se dote d'une « Section sportive » (*Sportabteilung* = SA) dirigée par l'officier de corps franc Johann Ulrich Klintzsch.

12 août La France et l'Angleterre ne parvenant pas à s'entendre pour régler le statut de la Haute-Silésie, l'affaire est portée devant la Société des Nations (SDN).

14 août Mise en place de négociations franco-allemandes pour que l'Allemagne puisse s'acquitter d'une partie des réparations par des livraisons en nature, notamment en se chargeant de la reconstruction des régions dévastées dans le Nord de la France. Le projet est accueilli avec enthousiasme par les industriels allemands.

[40]

25 août Traité de paix germano-américain.

26 août Lors d'une promenade sur le Kniebis, en Forêt-Noire, le ministre des Finances du gouvernement Wirth, Matthias Erzberger (Centre catholique = *Zentrum*), signataire de l'armistice (cf. 11 novembre 1918), est assassiné par deux activistes de l'« Organisation Consul » (cf. 13-17 mars 1920), Hinrich Tillessen et Heinrich Schulz.

Décret du président Friedrich Ebert (SPD) exigeant la dissolution des groupuscules terroristes.

Conflit entre le gouvernement central de Berlin et le chef du gouvernement bavarois, Gustav von Kahr, qui refuse d'appliquer le décret.

29 août Le gouvernement Joseph Wirth proclame l'état d'urgence pour faire face à la crise économique.

Septembre La « Section sportive » de la NSDAP fondée par Johann Ulrich Klintzsch (cf. 3 août) est rebaptisée Section d'assaut (*Sturmabteilung* = SA). Elle passe sous contrôle du capitaine Ernst Röhm qui l'arme clandestinement avec les dépôts secrets de l'armée, mais ne peut la commander effectivement du fait qu'il est toujours officier de la *Reichswehr*.

11 septembre En protestation contre le décret sur la dissolution des groupuscules terroristes (cf. 26 août), Gustav von Kahr démissionne de son poste de chef du gouvernement bavarois.

14 septembre Les SA perturbent une réunion de la Ligue monarchiste bavaroise et blessent des participants ; plainte est portée contre Hitler.

21 septembre Le comte Hugo von Lerchenfeld-Köfering (BVP = Parti populaire bavarois, catholique) devient chef du gouvernement de Bavière et normalise les rapports du *Land* avec le pouvoir central berlinois.

[41]

6 octobre Accord de Wiesbaden entre Walther Rathenau (Parti démocrate = DDP) et le ministre français Louis Loucheur sur la reconstruction du Nord de la France par l'industrie allemande.

Opposition formelle des industriels français et de l'Angleterre qui ne veulent pas que, par ce biais, l'industrie Allemagne prenne une position hégémonique sur le continent.

25 octobre La Société des Nations fait connaître sa décision concernant la question de Haute-Silésie : la quasi-totalité des mines de charbon et de minerais passe sous administration polonaise.

Par protestation, Walther Rathenau (Parti démocrate = DDP) démissionne de son poste de ministre des Réparations.

La population allemande, manipulée par les journaux et revues du groupe de presse Alfred Hugenberg (cofondateur en 1893 de la Ligue pangermaniste, député du Parti populiste national allemand = DNVP) et l'extrême droite, rend la France — qui a constamment soutenu les ambitions polonaises — responsable de la perte de la Haute-Silésie

1^{er} novembre Otto Braun (SPD) devient chef du gouvernement du *Land* de Prusse, poste qu'il avait momentanément occupé au lendemain

du putsch de Kapp et qu'il ne quittera plus durant douze ans ; socialiste de droite, défenseur de la « démocratie bourgeoise », il mettra sur pied une police moderne dont il se servira contre le Parti communiste et les syndicats, à ses yeux tout aussi nocifs et dangereux que l'extrême droite.

12 novembre Effondrement du mark.

16 novembre Prétextant l'épuisement de sa réserve de devises, l'Allemagne sollicite un moratoire du paiement des réparations. Levée de l'état d'urgence proclamé le 29 août.

18 novembre Mort en Hongrie du roi Louis III de Wittelsbach qui avait régné sur la Bavière de novembre 1913 à novembre 1918.

[42]

REPÈRES CULTURELS ET IDÉOLOGIQUES

Hommage à Karl Liebknecht de la graphiste-sculpteur Käthe Kollwitz. Walter Gropius érige à Weimar un mémorial pour les communistes tués en mars. Dans son roman *Fairfax*, Cari Sternheim s'attaque au capitalisme américain. Jakob Wassermann : *Mon Parcours en tant qu'Allemand et Juif*. Ludwig Wittgenstein : *Tractatus logico-philosophicus*. Succès en librairie (15 éditions épuisées dans l'année) du roman antisémite, *Le Péché contre le sang*, d'Arthur Dinter. À Berlin, première de l'opéra *Wozzek* d'Alan Berg. Arnold Schonberg énonce les principes de la musique dodécaphonique. Albert Einstein reçoit le prix Nobel de physique. Friedrich Wilhelm Murnau tourne *Nosferatu le vampire*. Fritz Lang réalise *La Mort lasse (Les trois lumières)*.

[42]

**Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.**

Année 1922

[Retour à la table des matières](#)

Année 1922

12 janvier À Munich, Hitler est condamné à trois jours de prison pour coups et blessures (cf. 14 septembre 1921).

13 janvier Walther Rathenau (Parti démocrate = DDP) est nommé ministre des Affaires étrangères.

29 – 30 janvier Assemblée générale de la NSDAP.

10 mars Pour mettre un terme à l'agitation politique et antisémite sans cesse croissante des nazis, le chef du gouvernement bavarois, Hugo von Lerchenfeld-Köfering (BVP = Parti populaire bavarois, catholique), envisage de faire expulser Hitler de Bavière.

15 mars Négociation d'un accord franco-allemand sur le paiement des réparations par la fourniture de matières premières.

20 mars Les É.-U. rappellent leurs troupes stationnées en Allemagne.

21 mars La Commission des réparations (*Repko*) accorde un moratoire à l'Allemagne.

À partir d'avril Crise économique : augmentation galopante du coût de la vie.

Par la voix de Hugo Stinnes, le Syndicat des industriels allemands propose de privatiser les chemins de fer pour payer les réparations ; refus du gouvernement.

Hugo Stinnes suggère un rapatriement de capitaux et une ouverture de crédits en devises si le gouvernement allège les charges des grandes entreprises et renonce à sa politique sociale (remise en cause de la journée de huit heures). Grèves chez les cheminots, mineurs et métallos.

15 avril Enlèvement de la Conférence de Gênes qui, depuis le 10 avril, réunit vingt-neuf puissances pour débattre des réparations et des problèmes économiques européens.

Le ministre des Affaires étrangères allemand, Walther Rathenau (Parti démocrate = DDP), passe un accord avec le ministre des Affaires étrangères soviétique, Gheorgi Vassiliévitch Tchitchérine : renonciation réciproque aux dettes et réparations de guerre, rétablissement des relations diplomatiques et économiques, collaboration militaire (fabrication d'armes et formation d'officiers).

16 avril L'Allemagne et la Russie soviétique signent le traité de Rapallo (station balnéaire à l'Est de Gênes, cf. 15 avril). Grande inquiétude des Alliés occidentaux.

15 mai L'Allemagne signe la Convention de Genève qui concède la Haute-Silésie à la Pologne.

Création sous le patronage de la SA des « bataillons de jeunesse Adolf Hitler » (*Jungsturm Adolf Hitler*), première cellule des futures Jeunesses hitlériennes (*Hitlerjugend = HJ*).

[44]

10 juin La Commission des réparations (*Repko*) refuse de cautionner un emprunt international de l'Allemagne.

15 juin Conformément à la convention signée à Genève le 15 mai, la Haute-Silésie passe sous administration polonaise.

Naissance de l'Association nationale-socialiste allemande pour la Pologne (*Deutscher nationalsozialistischer Verein für Polen*) qui, devenue en 1931 le Parti jeune-allemand (*Jung-deutsche Partei*), deviendra sous la direction de l'ingénieur Rudolf Wiesner le fer-de-lance de l'hitlérisme en Haute-Silésie. Toutefois, il est à relever que, une fois au pouvoir, Hitler se désintéressera provisoirement du sort des minorités allemandes en Pologne pour les besoins de sa politique étrangère. Ce n'est qu'à partir de juin 1937, au moment où la Convention

de Genève arrivera à expiration, qu'il favorisera l'agitation allemande en territoire polonais.

24 juin D'origine juive et accusé de conduire une politique contraire aux intérêts de la nation allemande, le ministre des Affaires étrangères, Walther Rathenau, 55 ans, est assassiné à Berlin par trois activistes de l'« Organisation Consul » (cf. 13 - 17 mars 1920), le lieutenant Erwin Kern, l'ingénieur Hermann Fischer, l'étudiant Techow.

L'assassinat de Rathenau est le 376^e meurtre politique perpétré par des membres de l'extrême droite depuis 1919.

Incarcération pour trois jours de Hitler à la prison de Munich-Stadelheim (cf. 12 janvier).

25 juin Dans un discours devant le *Reichstag*, le chancelier Joseph Wirth (Centre catholique = *Zentrum*) s'en prend aux députés du Parti populiste national allemand (DNVP) et les accuse expressément d'utiliser l'extrême droite pour exécuter ses basses œuvres.

Manifestations de protestation auxquelles participent conjointement le Parti populiste national allemand (DNVP) et l'extrême droite.

26 juin Décret d'urgence pour la protection de l'économie. Par la voix de Hugo Stinnes, le Syndicat des industriels allemands [45] propose que les ouvriers fassent des heures supplémentaires non rémunérées pour éponger le coût des réparations.

27 juin En vertu de l'article 48 de la Constitution de Weimar (« En cas de troubles majeurs ou de mise en danger majeure de la sécurité et de l'ordre publics, le président du *Reich* est habilité à prendre les mesures nécessaires au rétablissement de la sécurité et de l'ordre publics et, si nécessaire, à intervenir à l'aide de la force armée »), le président Friedrich Ebert (SPD) promulgue un décret d'urgence pour la protection de la République : les auteurs, instigateurs et complices d'actes terroristes sont passibles de la détention à perpétuité voire de la peine de mort.

28 juin Mis en difficulté tant par les manifestations de l'extrême droite que dans ses propres rangs, le chef du gouvernement bavarois, Hugo von Lerchenfeld-Köfering (BVP = Parti populaire bavarois, catholique) refuse d'appliquer à l'extrême droite bavaroise le décret antiterroriste promulgué par le président Friedrich Ebert (SPD).

Parallèlement, le gouvernement bavarois promulgue son propre décret « pour le maintien de la sécurité et de l'ordre publics » qui insiste sur la lutte « contre les communistes et leurs alliés ».

La dissension entre le gouvernement central de Berlin et le gouvernement bavarois se solde en août par un compromis entre le président du *Reich*, Friedrich Ebert (SPD), et Hugo von Lerchenfeld-Köfering, chef du gouvernement bavarois.

30 juin Le gouvernement allemand décide de la création de tribunaux d'exception pour juger les auteurs et fomenteurs d'actes terroristes.

12 juillet Le gouvernement allemand demande la réduction des livraisons de charbon et un moratoire de deux ans des réparations.

21 juillet Au Parlement, adoption de la Loi sur la protection de la République qui reprend en substance les termes du décret d'urgence du 27 juin.

[46]

3 août L'Allemagne n'étant pas en mesure de payer les réparations, la France adopte des mesures de rétorsion contre les intérêts privés allemands en territoire français.

7 – 14 août À la Conférence de Londres sur les réparations, désaccord entre l'Angleterre et la France.

16 août À Munich, participation de Hitler à une manifestation qui réunit toutes les formations nationalistes. Il déclare dans son intervention : « À l'époque actuelle, la Bavière représente la région la plus allemande du *Reich* allemand [...] ; dans toutes les provinces du *Reich*, des millions d'hommes et de femmes mettent leurs espoirs dans la Bavière en tant que défenseur de l'honneur de l'Allemagne et bastion de la résistance à la marée bolchevique ».

31 août La Commission des réparations (*Repko*) décide d'accepter en paiement les billets allemands du Trésor.

Septembre La tendance minoritaire du Parti socialiste indépendant (USPD) qui s'était refusée à rejoindre le PC (cf. 4-7 décembre 1920) rallie le Parti social-démocrate (SPD).

Octobre Pour obtenir un prêt de la Société des Nations (SDN), l'Autriche doit s'engager par signature à préserver sa totale

indépendance et à renoncer définitivement à un *Anschluss* avec l'Allemagne.

14 – 15 octobre Rassemblement unitaire de l'extrême droite (« Journée allemande ») à Coburg, ville qui appartient désormais au *Land* de Bavière (cf. 30 avril 1920) ; démonstration de force de la SA contre les organisations ouvrières.

Hermann Göring, 29 ans, ancien commandant de l'escadrille Richthofen, titulaire de la prestigieuse décoration « Pour le mérite », rejoint le Parti nazi ; entretenant des relations privilégiées avec la hiérarchie militaire, la noblesse et les milieux d'affaires, habitué des soirées mondaines, il ouvre à Hitler les portes de la haute société munichoise.

[47]

20 octobre Julius Streicher, un ancien instituteur de 37 ans qui dirige à Nuremberg la Communauté d'action allemande (*Deutsche Werkgemeinschaft*) et édite le journal antisémite *Volonté populaire allemande* (*Deutscher Volkswille*), rejoint le Parti nazi avec l'ensemble de son organisation. La NSDAP double ses effectifs.

30 octobre En Italie, accession des fascistes au pouvoir sous la conduite de Mussolini.

2 novembre Se considérant comme incapable de freiner le développement de la NSDAP, le chef du gouvernement régional bavarois, Hugo von Lerchenfeld-Köfering (BVP = Parti populaire bavarois, catholique) préfère démissionner.

3 novembre Faisant allusion à l'accession des fascistes au pouvoir en Italie (cf. 30 octobre), le responsable à la propagande du Parti nazi, Hermann Esser, proclame dans un discours : « Ce qui a été possible en Italie à une poignée d'hommes résolus, est également parfaitement possible chez nous. L'Allemagne possède elle aussi son Mussolini. Il a pour nom Adolf Hitler ».

2 – 7 novembre Conférence de Berlin sur les réparations ; le chancelier Joseph Wirth (Centre catholique = *Zentrum*) sollicite des Alliés une suspension des paiements pour cinq ans ; refus absolu de la France qui s'accroche à son mot d'ordre « Le Boche paiera ! ».

8 novembre En Bavière, Eugen von Knilling (BVP = Parti populaire bavarois, catholique) devient chef du gouvernement régional et conduit une politique plutôt laxiste à l'égard de la NSDAP (alors qu'elle est interdite dans la majorité des régions où elle est considérée comme un « facteur de puissance politique à prendre très au sérieux »).

14 novembre N'ayant pu convaincre la DVP (Parti populaire allemand avec notamment Hugo Stinnes et Gustav Stresemann) de rejoindre son gouvernement, ce qui lui garantirait une majorité [48] parlementaire, le chancelier Joseph Wirth (Centre catholique = *Zentrum*) démissionne.

Grèves contre la vie chère en Allemagne centrale et dans la Ruhr.

18 novembre Dans un commentaire concernant l'accession au pouvoir de Mussolini, le Parti social-démocrate (SPD) considère que « l'Allemagne n'est pas l'Italie » et que, en Allemagne, le danger viendrait pour l'heure plutôt des communistes (in *Vorwärts*).

22 novembre L'économiste Wilhelm Cuno, directeur général de la compagnie maritime la plus importante d'Allemagne (HAPAG), forme le nouveau gouvernement qui est une émanation directe des milieux d'affaires. Soutenu par le Parti démocrate (DDP), le Centre catholique (*Zentrum*) et le Parti populaire allemand (DVP), il ne dispose d'aucune majorité parlementaire.

24 novembre Devant le Conseil régional de Prusse à majorité socialiste (SPD), le communiste Wilhelm Pieck décortique le programme du Parti national-socialiste et appelle à constituer un front populaire pour lui résister.

30 novembre À Munich, le Parti nazi organise cinq manifestations dans différents quartiers ; Hitler apparaît à chacune.

5 décembre Le quatrième Congrès de l'Internationale communiste (*Komintern*) réuni depuis le 5 novembre souligne qu'il n'est pas exclu que le fascisme puisse parvenir au pouvoir dans plusieurs pays d'Europe.

13 décembre À Munich, le Parti nazi organise dix manifestations. Dans son rapport, le chef de la police insiste sur le fait que désormais « ce mouvement constitue indubitablement une menace pour l'État » et conseille, à l'instar des autres régions d'Allemagne, de l'interdire.

[49]

26 décembre Réunie à Paris jusqu'au 9 janvier 1923, la Commission des réparations (*Repko*) condamne l'Allemagne — en dépit des protestations britanniques — pour retard délibéré dans le paiement de sa dette de guerre.

REPÈRES CULTURELS ET IDÉOLOGIQUES

Oswald Spengler : *Le Déclin de l'Occident*. Kurt Hesse, *Le Maréchal Psychologos, à la recherche du Führer de l'avenir allemand* (« D'où viendra-t-il ? Personne ne le sait [...]. Mais chacun saura : c'est lui le Führer [...] parce qu'une puissance extraordinaire émanera de sa personne »). Karl Kraus, *Les derniers jours de l'humanité*. Stefan Zweig : *Amok*. Hermann Hesse : *Siddharta*. Bertolt Brecht, *Tambours dans la nuit* (Prix Kleist). Thomas Mann prononce deux discours pour la défense de la République. Ernst von Salomon, 20 ans (futur auteur des *Réprouvés/1930*, des *Cadets/1933* et du *Questionnaire/1951*) est condamné à cinq années de prison pour complicité dans l'assassinat de Rathenau. Autre futur écrivain à avoir combattu dans les corps francs et à être condamné pour actes terroristes, Bodo Uhse, 18 ans, qui deviendra communiste en 1930. Après avoir quitté Munich en 1914 (où il avait fondé en 1911 avec Franz Marc, Paul Klee et Alfred Kubin le groupe pictural expressionniste *Cavalier bleu/Blauer Reiter*) et s'être mis en Russie au service de la révolution bolchevique (directeur de la section théâtre et cinéma du Commissariat à l'Instruction publique dirigé par Anatoli Lounatcharski), le peintre abstrait Vassili Kandinski revient en Allemagne comme professeur au *Bauhaus* de Weimar. Exposition de l'avant-garde russe à Berlin. Fin de l'aventure dadaïste relayée à Paris par le surréalisme. Le psychiatre Hans Prinzhorn publie *Expressions de la folie* (étude sur l'art asilaire mis en relation avec l'art d'avant-garde). Sortie dans les salles du *Docteur Mabuse* de Fritz Lang, *Loulou* de Leopold Jessner, *La Terre qui flambe* de Friedrich Wilhelm Murnau. Énorme succès des films de Charlie Chaplin.

[50]

**Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.**

Année 1923

[Retour à la table des matières](#)

Janvier Aggravation de l'inflation : 18 000 marks pour un dollar.

Hermann Göring (cf. 14-15 octobre 1922) prend la direction de la SA en collaboration avec Ernst Röhm qui, toujours officier d'activé, ne peut en assurer le commandement effectif.

2 – 4 janvier Conférence de Paris sur les réparations : rupture franco-britannique

7 janvier Conférence à Essen des Partis communistes européens pour protester contre l'impérialisme français.

10 janvier L'Allemagne ne parvient plus à payer les réparations.

Persuadé qu'il s'agit d'un faux-fuyant, le premier ministre et ministre des Affaires étrangères français, Raymond Poincaré, décide, malgré l'opposition des Britanniques, de « prendre le gage productif » de la Ruhr. La Belgique donne son accord pour participer à l'occupation.

Administré par la France conformément à l'article 99 du traité de Versailles, le territoire de Memel (*Memelland*), en Prusse orientale, est occupé par l'armée lituanienne sans résistance du corps d'armée français.

11 – 18 janvier Occupation de la Ruhr par la France et la Belgique. Le gouvernement Wilhelm Cuno (milieux d'affaires) organise la « résistance passive » (*passiver Widerstand*).

19 janvier Début du *Ruhrkampf* (combat pour la Ruhr). Dans le cadre de la « résistance passive », le gouvernement Wilhelm Cuno appelle les fonctionnaires à ne pas servir l'occupant, les cheminots à paralyser les transports, les patrons et ouvriers à bloquer la production ; le gouvernement assure les salaires et indemnise les industriels.

[51]

20 janvier Le magnat de l'industrie lourde, August Thyssen, est incarcéré par les Français à Mayence pour avoir incité les syndicats à la « résistance passive ». Condamné par le tribunal militaire à payer une amende de 300 000 marks-or, il accorde quelques financements à l'extrême droite.

22 janvier Grève générale dans la Ruhr pour protester contre l'occupation franco-belge (cf. 19 janvier).

Bien décidée à en découdre avec l'occupant et à mener une « résistance active » (*aktiver Widerstand*), l'extrême droite reconstitue des corps francs.

28 – 29 janvier Premier Congrès du *Reich* (*Reichsparteitag*) de la NSDAP à Munich.

Février Le kilo de beurre passe à 14 000 marks.

La France et la Belgique établissent un cordon douanier et policier autour de la Ruhr ; expulsion des fonctionnaires fidèles au gouvernement de Berlin.

Difficultés d'approvisionnement des villes en denrées alimentaires.

16 février Les Alliés cèdent à la Lituanie (cf. 10 janvier) le territoire de Memel (Klaipéda).

15 mars Suite aux recours en justice de Hitler pour faire lever l'interdiction de la NSDAP en Prusse, Saxe, Bade, au Mecklenburg-Schwerin, ainsi qu'à Hambourg et Brème, la Cour d'État confirme l'interdiction.

Pour que son parti puisse subsister clandestinement dans les *Länder* où il est interdit, Hitler passe un accord avec le dirigeant d'extrême droite en Allemagne du Nord, Albrecht von Graefe (DVFP = Parti national-populaire allemand de la liberté, constitué fin 1922 à partir d'une scission des éléments d'extrême droite de Parti populiste national allemand/DNVP) qui, en dépit d'une virulente propagande

anticommuniste et antisémite, s'attache à toujours agir dans le cadre d'une relative légalité.

[52]

La Bavière se refuse toujours à interdire la NSDAP (cf. 8 novembre et 13 décembre 1922).

17 – 20 mars Conférence unitaire des partis de gauche à Francfort-sur-le-Main sur l'impérialisme et le fascisme.

2 avril À Essen, les ouvriers des usines Krupp s'opposent à des réquisitions françaises de camions. Répression par les troupes d'occupation : 13 ouvriers tués, incarcération du patriarche Gustav Krupp (von Bohlen und Halbach).

Pour résister à l'occupant franco-belge, les ouvriers communistes et socialistes de la Ruhr créent des « centurions révolutionnaires ».

Parallèlement, dans toute l'Allemagne, développement d'un mouvement de masse d'extrême droite.

1^{er} mai Manifestations des syndicats.

Dans la Ruhr, des centaines de jeunes soldats français défilent aux côtés des ouvriers allemands.

À Munich, défilés des ligues d'extrême droite. Le gouvernement bavarois prend des mesures de sécurité pour éviter le choc avec la manifestation ouvrière qui s'avère non unitaire (socialistes d'un côté, communistes de l'autre). L'arrogance du Parti hitlérien et de la SA conduit à des heurts avec la police, arrestation d'une douzaine de nazis.

2 mai L'Allemagne exige l'évacuation de la Ruhr.

11 mai En Bavière, proclamation de l'état d'urgence ; interdiction des manifestations d'extrême droite et d'extrême gauche.

15 mai À Munich, en réplique à l'interdiction des manifestations de l'extrême droite, Hitler et le général Erich Ludendorff créent la « Communauté de travail des ligues combattantes patriotiques » (*Arbeitsgemeinschaft der vaterländischen Kampfverbände*). Le gouvernement bavarois redoute un putsch.

[53]

16 mai Le gouvernement du *Reich* interdit les centuries révolutionnaires socialo-communistes (cf. 2 avril) qui se multiplient.

26 mai À Golzheimer Heide (Düsseldorf), le sous-lieutenant et chef de corps francs Albert Léo Schlageter, 25 ans, est fusillé par l'armée française pour sabotage de la ligne de chemin de fer Düsseldorf – Duisburg. Considérable émoi en Allemagne. Membre du Parti nazi, Schlageter est immédiatement proclamé par Hitler « martyr du mouvement » (*Blutzeuge der Bewegung*).

Juin À l'initiative du Parti communiste, manifestations et grèves ouvrières massives à Berlin et Hambourg, dans la Ruhr, en Saxe et en Haute-Silésie.

20 juin Devant le Comité exécutif de l'Internationale communiste (*EKKI*), Karl Radek lance la « campagne Schlageter » : « Nous ferons tout pour que des hommes comme Schlageter, qui fut prêt à mourir pour une grande cause, ne soient pas des voyageurs dans le néant, mais des voyageurs vers un avenir meilleur de l'humanité entière ». Tactique nationale-bolchevique conduite par Ruth Fischer : « L'impérialisme français est maintenant le plus grand danger qui soit au monde ». Dans de nombreuses sections communistes, association de la croix gammée à la faucille et au marteau.

26 juin Le Vatican condamne l'occupation de la Ruhr.

Juillet Considérable progression du Parti communiste (KPD) au détriment du Parti social-démocrate (SPD). Le Comité exécutif de l'Internationale communiste (*EKKI*) décide de préparer l'« Octobre allemand » ; ordre est donné de mettre un terme à la tactique nationale-bolchevique (cf. 20 juin).

14 juillet À Munich, la NSDAP menace le gouvernement bavarois de ne plus le soutenir contre les communistes en cas d'entrave à ses manifestations (cf. 11 mai).

Le géant de la fabrication de locomotives et président de l'Association allemande des syndicats patronaux, Ernst von [54] Borsig, verse une contribution exceptionnelle au Parti nazi pour soutenir sa lutte contre le communisme.

15 juillet À Munich, nombreuses manifestations nazies.

29 juillet Le Parti communiste d'Allemagne (KPD) organise une journée nationale antifasciste.

Août Intensification de l'agitation communiste, notamment à Berlin, paralysé par une grève générale lancée par les conseils d'entreprise affiliés au PCA (KPD).

12 août 6 millions de marks pour un dollar (alors que la cotation de janvier était de 17 800).

La stratégie de « résistance passive » (cf. 19 janvier) a provoqué une catastrophe financière.

13 août En raison de son incapacité à maîtriser le désordre économique et politique qui règne en Allemagne, le gouvernement Wilhelm Cuno (milieux d'affaires) se retire.

Formation d'un gouvernement dit de « grande coalition républicaine » (Parti démocrate = DDP, Centre catholique = *Zentrum*, Parti populaire allemand = DVP, et Parti social-démocrate = SPD) sous la conduite du libéral de droite Gustav Stresemann (DVP).

14 août Participant de nouveau au gouvernement de la République (cf. 13 août), le Parti social-démocrate (SPD) exige que ses militants mettent un terme au rapprochement avec le Parti communiste (cf. 2 avril).

15 août Le gouvernement Gustav Stresemann impose des salaires à valeur constante, atténue l'inflation et appelle à la fin de la « résistance passive » dans la Ruhr (celle-ci ne peut plus être financée par le gouvernement, cf. 19 janvier).

Tablant sur la généralisation du mécontentement social, le Parti communiste d'Allemagne (KPD) se concentre sur la préparation de l'« Octobre allemand » (cf. juillet).

[55]

1^{er} – 2 septembre « Journée allemande » de Nuremberg dominée par la NSDAP. Participation de 100 000 personnes, parmi lesquelles de nombreux ex-chefs de corps francs, généraux et officiers aux côtés d'Erich Ludendorff. Création de la « Ligue de combat allemande » (*Deutscher Kampfbund*) dont la coordination est confiée à Max Erwin von Scheubner-Richter, un riche diplomate aux nombreuses relations dans les milieux aristocratiques et nationalistes, tant économiques que

militaires (ami personnel du général Erich Ludendorff), et membre (discret) de la NSDAP depuis novembre 1920.

3 septembre Diffusion des premiers portraits officiels de Hitler réalisés par Heinrich Hoffmann, photographe officiel de la NSDAP.

22 septembre Max Erwin von Scheubner-Richter (cf. 1^{er} – 2 septembre), appuyé par Ernst Röhm, fait nommer Hitler à la tête de la « Ligue de combat allemande ».

26 septembre Le gouvernement Gustav Stresemann constate « la mort du mark » (cf. 12 août) et proclame la fin de la « résistance passive » dans la Ruhr.

À Munich, suite à la multiplication des démonstrations paramilitaires de l'extrême droite, le gouvernement régional d'Eugen von Knilling (BVP = Parti populaire bavarois, catholique) poussé par les milieux monarchistes, décrète l'état d'urgence et nomme Gustav von Kahr (cf. 13 – 17 mars 1920 et 26 août 1921) Commissaire général de l'État bavarois avec « plein pouvoir exécutif », ce qui signifie *de facto* qu'il devient le maître absolu en Bavière, d'autant qu'il bénéficie du soutien de l'armée (général Otto Hermann von Lossow) et de la police (colonel Hans von Seißer).

Ernst Röhm quitte l'armée et se consacre intégralement à l'organisation militaire de la NSDAP.

27 septembre Agitation d'extrême gauche dans toute l'Allemagne. La grève générale éclate dans la Ruhr.

[56]

En Saxe, le Parti communiste (KPD) propose au Parti social-démocrate (SPD) de constituer un gouvernement régional commun et d'armer des centuries révolutionnaires.

À Munich, Gustav von Kahr (cf. 26 septembre) fait interdire toutes les manifestations, y compris celles de la NSDAP.

Le président Friedrich Ebert (SPD) déclare l'état d'exception (art. 48 de la Constitution, cf. 27 juin 1922).

28 septembre Le Parti communiste (KPD) appelle les ouvriers à s'armer pour instaurer la dictature du prolétariat (cf. 15 août).

30 septembre À Düsseldorf, les troupes françaises protègent un congrès des autonomistes rhénans. Protestation des partis politiques allemands et de l'Angleterre.

« Journée allemande » de Bayreuth où Adolf Hitler tient la vedette : défilé de 4000 SA, rencontre avec le théoricien raciste Houston Stewart Chamberlain, gendre de Wagner, accueil privé par la famille Wagner.

Octobre En Bavière, dans le cadre de son programme de « rétablissement de l'ordre constitutionnel », Gustav von Kahr (cf. 26 et 27 septembre), fait expulser plus de cent familles juives qui trouvent refuge en Rhénanie (voir *Vorwärts* du 30 octobre 1923).

10 octobre Les communistes (KPD) entrent dans le gouvernement régional social-démocrate (SPD) de Saxe présidé par Erich Zeigner. Formation de centurions révolutionnaires.

14 octobre Discours de Hitler à Nuremberg : attaques virulentes à rencontre de Gustav von Kahr (cf. 27 septembre) et affirmation qu'il ira jusqu'au but qu'il s'est fixé, à savoir « vaincre ou disparaître ».

15 octobre Le gouvernement Gustav Stresemann (Parti populaire allemand = DVP) décide par ordonnance de la création d'une monnaie nouvelle (cf. 26 septembre) : le *Rentenmark*.

[57]

16 octobre Constitution d'un gouvernement social-démocrate (SPD) et communiste (KPD) en Thuringe. Formation de centurions révolutionnaires.

À partir du 21 octobre Avec la complicité de la France, tentative d'instauration à Aix-la-Chapelle d'une République séparatiste rhénane qui s'étend à Trêves, Wiesbaden et Coblenche. Résistance massive de la population et réprobation de l'Angleterre.

22 octobre Le ministre de l'Armée Otto Geßler (Parti démocrate = DDP) fait intervenir les troupes pour dissoudre les centurions révolutionnaires (cf. 16 mai, 10 – 16 octobre) et en finir avec les gouvernements régionaux socialo-communistes de Saxe et Thuringe (cf. 10 – 16 octobre). La mobilisation populaire étant quasiment inexistante, l'affaire est promptement réglée.

Le Comité exécutif de l'Internationale communiste (*EKKI*) décide d'annuler l'« Octobre allemand » (cf. 15 août).

23 octobre Réunion des chefs militaires de la « Ligue de combat allemande » (*Deutscher Kampfbund*) à Munich.

24 octobre Suite à un problème de communication, la décision d'annulation de l'« Octobre allemand » (cf. 22 octobre) ne parvient pas à la direction du PC de Hambourg ; l'insurrection, qui ne reçoit aucun soutien populaire (pas même des dockers en grève), ne mobilise que quelques centaines de militants communistes et est rapidement matée par la police.

L'Allemagne reprend les livraisons de charbon prévues dans le cadre des réparations de guerre.

25 octobre En Bavière, le triumvirat au pouvoir (von Kahr, von Lossow, von Seißer, cf. 26 septembre).hésite entre marcher sur Berlin pour instaurer une dictature militaire ou séparer la Bavière du *Reich*.

Prises de contact du triumvirat bavarois avec « La Ligue allemande de combat » (cf. 1^{er} – 2 septembre, 23 octobre) par le biais d'Ernst Röhm (cf. 26 septembre).

[58]

26 – 27 octobre Le gouvernement français (Raymond Poincaré) se déclare prêt à engager des pourparlers pour une révision du montant des réparations allemandes.

29 octobre Le kilo de beurre passe à 52 milliards de marks.

Soulèvements populaires contre la disette à l'initiative du Parti communiste (KPD).

30 octobre Discours de Hitler au cirque Krone à Munich : « La question allemande ne sera pour moi réglée que le jour où le drapeau à croix gammée noir-blanc-rouge flottera sur Berlin ».

1^{er} novembre 8 millions de marks pour 1 dollar.

Afin d'assurer le succès du *Rentenmark* (cf. 15 octobre), le gouvernement Gustav Stresemann (Parti populaire allemand = DVP) nomme l'économiste Hjalmar Schacht, 46 ans, qui a exercé d'importantes responsabilités dans plusieurs groupes bancaires, Commissaire du *Reich* à la monnaie (*Reichswährungskommissar*).

5 novembre Le kilo de beurre passe à 420 milliards de marks. La République de Weimar connaît une crise totale. Contacts entre Munich

et le haut commandement militaire allemand à Berlin (général Hans von Seeckt) pour éventuellement destituer la République par un putsch militaire.

7 novembre Hitler et le général Erich Ludendorff décident d'un putsch pour forcer le triumvirat bavarois (cf. 25 octobre) à marcher sur Berlin afin de destituer la République.

8 – 9 novembre À Munich, échec du putsch Hitler-Ludendorff. Interdiction de la NSDAP et de la SA.

11 novembre Arrestation de Hitler. Exil de Hermann Göring (cf. 14 – 15 octobre 1922) en Suède où il travaillera pour une compagnie aéronautique.

[59]

12 novembre À Kaiserslautern, proclamation d'une République palatine par Joseph Heinz-Orbis, avec le soutien de la France. Protestation de l'Angleterre.

15 novembre Berlin souhaite que le procès du putsch Hitler-Ludendorff se déroule devant la Cour suprême de Leipzig. Le gouvernement bavarois s'y oppose et obtient que l'affaire soit jugée à Munich.

16 novembre Émission d'un mark revalorisé (*Rentenmark*, cf. 1^{er} novembre) couvert par une hypothèque sur l'industrie, le commerce et la propriété foncière. Le gouvernement Gustav Stresemann (Parti populaire allemand = DVP) parvient à freiner l'inflation galopante et à stabiliser la monnaie.

22 novembre La France prend l'engagement envers l'Angleterre de ne plus soutenir le séparatisme allemand (cf. 21 octobre et 12 novembre).

23 novembre Chute du gouvernement Gustav Stresemann (Parti populaire allemand = DVP) qui, en dépit de la stabilisation de la monnaie, se voit reprocher par la droite nationaliste (DNVP) d'avoir mis fin à la « résistance passive » dans la Ruhr, et par le Parti social-démocrate (SPD) son indulgence envers les autorités bavaroises.

Le président de la République, Friedrich Ebert (SPD), reproche aux parlementaires social-démocrates (SPD) d'avoir contribué à renverser le gouvernement Stresemann et de s'être exclu de la gestion des affaires

du pays (effectivement, le Parti social-démocrate sera absent du gouvernement durant cinq ans).

29 novembre La Commission des réparations (*Repko*) nomme des experts chargés d'enquêter sur la situation économique de l'Allemagne.

30 novembre Formation d'un gouvernement dit de « coalition bourgeoise » (Parti démocrate = DDP, Centre catholique = *Zentrum*, Parti populaire allemand = DVP) par Wilhelm Marx (*Zentrum*) [60] qui ne bénéficie d'aucune majorité parlementaire. Gustav Stresemann (DVP) est nommé ministre des Affaires étrangères.

Interdiction de la NSDAP et du Parti communiste (KPD).

Le gouvernement français (Raymond Poincaré) accepte que la Commission des réparations (*Repko*) limite les montants des dommages de guerre allemands et abandonne la notion de « gage productif » de la Ruhr (cf. 10 janvier).

6 décembre Traité germano-américain d'amitié et de relations commerciales.

26 décembre La Commission des réparations (*Repko*) propose la réunion d'une nouvelle conférence sous la présidence du banquier américain Charles G. Dawes.

Mort de Dietrich Eckart (cf. *Repères 1918*. 17 décembre 1920), mentor de Hitler.

REPÈRES CULTURELS ET IDÉOLOGIQUES

Moeller van den Bruck : *Le troisième Reich*. Succès populaire de Joseph Winckler, Karl Bröger et Heinrich Lersch (groupe littéraire *Werkleute auf Haus Nyland*) qui seront honorés par les nazis pour leur thématique guerrière et ouvriériste, ainsi que de la littérature revanchiste : Heinrich Zerkulen, *Les Chants du Rhin*, Werner Beumelburg, *Douaumont*, Wilhelm Schäfer, *Les treize livres de l'âme allemande*, Hans Friedrich Blunck, *Peuple en devenir*, Emil Strauss, *La Patrie*. Fondation par Julius Streicher (cf. 20 octobre 1922) de l'hebdomadaire raciste *Der Stürmer* qui sera interdit au lendemain du putsch de Munich (cf. 8 – 9 novembre). Déçu par la KPD où il a assumé des responsabilités, l'auteur communiste Max Barthel adhère à la SPD

et glisse de plus en plus vers le camp nationaliste (cf. son roman autobiographique, *Peuple immortel*, publié en 1933). Nombreux discours de la militante féministe et membre du présidium de l'Internationale communiste, Klara Zetkin, en faveur du droit de l'Allemagne à gérer son existence en tant que nation à part entière et pour la lutte unie contre le fascisme. Première de *La Jungle des grandes villes* de Bertolt Brecht au Residenztheater de Munich. Hans-Heinz Ewers, *L'Apprenti sorcier*, roman fantastique sur [61] la séduction des masses par la réactivation de leurs pulsions les plus primitives. Ernst Toller, *Wotan déchaîné*, pièce satirique contre Hitler. Rainer Maria Rilke : *Sonnets à Orphée* et *Élégies de Duino*. Sortie dans les salles de : Fritz Lang, *La Mort de Siegfried* ; Robert Wiene, *Raskolnikov* et *INRI* ; Arthur Robison, *Le Montreur d'ombre* avec Lil Dagover, Emil Jannings, Werner Krauß, qui seront des acteurs majeurs du troisième Reich, et Fritz Kortner qui, en 1933, émigrera aux É.-U. en raison de son origine juive. Début du *Kammerspiel*, méditation désabusée sur la solitude des exploités dans un environnement hostile, avec *La Rue* de Karl Grüne et *La Nuit de la Saint-Sylvestre* de Ludwig Pick, alias Lupu-Pick. Kurt Tucholsky, *The Kid*, hommage à Charlie Chaplin. (« Tu nous montres que le monde n'est ni teuton ni bavarois, mais tout à fait autre »). À Weimar, exposition du *Bauhaus*, « Art et technique, une unité nouvelle ».

[61]

**Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.**

Année 1924

[Retour à la table des matières](#)

Janvier 2 017 000 chômeurs.

1^{er} janvier À Munich, afin d'assurer la continuité de la NSDAP désormais interdite (cf. 9 et 30 novembre 1923) et dont le chef est en prison (cf. 11 novembre 1923), Alfred Rosenberg et Julius Streicher fondent la « Communauté populaire pour une grande Allemagne » (*Großdeutsche Volksgemeinschaft*).

7 janvier Création en Allemagne du Nord du « Mouvement national-socialiste pour la liberté de la grande Allemagne » (*Nationalsozialistische Freiheitsbewegung Großdeutschlands*) dirigé par Albrecht von Graefe (cf. 15 mars 1923) que viendront seconder en avril (cf. 1^{er} avril) le général Erich Ludendorff et Gregor Strasser, 31 ans, membre de la NSDAP depuis 1921, et qui, bien qu'ayant participé au putsch (cf. 8 – 9 novembre 1923), a bénéficié de l'immunité en tant qu'élu au Conseil régional de Bavière.

[62]

8 janvier Assassinat du leader séparatiste Joseph Heinz-Orbis (cf. 12 novembre 1923) par un commando nationaliste conduit par l'avocat Edgar Julius Jung, théoricien de la « Révolution conservatrice » (cf. *Le Règne des inférieurs. Son déclin et son remplacement par un nouveau Reich* /1927) et futur collaborateur du chancelier Franz von Papen (cf. 1^{er} juin 1932).

15 janvier Ouverture à Londres d'une réunion d'experts sous la présidence du banquier américain Charles G. Dawes afin d'étudier les moyens de la reprise économique de l'Allemagne sur le plan mondial et de l'ériger en « rempart contre le bolchevisme ».

21 janvier Mort de Lénine ; dès lors Joseph Staline va affirmer toujours plus son pouvoir, éliminant à partir de 1927 tous ceux qui s'opposent à lui.

12 février Sous la pression de l'Angleterre, la France renonce à soutenir les mouvements séparatistes en Rhénanie.

À Pirmasens, sous les yeux de l'armée française qui reste l'arme au pied, massacre par des nationalistes allemands de 27 séparatistes retranchés dans l'hôtel de ville.

15 février Accord de Spire (Speyer) qui sonne le glas des courants séparatistes en Allemagne.

19 février Les observateurs considèrent que la stabilisation de la monnaie et des finances a calmé les tensions sociales.

Levée de l'état d'exception décidé par le président Friedrich Ebert le 27 septembre 1923.

Fondée à Magdeburg le 25 décembre 1918 par le capitaine en retraite et directeur d'entreprise chimique Franz Seldte, l'organisation paramilitaire nationaliste « Casque d'acier » (*Stahlhelm*, proche du Parti populiste national allemand = DNVP), interdite après l'assassinat de Rathenau (cf. 24 juin 1922), connaît un nouveau départ avec l'arrivée dans ses rangs du lieutenant-colonel en retraite Theodor Duesterberg (400 000 membres).

[63]

22 février À Magdeburg, fondation de l'Association de protection de la République (*Republikanischer Schutzverband*) par Otto Hörsing (SPD) et des représentants du Centre catholique (*Zentrum*) et du Parti démocrate (DDP).

23 février La Grande-Bretagne ramène à 5% la taxe sur les importations en provenance d'Allemagne.

24 février Afin de résister aux organisations paramilitaires de droite, l'Association de protection de la République (cf. 22 février) constitue l'organisation paramilitaire « Bannière d'Empire noire-rouge-

or » (*Reichsbanner Schwarz-Rot-Gold*), qui comptera jusqu'à 400 000 membres armés.

26 février Ouverture à Munich du procès du putsch du 8 – 9 novembre 1923. Comparaient : Adolf Hitler, Erich Ludendorff (général d'infanterie en retraite), Ernst Pöhner (préfet de police de Munich), Wilhelm Frick (directeur de la police munichoise), Ernst Röhm (capitaine en retraite), Friedrich Weber (assistant à la faculté vétérinaire de Munich), Wilhelm Brückner (ex-lieutenant dans les corps francs, étudiant en science politique), Robert Wagner (lieutenant à l'école d'infanterie de Munich), Hermann Kriebel (lieutenant-colonel à la retraite), Heinz Pernet (lieutenant en retraite, employé de banque).

1^{er} mars Suite à la levée de l'état d'exception (cf. 19 février), le Parti communiste sort de la clandestinité. Par contre, maintien de son interdiction en Bavière.

Durant tout le mois, tensions au Parlement où les socialistes appuyés par les communistes (cf. 23 novembre 1923) exigent l'abrogation de l'ensemble des ordonnances promulguées durant l'état d'exception (cf. 27 septembre 1923 et 19 février). Avec l'accord du président Friedrich Ebert (SPD), le chancelier Wilhelm Marx (Centre catholique = *Zentrum*) finira par dissoudre le Parlement.

1^{er} avril À Munich, fin du procès du putsch du 8 – 9 novembre 1923. Au terme de multiples arguties juridiques, auxquelles le ministre [64] de la Justice de Bavière, Franz Gürtner (cf. 12 août 1919), n'a pas été étranger, le tribunal rend son verdict : relâche du général Ludendorff ; prison avec sursis à effet immédiat pour (cf. 26 février) Wilhelm Frick, Ernst Röhm, Wilhelm Brückner, Robert Wagner et Heinz Pernet ; six mois de prison ferme pour Ernst Pöhner, Hermann Kriebel, Friedrich Weber ; Hitler est condamné à cinq années d'emprisonnement à Landsberg-sur-Lech avec possibilité de remise de peine si bonne conduite.

À l'annonce du verdict, manifestations enthousiastes de l'extrême droite, perplexité de la droite conservatrice, protestations des républicains et de la gauche (il aurait été facile à la justice de briser définitivement la carrière politique du chef nazi par une peine de détention à perpétuité — article 81 du Code pénal — ou mieux, de l'expulser d'Allemagne en application du § 9, alinéa 2, de la Loi sur la protection de la République adoptée le 21 juillet 1922).

3 avril Sous le nom de « Légion des combattants » (*Frontbann*), Ernst Röhm (cf. 1^{er} avril) ressuscite la SA interdite depuis le putsch (cf. 9 avril).

6 avril Aux élections pour le Conseil régional de Bavière, l'extrême droite (cf. 1^{er} janvier) obtient 23 sièges sur 129 (13 dans le Mecklenburg-Schwerin, 7 en Thuringe, 6 à Lübeck).

14 avril Les conclusions du Comité Dawes (cf. 15 janvier) sont rendues publiques. L'Allemagne voit affluer les capitaux américains.

Hjalmar Schacht, président de la Banque centrale du *Reich* depuis décembre 1923, est chargé de remplacer le *Rentenmark* (cf. 16 novembre 1923) par un *Reichsmark* défini par rapport à l'étalon-or (1RM = 4 dollars).

28 avril Dans la foulée du procès du putsch (cf. 1^{er} avril), dissolution de la « Troupe de choc Hitler » (*Stoßtrupp Hitler*, la future SS), fondée par Joseph Berchtold pour assurer la protection rapprochée du *Führer*, et condamnation de 40 de ses membres.

[65]

Mai Le Parti communiste d'Allemagne (KPD, cf. 1^{er} mars) forme l'organisation paramilitaire « Ligue rouge des combattants du front » (*Roter Frontkämpferbund*) dont l'effectif passera de 15 000 à 100 000 hommes en quatre ans.

1^{er} mai Conclusion d'un pacte entre patronat et syndicats (cf. 15 novembre 1918) pour garantir la paix sociale ; fort recul de la syndicalisation (l'ADGB socialiste perd 50% de ses adhérents, l'ensemble des syndicats ne compte plus au total que 4,7 millions d'adhérents).

2 mai Pour se démarquer des syndicats réformistes intégrés dans l'ordre républicain de Weimar (cf. 1^{er} mai) qui dominent à plus de 92% (83% pour la seule ADGB socialiste) les conseils d'entreprise, le Parti communiste d'Allemagne (KPD) crée l'Opposition syndicale révolutionnaire (*Revolutionäre Gewerkschafts Opposition = RGO*) dont la représentativité ne dépassera jamais 3 à 4%.

4 mai Aux élections législatives qui font suite à la dissolution du Parlement par le chancelier Wilhelm Marx (cf. 1^{er} mars), progrès des

conservateurs, des nazis et des communistes qui ont axé leur campagne sur la résistance au Plan Dawes (cf. 14 avril).

5 mai En Bavière, Eugen von Knilling (BVP = Parti populaire bavarois, catholique), auquel est reproché son laxisme à l'égard des nazis, démissionne de son poste de chef du gouvernement régional (cf. 8 novembre 1922).

8 mai La Société des Nations (SDN) proclame l'autonomie du territoire de Klaipéda (cf. 10 janvier 1923, 16 février 1923) sous contrôle lituanien ; début des tensions entre le Conseil régional à majorité allemande et le gouverneur lituanien.

12 mai À Munich, suite aux conclusions négatives d'une enquête concernant son éventuelle responsabilité dans le putsch Hitler-Ludendorff de novembre 1923, l'ex-Commissaire général de l'État bavarois avec « plein pouvoir exécutif » (cf. 26 septembre 1923), [66] Gustav von Kahr, est nommé président du tribunal administratif de Bavière.

26 mai Suite aux résultats des élections législatives du 4 mai, démission du gouvernement Wilhelm Marx (Centre catholique = *Zentrum*).

Juin Durant tout le mois, l'extrême droite lance des pétitions publiques nationales pour la libération de Hitler qui connaissent un énorme succès.

3 juin Nouveau gouvernement Wilhelm Marx (Centre catholique = *Zentrum*) sur le même modèle que le précédent (cf. 30 novembre 1923).

7 juin À la forteresse de Landberg-sur-Lech (cf. 1^{er} avril), où il purge sa peine dans des conditions privilégiées et tient à bénéficier le plus rapidement possible d'une libération anticipée, Hitler fait connaître par communiqué de presse qu'il « se retire de la politique », interdit à quiconque « d'agir en [son] nom et de se référer à [lui] », et qu'il ne souhaite plus recevoir de « courrier à caractère politique ».

28 juin En Bavière, suite à la démission d'Eugen von Knilling (cf. 5 mai), Heinrich Held (Parti populaire bavarois = BVP, cf. 12 août 1919) est élu à la tête du gouvernement régional.

16 juillet – 5 août Conférence interalliée de Londres sur le projet du Comité Dawes (cf. 15 janvier, 14 avril).

5 août L'Allemagne participe à la Conférence de Londres sur le projet Dawes. Avec des concessions, Gustav Stresemann (cf. 30 novembre 1923) parvient à faire admettre le point de vue allemand.

Sous la pression anglo-américaine, la France (Edouard Herriot) consent à une évacuation immédiate de Dortmund, et progressive de la Ruhr dans un délai d'un an à compter de la mi-août.

[67]

16 août À Londres, adoption du plan Dawes (cf. 16 juillet – 5 août).

18 août Évacuation de Dortmund par la France (cf. 5 août).

29 août Malgré l'opposition du camp nationaliste et des communistes, le *Reichstag* entérine le plan Dawes.

Privatisation des chemins de fer (cf. avril 1922).

30 août Entrée en vigueur du *Reichsmark* (cf. 14 avril) coté sur les places boursières étrangères. Ruine des petits épargnants qui ne sont pas indemnisés.

1^{er} septembre Entrée en vigueur du plan Dawes (cf. 15 janvier).

8 septembre Début d'une inspection générale alliée des armements allemands.

28 septembre La Société des Nations (SDN) adopte le protocole de Genève « arbitrage, sécurité, désarmement » et évoque l'admission de l'Allemagne.

29 septembre L'Allemagne sollicite son admission à la Société des Nations (SDN). Les nombreuses difficultés soulevées par cette demande (nécessité d'une réforme des statuts, hésitations voire opposition de certains pays membres) ne seront levées qu'en septembre 1926.

4 octobre Le Conseiller au ministère de l'Intérieur de Bavière, Kohlndorfer, tente de négocier le rapatriement d'Adolf Hitler par les autorités autrichiennes ; refus catégorique du chancelier autrichien, Monseigneur Ignaz Seipel (Parti chrétien social, successeur depuis mai 1922 du socialiste Karl Renner, cf. 12 novembre 1918).

10 octobre À Londres, le Comité Dawes (cf. 15 janvier) accorde à l'Allemagne un prêt équivalent à 800 millions de marks-or, financé pour moitié par les É.-U..

[68]

20 octobre Ne parvenant pas à dégager une majorité parlementaire, le chancelier Wilhelm Marx (Centre catholique = *Zentrum*) proclame la dissolution du *Reichstag*.

Reprise du chômage.

21 octobre Suite à la reprise du chômage, afin de résoudre les conflits entre patronat et salariés, mise en place d'une commission d'arbitrage obligatoire désignée par les pouvoirs publics.

2 décembre Traité commercial anglo-allemand.

7 décembre Suite à la dissolution du *Reichstag* (cf. 20 octobre), élections législatives : remontée du Parti social-démocrate (SPD), sévère recul de l'extrême droite (3%) et des communistes.

15 décembre Crise ministérielle, démission du chancelier Wilhelm Marx (Centre catholique = *Zentrum*).

20 décembre Libération anticipée de Hitler de la forteresse de Landsberg où il a rédigé le premier volume de *Mein Kampf* (les autorités bavaroises ayant interdit toute photo devant la forteresse, le célèbre cliché censé montrer le *Führer* sortant de prison a en réalité été pris par Heinrich Hoffmann devant la vieille porte de la ville de Landsberg).

27 décembre Suite au rapport de la commission d'inspection des armements allemands (cf. 8 septembre) qui a fait apparaître un camouflage de matériel militaire, la fabrication clandestine de canons chez Krupp, la reconstitution d'un haut commandement, et une augmentation substantielle des forces de police pour contourner la limitation des effectifs de l'armée (cf. 31 décembre 1920), les Alliés décident de surseoir à l'évacuation de la Rhénanie.

REPÈRES CULTURELS ET IDÉOLOGIQUES

Interdiction par la censure du recueil de dessins satiriques (aux éditions communistes Malik dirigées par Wieland Herzfelde) de George Grosz, *ecce Homo*, pour offense à la morale publique (Grosz [69] avait déjà été condamné à de la prison en 1920 pour son recueil antimilitariste *Gott mit uns*). Apparition du courant néoréaliste dit *Neue Sachlichkeit* (Nouvelle objectivité) qui, sous des formes diverses, va dominer le domaine pictural et littéraire jusqu'en 1929. Énorme succès populaire du *Juif international* de l'industriel américain Henry Ford, dont la traduction allemande est régulièrement publiée depuis 1920 par l'éditeur antisémite Theodor Fritsch, lui-même auteur du *Manuel de la question juive*, considéré de longue date comme un bréviaire par l'extrême droite. Parution de *Réveil allemand en paroles et images* du photographe nazi Heinrich Hoffmann qui marque le début du culte d'Adolf Hitler. Albert Daudistel, *Les Dieux paralysés*, récits sur les dissensions du mouvement ouvrier. Johannes Robert Bêcher, ancien expressionniste devenu communiste : *Sur la tombe de Lénine*. Thomas Mann : *La Montagne magique*. Theodor Wiesengrund Adorno et Max Horkheimer fondent l'École de Francfort. Sortie sur les écrans du *Cabinet des figures de cire* de Paul Leni et du *Dernier des hommes* de Friedrich Wilhelm Murnau.

[69]

**Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.**

Année 1925

[Retour à la table des matières](#)

Janvier 780 000 chômeurs.

4 janvier À Munich, Heinrich Held, chef du gouvernement régional de Bavière (cf. 28 juin 1924), reçoit Adolf Hitler. Celui-ci l'assure qu'il inscrira désormais son action politique dans le strict cadre de la légalité et que son objectif central sera la lutte contre le communisme.

15 janvier Suite à la démission du cabinet Wilhelm Marx (cf. 15 décembre 1924), constitution d'un gouvernement « de coalition de droite » (*Zentrum* = Centre catholique, DVP = Parti populaire allemand, DNVP = Parti populiste national allemand) par Hans Luther (sans parti) ; Gustav Stresemann (DVP) conserve les Affaires étrangères.

[70]

Fin de la période de cinq ans du contrôle du commerce extérieur allemand prévu par le traité de Versailles ; le *Reich* relève les tarifs douaniers sur les céréales, la viande, les produits sidérurgiques et chimiques ce qui accroît les bénéfices des grands producteurs et des industriels, tandis que les prix de détail augmentent.

Relèvement des impôts indirects sur la bière et le tabac.

Le président Friedrich Ebert (SPD) est victime d'une violente campagne de diffamation orchestrée dans la presse de droite par le nationaliste bavarois Emil Gansser : on l'accuse d'avoir été un des instigateurs de la grève des ouvriers de l'armement en janvier 1918 et

donc d'être un « traître à la patrie » ; durement affecté (d'autant qu'il avait tout tenté pour remettre les ouvriers au travail), Ebert va repousser une hospitalisation indispensable et en mourir.

Février La presse de droite s'empare d'affaires de corruption dans lesquelles sont compromis des responsables et élus de la coalition weimarienne ; la plus connue reste le scandale autour des frères Barmat (des industriels passablement véreux venus de Russie et, comme ne cessera de le marteler la propagande d'extrême droite, d'origine juive) qui va entraîner l'exclusion du Parti social-démocrate (SPD) de l'ancien chancelier Gustav Bauer, la démission du ministre des Postes de Prusse, Anton Höfle (Centre catholique = *Zentrum*), et du préfet de police de Berlin, Richter (SPD).

9 février Le ministre allemand des Affaires étrangères, Gustav Stresemann, propose un « pacte rhénan de sécurité » qui est accueilli avec réserve par la France (Édouard Herriot).

13 février Albrecht von Graefe, le général Erich Ludendorff et Gregor Strasser (cf. 7 janvier 1924) abandonnent la direction du « Mouvement national-socialiste pour la liberté de la grande Allemagne » (*Nationalsozialistische Freiheitsbewegung Großdeutschlands*) ; dissolution du mouvement.

[71]

16 février En Bavière, suite à la rencontre Held – Hitler (cf. 4 janvier), levée de l'état d'urgence (cf. 26 septembre 1923) ; fin de l'interdiction du Parti nazi et du Parti communiste (lequel était hors-la-loi dans le *Land* depuis mai 1919).

26 février Reparution de *L'Observateur racial-populaire* (*Völkischer Beobachter*) interdit au lendemain du putsch Hitler – Ludendorff (cf. 8 – 9 novembre 1923) avec un éditorial de Hitler annonçant la refondation de la NSDAP.

27 février Refondation de la NSDAP à la brasserie *Bürgerbräu* de Munich ; en présence de 4000 personnes, Hitler intervient sur « l'avenir de l'Allemagne » (« *Deutschlands Zukunft* ») et ne fait aucun mystère quant aux moyens qu'il compte employer.

Gregor Strasser, député au *Reichstag* depuis le 7 décembre 1924 pour le compte du « Mouvement national-socialiste pour la liberté de la grande Allemagne » (*Nationalsozialistische Freiheitsbewegung*

Großdeutschlands) désormais dissous (cf. 13 février), représente l'Allemagne du Nord et la tendance social-révolutionnaire du Parti nazi en compagnie de son frère Otto (rédacteur en chef des *Lettres nationales-socialistes/Nationalsozialistische Briefe*, publiées à Elberfeld dans la Ruhr).

Ernst Röhm est chargé de réorganiser la SA (cf. 3 avril 1924).

Julius Schreck prend en charge la reconstitution de la « troupe de choc Hitler » (*Stoßtrupp Hitler*, cf. 28 avril 1924) qui, en novembre, deviendra la SS.

Création de la Commission d'enquête et d'arbitrage des conflits internes au Parti nazi (*Untersuchungs- und Schlichtungsausschuß = Uschla*) dirigée par général en retraite Bruno Heinemann. À partir de novembre 1927, l'*Uschla* prendra de plus en plus d'importance sous la conduite de Walter Buch, un ancien commandant de 44 ans, membre de la NSDAP depuis 1922 et élu député au *Reichstag* en 1928.

28 février Mort du président Friedrich Ebert (SPD, cf. 15 janvier). Les élections présidentielles sont fixées au 29 mars.

[72]

À Doorn (cf. 9 novembre 1918), l'ex-Empereur Guillaume II fonde un groupe de travail pour la restauration de la monarchie en Allemagne.

1^{er} – 2 mars Assemblée des chefs de l'extrême droite à Wolmirstedt près de Magdeburg : Hitler est confirmé comme *Führer* du mouvement national-socialiste ; le général Ludendorff sera le candidat de l'extrême droite aux élections présidentielles du 29 mars (cf. 28 février).

9 mars Suite à son discours du 27 février, Hitler est interdit de parole en Bavière. La Prusse et la plupart des autres *Länder* s'associent à l'interdiction.

11 mars Hitler charge Gregor Strasser de l'organisation de la NSDAP en Allemagne du Nord bien que n'ignorant pas que celui-ci est toujours attaché à sa stratégie social-révolutionnaire alors que lui-même a opté pour l'accession au pouvoir par la légalité, ce qui nécessite de ménager le grand capital.

Entrée dans le circuit de Joseph Goebbels (28 ans, docteur es lettres, aigri par ses échecs comme écrivain et journaliste qu'il met au compte des comités éditoriaux « juifs » et « enjuivés ») ; en raison de ses

énormes qualités propagandistes, Gregor Strasser le nomme responsable de la Rhénanie du Nord et responsable éditorial des *Lettres nationales-socialistes (National-sozialistische Briefe)* dirigées par son frère Otto (cf. 27 février).

29 mars Premier tour des élections présidentielles :

- * 6,9%, Thälmann (KPD = Parti communiste).
- * 29%, Braun (SPD = Parti social-démocrate).
- * 6%, Hellpach (*Wirtschaftspartei* = Parti économique défenseur des classes moyennes + DDP = Parti démocrate).
- * 14,4%, Marx (*Zentrum* = Centre catholique).
- * 4%, Held (BVP = Parti populaire bavarois).
- * 38,7%, Jarres (DVP = Parti populaire allemand + DNVP = Parti populiste national allemand).
- * 1%, Ludendorff (Front d'extrême droite).

[73)

Pas de majorité absolue,
le second tour est fixé au 26 avril :

- * La KPD propose de se désister en faveur de la SPD qui refuse. Thälmann maintient sa candidature.
- * Constitution d'une alliance de « petite coalition républicaine » (SPD, *Wirtschaftspartei*/DDP, *Zentrum*) autour de Wilhelm Marx (*Zentrum*).
- * Doutant des chances de Karl Jarres, DVP et DNVP décident à l'instigation du grand capital de porter la candidature du très populaire maréchal Paul von Beneckendorff und von Hindenburg, dit Hindenburg, 78 ans.
- * Déçu par le résultat ridicule de Ludendorff, Hitler décide de soutenir Hindenburg.

Avril Le général Ludendorff rompt avec Hitler et fonde avec son épouse Mathilde Ludendorff von Chemnitz, la Ligue Tannenberg (*Tannenbergbund*, cf. 27 septembre 1927), une secte prônant la « libération [de l'Allemagne] de l'action ténébreuse de la suggestion chrétienne [et] des puissances supraétatiques » (Églises, marxisme, judaïsme, franc-maçonnerie), qui attirera dans ses rangs environ 30 000 retraités, artisans, veuves et anciens officiers de l'armée impériale. Bien que s'opposant désormais systématiquement à Hitler (cf. 31 janvier 1933), il ne sera jamais inquiété et bénéficiera en décembre 1937 d'obsèques nationales. Son ouvrage, *La Guerre totale* (Munich, 1937), aura une énorme influence sur Goebbels (cf. 22 décembre 1939, 18 février 1943).

3 avril La Grande-Bretagne renonce définitivement aux réparations allemandes.

10 avril En France, Aristide Briand, favorable à un rapprochement franco-allemand, est nommé ministre des Affaires étrangères ; la proposition allemande de « pacte rhénan de sécurité » (cf. 9 février) est étudiée avec bienveillance.

16 avril Ernst Röhm (cf. 27 février) se retire de la NSDAP par désapprobation de la nouvelle tactique légaliste de Hitler.

[74]

26 avril Deuxième tour du scrutin présidentiel (cf. 29 mars) : élection du maréchal Hindenburg (48,3%) qui bénéficie, du fait de sa « personnalité légendaire », de l'apport des voix de 3 millions d'abstentionnistes au premier tour.

Wilhelm Marx (« petite coalition républicaine », cf. 29 mars) obtient 45,4 %, Ernst Thälmann (KPD), 6,3%. Violente réaction du Bureau exécutif de l'Internationale communiste (*EKKI*) qui avait prôné de soutenir Marx.

Consterné par l'élection de Hindenburg à la présidence de la République de Weimar, le comte Harry Kessler, mécène d'art, homme de lettres, membre du Parti démocrate (DDP) et président de la Société allemande pour la paix (*Deutsche Friedensgesellschaft*), écrit dans son journal : « Il se pourrait bien que ce qui va maintenant advenir soit un des plus sombres chapitres de l'histoire allemande ».

30 avril Suite à sa demande adressée le 27 avril aux autorités de la ville de Linz, Hitler perd la nationalité autrichienne. Il sera apatride jusqu'au 25 février 1932.

16 juin La France (Aristide Briand) réagit favorablement à la proposition allemande de « pacte rhénan de sécurité » (cf. 10 avril) dans lequel est garantie l'inviolabilité des frontières française et belge.

1^{er} juillet Suite à l'accord sur le « pacte rhénan de sécurité » (cf. 16 juin), la France et la Belgique commencent à évacuer la Ruhr.

13 juillet Les troupes françaises évacuent Düsseldorf et Duisburg – Ruhrort (cf. 8 mars 1921).

25 août Fin de l'occupation de la rive droite du Rhin.

12 – 17 juillet Dixième Congrès du Parti communiste d'Allemagne à Berlin ; revenant sur l'élection de Hindenburg (cf. 26 avril), le représentant du Bureau exécutif de l'Internationale communiste (*EKKI*) reproche à la direction de la KPD sa stratégie [75] isolationniste qui ne peut que porter préjudice au mouvement communiste.

1^{er} septembre Le Comité exécutif de l'Internationale communiste (*EKKI*) somme le Parti communiste d'Allemagne de mettre un terme à son opposition systématique au Parti social-démocrate (SPD) ; nombreuses exclusions de « gauchistes ».

10 septembre Hitler confie à Gregor Strasser (cf. 11 mars 1925) la direction de la NSDAP en Allemagne du Nord ; cette décision sera vite regrettée car Strasser persiste à revendiquer la nationalisation des trusts et l'expropriation des hobereaux — point 11 du Programme de la NSDAP du 24 février 1920 —, ce qui ne peut que contrecarrer le projet du *Führer* de se rapprocher des milieux d'affaires afin d'obtenir des subsides pour agir dans le cadre de la légalité ; c'est du reste dans cet esprit que les exigences anticapitalistes du Programme de 1920 sont réinterprétées par ses soins en opérant une subtile distinction entre « capital créateur » (*schaffendes Kapital*), autrement dit allemand, et « capital profiteur » (*raffendes Kapital*), c'est-à-dire juif.

5 octobre Sur le Lac Majeur en Suisse, ouverture de la Conférence de Locarno (Angleterre, France, Belgique, Italie, Pologne, Tchécoslovaquie, Allemagne). afin de garantir une paix durable en Europe.

12 octobre Suite à l'intervention du ministre des Affaires étrangères soviétique, Gheorgi Vassiliévitch Tchitchérine, auprès de Gustav Stresemann pour lui faire grief des négociations de Locarno considérées par son gouvernement comme une alliance capitaliste contre l'URSS, signature d'un traité de commerce germano-soviétique.

16 octobre Parafe des décisions de la Conférence de Locarno : l'Allemagne reconnaît les nouvelles frontières de l'Ouest telles que fixées par le traité de Versailles et sera admise à la Société des Nations (SDN) ; la France promet une évacuation progressive de la rive gauche du Rhin ; l'Allemagne s'engage à ne pas modifier [76] par la force ses frontières orientales tout en espérant que lui seront un jour rendus les territoires allemands de l'Est dont l'a privée le traité de Versailles ; enfin, en cas d'une éventuelle intervention militaire décidée par la Société des Nations contre l'Union soviétique, les troupes alliées ne pourront pas traverser le territoire allemand.

31 octobre – 1^{er} novembre Conférence nationale du Parti communiste d'Allemagne (KPD) ; Ernst Thälmann, 39 ans, dirigeant de la fédération de Hambourg et ex-candidat aux présidentielles (cf. 29 mars, 26 avril), est désigné comme secrétaire général : « stalinisation » de la KPD.

9 novembre Afin de contrebalancer l'influence de la SA, dont de nombreux officiers et membres soutiennent la tendance social-révolutionnaire de la NSDAP (cf. 11 mars), Hitler crée la SS (*Schutzstaffel* = Section de protection, cf. 27 février).

10 – 12 novembre La conférence de Bruxelles des partis communistes européens dénonce Locarno (cf. 16 octobre) comme un pacte de la bourgeoisie occidentale contre l'Union soviétique.

25 novembre En protestation contre Locarno (cf. 16 octobre), la DNVP (*Deutschnationale Volkspartei* = Parti populiste national allemand) quitte le gouvernement (cf. 15 janvier) sous l'influence toujours plus marquée au sein du parti d'Alfred Hugenberg (cf. 25 octobre 1921), défenseur d'une ligne ultranationaliste contre le comte Cuno von Westarp, partisan d'une opposition non systématique.

1^{er} décembre Signature à Londres du Pacte de Locarno par les ministres des Affaires étrangères français (Briand), belge (Vandervelde), britannique (Austen Chamberlain), le chef du

gouvernement italien, Benito Mussolini, le chancelier allemand Hans Luther et son ministre des Affaires étrangères, Gustav Stresemann.

Parallèlement, la France s'engage à soutenir la Pologne et la Tchécoslovaquie en cas d'agression allemande.

[77]

Mise en œuvre par l'Angleterre et la France de l'évacuation de la zone de Cologne en Rhénanie (effective en janvier 1926).

2 décembre Au terme de longues discussions, Cari Duisberg, président du directoire de Bayer, et Cari Bosch, patron de BSAF, fondent le groupe d'intérêt économique *IG-Farbenindustrie AG* (en abrégé *IG-Farben*), qui devient le plus grand trust chimique européen (120 000 salariés, 1,4 milliard de chiffre d'affaire) et met en place une stratégie multinationale. Le sigle Bayer est conservé pour la branche pharmaceutique de l'*IG-Farben*.

Le Syndicat patronal de l'industrie exige la limitation des mesures sociales et le gel des salaires.

5 décembre Démission du gouvernement Hans Luther (cf. 15 janvier, 25 novembre).

22 décembre Publication par l'Association du *Reich* de l'industrie allemande (*Reichsverband der deutschen Industrie = RDI*) de la brochure *Politique économique et financière de l'Allemagne (Deutsche Wirtschafts-und Finanzpolitik)*, qui propose (p. 57), par le biais d'une « union douanière », de former un bloc capitaliste européen sous égide allemande.

24 décembre Forte de l'appui du président Hindenburg, la noblesse réclame la restitution de ses biens mis sous séquestre en 1918 ; la fraction parlementaire communiste propose de voter une loi pour les répartir entre les nécessiteux.

Fin décembre La NSDAP revendique 27 117 membres.

REPÈRES CULTURELS ET IDÉOLOGIQUES

Le 18 juillet, parution du premier volume de *Mein Kampf* aux éditions nazies Eher. Ernst Jünger, *Feu et sang*. Erwin Guido Kolbenheyer, *Le Cabanon de chantier* (traité pseudo-philosophique prétendant établir les « fondements métaphysiques » d'une communauté nouvelle qui, sous l'égide d'un chef charismatique, surmontera [78] enfin l'« individualisme rationaliste »). En librairie, ventes records pour le livre du chirurgien Erwin Liek, *La Mission du médecin*, un plaidoyer pour l'euthanasie des handicapés mentaux et physiques, ainsi que des malades irrécupérables. Dans le numéro 39 de la revue professionnelle d'odontologie, *Zahnärztliche Rundschau*, le dentiste Albert Werkenthin propose la récupération par l'État de l'or dentaire contenu dans la bouche des morts. Exposition de la « Nouvelle Objectivité » à Mannheim : scandale autour des œuvres de George Grosz, Max Beckmann, Otto Dix. Wieland Herzfelde, *L'Art est en danger* (en collaboration avec G. Grosz). Chassé de Weimar par l'extrême droite, le *Bauhaus* s'établit à Dessau. Parution posthume du *Procès* de Franz Kafka. Lion Feuchtwanger, *Le Juif Süß* (contre l'antisémitisme). Egon Erwin Kisch, *Le Reporter enragé* (plongée dans la misère des laissés pour compte du capitalisme). Albert Daudistel, *La Victime*, roman sur la révolte des marins contre la guerre en 1918. Kurt Tucholsky, « Morphine d'Etat », satire acerbe du militarisme (Tucholsky avait été condamné en 1920 pour critique de l'armée sur ordre du ministre Noske). Berta Lask, *Thomas Münzer*, drame évoquant le célèbre anabaptiste à l'origine de la révolution paysanne de 1525. À Berlin, Erwin Piscator dirige des formations « agitprop » composées d'acteurs amateurs membres du Parti communiste. Interdiction par la censure de la projection de *Cuirassé « Potemkine »* de Sergueï Mikhaïlovitch Eisenstein, hymne à la révolte des opprimés. Sortie de *La Rue sans joie* de Georg Wilhelm Pabst. Énorme succès de *La Ruée vers l'or* de Charlie Chaplin. Le banquier américain Charles G. Dawes reçoit le Prix Nobel de la Paix.

[77]

**Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.**

Année 1926

[Retour à la table des matières](#)

Janvier 2 315 000 chômeurs.

6 janvier Fondation de la *Lufthansa*.

[79]

17 janvier Début de la campagne de la gauche pour imposer une consultation populaire sur l'indemnisation de la noblesse (cf. 24 décembre 1925) ; la droite (presse Hugenberg en tête, cf. 25 octobre 1921) et le président Hindenburg se mobilisent en faveur de l'indemnisation.

20 janvier Entrée en fonction du nouveau gouvernement Hans Luther (cf. 5 décembre) : « coalition bourgeoise » (DDP = démocrates, *Zentrum* = Centre catholique, DVP = Parti populaire allemand) sans majorité parlementaire ; Gustav Stresemann conserve les Affaires étrangères.

24 janvier La question de l'indemnisation de la noblesse (cf. 17 janvier) provoque une crise entre les nazis du Sud (Hitler, qui louche du côté des possédants, y est favorable d'autant que l'État bavarois a réglé la question depuis 1923) et les nazis du Nord (cf. 10 septembre 1925) qui vont jusqu'à proposer une alliance avec les communistes. Joseph Goebbels (cf. 11 mars 1925) et Bernhard Rust (un professeur de lycée en charge du district de Hanovre de la NSDAP) proposent d'exclure le « petit bourgeois Adolf Hitler » (« *den kleinen Bourgeois Adolf Hitler* ») de la NSDAP.

8 février Candidature officielle de l'Allemagne à un siège permanent à la Société des Nations (SDN).

10 février À la Société des Nations (SDN), la France et la Pologne s'opposent à l'admission de l'Allemagne (cf. 8 février).

11 février Gustav Stresemann relance la question du Sud-Tyrol (cf. 24 avril 1921) ; conflit avec l'Italie.

14 février Réunion des responsables de la NSDAP à Bamberg ; Hitler argumente durant quatre heures ; soumission de Gregor Strasser et des nazis du Nord (cf. 24 janvier) ; Joseph Goebbels reste réticent.

[80]

15 février Création par la NSDAP de la Ligue allemande nationale-socialiste des étudiants (*Nationalsozialistischer Deutscher Studentenbund = NSDStB*).

28 février Invité à une conférence privée par le « Club national 1919 » de Hambourg, Hitler affirme que l'Allemagne n'aura d'autre recours que de faire un jour appel à lui pour se débarrasser du « judéo-bolchevisme ».

17 mars Le Brésil et l'Espagne s'opposent à l'entrée de l'Allemagne à la Société des Nations (SDN, cf. 8 février, 10 février).

Avril Fritz Thyssen prend la succession de son père (cf. 20 janvier 1923) et fonde avec Hugo Stinnes les « Acéries réunies » (*Vereinigte Stahlwerke AG*) ; subventions à la droite nationaliste, mais plus à la NSDAP.

8 avril Invité par Hitler à faire un discours à la brasserie *Bürgerbräu* de Munich, Joseph Goebbels se rallie au *Führer* (cf. 14 février) ; il rompra définitivement avec Gregor et Otto Strasser en août.

24 avril Traité germano-soviétique de Berlin de neutralité et non-agression qui sera ratifié le 16 juin par le *Reichstag* (unanimité moins trois voix).

1^{er} mai Intervention de Hitler à la fête fédérale de la NSDAP de Hambourg ; la manifestation se déroule à Schwerin, dans le Mecklenburg, où Hitler n'est pas interdit de parole (cf. 9 mars 1925).

6 mai Le Parlement repousse le projet communiste de répartition des biens de la noblesse entre les défavorisés (cf. 24 décembre 1925).

7 mai Campagne lancée par le président Hindenburg pour que le drapeau impérial noir-blanc-rouge prenne place à côté du drapeau [81] noir-rouge-or de la République ; vaste campagne de protestation de la gauche et des républicains.

11 mai Les nazis autrichiens reconnaissent Hitler comme chef unique du mouvement national-socialiste.

12 mai Le gouvernement Hans Luther (cf. 20 janvier) refuse de soutenir le président Hindenburg dans l'affaire du drapeau (cf. 7 mai) et présente sa démission.

13 mai – 15 mai Le maire de Cologne, Konrad Adenauer (Centre catholique = *Zentrum*), échoue dans la formation d'un nouveau gouvernement.

16 mai Wilhelm Marx (Centre catholique = *Zentrum*) forme un nouveau gouvernement de « coalition bourgeoise » (DDP = démocrates, *Zentrum* = Centre catholique, DVP = parti populaire allemand) sans majorité parlementaire. Gustav Stresemann conserve les Affaires étrangères.

La police berlinoise, dirigée par le préfet Albert Grzesinski (SPD), perquisitionne chez le président de la Ligue pangermaniste, Heinrich Claß, et chez les industriels Albert Vögler et Emil Kirdorf : saisie de documents établissant la préparation d'un complot pour renverser la République et restaurer la monarchie ; le président Hindenburg fait classer l'affaire et abandonne son projet de réintroduction du drapeau impérial (cf. 7 mai).

22 mai À Munich, assemblée générale de la NSDAP en présence de délégués autrichiens ; reconduction du « Programme en 25 points » sans aménagement (cf. 24 février 1920, 10 septembre 1925).

18 juin À Essen, conférence privée de Hitler devant les milieux d'affaires.

20 juin Le texte du référendum pour ou contre l'indemnisation de la noblesse (cf. 17 janvier) n'obtient pas les 50% requis : l'indemnisation est acquise.

[81]

Juillet Indemnisation (cf. 20 juin) « à l'amiable » de la noblesse durant les vacances parlementaires. L'ex-Empereur Guillaume II obtient 97 000 hectares, le château de Homburg et 15 millions de marks.

3 – 4 juillet Deuxième Congrès du *Reich* (*Reichsparteitag*) de la NSDAP à Weimar (environ 7000 participants dont 4000 SA et SS) ; création des Jeunesses hitlériennes (*Hitlerjugend* = *HJ*, cf. 15 mai 1922) sous la direction de l'étudiant Kurt Gruber.

27 juillet En France, retour au pouvoir de Raymond Poincaré ; Aristide Briand reste aux Affaires étrangères et se lance (non sans de fréquentes réticences de la part de Poincaré) dans la réconciliation franco-allemande, notamment en plaidant pour l'entrée de l'Allemagne comme membre permanent du Conseil de la Société des Nations (SDN).

24 août La France (Poincaré, cf. 27 juillet) s'oppose à ce que la Belgique, restituée à l'Allemagne les provinces d'Eupen et Malmédy (cf. 20 septembre 1920) contre des compensations financières.

8 septembre Entrée de l'Allemagne à la Société des Nations (SDN) sur pied d'égalité avec les grandes puissances.

17 septembre Rencontre privée Briand-Stresemann à Thoiry, sur la frontière franco-suisse. Sont évoqués : l'évacuation totale des zones de Coblenz et Mayence, la restitution de la Sarre contre 300 millions de marks-or, la dissolution des organisations paramilitaires dont s'inquiète l'état-major français.

1^{er} octobre Fritz Thyssen et les magnats de l'industrie reprochent à Stresemann et au gouvernement Wilhelm Marx (cf. 16 mai) de pratiquer une politique de « révisionnisme progressif ».

3 octobre La nouvelle se répand que le fils aîné du *Kronprinz* Guillaume (l'héritier de la couronne impériale) a été autorisé à assister à des manœuvres de l'armée sans consultation préalable du Parlement : violentes protestations et limogeage par le ministre de [83] l'Armée, Otto Geßler (DDP = Parti démocrate, cf. 22 mars 1920), du commandant en chef de la *Reichswehr*, le général Hans von Seeckt (cf. 18 mars 1920), qui deviendra député DVP (Parti populaire allemand)

puis, en 1934-1935, conseiller militaire en Chine pour aider Tchang Kai-chek dans sa lutte contre les communistes de Mao Zedong.

11 octobre Le gouvernement français (Poincaré) fait savoir à l'Allemagne qu'il n'est pas question d'évacuer les zones de Coblenche et Mayence, ni de restituer la Sarre (cf. 17 septembre).

26 octobre Le *Gauleiter* (responsable de district) nazi de Berlin – Brandebourg, Ernst Schlange, ne parvenant pas à organiser et à imposer la NSDAP dans la capitale, Hitler le remplace par Joseph Goebbels (cf. 8 avril).

1^{er} novembre Hitler crée la « Direction suprême de la SA » (*Oberste SA-Führer*) sous la direction d'un « Chef suprême de la SA » (*Oberster SA-Führer = OSAF*), le capitaine Franz von Pfeffer, au commandement duquel sont également soumis la SS (cf. 9 novembre 1925) et les Jeunesses hitlériennes (cf. 3-4 juillet) : « Nous devons apprendre aux marxistes, que le national-socialisme sera dorénavant le nouveau maître de la rue, comme il sera un jour le maître de l'État. »

7 novembre Joseph Goebbels quitte la Ruhr pour Berlin (cf. 8 avril) où il va réorganiser la NSDAP et se lancer dans la conquête de la capitale.

26 novembre À Munich, Hitler charge Rudolf Buttmann, élu NSDAP au Conseil régional bavarois, de solliciter la levée de son interdiction de parole (cf. 9 mars 1925) auprès de Heinrich Held (cf. 12 août 1919, 28 juin 1924). Celui-ci est d'accord à condition que le *Führer* s'engage à respecter la légalité et l'ordre public ; le premier discours de Hitler en territoire bavarois devra se dérouler « en dehors de Munich » (« *aßuerhalb Münchens* »).

[84]

1^{er} décembre Conférence privée de Hitler devant les milieux d'affaires rhénans à Königswinter.

3 décembre Conférence privée de Hitler devant le Cercle des industriels d'Essen.

9 décembre Attribution du Prix Nobel de la paix aux trois ministres des Affaires étrangères engagés dans la réconciliation pour une paix durable en Europe : Aristide Briand, Austen Chamberlain, Gustav Stresemann.

16 décembre Devant le Parlement, l'ancien chancelier Philipp Scheidemann (SPD, cf. 13 février et 20 juin 1919) dénonce la collaboration militaire et technique germano-soviétique (cf. 15 – 16 avril 1922).

17 décembre Démission du gouvernement Wilhelm Marx (Centre catholique = Zentrum, cf. 16 mai).

18 décembre Conférence privée de Hitler au *Hofbräuhaus* de Munich devant des militants de son parti : « Au cours des siècles, la doctrine du Christ a fourni le fondement de la lutte contre l'ennemi de l'humanité, le Juif [...]. L'œuvre commencée par le Christ [...], c'est moi qui la parachèverai. »

Fin décembre La NSDAP revendique 49 523 membres.

REPÈRES CULTURELS ET IDÉOLOGIQUES

Friedrich Georg Jünger (frère cadet d'Ernst Jünger), *La Marche en avant du nationalisme*. Hans Grimm, *Peuple sans espace* (roman centré sur la notion d'« espace vital » / *Lebensraum* qui deviendra un des slogans de l'impérialisme nazi). Lancement par les nazis de *L'Observateur illustré* (*Illustrierter Beobachter*) sous la direction du photographe de la NSDAP, Heinrich Hoffmann. Publication du second tome de *Mein Kampf* (fin décembre). Paula Schlier, *Le Journal de Petra* (témoignage sur le putsch nazi de novembre 1923 vécu en direct par une petite secrétaire de rédaction de l'*Observateur* [85] *racial-populaire/Völkischer Beobachter* ; traduit dans la foulée de sa parution par Alexandre Vialatte, ce texte a été édité en français en 2004 dans les *Cahiers Alexandre Vialatte*). Heinrich Mann devient président de la section littéraire de l'Académie prussienne des Arts. Le « Prix Schiller » est attribué conjointement au romancier de la germanité et poète en dialecte alémanique Hermann Burte, au dramaturge et romancier antimilitariste Fritz von Unruh (fils d'un général prussien, élevé avec les enfants de l'Empereur, exilé en France puis aux USA durant le troisième Reich), ainsi qu'au poète expressionniste et romancier humaniste, Franz Werfel (Juif pragoïse, ami de Kafka, contraint à l'exil par l'*Anschluss* en 1938). Parution posthume du *Château* de Franz Kafka. Johannes Robert Becher, *Levisite ou la seule guerre juste*

(roman appelant la classe ouvrière à résister à la propagande impérialiste, interdit par la censure). Friedrich Wolf, *Combat dans la Ruhr*. Alfred Kurella, *ABC de politique communiste*. Après *Histoire et conscience de classe* (1923) et *Lénine* (1924), le philosophe marxiste Georg Lukács poursuit sa réflexion politique avec *Moïse Hess et la dialectique idéaliste*. À Dessau, le *Bauhaus*, dirigé par Walter Gropius, est reconnu comme établissement d'enseignement supérieur : nouveaux locaux grâce au maire social-démocrate de la ville, Fritz Hesse, et développement de contrats d'études avec diverses entreprises, publication des *Bauhaus-Bücher*. Sortie sur les écrans de *Metropolis* de Fritz Lang, *Faust* de Friedrich Wilhelm Murnau, *Les Mystères d'une âme* de Georg Wilhelm Pabst, *L'Étudiant de Prague* de Henrik Galeen.

[84]

**Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.**

Année 1927

[Retour à la table des matières](#)

Janvier 2 305 000 chômeurs.

29 janvier Wilhelm Marx (Centre catholique = *Zentrum*) forme un nouveau gouvernement (cf. 17 décembre 1926) « de coalition de droite » (*Zentrum* = Centre catholique, DVP = Parti populaire allemand, DNVP = Parti populiste national allemand) ; Gustav [86] Stresemann conserve les Affaires étrangères. Programme de concentration industrielle et de rationalisation de la production.

31 janvier La Commission de contrôle interalliée (cf. 27 septembre 1924) considère le désarmement allemand comme effectif.

Fin janvier – février À Berlin, très nombreuses réunions de la NSDAP organisées par Joseph Goebbels (cf. 7 novembre 1926) dans les « quartiers rouges » ; affrontements sanglants entre nazis et communistes.

1^{er} février Levée de l'interdiction de parole de Hitler en Saxe (cf. 9 mars 1925).

28 février Dissolution de la commission interalliée de contrôle du désarmement allemand (cf. 31 janvier).

5 mars En Bavière, levée de l'interdiction de parole en public de Hitler (cf. 9 mars 1925, 26 novembre 1926).

6 mars À Vilsbiburg en Bavière (cf. 26 novembre 1926, 5 mars), discours de Hitler devant un millier de personnes sur le thème : « Avenir ou déclin ».

9 mars À Munich, manifestation nazie au cirque Krone. Le discours de Hitler fait un triomphe.

20 mars À Berlin, bagarre entre nazis et communistes à la gare de Lichterfelde-Ost.

Avril Suite à la mise en œuvre du programme gouvernemental de rationalisation (cf. 29 janvier), pratiquement 2 millions de chômeurs.

Augmentation du salaire des fonctionnaires.

27 avril Conférence de Hitler à Essen devant les industriels : contre le communisme.

[87]

1^{er} mai À Berlin, à l'initiative de Goebbels (et bien qu'interdit de parole en Prusse, cf. 9 mars 1925), Hitler prend la parole devant 5 000 militants de la NSDAP dans un cabaret désaffecté du centre ville, le « Clou ».

4 mai À Berlin, lors d'une réunion de la NSDAP organisée par Goebbels dans un local des anciens combattants, le service d'ordre SA met à mal un vieux pasteur du nom de Stucke qui a voulu apporter la contradiction.

5 mai Suite à l'agression des SA contre le pasteur Stucke (cf. 4 mai), la NSDAP est interdite à Berlin ; occupation du siège du Parti par la police.

6 mai Le chef du gouvernement de Prusse, Otto Braun (SPD, cf. 1^{er} novembre 1921), publie dans la *Berliner Morgenpost* un article justifiant l'interdiction de la NSDAP (cf. 5 mai). Les nazis répliquent par de minipogromes.

Mi-mai Loi sur le temps de travail : la semaine passe de 57 à 59 heures ; le Parti communiste organise des manifestations pour les 48 heures.

Le patron d'entreprise chimique Wilhelm Keppler adhère à la NSDAP ; nommé en décembre 1931 conseiller économique de la NSDAP, il fondera le Cercle Keppler (*Keppler-Kreis*, cf. 20 juin 1932).

Juin Les syndicats obtiennent une augmentation des salaires de 5%, une amélioration des prestations en matière de santé, et un système d'assurance-chômage. L'Allemagne devient le plus social des pays industrialisés.

30 juin Assemblée générale de la NSDAP à Munich.

4 juillet À Berlin, parution du premier numéro de l'hebdomadaire nazi *Der Angriff (L'Attaque)* dirigé par Goebbels, avec en première page deux caricatures antisémites de Hans Schweitzer, pseudonyme « Mjölnir » (i.e. le marteau de Thor !).

[88]

Rencontre de Hitler avec l'industriel Emil Kirdorf, 80 ans, directeur général de la GBAG (*Gelsenkirchener Bergwerks-AG*, charbon et acier) et membre du Conseil d'administration des « Aciéries réunies » (*Vereinigte Stahlwerke AG*, cf. avril 1926).

15 juillet À Vienne, suite à des exactions perpétrées depuis janvier par l'extrême droite autrichienne, une gigantesque manifestation organisée par la gauche et les syndicats est sauvagement réprimée par la police assistée de la *Heimwehr*, sorte de corps francs au commandement duquel on trouve entre autres Waldemar Pabst (cf. 21 juillet 1919). S'ensuit une grève des transports qui sera vite brisée. Dès lors, on assistera à une évolution de plus en plus autoritaire du régime autrichien. En 1930, la *Heimwehr* deviendra, sous la conduite du prince Ernst Rüdiger von Starhemberg, un des principaux piliers de l'austro-fascisme.

1er août L'industriel Emil Kirdorf (cf. 4 juillet) adhère à la NSDAP ; don de 100 000 marks. Il se retirera du parti le 12 août 1928 pour protester contre l'agitation menée par la tendance social-révolutionnaire (cf. 11 mars 1925, 10 septembre 1926) mais y reviendra en 1929.

À noter que si Hitler ne manque pas une occasion pour tenter de s'attirer les faveurs du grand patronat, les subventions espérées seront très exceptionnelles (cf. 20 janvier 1923, 14 juillet 1923) avant 1929. (bascule de Fritz Thyssen, cf. avril 1926) et plus généralement la fin de l'année 1932. En réalité, avant le tournant des années trente, l'argent viendra de cénacles d'extrême droite (tant en Allemagne qu'à l'étranger), d'émigrés russes, de quelques aristocrates et riches bourgeois, de commerçants et petits patrons obsédés par le

communisme, ainsi que de l'industriel antisémite américain Henry Ford (fait par Hitler, en juillet 1938, Grand-croix de l'Ordre de l'Aigle, la plus haute distinction allemande pour les étrangers).

Mi-août Au terme de longues négociations, des conventions sont passées entre industriels français et allemands sur la sidérurgie, la production de potasse et d'aluminium.

(89)

Signature d'un traité commercial franco-allemand.

19 – 21 août Troisième Congrès du *Reich* (*Reichsparteitag*) de la NSDAP à Nuremberg (près de 20 000 participants, environ 8500 SA et SS, autour de 300 Jeunes hitlériens) ; retraites aux flambeaux (*Fackelzug*).

27 septembre L'inauguration du monument commémoratif de la bataille de Tannenberg (Prusse orientale, victoire sur les Russes en 1914) donne lieu à un important rassemblement nationaliste ; dans son discours, le président Hindenburg (vainqueur de Tannenberg) remet en cause l'article 231 du traité de Versailles qui affirme la responsabilité de l'Allemagne dans le déclenchement de la guerre (Le monument sera dynamité en 1945).

2 octobre Célébration du 80^e anniversaire du président Hindenburg ; nombreuses manifestations militaristes et impérialistes ; grâce au financement des milieux d'affaires et des agrariens, le « Casque d'acier » (*Stahlhelm*, cf. 19 février 1924) offre au « vieux maréchal » le domaine de Neudeck, près de Freystadt en Prusse orientale, qui avait autrefois appartenu à sa famille.

26 octobre Une rencontre privée de Hitler avec quatorze industriels au domicile d'Emil Kirdorf (cf. 1^{er} août) se solde par un échec.

8 novembre Le Parti nazi berlinois peut à nouveau s'exprimer librement ; toutefois l'interdiction de la NSDAP en Prusse (cf. 5 mai) ne sera levée que cinq mois plus tard.

9 novembre La NSDAP prend toutes les dispositions organisationnelles et structurelles nécessaires pour s'« ériger en un État en devenir » (« *zu einem werdenden Staate entwickeln* »).

Mi-novembre Discours d'une heure soigneusement préparé de Hitler à Hambourg ; les observateurs le trouvent « beaucoup plus

raisonnable qu'on aurait pu le penser » (« *weit vemunftiger, als angenommen* »).

[90]

23 novembre Le présidium du Syndicat patronal de l'industrie allemande exige du Chancelier Wilhelm Marx (*Zentrum* = Centre catholique, cf. 29 janvier) une réduction des prestations salariales et sociales.

24 novembre Conscient que la prospérité retrouvée de l'Allemagne n'est qu'apparente et repose sur des capitaux étrangers, notamment américains, Gustav Stresemann s'inquiète du programme somptuaire de modernisation mis en œuvre par les municipalités des grandes villes qui donne « l'impression que l'Allemagne a gagné la guerre ». Que se passera-t-il si une crise internationale survient ?

Fin novembre Au *Reichstag*, adoption d'une amnistie politique générale réclamée par la droite et les communistes.

A la Société de Nations (SDN), le représentant soviétique, Maxim Maximovitch Litvinov, propose de prendre des mesures contre la renaissance du militarisme allemand (cf. 3 octobre 1926, 19 – 21 août, 27 septembre, 2 octobre).

5 décembre Discours de Hitler à Essen devant les milieux d'affaires.

Violentes polémiques autour de la poursuite par la France de l'occupation de la rive gauche du Rhin (zones de Coblenche et Mayence).

Fin décembre Suite à l'amnistie politique générale du 2 octobre, Hermann Göring rentre de son exil en Suède (cf. 11 novembre 1923) ; il s'installe à Berlin où il exerce comme conseiller de la Lufthansa (cf. 6 janvier 1926) et réintègre la haute société (cf. 14 – 15 octobre 1922). Il prendra l'année suivante la tête du groupe parlementaire nazi au *Reichstag*.

Robert Ley, ingénieur chimiste chez *IG-Farben* (cf. 2 décembre 1925) et responsable nazi pour la région de Sud-Rhénanie, lance une campagne contre la présence de cadres et chercheurs juifs au sein de l'entreprise ; licenciement immédiat.

Déjà nommé par Hitler en septembre 1926 responsable à la propagande (*Propagandaleiter*) de la NSDAP en récompense [91] de sa soumission (cf. 14 février 1926), Gregor Strasser devient

responsable de la coordination de toutes les structures civiles sous égide du Parti (*Reichsorganisationsleiter* = *ROL*). Après sa démission de la NSDAP, le 8 décembre 1932, le poste sera confié à Robert Ley (cf. supra).

La NSDAP revendique 72 590 membres

REPÈRES CULTURELS ET IDÉOLOGIQUES

Le peintre Otto Dix devient professeur aux Beaux-Arts de Dresde. Max Pechstein, ex-membre du groupe pictural expressionniste de Dresde « Le Pont » (*Die Brücke*), lance une campagne de solidarité avec l'Union soviétique. Opération coup-de-poing par un commando SA de Brème contre la « Commune Barkenhof », propriété de la Croix rouge internationale depuis 1923, pour y détruire les fresques réalisées par son fondateur, le peintre et sculpteur Heinrich Vogeler. Otto Klemperer est nommé chef d'orchestre à l'Opéra Kroll de Berlin. Mise en scène par le dramaturge communiste Erwin Piscator de *Hop, nous vivons !* d'Ernst Toller, ainsi que des *Aventures du brave soldat Švejk* de Bertolt Brecht d'après l'auteur pragois Jaroslav Hašek. Apogée de l'« agit-prop » (cf. *Repères 1925*) avec *Liebknecht/Luxemburg/Lénine* de Hans Lorbeer, *Leuna 1921* de Berta Lask, *Révolte au pays de Mansfeld* de Rudolf Fuchs. Martin Heidegger : *Etre et temps*. Hermann Hesse : *Le Loup des steppes*. Arnold Zweig, *Querelle autour du sergent Grischa* (roman dénonçant le rôle criminel joué par le général Schieffenzahn = Ludendorff durant la guerre mondiale). Kurt Kläber, *Passagers de troisième classe* (roman dans lequel seize victimes du capitalisme regroupées sur un bateau se confient mutuellement leur histoire). Ulcéré par l'évolution de la République de Weimar, l'écrivain Rudolf Leonhard s'établit à Paris où il rejoint son ami, Walter Hasenclever, et milite pour l'amitié franco-allemande. Sortie sur les écrans de : *Berlin, symphonie d'une grande ville* de Walter Ruttmann, *Les Tisserands* de Friedrich Zelnik (d'après la pièce de Gerhard Hauptmann), *Mandragore* de Henryk Galeen, *La Tragédie de la rue* de Bruno Rahn (sur la prostitution), *Loulou* de Georg Wilhelm Pabst (d'après Frank Wedekind), *Octobre* de Sergueï Mikhaïlovitch Eisenstein (hymne à la révolution bolchevique d'après le récit fameux de John Reed, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*).

[92]

**Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.**

Année 1928

[Retour à la table des matières](#)

Janvier 1 862 000 chômeurs ; tendance à la baisse.

9 janvier Création par Gustav Krupp, Fritz Thyssen et dix autres magnats de l'industrie de l'association secrète « *Arche de la Ruhr* » (*Ruhrlade*) afin d'agir de façon décisive sur les orientations économiques et politiques du gouvernement allemand et de soutenir financièrement les partis favorables à leurs projets. Leur choix va se porter sur la DNVP (cf. 25 octobre) et plus tard sur la NSDAP.

14 janvier Scandale du budget de l'armée : investissements dans l'industrie, spéculation ; le ministre Otto Geßler (DDP = Parti démocrate) est contraint de démissionner.

19 janvier Sur décision personnelle du président Hindenburg, le général Wilhelm Groener, 61 ans, devient ministre de l'Armée. Son adjoint (24 juin 1919), le colonel Kurt von Schleicher, 46 ans, devient secrétaire d'État à l'Armée, chargé des relations avec le *Reichstag*, et passe général.

29 janvier Traité germano-lituanien d'arbitrage sur la place de la population allemande dans le territoire de Klaipéda (cf. 10 janvier 1923, 16 février 1923, 8 mai 1924).

Février Début de la querelle autour d'un projet de loi présenté par le chancelier Wilhelm Marx (Centre catholique = *Zentrum*) sur un enseignement religieux généralisé dans les établissements publics. Opposition de la gauche, mais aussi du Parti démocrate (DDP) et du

Parti populaire (DVP) qui y voient une atteinte à la liberté de pensée. En outre, les *Länder* tiennent au respect de l'article 146 de la Constitution qui prévoit leur autorité en la matière « pourvu que l'activité scolaire telle que fixée par les programmes n'en soit pas affectée » (« *soweit hierdurch ein geordneter Schulbetrieb nicht beeinträchtigt wird* »).

[93]

16 février Suite à la querelle autour de la cléricatisation de l'enseignement (cf. février), éclatement de la coalition gouvernementale dirigée par Wilhelm Marx (Centre catholique = *Zentrum*, cf. 29 janvier 1927). Dans la foulée, Marx proclame la dissolution du Parlement ; les élections législatives sont fixées au 20 mai.

Mars Lancement de la campagne pour les élections législatives qui tourne essentiellement autour du projet d'un cuirassé (*Panzerkreuzer A*) que veut mettre en chantier le chancelier Wilhelm Marx (Centre catholique = *Zentrum*), appuyé par l'ensemble de la droite. Opposition des communistes ralliés par nombre de socialistes ; demande d'un référendum.

13 avril Afin de rallier les propriétaires terriens à sa cause, Hitler déclare que la NSDAP se place « sur le terrain de la propriété privée » (« *auf dem Boden des Privateigentums* ») et que le point 17 du programme du Parti (cf. 24 février 1920), qui prévoit le démantèlement des grands domaines pour les répartir entre les petits exploitants, ne s'applique qu'aux spéculateurs juifs.

Mai En Bavière, ouverture de la campagne électorale pour les élections au Conseil régional ; Hitler et le tête de liste de la NSDAP, le général Franz Xaver Ritter von Epp (cf. 13 avril 1919), sont accusés par les Social-démocrates (SPD, Wilhelm Hoegner) d'être financés par Mussolini contre la promesse de la cession future du Sud-Tyrol à l'Italie (cf. 24 avril 1921).

20 mai Élections législatives (cf. 16 février) ; succès du Parti social-démocrate (SPD, 153 sièges) et progression des communistes (KPD, 54 sièges) ; recul du Parti populiste national allemand (DNVP) qui passe de 103 à 73 sièges et du Parti nazi (12 sièges).

En Bavière, la BVP (Parti populaire bavarois) remporte les élections au Conseil régional (cf. mai). Reconduit comme chef du gouvernement

régional bavarois, Heinrich Held (cf. 12 août 1929) réclame une réforme de la Constitution de Weimar qui donnerait plus de pouvoir aux *Länder*.

[94]

12 juin Démission du chancelier Wilhelm Marx (Centre catholique = *Zentrum*, cf. 29 janvier 1927, 16 février).

28 juin Hermann Müller (SPD = Parti social-démocrate) devient chancelier et forme un cabinet de « grande coalition républicaine » (Parti social-démocrate = SPD, Parti démocrate = DDP, Centre catholique = *Zentrum*, Parti populaire allemand = DVP) dont la caractéristique est que les ministres se sont engagés à gouverner à titre individuel et non en conformité avec la ligne politique de leur parti. Gustav Stresemann reste aux Affaires étrangères. Contre toute attente, maintien du projet de construction du cuirassé (cf. mars) ; le chancelier et les ministres social-démocrates (SPD) refusent d'obéir à la direction de leur parti qui exige qu'ils reviennent sur leur décision.

Juillet 1 012 000 chômeurs, tendance très nette à la baisse.

13 juillet Allocution de Hitler à Munich sur ses projets en matière de politique étrangère et sur la question du Sud-Tyrol (cf. 24 avril 1921, mai) qu'il n'envisage pas de céder à l'Italie.

Août Après être passé à 650 000, le nombre des chômeurs se remet à augmenter. Signes de crise, exaspération des tensions sociales et politiques.

27 août À Paris, signature du Pacte dit « Briand-Kellog », initié par le ministre américain des Affaires étrangères, Frank Billings Kellog, et le ministre des Affaires étrangères français, Aristide Briand : les quinze puissances signataires, dont l'Allemagne (Gustav Stresemann), répudient le recours à la guerre pour résoudre les conflits entre États.

28 septembre Suite à l'intervention « au nom de la démocratie » du président du *Reichstag*, Paul Lobe (Parti social-démocrate = SPD), levée de l'interdiction de parole de Hitler sur l'ensemble du territoire du Reich.

[95]

Octobre En vertu des compétences que lui confèrent les articles 69 et 74 de la Constitution, le *Reichsrat* (chambre représentative des

intérêts des *Länder*) rejette le projet de cléricalisation de l'enseignement, (cf. 16 février).

1^{er} octobre La NSDAP fête son 100 000^e adhérent.

4 – 16 octobre Turbulences au Parlement à propos de la mise en chantier du cuirassé (cf. 28 juin). La demande de référendum du Parti communiste (cf. mars) est rejetée (le cuirassé sera effectivement mis en chantier et les annuités budgétaires régulièrement allouées par le *Reichstag*, même au pire de la crise économique, cf. 24 octobre).

25 octobre Le magnat de la presse, Alfred Hugenberg (cf. 25 octobre 1921, 25 novembre 1925, 17 janvier 1926), 63 ans, qui par le rachat en 1927 de l'*Ufa* (*Universum-Film-Aktiengesellschaft*, la plus importante société cinématographique allemande) détient désormais le monopole quasi-absolu de la manipulation des foules, devient président du Parti populiste national allemand (DNVP).

30 octobre L'Allemagne sollicite une révision de sa capacité de paiement des réparations.

31 octobre Dans la Ruhr, grève des ouvriers de la métallurgie pour l'augmentation des salaires et le retour à la semaine de 48 heures (cf. mi-mai 1927). La commission d'arbitrage des conflits entre patronat et salariés (cf. 21 octobre 1924) ainsi que le ministre du Travail, Rudolf Wissel (SPD), imposent un relèvement salarial.

1^{er} novembre Suite à la décision de relèvement salarial prise la veille (cf. 31 octobre), le patronat de la Ruhr réplique par un lock-out : mise à pied de 213 000 ouvriers métallurgistes.

4 – 5 novembre Conférence nationale du Parti communiste d'Allemagne (KPD) ; Ernst Thälmann (cf. 31 octobre – 1^{er} novembre 1925) impose une ligne stalinienne (exclusion des contestataires) et condamne la « politique sociale-fasciste » du Parti social-démocrate (SPD). [96] Extrait du compte-rendu du 11^e congrès : « La SPD est à coup sûr le principal soutien de la politique intérieure et extérieure de l'impérialisme allemand ».

14 novembre Conférence de presse du ministre des Affaires étrangères, Gustav Stresemann (cf. 28 juin) qui réitère son avertissement de l'année précédente (cf. 24 novembre 1927) : « [...] Durant ces dernières années, l'Allemagne a vécu d'emprunts. Si une crise advient chez nous et que les Américains retirent leurs crédits à court terme, c'est

la banqueroute. Ce que nous prélevons en impôts a atteint la limite de ce que peut se permettre un État. Je ne sais pas où nous pourrions aller chercher de nouveaux impôts. Les statistiques montrent [...] la masse d'argent étranger que nous avons absorbé pour nous maintenir à flot. Nous ne sommes pas désarmés que dans le domaine militaire, nous le sommes aussi sur le plan financier. Nous sommes totalement à court de moyens. »

Mi-novembre Hitler interdit aux membres de la NSDAP et à la SA de porter une arme et d'organiser des exercices militaires.

9 décembre Monseigneur Ludwig Kaas, proche du nonce apostolique en Allemagne, Eugenio Pacelli (futur pape Pie XII), et représentant de la tendance conservatrice du catholicisme, est nommé président du Parti du centre catholique (*Zentrum*).

21 décembre Arbitrage gouvernemental sur la mise à pied des métallurgistes de la Ruhr (cf. 31 octobre, 1^{er} novembre). Le ministre de l'Intérieur du *Reich*, Cari Severing (Social-démocrate = SPD, cf. 25 mars 1920, 19 mars et 22 mars 1921), prend les choses en main et fait accorder aux ouvriers une compensation dérisoire qui est acceptée par les leaders syndicaux. Rancœur des ouvriers à l'égard du Parti social-démocrate (SPD) et de l'ADGB (*Allgemeiner deutscher Gewerkschaftsbund* = Confédération générale des syndicats allemands, d'obédience social-démocrate).

22 décembre Suite à la demande allemande de révision du paiement des réparations (cf. 30 octobre), décision de convoquer un nouveau comité d'experts.

[97]

Fin décembre La NSDAP revendique 108 717 adhérents.

REPÈRES CULTURELS ET IDÉOLOGIQUES

Création de l'Association des artistes révolutionnaires (*Assoziation revolutionärer bildender Künstler* = ASSO) et de la Ligue des écrivains prolétariens révolutionnaires (*Bund proletarisch-revolutionärer Schriftsteller* = BPRS). Dans la *Weltbühne* (Tribune internationale) dont il est rédacteur en chef depuis 1927, Cari von Ossietzky prend

position contre la construction du cuirassé (cf. mai *sq.*). Parution des ouvrages pacifistes, *À l'Ouest rien de nouveau* d'Erich Maria Remarque, et *La Guerre* de Ludwig Renn. Anna Seghers (i.e. Netty Radvanyi), 28 ans, reçoit le Prix Kleist pour son roman *La Révolte des pêcheurs de Saint-Barbara* et adhère au Parti communiste. Dans son drame, *Raison d'État. Un monument pour Sacco et Vanzetti*, l'écrivain anarchiste Erich Müsham (en prison de 1919 à 1924 pour sa participation à la révolution munichoise et qui s'est rapproché du Parti communiste), dénonce la justice de classe. Karl Grünberg, *La Ruhr en feu*, roman sur le putsch de Kapp-Lüttwitz. Première à Munich de l'opéra jazz d'Ernst Krenek, *Jonny mène la danse*. Bertolt Brecht et Kurt Weill : *L'Opéra de quat'sous*. À Dessau, Walter Gropius abandonne la direction du *Bauhaus*, son successeur Hannes Meyer développe l'enseignement de l'urbanisme, de la psychosociologie et de la peinture. L'architecte et théoricien d'extrême droite, Paul Schultze-Naumburg, publie *L'Art et la race*. Parution du dernier volume de la trilogie romanesque, *La Saga des ancêtres*, de Hans-Friedrich Blunck, thuriféraire de la « renaissance nordique » et futur président de 1933 à 1935 de la Chambre littéraire du Reich (*Reichschriftumskammer*) sous égide de Goebbels. Hitler rédige son *Second livre* (*Zweites Buch*, sur la politique extérieure) qui ne sera connu qu'en 1961 (en France, sous le titre *L'Expansion du troisième Reich*, Pion, 1962). Sortie sur les écrans de *Crise* et du *Journal d'une fille perdue* de Georg Wilhelm Pabst, *Les Espions* de Fritz Lang, *Le Retour du prisonnier* de Joe May. Déferlement du film hollywoodien.

[98]

**Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.**

Année 1929

[Retour à la table des matières](#)

Janvier 2 850 000 chômeurs auxquels il faut rajouter environ 1 500 000 personnes en situation de précarité ou carrément S.D.F.

6 janvier Dévoué corps et âme au *Führer*, Heinrich Himmler, 28 ans, ingénieur agronome et porte-drapeau lors du putsch de Munich (cf. 8-9 novembre 1923), est nommé *Reichführer SS (RFSS)*, chef de la SS pour le *Reich*. La SS, toujours affiliée à la SA (cf. 1^{er} novembre 1926), compte alors environ 280 membres.

28 janvier Dans le Schleswig-Holstein, agitation paysanne suite à une situation financière extrêmement difficile aggravée par une mauvaise récolte ; le groupe « Peuple des campagnes » (*Land-volk*), dirigé par un petit exploitant agricole, Claus Heim, organise la grève de l'impôt, l'opposition par la force aux ventes sur licitation, ainsi que des attentats à la bombe. Les nazis cherchent à canaliser cette agitation à leur profit tout en condamnant les actes terroristes qui ne cadrent pas avec la ligne légaliste prônée par Hitler (cf. 4 janvier 1925, 11 mars 1925, 10 septembre 1925, 26 novembre 1926).

9 février À Paris, début des réunions du nouveau comité d'experts pour la révision des réparations (cf. 22 décembre 1928) sous la présidence du banquier américain Owen D. Young, secondé par le financier John Pierpont Morgan. L'Allemagne est représentée par Hjalmar Schacht, président de la Banque centrale du Reich, et les industriels Albert Vögler et Ludwig Kastl.

Fin février 3 050 000 chômeurs.

Mars Lors de plusieurs entretiens privés, le président Hindenburg se prononce contre le parlementarisme et pour un gouvernement autoritaire.

[99]

7 mars À Wöhrden (dans le Dithmarschen, partie du Holstein à une centaine de kilomètres au Nord-Ouest de Hambourg), lors d'une manifestation nazie de soutien aux petits paysans (cf. 28 janvier), deux SA (le paysan Hermann Schmidt et le menuisier Otto Streibel) sont tués dans un affrontement avec les communistes qui, eux-mêmes, ont une dizaine de blessés graves.

13 mars Enterrement des SA tués à Wöhrden (cf. 7 mars) en présence de Hitler. Le rapport de police signale que la population, rassemblée pour les obsèques hurle des slogans hostiles au gouvernement et aux autorités, et fait un triomphe au *Führer* ; les cellules locales de la NSDAP enregistrent une augmentation de leurs effectifs jusqu'à 70%.

15 mars Dans un discours à Munich, Hitler incite l'armée à soutenir l'action de la NSDAP.

Début avril La NSDAP décide de créer une « école d'orateurs » (*Rednerschule*) qui sera opérationnelle au 1^{er} juillet et qui, début 1933, aura formé autour de 6000 propagandistes.

13 avril Remaniement du gouvernement Hermann Müller (SPD, cf. 28 juin 1928) : renforcement de la représentation du Centre catholique (*Zentrum*) ; glissement à droite.

La propagande communiste accuse la Social-démocratie (SPD) d'être « la phalange de protection de la bourgeoisie allemande, le bélier qui ouvre la voie au fascisme ».

À partir de la mi-avril Renaissance effective des projets colonialistes et impérialistes allemands ; de concert avec le présidium du Syndicat patronal de l'industrie (voir Cari Duisberg, *Rapports, conférences et discours*, Berlin, 1933), le haut commandement étudie la possibilité de constituer les « États-Unis d'Europe centrale » (« *Vereinigte Staaten von Mitteleuropa* ») qui s'étendraient « de la Meuse aux marais du Pripet, de Hambourg à Thessalonique » (« *von der Maas bis zu den Rokitnosümpfen, von Hamburg bis Saloniki* »),

autrement dit de la Lorraine à la Biélorussie, et de la mer du Nord à la mer Égée.

[100]

Fin avril Le préfet de police social-démocrate (SPD) de Berlin, Karl Zörgiebel, interdit le défilé du 1^{er} mai ; les syndicats et les communistes décident de passer outre.

1^{er} mai À Berlin, répression de la manifestation ouvrière (cf. fin avril) ; riposte des manifestants par des jets de pierres et de boulons ; la police tire ; des barricades sont érigées dans le quartier de Wedding.

2 – 3 mai Combats sanglants entre les insurgés de Wedding (cf. 1^{er} mai) et la police : une trentaine de morts et très nombreux blessés graves, un millier d'interpellations. Dans la foulée, interdiction momentanée du *Drapeau rouge* (*Rote Fahne*, organe central de la KPD) et définitive de la « Ligue rouge des combattants du front » (*Roter Frontkämpferbund*, cf. mai 1924) qui continue cependant d'exister clandestinement.

4 mai Le Parti populaire bavarois (BVP) se donne un nouveau président, Fritz Schäffer, qui pense que Hitler est moins dangereux que les communistes, à condition néanmoins qu'il ne se laisse pas influencer par la tendance social-révolutionnaire de son parti.

12 mai La NSDAP obtient cinq élus au scrutin pour le Conseil régional de Saxe.

26 – 31 mai Le Congrès national du Parti social-démocrate (SPD) approuve la politique conduite par le chancelier Hermann Müller (SPD) et justifie par la voix d'Otto Wels (secrétaire général du Parti) la répression de Berlin-Wedding (cf. 1^{er} mai, 2-3 mai). Les communistes y voient la confirmation de leur thèse sur le « social-fascisme » (cf. 4-5 novembre 1928, 13 avril).

7 juin Mouture définitive du Plan Young (cf. 9 février) ; aucun compte n'est tenu des propositions allemandes ; le paiement des réparations sera échelonné jusqu'en 1987, ce qui signifie que trois générations devront supporter les conséquences de la défaite de 1918.

[101]

9 juin Suite à la présentation du Plan Young, formation du « Comité du *Reich* en vue de la satisfaction des exigences du peuple allemand »

(*Reichsausschuß für das deutsche Volksbegehren*) auquel participent Adolf Hitler, Alfred Hugenberg (cf. 25 octobre 1928), les dirigeants du « Casque d'acier » (cf. 19 février 1924), et le président de la Ligue pangermaniste, Heinrich Claß. Un appel sous forme de pétition est lancé au gouvernement et aux parlementaires pour que soit adoptée une « Loi contre la mise en esclavage du peuple allemand » (*Gesetz gegen die Versklavung des deutschen Volkes*).

La propagande nazie déclare que le Plan Young représente une « servitude de 58 ans pour des générations d'Allemands qui ne sont même pas encore nées » ; Goebbels fait placarder une affiche avec un énorme poing dont l'ombre s'étend sur un bambin et dont le slogan exhorte : « Père, sauve ton enfant ! Deviens national-socialiste ! »

9 juin jusqu'au 15 Congrès national du Parti communiste d'Allemagne (KPD) à Berlin-Wedding : la bourgeoisie monopoliste est accusée de vouloir instaurer une dictature fasciste pour briser les organisations ouvrières et par-là même exploiter le prolétariat comme bon lui semble ; la Social-démocratie (SPD) est dénoncée en tant qu'allié objectif du fascisme dans la mesure où sa stratégie réformiste et opportuniste détourne une grande partie du prolétariat du révolutionnarisme de la KPD ; enfin, seule la lutte révolutionnaire sous la direction de l'Internationale communiste (*IK*) permettra de résister efficacement à la « dictature terroriste du grand capital » et à la guerre que celui-ci compte mener contre l'URSS pour briser à tout jamais le communisme.

15 juin Le Parti populiste national allemand (DNVP) dote Alfred Hugenberg (cf. 25 octobre 1928) des pleins pouvoirs.

21 juin Le gouvernement du *Reich* dirigé par Hermann Müller (SPD, cf. 28 juin 1928, 13 avril) se déclare prêt à accepter le Plan Young (cf. 7 juin) à condition que le territoire allemand soit totalement libéré et que le pays puisse jouir d'une pleine autonomie.

[102]

23 juin Élections régionales en Mecklenburg-Schwerin ; la droite obtient 25 sièges et doit composer avec la NSDAP (2 sièges) pour s'imposer face à la gauche (24 sièges).

27 juin Abrogation par le président Hindenburg du décret d'urgence pour la protection de la République promulgué par le président

Friedrich Ebert (SPD, cf. 27 juin 1922) dans la foulée de l'assassinat de Walther Rathenau (cf. 24 juin 1922).

1^{er} juillet Création par la NSDAP de « groupes de théâtres » (*nationalsozialistische Theatergruppen*) itinérants sur le modèle des troupes « agit-prop » communistes (cf. *Repères 1925* et *1928*).

8 juillet Hostilité des milieux d'affaires au Plan Young (cf. 7 juin) ; les industriels Albert Vögler et Ludwig Kastl (cf. 9 février) quittent le comité d'experts ; Hjalmar Schacht (cf. *ibid.*) appelle à la résistance.

9 juillet Au sein de l'« Arche de la Ruhr » (*Ruhrlade*, cf. 9 janvier 1928), dissensions quant à l'attitude à adopter face au Plan Young (cf. 8 juillet) ; alors que la majorité autour de Gustav Krupp se rallie à l'avis de Gustav Stresemann (« Nous ne serons plus surveillés, ni quant à notre économie, ni quant à nos finances. Nous serons de nouveau maîtres chez nous »), Albert Vögler (cf. 8 juillet) et Fritz Thyssen (cf. 1^{er} août 1927) décident de financer la NSDAP.

1^{er} – 4 août Quatrième Congrès du Reich (*Reichsparteitag*) de la NSDAP à Nuremberg : plus de 100 000 participants, présence affichée de représentants des milieux d'affaires

La NSDAP dispose désormais plus de cinquante journaux quotidiens.

5 août Ouverture de la Conférence de La Haye sur les réparations ; la délégation allemande est dirigée par Gustav Stresemann ; vives discussions avec Aristide Briand, alors président du Conseil, sur l'évacuation définitive de la Rhénanie.

[103]

10 – 14 août Au sein du gouvernement Hermann Müller (cf. 13 avril), conflit autour de l'assurance-chômage (cf. juin 1927) ; menace de crise.

19 août Lettre de Gustav Stresemann à Aristide Briand : menace de ne pas signer le Plan Young (cf. 21 juin) et de démissionner si la question rhénane n'est pas résolue (cf. 5 août).

31 août Conclusion des Accords de la Haye (cf. 5 et 19 août) qui donnent satisfaction à l'Allemagne sur l'évacuation de la Rhénanie (cf. 5 août et 19 août).

Début septembre Gustav Stresemann fait savoir qu'il souhaite une seconde Conférence de La Haye afin de poser le problème de la Sarre (cf. 10 janvier 1920, 17 septembre 1926, 11 octobre 1926) « dont les habitants souhaitent réintégrer leur patrie ».

5 septembre Suite aux Accords de La Haye (31 août), la France commence à évacuer la zone de Coblenz (évacuation effective en trois semaines).

À la Société des Nations (SDN), Aristide Briand propose de créer les États-Unis d'Europe. Le projet reçoit l'approbation de Gustav Stresemann.

6 septembre À Cadix, en Espagne, mise en chantier d'un sous-marin allemand.

10 septembre Le « Comité du Reich en vue de la satisfaction des exigences du peuple allemand » (*Reichsausschuß für das deutsche Volksbegehren*, cf. 9 juin) exige un référendum sur le Plan Young.

23 septembre À Berlin, *Der Angriff* (cf. 4 juillet 1927) publie un poème chantable sur une rengaine reprise du répertoire des matelots de la flotte de guerre :

*Le drapeau dressé, les rangs bien serrés !
La SA s'avance d'un pas ferme et tranquille.
Nos camarades, par le front rouge et la réaction assassinés,
En esprit parmi nous défilent.*

[104]

*Place dans les rues aux bataillons bruns,
Place dans les rues aux combattants de la SA !
Remplis d'espoir, des millions de gens ont le regard fixé sur la
croix gammée.
Voici l'aurore qui nous apportera le pain et la liberté...*

Son auteur : Horst Wessel, 22 ans, membre de la NSDAP depuis 1926 et chef de la section SA du quartier communiste de Berlin/Friedrichshain.

Fin septembre Affaire des frères Sklarek qui possèdent à Berlin des usines de confection et qui ont soudoyé des élus social-démocrates

(SPD) de la ville (dont le maire, Boess) pour obtenir des marchés juteux (uniformes de la police, tenues des employés municipaux).

Le Parti nazi déchaîne dans toute l'Allemagne une campagne contre les spéculateurs et les politiciens véreux.

1^{er} octobre À Berlin, le journal nazi *Der Angriff (L'Attaque)*, dirigé par Goebbels (cf. 4 juillet 1927), devient bihebdomadaire.

3 octobre Mort de Gustav Stresemann.

Par 238 voix contre 155, le Parlement relève les cotisations de l'assurance-chômage et maintient les prestations au niveau antérieur.

24 octobre Krach boursier à Wall-Street ; l'Allemagne est frappée de plein fouet (« Vendredi noir » : les financiers américains stoppent les prêts à court terme et rapatrient leurs capitaux) ; début de la crise économique internationale.

27 octobre La NSDAP obtient six élus aux élections régionales de Bade.

29 octobre Le « Comité du Reich en vue de la satisfaction des exigences du peuple allemand » (*Reichsausschuß für das deutsche Volksbegehren*, cf. 9 juin, 10 septembre) soumet au Parlement une motion de refus du Plan Young soutenue par 4 139 000 signatures, soit plus de 10% du corps électoral ; le texte est rejeté mais doit légalement être soumis à un référendum (nécessité de 50% des suffrages pour qu'il soit accepté).

[105]

10 novembre La NSDAP entre au conseil municipal de Lübeck avec dix élus.

11 novembre Remaniement du gouvernement Hermann Müller (SPD, cf. 28 juin 1928, 13 avril) ; renforcement de la représentation du Parti populaire allemand (DVP) ; le glissement à droite s'accroît.

17 novembre Élections municipales en Prusse, Saxe et Hesse ; progression de la NSDAP.

25 novembre Le Parlement fixe au 22 décembre le référendum sur le Plan Young (cf. 29 octobre).

Énorme campagne de la NSDAP pour assurer le succès du référendum. Hitler parcourt l'Allemagne et fait un discours par jour.

30 novembre Conformément aux Accords de La Haye (31 août), la France commence à évacuer la zone de Mayence (évacuation effective au 30 juin 1930).

4 décembre Le comte Cuno von Westarp, ex-président des nationaux allemands (DNVP, cf. 25 novembre 1925), rompt avec Alfred Hugenberg (cf. 25 octobre 1928, 15 juin) et quitte le parti.

6 décembre Hjalmar Schacht, président de la Banque centrale du *Reich* (cf. 8 juillet), publie un mémorandum contre le Plan Young.

8 décembre À Coburg, la mairie tombe aux mains des nazis alliés à la droite nationaliste ; mise en place d'un programme de gestion conforme au projet national-socialiste (« *Verwirklichung des nationalsozialistischen Programms* »).

En Thuringe, élections régionales : succès de la NSDAP qui entre au Conseil régional aux côtés du Parti populiste national allemand (DNVP) et du Parti populaire allemand (DVP).

[106]

14 décembre Suite à leur succès aux élections régionales de Thuringe (cf. 8 décembre), les nazis organisent une manifestation à Weimar ; Fritz Sauckel, 35 ans, membre du Parti depuis 1923 et, depuis 1928, responsable NSDAP du district (*Gauleiter*), annonce « la destruction de l'État actuel » et « l'avènement du troisième Reich ».

Outre ses fonctions gouvernementales, Gustav Stresemann (cf. 3 octobre) était président du Parti populaire allemand (DVP) ; il est remplacé par le Dr Scholz, ex-membre du « Casque d'acier » (*Stahlhelm*, cf. 19 février 1929) et proche du Parti populiste national allemand (DNVP).

21 décembre Démission de Rudolf Hilferding (SPD), ministre des Finances du gouvernement Hermann Müller (SPD, cf. 28 juin 1928, 13 avril, 11 novembre), dont les mesures destinées à combler le déficit budgétaires n'ont pas trouvé l'accueil qu'il escomptait auprès des partis gouvernementaux, et auquel le président de la Banque centrale du Reich, Hjalmar Schacht, refuse d'accorder un crédit pour payer le salaire des fonctionnaires.

22 décembre Le référendum obtenu par le « Comité du *Reich* en vue de la satisfaction des exigences du peuple allemand » (cf. 29

octobre, 25 novembre) se solde par un échec (14%) ; le projet de « Loi contre la mise en esclavage du peuple allemand » (*Gesetz gegen die Versklavung des deutschen Volkes*, cf. 9 juin) est définitivement rejeté par le Parlement à 290 voix contre 60 (19 députés du Parti populiste national allemand = DNVP ont voté contre, dont Gottfried Treviranus, cf. 28 janvier 1930).

23 décembre Suite à la démission de Rudolf Hilferding (SPD, cf. 21 décembre), Paul Moldenhauer (Parti populaire allemand = DVP, cf. 14 décembre) est nommé ministre des Finances du *Reich*. La dérive droitiste du gouvernement Hermann Muller (SPD) est toujours plus marquée.

Fin décembre Scission du Parti populiste national allemand = DNVP (cf. 22 décembre).

3 000 000 de chômeurs.

[107]

Le Syndicat patronal de l'industrie propose d'assainir les finances en diminuant les prestations sociales et les salaires.

La NSDAP revendique 176 426 adhérents.

REPÈRES CULTURELS ET IDÉOLOGIQUES

Martin Heidegger, *Qu'est-ce que la métaphysique ?*. Avec *Marxisme et psychanalyse*, Wilhelm Reich pose les fondements du freudo-marxisme. Thomas Mann reçoit le Prix Nobel de littérature. Ernst Jünger, *Le Cœur aventureux*. Friedrich Wolf, *Cyankali* (sur l'avortement). Alfred Döblin, *Berlin Alexanderplatz*. Triomphe à Berlin de la « pièce populaire » (*Volksspiel*) d'Odon von Horváth, *Le Funiculaire*. Naissance de la revue communiste *Linkskurve* (virage à gauche). La sociologue marxiste Gertrud Alexander, auteur de très nombreuses études sur la condition féminine, publie *Les Organisations fascistes pour femmes*. Kurt Kläber, *La Guerre* (anthologie critique). Erich Knauf, *Kurt Eisner*. Erich Mühsam, *D'Eisner à Léviné*. Walter Mehring, *Le Marchand de Berlin* (sur la spéculation). À Baden-Baden, première de la *Pièce didactique badoise de l'accord*, dans laquelle Bertolt Brecht définit sa conception de l'esthétique marxiste. Parution

de *Mein Kampf* en un volume de 782 pages dans le format de la Bible. Prolifération de la littérature d'extrême droite avec : O.S., roman sur la Haute-Silésie (*Oberschlesien*) d'Arnolt Bronnen, ex-ami de Brecht qui fréquente maintenant Goebbels ; *Tirs de barrage pour la défense de l'Allemagne* de Werner Beumelburg ; *Redevenons un peuple* de Walter Bloem ; *Renouveau de la nation* de Franz Schauwecker. Au grand amphithéâtre de l'université de Munich, l'idéologue nazi Alfred Rosenberg présente la « Ligue de combat pour la défense de la culture allemande » (*Kampfbund für deutsche Kultur*) qui se propose de mettre un terme à toutes les manifestations du modernisme. Sortie sur les écrans de : *Mademoiselle Else* de Paul Czinner (d'après Arthur Schnitzler) ; *La Femme sur la lune* de Fritz Lang. Derniers feux de la « Nouvelle objectivité » (cf. *Repères 1924*) qui a dégénéré en esthétisme documentaire et fait, selon l'expression de Walter Benjamin, « de la misère », par le biais de « la perfection technique [...], un objet de plaisir » (voir *Les Hommes le dimanche* de Robert Siodmak, *Telle est la vie* de Carl Junghans) [108] au lieu de chercher à inciter au combat politique pour une modification des rapports sociaux.

[108]

**Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.**

Année 1930

[Retour à la table des matières](#)

Janvier L'Allemagne rejette la proposition d'Aristide Briand de créer les États-Unis d'Europe (cf. 5 septembre 1929).

3 Janvier Ouverture de la seconde Conférence de La Haye (cf. 5 août au 5 septembre 1929).

14 janvier Lors d'un règlement de compte pour une prostituée, le chef SA et souteneur Horst Wessel (cf. 23 septembre 1929) reçoit un coup de pistolet dans la bouche (le tireur, le souteneur Ali Köhler, est membre de l'organisation paramilitaire communiste « Ligue rouge des combattants du front », cf. mai 1924, 2-3 mai 1929).

20 janvier À la Conférence de La Haye (cf. 3 janvier), le successeur de Gustav Stresemann (cf. 3 octobre 1929) aux Affaires étrangères, Julius Curtius (Parti populaire allemand = DVP) signe l'accord sur le Plan Young. Déchaînement des nationalistes allemands.

23 janvier En Thuringe (cf. 8 décembre 1929), le nazi Wilhelm Frick, 53 ans (cf. 26 février 1924, 1^{er} avril 1924), devient ministre de l'Intérieur et de l'Éducation du gouvernement régional : campagne contre la « culture nègre et le jazz », révision des programmes scolaires afin d'inculquer les valeurs nationalistes.

28 janvier Avec d'autres dissidents du Parti populiste national allemand (DNVP), parmi lesquels le Comte Cuno von Westarp (cf. 4 décembre 1929), Gottfried Treviranus (cf. 22 décembre [109] 1929)

fonde l'Union conservatrice populiste (*Volkskonservative Vereinigung*).

Fin janvier 3 218 000 chômeurs auxquels il faut rajouter environ 1 500 000 personnes en situation de précarité ou carrément S.D.F.

23 février Mort de Horst Wessel (cf. 14 janvier). Goebbels transforme l'enterrement en une manifestation anticomuniste. Sur décision du *Führer*, le jeune homme est proclamé « martyr du mouvement » (*Blutzeuge der Bewegung*) et son chant (cf. 23 septembre 1929) devient l'hymne officiel de la NSDAP (*Horst-Wessel-Lied*).

3 mars Le patronat allemand réclame la destitution du chancelier social-démocrate Hermann Müller (mais pas du gouvernement, cf. 13 avril 1929, 10-14 août 1929, 11 novembre 1929, 21 décembre 1929, 23 décembre 1929) « afin que la réforme financière puisse être réalisée, la rentabilité des entreprises rétablie ».

L'entourage du président Hindenburg prépare la succession du chancelier Hermann Müller (projet d'un « gouvernement présidentiel » = *Präsidialregierung*, cf. 31 mars).

Adhésion à la NSDAP de Richard Walther Darré, 35 ans, ingénieur agronome, auteur de *La Paysannerie comme source vitale de la race nordique* (1928) ; Hitler le nomme expert du Parti pour les questions agricoles.

6 mars En raison de son opposition à la politique menée par le chancelier Hermann Müller (cf. 21 décembre 1929, 3 mars) et au Plan Young (cf. 6 décembre 1929, 20 janvier), Hjalmar Schacht démissionne de la direction de la Banque centrale du *Reich*. Il est remplacé par l'ex-chancelier Hans Luther (cf. 20 janvier 1926, 12 mai 1926).

12 mars Le Parlement vote l'application du Plan Young (cf. 20 janvier 1930) par 270 voix contre 192.

[110]

27 mars Démission du chancelier Hermann Müller (SPD) qui depuis le mois de janvier navigue à vue (par peur d'un renforcement du Parti communiste/KPD, le Parti social-démocrate/SPD se refuse à céder aux exigences patronales, tandis que le Parti populaire allemand/DVP, - cf. 14 décembre 1929 -, s'oppose à toute augmentation des charges des

entreprises). Fin de la coalition républicaine et du système parlementaire.

29 mars En Thuringe (cf. 23 janvier), sous prétexte de soustraire définitivement le peuple aux influences marxistes, les nazis (à l'initiative du *Führer* qui souhaite tester au plan régional ce qu'il projette pour l'Allemagne) imposent une « Loi d'habilitation » (*Ermächtigungsgesetz*) qui confère des pouvoirs illimités à Wilhelm Frick. On assiste là, à quelques jours près, au même scénario que celui qui se déroulera trois années plus tard au plan national (cf. 23 mars 1933).

31 mars Suite à la démission du chancelier Hermann Müller (cf. 27 mars), Heinrich Brüning (Centre catholique = *Zentrum*) devient chancelier et forme un gouvernement de centre droit qui réunit des ministres du *Zentrum*, du Parti populaire allemand = DVP, et de l'Union conservatrice populiste = *Volkskonservative Vereinigung*, (cf. 28 janvier) ; bien décidé à passer outre le Parlement, ce gouvernement assied son autorité uniquement sur la confiance du président Hindenburg (*Präsidentialregierung*, cf. 3 mars) qui, en cas de problème, fera immédiatement usage de l'article 48 de la Constitution (cf. 27 juin 1922).

1^{er} avril Discours d'intronisation du chancelier Heinrich Brüning (cf. 31 mars) devant le Parlement : « C'est la dernière tentative pour gouverner avec *ce Reichstag*. Si le gouvernement devait être l'objet d'un vote de défiance, les députés seraient renvoyés chez eux et nous gouvernerions en vertu de l'article 48 » (effectivement, le Parlement ne siègera pratiquement plus à partir de juillet : 72 jours entre septembre 1930 et juillet 1932 !).

14 avril À l'instigation de Gregor Strasser (tendance social-révolutionnaire de la NSDAP), le groupe parlementaire national-socialiste [111] dépose un projet de nationalisation des banques qui est immédiatement retiré sur intervention de Hitler.

En Saxe, le journal nazi *Sächsischer Beobachter*, qui dépend du groupe éditorial berlinois « Combat » (*Kampf-Verlag*) contrôlé par Otto Strasser, soutient une grève des métallurgistes. Les industriels protestent auprès de Hitler qui donne aussitôt ordre de prendre position contre la grève.

22 avril En Thuringe (cf. 29 mars), promulgation par Wilhelm Frick d'une ordonnance « pour la défense du génie populaire allemand » ; instauration d'une véritable dictature culturelle.

6 mai Le *Berliner Tageblatt* dénonce le budget du gouvernement Heinrich Brüning (cf. 31 mars) qui exige des sacrifices énormes de la population sous prétexte d'assainir les finances et qui dans le même temps ne cesse d'augmenter le budget de l'armée et de la police.

17 mai Entrée en vigueur du Plan Young (cf. 12 mars) avec rétroactivité au 1^{er} septembre 1929.

21 mai – 22 mai Conflit de Hitler avec la tendance social-révolutionnaire de la NSDAP. Débarquant à l'improviste à Berlin, il convoque Otto Strasser (le frère de Gregor Strasser, beaucoup plus radical et partisan d'une collaboration avec l'Union soviétique) et lui donne le choix entre la direction de l'ensemble de la presse nazie ou l'exclusion. Lorsque Strasser rappelle au *Führer* (qu'il appelle « *Herr Hitler* ») que le Programme du Parti prévoit expressément le démantèlement du capitalisme et la socialisation des moyens de production (cf. 24 février 1920), ce dernier lui rétorque : « Cela ne veut pas dire que les entreprises *doivent* être socialisées mais simplement qu'elles *peuvent* être socialisées si elles pratiquent une politique contraire à l'intérêt de la nation. Tant que ce n'est pas le cas, il serait criminel de détruire l'économie capitaliste ».

Mai – juin Échec des pourparlers pour la restitution de la Sarre au *Reich* (cf. début septembre 1929).

[112]

La NSDAP revendique 240 000 adhérents.

Reinhold Muchow, 25 ans, membre de la NSDAP depuis 1925, est chargé d'organiser l'implantation de cellules syndicales nationales-socialistes dans les entreprises (*Nationalsozialistische Betriebszellenorganisation = NSBO*, dissolution à la création du « Front allemand du travail », cf. 10 mai 1933).

30 mai Le déficit de l'Allemagne est estimé à environ 700 millions. Le gouvernement Heinrich Brüning se prépare à promulguer des mesures radicales (cf. 31 mars, 1^{er} avril, 6 mai).

1^{er} juin Promu par Hitler au poste de responsable général pour la NSDAP de la paysannerie, Richard Walther Darré (cf. 3 mars) publie son livre programmatique, *Nouvelle noblesse née du Sang et du Sol*, dans lequel il s'appuie sur l'image de l'arbre séculaire pour stipuler que seul le paysan, enraciné dans la terre allemande et non pollué par la civilisation moderne, possède en ses veines un sang à partir duquel il sera possible, par une sélection rigoureuse et l'élimination des éléments parasites (juifs et enjuivés), de créer une « race » d'élite qui dominera le monde. Cette théorie délirante mais redoutable du « Sanso » (*Blubo = Blut und Boden = Sang et Sol*) constituera un des ressorts majeurs de la politique du troisième Reich.

4 juin Session du Bureau politique du Parti communiste d'Allemagne (KPD) sur la nécessité de contrer au quotidien la propagande nazie par des discussions avec les ouvriers.

22 juin Aux élections régionales de Saxe, la NSDAP devient la deuxième force politique derrière le Parti social-démocrate (SPD).

25 juin Le gouvernement social-démocrate (SPD) de Prusse interdit à ses fonctionnaires d'adhérer à la NSDAP ou au Parti communiste (KPD) sous peine de mise à pied pour « faute professionnelle » (*Dienstvergehen*).

Le prince August Wilhelm, dit « Auwi », 43 ans, quatrième fils de l'ex-Empereur Guillaume II, adhère à la NSDAP et devient membre de la SA (cantonné à des postes honorifiques et [113] utiles à la propagande, il sera condamné en 1945 à deux ans et demi de détention et à la confiscation de 40% de ses biens).

28 juin Hitler demande à Goebbels (cf. 7 novembre 1926) de procéder à une « purge radicale » (« *radikale Säuberung* ») de la NSDAP à Berlin où l'agitation de la tendance social-révolutionnaire (cf. 21-22 mai) ne cesse de s'accroître (« *chaotische Salon-Bolschewisten* » = des bolchéviques de salon qui ne savent que mettre le foutoir).

30 juin Fin de l'occupation militaire de la Rhénanie (cf. 30 novembre 1929). La situation de la Sarre (cf. mai-juin) n'est toujours pas réglée et l'on s'en tient à la décision du traité de Versailles (cf. 10 janvier 1920) : une consultation de la population pour un éventuel rattachement au *Reich* aura lieu en janvier 1935 sous l'égide de la Société des Nations (SDN).

Fin juin – début juillet Grèves dans la métallurgie rhénane et à Halle-Mansfeld pour protester contre les projets du gouvernement Heinrich Brüning d'amputations salariales et pour imposer le respect des conventions entre patronat et syndicats (cf. 30 mai).

2 juillet Suite à la demande que lui a adressée Hitler de purger le Parti (cf. 28 juin), Goebbels réunit les responsables berlinois de la NSDAP et manœuvre de telle sorte qu'Otto Strasser (cf. 21-22 mai) doit quitter la salle (son télégramme de protestation à Hitler reste sans réponse).

4 juillet Otto Strasser (cf. 30 juin) et ses partisans quittent la NSDAP et fondent la « Communauté de combat des nationaux-socialistes révolutionnaires » (*Kampfgemeinschaft revolutionärer Nationalsozialisten* = *KGRNS*) qui, suite à des incompatibilités théoriques et personnelles entre ses membres, se révélera vite d'une totale stérilité politique ; à partir de l'automne 1931 ne subsistera qu'un groupuscule informel, le « Front noir » (*Schwarze Front*). En 1933, Otto Strasser, quittera l'Allemagne et participera avec quelques fidèles à la résistance au régime hitlérien (tracts, brochures, émissions de radio, cf. son récit, *Exil/1958*).

[114]

5 juillet Gregor Strasser (cf. fin décembre 1927, 14 avril) se désolidarise officiellement de son frère Otto (cf. 21-22 mai, 4 juillet) et lance un appel exhortant les membres de la NSDAP à rester fidèles au *Führer*.

Grâce à un financement d'admirateurs et surtout des industriels Emil Kirdorf (cf. 1^{er} août 1927), Fritz Thyssen et Albert Vögler (cf. 9 juillet 1929), le Parti nazi fait l'acquisition à Munich du Palais Barlow qui, après rénovation par l'architecte Paul Ludwig Troost, devient en janvier 1931 le siège de la direction centrale de la NSDAP (*Braunes Haus* = Maison brune).

11 juillet Fondé en 1920 par le lieutenant Arthur Mahraun, l'Ordre jeune Allemagne (*Jungdeutscher Orden* = *Jungdo*, mouvement politique constitué à l'origine à partir d'un ex-corps franc de Haute-Silésie et qui a progressivement évolué vers un programme de rénovation nationale basé sur le rapprochement avec la France et la défense de la République, environ 500 000 membres) fusionne avec le

Parti démocrate (DDP) pour constituer le Parti d'État (*Deutsche Staatspartei = DSP*).

La France laissant espérer une évacuation militaire de la Ruhr, le gouvernement Brüning approuve le projet Aristide Briand de création des États-Unis d'Europe (cf. janvier 1930).

16 – 18 juillet Au Parlement, désaccord sur le budget d'austérité présenté par le gouvernement Heinrich Brüning (cf. 30 mai, fin juin - début juillet) qui néanmoins prévoit (sous la pression du président Hindenburg) une augmentation des crédits militaires.

22 juillet Le Parlement persistant à refuser le budget (cf. 16-18 juillet), le président Hindenburg proclame sa dissolution (article 25 de la Constitution de Weimar). Les élections législatives sont fixées au 14 septembre.

26 juillet En vertu de l'article 48 de la Constitution (cf. 31 mars), le président Hindenburg impose le budget (cf. 16-18 juillet) par ordonnance.

[115]

1^{er} août Richard Walther Darré (cf. 1^{er} juin) est promu membre du bureau national de la NSDAP.

Joseph Goebbels succède à Gregor Strasser au poste de responsable à la propagande (*Propagandaleiter*, cf. fin décembre 1927) de la NSDAP.

24 août Alors que vient de s'ouvrir la campagne pour les législatives (cf. 22 juillet), le Parti communiste décide de couper l'herbe sous le pied aux nazis par la publication dans la *Rote Fahne* (*Le Drapeau rouge*, organe central de la KPD) d'un « programme pour la libération nationale et sociale du peuple allemand ». Ce programme, qui reprend à son compte les grands thèmes nationalistes (contre Versailles, contre le Plan Young, etc.), cherche essentiellement à détourner les masses de la démagogie hitlérienne par des propositions « authentiquement révolutionnaires » d'amélioration de la condition ouvrière et paysanne (ce dernier point ayant jusqu'alors été négligé par la KPD).

30 août En Allemagne du Nord, la crise qui couve au sein de la SA depuis l'affaire Otto Strasser (cf. 21-22 mai, 28 juin, 2 juillet, 4 juillet) vire à la révolte : le capitaine Walter Stennes, chef des Sections d'assaut

« à l'Est de l'Elbe » (« *ostwärts der Elbelinie* ») et opposant à la ligne légaliste et capitaliste de Hitler, occupe avec ses partisans les bureaux berlinois de Goebbels. Celui-ci fait appel à la SS (cf. 6 janvier 1929) et à la police pour évacuer les locaux.

2 septembre Révocation par Hitler du « Chef suprême de la SA » (*Oberster SA-Führer = OSAF*), Franz von Pfeffer (cf. 1^{er} novembre 1926), qui s'est s'avéré incapable de gérer la crise Stennes (cf. 30 août). Le *Führer* prend personnellement en mains la direction de la SA, assisté d'un chef d'état-major, Otto Wagener.

14 septembre Élections pour le Conseil régional du Brunswick (Braunschweig) ; succès des nazis (22,2%) qui prennent le contrôle de l'administration du *Land*.

Élections (cf. 22 juillet) pour la constitution du nouveau Parlement (*Reichstag*) ; 575 sièges sont pourvus (le nombre de siège varie en fonction du taux de participation) :

(116)

- * Avec 107 sièges, le Parti national-socialiste (NSDAP) devient la deuxième force politique d'Allemagne derrière le Parti social-démocrate (143 sièges). Avec le Parti populiste national allemand (DNVP, 41 sièges) d'Alfred Hugenberg (cf. du 9 juin au 22 décembre 1929), il représente 25,7 % de l'Assemblée.
- * Les partis qui soutiennent le chancelier Heinrich Brüning (Centre catholique/*Zentrum*, 68 sièges ; Parti populaire bavarois/BVP, 19 sièges ; Parti d'État/DSP, cf. 11 juillet, 20 sièges ; Parti économique/*Wirtschaftspartei*, cf. 29 mars 1925, 23 sièges ; Parti populaire/DVP et apparentés, 29 sièges ; Union conservatrice populiste/*Volkskonservative Vereinigung*, cf. 28 janvier et 31 mars, 26 sièges) représentent 32,2% de l'Assemblée.
- * Avec 77 sièges, le Parti communiste (KPD) progresse de 2,5% et représente 13,1% de l'Assemblée.

Il existe donc mathématiquement une majorité pour le chancelier Brüning (32,2%), mais celui-ci sait que son programme d'austérité va inévitablement entraîner une hostilité

de la population qui sera relayée par l'opposition parlementaire NSDAP/DNVP + KPD (cf. 24 août) qui représente 38,8%.
Quelle stratégie adopter (cf. 6 octobre) ?

15 septembre Grèves et manifestations contre les projets de politique d'austérité du gouvernement Brüning.

17 septembre Dans un discours prononcé à Munich pour célébrer la victoire électorale du 14 septembre, Hitler rappelle que la révolution nationale-socialiste doit se faire uniquement par une « révolution de l'âme allemande, la conquête [...] du « peuple allemand souverain » (« *Révolution der deutschen Seele, Eroberung des [...] souveränen deutschen Volk[es]* »).

23 septembre Ouverture devant la Cour suprême de Leipzig du procès de trois officiers du 5^e régiment d'artillerie d'Ulm (lieutenant Hans Friedrich Wend, sous-lieutenants Hans Ludin et Richard [117] Scheringer) qui ont adhéré à la NSDAP au mépris du décret promulgué le 31 janvier 1923 par le ministre de l'Armée (Otto Geßler, Parti démocrate = DDP, cf. 22 mars 1920) qui interdit aux militaires toute activité au sein d'un mouvement extrémiste. La coordination de leur défense est assurée par l'avocat munichois Hans Frank, 30 ans, membre du Parti nazi depuis 1923 et exilé jusqu'en 1926 en Autriche en raison de sa participation au putsch Hitler-Ludendorff (cf. 8-9 novembre 1923).

25 septembre Au procès des officiers d'Ulm (couramment désigné sous le nom de « *Reichswehrprozeß* »), l'avocat Hans Frank (cf. 23 septembre) fait citer Hitler comme témoin ; il suffit en effet de démontrer que la NSDAP n'est pas un mouvement extrémiste pour que les inculpés obtiennent le non-lieu. Hitler affirme sous serment ne vouloir accéder au pouvoir que par la voie légale (*Legalitätseid*).

26 septembre Tandis que, devant le Parlement, le dirigeant communiste Wilhelm Pieck fustige le « serment de légalité » de Hitler (cf. supra) comme « un coup de publicité » (« *eine einzige Reklame* »), les Otto-Strasseriens (cf. 21-22 mai, 4 juillet, 30 août) hurlent à la « trahison de la révolution » (« *Hitler hat die Revolution verraten* ») et affublent le *Führer* du surnom « Adolphe Légalité » (en français par

allusion à « Philippe Égalité » — Louis Philippe Joseph d'Orléans — qui avait voté la mort de Louis XVI).

Octobre En Thuringe (cf. 23 janvier, 22 avril), proclamation de l'état d'urgence contre le « bolchevisme pictural » : interdiction de l'art moderne dans les musées, premières mesures iconoclastes. À l'université d'Iéna, en dépit de l'opposition du recteur, création d'une chaire d'« anthropologie raciale » qui sera occupée le mois suivant par l'idéologue raciste Hans Friedrich Karl Günther, 39 ans, auteur en 1922 de *Science raciale du peuple allemand* (nommé sous le troisième Reich directeur de l'Institut des sciences raciales de Berlin puis professeur à Fribourg, titulaire de très nombreuses distinctions) ; à Weimar, inauguration d'un séminaire de « littérature aryenne » dirigé par l'historien de la littérature et romancier [118] du terroir Adolf Bartels, 68 ans, très admiré de Hitler pour son *Histoire de la littérature allemande* (1901, nombreuses rééditions revues et augmentées) qui étudie les auteurs sous l'angle de leur « appartenance raciale » (n'ayant jamais adhéré à la NSDAP, il en sera fait « membre d'honneur » en 1942 et recevra l'insigne d'or du Parti, normalement réservé aux militants de la première heure).

6 octobre À l'instigation du président Hindenburg et de son entourage, le chancelier Heinrich Brüning (Centre catholique = *Zentrum*) prend contact avec Hitler et tente de le gagner à l'idée d'une « opposition constructive » en lui faisant miroiter que la NSDAP aura sa place dans les gouvernements régionaux où le Centre catholique (*Zentrum*) aura le pouvoir d'en décider. Refus de Hitler.

7 octobre Fin du procès des officiers d'Ulm (cf. 23 et 25 septembre). Loin d'avoir été convaincue par le « serment de légalité » (*Legalitätseid*) de Hitler qui a conclu (sous les applaudissements du public) son intervention par : « Si notre mouvement remporte la victoire par son combat légal [...], alors viendra l'expiation du crime de novembre 1918 et il est certain que quelques têtes rouleront dans la poussière » (« *Wenn unsere Bewegung in ihrem legalen Kampfe siegt, wird [...] der November 1918 [...] seine Sühne finden, und es werden auch einige Köpfe in den Sand rollen*), la cour condamne Wend, Ludin et Scheringer à dix-huit mois de détention en forteresse.

13 octobre Rentrée parlementaire. Les 107 députés nazis (cf. 14 septembre) siègent en uniforme. Soucieux de la non-opposition de la

NSDAP (cf. 6 octobre), le chancelier Brüning (Centre catholique = *Zentrum*) s'arrange avec sa majorité pour que le nazi Franz Stöhr soit nommé premier vice-président de l'Assemblée ; Wilhelm Frick (cf. 23 janvier, 29 mars, 22 avril) obtient la présidence de la commission des Affaires étrangères et Hans Frank (cf. 23 septembre) la présidence de la commission juridique.

Redoutant d'être marginalisé, le Parti social-démocrate (SPD) décide de mettre au placard ses désaccords avec la politique [119] de Brüning (cf. 16-18 juillet) et de lui apporter son soutien « comme un moindre mal » (*Tolerierungspolitik*).

18 octobre Grâce à l'appui du Parti social-démocrate (SPD, cf. 13 octobre), le Parlement entérine les ordonnances financières du gouvernement Brüning.

Novembre Dissensions au sein du Parti social-démocrate (SPD) où un courant se fait jour pour considérer la NSDAP comme un parti normal (cf. le préfet de police de Berlin, Albert Grzesinski/SPD, qui n'hésite pas à proclamer : « Il n'existe pas de danger nazi, il n'y a qu'un danger communiste »). Des milliers de militants, notamment parmi les plus jeunes, vont quitter le Parti et se regrouper au sein de nouvelles organisations comme *Neu Beginnen* (Nouveau Départ) ou, à partir de 1931, la SAP (*Sozialistische Arbeiterpartei* = Parti socialiste ouvrier) dont un des fondateurs sera Herbert Frahm, 18 ans, qui, dans la clandestinité sous le troisième Reich, prendra le pseudonyme de Willy Brandt (élu chancelier de RFA le 21 octobre 1969, il sera le premier chancelier social-démocrate depuis la chute de Hermann Müller, le 27 mars 1930 !).

16 novembre Aux élections pour l'Assemblée régionale du territoire de Dantzig (cf. 15 novembre 1920), les nazis deviennent la deuxième force politique derrière le Parti social-démocrate (SPD).

30 novembre Succès (25,5%) des nazis aux élections pour le Conseil régional du *Land* de Brème.

1^{er} décembre Intervention de Hitler « en smoking » devant le « Club national 1919 » de Hambourg ; il fait part de sa conviction que la NSDAP ne tardera plus à accéder au pouvoir.

À partir du 2 décembre Multiplication des ordonnances financières du gouvernement Brüning qui accroissent le chômage et la misère des classes populaires.

[120]

12 décembre Évacuation militaire de la Sarre (cf. 11 juillet) qui reste toutefois sous contrôle administratif et économique de la France.

Le Parlement vote la confiance au chancelier Heinrich Brüning (Centre catholique = *Zentrum*) par 293 voix contre 253 et s'ajourne au mois de février 1931.

REPÈRES CULTURELS ET IDÉOLOGIQUES

Sigmund Freud, *Malaise dans la civilisation*. Theodor Pli[e]vier, *Les Mathurins de l'Empereur* (sur la révolte des matelots de la flotte de guerre à l'annonce de la révolution bolchevique en Russie). Adam Scharrer, *Au mépris de la patrie* (vaste fresque qui, au hasard des pérégrinations du métallos Hans Betzold, confronte le lecteur à l'opinion de représentants des diverses couches sociales sur la guerre et la révolution spartakiste). Erich Knauf, *Ça ira* (roman-reportage sur le putsch de Kapp). Ernst Ottwalt, *Chaque jour quatre* (drame sur l'exploitation des mineurs). Hans Fallada, *Paysans, patrons et bombes* (sur la révolte des paysans du Schleswig-Holstein). Rudolf Leonhard (cf. *Repères 1927*). *Comment organiser la collaboration franco-allemande ?* (écrit en français et édité à Paris ; « collaboration » est à prendre ici au sens de « coopération fraternelle », thème qu'illustrera magnifiquement en 1931 Georg Wilhelm Pabst avec son film *La Tragédie de la mine*). Parution du premier volume de *L'Homme sans qualités* de Robert Musil. August Thalheimer, *Sur le fascisme*. Succès en librairie des romans bellicistes *Sept devant Verdun* de Josef Magnus Wehner, *Groupe Bösemüller* de Werner Beumelburg, ainsi que de *Roßbach* d'Arnolt Bronnen qui magnifie le putsch hitlérien de novembre 1923. Alfred Rosenberg, *Le Mythe du XX^e siècle*, ouvrage pseudo-philosophique de 712 pages qui condamne toute pensée héritée des « Lumières » et érige l'« âme raciale » (*Rassenseele*) en principe historique universel. À Weimar, dans les anciens locaux du *Bauhaus*, destruction par la SA d'une fresque d'Oskar Schlemmer. À Dessau, le

directeur du Bauhaus, Hannes Meyer, doit démissionner de son poste en raison de difficultés avec la municipalité social-démocrate parce qu'il est communiste ; il est remplacé par Ludwig Mies van der Rohe. À Leipzig, les nazis perturbent la première de la pièce de Bertolt Brecht, *Grandeur et décadence de la ville de Mahagonny*. Le 17 [121] octobre, Thomas Mann appelle dans un discours à l'union de tous les démocrates contre le national-socialisme. Développement du cinéma sonore. Déboires avec la censure pour immoralité du film *L'Ange bleu* de Josef von Sternberg (scénario de Cari Zuckmayer d'après le roman de Heinrich Mann, *Professeur Unrat* = ordure, avec Marlene Dietrich — la chanteuse de cabaret — qui émigrera aux USA dès 1933, Emil Jannings — le professeur — qui se mettra au service du régime nazi, et Kurt Gerron — le directeur de la troupe —, d'origine juive, qui finira dans une chambre à gaz (cf. *Repères 1944*.) Interdiction pour outrage aux combattants de 1914-18 de *Quatre de l'infanterie* de Georg Wilhelm Pabst et *À l'Ouest rien de nouveau* de Lewis Milestone (USA d'après Erich Maria Remarque). Grande émotion dans les salles autour de *La Mandragore* de Richard Oswald (d'après le roman fantastique de 1911 de Hanns Heinz Ewers : la procréation artificielle d'un enfant par une prostituée à partir du sperme d'un assassin).

[121]

**Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.**

Année 1931

[Retour à la table des matières](#)

Janvier 4 887 000 chômeurs.

La NSDAP annonce 389 000 adhérents.

5 janvier L'ancien président de la Banque centrale du Reich, Hjalmar Schacht (cf. 6 mars 1930), et l'industriel Fritz Thyssen (cf. 9 juillet 1929, 5 juillet 1930) rencontrent Hitler pour étudier les modalités d'une participation nazie au gouvernement du *Reich*.

6 janvier Otto Wagener (cf. 2 septembre 1930) ne parvenant pas à maîtriser l'agitation qui règne au sein de la SA, Hitler le révoque et rappelle Ernst Röhm (cf. 16 avril 1925) qui était devenu en 1929 conseiller militaire en Bolivie.

[122]

15 janvier Afin de contrer les syndicats de gauche, Reinhold Muchow, responsable du NSBO (cf. mai-juin 1930), déclenche l'opération « noyauter les entreprises ! » (*HiB-Aktion* ; *HiB* = « **H**inein in die **B**etriebe ! ») ; indéniable succès au détriment de l'ADGB d'obéissance social-démocrate (cf. 21 décembre 1928, 13 et 18 octobre 1930, novembre 1930).

17 janvier Le Parti communiste (KPD) lance une vaste campagne d'« action populaire » (c'est-à-dire s'adressant au prolétariat ouvrier, au prolétariat paysan, et aux classes moyennes déstabilisées par la crise) « contre la catastrophe économique et le fascisme ».

24 janvier Hitler rencontre le prince Friedrich Svend von Eulenburg, le représentant des agrariens ; outre la garantie qu'il ne démantèlera pas les grands domaines agricoles (point 17 du Programme de la NSDAP, cf. 24 février 1920), le *Führer* lui promet de mener la lutte contre le communisme « jusqu'à sa destruction et son éradication totales et définitives » (« *bis zur völligen, endgültigen Vernichtung und Ausrottung* ») et de coloniser l'Europe de l'Est afin d'attribuer des exploitations aux paysans allemands qui n'en possèdent pas.

25 janvier Discours de Wilhelm Frick à Kassel : « Après le 14 septembre, la NSDAP se serait contentée des ministères de l'Intérieur et de l'Armée ; aujourd'hui, nous exigeons une consultation populaire qui déterminera comment il convient de composer le gouvernement ».

5 février Rentrée parlementaire (cf. 12 décembre 1930) ; les députés nazis font assaut de menaces pour obtenir la dissolution du Parlement ; Goebbels apostrophe le chancelier Brüning (Centre catholique = *Zentrum*) : « Le mouvement national-socialiste persiste dans sa position de combat contre ce système. Il a exprimé par la voix de son *Führer* qu'il respectera la légalité. Cependant, si l'on s'en tient à la lettre de la Constitution, cela signifie uniquement que nous sommes tenus à la légalité de la voie à suivre et non à la légalité du but fixé. Nous voulons certes conquérir le pouvoir [123] par la légalité, mais ce que nous ferons de ce pouvoir, une fois que nous en disposerons, cela reste notre affaire. Nous avons le sentiment que le peuple allemand a prochainement l'intention de régler ses comptes avec la politique telle qu'elle a été conduite en Allemagne depuis 1918. Si le peuple veut ce règlement de compte et s'il nous érige en exécuteurs de cette volonté, sachez bien que, fidèles à notre principe que la volonté du peuple représente la loi suprême, nous ne nous déroberons pas à cette volonté ».

9 février Le chancelier Heinrich Brüning (Centre catholique = *Zentrum*) reçoit le soutien de la majorité parlementaire (cf. 14 septembre 1930).

10 février Les 107 députés nazis, 41 députés du Parti populiste national allemand (DNVP) et 4 apparentés quittent le Parlement. Le *Reichstag* est désormais réduit aux députés qui soutiennent le chancelier Brüning (cf. 14 septembre 1930) et aux députés communistes.

25 février Le Parlement (cf. 10 février) approuve le budget soumis par le chancelier Brüning ; opposition du Parti communiste qui a organisé une « journée mondiale du chômage ».

Mars Succession d'entretiens entre Ernst Röhm (cf. 6 janvier) et Kurt von Schleicher (cf. 19 janvier 1928), passé général en 1929, en vue d'une collaboration entre l'armée et la SA pour la défense des frontières de l'Est : sous certaines conditions, la SA aura désormais accès aux dépôts d'armes de la *Reichswehr*.

13 mars Au Conseil régional de Thuringe (cf. 8 décembre 1929), le Parti populiste national allemand (DNVP) et le Parti populaire allemand (DVP) rompent leur alliance avec la NSDAP.

19 mars Projet d'Union douanière germano-autrichienne (avec projet d'extension ultérieure à la Hongrie, la Yougoslavie et la Roumanie) ; la France proteste et saisit la Cour d'arbitrage de La Haye.

[124]

23 mars Congrès international antifasciste de Berlin.

25 mars Parution dans le *Berliner Börsen-Courier* d'un article de Cari Duisberg (cf. 2 décembre 1925, mi-avril 1930) revendiquant la création d'un « bloc économique » européen sous égide allemande s'étendant « de Bordeaux à Odessa ».

26 mars Le Parlement (cf. 10 février) vote la confiance au gouvernement Brüning par 312 voix contre 206.

28 mars Le président Hindenburg promulgue une série de décrets-lois restreignant les libertés constitutionnelles.

Hitler appelle les membres de la NSDAP et de ses organisations au strict respect de la légalité.

31 mars Décret-loi de secours aux exploitants agricoles des provinces orientales (*Osthilfe-Gesetz*). Attribuées à partir de novembre, les subventions prévues pour désendetter les paysans (autour de 3 milliards de marks), profiteront essentiellement aux grands propriétaires. Le petit monde rural de l'Est met son espoir en Hitler.

1^{er} avril En Thuringe, démission de Wilhelm Frick (cf. 23 janvier 1930, 22 avril 1930, octobre 1930, 13 mars) sur ordre de Hitler afin de ne pas déconsidérer le Parti (légalité !) dont les chances s'accroissent au niveau national. L'enseignement du « test de Thuringe » est que, une

fois au pouvoir, les nazis devront éliminer systématiquement toutes les autres formations politiques et instaurer l'« État à parti unique » (*Einparteienstaat*).

2 avril Suite à son appel aux membres de la NSDAP et de ses organisations pour un strict respect de la légalité (cf. 28 mars), Hitler demande à Ernst Röhm (cf. 6 janvier) de destituer le chef de la SA « à l'Est de l'Elbe », Walter Stennes (cf. 30 août 1930), qui refuse toujours de se soumettre.

3 avril Destitution de Walter Stennes (cf. 2 avril) qui, « porté par la confiance » de ses troupes (« *Getragen von dem Vertrauen [125] der mir unterstellten SA-Verbände* », 25 000 hommes), leur donne ordre de s'emparer de la direction du Parti (« *habe ich die Übernahme der Führung der Bewegung angeordnet* ») en Poméranie, dans l'ensemble du Mecklenburg, dans le Brandebourg et à Berlin.

9 – 14 avril La révolte Stennes (cf. 3 avril) gagne toute l'Allemagne du Nord où l'ensemble des chefs de district (*Gauleiter*) — à l'exception de Robert Ley (Sud-Rhénanie, cf. fin décembre 1927) — décident de « faire la révolution totale en appuyant Stennes ». À Berlin, occupation des bureaux de Goebbels et de l'imprimerie de l'*Angriff* (cf. 4 juillet 1927, 23 septembre et 1^{er} octobre 1929) ; intervention de la police qui restitue les locaux à ses propriétaires.

Pour remettre de l'ordre dans le Parti, Ernst Röhm (cf. 2 avril) fait appel au lieutenant Heinrich Schulz, connu pour ses méthodes radicales (cf. 26 août 1921).

Avec environ 9000 dissidents, Walter Stennes fonde le « Mouvement de combat national-socialiste d'Allemagne » (*Nationalsozialistische Kampfbewegung Deutschlands*) qui, après un rapprochement avec le « Front noir » d'Otto Strasser (cf. 4 juillet 1930), fera long feu (la plupart des SA égarés retourneront alors, ne serait-ce que pour des raisons de solde, dans le giron officiel sous le commandement de Röhm).

Mi-avril Le Syndicat patronal de l'industrie réclame du gouvernement Brüning une loi réduisant l'influence des syndicats dans la gestion des entreprises ; refus de Brüning.

Le Parti populaire allemand (DVP) entre en opposition contre le gouvernement Brüning (cf. 14 septembre 1930) et réclame une

modification de la Constitution qui supprimerait le régime parlementaire et donnerait tout pouvoir au président du *Reich* pour nommer le gouvernement.

Le général Hans von Seeckt, député DVP (cf. 3 octobre 1926), déclare qu'il considère comme une nécessité (« *als Notwendigkeit* ») que les nazis participent au gouvernement du *Reich*.

[126]

20 avril Création de la Section motorisée nationale-socialiste (*Nationalsozialistisches Kraftfahrerkorps* = *NSKK*) dirigée par Adolf Hühnlein, 50 ans, ancien officier, ex-membre du corps franc Epp (cf. 13 avril 1919) et membre de l'état-major de la SA depuis 1923 : formation de conducteurs de véhicules civils et militaires, ainsi que de motards.

22 avril En Prusse, succès de la consultation préparatoire pour un référendum en vue d'amener la destitution du gouvernement régional dirigé par le tandem social-démocrate (SPD) Otto Braun et Cari Severing (Intérieur) avec l'appui du Centre catholique (*Zentrum*). Prise par le « Casque d'acier » (*Stahlhelm*, cf. 19 février 1924), l'initiative est soutenue par le Parti populiste national allemand (DNVP), le Parti populaire allemand (DVP, cf. 20 avril) et le Parti nazi (NSDAP). Le référendum est fixé au 9 août.

3 mai La NSDAP obtient 26,9 % des suffrages (4 mandats sur 15) aux élections pour le Conseil régional de Schaumburg-Lippe

8 mai La France s'oppose formellement à toute forme d'union germano-autrichienne (cf. 19 mars) ; Edouard Herriot à la Chambre des députés : « L'*Anschluss* est inadmissible ». Les banques françaises coupent leurs crédits à court terme aux banques autrichiennes et allemandes.

10 mai Afin de vaincre les réticences de l'Église catholique à l'égard de la NSDAP, Hitler mandate Hermann Göring pour se rendre au Vatican ; audience avec le secrétaire du Pape, le cardinal Eugenio Pacelli (cf. 9 décembre 1928). Parallèlement, rencontre avec Mussolini.

11 mai Faillite de l'*Österreichische Kreditanstalt*, le plus important établissement bancaire d'Autriche (cf. 8 mai). Début de l'effondrement financier en Europe centrale.

17 mai La NSDAP obtient 37,2% des suffrages (19 mandats sur 48) aux élections pour le Conseil régional du Oldenburg.

[127]

22 mai Le Parti communiste d'Allemagne (KPD) rend public un plan économique de résorption du chômage.

3 juin L'Allemagne fait savoir qu'elle n'est plus en mesure de payer les réparations.

5 juin Le chancelier Heinrich Brüning (Centre catholique = *Zentrum*) annonce une réduction des salaires et des retraites de la fonction publique ; diminution de l'allocation chômage ; impôt de crise de 4% sur tous les revenus, y compris les plus modestes.

11 juin Suite aux décisions gouvernementales du 5 juin, le Parti communiste (KPD) propose à la direction du Parti social-démocrate (SPD) une action commune contre le gouvernement Brüning : refus du secrétaire général de la SPD, Otto Wels, qui considère que « bolchevisme et fascisme sont frères ».

23 juin Difficultés des grandes compagnies de navigation, banqueroute du trust lainier de Brème, *Nordwolle*, retraits massifs par les épargnants de leurs avoirs dans les établissements bancaires : les réserves d'or de la Banque centrale du Reich passent de 2216 à 984 millions de marks.

7 juillet Le président des États-Unis, le républicain Herbert Clark Hoover, propose d'ajourner le paiement des réparations allemandes (cf. 3 juin) pour une année (*Hoover-Moratorium*). Réserves de la France.

9 juillet Concertation entre Hitler (NSDAP) et Alfred Hugenberg (Parti populiste national allemand = DNVP) afin d'organiser la « lutte décisive pour abattre le système en place ».

10 juillet Hitler nomme l'économiste Walther Funk, 41 ans, qui a démissionné au début de l'année de son poste de rédacteur en chef de la *Berliner Börsenzeitung* pour servir la NSDAP, président de la commission du Parti pour la politique économique. Les relations privilégiées de Funk avec les dirigeants de l'industrie et des [128] banques vont considérablement améliorer la situation financière de la NSDAP.

Suite à la désignation de Walther Funk comme responsable du Parti nazi aux questions économiques, l'« *Arche de la Ruhr* » (*Ruhrlade*, cf. 9 janvier 1928, 9 juillet 1929) décide d'apporter son aide financière (non exclusive) à la NSDAP.

11 juillet Faillite de la *Danatbank* (*Darmstädter- und Nationalbank*), la plus grande banque d'Allemagne avec la *Dresdner Bank*, elle aussi en péril.

12 juillet Afin d'éviter la panique et la propagande antigouvernementale de l'extrême droite et des communistes, promulgation d'une ordonnance restreignant la liberté de presse.

13 juillet – 14 juillet Le gouvernement Brüning ordonne la fermeture de toutes les banques et intervient pour conjurer la banqueroute ; à lui seul, l'assainissement de la *Danatbank* et de la *Dresdner Bank* coûte un demi-milliard aux contribuables. Désormais le système bancaire est pratiquement intégralement sous contrôle de l'État qui réglemente de façon drastique toutes les opérations.

22 juillet Le ministre social-démocrate (SPD) de l'Intérieur de Prusse, Cari Severing, ayant interdit une fête totalement inoffensive organisée par la Fédération sportive et gymnique des travailleurs (*Arbeiter-Turn und Sportbund* = *ATSB*) qui est affiliée au Parti communiste (KPD), celui-ci décide de se rallier au projet de destitution du gouvernement régional de Prusse (cf. 22 avril).

1^{er} août Le président Hindenburg reçoit le président du Parti populiste national allemand (DNVP), Alfred Hugenberg, et lui reproche son alliance avec le Parti nazi (cf. 9 juillet).

2 août En raison de ses très nombreuses relations dans les milieux d'affaires (il est le gendre de Theodor Reismann-Crone, conseiller du Syndicat des patrons miniers et propriétaire du journal *Rheinisch-Westfälische Zeitung*), le journaliste économique Otto [129] Dietrich, 34 ans, membre du Parti nazi depuis 1928, est nommé par Hitler « Chef du service de presse de la NSDAP pour le *Reich* » (*Reichspressechef der NSDAP*).

9 août Échec du référendum (37%) pour destituer le gouvernement régional de Prusse (cf. 22 avril, 22 juillet) ; de très nombreux militants et électeurs du Parti communiste ont été choqués par le fait que le

Comité central ait pu appeler à voter pour un « projet de la droite la plus réactionnaire ».

19 août Un comité allié d'experts financiers déclare le Plan Young inapplicable.

3 septembre Suite à sa saisine par la France (cf. 19 mars), la Cour d'arbitrage de La Haye interdit l'Union douanière germano-autrichienne.

12 septembre À Berlin, exactions antisémites perpétrées par la SA sur le Kurfürstendamm (les Champs-Élysées de la capitale du *Reich*).

26 septembre Dans le *Land* de Hambourg, la NSDAP obtient 25,5% des suffrages (43 mandats sur 160) aux élections pour le Conseil régional et devient la deuxième force politique derrière le Parti social-démocrate (SPD).

27 – 28 septembre Visite à Berlin de Pierre Laval et Aristide Briand pour discuter du problème des réparations (cf. 7 juillet) et des possibilités de rapprochement franco-allemand. Manifestations antifrançaises orchestrées par l'« Opposition nationale » (*Nationale Opposition*, cf. 22 avril) qui déclare qu'elle « n'accordera pour sa part aucune valeur juridique [...] aux engagements souscrits » (« *Bindungen, die [...] eingegangen werden, als für sich rechtsverbindlich nicht ansehen wird* »).

29 septembre Le Syndicat patronal de l'industrie adresse un manifeste au chancelier Brüning pour qu'il baisse les salaires, réduise [130] les charges sociales des entreprises et libère l'économie de tout contrôle de l'État (*Zwangswirtschaft*).

30 septembre Réplique des syndicats ouvriers (ADGB, DGB, Hirsch-Dunker, cf. 15 novembre 1918) au manifeste du Syndicat patronal de l'industrie (cf. 29 septembre) : réduction du temps de travail, augmentation de l'allocation-chômage, contrôle de l'État sur les trusts et les banques.

2 octobre Crise au Parti social-démocrate (SPD) : la tendance la plus à gauche quitte le parti pour fonder la SAP (*Sozialistische Arbeiterpartei* = Parti socialiste ouvrier, cf. novembre 1930, 11 juin).

6 octobre Suite à la décision de la Cour d'arbitrage de La Haye d'interdire l'Union douanière germano-autrichienne (cf. 3 septembre),

le ministre des Affaires étrangères du gouvernement Brüning, Julius Curtius (Parti populaire allemand = DVP), donne sa démission.

7 octobre Le chancelier Heinrich Brüning (Centre catholique = *Zentrum*) présente la démission de son gouvernement au président Hindenburg qui le reconduit.

9 octobre Second gouvernement Brüning. Celui-ci (Centre catholique = *Zentrum*) cumule la charge de chancelier et de ministre des Affaires étrangères. Le général Wilhelm Groener (cf. 19 janvier 1928), ministre de l'Armée, prend également en mains le ministère de l'Intérieur. Le ministère de l'Économie est confié à Hermann Warmbold, représentant de la tendance modérée de la grande industrie et membre du Conseil d'administration de l'*IG-Farben* (cf. 2 décembre 1926).

Ce gouvernement — porté par le président Hindenburg (*Präsidentialregierung*, cf. 31 mars 1930) et dans la composition duquel le général Kurt von Schleicher (cf. 19 janvier 1928, mars), éminence grise de Groener, a joué un rôle décisif — est soutenu par une base parlementaire nettement plus réduite que celle du gouvernement précédent (cf. 14 septembre 1930) : moins [131] d'un cinquième des députés (Centre catholique/*Zentrum*, Parti populaire bavarois/BVP, Parti d'État/DSP, Union conservatrice populiste/*Volkskonservative Vereinigung*).

10 octobre Poussé par son fils Oskar, ami intime du général Kurt von Schleicher (cf. 19 janvier 1928, 9 octobre), et par son secrétaire, Otto Meißner, le président Hindenburg accepte de recevoir Hitler qui se fait accompagner par Hermann Göring (cf. 14-15 octobre 1922) ; loin d'être impressionné par la logorrhée du *Führer*, le vieux président (84 ans) juge qu'il est tout juste bon à « faire un ministre des Postes ».

11 octobre À Bad Harzburg, petite ville à une cinquantaine de kilomètres à l'Est de Goslar, gigantesque manifestation nationaliste qui rassemble toutes les formations d'extrême droite et ultraconservatrices ; présence de vingt dirigeants de l'industrie et de la haute finance, de quinze généraux et amiraux, de très nombreux représentants de la noblesse, parmi lesquels les princes August Wilhelm (cf. 25 juin 1930) et Eitel Friedrich, fils de l'ex-Empereur Guillaume II Discours de Hugenberg (Parti populiste national allemand = DNVP), de Hitler, et de l'ancien président de la Banque centrale du *Reich*, Hjalmar Schacht

(cf. 6 mars 1930, 5 janvier), qui se livre à une condamnation radicale de la politique économique du gouvernement Brüning. Constitution du « Front de Harzburg » (*Harzburger Front*) afin de renverser le « système weimarien » (*Weimarer System*).

13 octobre Les députés nazis et DNVP (cf. 10 février 1931) réintègrent le Parlement.

14 octobre Lettre ouverte de Hitler au chancelier Brüning : dénonciation des orientations que le chancelier a exposées la veille devant le Parlement.

16 octobre Le Parlement vote la confiance au chancelier Brüning à une courte majorité (soutien du Parti économique/*Wirtschaftspartei*, cf. 14 septembre 1930, mais défection de nombreux [132] députés de l'Union conservatrice populiste/*Volkskonservative Vereinigung*).

Déclaration publique du groupe parlementaire NSDAP : « Nous sommes revenus [au Parlement] le 13 octobre afin de faire usage de la possibilité de mettre un terme au gouvernement Brüning et à l'ensemble de ce système hostile à notre peuple. Cette tentative a pour le moment échoué en raison du vote qui vient de se dérouler [...]. C'est pourquoi [...] nous quittons cet édifice pour abattre par la poursuite de notre action à l'extérieur, au sein du peuple, les derniers piliers de ce système et ainsi créer les conditions de la régénération de notre nation ».

Dissensions au sein du « Front de Harzburg » (cf. 11 octobre) entre le « Casque d'acier » (*Stahlhelm*, cf. 22 avril) et le Parti populiste national allemand (DNVP) qui restent campés sur des positions monarcho-conservatrices, et la NSDAP qui joue sur la fibre populaire et revendique à ce titre le leadership de l'« Opposition nationale » (cf. 27-28 septembre).

17 octobre Rassemblement national du Parti nazi à Brunswick (Braunschweig, cf. 14 septembre 1930), capitale du petit *Land* du même nom : 104 000 SA et SS défilent devant Hitler ; exactions : 3 ouvriers communistes tués, 70 blessés.

18 – 19 octobre Dans le *Land* de Brunswick (Braunschweig, cf. 14 septembre 1930, 17 octobre), actions unitaires (grèves, manifestations) du Parti communiste (KPD) et du Parti social-démocrate (SPD) pour protester contre la NSDAP. Tant le Comité central de la KPD que la direction de la SPD (Otto Wels, cf. 26-31 mai 1929) condamnent

l'initiative : tandis qu'Ernst Thälmann (cf. 4-5 novembre 1928) n'hésite pas à affirmer qu'« un gouvernement social-démocrate serait [...] pire qu'une dictature ouvertement fasciste », la presse SPD qualifie la politique communiste de « canaillochevisme » (*Strolschewismus*) et crée le néologisme « Cozis » (*Kozis*) en référence à l'alliance des **co**munistes avec les **na**zis lors du référendum pour la destitution du gouvernement régional de Prusse (cf. 22 juillet, 9 août).

[133]

21 octobre Robert Ley (cf. fin décembre 1927) est adjoint à Gregor Strasser (cf. *ibid.*) comme « Inspecteur à l'organisation pour le Reich » (*Reichsorganisationsinspektor*) ; il est chargé de veiller à ce que toutes les fédérations, sections et cellules du Parti et de ses organisations respectent strictement les directives du *Führer*.

22 octobre Ordre de Hitler aux cadres supérieurs de la NSDAP de préparer le Parti et ses organisations à une accession au pouvoir.

28 octobre Afin de préparer la nomination du général Wilhelm Groener (cf. 19 janvier 1928, 9 octobre) comme chancelier en remplacement de Heinrich Brüning (Centre catholique = *Zentrum*), le général Kurt von Schleicher (cf. 9 octobre) invite Hitler à dîner et cherche à l'« apprivoiser » pour qu'il soutienne le nouveau gouvernement.

30 octobre Nomination au poste de chef des Jeunesses hitlériennes (cf. 15 mai 1922, 3-4 juillet et 14 novembre 1926) de Baldur von Schirach, 24 ans, ex-étudiant en germanistique et histoire de l'art à Munich, qui s'est particulièrement distingué dans l'organisation de la Ligue allemande nationale-socialiste des étudiants (*NSDStB*, cf. 15 février 1926).

Ernst Röhm, chef d'état-major de la SA, assure par courrier au général Kurt von Schleicher (cf. 9 octobre) que le *Führer* n'a aucune intention d'utiliser les chemises brunes (*Braunhemden*, environ 260 000) pour prendre le pouvoir (cf. mars). Dans sa réponse du 4 novembre, Schleicher se déclare convaincu que la direction de la NSDAP met tout en œuvre pour faire respecter strictement la légalité recommandée par son chef (« *um die Partei auf der von dem Parteichef vorgeschlagenen Linie strengster Legalität zu halten* »).

15 novembre Élections pour le Conseil régional de Hesse ; avec 27% des suffrages (27 mandats sur 70), la NSDAP devient le plus fort parti du Conseil régional et prend contact avec les élus du [134] Centre catholique (*Zentrum*) pour former le gouvernement du *Land* ; au terme de trois semaines, échec des pourparlers.

23 novembre L'ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin invite Hermann Göring à un déjeuner auquel participent des personnalités américaines ; Göring se prononce pour la lutte radicale contre le communisme et pour une cessation de toute collaboration avec l'URSS.

25 novembre Affaire dite des « Documents de Boxheim » (*Boxheimer Dokumente*) : la police de Francfort-sur-le-Main entre en possession d'un compte-rendu rédigé par le juriste nazi Werner Best, un des futurs dirigeants du Bureau central de sécurité du *Reich* (*Reichssicherheitshauptamt = RSHA*), suite à une réunion des chefs nazis de Hesse au domaine de Boxheim près de Worms, dont le propriétaire est un élu nazi du Conseil régional. Révélation des mesures qui seront prises dès l'accession de Hitler au pouvoir : internement ou exécution de tous les opposants, remise immédiate à la SA de toutes les armes détenues par des particuliers sous peine de mort, élimination physique de tous les fonctionnaires, employés et ouvriers qui déclencheraient la grève, etc...

26 novembre Hitler charge Göring de rencontrer le général Groener, ministre de l'Armée et de l'Intérieur, afin de désamorcer l'affaire des « Documents de Boxheim » (cf. 25 novembre) et de renouveler son engagement de ne parvenir au pouvoir que par la légalité.

Parallèlement, la propagande nazie explique que les « Documents de Boxheim » ne sont rien d'autre que des notes privées rédigées par Werner Best (cf. 25 novembre) dans la perspective d'un éventuel putsch communiste en Hesse.

Le gouvernement n'engage aucune poursuite (seul Best est destitué de ses fonctions de juge), alors qu'il y avait là l'occasion d'un procès en haute trahison.

2 décembre Alfred Hugenberg est reconduit comme président du Parti populiste national allemand (DNVP).

[135]

8 décembre Promulgation par le gouvernement Brüning d'un décret d'urgence « pour la consolidation de l'économie et des finances et pour la protection de la paix intérieure » (« *Notverordnung zur Sicherung von Wirtschaft und Finanzen und zum Schutz des inneren Friedens* ») : interdiction des uniformes politiques.

9 décembre Ordre de Hitler au Parti et à ses organisations de ne pas transgresser la légalité (cf. 8 décembre).

10 décembre Le gouvernement Brüning interdit un discours de Hitler qui doit être retransmis aux USA.

11 décembre Walther Funk (cf. 10 juillet) rencontre le banquier de Cologne, Kurt von Schröder, qui accepte de servir d'intermédiaire entre le parti nazi et les milieux d'affaires.

12 décembre Hitler (cf. 8 décembre, 9 décembre) interdit toutes les manifestations de la NSDAP et de ses organisations sur le territoire du Reich dès lors qu'elles n'auraient pas reçues son approbation préalable.

16 décembre Dans une lettre ouverte au chancelier Brüning, Hitler réaffirme son respect de la légalité.

Pour résister à la croisade contre la République des nazis et de leurs alliés, le Parti social-démocrate (SPD), le syndicat ADGB (d'obédience social-démocrate) et l'Association de protection de la République (*Republikanischer Schutzverband*, cf. 22 février 1924) créent le « Front d'airain » (*Eiserne Front*), organisation civile de propagande antihitlérienne à laquelle participent également des membres de la DSP (Parti d'État, cf. 11 juillet 1930) et du Centre catholique (*Zentrum*). Le journaliste SPD Carlo Mierendorff, qui avait été à l'initiative de la parution intégrale dans la presse des « Documents de Boxheim » (cf. 26 novembre), invente le symbole graphique des « trois flèches » qui sera badigeonné sur la croix gammée par les militants du Front, ainsi que la déformation du slogan nazi « *Heil Hitler !* » (Vive Hitler !) en « *Heilt Hitler !* » (Guérissez Hitler !). Mais comme le relèvera le célèbre auteur de théâtre et scénariste antimilitariste Cari Zuckmayer [136] (cf. *Repères 1930*, contraint en l'exil en 1933) : « C'était trop tard et trop peu » (« *zu spät und zu wenig* »).

21 décembre Le *Time-Magazine* (USA) fait sa couverture avec une photo d'Adolf Hitler.

23 décembre Un nouveau rapport d'expertise allié confirme l'inapplicabilité du Plan Young (cf. 19 août).

Noël L'Allemagne frise les six millions de chômeurs, chiffre auquel il faut rajouter plus de trois millions de personnes en situation de précarité ou carrément S.D.F.

31 décembre La NSDAP dépasse les 806 000 adhérents. 60% des universitaires et des étudiants sont acquis à sa cause.

Dans un rapport, l'Internationale communiste (*IK*) fait le constat que la NSDAP a réussi à mettre sur pied une organisation comme « n'en possède nul autre parti en Allemagne ». De fait, disposant à tous les échelons de cadres et de militants talentueux et disciplinés capables de se substituer à tout moment à l'État républicain, le Parti nazi a en outre prévu un encadrement sans faille de la société par le biais de structures parapolitiques qui regrouperont les Allemands par âge, sexe, activité professionnelle, etc..

Heinrich Himmler (cf. 6 janvier 1929) fait de la SS — passée à environ 10 000 hommes, mais toujours soumise à l'autorité du chef d'état-major de la SA — une formation d'élite dont le recrutement est soumis à des règles extrêmement rigoureuses : mesurer au moins 1,80 mètre, satisfaire à des épreuves physiques et idéologiques, et remplir un livret généalogique (*Sippenbuch*) prouvant sa « pureté raciale » depuis l'année 1750.

Reinhard Heydrich, 27 ans, ex-lieutenant de marine, est chargé par Himmler de former un Service de sécurité de la SS (*Ic-Dienst*, ultérieurement *Sicherheitsdienst* = *SD*) afin de débusquer tous les ennemis du *Führer* tant à l'intérieur du Parti que dans la population.

À Munich, en guise de vœux aux responsables du Parti, Hitler proclame : « Encore douze mois et la route qui [137] mène à la libération de l'Allemagne sera ouverte ! [...] Entrons dans la nouvelle année en lutteurs pour en sortir en triomphateurs ».

REPÈRES CULTURELS ET IDÉOLOGIQUES

Le journaliste pacifiste Cari von Ossietzky (cf. *Repères 1928*) est condamné à 18 mois de prison pour avoir révélé des projets militaires

dans la *Weltbühne* (cf. *ibid.*). Le *Glaspalast* de Munich (expositions d'art contemporain) est ravagé par un incendie. L'Opéra Kroll de Berlin, dont le programme est centré sur la présentation d'œuvres avant-gardistes (Paul Hindemith, Arnold Schonberg, Ernst Krenek), est fermé pour modernisme exacerbé. Le compositeur Hanns Eisler, l'architecte Bruno Taut, le dramaturge Erwin Piscator, le spécialiste du photomontage John Heartfield s'établissent en URSS. Parution de *L'Homme et la technique* d'Oswald Spengler et de *La Mobilisation totale* d'Ernst Jünger. Dans *L'Allemagne enchaînée*, Werner Beumelburg dénonce l'asservissement de l'Allemagne par les nations impérialistes occidentales (traité de Versailles, Plan Dawes, Plan Young). Nombreux ouvrages dénonçant les dérives de la République de Weimar et le national-socialisme : Adam Scharrer, *L'Imposture* (réquisitoire contre la SPD) ; Leonhard Frank, *Trois sur trois millions* (La désespérance face au chômage), Ernst Ottwalt, *Car ils savent ce qu'ils font* (roman sur la justice de classe) ; Hermann Broch, *Les Somnambules* (trilogie sur la déliquescence des valeurs humanistes qui ouvre la voie au totalitarisme) ; Arthur Holitscher, *Un homme parfaitement libre* (roman sur l'imminence de l'établissement d'« un régime criminel dont on ne saurait aujourd'hui encore mesurer l'ampleur ») ; Otto Heller, *Le Déclin du judaïsme* (essai sur l'antisémitisme et le sionisme) ; Theodor Heuss (futur premier président de la République fédérale), *Le Chemin de Hitler* ; Ernst Niekisch, *Hitler, un destin funeste pour l'Allemagne* (avec des gravures impressionnantes de clairvoyance d'Andréas Paul Weber, plus de 40 000 exemplaires vendus dans l'année ; ancien socialiste passé à l'extrême droite en 1925, représentant majeur du national-bolchevisme, Niekisch éditait la revue *Widerstand* qui appelait à la résistance politique et culturelle au « monde de Versailles » et à ses « suppôts » des gouvernements allemands successifs) ; Curzio Malaparte (Italien d'origine allemande par son père, de son vrai nom Kurt Erich Suckert), *Technique du coup d'État* (voir les chapitres [138] IV et VIII dans lequel est notamment prévue la « Nuit des longs couteaux » du 30 juin 1934). Par voie de presse, Heinrich Mann s'insurge contre la frilosité des dirigeants de la République à l'égard du national-socialisme. Série d'articles de Bertolt Brecht dans la *Rote Fahne*, organe central du Parti communiste. Grand succès à Berlin des pièces d'Odon von Horváth, *La Nuit italienne* (voir T.F., *La Mémoire féconde*, pp. 13-41) et *Légendes de la forêt viennoise*. Erich Kästner, *Fabian, histoire d'un moraliste*.

Gertrud von Lefort, *La dernière sur l'échafaud* (dont s'inspirera en 1949 Georges Bernanos pour *Le Dialogue des Carmélites*). Sortie sur les écrans de : *M le Maudit* de Fritz Lang ; *L'Opéra de quat'sous* (d'après Brecht qui, s'estimant trahi dans ses intentions politiques, intenta en vain un procès au producteur) et *La Tragédie de la mine* de Georg Wilhelm Pabst (cf. *Repères 1930*) ; *Berlin Alexanderplatz* de Phil Jutzi (d'après Alfred Doblin, cf. *Repères 1929*), *Jeunes filles en uniforme* de Leontine Sagan (sur l'homosexualité féminine). À signaler enfin, d'après le récit policier pour la jeunesse d'Erich Kästner (1928), *Émile et les détectives*, de Gerhard Lamprecht.

[138]

**Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.**

Année 1932

[Retour à la table des matières](#)

1^{er} Janvier Lors de ses vœux au corps diplomatique, le président Hindenburg réclame que l'Allemagne dispose, en matière militaire, des mêmes droits que les autres nations (*Gleichberechtigung*)

Allocution radiodiffusée du ministre de l'Intérieur et de l'Armée, le général Wilhelm Groener : appel à respecter l'autorité de l'État telle que définie par la Constitution et à ne pas se laisser séduire durant l'année nouvelle par « le but mythique » d'un « troisième Reich » entretenant « l'illusion que, s'il était atteint, la misère qui pèse sur le peuple allemand pourrait être conjurée ».

Le *Reichsführer* Heinrich Himmler (cf. 6 janvier 1929) interdit aux membres de la SS de se marier sans son autorisation [139] (*Heiratsbefehl*) ; celle-ci ne sera accordée qu'après présentation d'un dossier prouvant que la future épouse ne présente pas de tares héréditaires et raciales (« *Die Heiratserlaubnis wird [...] nach rassistischen und erbgesundheitslichen Gesichtspunkten erteilt* »).

2 janvier Le directeur de la *Commerzbank*, Friedrich Reinhart, lance dans la presse un appel en faveur des projets économiques de Hitler sans toutefois le citer.

6 janvier Le mandat du président Hindenburg venant à terme en mai, le gouvernement envisage une prorogation qui devra être approuvée par le Parlement ; pourparlers entre Otto Meißner, secrétaire du président, le général Wilhelm Groener, ministre de l'Intérieur et de

l'Armée (cf. 9 octobre 1931), et Hitler, afin que les députés NSDAP apportent leur soutien au projet.

7 janvier Le chancelier Heinrich Brüning (Centre catholique = *Zentrum*) annonce que l'Allemagne est dans l'incapacité de payer les réparations.

Entrevue Hitler-Brüning pour la prorogation du mandat du président Hindenburg (cf. 6 janvier).

11 janvier Rencontre entre Hitler et le général Wilhelm Groener qui, en tant que ministre de l'Intérieur, souhaite la dissolution de la SA et de la SS ; début de la brouille entre Groener et le général Kurt von Schleicher (cf. 19 juin 1928, mars 1931, 30 octobre 1931).

13 janvier Hitler fait savoir au chancelier Brüning que, « malgré toute la vénération portée à la personne de Monsieur le président du Reich » (« *bei aller Verehrung der Person des Herrn Reichspräsidenten* »), la NSDAP ne soutiendra pas le projet de prorogation de son mandat (cf. 6 et 7 janvier).

24 janvier À Beusselkitz, dans le district berlinois de Plötzensee, le Jeune hitlérien Herbert Norkus, pas encore 16 ans, est tué dans une bagarre avec les communistes ; il est aussitôt proclamé [140] « martyr du mouvement » (*Blutzeuge der Bewegung*). Entre le 24 avril 1926 (Fritz Kröber à Karlsruhe-Durlach) et le 17 mars 1933 (Peter Fries à Darmstadt), plus de vingt adolescents auront trouvé la mort en raison de leur dévouement fanatique au *Führer*. Si le nom de Herbert Norkus a été sanctifié et le jour de sa mort érigé en « Jour de deuil des Jeunesses hitlériennes » (*Trauertag der Hitlerjugend*), c'est, d'une part, parce qu'il n'était encore qu'un enfant, mais aussi parce qu'il fut immédiatement l'objet d'un roman et d'un film (cf. *Repères 1932* et *1933*).

26 janvier À l'invitation de Fritz Thyssen (cf. 5 janvier 1931), conférence de plus de deux heures de Hitler devant le Club des industriels de Düsseldorf ; 700 participants.

28 janvier Entretiens secrets entre les dirigeants des milieux d'affaires et Hitler qui est accompagné de Göring.

31 janvier En Thuringe, élections pour le Conseil régional. Malgré les exactions commises durant la période Frick (cf. 23 janvier 1930, 29 mars 1930, 22 avril 1930, octobre 1930, 13 mars 1931, 1^{er} avril 1931), les nazis obtiennent la majorité absolue.

2 février Ouverture de la Conférence de Genève sur le désarmement en présence de 51 nations : avant même que ne s'ouvre la discussion du Plan Hoover (cf. 7 juillet 1931) qui prévoit l'interdiction de certaines armes et une réduction générale des potentiels militaires, le chef de la délégation allemande, Rudolf Nadolny, exige que soit préalablement reconnue l'égalité des droits de son pays (*Gleichberechtigung*) en matière militaire. Hostilité de la France : vu le climat politique qui règne en Allemagne (destitution prochaine du gouvernement Brüning, résurgence d'un nationalisme et d'un militarisme conquérants avec Hitler), il serait particulièrement risqué de procéder à une révision du traité de Versailles (cf. 10 janvier 1920, 31 décembre 1920).

15 février Le président Hindenburg (cf. 6, 11, 13 janvier) est candidat à un nouveau mandat.

[141]

21 février Échec des négociations entre les partenaires du « Front de Harzburg » (cf. 11 et 16 octobre 1931) pour la désignation d'un candidat commun aux élections présidentielles (cf. 6, 11, 13 janvier). Le « Casque d'acier » (*Stahlhelm*) présente Theodor Duesterberg (cf. 19 février 1924). Bien que ne possédant pas la nationalité allemande (cf. 30 avril 1925), Hitler est retenu comme candidat de la NSDAP.

22 février Au Palais des sports de Berlin, Joseph Goebbels annonce la candidature de Hitler aux présidentielles (cf. 21 février).

25 février Sur intervention de Dietrich Klagges, ministre nazi de l'Intérieur et de l'Éducation populaire du Brunswick (cf. 14 septembre 1930), Hitler est nommé « conseiller du gouvernement du *Land* pour les questions agricoles et cadastrales » (« *Regierungsrat bei dem Landeskultur- und Vermessungsamt* ») et « expert près la légation du Brunswick à Berlin » (« *Sacharbeiter beider Braunschweigischen Gesandtschaft in Berlin* »), ce qui lui confère automatiquement la nationalité allemande.

La direction du Parti social-démocrate refuse la proposition du Parti communiste (cf. 12-17 juillet et 14 septembre 1925) de présenter un candidat commun aux élections présidentielles. Ernst Thälmann est désigné comme candidat de la KPD.

26 février Le Parti social-démocrate (SPD) renonce à présenter un candidat aux élections présidentielles et annonce qu'il soutiendra Hindenburg.

27 février Désormais titulaire de la nationalité allemande (cf. 25 février), Hitler se déclare officiellement candidat aux élections présidentielles. Il laisse planer un doute quant à une éventuelle intention de remettre Guillaume II sur le trône. Le *Kronprinz* Guillaume (héritier de la couronne impériale) soutient sa candidature.

Le Parlement vote la confiance au chancelier Heinrich Brüning par 288 voix contre 264.

Mars Le gouvernement Brüning accorde une subvention de 80 millions de marks aux « Aciéries réunies » (*Vereinigte Stahlwerke* [142] AG, cf. avril 1926, 4 juillet 1927) dont les actions ont chuté en bourse et dont certaines filiales sont menacées par la faillite ; afin qu'elles ne tombent pas entre les mains du groupe français Schneider, l'État rachète au quadruple de leur cotation les parts de la GBAG (*Gelsenkirchener Bergwerks-AG*, charbon et acier) que possède l'industriel Friedrich Flick, un des bailleurs de fonds de la NSDAP.

9 mars Le gouvernement Brüning promulgue une nouvelle série de décrets économiques qui aggravent encore le chômage (cf. Noël 1931).

13 mars Premier tour des élections présidentielles :

- * Hindenburg, 49,45% (coalition weimarienne soit : Parti d'État = DSP, cf. 11 juillet 1930 + Centre catholique = *Zentrum* + Parti populaire bavarois = BVP + Parti populaire allemand = DVP + Parti social-démocrate = SPD).
- * Hitler, 30,23% (NSDAP + une partie des voix de la DNVP = Parti populiste national allemand, cf. 21 février).
- * Thälmann, 13,23% (KPD = Parti communiste).
- * Duesterberg, 6,81% (*Stahlhelm* = Casque d'acier + une partie des voix de la DNVP = Parti populiste national allemand, cf. 21 février).

Pas de majorité absolue, le second tour est fixé au 10 avril.

14 mars Theodor Duesterberg (cf. 13 mars) appelle à voter Hindenburg (qui est président d'honneur du « Casque d'acier »).

Le Parti communiste maintient la candidature d'Ernst Thälmann.

16 mars La NSDAP entame une campagne acharnée pour le second tour des élections présidentielles. Durant toute la durée de la campagne, innombrables exactions commises par les formations paramilitaires nazies.

[143]

À partir du 3 avril Pour mener sa campagne présidentielle, Hitler se déplace désormais en avion de location (financement obtenu par Walther Funk auprès d'industriels, cf. 10 juillet et 11 décembre 1931). Il parle dans plus de vingt villes (travail de sa voix et de ses postures avec le chanteur d'opéra Paul Devrient ; évolution de son discours qui, de l'attaque haineuse à l'encontre des ennemis de l'Allemagne durant la tournée du premier tour, s'attache maintenant à dépeindre l'avenir lumineux qu'il destine à ses compatriotes).

5 avril Exaspéré par les exactions des formations paramilitaires nazies (cf. 16 mars) et la pression qu'elles exercent sur la population (« *Teile der Bevölkerung unter den Druck eines Zwanges stellen* »), le chancelier Brüning envisage leur dissolution et diligente des perquisitions chez les dirigeants de la SA et de la SS.

8 avril Dans la perspective de la dissolution de la SA et de la SS (cf. 5 avril), le général Wilhelm Groener, ministre de l'Intérieur et de l'Armée, réunit son état major pour prendre les dispositions nécessaires en cas de mutinerie (la SA compte alors environ 400 000 hommes, la SS autour de 40 000).

9 avril Rupture entre le général Wilhelm Groener, ministre de l'Intérieur et de l'Armée (cf. 8 avril) et le général Kurt von Schleicher qui est favorable aux formations paramilitaires nazies (cf. 11 janvier). Début des intrigues pour faire limoger Groener.

10 avril Second tour des élections présidentielles :

* Hindenburg est élu avec 52,93% des suffrages (coalition weimarienne + « Casque d'acier » /cf. 13 et 14 mars + une

fraction non négligeable des voix allant habituellement au Parti communiste/cf. infra).

- * Hitler a mobilisé 36,68% de l'électorat (toute l'extrême droite + l'ensemble des voix de la DNVP = Parti populiste national allemand).
- * Avec 10,1%, le candidat de la KPD, Ernst Thälmann, enregistre un recul de 3,1% : plus de 1 276 000 électeurs [144] communistes ont choisi de voter Hindenburg par peur de Hitler.

13 avril À la demande du chancelier Brüning (cf. 5 avril) et du général Wilhelm Groener, ministre de l'Intérieur et de l'Armée (cf. 8 et 9 avril), le président Hindenburg use de l'article 48 de la Constitution (cf. 27 juin 1922) pour prononcer la dissolution (« *Auflösung* ») des organisations paramilitaires nazies. Le « Casque d'acier » (*Stahlhelm*) est interdit d'uniforme (« *Uniformverbot* »).

14 avril Le *Kronprinz* Guillaume (cf. 27 février) proteste auprès du général Wilhelm Groener (cf. 13 avril) contre le décret du 13 avril qui brise le « rapport de confiance entre le ministère de l'Armée et les formations nationales » (« *Vertrauensverhältnis zwischen dem Reichswehrministerium und den nationalen Verbänden* »).

Les officiers de l'armée de terre jugent sévèrement l'attitude de Groener ; dans le sillage du général Kurt von Schleicher (cf. mars 1931, 30 octobre 1931), ils considèrent la SA et la SS comme indispensables en tant que réservoir de combattants pour une éventuelle défense des frontières de l'Est ainsi que pour la formation soldatique de la jeunesse privée de service militaire par le traité de Versailles (cf. 10 janvier 1920, 31 décembre 1920).

Discours de Hitler appelant à la mobilisation totale en vue des prochaines élections régionales qui se dérouleront le 24 avril : « Ne perdez pas la foi en l'avenir de notre peuple, en la grandeur de notre patrie et en la victoire de notre cause ».

16 avril Le dernier point du décret du 13 avril stipule que « toute organisation privée basée sur l'emploi de la force ne peut être de par sa nature une institution légale » (« *Jede private Gewaltorganisation kann ihrem Wesen nach keine legale Einrichtung sein* »). Le président Hindenburg adresse une directive au général Wilhelm Groener,

ministre de l'Intérieur et de l'Armée, afin qu'il veille strictement à son application.

Les élections pour le Conseil régional de Bavière, de Hambourg, de Prusse, du Wurtemberg et du Anhalt étant prévues [145] pour le 24 avril, Hitler se lance dans une campagne active de soutien aux candidats NSDAP. Jusqu'au 23 avril, et toujours grâce à l'avion (cf. 3 avril), il parle dans plus de vingt-cinq villes (poursuite du travail de sa voix et de ses postures avec le chanteur d'opéra Paul Devrient).

17 avril Dissolution du Conseil régional du Oldenburg obtenue par un référendum impulsé par la NSDAP et la DNVP (Parti populiste national allemand).

Conformément au décret du 13 avril et à la directive du 16, Otto Hörsing (SPD) décide de dissoudre la « Bannière d'Empire noire-rouge-or » (*Reichsbanner Schwarz-Rot-Gold*, cf. 24 février 1924) afin de ne « pas heurter les règlements de police ».

18 avril Conflit au « Front d'airain » (*Eiserne Front*, cf. 16 décembre 1931) : son chef, Otto Hörsing, exige le respect des directives pusillanimes du secrétaire général de la SPD, Otto Wels (cf. 26-31 mai 1929, 11 juin 1931) et s'acharne à paralyser les opérations menées par les activistes autour de Carlo Mierendorff (35 ans, en camp de concentration de 1933 à 1938 puis résistant au sein du « Cercle de Kreisau ») ; révoltés par l'inertie des « vieux » de l'appareil social-démocrate, ceux-ci utilisent des méthodes de propagande « à l'américaine » (musique entraînante, chaîne humaine, pluie de tracts, cortège cycliste, happening, etc..) qui sont pourtant d'une incontestable efficacité puisque Goebbels (cf. 1^{er} août 1930) lui-même s'en émeut (« prendre l'offensive [...] dans le plus bref délai possible ») et que la direction de la NSDAP en vient en juillet à réclamer du président Hindenburg et du gouvernement l'interdiction de ce type de manifestations.

19 avril Suite à la directive du 16 avril, perquisitions dans les quartiers ouvriers des villes de Prusse : recherche des armes pouvant être détenues par les membres de l'organisation communiste paramilitaire clandestine (cf. 2-3 mai 1929) « Ligue rouge des combattants du front » (*Roter Frontkämpferbund*).

24 avril Élections pour le Conseil régional de Prusse, de Bavière, du Wurtemberg, de Hambourg et du Anhalt (cf. 16 avril) ; considérable [146] progression de la NSDAP (entre 30 et 40% des mandats).

En Prusse, la coalition socialo-cathocentriste (SPD + *Zentrum*) au pouvoir est mise en minorité. Le juriste nazi Hanns Kerrl, 45 ans, membre de la NSDAP depuis 1923, est en position favorable pour devenir chef du gouvernement du *Land* à condition de trouver des alliés.

27 avril Forts de leurs succès électoraux dans les régions (cf. 24 avril), les nazis lancent une campagne pour la dissolution du *Reichstag* et l'organisation d'élections législatives.

Début mai Les tractations entre partis pour former le nouveau gouvernement régional de Prusse (cf. 24 avril), de Bavière, du Wurtemberg et de Hambourg (cf. *ibid.*) n'aboutissant pas, les anciens gouvernements restent provisoirement en place à défaut d'une majorité de rechange.

6 mai Le ministre des Finances du gouvernement Brüning, Hermann Dietrich (DSP = Parti d'État), propose de réduire la durée légale du travail afin de fournir des emplois aux chômeurs (plus de six millions). Opposition et démission du ministre de l'Économie, Hermann Warmbold (cf. 9 octobre 1931) ; son départ du gouvernement prive le chancelier Brüning du soutien d'une partie des milieux industriels.

9 mai Suite à une procédure d'examen à rencontre des chefs et élus nazis de Hesse (affaire des « documents de Boxheim », cf. 25 novembre 1931), la Cour suprême d'État prononce l'annulation du scrutin du 15 novembre 1931. De nouvelles élections sont fixées au 29 mai.

10 – 12 mai Tensions extrêmes au Parlement provoquées par les députés nazis qui réclament la levée de l'interdiction de la SA et de la SS (cf. 13 et 14 avril) ainsi que l'organisation d'élections législatives (cf. 27 avril).

[147]

13 mai Pour apaiser les tensions (cf. 10-12 mai), le général Wilhelm Groener abandonne ses fonctions de ministre de l'Armée (cf. 14 avril).

Le Parlement vote la confiance au chancelier Heinrich Brüning (Centre catholique = *Zentrum*) par 287 voix contre 257. L'agitation menée par les élus NSDAP est telle que le président du Parlement, Paul Lobe (SPD), fait appel à la police (arrestation de quatre députés nazis).

15 mai Le Président Hindenburg reçoit Hitler et Göring. Le *Führer* exige la dissolution immédiate du *Reichstag*, l'élection d'un nouveau *Reichstag* qui reflétera « l'esprit de ce que souhaite le peuple » (« *welcher der Volksstimmung entspricht* »), et la levée de l'interdiction de la SA et de la SS.

18 mai Le général Kurt von Schleicher (cf. 14 avril) refuse de succéder au général Groener (cf. 13 mai) comme ministre de l'Armée : il considère un simple remaniement du gouvernement comme insuffisant.

À l'Hôtel Kaiserhof à Berlin, longue entrevue de Hitler avec l'industriel Wilhelm Keppler (cf. mi-mai 1927) ; projet du « Cercle Keppler » (*Keppler-Kreis*) dont la tâche sera d'obtenir le financement de la NSDAP par les milieux d'affaires allemands, mais aussi étrangers (Italie, Suisse).

21 mai Au Anhalt (cf. 24 avril), l'avocat et député nazi Alfred Freyberg est élu chef du gouvernement régional.

25 mai Appel du Comité central du Parti communiste allemand (KPD) à abattre « le mur existant entre ouvriers communistes et ouvriers socialistes ». La direction de la SPD rejette l'appel.

26 mai Au Conseil régional de Prusse, suite au discours du communiste Wilhelm Pieck (cf. 24 novembre 1922, 26 septembre 1930) qui a traité les nazis de « meurtriers » (« *Mörder* »), un affrontement physique entre élus nazis et élus communistes fait huit blessés graves.

(148]

29 mai Élections pour le Conseil régional du Oldenburg (cf. 17 avril) : les nazis obtiennent la majorité des mandats (24 sur 46).

Le président Hindenburg convoque le chancelier Brüning et exige de lui une orientation politique plus à droite (cessation de toute négociation avec les syndicats, répression des actions revendicatrices

des petits paysans de l'Est) ainsi que la levée de l'interdiction de la SA et de la SS (souhaitée par les généraux).

30 mai Suite à son entrevue de la veille avec le président Hindenburg dont il ne possède plus la confiance, le chancelier Heinrich Brüning (Centre catholique = *Zentrum*) présente sa démission.

Les nazis lancent une vaste campagne de propagande : « Tout le pouvoir à Adolf Hitler » (« *Aile Macht Adolf Hitler* »).

31 mai Dans la foulée de la démission de Brüning (cf. 30 mai), le président Hindenburg charge Franz von Papen de la formation du nouveau gouvernement du *Reich*. Représentant de la tendance ultraconservatrice du Centre catholique (*Zentrum*) depuis 1920, le nouveau chancelier est immédiatement exclu du parti pour « trahison » envers Brüning.

1^{er} juin Entrée en fonction du nouveau gouvernement (cf. 31 mai) dit « Cabinet des barons » (*Kabinett der Barone*) : sept ministres appartiennent à la noblesse, deux viennent de la grande industrie ; la Justice est confiée à Franz Gürtner (cf. 12 août 1919, 1^{er} avril 1924) ; le général Kurt von Schleicher (cf. 18 mai) est en charge de l'Armée.

Au Oldenburg (cf. 29 mai), le nazi Cari Rover, 43 ans, député au *Reichstag* et responsable du district (*Gauleiter*) de Frise orientale, devient président du gouvernement régional.

3 juin Journée antifasciste organisée à Berlin par le Parti communiste (KPD) : autour de 100 000 participants.

4 juin Le chancelier Franz von Papen (cf. 1^{er} juin) prononce la dissolution du Parlement ; les élections législatives sont fixées au 31 juillet.

[149]

5 juin Élections pour le Conseil régional du Mecklenburg-Schwerin ; les nazis obtiennent 48,9% des suffrages ; formation d'un gouvernement régional à majorité nationale-socialiste.

10 juin Début d'une « Semaine antifasciste » (*antifaschistische Woche*) à l'initiative du Parti communiste (KPD).

13 juin Le chancelier Franz von Papen reçoit Hitler qui exige la levée immédiate de l'interdiction de la SA et de la SS.

14 juin Réduction des allocations de chômage et augmentation des retenues à la source sur les salaires. Le chancelier von Papen s'insurge contre les gouvernements antérieurs qui ont « transformé l'État en une institution de bienfaisance et par-là même affaibli les forces morales de la nation ».

Dans le cadre de la campagne pour les législatives (cf. 4 juin), Gregor Strasser (cf. fin décembre 1927, 5 juillet 1930) est autorisé à intervenir à la radio pour présenter les projets de la NSDAP.

15 juin Levée de l'interdiction de la SA et de la SS (cf. 13 et 14 avril, 29 mai, 13 juin) par le nouveau ministre de l'Intérieur du *Reich* (cf. 1^{er} juin), le baron Wilhelm von Gayl (grand propriétaire terrien, ami du président Hindenburg).

Discours d'Ernst Thälmann (secrétaire général du Parti communiste/KPD) condamnant la levée de l'interdiction de la SA et de la SS, « une incitation manifeste au meurtre » (« *offerte Provokation zum Mord* »).

16 juin Ouverture de la Conférence de Lausanne sur les réparations allemandes ; présence du chancelier Franz von Papen.

17 juin La Prusse, la Bavière et le Wurtemberg (cf. début mai) refusent de lever l'interdiction de la SA et de la SS (cf. 15 juin).

19 juin Élections pour le Conseil régional de Hesse (cf. mai) ; Les nazis obtiennent 43,9% des suffrages.

[150]

20 juin À l'Hôtel *Kaiserhof* à Berlin, réunion fondatrice en présence du *Führer* du « Cercle Keppler » (*Keppler-Kreis*, cf. mimai 1927, 18 mai) afin de financer la NSDAP et de conseiller Hitler en matière économique. En font partie : les banquiers Hjalmar Schacht, ex-président de la Banque centrale du *Reich* (cf. 6 mars 1930, 5 janvier 1931, 11 octobre 1931), Kurt von Schröder (cf. 11 décembre 1931), Friedrich Reinhart (cf. 2 janvier 1932) et Emil Meyer (*Dresdner Bank*), ainsi qu'une dizaine de délégués des grands groupes industriels (Siemens, *Vereinigte Stahlwerke*, GBAG/cf. mars) et commerciaux (l'armateur Emil Helferrich), sans oublier le petit fils de Bismarck, Gottfried, qui représente les grands propriétaires terriens.

Depuis le 4 juin, les affrontements entre nazis et autres partis politiques, essentiellement les communistes, ont fait 82 morts et 4000 blessés.

22 juin Après de longues négociations avec le Parti populiste national allemand (DNVP) et la tendance ultraconservatrice du Centre catholique (*Zentrum*, cf. 31 mai), le nazi Hanns Kerrl (cf. 24 avril) est élu président du Conseil régional de Prusse, mais ne parvient toujours pas à constituer un gouvernement (querelles pour la répartition des attributions). La coalition socialo-cathocentriste (SPT)/*Zentrum* au pouvoir (cf. 24 avril) continue de diriger le *Land*.

28 juin Le Parti social-démocrate (SPD) refuse la proposition communiste de constituer un « Front populaire » (*Volksfront*) contre le fascisme.

30 juin Le budget 1932-1933 est imposé par décret.

Début juillet Premiers signes de reprise économique aux É.-U. et en Angleterre (cf. janvier 1933).

Dans le Schleswig-Holstein, assassinat de deux communistes et deux socialistes par la SA.

9 juillet Clôture de la Conférence de Lausanne (cf. 16 juin) : bien que déclaré toujours valable, le Plan Young est en réalité [151] abandonné ; l'engagement du chancelier von Papen (cf. 16 juin) d'effectuer en 1935 un « paiement terminal » (*Abschlußzahlung*) de 3 milliards de marks-or à la banque des règlements internationaux est purement fictif (ce dont nul n'est dupe).

10 – 11 juillet Défilés provocateurs d'environ 1800 SA/SS dans les quartiers périphériques de la ville d'Altona (près de Hambourg, dans la province prussienne du Schleswig-Holstein, 200 000 habitants) ; graves incidents.

14 juillet Le préfet de police d'Altona-Wandsbeck (cf. 11 juillet), le social-démocrate (SPD) Otto Eggerstedt, accorde à la SA/SS l'autorisation de défiler le dimanche 17 juillet à travers le « quartier rouge » d'Altona (cf. 10-11 juillet). Les protestations des communistes restent vaines.

15 juillet Hitler entre en campagne pour les élections législatives (cf. 4 juin). Jusqu'au 30 juillet, et toujours par avion (cf. 3 et avril), il se

rend dans cinquante-trois villes où il déchaîne l'enthousiasme (poursuite du travail de sa voix et de ses postures avec le chanteur d'opéra Paul Devrient).

16 juillet À Altona (cf. 10-11 et 14 juillet), l'organisation communiste paramilitaire clandestine « Ligue rouge des combattants du front » (*Roter Frontkämpferbund*, cf. 2-3 mai 1929, 19 avril 1932) fait savoir qu'elle protégera le « quartier rouge » contre toute agression de la SA/SS. La direction du PC (KPD) appelle à ne pas se servir d'armes à feu.

17 juillet À Altona, la manifestation nazie autorisée par le préfet Eggerstedt (cf. 14 juillet) rassemble autour de 7000 SA et SS. Peu avant 17 heures, à un carrefour au centre du « quartier rouge », une section locale SA, qui vient de se livrer à des exactions contre la foule regroupée sur les trottoirs, est assaillie par des coups de feu : les SA Koch et Büddig sont tués. Pour rétablir l'ordre, la police tire au juger et fait 17 morts dans la population. Afin de se couvrir, le préfet Eggerstedt (cf. 14 juillet) donne crédit à la propagande nazie qui lance la légende de « tireurs de toits bolcheviques » : une [152] centaine de communistes seront arrêtés. Fin 1932, au terme de la procédure d'enquête, il ne seront plus que 11 en prison ; après une instruction qui durera huit mois et un procès qui se déroulera du 8 mai au 2 juin 1933, 4 seront finalement condamnés à mort pour « assassinat collectif » et décapités (cf. 1^{er} août 1933) : August Lütgens / 35 ans, Walter Möller / 27 ans, Karl Wolff / 21 ans, Bruno Tesch / 20 ans. Il faudra attendre les années 1990 pour que la justice allemande reconnaisse que l'affaire du « Dimanche sanglant d'Altona » (*Altonaer Blutsonntag*) n'avait été qu'une machination. Certes, ce sont bien des communistes (selon toute vraisemblance du groupe Heinz Neumann dont le mot d'ordre était : « Frappez les fascistes partout où vous les trouvez ») qui, au mépris des directives (cf. 16 juillet), ont abattu les SA Koch et Büddig (et blessé trois autres membres de la SA ainsi qu'une jeune fille qui les accompagnait), mais en tout cas pas ceux qui furent condamnés (exilé en URSS, Neumann sera liquidé sur ordre de Staline en 1937, son épouse Margarete déportée au *Goulag* et remise après le pacte germano-soviétique/cf. 23 août 1939 à la Gestapo qui l'internera à Ravensbrück). En outre, ce ne sont pas les communistes qui furent responsables des 16 morts dans la population (« assassinat

collectif » ! ! !), mais la police du préfet social-démocrate (SPD) Otto Eggerstedt.

À la surprise générale, la direction de la SPD (Otto Wels et Rudolf Breitscheid) adresse un télégramme au président Hindenburg pour qu'il fasse interdire les manifestations du « Front d'airain » (cf. 18 avril).

18 juillet Suite aux événements d'Altona (cf. 17 juillet) qui ont fait 19 morts et 64 blessés, interdiction de tout type de manifestation.

19 juillet Alléguant que la coalition socialo-cathocentriste (SPD/*Zentrum*) qui dirige la Prusse sans réelle légitimité (cf. 24 avril, début mai, 22 juin).est incapable d'assurer « la sécurité et l'ordre public » (cf. 20 juin, début juillet, 10-11 juillet, 17 juillet), le chancelier Franz von Papen décide de prendre les choses en mains sous prétexte d'éviter que la campagne pour les législatives (cf. 4 juin, 15 juillet) ne dégénère en guerre civile. En réalité, il y a [153] belle lurette que la droite cherche un moyen pour se débarrasser des socialistes en Prusse (cf. 22 avril et 9 août 1931), d'autant que, à en croire une dépêche de l'ambassadeur de France, André François-Poncet, rapportant sa rencontre du 13 avec Papen, ceux-ci seraient en train, pour ne pas être évincés, de chercher à « passer un accord avec les communistes ».

20 – 21 juillet « Coup de force de Prusse » (*Preußenschlag*) : soutenu par le président Hindenburg (art. 48 de la Constitution, cf. 27 juin 1922) et la majorité du Conseil régional (cf. 22 juin), le chancelier Franz von Papen fait appel au général Gerd von Rundstedt, commandant de la place de Berlin, pour destituer le gouvernement régional : Otto Braun (SPD, président), Cari Severing (SPD, ministre de l'Intérieur qui assure l'intérim de la présidence, Braun étant malade), Heinrich Hirtsiefer (Centre catholique = *Zentrum*, vice-président) et Albert Grzesinski (SPD, préfet de police) sont contraints de se retirer. Papen s'autoproclame « Commissaire du *Reich* en Prusse » (*Reichskommissar in Preußen*) : il révoque la plupart des hauts fonctionnaires (dont Eggerstedt, cf. 14 et 17 juillet) et décrète l'état d'urgence. Le maire de Essen, Franz Bracht (tendance ultraconservatrice du Centre catholique = *Zentrum*, cf. 31 mai) est nommé ministre de l'Intérieur et plénipotentiaire de Papen.

Dans ses commentaires sur le « Coup de force de Prusse », la presse nazie déclare : « Le sens historique de cet événement est de rendre la voie libre pour notre mouvement et sa prise du pouvoir dans l'État ».

22 juillet Le Parti communiste (KPD) propose à la direction du Parti social-démocrate (SPD) de déclencher la grève générale contre le « Coup de force de Prusse » (cf. supra) comme cela avait été fait lors du Putsch de Kapp (cf. 13-17 mars 1920). La SPD refuse (cf. 17 juillet) et appelle au calme afin de ne « pas donner prétexte à un ajournement des élections législatives » prévues pour le 31.

Dans un discours à Kassel, le chef nazi du gouvernement régional du Oldenburg, Cari Rover (cf. 1^{er} juin), se félicite du « Coup de force de Prusse » et promet que lorsque Hitler sera au pouvoir, « ces salopards (de l'ancien gouvernement prussien, [154] T.F.) seront pendus et se balanceront au bout de leur corde jusqu'à ce qu'ils aient été bouffés par les corneilles ». Et d'avertir : « Il se peut que ce soit barbare, mais j'incite chacun à réfléchir s'il veut les rejoindre à la potence » (« *Ich garantiere diesen Schweine-hunden, daß sie gehenkt werden, und wir werden sie Solange hän-gen lassen, bis die Krähen sie gefressen haben. Dos mag grausam sein, aber der Nächste soll sich überlegen, ob er daneben hängen will* »).

À la Conférence de Genève sur le désarmement (cf. 2 février), le chef de la délégation allemande Rudolf Nadolny, prend des positions très fermes envers la France et exige un règlement immédiat de la question de l'égalité des droits (*Gleichberechtigung*) en matière militaire.

26 juillet En Prusse, levée de l'état d'urgence proclamé le 21 juillet. Pour assurer l'ordre public, la police (90 000 hommes désormais sous les ordres de Franz Bracht, cf. 20-21 juillet) travaille main dans la main avec la SA/SS par l'entremise de Wilhelm Kube, président du groupe national-socialiste du Conseil régional et étroit collaborateur de Hanns Kerrl (cf. 22 juin).

Discours à la radio du ministre du *Reich* de l'Armée, le général Kurt von Schleicher : si la Conférence de Genève sur le désarmement (cf. 22 juillet) n'accorde pas à l'Allemagne l'égalité des droits (*Gleichberechtigung*) en matière militaire, celle-ci reprendra d'autorité sa liberté d'action.

29 juillet Motion de soutien à Hitler de nombreux représentants des milieux d'affaires allemands (cf. 20 juin) qui considèrent « avec satisfaction » que ses projets économiques sont parfaitement compatibles avec les leurs. Bien que jugeant le *Führer* « plus

raisonnable » qu'il ne le pensait, Cari Bosch (cf. 2 décembre 1925) refuse d'engager l'*IG-Farben* pour ne pas cautionner l'antisémitisme (cf. fin décembre 1927) ; violentes attaques de la presse nazie contre « cet agent de la ploutocratie juive internationale » (auxquelles *IG-Farben* mettra un terme en octobre par quelques subsides lors de la campagne pour les élections législatives du 6 novembre).

[155]

En Prusse, le ministre régional de l'Intérieur et plénipotentiaire de Papen, Franz Bracht (cf. 20-21 juillet), indique aux administrations que la NSDAP ne doit plus être considérée comme « hostile à l'État » (« *staatsfeindlich* »), mais comme une « force constructive » (« *aufbauwillig* »).

Dans le cadre de la campagne pour les élections législatives (cf. 4 juin, 15 juillet), la plupart des stations de radiodiffusion ouvrent leur antenne aux ténors de la NSDAP.

La presse nazie publie une liste d'universitaires respectés qui appellent à voter NSDAP aux élections législatives ; parmi les signataires : le physicien et Prix Nobel 1905, Philipp Lenard ; le philosophe et psychologue de Bonn, Erich Rothacker ; l'historien de Tübingen, Johannes Haller.

30 juillet Discours radiodiffusé du chancelier Franz Von Papen soulignant « l'énorme différence entre le communisme qui veut la révolution et le national-socialisme qui tend à promouvoir une renaissance nationale ».

31 juillet Élections législatives (cf. 4 juin)

- * Sur les 608 sièges parlementaires pourvus (cf. 14 septembre 1930), la NSDAP en obtient 230 et devient le plus puissant parti d'Allemagne. On envisage sa participation au gouvernement du *Reich*.
- * Les Social-démocrates (SPD) enregistrent un léger recul (133) alors que le Parti communiste (KPD) progresse (89).
- * Hormis le Centre catholique (*Zentrum*) qui n'enregistre pas d'érosion (76), les autres formations sont réduites à jouer un rôle de force d'appoint.

En dépit de son résultat exceptionnel, la NSDAP n'a pas obtenu la majorité absolue. Les observateurs jugent qu'elle a désormais atteint son score maximum (« *den Höhepunkt erreicht* »).

Élections pour le Conseil régional de Thuringe : la NSDAP obtient la majorité absolue. Fritz Sauckel (cf. 14 décembre 1929) devient chef du gouvernement régional.

[156]

Août Considérant que la période est propice pour une restauration de la monarchie, l'ex-Empereur Guillaume II, exilé à Doorn (cf. 11 novembre 1918, 28 février 1925), envoie un émissaire en Allemagne, le baron Von Senarclens-Grancy. Un projet de débarquement « à la Napoléon » est prévu dans la baie de Wilhelmshafen (mer du Nord) et reçoit l'appui du contre-amiral von Eschenburg et de nombreux officiers supérieurs. Hitler est disposé à soutenir l'entreprise si on lui accorde le poste de chancelier. Hésitations du fils du président, Oskar von Hindenburg (cf. 10 octobre 1931), qui en parle à son ami Kurt von Schleicher, ministre de l'Armée (cf. 1^{er} juin), lequel avertit Ernst Röhm (cf. mars 1931, 30 octobre 1931) : tous deux s'opposent radicalement à cette « conjuration monarchiste » (« *monarchistische Verschwörung* »).

5 – 8 août La presse nazie et les hauts responsables de la NSDAP réclament la désignation immédiate de Hitler comme chancelier.

Hitler rencontre le général Kurt von Schleicher et lui expose ses exigences ; le ministre de l'Armée promet au *Führer* d'user de son influence auprès du président Hindenburg.

Afin d'accélérer la nomination de Hitler comme chancelier, la SA fait régner la terreur (agressions contre les antifascistes, attentats à la bombe).

9 août Pour mettre un terme aux exactions (cf. 5-8 août), le président Hindenburg promulgue un « décret contre le terrorisme politique » (*Verordnung gegen den politischen Terror*) et un « décret sur l'instauration de tribunaux d'exception » (*Verordnung über die Bildung von Sondergerichten*).

10 août À Potempa, un petit village de Haute-Silésie, le mineur communiste Konrad Pietrzuch est piétiné à mort à son domicile par un commando SA, sous les yeux de sa mère et de son frère.

12 août Accusés de provoquer et de pousser à bout la SA, le Parti communiste et ses organisations affiliées sont la cible de multiples interventions de la police.

[157]

13 août De 11 heures 45 à 13 heures 45, rencontre de Hitler et Ernst Röhm avec le chancelier Franz von Papen ; le *Führer* réclame les pleins pouvoirs.

À 15 heures 30, rencontre d'une vingtaine de minutes entre Hitler, accompagné de Göring, et le président Hindenburg qui propose la vice-chancellerie et deux ministères dans le gouvernement von Papen : refus de Hitler qui ne veut pas « jouer les seconds ».

14 août La presse de droite condamne l'attitude absolutiste (« *Anspruch auf Alleinherrschaft* ») de Hitler (cf. 13 août).

22 août Négociations entre la NSDAP et le Centre catholique (*Zentrum*) pour que celui-ci soutienne l'élection de Hermann Göring comme président du nouveau Parlement (cf. 31 juillet) qui entrera en fonction le 30 avril ; accord du Centre catholique (Eugen Bolz, Thomas Esser, Fritz Grass) et du président du Parti populaire bavarois (BVP/cf. 12 août 1919), Fritz Schäffer.

Condamnation à mort des criminels SA de Potempa (cf. 10 août) par le tribunal d'exception (cf. 9 août) de Beuthen (Haute-Silésie). Hitler leur adresse un télégramme : « Devant ce monstrueux jugement sanguinaire [...] votre liberté est dès cet instant pour nous une question d'honneur, le combat contre un gouvernement sous lequel cela a été possible, notre devoir » (« *Angesichts dieses ungeheuerlichen Bluturteils [...] ist Eure Freiheit von diesem Augenblick an eine Frage unserer Ehre, der Kampf gegen eine Regierung, unter der dieses möglich war, unsere Pflicht* »).

24 août Suite aux pressions des grands propriétaires terriens qui réclament le contingentement des importations agricoles pour s'assurer l'exclusivité du marché intérieur, protestations auprès du gouvernement de l'Association des exportateurs, du Syndicat des industriels (une augmentation du pain et des denrées de première nécessité viendrait

renforcer le Parti communiste), ainsi que du Président de la Banque centrale du *Reich*, Hans Luther (cf. 6 mars 1930).

[158]

25 août Le chancelier Franz von Papen présente son programme économique aux milieux d'affaires qui l'approuvent pour l'essentiel, mais s'élèvent contre les « projets démesurés » pour fournir du travail aux chômeurs.

26 août Entrée en fonction du gouvernement régional de Thuringe présidé par Fritz Sauckel (cf. 31 juillet) ; enthousiasme de la population en dépit de ce qu'elle a pu voir sous le régime Frick (cf. de janvier 1930 à avril 1931).

28 août Le chancelier Franz von Papen promulgue un plan de redressement économique sur douze mois : renforcement des prérogatives patronales face aux syndicats, autorisation d'embaucher à des tarifs très inférieurs à ceux prévus par les conventions collectives.

29 août Le ministre des Affaires étrangères du *Reich*, le baron Konstantin von Neurath, remet à l'ambassadeur de France un mémorandum : l'Allemagne quittera la Conférence de Genève du désarmement (cf. 2 février, 22 juillet, 26 juillet) si l'égalité des droits (*Gleichberechtigung*) en matière militaire ne lui est pas accordée, ce qui passe nécessairement par une révision du traité de Versailles.

30 août Première session du nouveau Parlement élu le 31 juillet ; la présidence est assurée par la doyenne d'âge, la communiste Clara Zetkin (75 ans), qui tente d'appeler à constituer un front parlementaire uni contre les nazis qui siègent en uniforme. Comme prévu (cf. 22 août), Hermann Göring est élu président ; les deux vice-présidents appartiennent au Centre catholique (*Zentrum*).

Fin août – septembre Après quelques signes d'amélioration économique et une légère diminution du chômage (cf. début juillet), la situation se dégrade de nouveau.

2 septembre À la demande du chancelier Franz von Papen, le président Hindenburg gracie les criminels SA de Potempa (cf. 22 août).

[159]

4 septembre Le chancelier Franz von Papen promulgue un « décret d'urgence pour la revitalisation de l'économie » (*Notverordnung zur Behebung der Wirtschaft*) qui renforce encore le dispositif adopté le 28 août. D'importantes remises fiscales sont accordées aux propriétaires d'entreprises alors que dans le même temps sont envisagées des réductions salariales. De plus est institué (sur la base du volontariat) un service du travail d'intérêt collectif auquel seront affectés 750 millions de marks.

Le président du groupe parlementaire communiste, Ernst Torgler, dépose une motion d'abolition du « décret d'urgence pour la revitalisation de l'économie » (cf. supra).

11 septembre Hitler passe ordre aux députés nazis de voter la motion Torgler (cf. 4 septembre).

12 septembre Le Parlement vote la motion Torgler (cf. 4 septembre) à une écrasante majorité (cf. 11 septembre), ainsi qu'une résolution de défiance (*Mißtrauensantrag*) à l'égard du chancelier von Papen et de son gouvernement (512 voix contre 42 et 5 abstentions). Göring, qui préside la séance (cf. 30 août), refuse de donner la parole au chancelier avant l'ouverture du scrutin ; celui-ci réplique par la dissolution (qui a déjà été signée par le président Hindenburg).

Dans la soirée, discours radiodiffusé du chancelier von Papen qui annonce que, dans l'intérêt national, lui-même et son gouvernement poursuivent leur travail indépendamment des partis (donc des décisions du Parlement dissous).

À partir du 13 septembre Protestations des syndicats contre la politique du chancelier von Papen. Des grèves éclatent un peu partout.

16 septembre Le Syndicat des industriels réclame l'interdiction des organisations syndicales qui mobilisent contre le « décret d'urgence pour la revitalisation de l'économie » (cf. 4 septembre, 11 et 12 septembre).

[160]

17 septembre Suite à la dissolution du Parlement (cf. 12 septembre), de nouvelles élections législatives sont fixées au 6 novembre.

Octobre Le nombre de chômeurs, précaires et S.D.F (cf. fin août-septembre, 4 septembre) s'élève à environ 15% de la population.

1^{er} – 2 octobre À Potsdam, congrès national des Jeunesses hitlériennes : 110 000 participants.

Jusqu'au 4 octobre, à Hambourg, grève (cf. 13 septembre) des ouvriers du secteur des transports (*Verkehrsarbeiterstreik*) sous l'égide du Parti communiste.

Projets gouvernementaux (cf. 12 septembre) de réforme constitutionnelle.

6 octobre – 1^{er} novembre Multiples actions d'intimidation des nazis contre le Parti populiste national allemand (DNVP) d'Alfred Hugenberg (cf. 11 et 16 octobre 1931) qui soutient la politique du gouvernement von Papen.

11 octobre Hitler entre en campagne pour les élections législatives (cf. 17 septembre). Jusqu'au 4 novembre, toujours par avion (cf. 3 et 16 avril, 15 juillet), il parle dans quarante-neuf villes (au terme de la tournée, arrêt des séances avec Paul Devrient).

16 octobre À Paderborn, discours du chancelier von Papen en vue d'une réforme constitutionnelle (cf. 1^{er} – 2 octobre) censée rétablir la monarchie.

3 novembre À Berlin, durant cinq jours, totale paralysie des transports municipaux (métro, trams, bus, soit 24 000 salariés) par une grève déclenchée conjointement par le Parti communiste et le Parti nazi, suite à la décision de la mairie social-démocrate de réduire les salaires de 2%. La grève ayant été refusée par la direction de la confédération syndicale ADGB (d'obédience social-démocrate), elle est déclarée « illégale » : sauvage répression par la police [161] (un millier d'arrestations, une dizaine de morts, une centaine de blessés graves).

6 novembre Élections législatives (cf. 17 septembre). 584 sièges pourvus (cf. 14 septembre 1930).

* Malgré une perte de 34 sièges, la NSDAP reste le plus puissant parti d'Allemagne avec 196 députés.

- * Le Parti populiste national allemand d'Alfred Hugenberg (DNVP, cf. 6 octobre – 1^{er} novembre) effectue son retour avec 52 sièges.
- * Le Centre catholique (*Zentrum*) et sa branche bavaroise (BVP/cf. 12 août 1919) restent stables avec 89 sièges.
- * Le Parti social-démocrate (SPD) obtient 121 sièges (perte de 12).
- * Le Parti communiste (KPD) obtient 100 sièges (gain de 11), ce qui provoque une vive inquiétude dans les milieux d'affaires.

12 novembre Suite aux résultats du Parti communiste aux législatives (cf. supra), Hjalmar Schacht (cf. 20 juin 1932) fait savoir à Hitler que les milieux d'affaires vont solliciter sa nomination comme chancelier.

13 novembre Aux élections communales de Saxe, recul des nazis et progression des communistes, ce qui confirme les milieux d'affaires dans leur décision de la veille.

17 novembre Le chancelier Franz von Papen remet sa démission au président Hindenburg qui le reconduit dans ses fonctions. Von Papen propose une réforme constitutionnelle afin d'instaurer une dictature militaire : accord de Hindenburg, mais opposition du général von Schleicher, ministre de l'Armée, sans l'appui duquel le projet est irréalisable.

19 novembre Adresse des milieux d'affaires (Krupp, Siemens, Thyssen, Bosch, etc.) au président Hindenburg afin que Hitler soit appelé à la chancellerie (cf. 12 et 13 novembre).

[162]

Lors des entrevues qui s'ensuivent entre le président Hindenburg et Hitler, celui-ci persiste à réclamer les pleins pouvoirs (*Ermächtigung*) et réclame à cet effet l'abolition de l'article 48 de la Constitution (cf. 27 juin 1922) qui le mettrait à l'abri de l'autorité présidentielle.

21 novembre Hjalmar Schacht (cf. 12 novembre) participe à une réunion des dirigeants du Parti nazi à Berlin. Rédaction d'un courrier dans lequel Hitler sollicite du président Hindenburg sa désignation à la tête d'un « cabinet présidentiel » (*Präsidialkabinetti*).

23 novembre Réponse du président Hindenburg (par l'entremise de son secrétaire, Otto Meißner, cf. 10 octobre 1931, 6 janvier 1932) au courrier que lui a adressé Hitler (cf. 21 novembre) : « Un cabinet présidentiel dirigé par vos soins aboutirait inévitablement à une dictature de votre parti avec toutes ses conséquences [...] » (« *ein von Ihnen geführtes Präsidialkabinett würde sich zwangsläufig zu einer Parteidiktatur mit allen ihren Folgen [...] entwickeln* »).

24 novembre La démission du chancelier Franz von Papen étant inévitable (cf. 17 au 23 novembre), le président du Centre catholique (*Zentrum*), Monseigneur Ludwig Kaas (cf. 9 décembre 1928), est pressenti pour la chancellerie, mais ne parvient pas à former une équipe gouvernementale (refus de collaborer d'Alfred Hugenberg, président de la DNVP = Parti populiste national allemand).

1^{er} décembre Démission du chancelier Franz von Papen auquel le ministre de l'Armée, le général Kurt von Schleicher, refuse d'apporter tout soutien (cf. 17 novembre).

2 décembre Le général Kurt Von Schleicher succède à Franz von Papen (cf. 1^{er} décembre) comme chancelier et « Commissaire du *Reich* en Prusse » (cf. 20-21 juillet) ; il conserve le ministère de l'Armée.

Hitler refuse d'entrer au gouvernement.

[163]

Discours radiodiffusé du nouveau chancelier (cf. supra) qui se déclare « ni capitaliste, ni socialiste » (« *weder Kapitalist noch Sozialist* ») : promesse d'abroger le décret sur la réduction des salaires (cf. 4 septembre), de s'opposer à toute réforme constitutionnelle (cf. 17 novembre), et de consacrer son énergie à régler d'urgence la question du chômage. Bien accueillis par les couches laborieuses et les sans-emploi, ces propos valent à von Schleicher le surnom de « général social ».

3 décembre Suite à l'arrivée de Kurt von Schleicher à la chancellerie, apaisement du climat social et remontée de la bourse.

Le nouveau chancelier, Kurt von Schleicher, tente de se débarrasser de son prédécesseur, Franz von Papen, en le nommant Ambassadeur du *Reich* à Paris ; refus de Papen auquel le président Hindenburg, qui se méfie de Schleicher, a demandé de « rester à portée » (« *in Reichweite* »).

Négociations du chancelier Kurt von Schleicher (cf. 2 décembre) avec les syndicats (notamment le secrétaire général de l'ADGB/cf. 3 novembre, Theodor Leipart, qui sera rappelé à l'ordre par la direction de la SPD) et Gregor Strasser (tendance social-révolutionnaire de la NSDAP, responsable à l'organisation du Parti, cf. fin décembre 1927) qui est prêt à accepter la vice-chancellerie (et aussi le « Commissariat du *Reich* en Prusse) alors que Hitler a rejeté toute participation au gouvernement (cf. 2 décembre).

En réaction contre l'attitude de Gregor Strasser cf. 3 décembre) qui semble prêt à se joindre à l'« axe syndical » (*Gewerkschaftsachse*) souhaité par le chancelier von Schleicher (cf. supra), les milieux d'affaires cessent tout soutien financier à la NSDAP.

4 décembre Recul jusqu'à 40% des nazis aux élections municipales de Thuringe ; progression du Parti communiste.

5 décembre Violente dispute entre Hitler et Gregor Strasser à l'Hôtel *Kaiserhof* de Berlin (cf. 3 décembre).

À la Conférence fédérale du Parti communiste du *Land* de Hambourg, Ernst Thälmann, secrétaire général de la [164] KPD, déclare que « le gouvernement Schleicher est le dernier avant le gouvernement Hitler ».

6 décembre Rentrée parlementaire (cf. 6 novembre) : après avoir reconduit Hermann Göring dans ses fonctions de président de l'Assemblée (cf. 30 août, 12 septembre), les députés abrogent le décret von Papen « pour la revitalisation de l'économie » (cf. 4 septembre, 2 décembre).

8 décembre Gregor Strasser (cf. 5 décembre) est contraint de démissionner de toutes ses responsabilités au sein de la NSDAP. Grande effervescence au sein du Parti ; afin de rétablir l'ordre, création d'une « Commission centrale politique » (*Politische Zentralkommission*) dirigée par Rudolf Heß (cf. 23 janvier 1920).

Soutenu par Göring, Goebbels, Heß, Röhm et Himmler, le *Führer* réussit à surmonter la crise Strasser ; toutefois les difficultés financières sont telles (dettes auprès des fournisseurs après plusieurs campagnes électorales successives, coûts des locaux, rémunération des permanents, budget énorme absorbé pour la solde et l'intendance des SA et des SS qui sont logés et nourris dans des casernes) que la

« dépression règne » {*Journal* de Goebbels : « *In der Organisation herrscht schwere Depression. [...] Wir sind aile sehr deprimiert* »). Hitler est au bord du suicide.

9 décembre Au Parlement (cf. 6 décembre), Göring fait voter une loi sur l'amnistie des crimes de haute trahison (majorité des 2/3), puis les députés se séparent en attendant d'être convoqués pour une prochaine séance.

10 décembre Goebbels note dans son *Journal* que la situation de la NSDAP est « désespérante » (« *trostlos* »). En dépit des efforts de la SA pour collecter quelque argent auprès des passants dans la rue (*Spendenaktion*), rien ne s'est amélioré au 22 décembre (cf. *ibid.* à cette date).

L'ex-chancelier von Papen s'inquiète de ce que de nombreux partisans de Hitler « passent dans le camp communiste » (« *zu den Kommunisten überlaufen* »).

[165]

11 décembre Afin de sauver la Conférence de Genève sur le désarmement acculée à l'impasse depuis le 29 août, les É.-U., l'Angleterre, l'Italie et la France finissent par tomber d'accord pour reconnaître à l'Allemagne l'égalité des droits (*Gleichberechtigung*) en matière militaire. Celle-ci reprend sa place au sein de la Conférence.

15 décembre Discours radiodiffusé du chancelier Kurt von Schleicher : promesse de diminuer les impôts, de baisser les prix des denrées de première nécessité, de renégocier les conventions collectives, de garantir un travail à tous et de distribuer des terres aux petits paysans. Les milieux industriels et les grands propriétaires terriens accusent le chancelier de « bolchevisme ».

16 décembre Compromis avec Gregor Strasser (cf. 8 décembre), Gottfried Feder (cf. 5 janvier 1919), cofondateur de la NSDAP et initiateur des exigences anticapitalistes du « Programme en 25 points » (cf. 24 février 1920), est mis en marge de ses responsabilités d'expert économique du Parti.

Discours à Berlin de l'ex-chancelier von Papen devant le *Herrenklub* (cercle ultraconservateur animé par le baron Heinrich von Gleichen-Rußwurm et réunissant environ 500 hauts fonctionnaires, officiers, politiciens, représentants de la noblesse terrienne et du grand capital) :

critique de la politique conduite par son successeur, Kurt von Schleicher. À l'issue de la réunion, Franz von Papen propose au banquier Kurt von Schröder (cf. 11 décembre 1931, 20 juin 1932) de lui arranger une rencontre avec Hitler ; après consultation de Wilhelm Keppler (cf. mi-mai 1927, 18 mai 1932, 20 juin 1932), l'entrevue est fixée au 4 janvier 1933.

20 décembre Le Parti communiste (KPD), soutenu par le Parti social-démocrate (SPD), réclame une convocation immédiate du Parlement (cf. 6 décembre) qui est repoussée par son président, Hermann Göring (cf. 6 décembre, 9 décembre).

Noël À la fois rassurés par la fermeté du *Führer* (cf. 8 décembre, 16 décembre) comme de Göring (cf. 20 décembre) et lassés par la démagogie gauchisante du chancelier von Schleicher (cf. 15 [166] décembre), les milieux d'affaires s'inquiètent des difficultés de la NSDAP (cf. 10 décembre) alors que progresse l'influence du Parti communiste (cf. 6 et 13 novembre, 4 décembre, 10 décembre, 20 décembre). Ils décident de reprendre leurs financements (cf. 3 décembre) et de faire pression sur le président Hindenburg pour qu'il s'entende au plus vite avec Hitler (« rempart contre le bolchevisme »).

Fin décembre La NSDAP compte 1 415 000 adhérents.

REPÈRES CULTURELS ET IDÉOLOGIQUES

Joseph Roth, *La Marche de Radetzky* (sur la décomposition de la monarchie austro-hongroise). Hans Fallada, *Petit homme, que faire maintenant ?* (la crise et le chômage dans le Berlin des années vingt avec en ligne de mire l'avènement du nazisme). Ernst Jünger, *Le Travailleur* (essai sur la technicisation de l'activité humaine). Professeur de romanistique à l'université de Bonn et dénonciateur de toutes les formes de modernisme, Ernst Robert Curtius plaide dans *L'Esprit allemand en danger* pour un rôle dirigeant des élites intellectuelles (*Bildungselite*) dans une « Europe vraie », c'est-à-dire occidentale et chrétienne, dont le pilier serait le couple franco-allemand. Alfred Rosenberg, *L'Essence du national-socialisme*. Karl Alois Schenzinger, *Le Jeune hitlérien Quex* (roman sur Herbert Norkus, cf. 24 janvier). Hanns Heinz Ewers, *Horst Wessel, un destin allemand*

(cf. 23 septembre 1929, 14 janvier et 23 février 1930). Parution de *L'Histoire du national-socialisme* du journaliste antinazi Konrad Heiden, et de *Allemagne éveille-toi, histoire du national-socialisme* du communiste Ernst Ottwalt. Première berlinoise de *La Mère* de Bertolt Brecht (d'après le roman *Mat* de Maxime Gorki). La poétesse Else Lasker-Schüler, petite-fille d'un rabbin et dont le lyrisme s'abreuve de l'histoire du judaïsme, reçoit le Prix Kleist. Énorme succès populaire de l'exposition Käthe Kollwitz dans le quartier rouge de Berlin-Wedding (8000 visiteurs en une journée !). Contraint de quitter Dessau suite à l'élection d'une municipalité de droite, le *Bauhaus* s'installe à Berlin-Steglitz sous la direction de Ludwig Mies van der Rohe. Le physicien Albert Einstein, la graphiste-sculpteur Käthe Kollwitz, les écrivains Heinrich Mann et Arnold Zweig lancent un appel pour la constitution d'un front unitaire antifasciste (*antifaschistische* [167] *Einheitsfront*). Werner Heisenberg obtient le Prix Nobel de physique. Le peintre George Grosz émigré aux É.-U., l'écrivain et critique Herwarth Walden (revue *Der Sturm*) en URSS. Sortie sur les écrans de *L'Atlantide* de Georg Wilhelm Pabst, *La Lumière bleue* de Leni Riefenstahl, et surtout, après maints déboires avec la censure, du film communiste *Kuhle Wampe* de Slatan Dudow, en collaboration avec Bertolt Brecht et Ernst Ottwalt (à noter que la traduction française du titre, *Ventres glacés*, est une aberration linguistique — *Kuhle* n'est pas *kuhl* — ; *Kuhle Wampe*, c'est-à-dire « la panse au gouffre », était le nom d'un lieu-dit près de Berlin où la Spree formait une boucle en forme de gros ventre (*Wampe*) avec une fosse (*Kuhle*) d'érosion où l'eau était particulièrement profonde ; des chômeurs berlinois avaient établi là un campement inspiré des phalanstères imaginés au début du XIX^e siècle par le théoricien socialiste français Charles Fourier). Premier film nazi : *Le Rebelle* de Luis Trenker (glorification de l'idéologie hitlérienne à travers un résistant tyrolien à l'époque de l'occupation napoléonienne).

[167]

**Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.**

Année 1933

[Retour à la table des matières](#)

Janvier Redoutant que les signes manifestes de reprise économique ne profitent au régime républicain, les milieux d'affaires, séduits par les perspectives dirigistes et expansionnistes du projet nazis, vont durant tout le mois user de leur influence pour que Hitler accède à la chancellerie.

4 janvier Le Parlement se réunit pour une journée : les Social-démocrates et les communistes obtiennent (cf. 20 décembre) la constitution d'une commission d'enquête sur la répartition des secours aux exploitants agricoles des provinces orientales (*Osthilfe*, cf. 31 mars 1931). La prochaine session parlementaire est fixée au 31 janvier.

[168]

À 11 heures 30, Hitler rencontre l'ancien chancelier Franz von Papen au domicile du banquier Kurt von Schröder à Cologne (cf. 16 décembre 1932) ; von Papen propose que le *Führer* soit chancelier et lui-même vice-chancelier ; les Social-démocrates (SPD), communistes (KPD) et Juifs seront éloignés de tous les postes de responsabilité (« *Entfernung aller Sozialdemokraten, Kommunisten und Juden von führenden Stellungen* »). Au terme de deux heures de discussion, accord sur la formation d'un « gouvernement de concentration nationale » (*Regierung der nationalen Konzentration*).

Après sa rencontre avec le banquier von Schröder (cf. supra), Hitler, accompagné de Rudolf Heß et de Heinrich Himmler, se rend dans le

Land de Lippe où vont se tenir les élections pour le Conseil régional (cf. 15 janvier) ; jusqu'au 14 janvier, il parle dans seize localités.

5 – 6 janvier Suite à l'intervention des grands propriétaires terriens des provinces orientales, le président Hindenburg reproche au chancelier von Schleicher de ne pas s'être opposé à la constitution de la commission parlementaire d'enquête sur l'*Osthilfe* (cf. 4 janvier) et lui ordonne (d'autant que son fils Oskar est mouillé dans l'affaire) de lui présenter un texte de décret légalisant les attributions qui entre immédiatement en application.

7 janvier Franz von Papen présente aux milieux d'affaires le projet de « gouvernement de concentration nationale » (cf. 4 janvier).

9 janvier Franz von Papen rencontre le président Hindenburg et lui soumet le projet de « gouvernement de concentration nationale » (cf. 4 janvier).

12 janvier Les milieux d'affaires (cf. 7 janvier) décident de soutenir financièrement le projet de « gouvernement de concentration nationale ».

15 janvier Élections pour le Conseil régional du minuscule *Land* de Lippe (cf. 4 janvier). Les progrès de la NSDAP, mais [169] aussi du Parti social-démocrate (SPD), confirment les milieux d'affaires dans l'urgence qu'il y a à promouvoir Hitler.

À Berlin, le secrétaire général du Parti communiste allemand (KPD), Ernst Thälmann, et le secrétaire général du Parti communiste français (PCF), Maurice Thorez, lancent un appel conjoint à barrer la route au fascisme. Dans son discours, Thorez accuse explicitement « la bourgeoisie française [...], en vertu de l'odieux traité de Versailles, [...] d'écraser sous son joug exécrationnel le peuple allemand », et de le pousser par-là même dans les bras de Hitler.

16 janvier Suite aux aides apportées par les milieux d'affaires depuis Noël 1932, Goebbels note dans son *Journal* que la situation financière de la NSDAP s'est « radicalement améliorée ».

17 janvier Rencontre entre Hitler Alfred Hugenberg, président du Parti populiste national allemand (DNVP), pour décider de la répartition des postes ministériels dans le futur « gouvernement de concentration nationale » (cf. 4 au 12 janvier).

19 janvier Hitler et von Papen rencontrent l'industriel Fritz Thyssen (cf. 1^{er} août 1927, 9 janvier 1928, 9 juillet 1929, 5 janvier 1931, 26 janvier 1932, 19 novembre 1932) pour lui soumettre leur projet de composition du « gouvernement de concentration nationale ».

20 – 21 janvier Le chancelier Kurt von Schleicher souhaite composer avec Hitler et von Papen qui refusent toute discussion.

22 janvier Démonstration massive de la SA devant le siège berlinois du Comité central du Parti communiste, le *Karl-Liebknecht-Haus*.

Rencontre entre Hitler, von Papen, Oskar von Hindenburg et Otto Meißner, respectivement fils et secrétaire du président. La réunion se déroule au domicile berlinois du riche Joachim von Ribbentrop, 40 ans, membre de la NSDAP depuis mai 1932 et conseiller du *Führer* pour les questions internationales.

[170]

23 janvier Informé de la réunion de la veille, le chancelier von Schleicher intervient auprès du président Hindenburg pour qu'il proclame l'état de siège et la dissolution du Parlement. Refus de Hindenburg qui en veut à von Schleicher depuis l'affaire de *l'Osthilfe* (5-6 janvier).

25 janvier À Berlin et dans les grandes villes, manifestations du Parti communiste (KPD) contre la provocation fasciste du 22 janvier.

27 janvier Bien qu'assaili de toutes parts (ses proches, les grands propriétaires terriens, les représentants des milieux d'affaires), le président Hindenburg hésite encore à nommer Hitler chancelier.

28 janvier Le chancelier Kurt von Schleicher exige du président Hindenburg qu'il proclame la dissolution du Parlement et lui accorde les pleins pouvoirs ; refus de Hindenburg, démission de von Schleicher.

29 janvier Le président Hindenburg demande à von Papen de « clarifier la situation politique » et reçoit Hermann Göring qui engage son honneur d'ancien commandant de l'escadrille Richthofen et de titulaire de l'« Ordre pour le mérite » (*Orden Pour le Mérite*, la plus haute décoration créée en 1842 par le roi de Prusse) que Hitler respectera la Constitution.

Dans la soirée, Franz von Papen soumet au président Hindenburg la composition du nouveau « gouvernement de concentration nationale » :

- * Adolf Hitler, chancelier.
- * Franz von Papen, vice-chancelier.
- * Baron Konstantin von Neurath (ambassadeur à Rome de 1921 à 1930, puis à Londres), ministre des Affaires étrangères.
- * Wilhelm Frick (NSDAP), ministre de l'Intérieur.

[171]

- * Général Werner Von Blomberg (représentant du *Reich* à la Conférence de Genève sur le désarmement, cf. 11 décembre 1932), ministre de l'Armée.
- * Comte Johann Ludwig Schwerin von Krosigk (ex-membre du cabinet von Papen et ministre sortant), ministre des Finances.
- * Alfred Hugenberg (Parti populiste national allemand = DNVP), ministre de l'Économie, du Ravitaillement et de l'Agriculture.
- * Franz Seldte (« Casque d'acier » = Stahlhelm), ministre du Travail.
- * Baron Paul von Eltz-Rübenach (ex-membre du cabinet von Papen), ministre des Postes et des Transports.
- * Hermann Göring (NSDAP, président du Parlement), ministre sans portefeuille, commissaire du Reich aux transports aériens, ministre de l'Intérieur de Prusse sous l'autorité de von Papen (cf. 20-21 juillet 1932).
- * Günther Gereke (assimilé DNVP, secrétaire d'État sortant à la lutte contre le chômage).
- * Provisoirement réservé (discussion entre von Papen et Hitler qui souhaiterait Hans Frank), le ministère de la Justice est finalement attribué à Franz Gürtner (ministre de la Justice de Bavière jusqu'en 1932, ministre de la Justice du *Reich* dans les cabinets von Papen et von Schleicher).

Le nouveau gouvernement ne compte que trois nazis.

30 janvier À midi, le président Hindenburg, 86 ans, nomme Adolf Hitler, 44 ans, chancelier du Reich ; entrée en fonction du « gouvernement de concentration nationale ».

À 17 heures, premier conseil des ministres : Hitler propose d'entamer des pourparlers avec le Centre catholique (*Zentrum*) et de dissoudre le Parlement si celui-ci refuse de soutenir le nouveau gouvernement. Contre l'avis de Hugenberg, le projet est adopté.

Durant toute la nuit, à Berlin, immense retraite aux flambeaux pour fêter la victoire ; la SA fait régner la violence [172] contre les opposants ; dans le district de Charlottenburg, une bagarre entre nazis et communistes se solde par la mort du chef SA Hans Eberhard Maikowski (25 ans, aussitôt proclamé « martyr du mouvement », cf. 26 mai 1923, 23 février 1930, 24 janvier 1932) et du fonctionnaire de police Zauritz.

Le Parti communiste propose de déclencher la grève générale.

31 janvier Le Parti social-démocrate (SPD) refuse la grève générale (cf. supra) ; il appelle ses militants et les syndicats qui lui sont affiliés à « rester sur le terrain de la Constitution » (« *auf dem Boden der Verfassung* ») et à ne pas se joindre aux manifestations organisées par les communistes (des actions communes auront néanmoins lieu jusqu'à début février).

Échec de la consultation gouvernementale avec le Centre catholique (*Zentrum*, cf. 30 janvier).

Courrier du général Ludendorff à son ancien supérieur, le maréchal-président von Hindenburg, à propos de Hitler : « Je vous prédis solennellement que cet homme néfaste précipitera notre *Reich* dans l'abîme et mènera notre nation à un malheur inconcevable. Les générations futures vous maudiront dans votre tombe pour avoir agi ainsi » (« *Ich prophezeie Ihnen feierlich, daß dieser unselige Mann unser Reich in den Abgrund stürzen und unsere Nation in unfaßbares Elend bringen wird. Kommende Geschlechter werden Sie wegen dieser Handlung in Ihrem Grabe verfluchen* »).

1^{er} février Le chancelier Hitler obtient du président Hindenburg qu'il prononce la dissolution du Parlement. Les élections législatives sont fixées au 5 mars.

Afin de modifier la Constitution, les nazis devront bénéficier du soutien des deux tiers des députés, ce qui ne sera pas possible si se constitue un front commun entre Social-démocrates (SPD) et communistes (KPD) ; d'où le projet de mettre le Parti communiste hors la loi.

[173]

3 février Le chancelier Hitler expose ses projets militaires aux chefs de l'armée : mesures radicales contre les communistes, réarmement, service militaire obligatoire, conquête de territoires.

4 février Signature par le président Hindenburg de l'« Ordonnance pour la protection du peuple allemand » (*Verordnung zum Schutze des deutschen Volkes*) : épuration de l'administration et de la police, restriction des libertés constitutionnelles, interdiction des rassemblements « de nature à troubler l'ordre public » ainsi que de la publication d'écrits oppositionnels.

6 février Signature par le président Hindenburg de l'Ordonnance pour la dissolution du Conseil régional de Prusse » (*Verordnung zur Auflösung des preußischen Landtags*) ; Hermann Göring peut désormais y faire régner sa loi, d'autant que la tutelle de von Papen (cf. 29 janvier) n'est que de pure forme.

8 février Le « gouvernement de concentration nationale » (cf. 29 janvier) décide de privilégier le budget militaire.

10 février Premier discours radiodiffusé du chancelier Hitler : appel à lui donner quatre années (« *Gebt mir vier Jahre Zeit...* ») avant de juger de son action dont le bilan sera alors soumis à un référendum.

12 février « Dimanche sanglant » d'Eisleben (à une petite vingtaine de kilomètres à l'Ouest de Halle) : 500 SA agressent une réunion du Secours rouge (*Rote Hilfe*), organisation caritative du Parti communiste, et font plusieurs morts ainsi que de nombreux blessés.

15 février Dans la perspective des élections législatives du 5 mars (cf. 1^{er} février), la graphiste-sculpteur Käthe Kollwitz et l'écrivain Heinrich Mann lancent un appel au Parti communiste (KPD) et au Parti social-démocrate (SPD) pour qu'ils constituent un « front uni » (*Einheitsfront*). Aucun des deux partis ne réagit favorablement.

[174]

17 février En Prusse, Göring (cf. 6 février) donne ordre à la police de ne pas hésiter à tirer pour réprimer les manifestations (*Schieferlaß*).

À Berlin, perquisition de la police au siège du Comité central du Parti communiste (*Karl-Liebknecht-Haus*) en vue de rassembler les preuves d'un coup d'État communiste présenté comme imminent par la propagande nazie (cf. 1^{er} février) : résultat négatif.

20 février Hitler, Göring et Walther Funk (responsable du Parti nazi aux questions économiques) rencontrent les plus hauts responsables des milieux d'affaires. Gustav Krupp, président du Syndicat patronal de l'industrie allemande, remercie le nouveau chancelier pour son action. Plus de trois millions de marks sont immédiatement versés à la trésorerie de la NSDAP.

22 février En Prusse, Göring (cf. 6 février, 17 février) attribue le statut de « police auxiliaire » (*Hilfspolizei*) à la SA/SS et au « Casque d'acier » (*Stahlhelm*).

25 février Suite à une nouvelle perquisition au siège du Comité central du Parti communiste (cf. 1^{er} et 17 février), un communiqué officiel, relayé par la presse écrite et la radio, fait état de la découverte de « preuves irréfutables » quant aux projets insurrectionnels du « front rouge ».

Nuit du 27 février Le Parlement est en flammes ; arrestation de l'incendiaire présumé, le chômeur d'origine hollandaise Marinus Van der Lubbe, ex-membre des Jeunesses communistes. Orchestré en réalité par un commando nazi, l'incendie du *Reichstag* (*Reichstagsbrand*) sert immédiatement de prétexte à la mise hors la loi du Parti communiste et à la persécution de ses militants : plus de 100 000 arrestations, instauration par la SA de camps de concentration « sauvages » (*Wilde Konzentrationslager*) dans des casernes ou fabriques désaffectées (par exemple Oranienburg, Königs Wusterhausen et Bornim, autour de Berlin).

[175]

28 février Arrestation du président du groupe parlementaire communiste, Ernst Torgler, qui s'est spontanément présenté à la police pour disculper son parti, « hostile aux méthodes terroristes ».

Le président Hindenburg signe l'« Ordonnance en vue de la protection du peuple et de l'État » (*Verordnung zum Schutz von Volk und Staat*) qui a été préparée par le ministre de l'Intérieur du Reich, Wilhelm Frick : suspension de tous les articles de la Constitution se rapportant aux libertés. Une ordonnance complémentaire vise « les actes de trahison » ; assez vague pour être interprétée de façon illimitée (*unbegrenzte Auslegung*), elle englobe l'atteinte aux « biens du peuple », la diffusion de rumeurs, la rédaction et l'impression de tracts, la détention de matériel subversif...

Outre les arrestations massives de communistes, plusieurs responsables social-démocrates (SPD) sont envoyés en camp de concentration ou forcés d'émigrer sous prétexte de collusion avec la KPD ; en réalité, il s'agit, tout en préservant l'apparence de la légalité vis-à-vis de la population et des nations étrangères, de réduire quelque peu leur représentation parlementaire afin d'obtenir plus facilement la majorité des deux tiers qui permettra de modifier la Constitution (cf. 1^{er} février). En outre, il n'est pas douteux que ces arrestations sélectives intimideront les autres députés...

29 février – 2 mars À la veille des élections législatives (cf. 1^{er} février), la propagande nazie met tout en œuvre pour créer un climat de psychose des « rouges » ; Göring ordonne la fermeture des musées, appelle la population à une vigilance permanente, renforce la surveillance des lieux publics (notamment le métro berlinois) et des centrales électriques...

Contre l'avis d'Alfred Hugenberg (cf. 29 et 30 janvier), le gouvernement se refuse à interdire le Parti communiste qui aura ses bulletins de vote dans les bureaux électoraux alors même qu'il est hors la loi et que ses candidats sont emprisonnés ou en fuite. Sans doute Hitler a-t-il pensé qu'une telle interdiction montrerait son gouvernement sous un jour antidémocratique qui pourrait inciter une partie de l'électorat à voter pour les socialistes (SPD).

[176]

3 mars Trahi par un proche, le secrétaire général du Parti communiste, Ernst Thälmann, est mis en état d'arrestation. Envoyé en camp de concentration, il refusera d'être libéré lors du Pacte germano-

soviétique (cf. 23 août 1939) et finira assassiné à Buchenwald, le 18 août 1944.

5 mars Dernières élections législatives pluripartites ; 647 sièges sont pourvus (cf. 14 septembre 1930) :

- * La NSDAP obtient 288 sièges, la DNVP (Parti populiste national allemand de Hugenberg) 52. Avec 340 députés, la coalition gouvernementale représente 52,5% du Parlement ce qui est insuffisant pour envisager une modification de la Constitution (cf. 1^{er} février).
- * Bien qu'étant hors la loi (cf. 29 février-2 mars), le Parti communiste (KPD) obtient 81 mandats (chiffre qui constitutionnellement compte pour l'obtention de la majorité des deux tiers nécessaire à une modification légale de la Constitution).
- * N'ayant rien à espérer du Parti Social-démocrate (SPD, 120 sièges), reste donc aux nazis à faire pression sur le Centre catholique (*Zentrum*, 73 élus) et sa fraction bavaroise (BVP, 19 élus) qui seuls (les autres groupes ne représentant que 14 élus) sont susceptibles de lui apporter la masse des voix qui font défaut (92) pour qu'aboutisse le projet de modification de la Constitution.

6 – 8 mars Début de la *Gleichschaltung* (terme emprunté par les nazis aux techniciens de l'énergie électrique et signifiant « mise en phase ») : nazification sous la contrainte des gouvernements régionaux n'étant pas encore entre les mains de la NSDAP ; à cet effet, nomination par le ministre de l'Intérieur du Reich, Wilhelm Frick, de « commissaires du Reich » (*Reichskommissare*) chargés de réorganiser la police et l'administration avec l'appui de la SA/SS.

9 mars Le ministre de l'Intérieur du *Reich*, Wilhelm Frick, nomme Franz Xaver Ritter von Epp (cf. 13 avril 1919, mai 1928) [177] commissaire du *Reich* (cf. 6-8 mars) pour la Bavière ; opposition quasi générale des Bavarois et du chef de gouvernement du *Land*, Heinrich Held (cf. 12 août 1919, 4 janvier 1925, 26 novembre 1926, 20 mai

1928), qui est pourtant contraint de se retirer le 16 (menace d'un coup de force de la SA/SS).

Georg[i] Dimitrov, secrétaire du bureau occidental du Comité exécutif de l'Internationale communiste (*EKKI*), est arrêté pour complicité dans l'incendie du Reichstag (cf. 27 et 28 février).

10 mars Des unités SA, des sections du NSBO (cf. mai-juin 1930, 15 juin 1931) et de la « Ligue de combat pour la défense du petit et moyen commerce » (*Kampfbund für den gewerblichen Mittelstand*) menant de leur propre initiative des actions d'agitation (parfois violentes) dans les entreprises et contre les grands magasins afin d'« imposer des transformations sociales » (« *um soziale Veränderungen durchzusetzen* »), ordre est donné par Hitler à tous les membres de la NSDAP (« *an aile NSDAP-Mitglieder* ») de s'en tenir strictement à ses ordres sous peine de représailles ; remerciements du Syndicat des industriels allemands.

11 mars Les actions d'agitation contre les grands magasins (cf. 10 mars) sont tolérées dans la mesure où ceux-ci appartiennent à des Juifs (*Jüdisches Eigentum*).

Lancement de la campagne « pour l'anéantissement du marxisme » (*Zur Vernichtung des Marxismus*).

12 mars Interdiction du drapeau républicain noir-rouge-or (cf. 7 et 16 mai 1926) et réinstauration du drapeau impérial noir-blanc-rouge.

13 mars Entrée au gouvernement de Joseph Goebbels comme ministre du *Reich* à l'Éducation populaire et à la Propagande (*Reichsminister für Volksaufklärung und Propaganda*).

14 mars *Flaggenerlaß* : décret signé par le président Hindenburg officialisant le drapeau à croix gammée (*Hakenkreuzfahne*) parallèlement au drapeau impérial noir-blanc-rouge (cf. 12 mars).

[178]

15 mars Interdiction du Parti communiste (KPD, cf. 11 mars) ; toute personne suspecte de soutenir d'une quelconque manière l'idéologie communiste sera désormais immédiatement mise en état d'arrestation.

16 mars En Bavière (cf. 9 mars), le commissaire du Reich, Franz Xaver Ritter von Epp, constitue un gouvernement régional provisoire auquel participent le « vieux gardiste » (*alter Gardist*, c'est-à-dire ayant participé au putsch de novembre 1923) et responsable nazi du district (*Gauleiter*) de Bavière depuis 1930, Adolf Wagner (Intérieur), Hermann Esser (économie, cf. 3 novembre 1922), Ernst Röhm (relations avec l'armée) et Heinrich Himmler (préfet de police de Munich).

17 mars Hjalmar Schacht (cf. 21 novembre 1932) reprend le poste de président de la Banque centrale du Reich dont il avait démissionné le 6 mars 1930.

Constitution de la *Leibstandarte-SS Adolf Hitler (LAH)* chargée de la protection rapprochée du *Führer* et chancelier du *Reich* : 120 hommes (taille minimale, 1 mètre 85) sous le commandement de Josef (Sepp) Dietrich.

19 mars Création de la « Corporation nourricière du *Reich* » (*Reichsnährstand*) sous la direction de Richard Walther Darré (cf. 3 mars 1930, 1^{er} juin 1920, 1^{er} août 1930) à laquelle sont contraintes d'adhérer toutes les professions relevant du secteur agricole : planification très stricte de la production et du marché afin d'assurer l'autarcie.

20 mars Inauguration par le ministre du *Reich* à l'Éducation populaire et à la Propagande, Joseph Goebbels (cf. 13 mars), de l'exposition « La Femme » : « Au risque de passer pour un réactionnaire, je le dis clairement : la place première et privilégiée de la femme, celle qui correspond le mieux à sa nature, c'est au sein de sa famille, et la mission la plus merveilleuse dont elle puisse s'acquitter, c'est d'offrir des enfants à son pays et à sa Communauté raciale populaire ».

[179]

21 mars À l'occasion de la rentrée du Parlement élu le 5 mars, Goebbels (cf. 13 mars) organise la « Journée de Potsdam » (*Tagvon*

Potsdam) : intronisation solennelle du « troisième Reich » (*Drittes Reich*) à l'« Église de la Garnison » (*Garnisonskirche*) en présence du président Hindenburg, du *Kronprinz* Guillaume (héritier de la couronne impériale), des chefs militaires, des autorités religieuses, ainsi que des représentants du corps diplomatique.

Le « Bâtiment Wallot » (*Wallot-Bau*, d'après le nom de son architecte, Paul Wallot) ayant été rendu inutilisable par l'incendie de la nuit du 27 février, les députés siègent à l'Opéra Kroll (*Kroll-Oper*) de Berlin sous l'autorité de Göring (toujours président du Parlement depuis le 6 décembre 1932) : adoption d'un projet de « Loi contre la perfidie » (*Heimtückegesetz*) immédiatement avalisé par l'« Ordonnance présidentielle pour la prévention des attaques perfides contre le gouvernement du redressement national » (*Verordnung des Reichspräsidenten zur Abwehr der heimtückischen Angriffe gegen die Regierung der nationalen Erhebung*) : lourdes peines de réclusion, voire la mort, pour quiconque usurpera un uniforme ou un insigne qu'il n'est pas habilité à porter, commettra un acte « dans l'intention d'inquiéter ou de terroriser la population, de fomenter des troubles ou de créer au *Reich* des difficultés dans le domaine de la politique extérieure », aura des propos diffamatoires à l'égard de son pays, du gouvernement, ou de toute personne exerçant des responsabilités ».

Instauration de tribunaux d'exception (*Sondergerichte*) « pour le jugement accéléré des délits politiques » (« *zur beschleunigten Aburteilung politischer Straftaten* »).

22 mars Marchandage des dirigeants nazis avec les députés du Centre catholique (*Zentrum*) et du Parti populaire bavarois (BVP, cf. 5 mars) pour qu'ils votent les pleins pouvoirs (*Ermächtigung*) à Hitler.

« Afin de rassurer la population nationale » (« *Zur Beruhigung der nationalen Bevölkerung* »), inauguration « à proximité de Dachau » (« *In der Nähe von Dachau* »), avec annonce par voie de presse, du « premier camp de concentration » (« *das erste Konzentrationslager* ») officiel du troisième *Reich* (cf. 27 février) avec [180] une « capacité d'accueil de 5000 personnes » (« *ein Fassungsvermögen von 5000 Menschen* »).

23 mars Avec 441 voix (cf. 22 mars) contre 94 (les députés social-démocrates/SPD encore tolérés, cf. 28 février, 5 mars), le Parlement vote la « Loi d'habilitation » (*Ermächtigungsgesetz*) qui abroge *de facto* la Constitution de la République de Weimar et donne tout pouvoir à

Hitler pour légiférer à sa guise. Amnistie des crimes et délits « commis dans une intention patriotique ».

24 mars Parution de la « Loi d'habilitation » (cf. 23 mars) au Journal officiel sous le nom de « *Gesetz zur Behebung der Not von Volk und Reich* », c'est-à-dire « Loi de remédiation à la détresse de la Communauté raciale populaire et du *Reich* » (à noter ici la traduction du mot *Volk* par « Communauté raciale populaire » qui correspond à son acception nazie telle que précisée par le point 4 du Programme de la NSDAP : « *Volksgenosse kann nur sein, wer deutschen Blutes ist. Kein Jude kann daher Volksgenosse sein* » I « Ne peut être membre du *Volk* que celui qui est de sang allemand. C'est pourquoi aucun Juif ne peut être membre du *Volk* » ; « peuple », dans son sens commun, serait ici inadéquat).

« Le Parlement du *Reich* a adopté la loi suivante [...] :

Art. 1 : Outre les modalités de procédure prévues par la Constitution du *Reich*, les lois du *Reich* peuvent aussi être promulguées par le gouvernement du *Reich*. Cette disposition s'applique également aux lois référencées aux articles 85, alinéa 2, et 87 de la Constitution du *Reich* [c'est-à-dire budget, emprunt et cautionnement d'État, T.F.].

Art. 2 : Les lois du *Reich* promulguées par le gouvernement du *Reich* peuvent déroger à la Constitution du *Reich* dans la mesure où elles ne concernent ni le Parlement (*Reichstag*), ni la Chambre représentative des régions (*Reichsrat*) en tant qu'institutions [la Chambre représentative des régions sera pourtant supprimée début 1934, T.F.]. Les prérogatives présidentielles restent inchangées.

[181]

Art. 3 : Les lois du *Reich* promulguées par le gouvernement du *Reich* sont signées par le chancelier du *Reich* et publiées au Journal officiel. Sauf dispositions particulières, elles entrent en vigueur au lendemain de leur publication. Les articles 68 à 77 de la Constitution du *Reich* [section 5 garantissant un régime démocratique, T.F.] ne s'appliquent pas aux lois promulguées par le gouvernement du *Reich*.

Art. 4 : Les accords à objet législatif conclus par le *Reich* avec des États étrangers ne nécessitent aucune approbation par les instances participant de la législation. Le gouvernement du *Reich* édicté la réglementation indispensable à l'application de ces accords.

Art. 5 : Cette loi entre en vigueur au jour de sa publication. Elle sera caduque au 1^{er} avril 1937 [mais prorogée à trois reprises jusqu'en 1945, T.F.]. Elle peut en outre être abrogée en cas de remplacement du gouvernement actuel par un autre. »

Le Syndicat patronal de l'industrie allemande remercie le chancelier Hitler pour son action et lui assure qu'il mettra « tout en œuvre pour soutenir le gouvernement du *Reich* dans sa lourde tâche ».

25 mars Le ministre à l'Éducation populaire et à la propagande, Joseph Goebbels (cf. 13 mars), décide de la commercialisation d'un poste de radio à prix modique baptisé *Volksempfänger* (récepteur de la Communauté raciale populaire).

28 mars L'épiscopat catholique allemand apporte son soutien au chancelier Hitler.

29 mars *Lex Van der Lubbe* (cf. 27 février) : loi adoptée en complément de l'« Ordonnance en vue de la protection du peuple et de l'État » du 28 février et instaurant la rétroactivité jusqu'au 31 janvier 1933 pour les actes de haute trahison et l'incendie criminel. Bafouant le principe de droit stipulant que l'on ne peut punir qu'en fonction d'une loi existante (« *nulla poena sine lege* »), les [182] nazis s'arrogent désormais le pouvoir de sanctionner n'importe quel acte qu'ils souhaitent réprimer par une loi promulguée après que l'acte ait été commis (entrée de l'Allemagne dans le totalitarisme).

31 mars Annulation officielle de tous les mandats électoraux communistes.

Loi provisoire sur la « mise en phase » (cf. 6-8 mars) des régions : nazification des Conseils régionaux

Le chef de la police helvétique et responsable à l'immigration, Heinrich Rothmund, prend les premières mesures pour traquer les

réfugiés communistes et juifs allemands en Suisse et pour les empêcher de franchir la frontière.

1^{er} avril Journée de boycott des commerces et grands magasins « juifs » devant lesquels les SA ont pris position et hurlent le slogan : « Allemands, défendez-vous, n'achetez pas chez les Juifs ! » (« *Deutsche, wehrt euch, kauft nicht bei Juden !* ») ; nombreuses exactions. Dans les universités, la Ligue allemande nationale-socialiste des étudiants (*Nationalsozialistischer Deutscher Studentenbund = NSDStB*, cf. 15 février 1926) empêche les enseignants « juifs » ou « enjuivés » (*verjudet* = propageant des théories « contraires à l'esprit de la révolution nationale-socialiste ») d'assurer leurs cours. Vive émotion dans la population et à l'étranger : Hitler interdit momentanément les actions antisémites.

Heinrich Himmler (cf. 16 mars) devient chef de la police politique de Bavière et bientôt de l'ensemble de l'Allemagne à l'exception de la Prusse qui est sous le contrôle de Göring (cf. 29 janvier, 6 février, 17 février, 22 février).

Déçu de ne pas avoir été nommé ministre du *Reich* des Affaires étrangères (cf. 29 janvier), l'idéologue du Parti nazi, Alfred Rosenberg, devient chef de l'Office de politique extérieure de la NSDAP (*Außenpolitisches Amt der NSDAP = APA*) ; il se rend à Londres pour convaincre le gouvernement britannique de s'allier à l'Allemagne : échec ; Hitler cantonne l'APA dans les relations avec les « partis frères à l'étranger » (*Bruderparteien im Ausland*).

[183]

5 avril Les Jeunesses hitlériennes (*Hitlerjugend = HJ*, cf. 30 octobre 1931, 1^{er}-2 octobre 1932) absorbent l'ensemble des mouvements de jeunesse, à l'exception des Jeunesses catholiques (cf. 28 mars). Elles sont restructurées par leur chef, Baldur von Schirach, qui a obtenu que l'organisation soit indépendante de la SA (cf. 10 novembre 1926) :

* **Entre 10 et 14 ans**, les garçons sont affectés au *Jungvolk* (Jeunesse de la Communauté raciale populaire) et portent le nom de *Pimpf* (bambin) ; les filles sont affectées aux *Jungmädel* (fillettes) et portent le nom de *Küken* (poussin).

- * **Entre 14 et 18 ans**, les garçons sont affectés à la *Hitlerjugend* (*HJ*, Jeunesse hitlérienne, à mettre au singulier puisqu'il s'agit d'une section au sein des Jeunesses hitlériennes) ; les filles sont affectées au *Bund Deutscher Mädel* (*BDM*, Ligue des jeunes filles allemandes).
- * **À partir de 18 ans**, les garçons intègrent une organisation du Parti ou l'armée ; les filles sont affectées au service du travail ou comme auxiliaires dans les organisations du Parti ou l'armée.

7 avril Seconde loi sur la « mise en phase » (cf. 31 mars) des régions qui perdent leur souveraineté : nomination de « gouverneurs de district » (*Reichsstatthalter*) chargés de faire respecter « les orientations politiques fixées par le chancelier du Reich ». En Prusse, Hitler exerce lui-même la fonction de « gouverneur », ce qui revient à destituer Franz von Papen de son poste de « Commissaire du Reich en Prusse » (cf. 20-21 juillet 1932, 29 janvier) et renforce les pouvoirs de Göring (cf. 1^{er} avril). Les « gouverneurs de district » assurent également la fonction de *Gauleiter* de la NSDAP (à titre comparatif, un préfet de région qui serait en même temps secrétaire régional du parti au pouvoir) à l'exception de Franz Xaver Ritter von Epp en Bavière (cf. 16 mars) où le *Gauleiter* reste Adolf Wagner (cf. 16 mars).

« Loi de restructuration de la fonction publique » (*Gesetz zur Wiederherstellung des Berufsbeamtentums*) :

[184]

« § 1 : Dans le souci de restructurer la fonction publique sur des bases nationales et de simplifier son administration, les fonctionnaires peuvent être révoqués en vertu des dispositions suivantes, quand bien même les conditions nécessaires à leur révocation définies par le droit en vigueur ne seraient pas remplies :

§ 2 : Doivent être révoqués les fonctionnaires titularisés depuis le 9 novembre 1918 et ne possédant pas la formation réglementaire ou conventionnelle, ni les qualités requises.

* *Décret d'application du 11 avril* : Sont considérés comme ne possédant pas les qualités requises tous les fonctionnaires membres du Parti communiste ou des organisations d'entraide ou affiliées au Parti communiste.

* *Additif du 20 juillet* : Doivent être révoqués les fonctionnaires membres du Parti communiste ou d'organisations para-communistes ou liées au Parti communiste, ou ayant eu d'une façon quelconque des activités de type communiste [...]. Seront également à révoquer les fonctionnaires qui auront à l'avenir des activités de type marxiste.

§ 3 [dit « paragraphe sur l'aryanité » = *Arierparagraph*, T.F.] : Seront mis à la retraite les fonctionnaires qui ne sont pas de descendance aryenne [...]. Cette disposition ne s'applique pas aux fonctionnaires ayant combattu sur le front durant la guerre mondiale [...] ou dont le père ou un fils ont été tués au front durant la guerre mondiale [*restriction annulée par les Lois de Nuremberg du 15 septembre 1935*, T.F.].

§ 4 : Peuvent être révoqués les fonctionnaires qui, en raison de leurs activités politiques antérieures, ne présentent pas toutes les garanties d'un engagement sans réserve et de tout instant en faveur de notre État national. »

Le patronat est autorisé à licencier le personnel suspect d'activités politiques ou syndicales « contraires à la bonne marche des affaires de l'État ».

11 avril Le chancelier Hitler délègue ses pouvoirs de gouverneur de Prusse (cf. 7 avril) à Hermann Göring qui devient simultanément chef du gouvernement de Prusse.

[185]

À partir de la mi-avril Dissensions au sein de l'Église évangélique allemande (protestants) : les « Chrétiens allemands » (*Deutsche Christen* = DC), conduits par le pasteur Joachim Hossenfelder sous l'égide de Wilhelm Kube (cf. 26 juillet 1932), exigent une unification en une « Église du Reich » (*Reichskirche*) conforme à la ligne politique définie par le « nouvel État » ; une minorité, autour des théologiens Friedrich von Bodelschwingh et Karl Barth, prend position contre et appelle à s'opposer à l'antisémitisme et aux persécutions politiques.

20 avril Création sous la tutelle de l'ex-enseignant en lycée, défenseur d'un système éducatif « gréco-nordique » et chef SA, Joachim Haupt, des *Napola* (*Nationalpolitische Erziehungsanstalten* = Instituts nationaux-politiques d'éducation) : écoles d'élite préparant — en internat, durant six années à partir de 12 ans — des garçons (les

Jungmannen) soigneusement sélectionnés à leur future mission d'encadrement de la société allemande ; situées à l'origine dans les locaux des anciens Prytanées militaires (*Stabila = Staatliche Bildungsanstalten*) impériaux de Potsdam, Pion (Sud-Est de Kiel) et Köslin (Poméranie), on en dénomblera trente-cinq en 1938 (à cette époque, Joachim Haupt, révoqué et liquidé en 1936, a été remplacé à la direction de l'organisation par le général SS August Heißmeyer).

21 avril Rudolf Heß (cf. 8 décembre 1932) est nommé « Représentant du *Führer* » (*Stellvertreter des Führers*) à la tête de la NSDAP.

24 avril Prise de position radiodiffusée du grand auteur lyrique et membre de l'Académie prussienne des arts, Gottfried Benn, en faveur du nouveau régime et contre ses opposants en exil : « Nous nous trouvons en présence d'un mouvement historique nouveau et authentique ; son expression, sa langue (cf. 24 mars), son droit commencent à s'épanouir [...]. Il n'en est qu'au commencement de son existence et déjà toutes les races qui inclinent à leur fin s'emploient à diffamer son existence [...]. Il n'en est qu'au commencement de son existence et déjà il subit les assauts de tous ceux qui, usant de leur notoriété, se sont entendus pour l'abattre ; mais c'est [186] l'Histoire elle-même qui désarme ces attaques, c'est son essence, laquelle ne procède ni par élections ni démocratiquement. L'Histoire ne procède pas démocratiquement, mais élémentairement, toujours élémentairement en ses grands tournants. Elle n'appelle pas aux élections, elle institue le type biologique nouveau et ignore toute autre méthode [...]. En vérité, c'est toujours l'Histoire et elle seule qui pense [...] ; c'est le nouveau siècle actuel qui a pensé lorsqu'il a forgé la loi en devenir : l'État total ».

25 avril « Loi contre la surcharge des effectifs dans les écoles et universités allemandes » (*Gesetz gegen die Überfüllung deutscher Schulen und Hochschulen*) : limitation de l'accès des Juifs à l'enseignement public.

26 avril Hermann Göring crée la *Gestapo* (*Geheime Staatspolizei = police secrète d'État*) dont la direction est confiée à Rudolf Diels, ex-directeur de la police politique du ministre de l'Intérieur social-démocrate (SPD) de Prusse, Cari Severing (dès la nomination de Göring comme ministre de l'Intérieur de Prusse, fin janvier, Diels s'était

empressé de lui remettre l'ensemble de ses dossiers, notamment celui concernant l'homosexualité de Röhm).

27 avril Franz Seldte, ministre du Travail (cf. 29 janvier) adhère à la NSDAP et décide de l'intégration dans la SA du « Casque d'acier » (*Stahlhelm*), dont il est le premier président. Le second président de l'organisation, Theodor Duesterberg (cf. 19 février 1924, 21 février 1932, 13 et 14 mars 1932) entraîne derrière lui un grand nombre d'anciens combattants du front opposés aux dérives raciales du régime nazi et aux violences perpétrées par la SA ; beaucoup seront ultérieurement internés (cf. 27 juillet 1935) ; Pour sa part, Duesterberg fera un séjour à Dachau puis rejoindra en 1939 le cercle de résistance de l'ancien maire de Leipzig et ex-commissaire du *Reich* au contrôle des prix (*Reichspreiskommissar*, jusqu'au 1^{er} juillet 1935), Cari Friedrich Goerdeler.

28 avril Jusqu'alors ministre sans portefeuille dans le gouvernement du *Reich* (cf. 29 janvier), Hermann Göring est promu ministre du *Reich* pour l'Aéronautique (*Reichsminister für Luftfahrt*) et [187] commandant en chef de l'armée de l'air (*Oberbefehlshaber der Luftwaffe*).

29 avril Création par Hermann Göring (cf. 28 avril) de la « Ligue du *Reich* pour la défense passive » (*Reichsluftschutzbund = RLE*) ; formation de responsables d'immeuble et de quartier en cas d'attaque aérienne : évacuation rapide, gestion des abris, lutte contre l'incendie, sauvetage des personnes enfouies sous les décombres, secourisme (Le troisième *Reich* envisage donc déjà la guerre).

Fin avril – début mai L'ensemble des régions acceptent de se soumettre (cf. 7 avril) au pouvoir central du *Reich*.

1^{er} mai « Journée du travail national » (*Tag der nationalen Arbeit*) ; à Berlin, gigantesque manifestation mise en scène par le ministre de la propagande, Joseph Goebbels, en collaboration avec le jeune architecte Albert Speer (28 ans, membre de la NSDAP depuis 1931) ; réactions admiratives des ambassadeurs étrangers invités.

Annnonce de la mise en chantier prochaine d'un vaste programme autoroutier.

La NSDAP prend des mesures drastiques afin de stopper l'adhésion massive d'opportunistes et d'arrivistes (dénoncés par les « militants

historiques »/ *alte Kämpfer* sous le nom de « ralliés de mars »/ *Märzgefaliene* ou « pique-assiettes de la révolution »/ *Revolutionsschmarotzer*).

2 mai Interdiction des syndicats ; confiscation de leurs avoirs et arrestation des leaders et militants qui refusent de se soumettre.

3 mai L'industriel Gustav Krupp (von Bohlen und Halbach) reçoit les pleins pouvoirs pour coordonner l'activité des entreprises allemandes dans l'esprit souhaité par le « gouvernement de concentration nationale ».

Cari Bosch (*IG-Farben*) rencontre Hitler et lui affirme que chasser les Juifs d'Allemagne reviendra à faire « régresser d'un siècle la physique et la chimie allemande ».

[188]

Création de l'« Aide nationale-socialiste à la Communauté raciale populaire » (*Nationalsozialistische Volkswohlfahrt = NSV*), organisation caritative de la NSDAP dirigée par Erich Hilgenfeldt qui absorbera toutes les autres organisations de bienfaisance ; par-delà sa façade « socialisante », la NSV (1 million de bénévoles) était chargée de développer le potentiel productif et soldatique du peuple allemand en incitant chacun à faire « don de son corps » à la nation (hygiène de vie très stricte, sport, lutte contre l'alcoolisme et le tabagisme, médecine préventive, etc..) ; à souligner que le sort des handicapés physiques et mentaux ne fut jamais le souci de la NSV.

4 mai Dissolution de la « Ligue de combat pour la défense du petit et moyen commerce » (*Kampfbund für den gewerblichen Mittelstand*, cf. 10 mars) dont les débordements antisémites incontrôlés sont contraires à la ligne politique fixée par Hitler (cf. 1^{er} avril). Création de la « Corporation du Reich du commerce allemand et de l'artisanat allemand » (*Reichsstand des Deutschen Handels und des Deutschen Handwerks*) sous la direction du député Theodor Adrian von Renteln, membre de la NSDAP depuis 1928 et nouveau président de la Chambre allemande de l'industrie et du commerce (*Deutscher Industrie- und Handelstag*). Devenu Commissaire général de Lituanie en 1941, von Renteln sera exécuté comme criminel de guerre par les Soviétiques en 1946.

5 mai L'Internationale communiste (*Komintern*) estime que l'expérience du fascisme en Allemagne convaincra « les prolétaires de tous les pays de la nécessité de l'instauration du communisme ».

Prorogation du traité germano-soviétique de neutralité et non-agression signé à Berlin le 24 avril 1926.

Intensification de la persécution contre les sections du Parti social-démocrate (SPD) ; occupation des locaux, confiscation des trésoreries... De nombreux dirigeants SPD sont internés ou s'exilent.

À partir du 6 mai Publication de listes noires (*schwarze Listen*) d'auteurs et écrits à proscrire ; début de l'épuration des bibliothèques [189] par la Ligue allemande nationale-socialiste des étudiants (*Nationalsozialistischer Deutscher Studentenbund = NSDStB*, cf. 1^{er} avril).

8 mai Création de l'« Organisation de la NSDAP pour l'étranger » (*Auslandsorganisation der NSDAP = AO*) sous la direction d'Ernst Wilhelm Bohle qui a rang de *Gauleiter* : recrutement et organisation des Allemands vivant hors des frontières du *Reich* (*Auslandsdeutsche*) dans des sections du Parti nazi afin de préparer le terrain à la politique expansionniste hitlérienne.

Dans la nuit, le député communiste Hans Beimler parvient à s'évader du camp de Dachau : par un récit publié en août à Moscou, traduit en plusieurs langues et largement relayé par la presse internationale, il fera connaître la réalité concentrationnaire du *Reich* hitlérien au monde entier (cf. *Repères*).

10 mai En remplacement des syndicats désormais interdits (cf. 2 mai), création du « Front allemand du travail » (*Deutsche Arbeitsfront = DAF*) par Robert Ley (cf. fin décembre 1927, 9-14 avril 1931, 21 octobre 1932) afin de fédérer, endoctriner et surveiller les travailleurs ; en théorie, l'adhésion au Front du travail est facultative, mais il s'avère très vite que ses adhérents sont privilégiés à l'embauche. Le Front du travail est seul compétent dans l'arbitrage des litiges entre patrons et salariés ; c'est lui qui fixe le règlement des entreprises, les salaires, la durée du travail, etc.. (abolition des conventions collectives).

Création de la « Ligue allemande du *Reich* pour les activités physiques » (*Deutscher Reichsbund für Leibesübungen = DRL*) sous la direction du grand propriétaire terrien et député NSDAP, Hans von

Tschammer und Osten, qui obtiendra en juillet le titre de *Reichssportführer* (chef du sport pour le *Reich*) : prise de contrôle de tous les clubs et associations.

Autodafé des « écrits nuisibles et prohibés » (*schädliches und unerwünschtes Schrifttum*) : dans la soirée, les œuvres majeures de l'esprit allemand sont jetées sur des bûchers devant les universités du *Reich*. À Berlin, c'est le ministre Joseph Goebbels lui-même (cf. 13 mars, 21 mars, 27 mars), entouré de « l'élite universitaire et intellectuelle » de la capitale, qui mène la fête ; [190] tandis que les livres sont livrés aux flammes, des coryphées prononcent religieusement des incantations au feu purificateur :

« Contre la lutte des classes et le matérialisme, pour une communauté raciale et une conception idéaliste de la vie ! Je livre à la flamme les écrits de Marx et Kautsky.

Contre la décadence et la dépravation morale, pour la moralité et les bonnes mœurs dans la famille et l'État ! Je livre à la flamme les écrits de Heinrich Mann, Ernst Glaeser, Erich Kästner.

Contre le sabotage idéologique et la trahison politique, pour le dévouement à notre Communauté raciale populaire et notre État ! Je livre à la flamme les écrits de Friedrich Wilhelm Förster.

Contre une surestimation de la vie pulsionnelle corruptrice des âmes, pour la noblesse de l'âme humaine ! Je livre à la flamme les écrits de Sigmund Freud.

Contre la falsification de notre histoire et la profanation de ses grandes figures, pour le respect de notre passé ! Je livre à la flamme les écrits d'Emil Ludwig et Werner Hegemann.

Contre le journalisme d'essence démocratico-judaïque étranger à notre Communauté raciale populaire, pour une coopération à l'œuvre d'édification nationale qui soit prête à assumer ses responsabilités ! Je livre à la flamme les écrits de Theodor Wolff et Georg Bernhard.

Contre la trahison littéraire à l'égard du soldat de la Grande Guerre, pour une éducation de notre Communauté raciale populaire dans un esprit guerrier ! Je livre à la flamme les écrits d'Erich Maria Remarque (ovation de la foule).

Contre le massacre prétentieux de la langue allemande, pour que soit cultivé le bien le plus précieux de notre Communauté raciale populaire ! Je livre à la flamme les écrits d'Alfred Kerr.

Contre l'impudence et l'arrogance, pour le respect de l'esprit allemand immortel ! Engloutie aussi, ô flamme, les écrits de Tucholsky et Ossietzky (ovation de la foule). »

Début de l'émigration massive de penseurs, scientifiques, écrivains, artistes, musiciens, médecins, psychanalystes, etc... de renommée mondiale en raison de leur opposition au régime et/ou de leur origine juive.

[191]

14 mai Mise en place dans les écoles d'un cours obligatoire de formation politique afin de mettre un terme à la corruption de la jeunesse par les doctrines juives et bolcheviques : « Le gouvernement national tient absolument à la restauration du caractère politique de l'école ; cela signifie que l'école, par l'éducation qu'elle donne, doit conduire les élèves à prendre leur place comme membres de la Communauté raciale populaire afin que notre volonté politique homogène trouve à l'avenir une assise solide et durable ».

17 mai Au Parlement, les députés social-démocrates (SPD) siégeant encore (cf. 5 mai) approuvent la déclaration de politique extérieure de Hitler.

Fondation à Prague par les dirigeants social-démocrates en exil (Otto Wels, Erich Ollenhauer, Friedrich Stampfer) de la « Sopade » (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands im Exil*).

19 mai Loi sur le découpage du *Reich* en 14 « zones économiques » (*Reichswirtschaftsgebiete*, 21 à partir de 1941) à la tête de chacune desquelles sera placé un « Syndic du travail » (*Treuhänder der Arbeit*) chargé de « préserver la paix sociale » (*Wahrung des Arbeitsfriedens*) ; fin de la liberté de négociation sur les salaires (*Tarifautonomie*) « pour dépasser la lutte des classes » (« *zur Überwindung des Klassenkampfes* »), étroit contrôle de la gestion des entreprises afin d'« éliminer tous les profits unilatéraux » (« *Ausschaltung der einseitigen Interessen* ») et d'empêcher les licenciements dits « économiques ».

27 mai En dépit des pressions exercées par les « Chrétiens allemands » et bien qu'il représente le courant minoritaire (cf. mi-avril), le théologien Friedrich von Bodelschwing, très connu en Allemagne comme directeur de l'hôpital psychiatrique de Bethel (près de Bielefeld), est élu à la tête de l'Église évangélique.

28 mai Richard Walther Darré (cf. 19 mars) devient « Chef de la paysannerie du *Reich* » (*Reichsbauernführer*).

[192]

Nomination d'un « Chef des médecins du *Reich* » (*Reichsärztführer*) en la personne de Gerhard Wagner, président depuis 1932 de la « Ligue médicale allemande nationale-socialiste » (*Nationalsozialistischer Deutscher Ärztebund = NSDAB*) créée début août 1929 pour les médecins (adhésion à 45%), puis ouverte en 1930 aux dentistes et pharmaciens ; organisation d'une formation continue pour dispenser l'« hygiène raciale » (*Rassenhygiene*).

Fin mai Suite à des protestations de responsables du Casque d'acier (*Stahlhelm*), du Parti populiste national allemand (DNVP), du Centre catholique (*Zentrum*) et du Parti populaire bavarois (BVP), le ministère de la Justice s'inquiète de « bruits alarmants » concernant les pratiques de la SA dans les camps de concentration.

1er juin Première loi sur la diminution du chômage (*Gesetz zur Minderung der Arbeitslosigkeit*) conçue par le secrétaire d'État aux Finances, Fritz Reinhardt : vaste programme de rénovation des villes du *Reich*, construction de cités ouvrières, etc..

Afin d'inciter les jeunes femmes à rester au foyer (*am Herd*, cf. 20 mars), instauration d'un « prêt au mariage » (*Ehestandsdarlehen*) d'un montant de 600 à 1000 marks (soit environ cinq à huit mois de salaire d'un ouvrier), libre d'intérêts, avec amortissement de 25% par enfant ; à la quatrième naissance, la dette était automatiquement soldée (*abgekindert*). Si elle s'inscrit dans le cadre de la loi sur la diminution du chômage, la politique nataliste du troisième *Reich* relève également de son projet impérialiste ; cf. Adolf Hitler : « Il faut que la femme soit une servante de son mari, une machine à procréer dont le devoir est de mettre au monde des enfants, des soldats pour l'Allemagne » (« *Das Weib muß eine Dienstmagd ihres Mannes sein, eine Gebärmachine, die verpflichtet ist, Kinder zu gebären, Soldaten für Deutschland* »).

2 juin À l'initiative de Martin Bormann, 33 ans, membre de la NSDAP depuis 1927 et trésorier du Parti, création du « don Adolf Hitler » (*Adolf-Hitler-Spende*) : contribution financière annuelle de l'industrie allemande « en tant qu'expression de sa reconnaissance [193] au *Führer* » (« *als Ausdruck des Danks an den Führer* ») s'élevant à 0,5% de la masse salariale (servira notamment à édifier le vaste complexe de l'Obersalzberg, résidence privée de Hitler au Nord-Est de Berchtesgaden).

7 juin « Pacte à Quatre » (*Viermächtepakt*) conclu entre la France, l'Angleterre, l'Italie et l'Allemagne : prorogation des décisions de la Conférence de Locarno (cf. 5 et 16 octobre 1925) et du Pacte « Briand-Kellog » (cf. 27 août 1928).

8 juin L'industriel en optique de Wetzlar, Ernst Leitz (inventeur en 1925 du « Leica » = *Leitz Caméra*), refuse de participer à une réception organisée en l'honneur de Hermann Göring et se lance dans des opérations de soutien aux persécutés du régime (adhérent contraint à la NSDAP en 1941 et étroitement surveillé par la Gestapo, il mettra tout en œuvre pour améliorer le sort des travailleuses forcées — *Fremdarbeiterinnen* — polonaises et soviétiques affectées à son usine et sauvera de la déportation un nombre non négligeable de Juifs et de politiques).

17 juin Le chef des Jeunesses hitlériennes, Baldur von Schirach (cf. 5 avril), est promu responsable de l'ensemble de la jeunesse du *Reich* (*Reichsjugendführer*).

18 juin Interdiction du Parti nazi en Autriche suite à un attentat à la grenade près de Krems-sur-Danube (un mort et trente blessés) ; les nazis autrichiens entrent dans la lutte clandestine sous la conduite d'un certain Leopold (en réalité, leur vrai chef, celui qui a été adoubé par Hitler, est l'avocat viennois Arthur Seyß-Inquart, membre secret de la NSDAP depuis 1932).

19 juin Les responsables social-démocrates (SPD) restés en Allemagne (cf. 17 mai) se désolidarisent publiquement de leurs camarades en exil (« Sopade ») et élisent un comité directeur (Paul Lobe et Wilhelm Hoegner) qui se déclare prêt à coopérer avec le « gouvernement de concentration nationale » sur le mode de la « critique constructive ».

[194]

20 juin « Semaine sanglante » (*Blutwoche*) de Berlin-Köpenick : les SA arrêtent autour de 500 antifascistes ; 91 (parmi lesquels le député et membre du comité directeur de la SPD/cf. 19 juin, Johannes Stelling) seront assassinés ; 71 corps cousus dans des sacs seront retrouvés dans la Dahme (affluent de la Spree en bordure Ouest de Köpenick).

22 juin Interdiction du Parti social-démocrate (SPD, cf. 19 et 20 juin) ; Lobe est interné en camp de concentration, Hoegner émigré en Suisse.

Ordre de Hermann Göring à tous les fonctionnaires de dénoncer tout « critiqueur » (*Kritikaster*) à la Gestapo (cf. 26 avril).

24 juin Sous la pression des « Chrétiens allemands » soutenus par Hitler, le théologien Friedrich von Bodelschwingh (cf. 27 mai) est contraint de démissionner de la direction de l'Église évangélique ; afin de le remplacer, convocation d'un synode pour le 27 septembre.

25 juin En protestation contre son interdiction en Prusse où elle est accusée de « menées dangereuses [...] contre l'État actuel » d'autant qu'elle accueillerait « en son sein les éléments les plus variés hostiles à l'État, notamment des communistes », la congrégation des Témoins de Jéhovah (*Bibelforscher = exégètes de la Bible*, plus de 6000 adeptes) adresse une lettre au chancelier Hitler affirmant qu'elle ne compte dans ses rangs « ni juifs ni communistes » et que, contrairement à ce qui est prétendu, elle « milite pour le maintien de l'ordre et la sécurité de l'État ainsi que pour la promotion des idéaux élevés du gouvernement national ».

26 juin Télégramme à Hitler de l'Association sioniste pour l'Allemagne (*Zionistischer Zentralverband für Deutschland = ZVfD*) saluant la « renaissance nationale allemande » (« *nationale Wiedergeburt Deutschlands* ») et exprimant le vœu que les Juifs puissent eux aussi constituer une nation en Palestine ; Hitler privilégiant à l'époque l'émigration, un « accord de transfert » (*Haavara-Abkommen*) très avantageux pour le *Reich* sera signé en août et [195] perdurera jusqu'en novembre 1938 (« Nuit de cristal »). Toutefois, pour des raisons liées à leur âge, à des impératifs familiaux et/ou financiers, moins de 35% des Juifs allemands quitteront l'Allemagne, d'autant que les autres nations furent souvent plus que

réticentes à les soutenir et que les conditions à l'émigration imposées par les nazis se firent de jour en jour de plus en plus exigeantes.

27 juin Suite à l'interdiction du Parti social-démocrate (cf. 22 juin), la NSDAP détient 65% des sièges au Parlement ; Hitler exige un remaniement ministériel ; Alfred Hugenberg (Parti populiste national allemand = DNVP), ministre de l'Économie, du Ravitaillement et de l'Agriculture (cf. 29 janvier) est poussé à la démission. Il est remplacé à l'Économie par Kurt Schmitt, directeur général des assurances *Allianz*, et à l'Agriculture par Richard Walther Darré, « Chef de la paysannerie du *Reich* » (cf. 28 mai).

Autodissolution du Parti populiste national allemand (DNVP).

Loi sur la mise en œuvre du programme autoroutier (cf. 1^{er} mai) : création de l'entreprise d'État *Reichs-Autobahn* (RAB = Autoroute du *Reich*) sous la direction de Julius Heinrich Dorpmüller, directeur général des chemins de fer du *Reich* (*Reichsbahn*) depuis 1926 (ministre des Transports à partir de 1937, il aura une large part de responsabilité dans l'organisation des convois ferroviaires de déportation) ; parallèlement, l'ingénieur Fritz Todt, membre de la NSDAP depuis 1922, est nommé « Inspecteur général pour le trafic routier allemand » (*Generalinspektor für das deutsche Straßenwesen*). Outre qu'il jouera un rôle essentiel dans la résorption du chômage (d'autant que celui qui refusait d'être affecté sur un chantier — en raison de l'éloignement de sa famille, d'un salaire très bas, et de la dureté du travail qui s'effectuait essentiellement à la main pour occuper le plus d'ouvriers possible — se voyait immédiatement privé de ses indemnités), le programme autoroutier aura également des objectifs militaires : un plan du 27 septembre 1936 montre un axe aboutissant à la frontière autrichienne (Salzbourg), un axe en direction de Dantzig, un axe aboutissant à la frontière polonaise (Gleiwitz/Beuthen), un axe en direction des Pays-Bas (Emmerich, au Sud-Est [196] d'Arnhem), un axe arrivant à la frontière belge (Aix-la-Chapelle), un axe vers la Lorraine et un vers l'Alsace.

À partir du 28 juin Autodissolution de toutes les formations politiques de la République de Weimar. En dépit de la préparation d'un concordat avec le Vatican à laquelle participe à Rome Monseigneur Ludwig Kaas (cf. 24 novembre 1932), le Centre catholique (*Zentrum*) et sa fraction bavaroise (BVP = Parti populaire bavarois) sont contraints

de « fermer boutique » (« *den Laden zuzumachen* », Joseph Goebbels) les 4 et 5 juillet ; aucune réaction du Saint Siège.

30 juin Extension du « paragraphe sur l'aryanité » (cf. 7 avril) : les conjoints et conjointes des personnes d'origine juive sont exclus de la fonction publique.

Juillet Démantèlement par la Gestapo de l'organisation clandestine du Parti communiste sur le territoire du Reich, dirigée par John Schehr.

Suite à l'inquiétude croissante provoquée par les pratiques de la SA dans les camps de concentration (cf. fin mai), ceux-ci passent progressivement entre les mains de la SS ; fermeture des « camps sauvages » (cf. 27 février). En réalité, il s'agit de réduire le pouvoir de la SA qui prend des proportions considérables tant dans les villes que dans les villages, et dont les membres (autour de 4 500 000) s'arrogent, sous des prétextes divers et généralement fort peu « politiques », le droit de vie et de mort sur la population

2 juillet Restructuration de la NSDAP :

Création de la « Direction du Reich de la NSDAP » (*Reichsleitung der NSDAP*) dont les membres (*Reichsleiter* = dirigeants du Reich), personnellement choisis par Hitler, coordonnent l'action du Parti afin que « dans tous les domaines de la vie existe une conduite strictement conforme à la vision du monde nationale-socialiste » (« *auf allen Gebieten des Lebens eine Führung vorhanden ist, die unbeirrbar zur nationalsozialistischen Weltanschauung steht* ») ; auront entre autres le titre de *Reichsleiter* : [197] Rudolf Heß (relations Parti/gouvernement), Martin Bormann (chef du bureau du Parti, puis successeur de Heß/cf. 10 mai 1941), Wilhelm Frick (relations avec le Parlement), Franz Xaver Schwarz (finances), Walter Buch (tribunal du Parti, cf. 27 février 1925), Ernst Röhm (SA) auquel succédera Viktor Lutze (cf. 2 juillet 1934), Heinrich Himmler (SS), Baldur von Schirach (jeunesse), Robert Ley (monde du travail), Joseph Goebbels (propagande et culture), Richard Walther Darré (agriculture), Hans Frank (justice), Alfred Rosenberg (idéologie et relations avec les « partis frères », cf. 1^{er} avril), Max Amann (éditions du Parti), Otto Dietrich (relations avec la presse), Franz Xaver Ritter von Epp (question coloniale).

Mise en place du « corps des dirigeants politiques » (*Korps der politischen Leiter*) représentant autour de 1% de la population et chargé

de son encadrement et de sa surveillance : le *Blockleiter* (dirigeant d'îlot) était responsable d'un groupe d'immeubles ou d'un quartier, soit environ 50 familles ; le *Zellenleiter* (dirigeant de cellule) d'environ 300 familles ; le *Ortsgruppenleiter* (dirigeant de groupe local) d'environ 1500 familles ; venaient ensuite le *Kreisleiter* (dirigeant de circonscription) et le *Gauleiter* (responsable de district) ; de 32 (parmi lesquels Joseph Goebbels/Berlin, Robert Wagner/Bade, Adolf Wagner/Munich et Haute-Bavière, Karl Kaufmann/Hambourg, Albert Forster/Dantzig, Ernst Wilhelm Bohle/Organisation pour l'étranger, cf. 8 mai), le nombre des *Gauleiter* s'élèvera à 43 en 1941 (Baldur von Schirach/Vienne, Franz Hofer/Tyrol, Arthur Greiser/Wartheland — cf. 8 octobre 1939 —, Josef Bürckel/Westmark = Marche occidentale, i.e. Sarre et Lorraine, etc.).

5 juillet La NSDAP reste le seul parti politique d'Allemagne (cf. 28 juin). Hitler proclame la fin de la « révolution nationale socialiste ».

11 juillet les « Chrétiens allemands » (cf. 24 juin) obtiennent l'adoption d'une « Constitution ecclésiastique du *Reich* » (*Reichskirchenverfassung*) prévoyant l'allégeance des ministres du Culte protestant à l'État nazi.

[198]

14 juillet Loi sur la confiscation des biens des « ennemis de la Communauté raciale populaire » (*Volksfeinde*).

Loi sur le retrait de la nationalité allemande (*Ausbürgerung*) aux exilés.

Loi sur l'intégration de l'Église évangélique (cf. mi-avril, 24 juin) à l'État national-socialiste (réclamée le 11 par les « Chrétiens allemands »).

Loi « sur la prévention d'une descendance héréditairement malade » (« *zur Verhütung erbkranken Nachwuchses* ») : stérilisation sous la contrainte (*Zwangsterilisation*) des individus jugés inaptes à la procréation (handicapés physiques, mentaux ou neurologiques ; porteurs d'affections héréditaires ; épileptiques et alcooliques...) après expertise d'un « tribunal de santé héréditaire » (*Erbgesundheitsgericht* = *EGG*).

Loi affirmant le monopole de la NSDAP et interdisant la formation de nouveaux partis politiques (*Gesetz gegen die Neubildung von Parteien*) :

« § 1 : Le Parti national-socialiste est l'unique parti existant en Allemagne.

§ 2 : Quiconque entreprend de maintenir la cohésion d'un autre parti politique ou de former un nouveau parti politique sera frappé de la réclusion jusqu'à trois ans ou d'une peine de prison entre six mois et trois ans si tant est que son acte ne tombe pas sous le coup d'autres dispositions prévoyant une peine supérieure. »

15 juillet Création du Conseil général de l'industrie allemande (*Generalrat der deutschen Wirtschaft*) autour de Gustav Krupp (cf. 3 mai), Fritz Thyssen (cf. 19 janvier), Kurt Von Schröder (cf. 4 janvier).

19 juillet Hans von Tschammer und Osten (cf. 10 mai) devient « Chef du sport pour le Reich » (*Reichsportführer*) et président du comité d'organisation des Jeux olympiques d'hiver (cf. 6-16 février 1936) et d'été (cf. 1^{er}-16 août 1936), dont le CIO a chargé l'Allemagne en 1931.

À Berlin, début de la construction (contribuant à la résorption du chômage) d'un gigantesque « espace sportif du [199] Reich » (*Reichsportfeld*) comprenant le stade olympique (*Olympiastadion*, 97 000 places), la piscine olympique (17 000 places), l'hippodrome (2000 places), la patinoire (16 500 places), les cours de tennis (3300 places), le « théâtre de plein air Dietrich Eckart » (*Dietrich-Eckart-Freilichtbühne*, 20 000 personnes, cf. 26 décembre 1923), un restaurant (5000 personnes), la « Maison du sport allemand » (*Haus des deutschen Sports*), et le « Champ de mai » (*Maifeld*, 200 000 personnes) pour les manifestations de masse ; l'appellation « Champ de mai » renvoie à la tradition nordique instaurée par Charlemagne (*Karl der Große*) de rassembler les troupes en mai (afin que l'herbe soit assez haute pour nourrir les chevaux de la cavalerie) et non au début du printemps comme chez les Romains dont Mars était le dieu de la guerre (*Campus Martius* = Champ-de-Mars).

20 juillet Concordat entre le régime nazi et le Vatican (cf. 28 juin) qui voit en Hitler un moyen efficace pour briser le communisme ; l'Église catholique allemande conserve le droit de pratiquer le culte,

d'avoir des écoles, d'animer des associations culturelles et caritatives ; par contre, l'article 32 interdit toute appartenance ou ingérence politique aux prêtres et autres religieux.

22 juillet Dans la perspective de l'élection des délégués au synode de l'Église évangélique (cf. 24 juin), discours radiodiffusé de Hitler recommandant « instamment » de voter pour les « Chrétiens allemands » ; en cas d'échec, le gouvernement prendra lui-même la direction de l'Église évangélique.

23 juillet Suite au discours d'intimidation de Hitler de la veille, victoire des « Chrétiens allemands ».

24 juillet Interdiction des Témoins de Jéhovah (cf. 25 juin) dans toute l'Allemagne ; début de la persécution de « ces fanatiques » qui « refusent le salut hitlérien, toute fonction au sein de l'État national-socialiste, et s'opposent au service militaire » (Martin Bormann, cf. 2 juin).

[200]

Fin juillet De plus de 6 millions en janvier, le nombre des chômeurs est tombé à 4,4 millions.

1^{er} août Apparition des premières « publications camouflées » (*Tarnschriften* = textes politiques antinazis déguisés en dépliants publicitaires ou sous des couvertures « empruntées » aux éditions de poche *Insel* et *Reclam*) ; éditées en Sarre, toujours sous mandat international (cf. 10 janvier 1920, 30 juin 1930), en France, en Tchécoslovaquie et en Suisse, les *Tarnschriften* étaient acheminées en Allemagne par des réseaux clandestins.

Premières exécutions de militants communistes : les condamnés d'Altona (cf. 17 juillet 1932).

7 août La « Corporation du *Reich* du commerce allemand et de l'artisanat allemand » (cf. 4 mai) devient l'« Organisation nationale-socialiste de l'artisanat, du commerce et des petites entreprises » (*Nationalsozialistische Handwerks-, Handels- und Gewerbeorganisation* = *NS-Hago*) qui sera bientôt assujettie au « Front allemand du travail » (cf. 10 mai), dont von Renteln fera désormais partie de l'état-major.

Mi-août 65 camps de concentration avec environ 45 000 détenus.

18 août Au dixième salon berlinois de la radiodiffusion, Goebbels annonce la commercialisation du *Volksempfänger* (cf. 25 mars) ; baptisé VE 301 (en référence au 30 janvier) par son concepteur Otto Griessing (firme Seibt), il coûte environ 75% moins cher que les appareils classiques, mais ne capte que les programmes officiels. Tout à leur joie de pouvoir enfin posséder une radio, les classes moyennes et populaires ne comprennent pas qu'elles introduisent en réalité la propagande au sein de leur foyer (dans les années 40, lorsqu'il deviendra évident que le « récepteur populaire » n'est qu'un instrument de manipulation, les gens l'affubleront du nom de *Goebbelsschnauze* = gueule de Goebbels).

[201]

31 août – 3 septembre À Nuremberg, cinquième Congrès du Reich de la NSDAP (cf. 1^{er}- 4 août 1929) dit « de la victoire de la foi » (*Sieg des Glaubens*).

13 septembre Création sous l'égide de l'« Aide nationale-socialiste à la Communauté raciale populaire » (*Nationalsozialistische Volkswohlfahrt* = *NSV*, cf. 3 mai) du « Service d'entraide d'hiver » (*Winterhilfswerk* = *WHW*), service caritatif de proximité aux « membres de la Communauté raciale populaire » (*Volksgenossen*) dans la nécessité : servira à accréditer l'idée de « socialisme » hitlérien en évitant aux plus démunis la mendicité dans les rues et la recherche de quelque nourriture dans les poubelles des marchés et des restaurants, mais aussi à recenser les « asociaux » (*Asoziale*) afin de les rééduquer par le travail et de les « socialiser » en camp de concentration.

21 septembre Suite à la « mise en phase » (*Gleichschaltung*) de l'Église évangélique (cf. 11 juillet, 14 juillet, 22 juillet, 23 juillet), le pasteur de Berlin-Dahlem, Martin Niemöller, 41 ans, ancien commandant de sous-marin et selon ses propres dires électeur de la NSDAP depuis 1924, fonde la « Ligue d'urgence pastorale » (*Pfarrernotbund*) à laquelle vont se rallier autour de 7000 ecclésiastiques et responsables d'œuvres protestantes : refus de l'instrumentalisation de la religion à des fins politiques et confession de foi (*Bekennntnis*) fondée sur le strict respect des saintes Écritures.

Ouverture devant la Cour suprême de Leipzig du procès de l'incendie du *Reichstag* (*Reichstagsbrandprozeß* cf. 27 et 28 février, 9 mars). Comparassent : le chômeur d'origine hollandaise, Marinus Van

der Lubbe, pris en flagrant délit dans le bâtiment en flammes ; le président du groupe parlementaire communiste, Ernst Torgler, au nom du Parti communiste d'Allemagne (KPD) ; le Bulgare Georg[i] Dimitrov et ses collaborateurs, Blagoï Popov et Vassil Tanev, au nom de l'Internationale communiste. De ce procès, auquel ont été conviés une centaine de correspondants de presse et qui est radiodiffusé, les nazis espèrent une condamnation mondiale du communisme et une accréditation du troisième *Reich* en tant que « gendarme européen contre le péril rouge ».

[202]

Seconde loi sur la diminution du chômage (cf. 1^{er} juin) assortie d'un budget de 500 millions de marks.

22 septembre Création de la Chambre culturelle du *Reich* (*Reichskulturkammer* = *RKK*) présidée par le ministre du *Reich* à l'Éducation populaire et à la Propagande, Joseph Goebbels, et à laquelle doivent obligatoirement adhérer tous les « travailleurs de l'esprit » (*Arbeiter der Stirn*) ; composée d'une Chambre littéraire (*Reichsschrifttumskammer*), d'une Chambre de la presse (*Reichspressekammer*), d'une Chambre de la radiodiffusion (*Reichsrundfunkkammer*), d'une Chambre musicale (*Reichsmusikkammer*), d'une Chambre théâtrale (*Reichstheaterkammer*), d'une Chambre des beaux-arts (*Reichskammer der bildenden Künste*), et d'une Chambre cinématographique (*Reichsfilmkammer*), la *RKK* enferme toutes les sphères de la vie culturelle dans le carcan du régime.

23 septembre Au procès de l'incendie du *Reichstag* (cf. 21 septembre), les débats évoluent au détriment de l'accusation. Dimitrov dénonce le tribunal et les autorités allemandes pour « falsification visant à attribuer aux communistes des méthodes de terrorisme individuel » ; affrontant courageusement et avec brio le procureur, les avocats et les témoins (dont Göring, le 4 novembre, et Goebbels, le 8), il prend en main la direction du procès dont la retransmission sur les ondes est définitivement interrompue.

À Francfort, lancement effectif du programme autoroutier (cf. 1^{er} mai, 27 juin) : « premier coup de pelle » (*erster Spatenstich*) par Hitler.

27 septembre Au synode de l'Église évangélique, dominé par les « Chrétiens allemands » (cf. 24 juin, 11/14/22/23 juillet), le pasteur militaire Ludwig Müller, proche de Hitler depuis 1927, est élu « évêque du Reich » (*Reichsbischof*).

29 septembre « Loi sur le domaine rural héréditaire » (*Erbhofgesetz*) qui interdit le morcellement des exploitations agricoles de 7,5 à 125 hectares : un unique héritier mâle (*Erbhofbauer* = paysan du domaine héréditaire) est habilité à gérer le bien après avoir fait la preuve de sa « pureté raciale » et de sa fiabilité idéologique. [203] Les ayants droit spoliés (*Landwirte* = exploitants agricoles) sont inscrits sur une liste prioritaire d'implantation (*Ansiedlung*) dans l'« Espace vital à l'Est » (*Lebensraum im Osten*) après sa « germanisation » (*Germanisierung*) ; en attendant, ils s'en vont grossir les rangs de l'armée et de la SS afin de contribuer, dans leur propre intérêt, à la « colonisation » (*Kolonisierung*).

4 octobre Loi sur la profession journalistique (*Schriftleitergesetz*) ; désormais réservée à « celui qui possède la nationalité allemande, n'a pas été privé de ses droits civiques et du droit d'appartenir au service public, est d'origine aryenne et n'est pas marié à une personne d'origine non aryenne [...], possède les qualités requises pour satisfaire à sa mission publique ».

14 octobre L'Allemagne quitte la Conférence de Genève sur le désarmement (cf. 11 décembre 1932).

19 octobre L'Allemagne quitte la Société des Nations (SDN).

Novembre Début du conflit autour de l'expressionnisme : alors que la « Ligue de combat pour la défense de la culture allemande » (cf. *Repères 1929*) exige son interdiction, la Ligue allemande nationale-socialiste des étudiants, soutenue par Goebbels (cf. 22 septembre), cherche depuis juin — dans le sillage de Gottfried Benn (cf. 24 avril), et des directeurs de musée Max Sauerlandt (Hambourg) et Alois Schardt (Halle) — à l'imposer en tant que pilier de la nouvelle esthétique.

9 novembre La commémoration du putsch de 1923 devient fête nationale des « martyrs du mouvement » (*Blutzeugen der Bewegung*) et des « militants historiques » (*alte Kämpfer*) du Parti.

11 novembre Allocution radiodiffusée du président Hindenburg : « Quinze ans après avoir été déshonoré, le peuple allemand s'est relevé ».

12 novembre Double consultation par les urnes (participation : 95,2%) :

[204]

- * Le retrait de la Conférence sur le désarmement (cf. 14 octobre) et de la Société des Nations (cf. 19 octobre) est approuvé à 95,1%.
- * La « liste unitaire de la NSDAP » (*NSDAP-Einheitsliste*) pour le renouvellement du *Reichstag* (cf. 27 juin, 28 juin, 5 juillet, 14 juillet) obtient 92,2%.

13 novembre Manifestation de masse des « Chrétiens allemands » (cf. 27 septembre) au Palais des sports de Berlin où les plus radicaux, conduits par Reinhardt Krause, réclament le rejet de l'Ancien Testament, la révision du Nouveau Testament pour que « l'enseignement du Christ soit conforme à l'idéologie nazie », un serment d'allégeance des pasteurs à Hitler, et l'exclusion de tous les Juifs convertis de l'Église évangélique. L'émoi est tel dans la communauté protestante que l'évêque du *Reich*, Ludwig Müller, est contraint de suspendre Krause.

14 novembre Suite aux résultats électoraux du 12, le vice-chancelier Franz von Papen transmet à Hitler les félicitations des milieux d'affaires : « Vous avez réussi à transformer en neuf mois un peuple déchiré et désespéré en un *Reich* uni par l'espoir et par la foi en son avenir. Même ceux qui étaient jusque-là réservés, vous suivent aujourd'hui sans équivoque... ».

15 novembre À l'Opéra Kroll de Berlin, inauguration de la Chambre culturelle du *Reich* (cf. 22 septembre) par son président, Joseph Goebbels : « Notre intention n'est pas de freiner le développement intellectuel et culturel, mais de le favoriser. L'État veut étendre sur lui sa main protectrice. Les artistes allemands doivent se sentir en sécurité sous son patronage et reconquérir ce sentiment qui les

remplira de bonheur qu'ils sont dans notre État aussi indispensables que les créateurs des valeurs nécessaires à notre existence matérielle. Travailleurs intellectuels (*Arbeiter der Stirn*) et travailleurs manuels (*Arbeiter der Faust*) se tendront la main pour se regrouper en une congrégation éternellement indissoluble. La communauté de tous les créateurs sera réalité et la valeur de chacun à son poste sera fonction de ce qu'il se montrera prêt à accomplir pour la nation et son avenir ».

[205]

18 novembre A Genève (cf. 14 octobre, 12 novembre), la France propose une convention de désarmement qui sera imposée à l'Allemagne et entraînera des sanctions si elle refuse de s'y plier. Opposition de l'Angleterre soutenue par les É.-U. et l'Italie.

20 novembre Circulaire de Martin Bormann (cf. 2 juin, 24 juillet) ordonnant d'envoyer en camp de concentration toute personne qui ne saluera pas « *Heil Hitler !* ».

24 novembre Loi prévoyant des peines de sûreté (*Gesetz über Sicherungsverwahrung*) pour ceux qui se montreraient rétifs aux directives du régime.

À l'initiative de Göring, « Loi du *Reich* sur la protection des animaux » (*Reichstierschutzgesetz*).

27 novembre Afin de planifier et de contrôler les loisirs des Allemands, le Front du travail (cf. 10 mai) crée l'organisation « Force par la joie » (*Kraft durch Freude = KdF*) grâce aux fonds et équipements confisqués aux syndicats, aux organisations travaillistes et juives ; vaste opération propagandiste et de manipulation idéologique : spectacles et concerts dans les entreprises, sport de masse, embellissement du lieu de travail par les ouvriers durant leurs congés, excursions, séjours et croisières touristiques pour les plus méritants, etc..

Création sous l'égide de Hanns Oberlindober de l'« Assistance nationale-socialiste aux victimes de guerre » (*Nationalsozialistische Kriegsopferversorgung = NSKOV*) qui regroupe toutes les organisations de ce type jusqu'alors existantes ; les aides aux mutilés, veuves et orphelins sont désormais attribuées en fonction de leur « dignité nationale » (*nationale Würdigkeit*).

1er décembre « Loi scellant l'unité du Parti et de l'État »

(*Gesetz zur Sicherung der Einheit von Partei und Staat*) :

« § 1 : Après la victoire de la révolution nationale-socialiste, le Parti national-socialiste allemand des travailleurs est porteur de l'idée allemande d'État et est indissolublement lié à l'État. Il est une personne morale de droit public [cf. 11 juillet 1934].

[206]

§ 2 : Afin de garantir l'étroite collaboration des instances du Parti et de la SA avec les autorités publiques, le représentant du *Führer* [R. Heß, cf. 21 avril] et le chef d'état-major de la SA [E. Röhm] sont nommés membres du gouvernement du *Reich*.

§ 3 : Aux membres du Parti national-socialiste, de la SA et des organisations qui en dépendent, incombent, en tant que forces dirigeantes et motrices de l'État, des devoirs supérieurs vis-à-vis du *Führer*, de la Communauté raciale populaire et de l'État. En cas de violation de ces devoirs, ils sont soumis à une juridiction spéciale du Parti et de la SA [cf. 27 février 1927, 2 juillet 1933]. Le *Führer* peut élargir ces dispositions aux membres d'autres organisations.

§ 4 : Est considéré comme violation de ses devoirs tout acte ou négligence s'attaquant ou portant préjudice à l'existence, à l'organisation, à l'activité ou à la réputation du Parti national-socialiste allemand des travailleurs et, plus particulièrement pour la SA, tout manquement à l'ordre et à la discipline [...]. »

Si ce texte consacre le contrôle du Parti sur l'État, caractéristique par excellence du totalitarisme, il consacre aussi l'arrimage du « mouvement » à l'autorité de l'État. En ce sens, il prélude à la liquidation de la tendance nationale-socialiste social-révolutionnaire (cf. 11 mai 1934, 30 juin 1934) qui refuse la « fin de la révolution » (cf. 5 juillet).

14 décembre « Contrat essence » (*Benzin-Vertrag*) entre le gouvernement du *Reich* et l'*IG-Farben*.

15 décembre Reinhard Heydrich, chef du service de sécurité de la SS (cf. 31 décembre 1931), donne ordre de poursuivre les Témoins de

Jéhovah (cf. 25 juin, 24 juillet) : environ 5900 internements en camp de concentration, triangle violet).

À la veille des fêtes, le ministère de la Propagande limite la vente des « cadeaux politiques » : poupées à l'effigie de Hitler, figurines en uniforme SA ou SS, etc..

18 décembre Hitler soumet à la France et à l'Angleterre (cf. 18 novembre) un projet de reconstitution des forces armées allemandes limitée à 300 000 hommes (alors que la SA et la SS représentent [207] déjà à elles seules plus de 4 700 000 hommes) et propose la signature de pactes de non-agression d'une durée de dix ans avec les pays voisins du *Reich*. Dissensions franco-britanniques quant à l'attitude à adopter.

19 décembre L'évêque évangélique du *Reich*, Ludwig Müller (cf. 27 septembre, 13 novembre), prononce l'intégration des mouvements de jeunesse protestants aux Jeunesses hitlériennes (cf. 5 avril).

23 décembre Fin du procès de l'incendie du *Reichstag* (cf. 21 et 23 septembre) : Marinus van der Lubbe est condamné à mort et sera décapité le 10 janvier 1934. En dépit de leur relaxe — faute de preuves — par le tribunal, les accusés communistes sont maintenus en détention par la Gestapo (*Außergerichtliche Strafverfolgung* = procédure pénale extrajudiciaire) ; Ernst Torgler est envoyé en camp de concentration (libération en 1935 par Goebbels qui l'utilisera comme speaker pour des émissions prétendument diffusées par des émetteurs communistes clandestins afin de semer la panique dans les populations, notamment en France du 3 septembre 1939 au 25 juin 1940) ; Dimitrov, Popov et Tanev seront extradés pour Moscou le 27 février 1934, après avoir été faits citoyens soviétiques par Staline.

Suite au fiasco du procès de l'incendie du *Reichstag* (cf. supra), la Ligue des juristes allemands nationaux-socialistes (*Bund Nationalsozialistischer Deutscher Juristen* = *BNSDJ*) et l'Académie pour le droit allemand (*Akademie für deutsches Recht*), fondées et dirigées par Hans Frank (cf. 23 et 25 septembre 1930, 13 octobre 1930, 29 janvier et 2 juillet), exigent « une réforme fondamentale » du système juridique, « à bien des égards encore influencé par [la] pensée libérale » : « Il nous est absolument impossible d'adhérer aux motivations du tribunal, vu qu'elles sont parfaitement incompatibles avec la conscience juridique de l'État allemand dans ses orientations politiques actuelles. Si le jugement avait été prononcé en conformité

avec le droit authentique, lequel prend racine dans le bon sens de notre Communauté raciale populaire et doit de nouveau faire autorité dans la nouvelle Allemagne, son contenu aurait été tout autre [...]. Si, en [208] Allemagne, la révolution nationale-socialiste n'avait pas mis le communisme et ses représentants hors d'état de nuire, le danger communiste n'aurait jamais été éliminé par des procédures judiciaires viciées du style de celle qui vient de s'achever ».

REPÈRES CULTURELS ET IDÉOLOGIQUES

Franz Hammer, *L'Infirmes* (réquisitoire contre l'eugénisme/cf. 14 juillet, puni d'un séjour en camp de concentration). L'écrivain expressionniste, Armin T. Wegner, écrit à Hitler pour lui demander de reconsidérer sa position sur le problème juif dans l'intérêt national (camp de concentration puis exil dans un village près de Palerme). À l'étranger, publication de nombreux écrits politiques de dénonciation du régime nazi : Bruno Frei, *Comment Hitler est arrivé au pouvoir* ; Willi Münzenberg *et al.*, *Le Livre brun sur l'incendie du Reichstag* ; Egon Erwin Kisch, *Les Dessous de l'incendie du Reichstag* ; Hans Beimler (cf. 8 mai), *Au camp des assassins de Dachau*. Parution des premiers romans antinazis par des auteurs en exil : Lion Feuchtwanger/*La Fratrie Oppenheim* et Anna Seghers, *Une Tête mise à prix* (à Amsterdam où Klaus Mann, fils de Thomas Mann, anime les éditions antifascistes « Querido » et la revue *Die Sammlung*) ; Adam Scharrer/*Les Taupes* (éditions Malik, à Prague) ; Walter Kolbenhoff/*Les Sous-Hommes* (à Copenhague où le psychiatre-psychoanalyste Wilhelm Reich, qui vient de faire paraître *Psychologie de masse du fascisme*, a créé les éditions Trobris). Au Kulturbund de Vienne, conférence du philosophe phénoménologue d'origine juive, Edmund Husserl, contre la conception zoologique des peuples ; son successeur à la chaire de Fribourg-en-Brisgau et nouveau recteur de l'Université, Martin Heidegger, apporte son soutien à la politique hitlérienne : « Ne cherchez pas les règles de votre être dans des dogmes et des idées, c'est le *Führer* lui-même et lui seul qui est la réalité allemande d'aujourd'hui et de demain, et qui est sa loi ». Ernst Forsthoff (professeur de droit), *L'État total* (« L'État total [...] consiste en l'implication totale de chaque individu pour la nation. Cette implication

abolit le caractère privé de l'existence individuelle »). Gottfried Benn (cf. 24 avril, novembre), *L'État nouveau et les intellectuels*. Johann von Leers, *Les Juifs t'observent* (catalogue de l'influence juive dans les domaines de la politique, de la science, de l'art et de la littérature, de la musique, du cinéma, de [209] la banque, du commerce et de l'industrie). Le céléberrime chef d'orchestre, Wilhelm Furtwängler, proteste auprès de Goebbels contre les mesures antisémites et antimodernistes dans le domaine musical ; il démissionnera en 1934 de la direction du Philharmonique de Berlin où il sera remplacé par Herbert von Karajan, mais n'en poursuivra pas moins ses tournées triomphales à travers l'Allemagne. Fermeture définitive du *Bauhaus* (cf. *Repères 1922. 1923. 1925. 1926. 1928. 1930. 1932*) pour « bolchevisme architectural ». Mise en chantier de la « Maison de l'art allemand » (*Haus der Deutschen Kunst*) à Munich sur un projet de l'architecte nazi Paul Ludwig Troost (cf. 5 juillet 1930). Première de la pièce culte, *Schlageter* (cf. 26 mai 1923), de l'ancien expressionniste Hanns Johst : « Quand j'entends le mot culture, je sors mon révolver » (très exactement : « [...], j'arme mon Browning » — un pistolet et non un révolver/« *Wenn ich das Wort Kulture höre, entsichere ich meinen Browning* »). Le sculpteur graphiste Käthe Kollwitz et l'écrivain Heinrich Mann sont exclus de l'Académie prussienne des Arts (rôle comparable à l'Institut de France). Réalisation par Leni Riefenstahl du film *La Victoire de la foi* (sur le congrès de Nuremberg, cf. 31 août-3 septembre). Interdiction par Goebbels du *Testament du Docteur Mabuse* de Fritz Lang (dénonciation des techniques totalitaires). Sortie sur les écrans de longs métrages d'héroïsation du mouvement hitlérien : *Le SA Brand* (Franz Seitz), *Hans Westmar* (Franz Wenzler, d'après le livre *Horst Wessel* de Hanns Heinz Ewers /cf. 14 et 23 janvier 1930, *Repères 1932*) ; *Hitlerjunge Quex* (Hans Steinhoff d'après Karl Alois Schenzinger/cf. *Repères 1932* ; analyse détaillée in T. Feral, *La Mémoire féconde*, pp. 43-55 ; ce film fera de l'hymne des Jeunesses hitlériennes, composé par Baldur von Schirach et Hans-Otto Bergmann, un véritable « tube ») ; avec *Les Fugitifs* (d'après le roman de Gerhard Menzel : la persécution des Allemands de la Volga par les Bolcheviques et la lutte héroïque d'un meneur qui se sacrifie pour les sauver) et *L'Aurore* (le huis clos de l'équipage d'un sous-marin coulé durant la Première Guerre mondiale : « Je pourrais mourir dix fois, cent fois pour notre Allemagne »), Gustav Ucicky devient le premier lauréat du « Prix d'État du cinéma » (*Filmstaatspreis*) créé par Goebbels. Au

festival théâtral de Heidelberg, succès de *Passion allemande* de Richard Euringer, première représentation d'une « pièce *Thing* » (*Thingspiel*), tentative d'instauration d'une forme scénique typiquement nationale-socialiste censée faire communier, dans de gigantesques amphithéâtres en plein air (*Thingstätten*), la [210] Communauté raciale populaire dans l'extase mystique du culte aryen. Outre Richard Euringer, les principaux auteurs *Thing* seront Kurt Eggers (*Annaberg, Job l'Allemand*), Heinrich Lersch (*Peuple en devenir*) et Eberhard Wolfgang Möller (*Le Jeu de dés de Frankenburg*). Très vite boudé par le public en raison de la monotonie des spectacles (thématique strictement codifiée), mais aussi des caprices de la météo, le *Thing* (qui désignait chez les Germains l'assemblée du peuple où se prenaient les grandes décisions) connaîtra un échec cinglant ; en 1937, Goebbels mettra définitivement un terme à l'expérience et imposera le retour à des formes plus conventionnelles : Johst (cf. supra), Franz Schauwecker (*La Décision*), Friedrich Bethge (*La Marche des vétérans*), les comédies de Bruno Wellenkamp (*Les Grenouilles de Büschebüll*), et surtout les grands classiques habilement récupérés (Goethe et Schiller promus précurseurs du national-socialisme !!!).

[210]

**Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.**

Année 1934

[Retour à la table des matières](#)

1^{er} janvier La Commission d'enquête et d'arbitrage des conflits internes au Parti nazi (*Urschla*), dirigée depuis le 22 novembre 1927 par Walter Buch (cf. 27 février 1925, 2 juillet 1933), devient « Tribunal suprême du Parti » (*Oberstes Parteigericht*).

La loi « sur la prévention d'une descendance héréditairement malade » (cf. 14 juillet 1933) est étendue aux « asociaux » (*Asoziale*), aux militant[e]s d'obédience marxiste « dont l'activité relève d'une perturbation génétique au même titre que les criminel[le]s », aux prostitu[é]es et aux homosexue[le]s.

20 janvier Loi sur l'organisation du travail national (*Gesetz zur Ordnung der nationalen Arbeit*) : inféodation de l'ensemble des entreprises à l'État nazi, renforcement des pouvoirs des « Syndics du travail » (*Treuhänder der Arbeit*, cf. 19 mai).

[211]

24 janvier Hitler nomme Alfred Rosenberg (cf. 1^{er} avril 1933) « Mandataire du *Führer* pour la surveillance de l'ensemble de la formation et de l'éducation spirituelle et idéologique de la NSDAP » (*Beauftragter des Führers für die Überwachung der gesamten geistigen und weltanschaulichen Schulung und Erziehung der NSDAP*).

Pour gérer les activités de la « Force par la joie », (cf. 27 novembre 1933), Robert Ley (cf. 10 mai 1933) fait appel non à Rosenberg (cf. supra), mais à Goebbels (cf. 22 septembre et 15 novembre 1933) qui

délègue à cette mission deux « jeunes loups » de son ministère, les peintres Otto Andréas Schreiber et Hans Weidemann, ex-responsables de la Ligue allemande nationale-socialiste des étudiants (cf. 15 février 1926).

Le conflit autour de l'expressionnisme (cf. novembre 1933) commence à dégénérer en une lutte ouverte entre Goebbels et Rosenberg (cf. novembre 1933, cf. également *Repères*) pour la gouvernance de la politique culturelle ; trop absorbé par ailleurs (politique étrangère, perte de popularité, succession du président Hindenburg, Röhm et la SA, cf. infra), Hitler laissera faire jusqu'au Congrès du Parti, début septembre, où il réglera le problème en limitant les activités de Rosenberg à l'APA (Office de politique extérieure de la NSDAP, cf. 1^{er} avril 1933) et à la mise en place d'une future « Haute École de la NSDAP » (*Hohe Schule der NSDAP*, sorte d'école normale supérieure) qui ne dépassera jamais le stade embryonnaire.

26 janvier Pacte de non-agression entre l'Allemagne nazie et le régime dictatorial polonais du maréchal Josef Pisulski et du colonel Jozef Beck (ministre des Affaires étrangères connu pour ses sentiments antifrançais) : « Les deux gouvernements [...] sont [...] décidés à appuyer leurs relations réciproques sur les principes contenus dans le Pacte de Paris du 27 août 1928 ».

30 janvier Loi sur la réorganisation administrative du *Reich* (*Gesetz über den Neuaufbau des Reichs*) : les régions (*Länder*) perdent leur autonomie, dissolution des Conseils régionaux (*Landtag*).

[212]

Fin janvier Le nombre de chômeurs (cf. fin juillet 1933) est tombé à 3,7 millions.

Présentation par la firme Porsche du prototype de la future « voiture pour le peuple » (*Volkswagen*).

1^{er} février Assassinat de responsables communistes incarcérés : John Schehr (cf. juillet 1933), Eugen Schönhaar, Rudolf Schwarz, Erich Steinfurth.

6 février Dans la soirée à Paris, manifestation sanglante de l'extrême droite sur la place de la Concorde. Appel des communistes et des socialistes à s'unir pour défendre la République.

7 février Le gouvernement du *Reich* décide de créer les conditions d'une politique expansionniste.

Début des « pèlerinages » étrangers à Berchtesgaden : réception par Hitler d'une délégation française d'anciens combattants conduite par Jean Goy (UNC = Union nationale des combattants), ainsi que d'une délégation anglaise. Au cours de l'année, plusieurs personnalités britanniques et françaises rendront visite au *Führer* et adhéreront, au nom de la paix future, à son projet (encore assez confus) d'un « nouvel ordre européen » (*Neuordnung Europas* = *NOE*, cf. 31 mai 1940).

14 février Abolition (cf. 30 janvier) de la chambre représentative des intérêts des *Länder* (*Reichsrat*) : la centralisation administrative est acquise (*Verreichlichung* = mise sous tutelle du *Reich*). La France adresse une note à l'Allemagne exigeant un contrôle des armements ainsi que la dissolution de la SA/SS (cf. 18 décembre 1933)

24 février Gertrud Scholtz-Klink, 32 ans, membre de la NSDAP depuis 1928 et épouse du général SS August Heißmeyer (cf. 20 avril 1933) est nommée « cheftaine des femmes du *Reich* » (*Reichsfrauenführerin*).

28 février Discours secret de Hitler devant les responsables militaires : rejet du projet d'Ernst Röhm (cf. 1^{er} décembre 1933) [213] d'intégrer l'armée du *Reich* (*Reichswehr*) — considérée comme un bastion réactionnaire —, à une superstructure dominée par la SA (« ce rocher grisâtre/*dieser graue Felsen* doit être englouti par la marée brune » / *in der braunen Flut untergehen* »), et garantie qu'elle sera seule habilitée à conduire le réarmement et à planifier la conquête de l'« Espace vital » (*Lebensraum*).

Mars Jusqu'à la fin du mois d'avril, conformément aux dispositions de la loi sur l'organisation du travail national promulguée le 20 janvier, vote dans les entreprises pour l'approbation des « Conseils de confiance » (*Vertrauensräte*, en remplacement des comités d'entreprise) proposés par le « Front allemand du travail » (cf. 10 mai 1933) en accord avec les « Syndics du travail » (cf. 19 mai 1933) ; les travailleurs refusent à plus de 50% (et jusqu'à 75%) les listes uniques imposées, soit en s'abstenant, soit en protestant sur les bulletins de vote.

1^{er} mars Les pasteurs Martin Niemöller (cf. 21 septembre 1933) et Theophil Wurm sont interdits d'exercice de leur ministère. Suite aux

protestations massives de leurs paroissiens, ils seront réinvestis en juillet.

23 mars Décision du gouvernement (cf. 23 décembre de 1933), en réunion restreinte (Hitler, Göring, Röhm, Frick/Intérieur, Gürtner/Justice), de modifier la législation pénale et d'instaurer une « Cour de justice de la Communauté raciale populaire » (*Volksgerichtshof* = *VGH*).

26 mars Le *Reich* publie son budget militaire (augmentation de 50%) : selon les estimations, il aura récupéré en 1939 son potentiel de 1914. La France souhaite une intervention pour violation du traité de Versailles : refus de l'Angleterre et de la Belgique dont le gouvernement, sous influence flamande, est plus favorable à l'Allemagne qu'à la France. Celle-ci se contentera donc de démarches diplomatiques menées par le ministre des Affaires étrangères, Louis Barthou, qui s'efforcera de créer, en vain, une coalition antihitlérienne (détail in Bloch/1986, pp. 123-136). Après l'assassinat de Barthou à Marseille, le 9 octobre (meurtre initié par Berlin ?), [214] son successeur, Pierre Laval, met progressivement en place une politique favorable au *Reich*. Le 4 décembre, Hitler déclare à ses ministres : « Les Français ont définitivement manqué l'occasion d'une guerre préventive ».

29 mars Création du « Service rural » (*Landdienst*) pour les Jeunesses hitlériennes (aide aux travaux des champs) et de l'« Année rurale » (*Landjahr*), camps de huit mois à la campagne pour les jeunes au chômage ou en difficultés scolaires afin de les former à la vie paysanne et surtout de les conditionner idéologiquement et militairement.

1er avril À la demande de Hitler, Göring démet Rudolf Diels (cf. 26 avril 1933) de la direction de la Gestapo et le remplace par Heinrich Himmler afin d'unifier la police politique et d'accroître son efficacité sur l'ensemble du territoire du *Reich*.

15 avril Fondation par Rudolf Heß de la « Commission administrative de censure du Parti pour la protection des publications nationales-socialistes » (*Parteiamtliche Prüfungskommission zum Schutze des NS-Schrifttums* = *PPK*) dont la direction est confiée à Philipp Bouhler, 35 ans, membre de la NSDAP depuis 1920 : chargée de contrôler au préalable l'ensemble du matériel devant être imprimé au

nom du Parti et de ses organisations ; pour des raisons économiques évidentes, seules les éditions Eher (cf. 17 décembre 1920) étaient autorisées à fabriquer et à diffuser les écrits officialisés par la *PPK* qui, en outre, aura, à partir de janvier 1936, la responsabilité de la rédaction du répertoire mensuel de la « Bibliographie nationale-socialiste » (*Nationalsozialistische Bibliographie = NSB*) présentant les nouveautés bénéficiant de la faveur du régime.

20 avril Heinrich Himmler prend ses fonctions de directeur de la Gestapo (cf. 1^{er} avril) et s'adjoit Reinhard Heydrich (cf. 31 décembre 1931, 15 décembre 1933) comme chef du Service de sécurité du *Reich* (SD).

[215]

22 avril Fondation de l'« Église confessante » (*Bekennende Kirche = BK*) sous l'égide du pasteur Martin Niemöller (cf. 21 septembre 1933, 1^{er} avril 1933) ; convocation pour la fin mai du synode de Barmen/Wuppertal afin de coordonner la résistance protestante aux « Chrétiens allemands » (cf. 27 septembre 1933, 13 novembre 1933).

24 avril « Loi de réforme des dispositions de la législation pénale et de la procédure pénale » (*Gesetz zur Änderung von Vorschriften des Strafrechts und des Straperfahrens*) dont l'article 3 instaure la « Cour de justice de la Communauté raciale populaire » (*Volksgerichtshof*, cf. 23 mars) :

« § 1 : Une Cour de justice de la Communauté raciale populaire est instaurée afin de juger les actes de haute trahison et d'atteinte à la sécurité de l'État. En audience au fond, la Cour de justice de la Communauté raciale populaire est composée de cinq membres, président inclus ; en dehors des audiences au fond, de trois membres, président inclus ; il est obligatoire que le président et un assesseur soient des magistrats professionnels. Plusieurs chambres peuvent être constituées. Le ministère public est représenté par le procureur général du *Reich*.

§ 2 : Les membres de la Cour de justice de la Communauté raciale populaire et leurs suppléants sont nommés pour cinq années par le chancelier du *Reich* sur proposition du ministre de la Justice du *Reich*.

§ 3 : La Cour de Justice de la Communauté raciale populaire est compétente pour instruire et juger en première et en dernière instance

tout acte de haute trahison [...], d'atteinte à la sécurité de l'État [...], d'atteinte à la personne du président du *Reich* [...], ainsi que tous les crimes décrits au § 5 [...] de l'ordonnance présidentielle [...] du 28 février 1933 [...].

§ 5 : [...] Aucun recours juridique n'est autorisé contre les décisions de la Cour de justice de la Communauté raciale populaire. »

Fin avril En remerciement du transfert de la direction de la Gestapo à Himmler (cf. 1^{er} avril) Hermann Göring est nommé « Maître des forêts et Grand-Veneur du *Reich* » (*Reichsforst- und Reichsjägermeister*).

[216]

1^{er} mai Bernhard Rust, 51 ans (cf. 24 janvier 1926), député au *Reichstag* depuis 1930 (après son renvoi de l'enseignement pour pédophilie) et Commissaire du *Reich* aux questions culturelles pour la Prusse depuis février 1933, est nommé ministre du *Reich* des Sciences, de l'Éducation et de la Formation populaire (*Reichsminister für Wissenschaft, Erziehung und Volksbildung*).

Création par Rudolf Heß du « Bureau de politique raciale de la NSDAP » (*Rassenpolitisches Amt der NSDAP*) chargé d'éduquer la population (revues, conférences, films...) dans les domaines de la « raciologie » (*Rassenpflege*) et de la santé publique (*Gesundheitspflege*) ; dirigé par Walter Grob, 30 ans, médecin et membre de la NSDAP depuis 1925.

En Autriche, après avoir interdit le Parti communiste (mai 1933), le Parti nazi (cf. 18 juin 1933), et écrasé dans le sang la Social-démocratie et toute opposition de gauche (insurrection ouvrière du 12 février 1934), le chancelier Engelbert Dollfuß (alliance des Chrétiens sociaux et de la formation austrofasciste *Heimwehr* du prince Ernst Rüdiger von Starhemberg soutenu par Mussolini) proclame une nouvelle Constitution qui établit un régime autoritaire (Starhemberg, vice-chancelier).

11 mai L'usure de la popularité du *Führer* qui se manifeste depuis mars est de plus en plus flagrante : la population, qui avait espéré de lui des miracles, ne voit guère d'amélioration de son statut économique ; les fonctionnaires déplorent l'incompétence et les abus des nouveaux cadres souvent sortis de la SA ; les industriels (Fritz Thyssen)

s'insurgent contre la « perpétuation calamiteuse du combat idéologique » (« *verhängnisvolle Verewigung des weltanschaulichen Kampfes* ») par les « bataillons bruns » d'Ernst Röhm.

Dans un discours au Palais des sports de Berlin, Goebbels proclame la lutte ouverte contre les « dénigreur et critiquailleurs » (« *Miesmacher und Kritikaster* ») du gouvernement national (cf. 11 mai) ; ils seront traités comme des criminels nuisibles à la Communauté raciale populaire (*Volksschädlinge*).

15 mai Loi de régulation de l'emploi (*Gesetz zur Regelung des Arbeitseinsatzes*) afin de stopper l'exode rural et de désengorger [217] les villes et les grands centres industriels par la relance de l'activité agricole (suppression du chômage et autarcie, cf. 19 mars 1933).

À partir de la mi-mai Suite au discours de Goebbels du 11 mai, début de la campagne contre « les éléments bolcheviques camouflés qui parlent d'une seconde révolution », à savoir Ernst Röhm et bon nombre de SA (« comme le bifteck, bruns en surface et rouges à l'intérieur / *wie Beefsteak, außen braun und innen rot* ») qui persistent à exiger la mise en œuvre des points anticapitalistes du Programme de la NSDAP (cf. 24 février 1920).

Le ministre de l'Armée, Werner von Blomberg (que Röhm aspire à remplacer, cf. 28 février) et son secrétaire d'État, le général Walter von Reichenau, s'indignent de l'attitude des SA envers les militaires et exigent que tout membre de l'armée régulière, de l'officier au soldat, ait préséance (« *Überlegenheit des Offiziers und des einfachen Mannes des Heeres* ») sur les membres de la SA : « Le jeune SA doit reconnaître sans ambiguïté la supériorité de l'armée et incliner de tout son cœur à rejoindre l'armée » (« *Der junge SA-Mann erkennt klar und deutlich die Überlegenheit des Heeres an und neigt mit vollem Herzen zum Heer* »).

29 mai La police reçoit l'ordre d'abattre sans sommation les colleurs d'affiches et les distributeurs de tracts antinazis.

Jusqu'au 31 mai, premier synode de l'« Église confessante » (cf. 22 avril) à Barmen/Wuppertal : adoption d'une « déclaration théologique » d'opposition au totalitarisme nazi et de refus de tout « guide » autre que la parole des Évangiles.

7 juin Lettre pastorale de l'Église catholique allemande (cf. 20 juillet 1933) s'insurgeant contre les projets de déchristianisation de la

jeunesse, de déconfessionnalisation de la vie publique et d'eugénisation de la société telles que prônées dans *Le Mythe du XX^e siècle* par Alfred Rosenberg (cf. *Repères 1930*) pour lequel les valeurs de l'Église romaine d'amour du prochain, de charité et d'humanité, sont — ainsi que sous leurs formes laïcisées (esprit des lumières, marxisme, franc-maçonnerie) — une « judaïsation » [218] visant à l'abâtardissement des « forces organiques des peuples de sang nordique » (mis à l'index par le Vatican).

9 juin Le Service de sécurité du *Reich* (SD), dirigé par Reinhard Heydrich (cf. 20 avril), devient seul compétent en matière de renseignement intérieur.

14 – 15 juin Rencontre Hitler - Mussolini à Venise : après d'âpres discussions en tête à tête (dont on ne connaît que fragmentairement la teneur), accord pour remettre à plus tard le débat sur un éventuel *Anschluß* de l'Autriche à l'Allemagne (cf. 1^{er} mai). D'autre part, le *Duce* aurait conseillé au *Führer* de se débarrasser de Röhm et des éléments les plus turbulents de la SA.

17 juin À l'université de Marburg, discours du vice-chancelier du *Reich*, Franz von Papen, rédigé par Edgar Julius Jung (cf. 8 janvier 1924) ; dénonciation de « la deuxième vague pour achever la révolution » et des « fous excités [...] qui passent la mesure » en voulant faire du bolchevisme (Le Röhm et la SA) alors que le sens même de l'avènement du national-socialisme réside dans la lutte contre le bolchevisme, critique de la distorsion existant entre « la volonté spirituelle » dont le *Führer* est le phare et « la pratique quotidienne » qui « déshonore l'œuvre juste entreprise », condamnation de l'ochlocratie (règne de la populace) totalitaire et raciste au profit d'un *Reich* chrétien et fédéral dirigé par une aristocratie intellectuelle, industrielle et militaire.

24 juin Au 32^e Congrès catholique à Berlin, le dirigeant de l'Action catholique, Erich Klausener, haut fonctionnaire au ministère prussien des Transports (protégé par le Concordat, cf. 20 juillet 1933), dénonce le programme racial du régime hitlérien devant 60 000 participants.

25 juin Discours de Rudolf Heß retransmis par Radio Cologne : avertissement solennel à ceux qui prônent la « seconde révolution » (cf. mi-mai).

Ernst Röhm est exclu de l'Association du *Reich* des officiers allemands (*Reichsverband deutscher Offiziere*).

[219]

Arrestation de Edgar Julius Jung (cf. 17 juin) par la Gestapo sur ordre personnel de Hitler.

26 – 28 juin Nombreuses interventions de Göring et Goebbels condamnant tant l'idée de « seconde révolution » (cf. 25 juin) que « l'œuvre de la réaction » (cf. 17 juin, 24 juin). La propagande fait circuler des rumeurs concernant un putsch imminent.

Dans la soirée du 28, Hitler téléphone à Ernst Röhm qui est en cure rhumatismale à Bad Wiessee (sur le Tegernsee en Bavière) ; il lui propose de venir le rencontrer le 30 juin en présence des principaux chefs SA. Röhm accepte et convoque les personnes concernées (la SA est en congé pour un mois depuis le 1^{er} juin).

29 juin Le général-ministre Werner von Blomberg (cf. mi-mai), proclame l'unité de l'armée et de l'État (« *Reichswehr und Staat sind eins geworden* »).

Mobilisation générale de la SS ; le général Werner von Fritsch, commandant en chef de l'infanterie, reçoit l'ordre de mettre des armes ainsi que des véhicules à sa disposition, et éventuellement de soutenir son action.

30 juin « Nuit des longs couteaux » (*Nacht der langen Messer*) : coup de main de la SS contre Ernst Röhm et les chefs SA (cf. 28 juin) qui sont exécutés sur place ou dans les deux jours qui suivront à la prison de Munich/Stadelheim (autour de 90 victimes selon les recherches les plus sérieuses).

1^{er} juillet À partir de 10 heures, « Opération Colibri » (*Kolibri*) qui frappe les conservateurs, les ennemis personnels de Hitler, et quelques personnes détentrices d'informations gênantes :

- * La SS investit la vice-chancellerie : les collaborateurs de Franz von Papen (cf. 17 juin) sont exécutés (Herbert von Bose, chef de cabinet) ou arrêtés. Le vice-chancelier est mis aux arrêts.
- * Edgar Julius Jung (cf. 25 juin) est transporté dans une forêt près d'Oranienburg et assassiné par la Gestapo.

[220]

- * Erich Klausener (cf. 24 juin) est abattu dans son bureau du ministère prussien des Transports.
- * Le général et ex-chancelier Kurt von Schleicher et son épouse sont tués à leur domicile de Neubabelsberg (près de Potsdam), ainsi que, quelques heures plus tard, le général Kurt von Bredow, ancien bras droit de von Schleicher.
- * Sont également victime de la purge : Gregor Strasser (cf. 3, 5, 8 décembre 1932), Otto Ballerstedt (président des autonomistes bavarois qui avait fait un procès à Hitler en septembre 1921 après avoir été rossé par la SA), Gustav von Kahr (considéré comme responsable de l'échec du putsch de novembre 1923), le journaliste catholique antinazi Fritz Gerlich (à Dachau où il croupissait depuis mars 1933 pour s'être livré à des investigations sur le passé du *Führer*), le père Bernhardt Stempfle (qui avait collaboré à la rédaction de *Mein Kampf*), les membres du commando des incendiaires du *Reichstag* et leur chef, Karl Ernst.

2 juillet Le président Hindenburg félicite Hitler d'avoir « étouffé dans l'œuf les intentions des traîtres ».

Viktor Lutze, membre de la NSDAP depuis 1922, député au *Reichstag*, préfet de police de Hanovre, et de longue date opposé à Röhm dont il avait désapprouvé le rappel (cf. 6 janvier 1931), est nommé chef d'état-major de la SA.

Épuration de la SA conduite par Walter Buch (cf. 1^{er} janvier 1934) ; à la frontière polonaise, la police de Pisuldski (cf. 26 janvier) aide la SS et la Gestapo à traquer ceux qui cherchent à fuir l'Allemagne ; environ 200 éliminations physiques et 700 internements en camp de concentration (en général, affectation à des fonctions d'organisation interne allant de « capo »/*Kapo* à « doyen du camp »/*Lagerältester*).

La SS devient seule compétente dans la gestion des camps de concentration.

L'Allemagne décide l'annulation de toutes ses dettes envers l'étranger.

3 juillet Promulgation par le ministre de la Justice, Franz Gürtner (cf. 29 janvier 1933), d'une loi à effet rétroactif légitimant la [221] purge du 30 juin/1^{er} juillet « en tant qu'acte de légitime défense de l'État » (*Staatsnotwehr*).

Par un ordre du jour, le général-ministre Werner von Blomberg (cf. mi-mai, 29 juin), appelle l'armée à témoigner au chancelier Hitler « sa reconnaissance par son dévouement et sa fidélité ».

4 juillet Suite à la décision du 2 juillet sur la gestion exclusive par la SS des camps de concentration, Theodor Eicke (42 ans, ancien responsable de la sécurité chez *IG-Farben*, membre de la NSDAP depuis 1928, commandant de Dachau et exécuter de Röhm) est nommé « Inspecteur des camps de concentration et chef des compagnies de surveillance SS » (*Inspekteur der Konzentrationslager und Führer der SS-Wachverbände*) plus connues sous le nom de « compagnies tête de mort » (*Totenkopfverbände = SS-T*).

7 juillet À la demande de Hitler, le « Chef de la chancellerie du Reich » (*Chef der Reichskanzlei*), Hans Heinrich Lammers (55 ans, ex-membre du Parti populiste national allemand/DNVP et ex-conseiller juridique au ministère de l'Intérieur du *Reich* de 1922 au 30 janvier 1933, membre de la NSDAP depuis 1932), tente de convaincre Franz von Papen de démissionner de la vice-chancellerie (cf. 17 juin, 1^{er} juillet) et d'accepter le poste d'ambassadeur au Vatican (c'est lui qui avait signé le Concordat avec le secrétaire du Pape, le cardinal Eugenio Pacelli, cf. 20 juillet 1933) ; refus de von Papen.

11 juillet L'Académie pour le droit allemand (cf. 23 décembre 1933) obtient le statut de personne morale de droit public (*Körperschaft des öffentlichen Rechts* = organisme ne pouvant être créé et éteint que par l'État et bénéficiant d'une complète autonomie sur le plan de ses ressources et de sa gestion).

13 juillet Discours de Hitler devant le *Reichstag* : « Il faut que notre nation sache que nul ne pourra impunément menacer son existence [...]. Nul n'est censé ignorer à l'avenir qu'il est voué à une mort certaine s'il cherche à porter un coup à l'État. Il faut que [222] tout national-socialiste sache que rien ne saurait le soustraire à sa responsabilité individuelle et par-là même à la peine qu'il encourt, et ceci quel que puisse être son grade ou son poste [...] ».

17 juillet Franz von Papen (cf. 7 juillet) démissionne de la vice-chancellerie.

20 juillet La SS, jusqu'alors soumise à l'autorité du chef d'état-major de la SA (cf. 31 décembre 1931), devient organisation autonome.

La Gestapo (cf. 1^{er} et 20 avril) est habilitée à faire en permanence « œuvre de prévention » en décidant de l'internement en camp de concentration de toute personne suspecte d'être « susceptible de mettre en danger la pérennité et la sécurité de la Communauté raciale populaire et de l'État ».

25 juillet Afin de provoquer l'*Anschluss* (cf. 14-15 juin), les nazis autrichiens (cf. 18 juin 1933) déclenchent un putsch et assassinent le chancelier Engelbert Dollfuß (cf. 1^{er} mai) qui refuse de démissionner ; devant la réaction violente de Mussolini (« ces hordes barbares du Nord qui n'ont rien de commun avec la civilisation latine ») qui envoie trois divisions sur le Brenner (col du Tyrol à une trentaine de kilomètres au Sud d'Innsbruck), Hitler dissout la direction officielle du Parti autrichien (cf. 18 juin 1933 ; Leopold se réfugie en Allemagne).

30 juillet Kurt Edler von Schuschnigg (Parti chrétien social), ministre de la Justice du gouvernement Dollfuß, devient chancelier d'Autriche ; soutenu par la *Heimwehr* (cf. 1^{er} mai) et Mussolini, il fait fusiller un certain nombre de putschistes (cf. 25 juillet).

Sollicité à titre personnel par Hitler suite aux événements en Autriche (cf. 25 juillet et supra), Franz von Papen (cf. 17 juillet) accepte le poste de ministre plénipotentiaire à Vienne. Paisiblement, mais efficacement, il va œuvrer durant plus de trois ans et demi à normaliser les relations germano-autrichiennes et à préparer un *Anschluss* « en douceur » jusqu'à ce que le *Führer* mette un terme à sa mission (5 février 1938) et l'envoie comme ambassadeur en Turquie.

[223]

31 juillet Parallèlement à ses fonctions de président de la Banque centrale du *Reich* (cf. 17 mars 1933), Hjalmar Schacht devient ministre de l'Économie en remplacement de Kurt Schmitt (cf. 27 juin 1933).

1^{er} août Le président Hindenburg étant à l'agonie, Hitler fait promulguer la « Loi sur le dirigeant suprême du Reich allemand » (*Gesetz über das Oberhaupt des Deutschen Reiches*) :

« § 1 : Les fonctions de président du *Reich* sont associées à celle de chancelier. Par suite, les compétences qui relevaient jusqu'alors du président sont conférées au *Führer* et chancelier du *Reich* Adolf Hitler [...].

§ 2 : Cette loi entrera effectivement en vigueur dès le décès du président du *Reich* von Hindenburg. »

2 août Mort du président Hindenburg : entrée en vigueur de la loi de concentration des pouvoirs (cf. 1^{er} août) ; la fonction présidentielle est définitivement (« *für aile Zukunft* ») abolie ; Hitler porte le titre de « *Führer* et chancelier du *Reich* » (*Führer und Reichskanzler*).

Hitler devient automatiquement (ressort présidentiel) le nouveau commandant en chef de l'armée (*Oberster Befehlshaber*) qui lui prête « devant Dieu le serment sacré de [lui] obéir sans réserve » (cf. 3 juillet).

Otto Abetz, 31 ans, membre de la NSDAP depuis 1931, collaborateur de Baldur von Schirach et animateur du « cercle de Sohlberg » (*Sohlberg-Kreis*, cercle franco-allemand pour la jeunesse, du nom du village de Bade où se déroulaient les rencontres), organise la venue en Allemagne d'écrivains français parmi lesquels Pierre Drieu La Rochelle.

7 août Funérailles nationales du président Hindenburg au mémorial de Tannenberg (cf. 27 septembre 1927) organisées par Albert Speer (cf. 1^{er} mai 1933).

10 août Décret sur l'affectation de la main-d'œuvre (*Verordnung über Arbeitskräfteverteilung*) : limitation du droit des travailleurs à choisir librement leur emploi.

18 août Dans un discours radiodiffusé, Oskar von Hindenburg, fils du défunt président (cf. 2 et 7 août), approuve la concentration des pouvoirs (cf. 1^{er} et 2 août) entre les mains de Hitler et affirme que son père l'avait adoubé comme son successeur lors de leur dernière entrevue à Neudeck (cf. 2 octobre 1927), début juillet ; il est promu général.

19 août Par référendum (participation : 95,7%), les Allemands approuvent à 89,9% la concentration des pouvoirs entre les mains de Hitler (cf. 1^{er} et 2 août) ; 4 millions de votes négatifs

20 août La propagande proclame la fusion mystique du *Führer* avec l'Allemagne (Alfred Rosenberg : « L'Allemagne, c'est Adolf Hitler et Adolf Hitler, c'est l'Allemagne ») ainsi que son infailibilité (Alfred Kube : « Adolf Hitler est une personnalité géniale et universelle. Il n'est pas de domaine de l'activité humaine qu'[il] ne domine souverainement » ; Rudolf Heß : « [Il] conduit le peuple allemand sans se soucier des influences terrestres [...]. Chacun sait qu'il a toujours eu raison et qu'il aura toujours raison »).

Loi sur la prestation de serment des fonctionnaires et des soldats des forces armées (*Gesetz über die Vereidigung der Beamten und der Soldaten der Wehrmacht*) : engagement non plus envers la nation, mais personnellement envers Adolf Hitler en tant qu'incarnation de la Communauté raciale populaire et du *Reich*

Septembre Apparition d'un groupe terroriste baptisé « Vengeurs de Röhm » (*Rächer Röhm's*) qui disparaîtra en décembre après avoir assassiné environ 150 membres de la SS.

4 – 10 septembre À Nuremberg, sixième Congrès du *Reich* de la NSDAP (cf. 31 août-3 septembre 1933) dit « du triomphe de la volonté » (*Triumph des Willens*) ; extraordinaire mise en scène d'Albert Speer (cf. 1^{er} mai 1933, 7 août) : pour le discours solennel du *Führer* (*Führer-Rede*), rassemblement nocturne dans une « cathédrale lumineuse » (*Lichtdom*) créée par 130 projecteurs de défense antiaérienne. Le 8, congrès des femmes « pour la conservation de l'espèce » (*zur Erhaltung der Art*) par la « maternité » (*Mutterschaft*) ; Hitler proclame : « La femme a elle aussi son [225] champ de bataille ; à chaque enfant mis au monde pour la nation, elle livre son combat pour la nation » (« *Die Frau hat auch ihr Schlachtfeld ; mit jedem Kind, das sie der Nation zur Welt bringt, kämpft sie ihren Kampf für die Nation* ») ; Le 9, Hitler s'adresse à 50 000 SA pour leur commenter l'affaire Röhm (voir fin juin) : il est acclamé. Le 10, grande fête de l'armée, première démonstration militaire de l'Allemagne d'après-guerre.

24 septembre Hjalmar Schacht, président de la Banque centrale du *Reich* et ministre de l'Économie (cf. 31 juillet), présente son « Nouveau plan » économique (*Neuer Plan*) : réduction des importations au strict nécessaire, contrôle des devises et des matières premières afin d'assurer l'autarcie (on pense déjà à un éventuel blocus maritime en cas de

guerre) ; recherche de produits de substitution (*Ersatz*) : carburants synthétiques (cf. 14 décembre 1933) et caoutchouc artificiel (« Buna » par *IG-Farben*), fibres cellululosiques ; campagnes pour la récupération et le recyclage des produits usagers, encouragement du troc et appels à la population à consentir des sacrifices (parallèlement, augmentation constante du budget militaire).

27 septembre Dirigés désormais par le pasteur Christian Kinder qui a pris la succession de Joachim Hossenfelder (cf. mi-avril 1933), les « Chrétiens allemands » confirment Ludwig Müller dans ses fonctions d'évêque du *Reich* (cf. 27 septembre, 13 novembre et 19 décembre 1933).

30 septembre « Fête d'Action de grâces pour la récolte » (*Erntedankfest*) au sommet du Bückeberg près de Hameln ; discours de Hitler devant 700 000 paysans.

19 – 20 octobre Au deuxième synode de l'« Église confessante » (cf. 29 mai) à Berlin/Dahlem, dissensions entre le pasteur August Marahrens, qui est partisan d'un *modus vivendi* avec le régime, et Martin Niemöller (cf. 22 avril 1934), qui plaide pour une résistance sans faille : scission entre « modérés » (*Gemäßigte*) et « radicaux » (*Radikale*) qui sont l'objet d'une violente campagne (« valets des Juifs », « fourriers du communisme »). Toutefois, [226] Martin Niemöller reste protégé par la gloire qu'il a acquise comme commandant sous-marinier durant la Première Guerre mondiale.

24 octobre Hitler ordonne au « Front allemand du travail » (cf. 10 mai 1933) de procéder à une militarisation de la main-d'œuvre : l'ouvrier devient « soldat du travail » (*Werksoldat*), un « honneur » qui justifie son exploitation. Exclue des décisions économiques (qui relèvent de l'état-major militaire et des industriels sous l'égide de Hjalmar Schacht/cf. 31 juillet, 24 septembre), l'organisation de Robert Ley conserve toutefois son pouvoir de contrôle politique sur les entreprises et les salariés.

Novembre Les communistes, les socialistes et les trotskistes (Hans Berger, Walter Herz) intensifient leurs actions propagandistes contre le régime hitlérien.

8 novembre Création par Hitler de l'« Ordre du sang », distinction attribuée aux membres du Parti (environ 1500) ayant participé au

putsch de Munich (cf. 8-9 novembre 1923) ainsi qu'à ceux ayant subi un préjudice dans le combat pour le triomphe de la cause nazie.

27 novembre Le Conseil général de l'industrie allemande (cf. 15 juillet 1933) est remplacé par une « Chambre économique du *Reich* » (*Reichswirtschaftskammer*) dirigée par Albert Pieg, membre du conseil d'administration de Siemens : l'ensemble de l'économie est englobée dans six « groupements du *Reich* » (*Reichsgruppen*) chargés respectivement de l'industrie, de l'artisanat, du commerce, des banques, des assurances, de l'énergie, et gérés par un grand patron (Krupp, Schröder...) ; l'initiative a pour but de « déployer librement l'initiative privée dans le cadre des tâches fixées par l'État ».

30 novembre Tous les clubs sportifs pour la jeunesse sont placés sous l'égide des Jeunesses hitlériennes.

[227]

5 décembre Loi sur le crédit (*Gesetz über das Kreditwesen*) qui place l'ensemble des banques sous l'autorité du président de la Banque centrale du *Reich*, Hjalmar Schacht (cf. 24 septembre).

Limitation des retraits bancaires, relèvement des taux d'imposition.

20 décembre Alourdissement des peines pour les résistants au régime (cf. novembre).

Fin décembre Le nombre de chômeurs (cf. fin juillet 1934) est tombé à 2,7 millions.

Le théologien protestant de gauche Karl Barth (cf. mi-avril 1933) doit quitter son poste à l'université de Bonn ; citoyen suisse, auteur de *L'Existence théologique aujourd'hui* qui lui vaut d'être considéré comme l'inspirateur de l'Église confessante (cf. 22 avril, 19-20 avril), il s'installe à Bâle, sa ville natale, où il organise, contre les cercles dirigeants helvétiques, le soutien aux exilés d'Allemagne (cf. 31 mars 1933). En juillet 1942, à la question morale de savoir s'il était permis à un croyant d'entrer en résistance contre le fascisme aux côtés des communistes et d'avoir éventuellement recours aux armes, Barth répondra : « C'est non seulement permis, mais de rigueur » (« *Nicht nur erlaubt, sondern geboten* »).

REPÈRES CULTURELS ET IDÉOLOGIQUES

Georges Bataille, *La Structure psychologique du fascisme*. A Fribourg-en-Brigau, l'historien universitaire Gerhard Ritter publie *Nécrologie de Hindenburg* (critique de la politique hitlérienne dans une perspective conservatrice ; ami de Cari Goerdeler/cf. 27 avril 1933, Ritter sera impliqué dans la conjuration du 20 juillet 1944). Parution des ouvrages antifascistes : *John Schehr et ses camarades* (cf. juillet 1933, février 1934) d'Erich Weinert, *Abattu durant la fuite* de Walter Schönstedt (un SA aide un communiste à s'échapper d'un camp de concentration), *Confiance en Hitler ?* de Rudolf Leonhard (en français, cf. *Repères 1927 et 1929*). L'écrivain Erich Müsham est assassiné au camp d'Oranienburg. Le romancier communiste Ludwig Renn (cf. *Repères 1928*) est condamné à deux ans et [228] demi d'incarcération sous prétexte de complicité dans l'incendie du *Reichstag*. A Paris, fondation de l'« Institut pour l'étude du fascisme » (INFA) dirigé par Oto Bihalji-Merin et Manès Sperber, et de la « Bibliothèque allemande de la liberté » (*Deutsche Freiheitsbibliothek*) par Heinrich Mann, Lion Feuchtwanger et Alfred Kantorowicz. En réplique, le gouvernement hitlérien crée l'« Institut allemand à l'étranger » (*Deutsches Auslands-Institut*). Après avoir publié *Art et puissance* (plaidoyer pour l'expressionnisme), Gottfried Benn (cf. 24 avril 1933, novembre 1933, *Repères 1933*) est victime d'une campagne de diffamation, bientôt assortie d'une interdiction de publication. Josef Magnus Wehner (cf. *Repères 1930*). *Schlageter, une biographie* (cf. 26 mai 1923, *Repères 1933*) ; Werner Beumelburg (cf. *Repères 1923. 1929. 1930. 1931*). *La Loi d'airain, un livre pour les générations futures* ; Josefa Berens-Totenohl, *Le Tribunal de la Vehme* (cf. 26 juin 1920) ; Hellmuth Unger, *L'Heure du sacrifice* (roman en faveur de l'euthanasie, cf. *Repères 1925*). Création par le professeur d'anthropologie, Otto Cari Reche, de la revue *Études de raciologie* ; Sortie sur les écrans de : *Héroïsme et agonie de nos compatriotes d'Emden* de Louis Ralph (en 1914, les marins pêcheurs du petit port de Frise orientale s'engagent spontanément dans la flotte de guerre pour combattre l'Angleterre ; *Un Homme veut rentrer en Allemagne* de Paul Wegener (histoire d'un prisonnier allemand dans un camp anglais durant la Première Guerre mondiale) ; *Pour le droit humain* de Hans Zöberlein et Ludwig Schmid-Wildy (hommage aux corps francs de la Baltique, cf. fin janvier, fin mai et novembre 1919). Querelle Rosenberg/Goebbels au sujet de la

politique artistique à officiellement adopter (cf. novembre 1933, 24 janvier 1934) : tandis que les jusqu'au-boutistes de la « Ligue de combat pour la défense de la culture allemande » (cf. *Repères 1929*) militent pour l'extirpation systématique de tous les courants modernistes (« bolchevisme culturel »/*Kulturbol-schewismus*) depuis le naturalisme et veulent imposer un académisme néoclassique et mythologisant dans la tradition de l'Allemagne impériale, le président de la Chambre culturelle (cf. 22 septembre et 15 novembre 1933) et ses partisans considèrent toute forme esthétique (notamment l'expressionnisme première manière, cf. *Repères 1920*) comme légitime dès lors qu'elle n'est ni marxiste ni juive et participe de l'exaltation des valeurs authentiquement germaniques ; le débat est tranché par Hitler au Congrès du Parti (cf. 4-10 septembre) où il condamne les deux tendances en tant que « dangers pour le national-socialisme » (« *Gefahren für den Nationalsozialismus* ») [229] et impose sa propre conception résumée par la formule : « Être allemand, c'est être clair » (« *Deutsch sein heißt klar sein* ») , autrement dit, l'art ne peut avoir d'autre ambition que d'être un vecteur parfaitement transparent de propagande en faveur de sa politique et de sa personne ; d'où une thématique désormais dominée par le « culte du Führer » (*Führerkult*) et réduite à cinq leitmotivs sur lesquels s'articulent tant la littérature, que le théâtre, le cinéma et la peinture : le paysan, en union mystique avec la terre nourricière et par-là même source de la subsistance de la Communauté raciale populaire ; le travailleur, bâtisseur du *Reich* nouveau et producteur des armes pour sa suprématie ; la femme génitrice (cf. 20 mars et 1^{er} juin 1933, 4-10 septembre 1934) ; l'armée, protectrice de la menace bolchevique et de l'impérialisme occidental, mais aussi instrument de conquête de l'« espace vital » (cf. *Repères 1926*, 29 septembre 1933), l'ennemi juif et marxiste (interdit de figuration imagée autre que par la caricature, l'affiche ou la bande dessinée pour enfants). Lancement « unique dans l'histoire » (« *historisch einmalig* ») d'un vaste programme architectural de rénovation des grandes villes afin persuader le monde de la puissance du nouveau *Reich*, mais aussi de créer un milieu dictatorial dont la rigidité et le gigantisme incitent l'individu à la discipline et à l'abnégation : « C'est par ma nouvelle architecture que je donne au peuple la preuve directe de ma volonté de tout transformer. Cette volonté se reportera des édifices sur les hommes » (Hitler à Hermann Rauschning ; contraint de démissionner en décembre de son poste de

président national-socialiste du sénat de Dantzig par le *Gauleiter*, membre de la NSDAP depuis 1923, Albert Forster/cf. 2 juillet 1933, Rauschning, ex-conservateur rallié au Parti en 1931, émigré en Suisse et se transforme en un virulent dénonciateur du régime hitlérien).

[229]

**Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.**

Année 1935

[Retour à la table des matières](#)

13 janvier En Sarre, consultation de la population pour son éventuel rattachement à l'Allemagne (cf. 30 juin 1930) : approbation à plus de 90% (8,8% pour un statu quo, 0,4% pour un rattachement [230] à la France). En violation du dispositif prévu par la Société de Nations (SDN) qui prévoit que rien ne pourra se passer tant qu'elle n'aura pas entériné le référendum, les troupes allemandes occupent immédiatement la zone ; l'industrie est placée sous l'égide de la Chambre économique du *Reich* (cf. 27 novembre 1934) ; le *Gauleiter* du Palatinat, Joseph Bürckel, 40 ans, membre de la NSDAP depuis 1921, est nommé « Commissaire du *Reich* pour la réintégration » (*Reichskommissar für die Rückgliederung*) et instaure un régime de terreur : émigration, essentiellement vers la France, d'environ 6000 opposants et Juifs réfugiés en Sarre depuis 1933.

15 janvier La NSDAP réautorise les adhésions (cf. 1^{er} mai 1933) en privilégiant les classes dirigeantes et les fonctionnaires.

27 janvier Jusqu'au 31, visite de Hermann Göring en Pologne (cf. 26 janvier et 2 juillet 1934) afin de créer un front anticommuniste.

30 janvier Loi de « réglementation communale » (*Gemeindordnung*) : désignation et révocation des maires et conseillers municipaux par le « mandataire de la NSDAP » (*Beauftragter der NSDAP*), fonction généralement assurée par le *Gauleiter* (cf. 21 juillet 1933) sur délégation du « Représentant du *Führer* » (*Stellvertreter des Führers*), Rudolf Heß (cf. 21 avril 1933).

Création de l'« Office central SS pour la race et la colonisation » (*Rasse- und Siedlungshauptamt der SS = RuSHA*) afin d'organiser, lors de l'occupation des territoires de l'Est européen, la « germanisation » (*Gertnanisierung*), c'est-à-dire l'épuration ethnique, le servage et la déculturation des populations locales, ainsi que l'établissement d'exploitants allemands (*Ansiedlung*) sur les domaines agricoles (cf. 29 septembre 1933) et dans les entreprises soustraites à leurs légitimes propriétaires.

1^{er} février La nomination des hauts fonctionnaires doit nécessairement être entérinée par le *Führer* en personne.

[231]

15 février Création par le Front allemand du travail (*DAF*, cf. 10 mai et 27 novembre 1933) du « tournoi professionnel du *Reich* » (*Reichsberufswettkampf*) basé sur des exercices mathématiques et une rédaction (30 points), des épreuves pratiques (70 points), idéologiques et sportives ; en 1936, participation de plus de 2 millions d'apprentis et jeunes travailleurs représentant 1600 corps de métier.

26 février Loi instaurant pour tout salarié un « livret du travail » (*Arbeitsbuch*) afin de contrôler l'embauche et la rentabilité ; rendu obligatoire par un décret d'application du 16 mai, ce dossier signalétique était indispensable pour trouver un emploi.

1^{er} mars La Société des Nations (SDN) avalise le résultat du référendum sarrois (cf. 13 janvier) ; entrée triomphale d'Adolf Hitler à Sarrebruck.

4 mars Jusqu'au 5, troisième synode de l'« Église confessante » (cf. 29 mai et 19-20 octobre 1934) : décision de prêcher en chaire contre le régime national-socialiste ; arrestation de 700 pasteurs.

Publication par l'Angleterre d'un « livre blanc » justifiant un renforcement de sa puissance militaire par le réarmement clandestin du *Reich* (en passe de devenir la première puissance aérienne du monde en violation du traité de Versailles qui lui a interdit toute aviation de guerre).

6 mars – 7 mars Afin de maintenir ses effectifs militaires antérieurs (baisse de la natalité suite à la Première Guerre mondiale), la France porte son service militaire de un à deux ans et renouvelle ses accords stratégiques avec la Belgique.

9 mars En violation du traité de Versailles, le *Reich* annonce officiellement la constitution d'une flotte militaire aérienne (*Luftwaffe*).

10 mars Création par le Front allemand du travail (*DAF*, cf. 10 mai et 27 novembre 1933) de la « Ligue allemande des propriétaires [232] d'un logement en lotissement » (*Deutscher Siedlerbund*) afin de surveiller la gestion du patrimoine acquis grâce à l'aide de la « Société d'intérêt général par actions pour l'épargne et la construction d'un foyer » (*Gemeinnützige Heimstätten-Spar- und Bau-AG = Gehag*) ; concernera environ 130 000 familles nombreuses ayant fourni la preuve de leur fiabilité politique (en cas de non-respect de cette clause, confiscation immédiate du bien sans dédommagement).

16 mars En violation du traité de Versailles, mais prenant prétexte des mesures adoptées par l'Angleterre (cf. 4 mars) et la France (cf. 6-7 mars) :

- * Loi pour la constitution de la *Wehrmacht* (*Gesetz für den Aufbau der Wehrmacht*, nouvelle dénomination officielle de l'armée allemande jusqu'alors appelée *Reichswehr*) : 36 divisions, 550 000 hommes.
- * Réinstauration du service militaire obligatoire (1 an, puis 2 en 1936).

22 mars À Berlin, inauguration de la station de télévision « Paul Nipkow » (1860-1940, inventeur en 1885 du système du disque perforé explorateur) ; mise en place d'un programme trihebdomadaire composé d'une séquence d'actualités et d'un film ; création pour le public de plusieurs « salons de télévision » (*Fernsehstuben*).

25 – 26 mars A Berlin, le ministre des Affaires étrangères anglais, John Simon, accompagné du ministre délégué à la Société des Nations (SDN), Anthony Eden, rencontre Hitler : début d'un rapprochement anglo-allemand (anticommunisme).

27 mars La France proteste énergiquement contre le réarmement allemand et porte plainte devant la Société des Nations.

29 mars La SA, la SS, les Jeunesses hitlériennes, le NSKK (cf. 20 avril 1931), le NSDStB (cf. 15 février 1926), la Ligue nationale-

socialiste des femmes (*Nationalsozialistische Frauenschaft* = *NSF*, dirigée par Gertrud Scholtz-Klink/cf. 24 février 1934), et — [233] à partir du 24 juillet — la Ligue nationale-socialiste des enseignants du supérieur (*Nationalsozialistischer Deutscher Dozentenbund*, sous la conduite de Walther Schultze, 41 ans, médecin et membre de la NSDAP depuis 1920) prennent le statut de « formations du Parti » (*Parteigliederungen*). Toutes les autres organisations sont dites « associations affiliées » (*angeschlossene Verbände*, cf. fin décembre).

Avril Dans les entreprises, le vote pour l'approbation des « Conseils de confiance » (*Vertrauensräte*, cf. mars-avril 1934) se solde par un rejet à 42% des listes proposées : suppression définitive des élections.

1^{er} avril Loi de centralisation de la Justice.

7 avril Élections à Dantzig (cf. 15 novembre 1920, 16 novembre 1930) ; les nazis, sous la conduite d'Albert Forster, 33 ans, membre de la NSDAP depuis 1923 et *Gauleiter* de l'« État libre », sont les maîtres absolus du Parlement et du Sénat ; début des provocations vis-à-vis du gouvernement polonais pour un retour au *Reich*.

11 – 14 avril Conférence de Stresa sur le Lac Majeur : la France, l'Italie — et bien mollement l'Angleterre — protestent contre les violations par Hitler du traité de Versailles (cf. 13 janvier, 4, 9 et 16 mars) et se déclarent prêtes à intervenir en cas de tentative d'annexion de l'Autriche (*Anschluß*) et, d'une façon générale, de non-respect du Pacte de Locarno (cf. 16 octobre et 1^{er} décembre 1925, 7 juin 1933).

17 avril La Société des Nations (SDN) condamne l'Allemagne pour violations successives du traité de Versailles (cf. 13 janvier, 4, 9 et 16 mars, 11-14 avril) ; formation d'une commission pour étudier d'éventuelles sanctions économiques et financières.

24 avril Max Amann (cf. 2 juillet 1933), 44 ans, ancien adjudant de Hitler, membre de la NSDAP depuis 1920, directeur des éditions nationales-socialistes Eher et président de la Chambre du [234] *Reich* de la presse (cf. 22 septembre 1933), met en place une stratégie de concentration de la direction des journaux et revues éditées en Allemagne afin d'assurer leur « fidélité gouvernementale » (*Regierungstreue*) : réalisée à plus de 80% en 1942.

2 mai Le haut commandement allemand prépare un projet d'occupation de la Rhénanie démilitarisée en violation du Pacte de Locarno.

Pacte d'assistance mutuelle entre la France et l'URSS.

16 mai Pacte d'assistance mutuelle entre la Tchécoslovaquie et l'URSS.

17 mai Ouverture d'une série de procès contre des membres du clergé régulier pour trafic de devises et perversion sexuelle.

19 mai Inauguration du premier tronçon autoroutier (Francfort/Main – Darmstadt).

En Tchécoslovaquie, succès électoral du Parti allemand des Sudètes (*Sudetendeutsche Partei = SDP*) dirigé par Konrad Henlein avec l'appui de Berlin : avec 44 sièges sur 300 au Parlement, il devient la deuxième force politique du pays.

20 mai Jusqu'au 24, des mouvements de grève relativement bien suivis éclatent dans l'industrie et sur les chantiers autoroutiers ; les ouvriers obtiennent quelques avantages.

21 mai Dans un discours au *Reichstag*, Hitler affirme vouloir la paix : depuis le retour de la Sarre à l'Allemagne, il n'a plus de prétentions territoriales et nullement l'intention d'annexer l'Autriche (cf. 11-14 et 17 avril) ; ses attaques se concentrent sur le communisme et la critique de l'accord franco-soviétique du 2 mai.

Lois de programmation militaire (*Wehrgesetze*) :

* Hitler est chef suprême des armées (*Oberbefehlshaber der Wehrmacht*), assisté par le « Ministre du Reich à la Guerre » (*Reichskriegsminister*), le général Werner von Blomberg (maréchal en 1936).

[235]

* le général Werner von Fritsch est nommé commandant en chef de l'armée de terre (*Oberbefehlshaber des Heeres*) ; l'amiral Erich Raeder, commandant en chef de la marine de guerre (*Oberbefehlshaber der Kriegsmarine*) ; le général Hermann

Göring (maréchal en 1938), commandant en chef de l'armée de l'air (*Oberbefehlshaber der Luftwaffe*, cf. 14 mars).

- * Un « certificat d'hérédité » (*Abstammungsnachweis*, ultérieurement dit également « certificat d'aryanité »/*Ariernachweis*) est exigé pour les officiers.
- * Hjalmar Schacht, ministre de l'Économie et Président de la Banque centrale du *Reich* (cf. 31 juillet 1934), est nommé « Plénipotentiaire général pour l'économie de guerre » (*Generalbevollmächtigter für die Kriegswirtschaft*).

22 mai Le développement de la télévision (cf. 22 mars) est confié à Horst Dreßler-Andreß (ex-acteur et metteur en scène à Géra, membre de la NSDAP depuis 1930, auteur d'un mémoire sur la radio comme véhicule de propagande, président de la Chambre du *Reich* de radiodiffusion, cf. 22 septembre 1933), Eugen Hadamowski (ancien des corps francs, membre de la NSDAP depuis 1930, responsable de la radiodiffusion au ministère de la Propagande, vice-président de la Chambre du *Reich* de radiodiffusion), et Cari Heinz Boese (ancien de *l'Ufa* / cf. 25 octobre 1928, chargé de l'élaboration des programmes).

4 juin À Londres (cf. 25-26 mars, 11-14 avril), début de négociations anglo-allemandes en vue d'un accord naval ; la délégation allemande est conduite par Joachim von Ribbentrop (cf. 22 janvier 1933).

18 juin À Londres (cf. 4 juin), pour le 120^e anniversaire de la défaite napoléonienne de Waterloo (grâce à l'action conjuguée des troupes anglaises de Wellington et des armées prussiennes de Blücher et Gneisenau), accord anglo-allemand autorisant le *Reich* à disposer d'une flotte de 420 000 tonnes au lieu des 144 000 autorisées par le traité de Versailles ; non seulement Pierre Laval (toujours ministre des Affaires étrangères et, depuis le 7, chef du gouvernement [236] avec les pleins pouvoirs) laisse courir, mais il renonce à la signature de la convention militaire à laquelle le presse l'ambassadeur d'URSS, Potemkine, conformément à ce qui a été prévu lors du pacte du 2 mai (avec le recul historique, le seul moyen alors de freiner Hitler).

Rupture du front de Stresa (cf. 11-14 avril) : le *Führer* a réussi à atomiser la mobilisation européenne. Anticipant le danger d'une

possible invasion future de la Russie par l'Allemagne à laquelle les puissances capitalistes assisteraient sans réagir, Staline va désormais s'orienter vers la recherche d'un *modus vivendi* avec le *Reich*.

20 juin Le Cercle Keppler (cf. 20 juin 1932) devient le « Cercle des amis de Himmler » (*Freundeskreis Himmler*) qui rassemble autour de 40 représentants des milieux d'affaires : financement de la SS et mise en place d'un projet d'entreprises où l'on emploiera des « travailleurs forcés » (*Zwangsarbeiter*) recrutés ou raflés dans les territoires occupés (*Fremdarbeiter*) ou prélevés dans le réservoir concentrationnaire.

26 juin Loi sur le « Service du travail pour le *Reich* » (*Reichsarbeitsdienst* = *RAD*) qui impose aux jeunes garçons de tous milieux (*Arbeitsmänner*) de consacrer un an de leur vie (*Pflichtjahr*) à des travaux d'intérêt collectifs avant leur 25^e année ; étendu aux jeunes filles (*Arbeitsmädchen*) en 1936 sur la base du volontariat, puis obligatoirement en 1939. Le *RAD* était dirigé par le « Chef du travail du *Reich* » (*Reichsarbeitsführer*) et bientôt *Reichsleiter* (cf. 2 juillet 1933), Konstantin Hierl, 60 ans, un ancien officier d'état-major puis de corps franc rallié à la NSDAP en 1927. À noter qu'avoir effectué son année de service du travail constituait une exigence primordiale pour pouvoir poursuivre des études supérieures.

28 juin Aggravation du § 175 du Code pénal sur l'homosexualité : « La fornication contre nature » (« *Widernatürliche Unzucht* ») est dorénavant passible d'une peine de réclusion jusqu'à 10 ans (en camp de concentration sous le « triangle rose »), et éventuellement de castration.

[237]

1^{er} juillet Création par la SS de l'institut d'investigation ethnohistorique « Héritage des ancêtres » (*Ahnenerbe*) : recherches « scientifiques » sur la « race aryenne » ; à partir de 1939, expérimentations humaines dans les camps de concentration.

Création sous l'égide de l'historien Walter Frank de l'« Institut du *Reich* pour l'histoire de la nouvelle Allemagne » (*Reichsinstitut für Geschichte des neuen Deutschlands*) : chargé de la réécriture des événements mondiaux depuis la Révolution française dans une perspective nationale-socialiste.

8 juillet Le « certificat d'aryanité » (cf. 21 mai) devient obligatoire pour faire des études supérieures.

Mi-juillet Mouvement de grève au chantier naval de Brême-Vegesack qui construit des sous-marins ; les revendications sont en partie satisfaites.

16 juillet L'évêque évangélique du *Reich*, Ludwig Müller (cf. 27 septembre 1933, 13 novembre 1933, 19 décembre 1933, 27 septembre 1934), ne parvenant pas à faire régner l'ordre au sein de l'Église protestante, Hitler nomme Hanns Kerrl (cf. 24 avril 1932, 22 juin 1932, 26 juillet 1932) ministre du *Reich* pour les Affaires religieuses (*Reichsminister für kirchliche Angelegenheiten*).

24 juillet Création de la « Ligue nationale-socialiste allemande des enseignants universitaires » (*Nationalsozialistischer Deutscher Dozentenbund = NSD-Dozentenbund*, cf. 29 mars 1935).

25 juillet Le « certificat d'aryanité » (cf. 21 mai) devient obligatoire pour être dans l'armée.

À Moscou, jusqu'au 20 août, 7^e Congrès de l'Internationale communiste (*Komintern*) placé sous la présidence de Georg[i] Dimitrov (cf. 3 et 9 mars 1933, 31 septembre 1933, 23 décembre 1933) et la présidence d'honneur d'Ernst Thälmann (interné depuis le 3 mars 1933) : adoption, à l'instigation de Dimitrov, de la stratégie de « front populaire » contre le fascisme et la guerre.

[238]

27 juillet Dissolution des ligues patriotiques autres que celles affiliées à la NSDAP. Internement de 500 à 600 membres du « Casque d'acier » (*Stahlhelm*, cf. 27 avril 1933).

2 août Munich reçoit le titre de « Capitale du Mouvement national-socialiste » (*Hauptstadt der Bewegung*).

17 août Interdiction de la franc-maçonnerie (*Freimaurerei*), pour « menées hostiles à la Communauté raciale populaire et à l'État » (*volks- und Staatsfeindliche Bestrebungen*).

19 août Lettre pastorale de l'Église catholique dénonçant la violation par le régime de la morale chrétienne.

4 septembre Mise en scène d'une série de procès-spectacles à rencontre de résistants antifascistes.

6 septembre Les personnes ayant fait partie de la franc-maçonnerie au-delà du 30 janvier 1933 sont rétrogradées ou licenciées. Celles qui refusent de se soumettre au régime (cf. 17 août) sont internées.

10 – 16 septembre Septième Congrès de la NSDAP à Nuremberg (cf. 4-10 septembre 1934) dit « de la liberté » (*Reichsparteitag der Freiheit*) : promulgation de la « Loi sur la citoyenneté » (*Reichsbürgergesetz*) et de la « Loi pour la protection du sang allemand et de l'honneur allemand » (*Gesetz zum Schutz des deutschen Blutes und der deutschen Ehre*), couramment appelées « Lois raciales de Nuremberg » (*Nürnberger Rassengesetze*) : déchéance des Juifs de la citoyenneté allemande, criminalisation des relations sexuelles et des mariages entre Juifs et « Aryens » (*Rassenschande* = outrage à la race). Ces lois barbares, non seulement humiliaient les Juifs et les privaient de leurs droits, mais affirmaient aussi juridiquement leur caractère maléfique et cherchaient à en faire des objets d'exécration, notamment par le biais du § 4 de « Loi pour la protection du sang allemand et de l'honneur allemand » qui stipulait : « Il est interdit aux Juifs de hisser le drapeau national du *Reich* et d'arborer les couleurs du *Reich*. Par [239] contre, il leur est autorisé d'arborer les couleurs juives. L'exercice de cette prérogative est protégé par l'État » (« *Juden ist das Hissen der Reichs- und Nationalflagge und das Zeigen der Reichsfarben verboten. Dagegen ist ihnen das Zeigen der jüdischen Farben gestattet. Die Ausübung dieser Befugnis steht unter staatlichem Schutz* ») : anticipation du futur port obligatoire (cf. 1^{er} septembre 1941) de l'« étoile de David » (*Davidstern*) couramment appelée « étoile juive » (*Judenstern*) ou « étoile jaune » (*gelber Stern*).

Généralisation du « Certificat d'aryanité » (cf. 21 mai, 8 et 25 juillet) à tous les « citoyens du *Reich* » (*Reichsbürger*).

17 septembre La Croix gammée (*Hakenkreuz*) devient emblème officiel de l'Allemagne hitlérienne. Une loi (*Reichsflaggengesetz*) oblige toutes les familles à posséder un drapeau individuel (*Hausfahne*) afin d'orne les fenêtres ou balcons ; le pavoisement (*Beflaggung*) est interdit aux Juifs (cf. 10-16 septembre).

24 septembre Le ministre pour les Affaires religieuses, Hanns Kerrl (cf. 16 juillet 1935), reçoit les pleins pouvoirs pour faire régner l'ordre dans l'Église évangélique et mater l'« Église confessante » (cf. 4 mars).

2 – 3 octobre L'Italie envahit l'Éthiopie.

3 octobre Jusqu'au 15, à Kunzevo près de Moscou, conférence dite « de Bruxelles » (pour des motifs de sécurité) du Parti communiste allemand (KPD) : mise au point d'un plan de lutte clandestine contre le régime hitlérien.

6 octobre Dissolution des corporations universitaires nationalistes (*Burschenschaften*) ; seules les organisations affiliées à la NSDAP sont autorisées (*NSDStB*, cf. 1^{er} avril 1933 ; *NSD-Dozentenbund*, cf. 24 juillet).

18 octobre Promulgation de la « Loi pour la protection de la santé héréditaire de la Communauté raciale populaire allemande » (*Gesetz zum Schutze der Erbgesundheit des deutschen Volkes*) ; [250] début de la manipulation propagandiste, notamment dans les écoles, en vue de l'euthanasie des « vies ne valant pas la peine d'être vécues » (*lebensunwerten Leben*).

Suite à l'invasion de l'Éthiopie (cf. 2-3 octobre), sanctions purement symboliques de la Société des Nations (SDN) envers l'Italie.

23 novembre À Prague, échec des pourparlers entre communistes et socialistes allemands pour l'organisation de la lutte clandestine contre le régime hitlérien (cf. 25 juillet).

26 novembre Par circulaire du ministère de l'Intérieur, l'expression « de sang allemand » (*deutschblütig*) devient obligatoire pour désigner les citoyens du Reich (cf. 10-16 septembre) dans les formulaires officiels.

29 novembre À Paris, création à l'initiative d'Otto Abetz (cf. 2 août 1934), depuis janvier conseiller de Ribbentrop pour la France, du « Comité France-Allemagne » (en Allemagne, *Deutsch-französische Gesellschaft*) afin de promouvoir l'« idée de paix » entre les deux États (deviendra un vivier de la future « collaboration »).

À Paris, conférence de Hans von Tschammer und Osten sur l'organisation des prochains Jeux olympiques (cf. 19 juillet 1933).

5 décembre Suite au décès en mars de Hans Schemm, son fondateur en 1929 puis son « Administrateur pour le Reich » (*Reichswalter*), la Ligue nationale-socialiste des instituteurs et professeurs de collège et lycée d'enseignement général et professionnel (*Nationalsozialistischer Lehrerbund = NSLB*) passe sous la direction de Fritz Wächtler, *Gauleiter* de la Marche orientale bavaroise (*Bayerische Ostmark =*

région de Bayreuth) où il créera un Institut du *Reich* de formation idéologique des maîtres (inauguration en octobre 1938).

13 décembre Fondation par la SS, sous l'égide du *RuSHA* (cf. 30 janvier), des maternités « Source de vie » (*Lebensborn*) placées sous la responsabilité administrative du colonel SS Max Sollmann [241] et médicale du médecin *Oberführer* (grade entre colonel et général de brigade) Gregor Ebner. Treize foyers recensés en 1944 (le premier, Steinhöring en Bavière ; un en région parisienne, Lamorlaye) dans lesquels naquirent environ 11 000 enfants qui, après leur sevrage, devenaient propriété de l'État nazi. La plupart des documents relatifs au *Lebensborn* ayant été détruits, il est aujourd'hui difficile de faire le point sur l'ampleur des rapt de bébés « de type germanique » organisés par l'*Ahnenerbe* (cf. 1^{er} juillet) en Europe de l'Est et confiés au *Lebensborn* pour leur trouver des parents adoptifs qui leur donneraient une éducation allemande.

15 décembre Dans la logique de la politique raciale et eugéniste (cf. 10-16 septembre, 18 octobre, 26 novembre), création du « certificat d'aptitude au mariage » (*Ehetauglichkeitszeugnis*) attestant que les futurs époux sont d'origine aryenne et ne présentent aucune tare physique ou mentale.

Fin décembre Le nombre de chômeurs (cf. fin décembre 1934) est tombé à 2,7 millions.

Le *Reich* est maintenant structuré politiquement en :

Gaue (districts)
Kreise (circonscriptions)
Ortsgruppen (groupes locaux, env. 1500 foyers)
Zellen (cellules, env. 300 foyers)
Blocks (îlots, env. 50 foyers)

Le chef d'îlot (*Blockleiter*, la fonction la plus basse au sein du Parti nazi) exerce généralement aussi le rôle de correspondant du Front du travail (cf. 10 mai 1933), d'animateur de l'organisation caritative (cf. 3 mai et 13 septembre 1933) et de la défense passive (cf. 29 avril 1933), ainsi que de relais pour la Gestapo.

Les *Volksgenossen* (membres de la Communauté raciale populaire) sont organisés dans :

- * La NSDAP (2 495 000 membres — env. 4% de la population — dont les 2/3 ont adhéré après l'arrivée de Hitler à la chancellerie, cf. 15 janvier. La *Partei-Statistik 1935* — la seule publiée par le régime — révèle une sous-représentation [242] des ouvriers et des paysans qui, en outre, n'occupent pratiquement pas de postes à responsabilités ; les enseignants et autres fonctionnaires, ainsi que les professions indépendantes ou libérales se taillent la part du lion. Depuis l'élimination de sa tendance sociale-révolutionnaire (Strasser, Röhm) et en dépit de son intitulé officiel — « *Arbeiterpartei* », cf. 24 février 1920 —, la NSDAP n'a plus rien d'un « Parti des travailleurs ». Il en ira de même pour les ramifications du Parti : si jusqu'alors les chefs des Jeunesses hitlériennes avaient été recrutés parmi les « Jeunes travailleurs » (*Jungarbeiter*), ils le seront désormais à 25% parmi les étudiants et à 50% dans la classe moyenne supérieure (*gut bürgerlicher Mittelstand*).
- * Les « formations du Parti » (*Parteigliederungen*, cf. 29 mars). On notera que la SA est passée de 4 500 000 membres en janvier 1933 à 1 600 000 membres (cf. 30 juin et 2 juillet 1934) ; la SS compte 210 000 membres ; les Jeunesses hitlériennes, 3 577 565 ; le Corps motorisé NSKK, autour de 330 000 ; la Ligue étudiante, 74 232 ; la Ligue des femmes, 2 709 000.
- * Les « associations affiliées » (*Angeschlossene Verbände*) : Front du travail (cf. 10 mai 1933, 14 131 734 membres), Corporation nourricière du *Reich* (cf. 19 mars 1933, 2 922 410 membres), Assistance aux victimes de guerre (cf. 27 novembre 1933, 1 233 051 membres), Ligue pour la défense passive (cf. 29 avril 1933, 10 000 000 membres), Ligue des juristes (cf. 23 décembre 1933, 82 807 membres), Ligue des enseignants du primaire et du secondaire (cf. 5 décembre 1935, 262 438 membres), Ligue des fonctionnaires (*Reichsbund der deutschen Beamten*, cf. 7 avril 1933, 1 023 066 membres), Ligue médicale (cf. 28 mai 1933, 19 500 membres), Chambre culturelle (cf. 22 septembre 1933, 227 000 membres), Ligue sportive (cf. 10 mai 1933, 4 489 000

membres), Organisation caritative (cf. 3 mai et 13 septembre 1933, 3 836 328 membres), Ligue des techniciens (*Nationalsozialistischer Bund deutscher Technik = NSBDT*), dirigée par Fritz Todt (cf. 27 juin 1933).

[243]

REPÈRES CULTURELS ET IDÉOLOGIQUES

Alexis Carrel, *L'Homme, cet inconnu* (aux éditions parisiennes Pion, manifeste eugéniste par le Prix Nobel de médecine de 1912 : au chapitre XII, proposition d'« ordonner la société moderne par rapport à l'individu sain » et d'éliminer « les anormaux » dans « un établissement euthanasique, pourvu de gaz appropriés »). Dans *Idée et existence*, le philosophe néokantien Hans Heyse prend position pour les « valeurs nationales-socialistes ». Agnes Miegel, *Ballades allemandes*. Arthur Dinter (cf. *Repères 1921*). *Credo de l'Église de la Communauté raciale populaire allemande* (interdit par le régime par crainte de perdre le soutien des Églises chrétiennes). Décret de la Chambre littéraire du *Reich* (cf. 22 septembre 1933) réglementant l'édition. Ordonnances sur la presse (cf. 24 avril) : interdiction de nombreux journaux et obligation pour les journalistes de faire la preuve de leur « aryanité ». Inauguration (25 mai) de la scène *Thing* (cf. *Repères 1933*) de Coblenz avec *Peuple en devenir* de Heinrich Lersch (chœur de 3000 personnes). Le compositeur Richard Strauss démissionne de la présidence de la Chambre musicale du *Reich* (cf. *ibid.*) pour protester contre l'antisémitisme. Sur radio Strasbourg, premières adresses des émigrés antinazis à la population allemande. À Paris : premier congrès international des écrivains antifascistes, fondation d'un Comité antifasciste pour la formation d'un front populaire allemand sous la présidence de Heinrich Mann (cf. 10 mai 1933, *Repères 1933*), ouverture de l'Université allemande libre (*Freie deutsche Hochschule*) sous la direction de Laszlo Radvanyi (mari d'Anna Seghers) et du libraire-éditeur Ernst Heidelberger. Dans le *Nouveau Journal de Zurich*, Thomas Mann dénonce la politique antijuive du troisième *Reich*. En Suède, suicide de Kurt Tucholsky. Parution de : Werner

Bergengruen (représentant de l'« émigration intérieure »), *Le Tyran et le tribunal* (la dictature transposée dans l'Italie de la Renaissance, bientôt interdit) ; Emil Ludwig (cf. 10 mai 1933), *Hindenburg ou la légende de la république allemande* ; Ernst Glaeser (cf. 10 mai 1933), *Le dernier civil* (sur la nazification de l'Allemagne, exilé à Paris, Glaeser s'engagera dans la *Wehrmacht* en 1939) ; Bodo Uhse, *Mercenaire et soldat* (roman dans lequel l'auteur décrit son évolution de l'extrême droite au communisme, cf. *Repères 1922*) ; Werner Ilberg, *Le Drapeau de la veuve Grabsbach* (comment la division de la gauche a permis à Hitler d'accéder au pouvoir) ; Werner Türk, *Petit homme en uniforme* (sous la République de Weimar, un fonctionnaire subalterne [244] déçu par la gauche rejoint la SA) ; Berta Lask, *Janvier 1933 à Berlin* ; Hans Gunther, *L'Esprit inhérent aux nouveaux maîtres. L'idéologie du national-socialisme* ; Willi Bredel, *L'Épreuve* et Wolfgang Langhoff, *Les Soldats du marais* (textes autobiographiques sur leur internement en camp de concentration) ; Walter Mehring, *Les Müller* (l'attitude ambiguë de la communauté juive allemande vis-à-vis du nationalisme ultratudesque) ; Friedrich Wolf, *La dernière issue du Dr Mamlock. Tragédie de la démocratie occidentale* (réquisitoire contre l'antisémitisme et appel à lutter aux côtés des communistes). La Chambre cinématographique du *Reich* (cf. 22 septembre 1933) établit une censure pour les films antérieurs à 1933. Sortie sur les écrans de : *Le Triomphe de la volonté* de Leni Riefenstahl (le Congrès de la NSDAP de 1934) ; *Les Frisons dans la tourmente* de Peter Hagen (film antibolchevique, interdit après le Pacte germano-soviétique et réautorisé en 1941 sous le titre *Un Village dans la tempête rouge*) ; *Ordre supérieur* de Gerhard Lamprecht (l'alliance de la Prusse et de l'Angleterre contre Napoléon, cf. 18 juin) ; *Le vieux roi et le jeune roi* de Hans Steinhoff (Frédéric le Grand assimilé à Hitler : « Sa volonté a force de loi et qui ne s'y plie pas doit être éliminé ») ; *Les Cents Jours* de Franz Wenzler (d'après une pièce de Benito Mussolini et Giovacchino Forzano : Napoléon trahi par Fouché et le Parlement, et vaincu pour ne pas avoir su imposer un régime dictatorial absolu).

[244]

**Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.**

Année 1936

[Retour à la table des matières](#)

Année 1936

Janvier À l'approche des Jeux olympiques (cf. 19 juillet 1933, 29 novembre 1935), nombreuses prises de position appelant au boycottage. Dans « À propos des Olympiades » (*Um die Olympiade*), Heinrich Mann, Lion Feuchtwanger et Ernst Toller dénoncent l'interdiction faite en Allemagne aux sportifs juifs de posséder une licence et la gigantesque mascarade propagandiste orchestrée par « le pouvoir national-socialiste [afin] de transformer les jeunes de toutes les nations en adeptes de la théorie nationale-socialiste ».

À Prague, les responsables en exil des Jeunesses socialistes (cf. novembre 1930), communistes et catholiques fondent [245] la *FDJ* (*Freie deutsche Jugend = Libre Jeunesse allemande*) : appel à réaliser l'unité de l'émigration allemande contre la dictature hitlérienne.

1^{er} janvier Conformément aux dispositions arrêtées lors du Congrès de Nuremberg (cf. 10-16 septembre 1935), entrée en vigueur du § 3 de la « Loi pour la protection du sang allemand et de l'honneur allemand » qui interdit aux Juifs d'avoir des employées de maison allemandes d'un âge inférieur à 45 ans.

16 janvier Discours de Goebbels exigeant la restitution des territoires et des colonies dont l'Allemagne a été dépouillée par le traité de Versailles.

4 février Assassinat à Davos du responsable de la NSDAP en Suisse, Wilhelm Gustloff, par David Frankfurter, un étudiant en médecine juif de 27 ans (condamné à 18 ans de prison par la justice helvétique, il sera extradé vers la Palestine en 1945 et mourra à Tel-Aviv en 1982) : Hitler interdit les actes de représailles envers la communauté juive allemande (cf. 6 février, 7 mars). Le nom de « Wilhelm Gustloff » sera donné au premier paquebot de croisière de la « Force par la joie » (cf. 27 novembre 1933) qui sera lancé en mer du Nord le 5 juillet 1937 (208,5 mètres de long, 23,5 mètres de large, 417 membres d'équipage, 1456 passagers).

6 février Jusqu'au 16, Jeux olympiques d'hiver à Garmisch-Partenkirchen.

Sortie des premiers modèles *Volkswagen* (cf. fin janvier 1934).

10 février Extension des prérogatives de la Gestapo (cf. 20 juillet 1934).

16 février En Espagne, victoire électorale du *Frente popular*.

22 février Décrets de planification de la production et des livraisons agricoles.

[246]

27 février À Wanne-Eickel, près de Herne dans la Ruhr, les mineurs obtiennent par des débrayages la libération de leurs camarades mis en détention.

À Paris (où Laval a démissionné, où les ligues nationalistes et fascistes viennent d'être interdites, et où le *Front populaire* est en marche), la Chambre des députés et, dans la foulée, la Commission des Affaires étrangères du Sénat approuvent le pacte avec l'URSS (cf. 2 et 21 mai 1935, 18 juin 1935).

7 mars Prenant prétexte du pacte franco-soviétique (cf. 27 février), Hitler dénonce le traité de Locarno (cf. 7 juin 1933, 11-14 avril 1935) ; les troupes allemandes occupent la Rhénanie démilitarisée. Simultanément, le *Führer* propose à ses voisins un pacte de non-agression de 25 ans, la création d'une zone démilitarisée des deux côtés de la frontière franco-allemande (ce qui suppose que la France démantèle la ligne Maginot) et le retour du *Reich* au sein de la Société des Nations (SDN, cf. 19 octobre 1933). En outre, il dissout le

Reichstag et fixe de nouvelles élections pour le 29 mars, lesquelles seront couplées à un référendum sur l'occupation de la Rhénanie et son action politique depuis trois ans.

L'URSS offre immédiatement son appui à la France.

8 mars Le gouvernement français proteste contre l'occupation de la Rhénanie, mais ne donne pas de suites concrètes, d'autant que la Belgique et l'Angleterre (cf. 26 mars 1934, 18 juin 1935) ne sont pas disposées à s'engager dans une action militaire.

11 mars À Francfort-sur-le-Main, célébration par Hitler de la récupération de la Rhénanie (cf. 7 et 8 mars) ; son discours déchaîne l'enthousiasme de plus de 40 000 personnes.

24 mars À Paris, le Comité antifasciste pour la formation d'un front populaire allemand présidé par Heinrich Mann (cf. *Repères 1935*) appelle à la mobilisation contre le coup de force de Hitler en Rhénanie (cf. 7, 8, 11 mars) ; totale inertie du gouvernement français.

[247]

29 mars Élections pour le *Reichstag* (cf. 7 mars) — listes uniques (cf. 14 juillet 1933) — couplées à un référendum sur l'occupation de la Rhénanie et l'action politique du *Führer* depuis trois ans : soutien au régime à 98,3%.

Fin mars Déplorant l'inaction de la France, l'URSS (cf. 7 et 8 mars, 24 mars) envisage dès lors concrètement un rapprochement avec le *Reich* : fin avril, en accord avec le ministre de l'Économie, Hjalmar Schacht (cf. 21 mai 1935), signature par Göring d'un traité commercial germano-soviétique de livraison de matières premières indispensables au réarmement allemand.

4 avril Ordonnance secrète du *Führer* (*Geheimer Führererlaß*) pour une intensification de la « mise sur le pied de guerre » (*Wehrhaftmachung*) du *Reich* ; renforcement de la dictature.

15 avril La Ligue des juristes allemands nationaux-socialistes (cf. 23 décembre 1933, fin décembre 1935) devient la « Ligue nationale-socialiste des défenseurs du droit » (*Nationalsozialistischer Rechtswahrerbund*) : coordination sous l'égide de Hans Frank (ministre sans portefeuille depuis 1934) de l'ensemble des praticiens du secteur juridique (dit « travailleurs du droit » = *Arbeiter am Recht*) afin

d'assurer une « rénovation du droit » (*Rechtserneuerung*) conforme à la doctrine nationale-socialiste (cf. 4 avril) dans tous les domaines.

18 avril Extension des prérogatives (cf. 4 avril) de la Cour de justice de la Communauté raciale populaire (cf. 23 mars et 24 avril 1934) sous la présidence d'Otto Thierack, 47 ans, membre de la NSDAP depuis 1932, futur ministre de la Justice (cf. 20 août 1942).

23 avril Création par Hans von Tschammer und Osten,

Reichssportführer (cf. 19 juillet 1933) et secrétaire d'État près le ministère de l'Intérieur, de l'« Office sportif du Reich » (*Reichssportamt*), afin que toutes les activités relevant du sport soit gérées conformément au *Führerprinzip* (cf. 4 avril).

[248)

24 avril Inauguration des « Châteaux de l'Ordre » (*Ordensburgen*) de Sonthofen (Allgäu), Crössinsee (Poméranie) et Vogelsang (Eifel), construits par le Front allemand du travail (*DAF*) : écoles supérieures dans lesquelles devaient être formées durant sept semestres, à partir de 23 ans, les futurs hauts dirigeants de la société nazie (*Junker*). Un autre « château » existait à Marienburg, vieille citadelle des chevaliers teutoniques en Prusse orientale. Le projet sera compromis par la guerre : dès 1940, les « Châteaux de l'Ordre » serviront à héberger les « Écoles Adolf Hitler » (cf. 15 janvier 1937) et des centres de rééducation au travail pour les mutilés et polytraumatisés.

27 avril Hermann Göring est nommé « Commissaire aux devises et aux matières premières » (*Devisen- und Rohstoffkommissar*, cf. fin mars). Réorganisation de l'industrie d'armement.

1^{er} mai Dispositions pour un contrôle plus strict de l'activité de la population (cf. fin décembre 1935, 4 avril).

3 mai En France, victoire du *Front populaire*.

5 mai Chute d'Addis-Abeba (cf. 2-3 octobre et 18 octobre 1935). Le *Duce* est maître de l'Éthiopie ; le négus Hailé Sélassié se réfugie en Angleterre. Les sanctions économiques décidées par la Société des Nations (SDN) ont pour seul effet de renforcer le nationalisme italien (elles seront du reste abrogées début juillet).

9 mai Mussolini (cf. 5 mai) fait proclamer le roi Victor-Emmanuel III empereur d'Éthiopie. Il se coupe de plus en plus de la Société des Nations (SDN) et se tourne vers l'Allemagne hitlérienne.

Mi-mai Création à Berlin de l'« Institut allemand de recherche psychologique et de psychothérapie » (*Deutsches Institut für psychologische Forschung und Psychotherapie = DIPFP*) sous la direction de Matthias Heinrich Göring, 57 ans, ancien assistant de Kraepelin, membre de la NSDAP depuis 1933 et cousin de Hermann Göring : développement d'une « nouvelle science allemande [249] de thérapie psychique » (*neue deutsche Seelenheilkunde*) purifiée du freudisme « étranger à la race germanique » (cf. 10 mai 1933) et orientée sur les théories de Cari Gustav Jung. Placé fin septembre 1939 (suite à une cabale contre son directeur, nazi tardif et relativement tolérant) sous la tutelle de Robert Ley (cf. 10 mai 1933) qui voulait en faire un instrument de fanatisation, l'Institut Göring (*Göring-Institut*) obtiendra en 1942 (famille oblige) son rattachement au « Conseil de recherche du Reich » (*Reichsforschungsrat*, cf. juin 1937), nouvellement dirigé par Hermann Göring, et s'appliquera (majoritairement et non sans difficultés) à s'en tenir à une action éthique (falsification de diagnostics afin de soustraire les schizophrènes et épileptiques à l'opération T4/cf. octobre 1939, tentative pour « soigner » les homosexuels afin de leur éviter le camp de concentration/cf. 1^{er} janvier 1934, 28 juin 1935).

28 mai « L'Église confessante » (cf. 4 mars et 24 septembre 1935) fait publiquement campagne contre la politique raciale.

17 juin Heinrich Himmler est nommé « *Reichsführer SS* et chef de la police allemande » (*Reichsführer SS und Chef der deutschen Polizei = RFSSuChdDtPol*) ; il est assisté de Reinhard Heydrich (cf. 24 avril et 9 juin 1934) et du général SS Kurt Daluege (39 ans, membre de la NSDAP depuis 1928), en charge de l'ordre public (*Ordnungspolizei = Orpo*).

18 juin En France (cf. 3 mai), décrets de dissolution des ligues nationalistes et fascistes.

24 juin À Paris, la direction du Parti communiste d'Allemagne (KPD) en exil rejette la proposition de Heinrich Mann (cf. 24 mars) de constitution d'un front populaire antinazi (cf. fin mars).

25 juin Chez Opel, à Rüsselsheim (Hesse), une grève salariale est sévèrement réprimée par la police ; licenciement des meneurs.

Conférence au ministère de l'Économie : adoption de mesures draconiennes pour lutter contre le déclenchement de conflits sociaux.

[250]

4 juillet Les États membres de la Société des Nations (SDN) adoptent un « arrangement provisoire pour les réfugiés en provenance d'Allemagne ».

11 juillet Traité d'amitié germano-autrichien (*Juliabkommen*) : le Reich reconnaît l'indépendance de l'Autriche qui pour sa part s'engage à conduire « une politique conforme au fait qu'[elle] se considère comme un État allemand » ; amnistie des putschistes nazis (cf. 25 juillet et 30 juillet 1934) : Leopold rentre en Autriche. Le célèbre aviateur américain Charles Lindbergh est reçu par Hitler et se déclare séduit par sa vision du monde.

13 juillet En Espagne (cf. 16 février), insurrection franquiste ; début de la guerre civile.

18 juillet Consignes très strictes de la Gestapo en perspective de l'ouverture des Jeux olympiques de Berlin (cf. 19 juillet 1933, 29 novembre 1935, janvier) : « Un déroulement grandiose et sans incident est de la plus haute importance pour l'image de la nouvelle Allemagne. Les rafles doivent être évitées dès à présent ainsi que les grands convois publics de prisonniers ».

24 juillet À Spandau (Ouest de Berlin), grève salariale chez Auto-Union : les revendications sont en partie satisfaites ;

En France, le gouvernement Léon Blum (cf. 3 mai) met en place une commission consultative paritaire pour l'accueil des réfugiés d'Allemagne (cf. 4 juillet).

25 juillet Nouveaux pourparlers (cf. 24 juin) pour la constitution d'un front populaire allemand antinazi : échec.

27 juillet Pour soutenir l'insurrection franquiste (cf. 13 juillet), formation sur la base du volontariat de la « Légion Condor » (*Légion Condor*) comprenant des unités blindées et aériennes (sur les ailes des avions, dans un cercle noir, un condor enserrant une bombe) : environ 6000 combattants sous le commandement du général d'aviation Hugo

Sperrle (parmi les pilotes engagés, Adolf [251] Galland, 24 ans, et Werner Mölders, 23 ans, futur as de la *Luftwaffe*).

Fin juillet Arrivée en Espagne des premières unités de la Légion Condor (cf. 27 juillet).

Création sous l'égide de Johannes Bernhardt, représentant en Espagne de l'« Organisation de la NSDAP pour l'étranger » (cf. 8 mai 1933) et étroit collaborateur de Göring, des sociétés commerciales germano-espagnoles HISMA et ROWAK (transports de troupes et livraisons d'équipements militaires, notamment des avions, contre des minerais).

L'Italie (cf. 9 mai) intervient en Espagne aux côtés de la « Légion Condor » (50 000 « Chemises noires » commandées par le général Mario Roatta), ainsi que le Portugal salazariste (20 000 hommes).

1^{er} août Ouverture des Jeux olympiques de Berlin (cf. 18 juillet) : 4069 athlètes venus de 49 pays — absence de l'Espagne (cf. 13 et 27 juillet, fin juillet) et de l'URSS (non invitée). Pour la première fois depuis le lancement des jeux modernes par Pierre de Coubertin en 1896 (Athènes), des coureurs se relaient pour porter la flamme d'Olympie à Berlin.

Retransmission télévisée en direct ou en différé des Jeux olympiques dans des « salons de télévision » (cf. 22 mars 1935) à Berlin, Potsdam et Leipzig : 160 000 spectateurs.

Durant toute la durée des Jeux olympiques, diffusion par des militants antifascistes de tracts auprès des sportifs, des journalistes et du public : recensement détaillé des arrestations et exécutions, situation faite aux Juifs, carte des camps de concentration. Peu de réactions.

4 août Après avoir remporté (cf. 1^{er} août) le 100 mètres, le 200 mètres et le relais 4 X 100 mètres, l'athlète noir américain Jesse Owens triomphe au saut en longueur ; son rival « aryen », Lutz Long, médaille d'argent, lui rend hommage sur le podium en l'embrassant (à noter que d'autres athlètes noirs ont apporté un camouflé cinglant à la théorie nazie de la supériorité de la « race germanique » : Archie Williams/400 mètres, John Woodruff/800 [252] mètres, ainsi que les sauteurs Dave Albritten et Cornélius Johnson).

6 août Défaite en finale de l'équipe olympique allemande de football contre la Norvège en présence de Hitler. Le président de la Ligue

allemande de football (*Deutscher Fußball-Bund = DFB*), Félix Linnemann, qui, juste avant le match a imposé, au nom du *Führerprinzip* (cf. 23 avril), un changement d'équipe à l'entraîneur Otto Nerz, sauve sa tête de justesse (commissaire en chef de la police criminelle pour le district de Berlin-Charlottenburg, il est muté à Stettin et contraint de s'engager dans la SS).

16 août Cérémonie de clôture des Jeux olympiques de Berlin : l'Allemagne se classe en tête avec 33 médailles d'or, 36 médailles d'argent, 30 médailles de bronze.

24 août Le service militaire obligatoire (cf. 16 mars 1935) est porté à 2 ans.

25 août Hjalmar Schacht (cf. 21 mai 1935) se rend à Paris pour inviter les industriels français à collaborer avec son pays.

26 août Ordonnance secrète du *Führer* (*Geheimer Führererlaß*) : « L'armée allemande dispose de quatre années pour être en capacité de combattre. L'industrie allemande dispose de quatre années pour être en capacité d'assurer le succès de la guerre ».

29 août L'Assemblée épiscopale de Fulda (catholique) approuve la lutte de Hitler contre le bolchevisme (c'est-à-dire les socialistes, communistes, trotskistes et anarchistes espagnols en lutte contre le général Franco, tenant des institutions traditionnelles et surtout de l'Église en tant que guide suprême de la vie du peuple).

Fin août Ouverture du camp de concentration de Sachsenhausen (« Sachso ») à environ 25 km au Nord-Est de Berlin.

2 septembre Jusqu'au 7, à Erlangen (à côté de Nuremberg), congrès des « Allemands à l'étranger » (*Auslandsdeutsche*, cf. 3 [253] mai 1933) : demande d'une politique annexionniste (« *Wir wollen heim ins Reich!* » = « Nous voulons revenir au giron du *Reich!* »).

4 septembre David Lloyd George, ancien premier ministre britannique (1916-1922), est reçu par Hitler à Berchtesgaden et donne une interview enthousiaste au *Daily Express*.

7 septembre Interdiction du pavoisement (cf. 15 septembre 1935) pour les immeubles dont un occupant est juif.

8 – 14 septembre Huitième Congrès de la NSDAP à Nuremberg (cf. 10-16 septembre 1935) dit « de l'honneur » (*Reichsparteitag der*

Ehre) : adoption du « Plan de quatre ans » (*Vierjahresplan*) en vue du déclenchement de la guerre (cf. 26 août).

23 septembre À Dantzig (cf. 7 avril 1935), les nazis intensifient la terreur politique ; interdiction du Parti communiste et limitation de l'activité syndicale.

Octobre Pour soutenir les républicains espagnols, création des « Brigades internationales » composées d'antifascistes, en majorité communistes, de cinquante nations. Armées et financées essentiellement par l'URSS (en vérité à 25%, le reste ayant été prélevé sur la réserve d'or de la banque d'État espagnole qui avait été transférée à Moscou), les « Brigades » rassembleront autour de 30 000 combattants, au nombre desquels 5000 Allemands et Autrichiens.

3 octobre Lancement du croiseur *Scharnhorst* (coulé au large du cap Nord le 26 décembre 1943 par le commandant en chef de la flotte britannique, Bruce Austin Fraser).

14 octobre La police criminelle (*Kriminalpolizei = Kripo*) passe sous le contrôle de la Gestapo.

17 octobre À Brème, mouvement de grève chez *Weser AG* pour protester contre l'allongement de la journée de travail.

[254]

18 octobre Hermann Göring est nommé responsable du « Plan de quatre ans » (cf. 8-14 septembre) : constitution immédiate d'un « Conseil général de l'économie d'armement » (*Rüstungswirtschaftlicher Generalrat*) composé de responsables nazis, de militaires et d'industriels (Cari Krauch de *IG-Farben*).

La population allemande est « invitée » à faire des sacrifices pour le succès du « Plan de quatre ans » ; apparition des slogans : « Des canons à la place du beurre » (« *Kanonen statt Butter* ») et « Lutte contre le gaspillage » (« *Kampf dem Verderb* »).

20 octobre Grèves salariales dans l'industrie textile de la région de Zwickau (Saxe).

22 octobre Publication des premiers décrets d'application du « Plan de quatre ans » (cf. 8-14 septembre, 18 octobre).

24 octobre L'Allemagne entérine la colonisation de l'Éthiopie par l'Italie (cf. 5 et 9 mai 1936).

25 octobre Traité germano-italien (cf. 24 octobre) préluant à la constitution de l'« Axe Berlin-Rome » (*Achse Berlin-Rom*) ; l'expression aurait été utilisée pour la première fois par Hans Frank (cf. 2 juillet 1933, 15 avril) lors de sa rencontre courant septembre avec le ministre des Affaires étrangères Galeazzo Ciano, gendre de Mussolini.

28 octobre Au Palais des sports de Berlin, discours de Göring (cf. 18 octobre) sur le « Plan de quatre ans » (cf. 22 octobre) : blocage des salaires, interdiction absolue des grèves sous peine de graves condamnations.

29 octobre Afin de compenser le blocage des salaires (cf. 28 octobre), mise en place d'un commissariat chargé du contrôle du coût de la vie. Le maintien — relatif — du pouvoir d'achat se fait au détriment de la qualité des produits. Très forte augmentation de la viande de bœuf, de l'huile, du café, ainsi que du « superflu » (cigarettes, cosmétiques).

[255]

Novembre Création par la Ligue nationale-socialiste des femmes (cf. 29 mars 1935) d'« écoles au mariage » (*Eheschulen*) également nommées « écoles nuptiales » (*Bräuteschulen*) : durant quatre à six semaines, enseignement maternel (cf. 20 mars et 1^{er} juin 1933, 4-10 septembre 1934) et ménager (cuisine économique, recyclage des vêtements/cf. 18 et 29 octobre) intensif, assorti d'une formation idéologique.

En Espagne (cf. octobre), les volontaires allemands de la « Brigade Thälmann » combattent aux côtés des républicains pour la défense de Madrid.

1^{er} novembre À Milan, discours de Mussolini ; officialisation de l'« Axe Berlin-Rome » (cf. 25 octobre).

5 novembre A Munich, ouverture de l'exposition « Le Bolchevisme » (*Der Bolschewismus*, sur le caractère bestial du communisme derrière lequel se profile « le Juif » exterminateur).

13 – 14 novembre Dans la région de Dresde, essais de matériels militaires en présence des industriels Krupp, Siemens, Thyssen, Bosch, etc..

16 novembre Hjalmar Schacht (cf. 21 mai 1935) se rend en Turquie et en Iran pour négocier des matières premières et l'implantation d'unités de production.

18 novembre L'Allemagne et l'Italie (cf. 1^{er} novembre) intensifient leur soutien à Franco (cf. fin juillet).

20 novembre Les « Chrétiens allemands » (cf. 27 septembre 1934) appellent à « mobiliser toutes les forces de l'Église contre le bolchevisme » (cf. 29 août, 18 novembre).

Hanns Kerrl, ministre pour les Affaires religieuses (cf. 16 juillet et 24 septembre 1935), accentue la persécution de l'« Église confessante » (cf. 28 mai 1936).

25 novembre « Pacte anti-Komintern » (*Antikominternpakt*) entre l'Allemagne et le Japon : signé pour cinq ans et ouvert à [256] toutes les puissances souhaitant lutter contre le communisme dans le monde

27 novembre Hitler décide de l'organisation des « Tournois nationaux-socialistes » (*Nationalsozialistische Kampfspiele*) qui, dès le prochain Congrès de la NSDAP à Nuremberg (cf. 8-14 septembre), mettront en compétition des équipes des Jeunesses hitlériennes, de la SS et de la SA, de l'armée et de la police, de la *DAF* et de la *DRL* (cf. 10 mai 1933) ; supprimés en 1939 (cf. 1^{er} septembre 1939).

1^{er} décembre Dans le cadre du « Plan de quatre ans » (cf. 8-14 septembre, 18, 22, 28 et 29 octobre), institution de la peine de mort pour les actes de sabotage économique et le trafic de devises.

Les Jeunesses hitlériennes sont proclamées « Jeunesse d'État » (*Staatsjugend*). Le samedi devient « Journée de la Jeunesse d'État » (*Staatsjugendtag*) : dispense d'école pour les membres du *Jungvolk* et des *Jungmädel* (cf. 5 avril 1933) afin qu'ils puissent participer aux activités de leur section (servira au recensement des familles n'ayant pas inscrit leurs enfants aux Jeunesses hitlériennes).

Mort à Madrid, à 41 ans, de Hans Beimler (cf. 8 mai 1933, *Repères 1933*). « commissaire politique de tous les bataillons allemands des brigades internationales » (cf. novembre) : sous les balles franquistes selon la thèse communiste officielle, en réalité assassiné par des agents staliniens du NKGB parce qu'il prônait l'unité d'action avec le POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste, d'orientation trotskiste) et les anarchistes.

21 décembre À Paris, accord entre intellectuels, communistes et socialistes allemands en exil (cf. *Repères 1935*. 24 mars, 24 juin, 25 juillet) sur la formation d'un « Front populaire pour la paix, la liberté et du pain » (*Volksfront für Frieden, Freiheit und Brot*) ; le document est signé par Heinrich Mann, Arnold Zweig, Lion Feuchtwanger (intellectuels), Wilhelm Pieck et Walter Ulbricht (PCA), Rudolf Breitscheid (SPD) et Willy Brandt (SAP, cf. novembre 1930).

[257]

23 décembre À Berlin (Max Antkowiak, Fritz et Martha Fieber) et dans d'autres grandes villes, formation de cellules clandestines du « Front populaire pour la paix, la liberté et du pain » (cf. 21 décembre).

Fin décembre Le nombre de chômeurs (cf. fin décembre 1935) est tombé à 1,6 million.

Selon ses propres chiffres, la Gestapo a procédé durant l'année à l'arrestation de 11 687 communistes et 1374 socialistes ; saisie de pratiquement 2 millions de tracts antinazis (cf. 1^{er} août).

Promulgation du calendrier des célébrations nationales (*Nationalfeiertage*) :

- * 30 janvier : « Journée de la prise du pouvoir » (*Tag der Machtergreifung*, cf. 29 et 30 janvier 1933).
- * 24 février : commémoration de la proclamation du « Programme en 25 points » (cf. 24 février 1920).
- * Cinquième dimanche avant Pâques — *Reminiscere* chez les chrétiens —, puis le 16 mars à partir de 1939 (cf. 16 mars 1935) : « Journée du souvenir des héros » (*Heldengedenktag*) morts durant la Première Guerre mondiale et, à partir de 1940, durant le conflit en cours.
- * Dernier dimanche de mars : « Engagement de la jeunesse » (*Verpflichtung der Jugend*) : accueil solennel des *Küken* et *Pimpfe* ayant atteint 14 ans au sein du *BDM* et de la *HJ* (cf. 5 avril 1933).
- * 20 avril : anniversaire du *Führer* (né en 1889).

- * 1^{er} mai : « Journée du travail national » (*Tag der nationalen Arbeit*).
- * Deuxième dimanche de mai (troisième à partir de 1938) : « Journée des mères » (*Muttertag*).
- * 21 juin : fête du solstice d'été (*Sommersonnwendfeier*).
- * Début septembre : Congrès du *Reich* (*Reichsparteitag*) de la NSDAP à Nuremberg.
- * Début octobre : « Fête d'Action de grâces pour la récolte » (*Erntedankfest*, cf. 30 septembre 1934).

[258]

- * 9 novembre : journée de commémoration des « martyrs du mouvement » (*Blutzeugen der Bewegung*, cf. 9 novembre 1933).
- * 21 décembre : fête du solstice d'hiver (*Wintersonnwendfeier*). La tentative pour remplacer Noël par le « *Jul* » des anciens Germains se soldera par un échec.

REPÈRES CULTURELS ET IDÉOLOGIQUES

À Moscou, création par le journaliste, dramaturge et romancier Fritz Erpenbeck de la revue littéraire mensuelle *Das Wort* afin de constituer un « front humaniste militant » des « écrivains de langue allemande dont la parole n'a jamais servi le troisième *Reich* » (successivement dirigée par Bertolt Brecht, Lion Feuchtwanger et Willi Bredel, cessation d'activité en mars 1939). À Paris, formation du « Collectif des artistes allemands » (*Kollektiv deutscher Künstler*) autour de Max Ernst et Otto Freundlich (relayé en 1938 par la « Ligue allemande libre des artistes »/*Freier deutscher Künstlerbund* sous la présidence d'Eugen Spiro et Max Lingner). Ouverture des Jeux olympiques sur la *Ronde olympique* de Cari Orff. Durant les Jeux, inauguration du « théâtre de plein air Dietrich Eckart » (cf. 19 juillet 1933) avec la « pièce *Thing* » (cf. *Repères 1933* et *1935*) d'Eberhard Wolfgang Möller, *Le Jeu de dés de Frankenburg*. À Leipzig, destruction de la statue du compositeur juif Félix Mendelssohn Bartholdy. ». Friedrich Georg Jünger (cf. *Repères 1926*), *La Guerre* (« Chante, ô mélopée, la guerre, [...] chante la violence de la destruction »). Lettre ouverte de Thomas Mann au doyen

de la faculté des lettres de l'université de Bonn, Karl Justus Obenauer, qui l'a destitué de son titre de *Docteur honoris causa* : « Le sens et le but du système étatique national-socialiste se résument [...], par la mise hors circuit, la répression, l'éradication impitoyables de toute manifestation oppositionnelle, à mouler le peuple allemand [...] en vue de la prochaine guerre. Attribution du Prix Nobel de la paix à Cari von Ossietzky (cf. *Repères 1928* et *1931*, 10 mai 1933), interné au camp d'Esterwegen. Parution de : Erich Weinert, *Front rouge. Poèmes à nos camarades assassinés* ; Edwin Hoernle, *Les Paysans sous le joug* (par un député communiste en exil, la nazification d'une petite commune rurale d'Allemagne du Sud) ; Jan Petersen, *Notre rue* (la résistance antihitlérienne à Berlin-Chariottenburg ; [259] manuscrit sorti d'Allemagne cuit dans une tarte) ; Heinrich Mann, *L'Itinéraire des travailleurs allemands* (réquisitoire contre la Social-démocratie et analyse du régime nazi) ; Eduard Claudius, *Jeunesse en révolution* (sur les volontaires des brigades internationales en Espagne) ; Andor Gábor, *La Facture et autres récits du troisième Reich* ; Ludwig Renn, *Face aux grandes transformations* (rapport sur la situation en Allemagne). Daniel Guérin (disciple français de Trotski), *Fascisme et grand capital*. Sortie les écrans de : *Les Traîtres* (Karl Ritter, des Allemands espionnent l'industrie du Reich au profit de l'Angleterre), *Fridericus* (Johannes Meyer, justification des projets impérialistes hitlériens en tant que continuité de la politique expansionniste de Frédéric le Grand), *La ville d'Anatol* (Viktor Tourjansky. Les richesses du sous-sol des Balkans doivent appartenir au peuple supérieur allemand). À Moscou, le dramaturge communiste en exil, Gustav von Wangenheim, tourne *Le Combattant* (en collaboration avec Alfred Kurella, sur l'incendie du Reichstag et ses suites/cf. 27 février 1933, 21 et 23 septembre 1933, 23 décembre 1933).

[259]

**Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.**

Année 1937

[Retour à la table des matières](#)

Janvier En Autriche, en application d'une clause secrète du traité d'amitié avec le *Reich* du 11 juillet 1936, Schuschnigg envisage positivement une participation nazie à son gouvernement.

15 janvier Ouverture des premières « Écoles Adolf Hitler » (*Adolf-Hitler-Schulen* = *AHS*) placées sous la direction de Baldur von Schirach ; au nombre de 10, les *AHS* recrutaient à partir de 12 ans les meilleurs éléments du *Jungvolk* (cf. 5 avril 1933) pour les préparer durant six années à devenir des cadres du Parti (les *Napola* /cf. 20 avril 1933 étant plus orientées vers la société civile et l'armée).

18 janvier À Hambourg, « procès à grand spectacle » (*Schauprozess*) de 25 militants antinazis (3 condamnations à mort).

[260]

20 janvier Lors d'un stage de formation pour les officiers de la *Wehrmacht*, Heinrich Himmler (cf. 17 juin 1936) explique que, en cas de guerre, l'opposition au régime augmentera et qu'existera alors un « théâtre des opérations au sein même de l'Allemagne » (« *Kriegsschauplatz Innerdeutschland* ») où les services de sécurité et la SS auront pleinement leur rôle à jouer.

26 janvier Loi exigeant des fonctionnaires obéissance et fidélité absolues au régime (*Gefolgschaft*).

27 janvier Signature d'un accord de collaboration économique germano-autrichien.

30 janvier Le *Reichstag* proroge pour quatre ans la « Loi d'habilitation » (cf. 23 et 24 mars 1933).

Annulation du traité de Versailles ; aucune réaction des puissances occidentales.

Suite à l'affaire Ossietzky (cf. *Repères 1936*), ordonnance de Hitler interdisant désormais aux citoyens du *Reich* d'accepter le Prix Nobel (« *Die Annahme des Nobelpreises wird [...] für alle Zukunft Deutschen untersagt* »). Création du Prix national allemand pour les arts et les sciences (*Deutscher Nationalpreis für Kunst und Wissenschaft*).

2 février Création par le ministère des Affaires étrangères d'un « Office central pour les Allemands à l'étranger » (*Zentralstelle für Auslandsdeutsche*, cf. 2 septembre 1936) ; décision de soutenir les mouvements autonomistes et fascistes dans toute l'Europe.

10 février Loi plaçant la Banque centrale et les chemins de fer du *Reich* sous la tutelle du gouvernement du *Reich*.

12 février Fin de la politique de tolérance (cf. Concordat, 20 juillet 1933) à l'égard de l'Église catholique : mise en place progressive de mesures de plus en plus dures pour réduire son espace de liberté (presse, enseignement, organisations caritatives) ; surveillance des prêtres et évêques par la Gestapo, mise sous écoute des confessionnaux...

[261]

22 – 23 février Le ministre des Affaires étrangères, Konstantin von Neurath, en visite officielle en Autriche (cf. janvier, 27 janvier) ; nombreuses manifestations antinazies malgré leur interdiction par le gouvernement Schuschnigg.

28 février En Tchécoslovaquie, le leader nazi Konrad Henlein (cf. 19 mai 1935) exige l'autonomie des Sudètes.

Fin février En Rhénanie, mise en œuvre d'un programme de stérilisation des adolescents (environ 400) nés dans les années vingt d'un « péché de sang » (*Blutsünde*, dit aussi « outrage au sang » = *Blutschande*), c'est-à-dire d'une mère allemande et d'un soldat noir des troupes françaises d'occupation (voir aussi 10-16 septembre 1935, *Rassenschande*).

1^{er} mars À la foire internationale de Leipzig, Joachim von Ribbentrop (cf. 22 janvier 1933, 4 et 18 juin 1935), ambassadeur du

Reich à Londres depuis août 1936, prononce un discours affirmant le droit de l'Allemagne à disposer de colonies.

14 mars Publication en langue allemande par le pape Pie XI de l'encyclique « Avec un brûlant souci » (« *Mit brennender Sorge* ») : condamnation des violations du Concordat (cf. 17 mai 1935, 12 février) et de la volonté d'ériger la « race » et l'État en valeurs suprêmes ; toutefois, pas de condamnation explicite de l'antisémitisme.

Arrestations de prêtres et responsables d'organisations catholiques connus comme activistes antinazis (notamment des membres de la « Ligue Saint Paul »/*Paulus-Bund* qui assistait les Juifs et les aidait à quitter l'Allemagne).

17 mars Hermann Göring (cf. 18 octobre 1936) propose que les aciéries autrichiennes (cf. 27 janvier) travaillent pour le *Reich*.

19 mars Publication par le pape Pie XI (cf. 14 mars) de l'encyclique *Divini Redemptoris*, virulent réquisitoire contre le « communisme athée ».

[262]

31 mars En Espagne (Pays basque), bombardement par la Légion Condor (cf. 27 juillet et fin juillet 1936) du port de Durango.

1^{er} avril Robert Ley (cf. 24 octobre 1934) lance le « combat pour le rendement des entreprises allemandes » (*Leistungskampf der deutschen Betriebe*) : appel aux travailleurs à ne plus simplement penser à gagner de l'argent, mais à considérer leur tâche, tel le soldat dont l'héroïsme ne saurait être rémunéré à sa juste valeur, comme un honneur de lutter pour l'avenir de la patrie. « Toute entreprise est une forteresse, le devoir suprême de tout soldat du travail est de combattre pour cette forteresse ».

Création par le général d'aviation et conseiller ministériel, Friedrich Christiansen, du « corps aéronautique national-socialiste » (*Nationalsozialistisches Fliegerkorps = NSFK*), chargé de la formation des pilotes et mécaniciens de la *Luftwaffe*, ainsi que, pour les Jeunesses hitlériennes (*Flieger-HJ*), de cours d'aéromodélisme, d'entretien des appareils (« *Erhaltung der Flugfrische* ») et de pilotage ; à la fin de la guerre, instruction accélérée de quelques « kamikazes » (*Rammjäger*). Devenu en 1940 commandant de la *Wehrmacht* pour les Pays-Bas

occupés, Christiansen signera le massacre de la population masculine de Putten, près de Rotterdam.

À Berlin, ouverture d'un « procès à grand spectacle » (*Schauprozess*) de responsables des Jeunesses catholiques (cf. 14 mars).

En protestation contre la politique antisémite et les persécutions religieuses (cf. supra), le maire conservateur de Leipzig, Cari Friedrich Goerdeler, prend prétexte de la destruction dans sa ville de la statue du compositeur juif Félix Mendelssohn Bartholdy (cf. *Repères 1936*) pour démissionner ; il avait déjà, pour le même motif, quitté son poste de commissaire du *Reich* au contrôle des prix en juillet 1935 (cf. 27 avril 1933).

10 – 11 avril À Paris, graves dissensions idéologiques et stratégiques entre socialistes et communistes au cours d'une réunion du « Front populaire pour la paix, la liberté et du pain » (cf. 21 décembre 1936).

[263]

26 avril En Espagne (Pays basque), percée franquiste sur Bilbao. Entre 15 et 19 heures, la ville de Guernica est rasée par sept passages successifs de 43 bombardiers et chasseurs de la Légion Condor (cf. 27 juillet et fin juillet 1936, 31 mars), depuis janvier sous les ordres du colonel-comte Wolfram von Richthofen.

27 avril Condamnation internationale du bombardement de Guernica (cf. 26 avril). Joachim von Ribbentrop, conseiller du *Führer* pour la politique extérieure (cf. 22 janvier 1933, 4 et 18 juin 1935) et ambassadeur du Reich à Londres (cf. 1^{er} mars), presse le ministre des Affaires étrangères, Konstantin von Neurath, d'intervenir auprès des autorités françaises pour qu'elles démentent la responsabilité allemande et imputent la destruction de la ville à l'aviation républicaine et aux « dynamiteros » basques qui pratiqueraient la « terre brûlée » (*verbrannte Erde*).

28 avril À Berlin, suite aux lourds verdicts prononcés la veille dans le procès des responsables des Jeunesses catholiques (cf. 1^{er} avril), nombreuses protestations à l'occasion des cérémonies pour la Fête-Dieu.

29 avril Proclamation par Hitler de la « démocratie germanique » (*Germanische Demokratie*) pour caractériser l'État national-socialiste

comme une forme nouvelle de démocratie purifiée des miasmes du « parlementarisme » (*Parlamentarismus*, censé ne conduire qu'à des « bavardages » masquant « l'escroquerie la plus cynique » et réduisant la nation à un « bétail électoral que l'on saoule de paroles à chaque consultation ») ; désormais, tout « membre de la Communauté raciale populaire » (*Volksgenosse*), quelle que soit son origine sociale, est susceptible d'accéder aux plus hautes fonctions à condition qu'il en soit digne (c'est-à-dire qu'il soit pénétré dans ses pensées et ses actes par l'infaillibilité des décisions du *Führer*, cf. 20 août 1934).

1^{er} mai « Journée du travail national » (cf. fin décembre 1936) : Robert Ley appelle la communauté laborieuse à assurer le succès du « combat pour le rendement » (cf. 1^{er} avril).

[264]

Discours de Hitler alléguant que la « race » supérieure allemande, après avoir consenti les efforts nécessaires, sera un jour servie par le reste de l'Europe et que la seule préoccupation de la nation se résumera alors à des « problèmes météorologiques » (ce qui ne manque pas de sel si l'on pense à la neige et aux températures glaciales — jusqu'à 36° au-dessous de zéro, notera le général Franz Halder — que connaîtront les troupes allemandes en Russie).

3 – 8 mai À Barcelone, affrontements sanglants entre communistes staliniens, POUM (cf. 1^{er} décembre 1936) et anarchistes : 400 morts, un millier de blessés (décapitation du POUM, assassinat du leader anarchiste d'origine italienne Camillo Berneri).

Première quinzaine de mai Alors que le logement connaît une crise sévère (budget stagnant depuis 1933 à 200 millions tandis que celui de l'armée est passé à plus de 10 milliards), mise en chantier graduelle (cf. 23 novembre 1939) sur la frontière occidentale du *Reich* de la « Ligne Siegfried » (*Westwall*) qui engloutira 3,5 milliards de marks : jusqu'à septembre 1939, édification par 100 000 soldats du génie assistés de « volontaires » du service du travail — puis, à partir de mai 1938, par 350 000 membres de l'« Organisation Todt » (*Organisation Todt* = OT, cf. 27 juin 1933, fin décembre 1935, mai 1938) —, d'un réseau fortifié allant de la frontière suisse au Nord d'Aix-la-Chapelle (630 kilomètres).

En raison de l'intensification de la production de guerre, des vastes chantiers et du service du travail obligatoire (*Reichsarbeitsdienst*), le nombre des chômeurs tombe sous la barre du million (cf. fin décembre 1936).

24 mai À Paris, ouverture de l'Exposition universelle ; inauguration par Hjalmar Schacht (cf. 21 mai 1935) du pavillon allemand conçu par Albert Speer (cf. 1^{er} mai 1933, 7 août et 4-10 septembre 1934).

25 mai Exécution d'Otto Kropp, responsable du Parti communiste clandestin pour la Ruhr.

[265]

Jusqu'au 2 juin, tournée d'inspection des usines par le ministère de l'Économie pour faire le point sur le réarmement.

31 mai En Espagne, bombardement du port méditerranéen d'Almeria par la flotte allemande en représailles de l'attaque du navire *Deutschland* par un avion républicain.

Juin Afin de coordonner et de contrôler l'activité scientifique, création par le ministère du *Reich* des Sciences, de l'Éducation et de la Formation populaire sous l'égide de Bernhard Rust (cf. 1^{er} mai 1934) du « Conseil de recherche du *Reich* » (*Reichsforschungsrat*, cf. mi-mai 1936).

Début de la répression physique de l'« Église confessante » (cf. 20 novembre 1936).

En Autriche, Arthur Seyß-Inquart (cf. 18 juin 1933) est nommé secrétaire d'État dans le gouvernement Schuschnigg (cf. janvier) ; vives protestations des nazis autrichiens partisans de Leopold (cf. 25 juillet 1934, 11 juillet 1936).

14 juin À Essen, jusqu'au 24, « procès à grand spectacle » (*Schauprozeß*) de dirigeants du mouvement scout (condamnations jusqu'à 10 ans d'emprisonnement).

18 juin La foi catholique est déclarée incompatible avec l'appartenance aux Jeunesses hitlériennes (cf. 1^{er} décembre 1936) ; interdiction des Jeunesses catholiques (cf. 1^{er} et 28 avril).

20 juin Instauration d'une contribution sociale pour tous les hommes de plus de 22 ans inaptes à servir dans l'armée.

21 juin En France, coincé entre la pression des masses populaires et l'opposition conservatrice, Léon Blum (cf. 24 juillet 1936) est contraint à la démission par le Sénat. Pour ne pas briser le Front populaire, il prend la vice-présidence du Conseil dans le cabinet du radical Camille Chautemps.

24 juin Instructions secrètes à la *Wehrmacht* de se préparer pour des « échéances proches » (intervention contre l'Autriche).

[266]

26 juin La « Force par la Joie » (cf. 27 novembre 1933, 24 janvier 1934, 4 février 1936) obtient le monopole de l'organisation des loisirs du peuple allemand ; interdiction de toutes les autres associations.

27 juin Sermon public contre le régime hitlérien du pasteur Martin Niemöller, figure de proue de l'« Église confessante » (cf. juin).

1^{er} juillet Arrestation du pasteur Martin Niemöller (cf. 27 juin) qui, en tant que « prisonnier personnel du *Führer* » (« *persönlicher Gefangener des Führers* »), sera en mars 1938 interné à Sachsenhausen puis à Dachau (jusqu'à la libération du camp par les Américains, le 29 avril 1945).

5 juillet À Hambourg, lancement en présence de Hitler du paquebot « Wilhelm Gustloff » (cf. 4 février 1936).

7 juillet Invasion de la Chine par le Japon.

9 juillet Les évêques catholiques Konrad von Preysing (Berlin), Konrad Gröber (Fribourg), Clemens August von Galen (Munster), Johann Sproll (Rothenburg), ainsi que le cardinal Michael Faulhaber, prennent ouvertement position contre les abus du régime national-socialiste (cf. 14 mars), mais approuvent la lutte du *Führer* contre le communisme (cf. 17 mars).

12 juillet À Augsburg, ville épiscopale, manifestation contre l'interdiction des Jeunesses catholiques (cf. 18 juin).

15 juillet Début de l'édification du camp de Buchenwald près de Weimar (2561 détenus à la fin de l'année). Le système concentrationnaire entre dans sa phase économique (exploitation de la force de travail des détenus jusqu'à la mort).

Près de Brunswick (Braunschweig), création des *Reichswerke Hermann Göring* (complexe minier et sidérurgique) qui vont donner naissance à la ville de Salzgitter.

[267]

18 juillet À Munich, dans les locaux de la toute nouvelle « Maison de l'art allemand » (*Haus der Deutschen Kunst*) conçue par l'architecte Ludwig Troost (mort en 1934, cf. 5 juillet 1930, *Repères 1933*), inauguration par Hitler (cf. *Repères*) de la première « Grande exposition d'art allemand » (*Große Deutsche Kunst-ausstellung*) ; jusqu'en 1942, présentation annuelle des productions des « artistes » nazis (cf. *Repères 1934*).

19 juillet À Munich, dans les locaux de l'Institut d'archéologie de la Galerie Hofgarten, ouverture de l'« Exposition art dégénéré » (*Ausstellung Entartete Kunst*) ; prévue pour « éveiller en chaque Allemand le dégoût et l'effroi du cancer culturel » qui rongait la pays avant l'arrivée de Hitler au pouvoir (cf. *Repères*), elle va au contraire témoigner d'un véritable engouement pour l'art moderne (manifestation « culturelle » la plus fréquentée du troisième *Reich*).

23 juillet Concentration et nationalisation de l'industrie minière et métallurgique ; aryanisation des possessions juives.

17 août Exécution de Wilhelm Firl, responsable du Parti communiste clandestin pour Berlin.

6 – 13 septembre Neuvième Congrès de la NSDAP à Nuremberg (cf. 8-14 septembre 1936) dit « du travail » (*Reichsparteitag der Arbeit*) ; de nombreux diplomates étrangers participent au cortège du *Führer* dans des cabriolets Mercedes décapotés.

Annnonce par Hitler de mesures radicales à l'égard des « saboteurs » du « Plan de quatre ans » (cf. 28 octobre et 1^{er} décembre 1936) qui « exige l'engagement de toutes les forces laborieuses et ne saurait permettre que des individus asociaux puissent se soustraire au travail » (cf. 26 janvier 1938).

Intervention de Goebbels sur la nocivité des Juifs : « C'est lui l'ennemi du monde, le destructeur des cultures, le fils du chaos, l'incarnation du Mal, le ferment de la décomposition, le démon fait homme de la décadence de l'humanité » (« *Das ist der Feind der Welt, der Vernichter der Kulturen, der Sohn des [268] Chaos, die Inkarnation*

des Bösen, das Ferment der Dekomposition, der plastische Dämon des Verfalls der Menschheit »).

20 septembre Durant une semaine, grandes manœuvres de la *Wehrmacht* en Poméranie ; décision de renforcer la motorisation des troupes.

25 – 28 septembre Visite officielle de Mussolini en Allemagne : intensification de la collaboration germano-italienne et du soutien à Franco.

3 octobre Lors de la « Fête d'Action de grâces pour la récolte » (cf. 30 septembre 1934, fin décembre 1936), Hitler annonce la mise en œuvre prochaine de la « colonisation » (cf. 29 septembre 1933, 30 janvier 1935).

Arrestation du pasteur Paul Schneider, connu de longue date pour son opposition au régime et déjà inquiété à plusieurs reprises par la Gestapo (interné le 27 novembre à Buchenwald, il y sera assassiné le 18 juillet 1939).

8 octobre Au congrès international de psychothérapie de Copenhague, hommage — en sa présence — à Carl Gustav Jung pour avoir, contre les théories freudiennes, développé une conception de la psychologie basée sur la foi retrouvée de l'individu dans les valeurs de sa communauté ethnique.

13 octobre Le *Reich* garantit l'intégrité et l'inviolabilité de la Belgique (neutralité proclamée fin 1936 par le roi Léopold III, vivement anticommuniste et favorable à l'Allemagne).

31 octobre Fermeture de la « Grande exposition d'art allemand » de Munich (cf. 18 juillet) qui n'a accueilli au total que 500 000 visiteurs (plus du triple pour l'« Exposition Art dégénéré », cf. 19 juillet).

5 novembre Réunion de l'état-major de la *Wehrmacht* (cf. 21 mai 1935) en présence du maréchal (depuis avril 1936) et ministre de la Guerre, Werner von Blomberg, et du ministre des Affaires [269] étrangères, Konstantin von Neurath ; Hitler expose ses projets : annexion de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie (toute entière et pas seulement des Sudètes), conquête d'un « Espace vital » à l'Est (*Lebensraum*) indispensable pour rompre avec la politique d'autarcie (cf. 19 mars 1933, 15 mai et 24 septembre 1934), neutralisation de la France et de l'Angleterre. Son aide de camp, le colonel Friedrich

Hoßbach rédige un procès-verbal (*Hoßbach-Protokoll*) considéré comme capital par la plupart des historiens puisqu'il révèle dès cette date la volonté impérialiste du *Führer* ; toutefois, il ne rend guère compte des réserves exprimées par Werner von Blomberg et le général Werner von Fritsch, commandant en chef de l'armée de terre.

6 novembre L'Italie adhère au Pacte anti-*Komintern* (cf. 25 novembre 1936) ; constitution de l'« Axe Berlin-Rome-Tokyo » (*Achse Berlin-Rom-Tokio*).

8 novembre À Munich, inauguration par Joseph Goebbels de l'exposition antisémite « Le Juif errant » (*Der ewige Jude*) qui succède à l'exposition « Le Bolchevisme » (cf. 5 novembre 1936).

9 novembre Werner von Fritsch (cf. 5 novembre) proteste auprès de Hitler contre ses projets expansionnistes ; il est suivi par Werner von Blomberg et Konstantin von Neurath.

Naissance d'une opposition militaire autour du général d'artillerie Ludwig Beck.

13 novembre Institution par décret du ministère de l'Intérieur (Wilhelm Frick) de la « Direction supérieure de la SS et de la police » (*Höhere SS- und Polizeiführung = HSSPF*) dirigée par Heinrich Himmler (gestion coordonnée de tous les services afin de perfectionner la répression).

19 novembre Le vice-premier ministre britannique, lord Edward Wood Halifax, ministre britannique des Armées, rencontre Hitler à Berchtesgaden : reconnaissance des mérites du régime nazi dans la lutte contre le communisme, mais critique de la politique religieuse ; aucune remarque sur l'antisémitisme et les [270] camps de concentration ; l'Angleterre tolérera les révisions de frontières voulues par le *Reich* (Autriche, Sudètes, Dantzig) dans la mesure où elles s'effectueront de manière pacifique.

À Paris, inauguration de l'Institut Goethe (*Goethe-Institut*) pour la diffusion de la « culture allemande » en France.

23 novembre Conférence secrète entre des représentants des milieux d'affaires américains et allemands pour mettre au point une collaboration antisoviétique et rompre avec l'isolationnisme.

26 novembre En raison de dissensions avec Göring (cf. 18 octobre 1936), Hjalmar Schacht démissionne de son poste de ministre de l'Économie et de « Plénipotentiaire général pour l'économie de guerre » (cf. 21 mai 1935) ; il conserve la direction de la Banque centrale du *Reich*.

Au cours d'offices, les pasteurs membres de l'« Église confessante » s'insurgent contre les arrestations qui les frappent (cf. juin, 27 juin, 1^{er} juillet, 3 octobre) et appellent à prier pour les détenus des camps de concentration.

27 novembre Instauration du « passeport généalogique » (*Ahnenpaß*), censé devenir, selon le texte officiel, une carte d'identité obligatoire pour tout membre de la Communauté raciale populaire allemande » (« *ein Pflichtausweis für jeden deutschen Volksgenossen* ») ; pour obtenir le document, il fallait fournir les preuves tangibles de ses « origines sanguines allemandes » (*deutschblütig Abstammung*) jusqu'à l'« année de référence 1800 » (« *Stichjahr 1800* »).

28 – 30 novembre À Londres, l'Angleterre et la France se mettent d'accord sur une politique de tolérance envers l'Allemagne afin d'éviter la guerre (*Appeasement*).

31 novembre Inquiet du succès à Munich de l'« Exposition Art dégénéré », cf. 19 juillet), Goebbels ordonne sa fermeture ; devenue fragmentairement itinérante, elle fera un triomphe dans toutes les villes où elle séjournera.

[271]

Décembre Les opposants à la guerre (cf. 5 et 9 novembre) se plient aux volontés de Hitler (le 21, Blomberg lui soumet un plan de conquête de la Tchécoslovaquie), mais celui-ci a déjà pris la décision de se débarrasser de la vieille aristocratie militaire, diplomatique et économique (« *die Reaktion* ») issue de l'époque impériale : reste à trouver le bon prétexte.

11 décembre L'Italie quitte la Société des Nations (SDN, cf. 5 et 9 mai 1936).

14 décembre Le ministre du *Reich* de l'Intérieur, Wilhelm Frick, promulgue un décret pour mettre un terme définitif à la « criminalité » (cf. 13 novembre).

20 décembre Mort à 72 ans du général Erich Ludendorff qui a droit à des obsèques nationales.

22 décembre Éloge funèbre du général Ludendorff (cf. 20 décembre) prononcé par le maréchal-ministre Werner von Blomberg (cf. 5 novembre, décembre).

À l'issue de la cérémonie, Blomberg, veuf depuis 1932, soumet à Hitler un projet de remariage avec sa belle secrétaire, Erna Gruhn : accord du *Führer* (apparemment, Erna Gruhn aurait été placée là par la Gestapo afin de créer le prétexte qui déclenchera l'élimination des « vieilles élites », cf. décembre).

Fin décembre Le nombre de chômeurs (cf. première quinzaine de mai) passe sous la barre des 900 000.

REPÈRES CULTURELS ET IDÉOLOGIQUES

Fin de l'expérience « Thing » (cf. *Repères 1933. 1935. 1936*). Parution de : Hans Zöberlein, *La Commandement de la conscience* (949 pages sur le rôle néfaste des Juifs sous la République de Weimar auquel seul le mouvement national-socialiste a osé s'opposer) ; Edwin Erich Dwinger, *Silhouettes espagnoles* (notes autobiographiques sur la guerre d'Espagne dans les rangs franquistes). Dans *Alemannenland* (le pays alémanique), le philosophe Martin [272] Heidegger (Fribourg-en-Brisgau), les germanistes Henri Lichtenberger (Paris/Sorbonne) et Jean-Édouard Spenlé (Dijon), ainsi que des écrivains (Alphonse de Chateaubriand) plaident pour une collaboration transfrontalière entre la Bade et l'Alsace. L'acteur et metteur en scène Gustaf Gründgens est nommé directeur du Théâtre d'État de Berlin et conseiller d'État de Prusse par son protecteur Göring ; son ex-beau-frère, Klaus Mann, fils de Thomas, dénonce cette compromission avec le régime nazi (Gründgens avait été proche des communistes) dans le roman *Mephisto*. À Munich, première des *Carmina burana* de Carl Orff (cf. *Repères 1936*). À Paris, le tableau *Guernica* de Picasso (cf. 26 avril) est présenté au pavillon espagnol de l'Exposition universelle (cf. 24 mai). Publication des ouvrages antifascistes : *La Propagande comme arme* (Willi Münzenberg, la mystification des masses par le régime nazi) ; *Le Cheval de Troie* (Friedrich Wolf, la résistance antinazie en

Allemagne) ; *La Tentation* (Franz Cari Weiskopf, l'épouse d'un nazi entre en résistance) ; *Le Sauvetage* (Anna Seghers, pourquoi le prolétariat allemand n'a pas su s'opposer au nazisme) ; *Une Charrette de bois* (Wolfgang Langhoff, récit autobiographique sur les conditions de détention en camp de concentration, cf. *Repères 1935*). Exilé depuis peu en Suisse, le journaliste catholique Alex Emmerich édite, sous le pseudonyme de Karl Alexander, *Le Mythe Hitler*, premier ouvrage représentatif — douze ans avant Hanna Arendt — de la « théorie du totalitarisme » (*Totalitarismustheorie*, parallèle entre nazisme et communisme). Sortie sur les écrans de : *Entreprise Michael* (Karl Ritter, l'offensive sur le front de l'Ouest en 1918) ; *Permission sur parole* (Karl Ritter, patriotes contre marxo-pacifistes à l'automne 1918) ; *Victimes du passé* (Gernot Bock-Stieber, documentaire en faveur de l'euthanasie, projeté dans 5300 salles) ; *Ennemi du peuple* (Hans Steinhoff, la lutte désespérée d'un médecin contre l'administration de Weimar pour imposer des réformes pour le bien de la communauté) ; *Le Souverain* (Veit Harlan, un industriel déçu par ses héritiers remet son entreprise entre les mains des ouvriers, convaincu que se trouve dans leurs rangs celui qui saura poursuivre son œuvre, cf. 29 avril) ; *Mon fils, le ministre* (Veit Harlan, satire du front populaire en France d'après la pièce *Fiston* du boulevardier parisien André Birabeau) ; *Olympia — Fête des peuples / Olympia — Fête de la beauté* (Leni Riefenstahl, les Jeux olympiques de 1936). Radicalisation de la politique culturelle : élimination dans l'ensemble des musées des œuvres réalisées par des Juifs ou relevant du « bolchevisme artistique » (*Kunstbolschewismus*, c'est-à-dire l'avant-garde) ; [273] exode massif d'artistes. Wolfgang Willrich, peintre à Göttingen et auteur de *L'Épuration du temple artistique*, est mandaté par les services de Goebbels pour diriger la commission de sélection des œuvres confisquées devant figurer à l'« Exposition art dégénéré » (cf. 19 juillet). Lors de l'ouverture à Munich de la Maison de l'art allemand (cf. 18 juillet), discours-fleuve de Hitler sur la culture (texte en trad. in T. Feral, *Culture et dégénérescence en Allemagne*). Pour l'inauguration de l'« Exposition art dégénéré » (cf. 19 juillet), à laquelle figure en bonne place (27 œuvres) le peintre Emil Nolde (cf. *Repères 1920*), apparenté à l'expressionnisme (cf. novembre 1933, 24 janvier 1934, *Repères 1934*), allocution de démonisation du modernisme par le président de la Chambre des beaux-arts (cf. 22 septembre 1933), le peintre Adolf Ziegler (texte en trad. in T. Feral, *ibid.*). Le Prix national allemand pour

les arts et les sciences (cf. 30 janvier 1937) est attribué à l'architecte Paul Ludwig Troost (à titre posthume, cf. 18 juillet), au « philosophe » Alfred Rosenberg, aux chirurgiens August Bier et Ferdinand Sauerbruch, ainsi qu'à l'explorateur Wilhelm Filchner (Tibet, Népal, Chine, pôle Sud).

[273]

**Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.**

Année 1938

[Retour à la table des matières](#)

Janvier Afin que Seyß-Inquart (cf. juin 1937) puisse efficacement œuvrer à l'*Anschluß* (cf. 24 juin 1937, 5 novembre et 19 novembre 1937, 28-30 novembre 1937), Hitler donne ordre aux nazis autrichiens d'obéir exclusivement à ses directives. Sur les conseils de l'ambassadeur du *Reich* à Vienne, Franz von Papen (cf. 30 juillet 1934), il fait venir le trop turbulent Leopold en Allemagne et le place sous surveillance.

3 janvier Journée nationale de protestation de l'Église catholique contre les persécutions religieuses et raciales ; le régime réplique par la fermeture des bureaux de l'Action catholique (cf. 24 juin 1934), l'interdiction des organes de presse catholiques à grand [274] tirage (*Die Weltmission*, Aix-la-Chapelle ; *Kirche und Leben*, Cologne ; *Kirche im Volk*, Düsseldorf ; *Der Katholik*, Mayence ; *Paulinusblatt*, Trêves), la fermeture d'écoles et de monastères.

5 janvier Les Juifs doivent obligatoirement adjoindre à leur prénom usuel un prénom révélateur de leur « identité raciale » (cf. 17 août).

12 janvier Mariage du maréchal et ministre de la Guerre, Werner von Blomberg (cf. 22 décembre) avec Hitler et Göring comme témoins.

15 janvier Suite à la démission de Hjalmar Schacht (cf. 26 novembre, intérim assuré par Göring), Walther Funk (cf. 10 juillet 1932, 11 décembre 1931, 3 avril 1932, 20 février 1933) est nommé au poste de ministre de l'Économie et de « Plénipotentiaire général pour l'économie de guerre ».

19 janvier En France (cf. 21 juin 1937), crise ministérielle suite à la mauvaise situation économique qui provoque des grèves et des tensions entre radicaux et socialistes ; Camille Chautemps forme un cabinet radical homogène (démission le 10 mars).

26 janvier Un décret déclare « rétif au travail » (*arbeits-scheu*, cf. 6-13 septembre 1937) tout chômeur ayant refusé deux propositions successives d'embauché même inadaptée à sa qualification (attitude considérée comme un crime envers la Communauté raciale populaire et punie d'internement au camp de Buchenwald, cf. 15 juillet 1937).

Scandale autour du mariage de Werner von Blomberg (cf. 12 janvier) dont l'épouse s'avère être une ancienne prostituée (cf. 22 décembre).

Ouverture secrète d'une enquête sur le général Werner von Fritsch pour homosexualité (machination de la Gestapo)

L'aide de camp du *Führer*, le colonel Hoßbach (cf. 5 novembre 1937), révèle au général von Fritsch qu'il est sous le coup d'une enquête (cf. supra).

[275]

27 janvier Destitution de Werner von Blomberg (cf. 26 janvier). Suppression du ministère de la Guerre (cf. 4 février).

28 janvier L'aide de camp du *Führer*, le colonel Hoßbach (cf. 26 janvier) est remplacé par le commandant Rudolf Schmundt (promu général, il sera tué lors de l'attentat du 20 juillet 1944).

30 janvier En raison de la crise (dite couramment *Blomberg-Fritsch-Krise* ou simplement *Fritsch-Krise*) entre le régime et les anciennes élites de l'armée et de la diplomatie (cf. décembre 1937 à 27 janvier), annulation exceptionnelle du cinquième anniversaire de la « prise du pouvoir » (cf. fin décembre 1936).

2 février Le général Werner von Fritsch (cf. 9 novembre 1937) est accusé d'homosexualité (dossier instruit par les services du ministre de la Justice, Franz Gürtner).

4 février Destitution de Werner von Fritsch (cf. 2 février, réhabilité en mars par un tribunal militaire présidé par Göring, il sera nommé commandant d'un régiment d'artillerie et tué durant la campagne de Pologne).

Le successeur de Werner von Fritsch au poste de commandant en chef de l'armée de terre est le général Walther von Brauchitsch (rendu responsable de l'échec de la *Wehrmacht* devant Moscou, il sera renvoyé en décembre 1941). Son chef d'état-major est le général Ludwig Beck (cf. 9 novembre 1937 ; il prendra volontairement sa retraite en août 1938 et sera un des instigateurs de la conjuration qui aboutira à l'attentat du 20 juillet 1944).

En remplacement du ministère de la Guerre (cf. 27 janvier), Hitler crée le « Commandement suprême de la *Wehrmacht* » (*Oberkommando der Wehrmacht* = *OKW*) dont il assure « personnellement » la direction, assisté du général Wilhelm Keitel (maréchal en juillet 1940) et du général Alfred Jodl ; Hermann Göring est promu maréchal.

Seize généraux de haut rang (notamment Wilhelm von Leeb, Ewald von Kleist, Hans von Kluge, Gerd von Rundstedt, [276] Erwin von Witzleben) sont relevés de leurs fonctions (ils seront réactivés dès la mise en œuvre de l'occupation de l'Europe).

Konstantin von Neurath (cf. 5 et 9 novembre 1937, décembre 1937) perd le portefeuille des Affaires étrangères au bénéfice de Joachim von Ribbentrop (cf. 27 avril 1937) ; afin de préserver le prestige de von Neurath (cf. supra), création sous sa présidence d'un « Conseil secret du cabinet » (*Geheimer Kabinettsrat*) censé assister le *Führer* « dans la conduite de la politique étrangère » (bien que célébrée à grand par la propagande, cette institution ne se réunira jamais).

5 février Débarrassé de la vieille aristocratie militaire, diplomatique et économique (« *die Reaktion* »), Hitler exerce désormais (notamment grâce aux services de Himmler, cf. 13 novembre 1937) une autorité absolue. La presse nazie titre : « Concentration totale de tous les pouvoirs entre les mains du *Führer* ».

Rappel (annoncé la veille dans la soirée) de l'ambassadeur du *Reich* à Vienne, Franz von Papen (cf. 30 juillet 1934, janvier) : l'*Anschluß* de l'Autriche est dans l'air.

12 février Le chancelier autrichien, Kurt Edler von Schuschnigg, rencontre Hitler à Berchtesgaden : il est sommé de se soumettre à sa volonté (cf. 5 février) sous peine d'une intervention militaire (*Berchtesgadener Diktat*) ; dans la soirée, Schuschnigg signe un accord de deux pages qui prévoit l'attribution du ministère de l'Intérieur à

Arthur Seyß-Inquart (cf. janvier) et des réformes politiques et administratives allant dans le sens d'une inféodation au *Reich*.

15 février Instauration pour les femmes d'une année obligatoire de service du travail (*Reichsarbeitsdienst- ou RAD-Pflichtjahr*).

En Autriche, Arthur Seyß-Inquart (cf. 12 février) est nommé ministre de l'Intérieur.

18 février Le chancelier autrichien, Kurt Edler von Schuschnigg annonce à Berlin que les réformes politiques et administratives prévues par l'accord de Berchtesgaden (cf. 12 février) seront progressivement mises en œuvre.

[277]

20 février Discours de Hitler au *Reichstag* : menace d'occuper l'Autriche si Schuschnigg tarde à concrétiser les réformes politiques et administratives prévues par l'accord de Berchtesgaden (cf. 18 février), ainsi que d'envahir la Tchécoslovaquie pour y « protéger » la population allemande des Sudètes ; « Il est intolérable pour une puissance mondiale de savoir qu'à ses frontières ses frères de race endurent constamment les souffrances les plus cruelles simplement parce que ceux-ci se sentent solidaires de la nation tout entière, en communion avec elle, sa destinée et sa vision du monde ».

9 mars Le chancelier Schuschnigg (cf. 20 février) décide d'organiser pour le 13 mars un référendum sur le maintien de l'indépendance de l'Autriche vis-à-vis du *Reich*. Hitler réplique par un ultimatum.

10 mars Le chancelier Schuschnigg annule le référendum (cf. 9 mars), mais est pris de vitesse par Seyß-Inquart (cf. 15 février) qui démissionne de son poste de ministre de l'Intérieur et entraîne la chute du gouvernement autrichien.

Arthur Seyß-Inquart, qui est en contact téléphonique permanent avec Göring, revendique immédiatement la chancellerie qui lui est refusée par le président Wilhelm Miklas (chrétien-social, en fonction depuis 1928, révoqué le 13 mars).

11 mars L'Angleterre (cf. 19 novembre 1937, 28-30 novembre 1937) et la France (sans gouvernement, cf. 19 janvier) ayant refusé de l'aider et l'Italie n'ayant même pas daigné répondre à sa demande, le

président Miklas (cf. 10 mars) nomme Arthur Seyß-Inquart à la chancellerie.

Sous prétexte de prévenir tout risque d'instauration de « l'anarchie », Seyß-Inquart demande « l'aide du *Führer* » (télégramme inspiré par Göring).

Le général Erich von Manstein (maréchal en juillet 1942) prépare dans l'urgence le plan d'annexion de l'Autriche (cf. supra) ; l'ordre d'intervention (« Opération Otto »/« *Unternehmen Otto* ») est transmis autour de 19 heures.

[278]

12 mars À 4 heures du matin, arrivée discrète de Himmler à Vienne ; il est accompagné de Walter Schellenberg, 28 ans, membre de la NSDAP et de la SS depuis 1933, et officier des services de sécurité : organisation de la traque des antinazis par la SS autrichienne (dirigée depuis 1935 par l'avocat de Linz, Ernst Kaltenbrunner, 35 ans, secrétaire d'État à la Sécurité publique dans le gouvernement Seyß-Inquart, cf. 11 mars) et la « Légion autrichienne » (*Österreichische Legion*, 8000 hommes, sous la conduite du chef SA Hermann Reschny)

Dans la matinée, invasion de l'Autriche ; dans une allocution radiodiffusée, l'ex-chancelier Schuschnigg appelle à ne pas s'y opposer afin de « ne pas verser de sang » (arrêté, il sera interné en camp de concentration jusqu'en 1945). L'agression se transforme en une parade militaire acclamée par la population.

Dans l'après-midi, arrivée triomphale de Hitler à Linz, la ville de sa jeunesse.

13 mars Le leader socialiste et ancien chancelier autrichien, Karl Renner (cf. 12 novembre 1918, 4 octobre 1924), se prononce publiquement en faveur de *l'Anschluss*. Le cardinal de Vienne, Theodor Innitzer, ordonne de pavoiser les édifices religieux (on est dimanche) avec des drapeaux à croix gammée.

À Vienne et dans d'autres villes (Graz, Klagenfurt), début de la traque des antinazis (cf. 12 mars) par la SS autrichienne (cf. 12 mars) : en une semaine, plus de 100 000 arrestations. Pogromes contre les Juifs.

En France, retour au pouvoir de Léon Blum (cf. 21 juin 1937).

14 mars Arrivée triomphale de Hitler à Vienne ; son discours sur la « Heldenplatz » (« [...] l'entrée de mon pays natal dans le Reich allemand / « [...] *den Eintritt meiner Heimat in das Deutsche Reich* »), est acclamé par une foule considérable.

Proclamation de la « Loi sur la réunification de l'Autriche avec le Reich allemand » (*Gesetz über die Wiedervereinigung Österreich mit dem Deutschen Reich*, couramment appelée « Loi sur l'*Anschluß* »/*Anschluß-Gesetz*) ; Arthur Seyß-Inquart (cf. [279] 11 mars) est nommé « gouverneur de la Marche orientale » (*Reichsstatthalter der Ostmark*, le nouveau nom de l'Autriche).

Mi-mars Joseph Bürckel, *Gauleiter* de Sarre-Palatinat (cf. 13 janvier 1935), est envoyé à Vienne (cf. 13 mars) comme « Commissaire du Reich à la réunification » (*Reichskommissar für die Vereinigung*). Le territoire autrichien est découpée en sept districts (*Gaue*) : Vienne, Haut-Danube, Bas-Danube, Carinthie, Styrie, Salzbourg, Tyrol/Vorarlberg. Mise en œuvre accélérée d'une politique en tout point conforme à celle pratiquée en Allemagne.

En vertu de la « Loi sur l'*Anschluß* » (cf. 14 mars), l'ensemble de la production industrielle autrichienne passe sous le contrôle du Reich ; la Banque centrale du Reich prend possession des avoirs en or et en devises de la Banque d'Autriche (1,4 milliard de marks, soit pratiquement le double de ce qu'elle-même possède).

L'*IG-Farben* (cf. 24 septembre 1934) prend le contrôle de l'industrie chimique autrichienne.

17 mars Protestation de l'URSS contre l'*Anschluß* de l'Autriche ; les puissances occidentales refusent une action commune pour rétablir la souveraineté autrichienne.

Reconnaissance de l'*Anschluß* par la Hongrie (Amiral Miklós Horthy), la Pologne (colonel Józef Beck, cf. 26 janvier 1934), la Roumanie (roi Carol II et son ministre de la guerre, bientôt *Conducător*, Ion Antonescu) et la Yougoslavie (régent Paul).

18 mars Discours de Hitler au *Reichstag* : justification de l'*Anschluß* par l'attitude intolérable du chancelier Schuschnigg (cf. 18 et 20 février, 9 mars) et l'enthousiasme de l'accueil fait à la *Wehrmacht* lors de son entrée en Autriche ; remerciements appuyés à Mussolini (cf. 25 juillet et 30 juillet 1934, 11 mars) et assurance au peuple italien du

soutien indéfectible de l'Allemagne (cf. 1^{er} novembre 1936) ; annonce d'un référendum germano-autrichien pour le 10 avril qui permettra, « pour la première fois dans l'histoire à l'ensemble de la nation allemande qu'il a été [280] donné de regrouper jusqu'à aujourd'hui dans le grand *Reich* racial-populaire (*Volskreich*), de proclamer solennellement sa foi » en l'avenir ; dissolution du *Reichstag* et, toujours le 10 avril, élection de la « nouvelle représentation de la Grande Allemagne » (*Wahl der neuen Vertretung Groß-Deutschlands*) ; appel à lui accorder encore quatre années (cf. 10 février 1933) afin qu'il puisse parachever son œuvre unificatrice pour une éternelle prospérité.

28 mars Hitler avertit Konrad Henlein (cf. 19 mai, 28 février 1937) qu'il résoudra bientôt le problème des Sudètes et lui demande d'exprimer des exigences de plus en plus extrémistes envers le gouvernement tchécoslovaque.

10 avril Référendum germano-autrichien (cf. 18 mars) : approbation de l'*Anschluss* à 99% par l'électorat allemand et à 99,75% par l'électorat autrichien. Élection du *Reichstag* de la Grande Allemagne (cf. *ibid.*).

En France, démission de Léon Blum (cf. 13 mars) suite au refus du Sénat d'accorder les pleins pouvoirs financiers à son gouvernement. Fin du Front populaire (interné le 16 septembre 1940 par le gouvernement de Vichy, Blum sera remis aux nazis en mars 1943 et déporté).

11 avril En France (cf. 10 avril), constitution du gouvernement Édouard Daladier.

20 avril Pour le 49^e anniversaire de Hitler, grande parade militaire à Berlin ; le *Führer* annonce au « Commandement suprême de la *Wehrmacht* » (*OKW*, cf. 4 février 1938) son intention d'envahir prochainement la Tchécoslovaquie (cf. 28 mars).

21 avril – 22 avril Mise au point par le *Führer* et l'*OKW* du « Plan Vert » (*Fall Grün*) d'invasion de la Tchécoslovaquie (cf. 20 avril) dont les directives nous sont connues par le « Procès-verbal Schmunt » (*Schmunt-Protokoll*, cf. 28 janvier).

24 avril Dans un discours inspiré par Göring et prononcé à Karlsbad (Karlovy Vary, au Nord-Ouest de la Bohême en Tchécoslovaquie), [281] Konrad Henlein (cf. 28 mars) réclame la création d'un « territoire

allemand des Sudètes » qui aura « la liberté de se revendiquer [...] de la vision du monde allemande » (« *Freiheit des Bekenntnisses [...] zur deutschen Weltanschauung* »).

L'Angleterre et la France poussent le président tchécoslovaque Edvard Beněs à faire des concessions (cf. supra), mais Henlein fait montre d'un radicalisme incompatible avec la souveraineté de l'État tchécoslovaque : nombreuses interventions musclées de la police contre les Allemands des Sudètes.

26 avril Afin de « désenjuiver l'économie » (*Entjudung der Wirtschaft*), mise en œuvre systématique de l'« aryanisation » (*Arisierung*) : succession de mesures de plus en plus contraignantes à rencontre des hommes d'affaires et commerçants juifs pour qu'ils cèdent (contre une très faible indemnisation) leur entreprise à des propriétaires « aryens » et leurs avoirs aux banques allemandes.

28 – 29 avril Hitler appelle les Allemands des Sudètes à ne pas céder à la répression (cf. 24 avril). Les hommes de Konrad Henlein font régner la terreur et ne cessent de provoquer le gouvernement Beněs. Celui-ci réplique par des extraditions vers le *Reich* (50 000 selon les sources tchécoslovaques, pratiquement 800 000 selon la propagande nazie).

L'Angleterre et la France (cf. 24 avril) garantissent leur soutien à la Tchécoslovaquie dès lors que la question des Sudètes aura été réglée.

30 avril Loi sur la protection de la jeunesse (*Jugenschutzgesetz*) : interdiction de l'embauche en entreprise des moins de 14 ans ; pour les autres, jusqu'à la majorité, un « administrateur de la jeunesse » (*Jugendwalter*) est chargé de veiller à leurs conditions de travail et à une juste rémunération ; instauration de nombreux avantages (foyers, activités sportives et « culturelles », prévention médicale et dentaire gratuite). Le but est en fait essentiellement de fanatiser les jeunes et de former, par le biais des Jeunesses hitlériennes, des « guerriers » (*Kämpfer*) pour les échéances futures.

[282]

Mai Accélération de la construction de la « Ligne Siegfried » (cf. Première quinzaine de mai 1937) pour laquelle l'ingénieur Fritz Todt vient spécialement de constituer l'« Organisation Todt » (décret sur la « garantie du besoin en main-d'œuvre pour des tâches réclamant une responsabilité politique particulière vis-à-vis de l'État » / « *Sicherung des Kräftebedarfs für Aufgaben von besonderer staatspolitischer Verantwortung* »).

2 mai En France (cf. 11 avril), décret aggravant les conditions de séjour des « étrangers » (notamment les exilés allemands et autrichiens) : internement pour peu qu'ils soient considérés comme « indésirables ».

4 mai Jusqu'au 8, voyage officiel de Hitler en Italie.

19 mai À l'instigation de Hitler, Konrad Henlein (cf. 28-29 avril) rompt toute négociation avec le gouvernement Benès ; il se réfugie en Allemagne avec son second, Karl Hermann Frank, qui met sur pied le « Corps franc allemand des Sudètes » (*Sudeten-deutsches Freikorps*) chargé d'actions terroristes sur le territoire tchécoslovaque.

20 mai « Crise de mai » (*Mai-Krise*) : suite à une rumeur (propagée vraisemblablement par les services de Himmler et immédiatement relayée par les radios et la presse occidentales) d'un mouvement d'unités de la *Wehrmacht* vers ses frontières (cf. 24 avril, 28-29 avril), le gouvernement tchécoslovaque rappelle une classe de réservistes. Hitler exploite l'incident comme une provocation envers l'Allemagne.

23 mai La NSDAP achète la maison natale de Hitler à Braunau-sur-Inn et la fait classer aux monuments historiques.

24 mai À Düsseldorf, inauguration de l'« Exposition musique dégénérée » (*Ausstellung Entartete Musik*, cf. *Repères*).

26 mai La firme chargée de produire en série la « voiture pour le peuple » (*Volkswagen*, cf. fin janvier 1934, 6 février 1936) [283] n'ayant cessé de repousser les échéances, le projet a été confié par Hitler au « Front allemand du travail » : construction de la « Ville de l'auto de la Force par la joie » (*Stadt des KdF-Autos*, cf. 27 novembre 1933, 26 juin 1937) qui deviendra Wolfsburg.

Lancement de la souscription *Volkswagen* (cf. supra) censée permettre à tout travailleur de posséder un véhicule personnel au prix de 1000 marks ; en versant chaque semaine cinq marks (slogan : « *5 Mark die Woche mußt du sparen, willst du im eigenen Wagen fahren !* »), il recevrait son bon de mise à disposition au terme de trois années (750 marks). En réalité l'usine de Wolfsburg fut aussitôt orientée vers la production militaire et ne fabriqua, si l'on excepte les quelques modèles mis à la disposition des services de propagande, que des véhicules type « jeep » (*Kübel-wagen*). Ainsi 336 668 épargnants contribuèrent-ils, avec 236 millions de marks versés, au financement de la guerre.

30 mai Directive du *Führer* annonçant sa « décision irrévocable d'écraser la Tchécoslovaquie par une action militaire dans un proche avenir » (cf. 21 avril, 24 avril, 28-29 avril, 19 et 20 mai).

Le général Ludwig Beck (cf. 9 novembre 1937, 4 février 1938) prend des contacts pour éventuellement destituer Hitler (qui « selon toutes les prévisions humaines [conduira l'Allemagne à] une catastrophe non seulement militaire, mais aussi générale ») et le remplacer par un gouvernement où les anciennes élites retrouveraient leur place ; projet de se tourner vers les nations occidentales pour une croisade commune contre l'URSS.

Juin En ex-Autriche, la région à l'Est de Zwettl, au Nord de la Kamp, est transformée en un gigantesque terrain de manœuvres pour la *Wehrmacht* (destruction de 42 villages, déplacement de 6800 habitants). Cette zone étant le « district des ancêtres du *Führer* » (« *Ahnengau des Führers* », branche paternelle), des bruits courent sur le désir de celui-ci de faire disparaître toutes traces de ses origines qui pourraient être juives (historiquement inexact) ; tout simplement, le choix s'est porté là en raison de la proximité de la Tchécoslovaquie et de la Pologne.

Création par la *DEST* (*Deutsche Erd- und Steinwerke GmbH*, société à responsabilité limitée de matériaux de construction [284] sous l'égide de la SS) des camps de Flossenbürg (à environ 90 km au Nord-Est de Nuremberg) et Mauthausen (à une quarantaine de kilomètres au Sud-Est de Linz) : exploitation des carrières par la main-d'œuvre concentrationnaire (cf. 15 juillet 1937).

9 juin Dévastation de la synagogue de Munich.

14 juin Décret du ministère de l'Intérieur sur la radicalisation de l'« aryansisation » (cf. 26 avril) : les Juifs n'ont plus le droit d'être propriétaires.

15 juin Présentée comme une « action contre les asociaux » (*Asozialen-Aktion*), arrestation de tous les Juifs ayant déjà eu affaire avec la police, y compris pour des délits mineurs type infraction au code de la route (environ 1500 internements en camp de concentration).

20 juin Au pénitencier de Berlin-Plötzensee, exécution de plusieurs résistants communistes, au nombre desquels Liselotte Herrmann, une jeune maman de 28 ans, originaire de Stuttgart.

22 juin Décret Göring sur la conscription civile ; début de la mobilisation ouverte en vue de l'invasion de la Tchécoslovaquie ; affectation autoritaire des travailleurs aux emplois considérés comme indispensables à l'avenir du *Reich* ; ordre de débusquer et « socialiser » ceux qui chercheraient à se soustraire à l'œuvre commune d'édification (« asociaux », cf. juillet).

25 juin Les médecins juifs sont exclus du Conseil de l'ordre ; ils ne peuvent plus désormais que soigner des Juifs sous le nom de *Krankenbehandler* (soigneur).

Juillet Décret sur l'internement et la « rééducation » en camp de concentration (triangle noir) des « asociaux » (*Asoziale* = vagabonds, mendiants, marginaux, etc.).

8 juillet Discours de Göring aux industriels de l'aéronautique ; exigence de « bombardiers pouvant attaquer New York » (« *Bomber* [285], *die New York angreifen können* ») afin qu'un jour « l'Allemagne soit la première puissance du monde » et que « le marché international appartienne à l'Allemagne » (« *Dann ist Deutschland die erste Macht der Welt, dann gehört Deutschland der Markt der Welt* »).

À partir du 14 juillet Renforcement de l'ostracisme envers les Juifs (cf. 14 juin, 15 juin, 25 juin, 17 août, 25 septembre, 27 septembre) avec notamment la mise en circulation de tout un vocabulaire spécifique pour les stigmatiser : *krummnasig* (nez crochu), *parasitär*, *nomadisch*, *Dreckvieh* (saloperie, rajouté derrière le nom de famille). La synagogue devient un « Repaire de brigands » (*Räuberhöhle*, cf. 9 juin, 10 août).

18 juillet Jusqu'à la mi-septembre, entretiens secrets germano-anglais afin de résoudre à l'amiable la question des Sudètes (cf. 30 mai).

26 juillet Création par la SS de la « Ligue manufacturière allemande » (*Deutscher Werkbund = DWB*) afin de propager à travers le monde le « style allemand » (*Deutscher Stil*). Le secteur de la mode est confié au metteur en scène et architecte d'intérieur, Benno von Arendt, 40 ans, membre de la NSDAP depuis le début des années trente et colonel dans la SS.

29 juillet En Chine, jusqu'au 11 août, batailles entre l'armée japonaise et l'armée soviétique sur la frontière mandcho-mongole. Tokyo propose au *Reich* une alliance pour « décomposer » l'URSS, mais Hitler préfère se concentrer sur la question tchécoslovaque (à cette époque, il ne se préoccupe pas de Moscou, considérant que — depuis la purge de l'Armée rouge par Staline en 1937, fatale à une bonne moitié des généraux — celle-ci ne représente aucun danger).

Août Arrivée à Vienne d'Adolf Eichmann, 32 ans ; membre de la NSDAP et de la SS depuis avril 1932, important fonctionnaire du « Service à la question juive » (*Judenreferat*) auprès de Reinhard Heydrich (cf. 17 juin 1936), il est chargé de la direction d'un [286] « Office central pour l'émigration juive » (*Zentralstelle für jüdische Emigration*) : en un peu plus d'un an, 150 000 départs.

10 août Dévastation de la synagogue de Nuremberg.

17 août Obligation est faite aux Juifs et aux Juives (cf. 14 juillet) de faire précéder leur patronyme habituel du prénom « *Israël* » ou « *Sara* » afin d'être immédiatement identifiables.

18 août Démission de l'armée (à 58 ans, dans la plus grande discrétion) du commandant en chef de l'armée de terre, le général Ludwig Beck (cf. 4 février, 30 mars). En liaison avec Cari Friedrich Goerdeler (cf. 1^{er} avril 1937), des officiers, des hauts fonctionnaires et des diplomates, il tente d'agir auprès des puissances occidentales afin qu'elles soutiennent un éventuel coup d'État contre Hitler et acceptent un retour de l'Allemagne à un statut similaire à celui d'avant la Première Guerre mondiale sous la direction d'élites reconnues qui composeront le gouvernement.

19 août Le général Franz Halder, membre du haut commandement et successeur de Beck (cf. 18 août, nomination officielle le 1^{er} septembre, mais gardée secrète jusqu'en octobre) fait informer Londres des projets hitlériens d'invasion de la Tchécoslovaquie. Le

gouvernement britannique s'en tient à sa stratégie d'« *appeasement* » (cf. 28-30 novembre 1937).

Lettre pastorale de la conférence des évêques réunie à Fulda (catholiques) pour protester contre les persécutions religieuses.

25 août Le Parti communiste d'Allemagne en exil appelle à une mobilisation massive contre les projets hitlériens d'invasion de la Tchécoslovaquie.

27 – 29 août Hitler inspecte les travaux sur la « Ligne Siegfried » (cf. mai) et ordonne leur achèvement dans les plus brefs délais.

[287]

2 septembre L'URSS propose à la France un plan commun pour protéger la Tchécoslovaquie. Paris s'en tient à son accord avec Londres sur l'« *appeasement* » (cf. 28-30 novembre).

5 septembre Le président tchécoslovaque Edvard Beněs convoque à Prague Ernst Kundt, un des adjoints de Henlein (cf. 19 mai), et se déclare prêt à satisfaire les revendications des nazis des Sudètes.

7 septembre À la demande de Hitler, Henlein refuse la proposition de Beněs (cf. 5 septembre) sous prétexte d'exactions commises par les Tchèques envers la population allemande de Moravská Ostrava (Mährisch-Ostrau, en Moravie, près de la frontière polonaise, à une centaine de kilomètres à l'Ouest de Cracovie).

5 – 12 septembre Dixième Congrès de la NSDAP à Nuremberg (cf. 6-13 septembre 1937) dit « de la Grande Allemagne » (*Reichsparteitag Großdeutschlands*). Les violences verbales de Hitler à l'égard du gouvernement tchécoslovaque provoquent une révolte de la population allemande des Sudètes (Henlein et Frank, cf. 19 mai, sont revenus clandestinement d'Allemagne) que le gouvernement Beněs fait réprimer par l'armée.

13 septembre Accord entre Arthur Neville Chamberlain (cf. 19 août) et Édouard Daladier (cf. 2 septembre) pour que la Tchécoslovaquie cède les Sudètes au *Reich*.

15 – 24 septembre Rencontre Hitler-Chamberlain à Berchtesgaden puis Bad Godesberg : le *Führer* remet à au premier ministre britannique un « mémorandum » pour le gouvernement tchécoslovaque exigeant la

cession immédiate des Sudètes au *Reich* ; refus du président Benès qui décrète la mobilisation générale.

Le général Beck (cf. 18 août), le général Halder (cf. 19 août), et plusieurs officiers de l'état-major allemand (général Erwin von Witzleben) envisagent la destitution voire l'élimination de Hitler pour éviter la guerre ; tenus au courant, les gouvernements français et anglais refusent de soutenir le projet.

[288]

25 septembre En visite à Berlin, le chef de la police helvétique et responsable à l'immigration, Heinrich Rothmund (cf. 31 mars 1933), propose que les papiers des Juifs soient frappés d'un *J* afin qu'on puisse facilement les identifier.

28 septembre Discours de Hitler au Palais des sports de Berlin. Après avoir affirmé parler au nom de l'ensemble de la Communauté populaire allemande soudée par une « vision du monde raciale » (« *Diese in unserer Weltanschauung rassisch bedingte Auffassung* »), le *Führer* fait le point sur la situation militaire, affirme vouloir la paix avec l'Angleterre et la France, rend hommage à son « grand ami » (« *Mein großer Freund* ») Mussolini avec lequel il a pu, dans le cadre de l'Axe (cf. 25 octobre et 30 novembre 1936) régler le problème (« *Problem aus der Welt geschafft* ») du Sud-Tyrol (cf. 24 avril 1921, 11 février 1926, mai 1928, 13 juillet 1928, 25 juillet 1934), puis s'attaque à la question tchécoslovaque : il accuse le président Benès, qui ne représente que 46% de la population, d'avoir inféodé les Slovaques (13%) et de s'acharner à « extirper l'entité allemande » (« *das Deutschtum ausrotten* ») des Sudètes (28%) en brûlant les villages pour contraindre les habitants à l'exil. Aussi a-t-il décidé d'intervenir « en tant que premier soldat » (« *als erster Soldat* ») de la Communauté raciale populaire allemande afin de mettre un terme à « un tel outrage, une telle ignominie et un tel malheur » (« *eine solche Schande, eine solche Schmach und so ein Unglück* ») : ou « Monsieur Benès » (« *Herr Benesch* ») donne enfin la liberté (« *endlich die Freiheit geben* ») aux Sudètes ou bien ce sera la guerre : « C'est pourquoi, je t'en prie, ô ma Communauté raciale populaire allemande, range-toi maintenant derrière moi... » (« *So bitte ich dich mein Deutsches Volk, tritt jetzt hinter mich...* »).

27 septembre Tandis que les « Chrétiens allemands » (*DC*) appellent publiquement à soutenir les projets bellicistes du *Führer*, l'« Église confessante » (*BK*, cf. 26 novembre 1937) prend officiellement position contre : nombreux internements en camp de concentration.

Exclusion des Juifs des professions juridiques. Seul un petit nombre d'avocats est autorisé à conserver une clientèle [289] strictement juive sous le nom de *Rechtskonsulent* (consultant en droit).

28 septembre Ordre secret de Hitler pour que sept divisions soient prêtes au 1^{er} octobre à entrer en action contre la Tchécoslovaquie (cf. 26 septembre).

Sur médiation de l'Italie, l'Angleterre et la France offrent à Hitler d'obtenir les Sudètes « sans guerre et sans délai ». Le *Führer* invite Mussolini, Chamberlain et Daladier à le rencontrer dès le lendemain à Munich. Les premiers ministres britannique et français sont d'accord pour que Staline ne participe pas à la réunion.

29 – 30 septembre Sous prétexte de « sauver la paix » en Europe, Mussolini, Chamberlain et Daladier signent l'Accord de Munich (*Münchener Abkommen*) qui livre les Sudètes à l'Allemagne sans aucune garantie pour le reste du territoire tchèque (*Resttschechi*).

Les conspirateurs de l'état-major allemand (cf. 15-24 septembre) abandonnent leur projet de destitution de Hitler et rentrent dans le rang.

1^{er} octobre Conformément à l'Accord de Munich (cf. 29-30 septembre), le *Reich* prend possession du territoire des Sudètes.

2 octobre Sans consultation ni accord préalable, l'homme fort de Varsovie, le colonel Jozef Beck (cf. 17 mars), annexe le territoire tchèque autour de Teschen (Těšín, à environ 110 km à l'Ouest de Cracovie) dont la population est à 42% d'origine polonaise. Aucune réaction.

5 octobre Les Juifs sont privés de leur passeport et reçoivent une carte d'identité frappée d'un *J* (cf. 25 septembre).

Exil du président tchécoslovaque, Edvard Beněš, en Angleterre. Son successeur provisoire est le général Sirovy qui sera remplacé le 30 novembre par Emil Hacha, 66 ans, premier président du tribunal administratif suprême de Tchécoslovaquie.

[290]

7 octobre La Slovaquie se donne un gouvernement autonome sous la direction de Mgr Jozef Tiso tout en restant partie de la fédération tchécoslovaque (« Deuxième République », cf. 5 octobre).

9 octobre Hitler envisage la liquidation complète de la Tchécoslovaquie (cf. 16-17 octobre, 21 octobre).

11 octobre La police helvétique, dirigée par Heinrich Rothmund (cf. 25 septembre), reçoit ordre de refouler toute personne se présentant à la frontière dont les papiers sont frappés d'un *J* (cf. 5 octobre).

16 – 17 octobre Göring incite les séparatistes slovaques (cf. 7 octobre) à exiger leur indépendance vis-à-vis du gouvernement de Prague (cf. 9 octobre) et à se placer sous la protection du *Reich*.

21 octobre Hitler donne des ordres à l'armée pour une annexion prochaine du « reste du territoire tchèque » (*Resttschechei*) qui deviendra protectorat allemand.

25 octobre Arguant du coup de Teschen (cf. 2 octobre), le ministre des Affaires étrangères, Joachim von Ribbentrop, réclame à la Pologne la restitution au *Reich* du territoire de Dantzig (cf. 15 novembre 1920, 16 novembre 1930, 7 avril 1935, 23 septembre 1936, 19 novembre 1937).

27 – 28 octobre Au terme de longues tractations avec le gouvernement de Varsovie, expulsion (*Abschiebung*) de 17 000 à 18 000 Juifs de nationalité polonaise (mais n'ayant pour beaucoup jamais vécu en Pologne) vers leur pays d'origine ; ils sont concentrés dans la petite ville frontalière de Zbąszyń, transformée en un gigantesque camp.

2 novembre Par l'« arbitrage de Vienne » (*Wiener Schiedsspruch*), l'Allemagne (Ribbentrop) et l'Italie (Ciano) imposent à la Tchécoslovaquie de céder à la Hongrie (Amiral Miklós Horthy, [291] favorable à l'Axe) la partie méridionale de la Slovaquie, magyare à 56%.

7 novembre À Paris, Herschel Grynszpan, 17 ans, originaire de Hanovre, jeune sioniste de tendance communiste (il venait d'être classé « indésirable », cf. 2 mai), apprend que ses parents ont été expulsés vers la Pologne (cf. 27-28 octobre). Il se précipite à l'ambassade

d'Allemagne et assassine un diplomate de 29 ans, Ernst vom Rath (livré en 1940 à la Gestapo par le gouvernement de Vichy, Grynszpan sera interné au camp de Sachsenhausen, puis à la prison de Berlin-Moabit, et de nouveau à Sachsenhausen ; en dépit d'hypothèses ayant circulé à son sujet dans les années soixante — il vivrait toujours à Paris sous un faux nom —, on ignore ce qu'il est exactement advenu de lui ; déclaré mort en mai 1945 par un arrêt du tribunal d'instance de Hanovre en date 1^{er} juin 1960, cette décision fait toujours l'objet d'un débat).

Nuit du 9 au 10 novembre En représailles contre l'assassinat d'Ernst vom Rath (cf. 7 novembre), Goebbels déclenche la *Nuit de cristal* (*Reichskristallnacht*) durant laquelle 7500 magasins juifs sont mis à sac, 171 synagogues incendiées (chiffre officiel, 267 selon certains historiens), 26 000 personnes internées (pour la plupart remises en liberté quelques semaines plus tard) et environ 400 tuées.

Bernhard Lichtenberg, prévôt du chapitre de la cathédrale Sainte Hedwige de Berlin et membre du bureau de la « Ligue des catholiques allemands pour la paix » (*Friedensbund deutscher Katholiken*) organise une veillée de prière pour les Juifs.

10 novembre Goebbels donne ordre à la presse de conditionner la population allemande à la guerre.

12 novembre Un groupe de travail réuni par Göring impose aux Juifs le paiement d'une « contribution expiatoire » (*Sühneleistung*) d'un milliard de marks pour l'assassinat d'Ernst vom Rath (cf. 7 novembre) ; le maréchal se vantera d'être un alchimiste génial [292] puisqu'il a su transformer du « vert-de-gris » (« *Grünspan* », homophone de *Grynszpan*) en or.

15 novembre Les enfants d'origine juive sont exclus de l'école publique.

19 novembre Joachim von Ribbentrop (cf. 25 octobre) réitère les exigences du *Reich* à propos de Dantzig.

24 novembre L'armée allemande reçoit l'ordre de se préparer à une guerre contre la Pologne si celle-ci refuse de restituer Dantzig (cf. 19 novembre).

28 novembre Suite à la *Nuit de cristal* (cf. 9-10 novembre), adoption de toute une succession de mesures vexatoires à l'égard des Juifs : interdiction de fréquenter les cinémas, théâtres, concerts, musées

et bibliothèques ; interdiction de se promener dans certains quartiers des villes et de voyager librement ; confiscation des permis de conduire (auto et poids lourd) ; refus de l'accès aux stades, gymnases, bains-douches et piscines...

2 décembre Dans un discours prononcé à Reichenberg devant les cadres du Parti, Hitler expose sa conception de l'éducation de la jeunesse : « Ces jeunes, ils n'ont rien d'autre à apprendre qu'à penser en Allemands, à agir en Allemands. Et lorsque désormais ce garçon et cette fille entrent à l'âge de dix ans dans nos organisations [...] pour, quatre années plus tard, passer du *Jungvolk* à la *Hitlerjugend* (cf. 5 avril 1933) où nous les gardons à nouveau quatre années, il n'est plus question que nous les rendions [...], nous les prenons aussitôt dans le Parti, au Front du travail (cf. 10 mai 1933), dans la SA ou dans la SS, dans la section motorisée nationale-socialiste motorisée (cf. 20 avril 1931), etc.. Et si après y être restés deux ans ou un an et demi, ils ne sont pas encore devenus nazis corps et âme, ils vont au Service du travail (cf. 26 juin 1935) pour y être façonnés durant six ou sept mois [...]. Et ce qui pourrait encore après ces six ou sept mois subsister en eux, éventuellement subsister encore en eux, de conscience de classe ou de suffisance corporatiste, l'armée va s'en charger pour deux [293] ans. Et lorsqu'ils reviennent après deux, trois, voire quatre années, nous les incorporons [...] immédiatement dans la SA, la SS, etc.. Et ils ne seront plus jamais libres, leur vie durant » (« *Und sie werden nicht mehr frei, ihr ganzes Leben* »).

3 décembre « Ordonnance sur la mise à disposition du patrimoine juif » (*Verordnung über den Einsatz des jüdischen Vermögens*) : les actions, valeurs minières et à revenus fixes, ainsi que les obligations, doivent être remises à une banque dans un délai d'une semaine ; toute transaction est sévèrement contrôlée.

6 décembre Le ministre des Affaires étrangères du *Reich*, Joachim von Ribbentrop, est reçu en grande pompe à Paris ; signature d'un pacte de non-agression franco-allemand ; la question des émigrés d'Allemagne en France est longuement évoquée ; absence remarquée aux réceptions des ministres français d'origine juive, Georges Mandel (centre-droit, en charge des colonies) et Jean Zay (radical, Éducation nationale).

8 décembre Les Juifs (cf. 14 juillet, 28 novembre) n'ont plus le droit de fréquenter l'Université (cf. 15 novembre) ; après les médecins (cf. 25 juin), les dentistes sont interdits d'exercice (sinon pour des patients juifs, sous le nom de *Zalinbehandler/soigneurs* de dents), ainsi que les sages-femmes, pharmaciens et vétérinaires. Heinrich Himmler ordonne l'internement en camp de concentration (triangle marron) des Tsiganes (*Zigeuner*) et de plusieurs milliers de « descendants de Tsiganes » (*Zigeunerab-kömmlinge*, certes parfaitement intégrés depuis plusieurs générations dans la société allemande, mais « débusqués » (*aufgespiürt*) par un recensement conduit depuis 1936 par l'« Institut de recherche en hygiène raciale et biologie démographique » — *Rassenhygienische und Bevölkerungsbiologische Forschungsstelle* — de Berlin-Dahlem, dirigé par le neuropsychiatre Robert Ritter, professeur à la faculté de médecine de Tübingen).

Mi-décembre Les Juifs sont imposés au maximum ; on leur supprime allocations familiales, pensions et retraites.

[294]

15 décembre L'Allemagne dispose de 3000 kilomètres d'autoroutes (cf. 1^{er} mai 1933, 27 juin et 23 septembre 1933, 19 mai 1935).

16 décembre Création de la « Croix d'honneur » pour les mères de famille nombreuse (*Ehrenkreuz der deutschen Mutter*) : en bronze pour 4-5 enfants ; en argent pour 6-7 enfants, en or à partir de 8 enfants.

17 décembre Les physiciens Otto Hahn et Fritz Straßmann découvrent les principes physiques permettant de fabriquer la bombe atomique.

Fin décembre Le nombre de chômeurs (cf. fin décembre 1937, 26 janvier) se situe autour de 430 000.

Depuis 1933, avec l'accroissement constant du rythme du travail, les accidents et maladies professionnelles ont progressé de plus de 53%.

Alors que les dépenses d'ordre militaire de l'année se sont globalement élevées à 27 milliards de marks (37 milliards en 1939), les dépenses sociales ont été inférieures à 400 millions.

Si 62 942 entreprises artisanales ont été contraintes de mettre la clé sous la porte, tandis qu'environ 250 000 paysans ont abandonné leur exploitation (autour de 6% des terres arables ont été récupérées pour la

construction d'usines ou de terrains militaires), les grands groupes industriels (Krupp, Siemens, *IG-Farben*) ont en cinq ans pratiquement triplé leurs bénéfices.

En raison de la politique d'autarcie, la qualité du linge, des chaussures, des vêtements, du savon, des pneus de bicyclette, etc.. ne cesse de se détériorer, ce qui supposerait un renouvellement plus fréquent ; or, depuis 1933, la perte de pouvoir d'achat se monte à plus de 50%.

Dans le secteur alimentaire, le pain a augmenté de 17%, la viande de 45%, la douzaine d'œufs de plus de 50%, le café et le sucre d'environ 60%, l'huile de 75%, Le prix des cigarettes et de l'alcool a pratiquement doublé.

[295]

En vérité, si le peuple allemand dans sa grande majorité s'accommode de cette situation, c'est sans doute, comme l'ont relevé certains historiens, parce que les ménages vivent à cette époque (encore !) plutôt mieux qu'en 1929 (« la crise ! »), mais surtout parce que les promesses de la propagande et les succès incontestables du *Führer* en matière de politique étrangère donnent à espérer que les choses s'amélioreront bientôt (phénomène décrit par Sigmund Freud sous le nom de « dénégarion » et pour lequel Manès Sperber a forgé la formule fort explicite d'« intoxication par l'espoir »). Dans ce contexte, la répression, la persécution des « étrangers à la Communauté raciale populaire », l'existence des camps de concentration sont largement acceptées comme un mal nécessaire et induisent, selon la belle expression de l'historien Jens-Christian Wagner, une « culture du détournement du regard » (« *Kultur des Wegschauens* »).

REPÈRES CULTURELS ET IDÉOLOGIQUES

Victimes de sévices au camp de concentration d'Esterwegen, Cari von Ossietzky (cf. *Repères 1936*) meurt à l'hôpital Nordend de Berlin. Disparition à Starnberg, à l'âge de 71 ans, de l'écrivain néoclassique Rudolf Georg Binding qui, bien qu'honoré par le régime nazi pour ses ouvrages d'esthétisation de la guerre (*Immortalité*, 1922), refusera toujours d'adhérer au Parti par désaveu de l'antisémitisme et de la ligne culturelle imposée par Goebbels (en 1935, il lui proposera de célébrer officiellement le 60^e anniversaire de Thomas Mann !). Bertolt Brecht écrit *La Vie de Galilée*, représentation à Paris de *Grand-peur et misère du troisième Reich* (sept tableaux). Hermann Rauschning (cf. *Repères 1934*). *La Révolution du nihilisme*. Fritz Erpenbeck, *Les Émigrés* (roman sur les militants antinazis réfugiés à Prague). Hermynia zur Mühlen, *Nos Filles, les nazies* (une jeune ouvrière, une jeune bourgeoise et une jeune aristocrate s'enflamment pour le mouvement hitlérien puis prennent conscience de leur erreur). Louis Fürnberg compose les premiers poèmes du *Mariage espagnol*, épopée lyrique consacrée à Federico Garcia Lorca (exécuté par les franquistes en août 1936) qui paraîtra à Berlin en 1948. Rudolf Leonhard, *Poèmes et journal d'Espagne*. Hermann Kesten, *Les Enfants de Guernica* (cf. 26 avril 1937). Arthur Koestler, *Un Testament espagnol* (cf. *Repères 1940*). Grâce à [296] la campagne internationale de solidarité lancée par Marie Bonaparte, Sigmund Freud (cf. 10 mai 1933) quitte l'Autriche (pour l'Angleterre), ainsi que 96 psychanalystes (dont Richard Sterba, auteur en 1982 de *Réminiscences d'un psychanalyste viennois*). Décès dans sa résidence surveillée de Güstrow (à une quarantaine de kilomètres au Sud de Rostock) du sculpteur et dramaturge expressionniste, Ernst Barlach. Suicide à Frauenkirch (près de Davos en Suisse) d'Ernst Ludwig Kirchner, ex-membre du groupe pictural expressionniste de Dresde « Le Pont » (*Die Brücke*). À Londres, puis à Paris, expositions de peintres interdits par le régime nazi (cf. 19 juillet 1937, *Repères 1937*). Parution en librairie de : Heinrich Anacker, *Une Communauté raciale populaire, un Reich, un Führer* (recueil de poèmes sur l'*Anschluß*) ; Max Barthel (cf. *Repères 1923*), *Hommes allemands dans l'Oural rouge* (roman) ; Kurt Ziesel, *Métamorphose des cœurs* (roman) ; Josefa Berens-Totenohl, *La Femme comme créatrice et conservatrice de la peuplité* (cf. 4-10 septembre 1934).

Fondation de l'Académie cinématographique allemande (*Deutsche Filmakademie*) de Babeisberg sous la direction de Max Winkler qui prend également la direction des « Éditions allemandes » (*Deutscher Verlag*, antérieurement *Ullstein* : publication de la *Deutsche Allgemeine Zeitung* et, à partir de 1940, du journal « politico-culturel », *Das Reich*, ainsi que, en plusieurs langues, de la revue de propagande *Signal* (principal animateur, Giselher Wirsing). Nationalisation de l'ensemble de la production cinématographique allemande sous l'égide de *l'Ufa* (cf. 25 octobre 1928). À Düsseldorf, parallèlement aux « Journées musicales du Reich » (*Reichsmusiktage*, 22-29 mai), exposition « Musique dégénérée » (cf. 24 mai) mise en scène par Hans Severus Ziegler, 45 ans, dirigeant du Parti nazi en Thuringe de 1925 à 1931 (expulsion du *Bauhaus*/cf. *Repères 1925*, organisation du deuxième Congrès du Reich de la NSDAP/cf. 3-4 juillet 1926) et haut responsable culturel depuis 1933 : démonisation de la musique contemporaine, du jazz, des compositeurs et chefs d'orchestre juifs. À New York, création par les Juifs allemands en exil, Alfred Lion et Francis Wolff, de la firme de disques « Blue note », spécialisée dans le jazz. Sortie sur les écrans de *Pour le Mérite* (Karl Ritter, violent réquisitoire contre la peste démocratique weimarienne et apologie de la guerre) et *Camarades en mer* (Heinz Paul, les passagers d'un navire de croisière allemand en route pour Madère sont pris en otages par des terroristes espagnols). Mise en œuvre sous la direction d'Albert Speer du projet architectural « Germania », censé faire [297] de Berlin la capitale du monde. Hitler décide de transformer Linz, la ville de sa jeunesse, en capitale artistique et culturelle européenne (projet confié à Hans Posse, directeur du musée de Dresde, et à l'architecte Roderich Fick)

[297]

**Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.**

Année 1939

[Retour à la table des matières](#)

5 janvier Rencontre du dictateur polonais, le colonel Jozef Beck (cf. 17 mars et 2 octobre 1938), avec Hitler pour la restitution de Dantzig au *Reich* et l'adhésion de la Pologne au Pacte anti-Komintern (cf. 25 novembre 1936, 6 novembre 1937) : échec des pourparlers.

6 janvier Dans la très respectée revue scientifique *Naturwissenschaften*, dont il est le rédacteur en chef, le docteur Paul Rosband, livre les résultats des recherches d'Otto Hahn et Fritz Straßmann sur la bombe atomique (cf. 17 décembre 1938). Colère de Hitler : « Ce n'est qu'un bluff judaïque (« *jüdische Mache* »). Les Juifs que j'ai chassé des universités allemandes et qui vivent maintenant en Amérique sont à la recherche d'un nouvel emploi grassement payé en tant que physiciens et chimistes. Pour eux, le bobard de la bombe atomique (« *der Schwindel mit der Atombombe* ») est une véritable aubaine, en premier lieu pour ce sale youpin d'Albert Einstein ».

9 janvier Après une longue révolte des Bédouins (depuis la Première Guerre mondiale), la Libye est reprise en main par le *Duce* et incorporée à l'Italie.

20 janvier Hjalmar Schacht (cf. 26 novembre 1937) est démis de ses fonctions de président de la Banque centrale du *Reich* pour avoir protesté contre les coûts prohibitifs du réarmement ; le poste est attribué au ministre de l'Économie et « Plénipotentiaire général [298] pour l'économie de guerre », Walther Funk (cf. 15 janvier 1938). Schacht reste néanmoins membre du gouvernement.

21 janvier Visite du ministre des Affaires étrangères tchécoslovaque à Berlin (cf. du 29 septembre au 21 octobre 1938) : menace d'invasion si le gouvernement de Prague refuse de se placer sous tutelle allemande (renonciation à toute politique extérieure indépendante, mesures contre les Juifs).

En accord avec Walther von Brauchitsch, commandant en chef de l'armée de terre (cf. 4 février 1938), la SA (Viktor Lutze, cf. 2 juillet 1934) est chargée d'une instruction militaire hebdomadaire de dix heures pour tous les hommes de 17 à 54 ans.

En France (cf. 2 mai et 6 décembre 1938), création d'un « centre de rassemblement pour étrangers » à Rieucros (Lozère).

24 janvier Après l'échec du Plan Oswald Pirow (ministre de la Défense d'Afrique du Sud chargé par Londres de proposer à Hitler de résoudre le « problème des Juifs » — cf. 28 novembre 1938, 3 décembre 1938, 8 décembre et mi-décembre 1938 — en les envoyant en Afrique orientale ou à Madagascar), création à Berlin de la « Centrale du *Reich* pour l'émigration juive » (*Reichszentrale für die jüdische Emigration*) dont la direction sera bientôt assurée par Adolf Eichmann (cf. août 1938) : les visas pour quitter le territoire allemand sont accordés contre le paiement de lourdes sommes et la cession de ses biens à l'État (*Reichsfluchtsteuer* = « impôt sur l'évasion du *Reich* »).

26 janvier En Espagne, chute de Barcelone ; fin de la République espagnole.

27 janvier À Berlin, gigantesque retraite aux flambeaux (*Fackelzug*) pour fêter l'unité *Wehrmacht* -SA (cf. 21 janvier).

En France, le gouvernement Daladier reconnaît le gouvernement Franco (cf. 26 janvier).

28 janvier En Espagne, suite à l'établissement du régime franquiste (cf. 26 janvier), début de la « *Retirada* » : autour d'un [299] demi-million d'hommes, de femmes et d'enfants fuient le pays et franchissent les Pyrénées pour se réfugier en Languedoc-Roussillon

30 janvier Dans son discours au *Reichstag*, Hitler menace d'exterminer les Juifs si la guerre éclate en Europe. La « Loi d'habilitation » (cf. 23 et 24 mars 1933, 30 janvier 1937) est prorogée jusqu'en 1943.

Jusqu'au 1^{er} février, à Paris, conférence dite « de Berne » (*Berner Konferenz*) du Parti communiste d'Allemagne en exil : élaboration d'un programme de lutte contre le fascisme et d'un projet de « République démocratique allemande » (*Deutsche Demokratische Republik*) qui est diffusé clandestinement sur le territoire du *Reich*.

Février La Hongrie et le Mandchoukouo adhère au Pacte anti-*Komintern* (cf. 25 novembre 1936, 6 novembre 1937, 5 janvier)

9 février En France (cf. 27 et 28 janvier), ouverture dans les Pyrénées de camps d'internement pour les républicains espagnols et les combattants des Brigades internationales (Argelès, Saint-Cyprien, Gurs, Le Vernet).

12 février Hitler rencontre les séparatistes slovaques (cf. 7 et 9 octobre 1938, 16-17 octobre 1938, 21 octobre 1938) et s'entend avec eux pour démembrer la Tchécoslovaquie.

13 février Généralisation du Service du travail (*Reichsarbeitsdienst*).

21 février Les Juifs doivent remettre sous quinzaine à des bureaux publics d'achat tous les objets en or, platine et argent, ainsi que les pierres précieuses en leur possession. Ils ne peuvent conserver que leur alliance.

Mars Début de la mobilisation allemande.

[300]

2 mars À Paris, le maréchal Pétain est nommé ambassadeur en Espagne franquiste (cf. 27 janvier).

Au Vatican, Mgr Eugenio Pacelli (cf. 9 décembre 1928, 10 mai 1931, 7 juillet 1934) est élu Pape sous le nom de Pie XII.

Arthur Seyß-Inquart (cf. 14 mars 1938) est nommé ministre du *Reich* sans portefeuille ; en mai 1940, il deviendra Commissaire du *Reich* pour les Pays-Bas occupés (responsable d'exécution d'otages, de la déportation des Juifs et de très nombreux résistants, il sera condamné à mort par le tribunal de Nuremberg). Son successeur comme « gouverneur de la Marche orientale » (ex-Autriche) est Joseph Bürckel (cf. 13 janvier 1935, mi-mars 1938).

9 mars Le gouvernement de Prague destitue le gouvernement autonome slovaque de Mgr Jozef Tiso (cf. 7 octobre et 16-17 octobre 1938, 12 février) et fait arrêter un certain nombre de séparatistes.

10 mars Discours de Staline au congrès du PCUS : l'URSS se tiendra en dehors de tout conflit concernant les nations capitalistes.

13 mars Soutenu par Berlin, la Slovaquie (cf. 9 mars) proclame son indépendance.

14 – 15 mars Suite à la proclamation de l'indépendance de la Slovaquie par Mgr Jozef Tiso (cf. 9 et 13 mars), le président tchécoslovaque, Emil Hacha (cf. 5 octobre 1938), se rend d'urgence à Berlin pour plaider sa cause. Au terme d'une longue attente, il est finalement reçu par Hitler vers 2 heures du matin. Celui-ci le contraint à signer la « remise du destin du peuple tchèque entre les mains du *Führer* du *Reich* allemand ».

Assistées de 60 000 SA (cf. 27 janvier), les troupes allemandes entrent en « Tchéquie » (*Tschechei*) à six heures du matin et occupent Prague.

[301]

16 mars À Prague, du château Hradschin, Hitler annonce la fin de l'existence de la Tchécoslovaquie et la création du protectorat de Bohême-Moravie (*Protektorat Böhmen und Mähren*), « partie intégrante de l'espace vital allemand » : réquisition du potentiel minier, industriel (usines Skoda) et militaire tchèque (cf. également mi-mai).

L'ancien ministre des Affaires étrangères, Konstantin von Neurath (cf. 4 février 1938), est nommé à la tête du protectorat de Bohême-Moravie (*Reichsprotector*). Konrad Henlein (cf. 19 mai 1938, 5-12 décembre 1938) devient chef de l'administration civile et son adjoint, Karl Hermann Frank (cf. *ibid.*), chef de la police.

À Düsseldorf, rencontre entre de hauts responsables des milieux d'affaires allemands et anglais pour la mise au point d'une stratégie économique internationale.

17 mars Sur pression allemande, Mgr Tiso (cf. 13 mars, 14-15 mars), demande officiellement au *Reich* de prendre la Slovaquie sous sa protection.

18 mars À Vienne, Hitler ratifie le « Traité de protection » (*Schutzvertrag*, cf. 17 mars) de la Slovaquie.

La France et l'Angleterre renoncent à la politique d'« apaisement » (cf. 28-30 novembre 1937, 19 août 1938, 2 septembre 1938).

19 mars L'URSS propose à la France et à l'Angleterre un pacte d'alliance contre l'Allemagne nazie : pourparlers jusqu'au 29 juin.

23 mars Signature entre Joachim von Ribbentrop et Vojtech Tuka du « Traité de protection » de la Slovaquie (cf. 18 mars) dont une clause concède au *Reich* l'exploitation de l'économie slovaque.

Prétextant un appel au secours de la population allemande tyrannisée par le gouvernement lituanien, le *Reich* annexe le territoire de Klaipéda (cf. 10 janvier 1923, 16 février 1923, 8 mai 1924, 29 janvier 1928) qui reprend son nom allemand de Memel ; [302] les tanks et avions utilisés ont ceux de l'ex-armée tchèque (cf. 16 mars).

25 mars L'adhésion aux Jeunesses hitlériennes devient obligatoire pour tous les jeunes à partir de 10 ans ; sanctions pour les familles récalcitrantes.

Les adolescents faisant partie de « groupements sauvages » (*Wilde Jugendgruppen*, ou plus couramment *Cliquen*), tels les « populos » (*Mobs*) de Dresde ou les « têtes de mort » (*Totenkopf*) de Hambourg (refus de l'embrigadement, cheveux longs, tenues non conformistes, rassemblements clandestins dans des caves ou des clairières pour faire la fête et écouter du jazz), sont envoyés dans des camps de rééducation (p. ex. Neuwied près de Cologne). À partir de 1941, certaines « cliques » (*Edelweißpiraten* = « pirates Edelweiss », à Cologne et Düsseldorf) se livreront à des actes de résistance (tracts, inscriptions murales, sabotages, attentats). En 1944, des « directives pour lutter contre les bandes de jeunes » (*Richtlinien zur Bekämpfung jugendlicher Cliquen*), criminalisant ceux qui les couvriraient ou omettraient de les dénoncer, seront édictées par la Gestapo (à la fin de l'année, pendaison publique à Cologne, au croisement des rues Schönstein et Venlo, de treize « pirates », parmi lesquels Bartholomäus Schink, 16 ans).

26 mars La Pologne (cf. 5 janvier) fait savoir qu'elle refuse de céder Dantzig et rompt les négociations avec le *Reich*.

27 mars L'Espagne franquiste adhère au Pacte anti-Komintern (cf. 25 novembre 1936, 6 novembre 1937, février 1939).

31 mars L'Angleterre et la France assurent la Pologne (cf. 26 mars) de leur assistance en cas d'intervention allemande.

Avril « Décret sur le crucifix » (*Kruzifix-Erlass*) qui exige que, dans les écoles publiques du *Reich* (en Allemagne, pas de séparation des Églises et de l'État, cf. février 1928), la croix du Christ soit remplacée par le portrait du *Führer* (*Führer-Bild*). En dépit de la pression des fonctionnaires du régime, la mesure sera aménagée au bout de quelques mois en raison d'une vive contestation populaire [303] (notamment dans les campagnes où des maires vont jusqu'à menacer de démissionner) : un petit crucifix pourra éventuellement être suspendu dans une salle de classe dès lors que trônera en bonne place le portrait du *Führer*.

À partir du 3 avril Hitler, affirme de manière réitérée (cf. 26 mars) sa volonté expansionniste et si nécessaire belliciste : préparation de l'invasion de la Pologne pour le 1^{er} septembre (« Plan Blanc » / *Fall Weiß*) ; ordre est donné à la propagande de conditionner la population par des rumeurs d'exactions polonaises à Dantzig et à la frontière.

Grèves en Silésie et en Sarre contre l'allongement de la journée de travail sans compensation salariale ; les revendications sont en partie satisfaites.

4 – 6 avril Séjour à Londres du dictateur polonais Jozef Beck (cf. 5 janvier) : convention anglo-polonaise garantissant certes l'indépendance de la Pologne, mais pas nécessairement sa territorialité.

7 avril L'Italie annexe l'Albanie.

10 avril Un rapport de la Gestapo estime à 300 000 le nombre de détenus politiques.

11 avril Hitler annonce à son état-major une extension de la guerre dès que la Pologne aura été occupée. Renaissance de projets de coup d'État des militaires (cf. 9 novembre 1937, 30 mai 1938, 18 août 1938, 19 août 1938, 15-24 septembre 1938, 29-30 septembre 1938) ; l'un d'entre eux, semble-t-il approuvé par une partie de la classe dirigeante britannique, aurait prévu de remplacer le *Führer* par Hermann Göring, considéré comme anglophile (cf. 7 et 26 août).

15 – 16 avril A Rome, Göring rencontre Mussolini et lui explique que pour intimider la Pologne, le *Reich* doit « jouer le petit jeu » d'un rapprochement avec l'URSS.

[304]

20 avril Le 50^e anniversaire du *Führer* est l'occasion d'une gigantesque manifestation du potentiel militaire du *Reich* sur le tout nouvel « Axe Est-Ouest » au centre de Berlin (*Ost-West-Achse*, réalisé par Albert Speer dans le cadre de la rénovation de la ville, cf. *Repères 1938*).

Hermann Göring rend hommage « au plus grand Allemand de tous les temps », et la plupart des dirigeants (HeB, Himmler) insistent dans leurs discours sur son « caractère divin » (« *gottgesandt* »). Martelage des slogans : « *General Unblutig* » (c'est-à-dire qui triomphe « sans faire couler le sang »), « *Führer befiehl, wir folgen* » (« Toi notre guide, donne tes ordres et nous te suivrons »), « *Der Führer hat immer recht* » (« Le Führer a toujours raison »).

Amnistie d'environ 400 détenus politiques du camp de Dachau.

28 avril Discours de Hitler au *Reichstag* dans lequel il estime qu'il n'existe plus aucun problème territorial entre la France et l'Allemagne ; il prend prétexte de la convention anglo-polonaise (cf. 5-6 avril) pour dénoncer l'accord naval avec l'Angleterre (cf. 4 et 18 juin 1935) et le pacte de non-agression avec la Pologne (cf. 26 janvier et 2 juillet 1934).

30 avril « Loi sur les conditions de location aux Juifs » (*Gesetz über Mietverhältnisse mit Juden*) qui les contraint à se regrouper dans certains quartiers et ouvre la voie à la ghettoïsation.

Göring (cf. 15-16 avril) fait savoir à Chamberlain et à plusieurs diplomates du Quai d'Orsay que, si l'Angleterre et la France soutiennent la Pologne « jusqu'au bout », l'Allemagne se verra contrainte de s'entendre avec l'URSS.

Mai Création de l'« insigne d'honneur pour le dévouement à la Communauté raciale populaire allemande » (*Ehrenzeichen für deutsche Volkspflege*) attribué aux citoyens particulièrement actifs dans une organisation à caractère social (*NSV, WHW*, cf. 13 septembre 1933, ou encore *EHW = Ernährungshilfswerk* = « Service d'aide au ravitaillement » chargé de la récupération des déchets [305] alimentaires pour, dans le cadre de l'autarcie, engraisser « un million de porcs par an »).

3 mai En URSS (cf. 30 avril), le remplacement du ministre des Affaires étrangères, Maxim Maximovitch Litvinov (très attaché à la

sécurité collective et à l'alliance avec la France), par Viatcheslav Mikhaïlovitch Molotov, entièrement dévoué à Staline, laisse présager un rapprochement germano-soviétique.

5 mai Le dictateur polonais, Jozef Beck, annonce dans un discours radiodiffusé que son pays ne fera aucune concession à l'Allemagne.

14 mai En Allemagne et en ex-Autriche, suite aux mesures pour pousser à l'émigration (cf. août 1938, 24 janvier 1939), la population d'origine juive a diminué d'environ 40%.

Mi-mai Ouverture du camp de concentration pour femmes de Ravensbrück (près de Strelitz dans le Mecklenburg ; à la fin de l'année, 2000 détenues).

Sur intervention de l'Angleterre (cf. 11 avril, 30 avril) et malgré les réticences de la France), la Banque des règlements internationaux de Bâle remet au *Reich* le stock d'or de la Banque centrale tchécoslovaque dont elle était dépositaire depuis les menaces d'invasion allemande. Londres pense que la prospérité économique détournera Hitler de ses projets bellicistes...

22 mai Signature entre l'Allemagne (Ribbentrop) et l'Italie (Ciano) du « Pacte d'acier » (*Stahlpakt*) : garantie mutuelle de la frontière germano-italienne (le *Reich* renonce au Sud-Tyrol, cf. 26 septembre 1938), soutien réciproque sur le plan politique et militaire, collaboration économique, solidarité indéfectible en cas de guerre (en septembre, Mussolini refusera néanmoins d'engager ses troupes aux côtés de la *Wehrmacht* — « *non-belligeranza* » —).

30 mai L'Allemagne propose un pacte de non-agression à l'URSS (cf. 30 avril, 3 mai).

[306]

31 mai Signature d'un pacte de non-agression entre l'Allemagne et le Danemark. Le *Reich* obtiendra en novembre de miner le Grand-Belt pour empêcher les navires anglais d'accéder à la Baltique.

7 juin Signature d'un pacte de non-agression entre l'Allemagne, l'Estonie et la Lettonie.

Jusqu'au 27, entretiens secrets entre l'Allemagne et l'Angleterre (cf. 16 mars, mi-mai) afin de procéder à la répartition de leurs intérêts en Europe du Sud-Est et en Afrique.

10 juin Près de Sarrebruck, mouvement de grève sur la « Ligne Siegfried » (cf. Première quinzaine de mai 1937, mai 1938, 27-29 août 1938) pour une amélioration des conditions de travail et des salaires. Les revendications sont en partie satisfaites.

29 juin Échec des pourparlers entre l'URSS, la France et l'Angleterre (cf. 19 mars) pour la constitution d'une alliance contre le *Reich*.

10 juillet Goebbels notifie à la presse de bannir de son vocabulaire l'expression « Troisième *Reich* » (*Drittes Reich*) et d'utiliser désormais « *Le Reich* » (*Das Reich*), concept mystique échappant à toute datation historique ; apparition de la formule « *Reich millénaire* » (*tausendjähriges Reich*) qui, sous des plumes plus lyriques, va même jusqu'à « *Reich éternel* » (« *ewiges Reich* »).

18 juillet Jusqu'au 3 août, suite des entretiens secrets entre l'Allemagne et l'Angleterre (cf. 7 juin) afin de procéder à la répartition de leurs intérêts en Europe du Sud-Est et en Afrique : échec.

25 juillet À Hambourg, succès d'une grève salariale chez Blohm & Voß (construction navale).

août Ouverture à Brunswick (Braunschweig) de l'« Académie pour la gouvernance de la jeunesse » (*Akademie für Jugendführung*) où seront formés durant une année, après une sévère sélection [307] physique, psychologique et idéologique, les cadres des Jeunesses hitlériennes.

7 août En Suède, au domicile de l'industriel Birger Dahlerus, Göring rencontre les représentants des milieux d'affaires anglais (cf. 18 juillet) ; il insiste sur la nécessité d'une répartition des sphères d'influence respectives, présente une guerre comme dommageable pour les deux pays (L'Angleterre ne pourrait pas résister aux coups de boutoir conjugués de l'« Axe » — cf. 6 novembre 1937 — et verrait son empire démantelé ; une défaite allemande signifierait le triomphe du bolchevisme en Europe) et propose un « nouveau Munich » (cf. 29-30 septembre 1938) pour régler la question de Dantzig.

11 août À Berchtesgaden, rencontre entre Hitler et le haut-commissaire de la Société des Nations (SDN) à Dantzig (*Völkerbundkommissar in Danzig*, depuis 1937), le Suisse Cari Jacob Burckhardt. Le *Führer* lui déclare que si la France et l'Angleterre

refusent de s'entendre avec lui, il s'entendra avec l'URSS afin d'avoir les mains libres pour occuper la Pologne et ensuite vaincre l'Occident. Burckhardt (alors pro-allemand en dépit de ses *Mémoires* d'après-guerre) ne mentionne pas cette déclaration dans son rapport à la France et à l'Angleterre.

12 août À Salzbourg, rencontre entre Hitler, Ribbentrop et Ciano : annonce de l'intention d'attaquer la Pologne et de signer dans cette perspective un pacte avec l'URSS qui, suite à l'échec des négociations avec la France et l'Angleterre (cf. 29 juin), vient de répondre favorablement par dépêche à la proposition allemande du 30 mai.

14 août Ribbentrop propose à Molotov (cf. 3 mai) de délimiter les zones d'influence respectives du *Reich* et de l'URSS entre la Baltique et la mer Noire, et de le rencontrer à Moscou pour signer le pacte de non-agression (cf. 30 mai, 12 août). Accord de Molotov.

[308]

19 août Pacte commercial germano-soviétique signé à Berlin : grande satisfaction des milieux militaires et industriels allemands. La visite de Molotov à Moscou (cf. 14 août) est prévue pour la fin du mois.

20 août Hitler intervient auprès de Staline pour avancer la date de signature (cf. 19 août) du pacte de non-agression : accord sur le 23 août.

22 août Ribbentrop (cf. 20 août) arrive à Moscou.

À Berchtesgaden, réunion de l'état-major. Fort de la signature le lendemain du Pacte de non-agression avec l'URSS, Hitler annonce l'invasion immédiate de la Pologne si elle ne cède pas Dantzig. Il charge Reinhard Heydrich (chef du SD, cf. 9 juin 1934, 17 juin 1936) d'élaborer « un motif propagandiste de déclenchement de la guerre » (« *einen propagandistischen Anlaß zur Auflösung des Krieger* »).

23 août À Moscou (cf. 22 août), signature pour dix ans du Pacte de non-agression germano-soviétique (avec un protocole secret prévoyant le partage de la Pologne en tant que « zone tampon »).

À Dantzig, Albert Forster (cf. 7 avril 1935) se fait élire chef de l'État libre et demande l'assistance du *Reich* (sous prétexte de maltraitances à l'égard de la population allemande qui sont fréquemment des répliques aux provocations des nazis).

Le gouvernement anglais fait savoir à Hitler qu'il respectera ses engagements envers la Pologne. Hitler réplique par des menaces de guerre.

24 août Suite à la signature du Pacte de non-agression germano-soviétique (cf. 23 août), grand désarroi chez les communistes allemands (nombreux sont ceux qui, en exil ou ayant connu le camp de concentration, s'estiment trahis par Staline et se détournent du Parti ; virulentes prises de position de Manès Sperber et Willi Münzenberg).

26 août Le gouvernement Daladier avertit Hitler que la France respectera ses engagements envers la Pologne.

[309]

Göring propose un plan de règlement à l'amiable de la question de Dantzig : organisation d'un plébiscite et, quel qu'en soit le résultat, adoption bipartite d'une libre circulation allemande vers la Prusse orientale et de l'accès à la mer pour la Pologne : échec.

Hitler affirme sa volonté expansionniste, mais reconnaît la neutralité de la Belgique, des Pays-Bas, du Luxembourg, du Danemark et de la Suisse.

Annnonce de l'annulation du onzième Congrès de la NSDAP à Nuremberg (cf. 5-12 septembre 1938) prévu sous le signe « de la paix » (*Reichsparteitag des Friedens*).

« Décret sur le droit pénal d'exception en temps de guerre » (*Kriegssonderstrafrechtverordnung*) : mesures radicales à l'égard des saboteurs, espions, et propagateurs de rumeurs susceptibles d'affecter la combativité de la population (*Wehrkraftzersetzung*).

27 août Mise en circulation de tickets de rationnement alimentaire (*Lebensmittelkarten*, imprimés dès 1937 afin d'être opérationnels dès qu'éclaterait une guerre que les nazis savaient à terme inévitable)

29 août – 30 août La Pologne est sommée 17 fois de céder Dantzig et d'envoyer immédiatement un plénipotentiaire à Berlin. En réaction à la pression allemande, manifestations nationalistes polonaises dans le territoire de Dantzig ; exactions envers la population allemande.

31 août L'ambassadeur de Pologne est reçu par Ribbentrop et demande un délai pour que son gouvernement étudie les propositions

allemandes. Hitler fait proclamer que la Pologne veut la guerre et donne ordre à Heydrich d'agir (cf. 22 août).

Sur la frontière germano-polonaise, vers 20 heures, opération « Grand-mère décédée » (*Großmutter gestorben*) montée par Heydrich (cf. supra) : simulacre d'attaque polonaise contre la station de radiodiffusion allemande de Gleiwitz qui est investie par un commando du SD (Alfred Naujocks) portant des uniformes polonais, ainsi que contre le poste frontalier de Hochlinden et [310] l'office forestier de Pitschen ; des cadavres de concentrationnaires (« *Konserven* ») sont laissés sur place comme preuves des agressions.

1^{er} septembre Prenant prétexte des « agressions polonaises sur la frontière » (cf. 31 août), Hitler déclenche le « Plan Blanc » (*Fall Weiß*, cf. 3 avril). À 4 heures 45, à Dantzig, le croiseur *Schleswig-Holstein* bombarde le fort polonais de Westerplatte et la *Wehrmacht* (70 divisions, 2000 avions) envahit la Pologne.

Au *Reichstag*, Hitler paraît vêtu de sa vareuse de soldat de la Première Guerre mondiale : « Dès maintenant, ma vie appartient plus que jamais intégralement à ma Communauté raciale populaire. Je ne veux être rien d'autre que le premier soldat du *Reich* allemand. C'est pourquoi j'ai remis cette vareuse [...]. Je ne la quitterai qu'après la victoire [...]. En tant que national-socialiste et soldat allemand, c'est le cœur vaillant que je m'engage dans ce combat. Toute ma vie a été centrée sur une lutte pour ma Communauté raciale, pour sa résurrection, pour l'Allemagne [...]. De même que je suis à tout instant prêt à sacrifier ma vie [...] pour ma Communauté raciale et l'Allemagne, j'exige de chacun qu'il en fasse autant. Celui qui par contre croit pouvoir s'opposer à ce devoir national, directement ou indirectement, malheur à lui ! Les traîtres n'ont rien d'autre à attendre que la mort ! »

Proclamation de la loi martiale (*Standrecht*) ; tout officier supérieur est habilité à former une cour martiale (*Standgericht*) pour juger les « traîtres ».

« Décret sur les mesures d'exception concernant la radiodiffusion » (*Verordnung über außerordentliche Rundfunkmaßnahmen*) : poursuite de toute personne écoutant des programmes étrangers.

En France, le gouvernement décide de parquer les réfugiés politiques allemands et autrichiens dans les camps d'internement (cf. 9 février).

2 septembre Le *Reich* assure à la Norvège, engagée depuis 1938 dans une politique neutraliste, que son indépendance ne sera jamais remise en cause.

[311]

3 septembre L'Angleterre (11 heures 30) et la France (17 heures) déclarent la guerre à l'Allemagne.

Dans la foulée du discours de Hitler au *Reichstag* et de la proclamation de la loi martiale (cf. 1^{er} septembre), décret secret (Heydrich) sur la « sécurité intérieure de l'État durant la guerre » (« *Innere Staatssicherheit während des Krieges* ») : autorise la Gestapo à exécuter sommairement les opposants et les saboteurs.

En Pologne, à mesure de l'avance allemande, traque des résistants et des Juifs par les « Groupes d'intervention » (*Einsatzgruppen*, unités mobiles indépendantes du commandement militaire et opérant à la suite de la *Wehrmacht* ; chaque groupe d'intervention était composé de 4 à 5 sections du SD — *Sonderkommandos* = *SK* — et d'un nombre équivalent de sections de la police de sécurité — *Einsatzkommandos* = *EK*).

À Bromberg (Bydgoszcz, à environ 130 kilomètres au Sud-Ouest de Dantzig et 220 kilomètres au Nord-Ouest de Varsovie), des francs-tireurs, membres de la communauté allemande de la ville, attaquent une compagnie de l'armée polonaise. L'action de guérilla fait au total 200 morts. La plupart des francs-tireurs sont tués au cours des combats de rue ou faits prisonniers et fusillés.

4 septembre « Décret sur l'économie en temps de guerre » (*Kriegswirtschaftsverordnung*) : augmentation des prélèvements sur les salaires, suppression des congés, taxation des heures supplémentaires, rallongement de la journée de travail si nécessaire.

En France (cf. 1^{er} septembre), internement de « tous les hommes d'origine allemande de 16 à 65 ans » en tant que « ressortissants d'une puissance ennemie » ; refus à ceux qui le souhaitent de s'engager dans l'armée française pour combattre le nazisme ; mise en service de nouveaux camps (Les Milles, Noë, Nexon...).

5 septembre Déclaration de neutralité des É.-U. dans le conflit européen.

[312]

« Décret à rencontre des parasites de la Communauté raciale populaire » (*Verordnung gegen Volksschädlinge*) : poursuite de toute personne qui profiterait par exemple de son poste en entreprise ou d'une alerte aérienne (extinction de toutes les lumières — *Verdunklung* — et évacuation des logements) pour se livrer à des vols ou autres actes délictueux.

La *Wehrmacht* occupe Bromberg (cf. 3 septembre) suivie par le « Groupe d'intervention IV » (*Einsatzgruppe IV*) ; dans les jours qui suivent, exécution de plus de 2000 civils polonais en représailles de la mort des francs-tireurs allemands.

6 septembre Le chef de la police helvétique et responsable à l'immigration, Heinrich Rothmund (cf. 31 mars 1933, 25 septembre 1938, 11 octobre 1938) donne ordre d'évacuer un maximum de réfugiés communistes allemands jusqu'à la frontière du *Reich* et de les abandonner en pleine nature (*schwarze Überstellung* = « livraison au noir ») où ils finiront par tomber entre les mains des autorités nazies. Certains, réclamés nominalemeent par la Gestapo, lui sont carrément remis (*Überstellung*).

8 septembre En raison de l'entrée en guerre, le ministre du *Reich* des Sciences, de l'Éducation et de la Formation populaire, Bernhard Rust (cf. 24 janvier 1926, 2 mai 1934, juin 1937), décide de réduire la durée de la scolarité et d'instaurer un « baccalauréat d'urgence » (*Notabitur*) attribué à la fin de la classe de 1^e sur simples épreuves orales (en 1941, délivré sur dossier ; en 1942, à la fin de la classe de 2^e ; en 1943, au terme du premier cycle. Au lendemain de la guerre, annulation des diplômes obtenus après le 1^{er} janvier 1943).

À Berlin, le groupe de résistance antinazi autour de Heinz Kapelle (60 jeunes ouvriers communistes, socialistes et catholiques) distribue des tracts contre l'invasion de la Pologne : « Le *Führer* a engagé le peuple allemand et sa jeunesse sur la voie de la catastrophe » (arrêté cinq jours plus tard avec un certain nombre de ses camarades, Heinz Kapelle sera exécuté le 1^{er} juillet 1941 — à 28 ans — à la prison de Berlin-Plötzensee).

[313]

10 septembre En Suisse, les mesures de « livraison au noir » (cf. 6 septembre) sont étendues aux Juifs. Rothmund : « Ne pas faire dans la dentelle (« *nicht zimperlich sein* ») [...]. Ces réfugiés seront reconduits là où ils sont entrés chez nous ».

Mi-septembre En France, on propose aux internés allemands et autrichiens (cf. 4 septembre) de s'engager dans la Légion étrangère (Sud algérien) ou de servir comme prestataires volontaires (aménagement d'aérodromes, de routes, ou encore bûcheronnage).

16 septembre En Suisse, suite à la forte mobilisation des Églises et de comités populaires pour la défense des réfugiés (cf. 6 septembre, 10 septembre), le Conseil fédéral décide de ne plus extradier les réfugiés, mais de les interner. Le responsable Social-démocrate helvétique, Walter Bringolf, approuve les mesures du Conseil fédéral et prononce l'exclusion du Parti (*SPS = Sozialdemokratische Partei der Schweiz*) de tous les membres considérés comme trop à gauche.

17 septembre L'armée soviétique occupe (cf. 23 août) la Pologne orientale pour « protéger les populations ukrainiennes et biélorusses » (le 22 octobre, après un simulacre de référendum, intégration aux républiques soviétiques d'Ukraine et de Biélorussie ; jusqu'en 1941, les Juifs sont autorisés à émigrer, notamment vers Shanghai où existait une colonie d'environ 20 000 exilés allemands d'origines diverses).

20 septembre Par un télex adressé à l'ensemble des services dont il a la responsabilité, Reinhard Heydrich (cf. 3 septembre) demande de ne pas hésiter à appliquer le « traitement spécial » (*Sonderbehandlung*) à tous ceux qui représentent un danger pour le *Reich*. (L'euphémisme ne signifie encore qu'« élimination physique » ; plus tard, il désignera l'élimination par gazage).

21 septembre Heydrich (cf. 20 septembre) ordonne aux chefs des « groupes d'intervention » en Pologne (cf. 3 septembre) de mettre en œuvre la première étape de la « Solution finale de la question juive » (*Endlösung der Judenfrage*), c'est-à-dire de regrouper [314] au maximum les Juifs afin de pouvoir les parquer dans des ghettos. Désormais la politique antijuive du *Reich* hésite entre émigration (cf. 24 janvier, 14 mai) et élimination (cf. 30 janvier).

26 septembre En France, le gouvernement interdit toutes les organisations de type communiste. Les actions de solidarité envers les internés allemands et autrichiens organisées par le PC, la CGT, la FSGT (Fédération sportive et gymnique du travail) et le Secours populaire (nouvelle appellation du Secours rouge depuis le 1^{er} novembre 1936) deviennent impossibles. Le relais est pris par des associations caritatives : Quakers ; Secours suisse ; CIMADE (Comité intermouvements auprès des évacués dirigés par la protestante Madeleine Barot) ; YMCA (*Young men's Christian association*) ; USC (*Unitarian service committee*).

27 septembre Création par Heinrich Himmler du « Service central de sécurité du Reich » (*Reichssicherheitshauptamt = RSHA*) dont la direction est confiée à Reinhard Heydrich. Six sections : bureau de recrutement et de contrôle du personnel (*Amt I*, Bruno Streckenbach) ; bureau administratif et juridique (*Amt II*, Werner Best — cf. 25 et 26 novembre 1931 — puis, à partir de juillet 1940, Hans Nockmann) ; bureau du renseignement intérieur (SD intérieur, *Amt III*, Otto Ohlendorf) ; Gestapo (*Amt IV*, Heinrich Müller, dit « Gestapo-Müller ») ; police criminelle (*Kripo*, *Amt V*, Arthur Nebe) ; bureau du renseignement extérieur (SD extérieur, *Amt VI*, Heinz Jost, puis, à partir de 1941, Walter Schellenberg (cf. 12 mars 1938)). En 1940, adjonction d'un « bureau de recherche idéologique » (*weltanschauliche Forschung*, *Amt VII*, Franz Six puis Paul Dittel) chargé d'archiver la documentation concernant les « marxistes », les Juifs, les francs-maçons, les Églises, etc..

28 septembre Fin de la campagne de Pologne (*Blitzkrieg* = « guerre éclair ») qui est placée sous administration militaire (général Gerd von Rundstedt, cf. 20-21 juillet 1932, 4 février 1938).

À Moscou, rencontre Ribbentrop-Molotov (cf. 14 au 23 août) : signature du « Traité frontalier et d'amitié germano-soviétique » (*Deutsch-Sowjetischer Grenz- und Freundschaftsvertrag*) : la nouvelle frontière entre les deux pays correspond pratiquement [315] à la « Ligne Curzon » (*Curzon-Linie*, frontière polono-russe fixée par le Conseil allié en décembre 1919 sur proposition du ministre britannique George Curzon) ; intensification des relations commerciales afin de rendre inefficace un blocus maritime anglais du Reich ; une clause secrète prévoit que « les deux parties ne toléreront sur leurs territoires

aucune agitation polonaise » (« *Beide Telle werden auf ihren Gebieten keine polnische Agitation dulden* »).

30 septembre L'« Institut allemand de recherche psychologique et de psychothérapie » (Institut Göring, cf. mi-mai 1936) passe sous l'égide du Front du travail : Partant du principe que, en situation de guerre, on ne peut « sous-estimer la mise à l'épreuve des nerfs et les conflits psychiques » (« *die Belastung der Nerven und die seelischen Konflikte unterschätzen* »), Robert Ley exige que les psychothérapeutes contribuent à étayer l'emprise du régime sur la population (stages d'encadrement, justification de l'obligation d'adhésion aux Jeunesses hitlériennes — cf. 25 mars — comme unique moyen pour assurer la bonne santé mentale des adolescents, psychiatrisation des réfractaires et opposants,).

Jusqu'à la fin décembre, série d'interventions et d'articles de Robert Ley expliquant que les Allemands doivent faire des sacrifices jusqu'à ce que le *Reich* règne sur l'Europe.

Octobre Décret secret du *Führer* (antidaté au 1^{er} septembre) ordonnant, sous prétexte de nécessités de défense nationale, l'élimination (appelée par lui « *Gnadentod* » = « mort miséricordieuse ») des « vies indignes d'être vécues » (« *lebensunwerte Leben* », dites aussi « bouches inutiles »/« *unnütze Esser* », « existences fardeaux »/« *Ballastexistenzen* », ou encore « enveloppes humaines vides »/« *leere Menschenhülsen* »). Début de l'« Action T4 » (abréviation de l'adresse de l'administration qui la gère, *Tiergartenstraße 4* à Berlin) : gazage (*Vergasung*) dans des camions hermétiques (*Mordkisten*) puis dans des établissements euthanasiques (Hartheim près de Linz, Sonnenstein près de Dresde, Brandenburg à l'Ouest de Berlin — remplacé en novembre 1940 par Bernburg au Sud de Magdeburg, Grafeneck à une centaine de kilomètres au Sud-Est de Stuttgart — relayé en janvier 1941 par [316] Hadamar, à 8 kilomètres de Limburg). Pour mener à bien l'opération, création de la « Communauté de travail des établissements psychiatriques » (*Reichsarbeitsgemeinschaft der Heil- und Pflegeanstalten* = RAG HP, chargée du recensement des patients à éliminer), de la « Sarl d'utilité publique de transport des malades » (*Gemeinnützige Krankentransport GmbH* = *Gekrat*), et de la « Fondation d'utilité publique d'administration des établissements » (*Gemeinnützige Siftung für Anstaltspflege* = GSA). Gérée par des médecins volontaires, l'« Action

T4 » fera autour de 71 000 victimes (cf. 24 août 1941) et servira à la mise au point des chambres à gaz camouflées en salles de douches (cf. 3 septembre 1941). Selon les calculs des comptables de la « T4 », l'« Action » permettra au *Reich* d'économiser 90 millions de marks par an...

5 octobre L'URSS engage des négociations avec la Finlande pour une rectification de la frontière soviéto-finnoise.

6 octobre Dans son discours au *Reichstag*, Hitler justifie la conquête de la Pologne et propose la paix à l'Angleterre et à la France « afin que l'Europe jouisse d'un nouveau bonheur de la paix » (« *auf daß Europa ein neues Glück des Friedens zuteil wird* »).

7 octobre La presse du *Reich* appelle chaque Allemand à participer au maintien de la « paix intérieure » (cf. 3 septembre) : la dénonciation de toute personne suspecte à la Gestapo devient un devoir civique.

Nomination de Heinrich Himmler comme « Commissaire du *Reich* à la consolidation de la peuplité allemande dans les territoires occupés » (*Reichskommissar für die Festigung des deutschen Volkstums in den besetzten Gebieten*) : pour permettre l'installation des colons allemands en Pologne (cf. 29 septembre 1933, 30 janvier 1935), expropriation des autochtones ; mesures visant à transformer les populations locales en « esclaves » ; création par le *RuSHA* (cf. *ibid.*) d'une « Liste d'intégration à la Communauté raciale populaire allemande » (*Deutsche Volksliste = DVL*) des « personnes alémanisables » (« *eindeutschungsfähige Personen* ») afin de les utiliser comme agents d'exécution de la politique du *Reich* ; recherche par l'*Ahnenerbe* (cf. 1^{er} juillet et 13 [217] décembre 1935) des « enfants de bonne qualité raciale » (« *rassisch wertvolle Kinder* ») afin de leur donner une éducation germanique.

À partir du 8 octobre En Pologne, création, à partir des territoires annexés au *Reich*, du *Reichsgau Danzig-Westpreußen* (district de Dantzig - Prusse occidentale, *Gauleiter* Albert Forster, cf. 2 juillet 1933, 7 avril 1935, 23 août 1939) et du *Reichsgau Wartheland* (district du Pays de Warthe = zone s'étirant de la source du fleuve Warthe/Warta jusqu'à la région de Posen /Poznań, *Gauleiter* Arthur Greiser, membre de la NSDAP depuis 1928 et ex-président du Sénat de Dantzig en remplacement de H. Rauschning, cf. *Repères 1934*) ; la région de

Zichenau/Ciechanów est rattachée à la Prusse orientale, celle de Kattowitz/Katowice à la Silésie.

Le reste de la Pologne occupée (Cracovie, Varsovie, Radom et Lublin) forme le « Gouvernement général » (*Generalgouvernement*, augmenté en août 1941 de la région ukrainienne de Lemberg/Lvov) qui est placé sous la férule de Hans Frank (cf. 23 septembre 1930, 29 janvier 1933, 2 juillet 1933, 15 avril 1936, 25 octobre 1936).

Jusqu'au 20 novembre, sur l'ensemble du territoire polonais, « Action contre l'intelligentsia » (*Intelligenz-Aktion*) : liquidation d'environ 60 000 médecins, juristes, enseignants, etc..

Début du pillage du patrimoine culturel polonais.

9 octobre Instructions de Hitler pour une « liquidation militaire définitive de l'Ouest » (« *endgültigen militärische Erledigung des Westens* »).

11 octobre L'Angleterre et la France rejettent les propositions de paix du *Reich* (cf. 6 octobre). « Drôle de guerre » (*komischer Krieg* ou *Witzkrieg*) durant laquelle, à l'exception de quelques intrusions dans l'espace aérien ennemi et de quelques rares échauffourées frontalières, les belligérants resteront cantonnés derrière la ligne Maginot et la ligne Siegfried (cf. mai 1937, mai 1938, 27-29 août 1938) jusqu'en mai 1940.

[318]

14 octobre Rationnement des produits textiles.

Mi-octobre En France (cf. 4 septembre), le terme « camp de concentration » est désormais utilisé dans les documents administratifs pour désigner les camps d'internement.

19 octobre Mise au point par le « Commandement suprême de la *Wehrmacht* (OKW, cf. 4 février) de la « Campagne à l'Ouest » (*Westfeldzug*, cf. 9 octobre).

20 – 24 octobre Dans le cadre des actions pour le maintien de la « paix intérieure » (cf. 7 octobre) en prévision de la « Campagne à l'Ouest » (cf. 19 octobre), internement « préventif » (*präventiv*) en camp de concentration d'environ 2000 suspects communistes.

26 octobre Les Juifs du « Gouvernement général » (cf. 8 octobre) sont astreints aux travaux forcés. Début de l'envoi en Allemagne de contingents de « travailleurs étrangers » (*Fremdarbeiter*) polonais.

Fin octobre En Suisse (cf. 6 septembre, 10 septembre, 16 septembre), internement des réfugiés communistes, anarchistes, et trotskistes allemands (pénitencier de Regensdorf près de Zurich, puis dans les camps de Saint Jacob près de Saint-Gall, Witzwill à la point Nord du lac de Neuchâtel, etc.; début 1941, ouverture du camp d'internement spécial — *Sonderinternierungslager* = *SIL* — de Malvaglia dans le Tessin, relayé en décembre par Gordola, à l'Est de Locarno). Nombreuses actions de solidarité soutenues par les populations avoisinantes. À souligner que les Social-démocrates ne sont pas inquiétés dès lors qu'ils ont une « conduite correcte » (*anständig*) — ce à quoi veillent Otto Braun (cf. 1^{er} novembre 1922, 29 mars 1925, 6 mai 1927, 22 avril 1931, 20-21 juillet et Wilhelm Hoegner (cf. mai 1928, 19 juin 1933, 22 juin en liaison avec leurs homologues helvétiques (Walter Brin-golf/cf. 16 septembre, Hans Oprecht) ; par contre, ceux qui prônent la cause commune avec les communistes (l'ancien député au *Reichstag* Valentin Bauer, le socialiste unitaire Karl Tesch, le syndicaliste Paul Müller) les rejoignent en internement.

[319]

1^{er} novembre L'industrie polonaise est déclarée propriété du *Reich* (loi d'expropriation des chefs d'entreprise polonais) ; l'*IG-Farben* obtient l'ensemble du secteur de la chimie.

4 novembre Création de l'« union conjugale à distance » (*Ferntrauung*) pour les jeunes filles enceintes dont le fiancé est au front. Lors de la cérémonie, le géniteur est représenté par un « casque d'acier » (d'où l'expression fréquente de *Stahlhelmehe* = mariage au casque d'acier).

8 novembre À Munich, à 21 heures 20, explosion d'une bombe artisanale camouflée dans un pilier de la brasserie *Bürgerbräu* où Hitler réunit tous les ans jusqu'à 22 heures les « militants historiques » du Parti (cf. 9 novembre 1933, 8 novembre 1934, fin décembre 1936) en souvenir des victimes du putsch de novembre 1923. L'attentat, méthodiquement préparé durant plusieurs semaines par Georg Elser, un ouvrier de 35 ans sans attaches politiques ni syndicales, fait 8 morts et 63 blessés graves, mais n'atteint pas le *Führer* qui, devant rentrer à Berlin, a, pour des motifs météorologiques, exceptionnellement pris congé de l'assemblée 7 minutes auparavant (appréhendé sur la frontière suisse, interné au camp de Sachsenhausen en tant que « détenu spécial

du *Führer* » / *Sonderhäftling des Führers*, puis transféré à Dachau fin 1944, Elser sera exécuté le 9 avril 1945).

9 novembre Exploitation politique par le SD extérieur (cf. 27 septembre) de l'attentat de la brasserie *Bürgerbräu* (cf. 8 novembre) : afin de démontrer qu'il s'agit d'un coup téléguidé par les puissances occidentales pour assassiner le *Führer*, les agents secrets britanniques en poste aux Pays-Bas, le capitaine S. Paine Best et le major Richard Stevens, sont attirés à Venlo (frontière germano-hollandaise) par Walter Schellenberg (cf. 12 mars 1938, 27 septembre) qui se fait passer pour un délégué de la résistance militaire allemande (cf. 11 avril) ; kidnappés par un commando sous les ordres d'Alfred Naujocks (cf. 31 août), ils sont ramenés en Allemagne et dénoncés par la propagande comme les commanditaires de Georg Elser (ils resteront internés à Dachau jusqu'à la fin de la guerre).

[320]

La Finlande (cf. 5 novembre) refuse à l'URSS la rectification de la frontière soviéto-finnoise ; rupture des négociations.

10 novembre Suite à l'attentat perpétré par Georg Elser (cf. 8 novembre), les services de sécurité — jusqu'alors centrés sur l'éventualité d'une action collective conduite par les communistes ou un autre groupe de résistance organisé — prennent conscience que l'acte terroriste d'un incontrôlé peut échapper à leur vigilance : suppression des bains de foule et des interventions publiques du *Führer* (le public de ses discours sera désormais trié sur le volet).

11 novembre Accord entre l'état-major de la *Wehrmacht* et Alfred Rosenberg (cf. 24 janvier 1934) pour que les troupes reçoivent une formation idéologique.

23 novembre Déclaration de Hitler à l'état-major : après avoir insisté sur la corrélation entre *Wehrmacht* et éducation idéologique par le Parti (cf. 11 novembre), le *Führer* revient sur les étapes antérieures de sa politique : « En 1935 [...] instauration du service militaire obligatoire. Puis remilitarisation de la Rhénanie [...]. Ensuite début de la fortification [...] à l'Ouest. Une année plus tard [...] l'Autriche [...]. Cette démarche a contribué à un renforcement essentiel du *Reich*. La démarche suivante fut la Bohême, la Moravie et la Pologne. Mais cette démarche ne s'est pas faite en un jour. Il a d'abord fallu achever la ligne

Siegfried à l'Ouest [...]. On me reprochera de vouloir toujours combattre [...]. Nul ne peut se soustraire au combat s'il ne veut pas succomber [...]. C'est l'enseignement de l'Histoire ». Et de statuer : « Ma décision est irrévocable. J'attaquerai la France et l'Angleterre au moment le plus opportun et au plus tôt. La violation de la neutralité de la Belgique et de la Hollande est sans importance. Personne ne s'en souciera lorsque nous aurons vaincu ».

En Pologne, les Juifs sont contraints de porter un brassard blanc arborant une « étoile de Sion bleue » (*blauer Zionstern*, appelée aussi *Davidstern* — étoile de David — ou *Judenstern* — étoile juive —).

[321]

En France, mise en service de nouveaux « camps de concentration » (cf. 1^{er} et 4 septembre, mi-septembre, 26 septembre, mi-octobre) dont Rivesaltes (Pyrénées orientales).

25 novembre « Décret complémentaire aux directives pénales pour la protection de la combativité de la Communauté raciale populaire allemande » (*Verordnung zur Ergänzung der Strafvorschriften zum Schutz der Wehrkraft des deutschen Volkes*, cf. 26 août, 1^{er} et 5 septembre) : systématisation de la peine de mort pour les actes de sabotage et la participation à des réunions ou manifestations contre la guerre. Extension du décret sur le parasitisme (cf. 5 septembre 1939) : travaux forcés voire élimination physique pour toute personne profitant de la Communauté raciale populaire pour assurer son existence (malfaiteurs, trafiquants, marginaux de tout ordre — *Asoziale*, cf. juillet 1938 —, cette notion englobant les Juifs ruinés par la « Nuit de cristal » — cf. 9-10 novembre, 12 novembre 1938).

30 novembre Invasion de la Finlande par l'armée soviétique (cf. 5 octobre, 9 novembre) : « guerre d'hiver » (*Winterkrieg*) ; efficace résistance organisée par le maréchal-baron Cari Gustav von Mannerheim (futur président de Finlande de 1944 à 1946), dont les troupes sont renforcées par des volontaires allemands et aidées sur le plan matériel par la Hongrie et l'Italie, mais aussi la France (généralissime Maurice Gustave Gamelin : « casser les reins à l'URSS »).

Décembre Adolf Eichmann (cf. août 1938, 24 janvier 1939) est nommé responsable de la « section juive » du Bureau IV du « Service

central de sécurité du *Reich* » (*RSHA*, cf. 27 septembre). Le « Saint-Louis », chargé de fugitifs juifs, ayant été refoulé sans ménagement des côtes américaines par la *Navy* et l'administration britannique — *Livre blanc* — refusant le plan d'installation en Palestine concocté par les sionistes en accord avec les nazis, ceux-ci travaillent à la deuxième étape de la « Solution finale de la question juive » (cf. 21 septembre) qui consiste encore en une « solution territoriale », soit une « réserve juive en dehors de l'Europe ».

[322]

5 décembre « Décret à rencontre des criminels » (*Verordnung gegen Gewaltverbrecher*) : peine de mort ou internement en camp de concentration (*BVer*, triangle vert) où ils occuperont des positions prédominantes au service de la SS.

14 décembre Sous le nom de code *Weserübung* (manœuvre Weser), Hitler donne ordre à l'état-major de préparer l'invasion du Danemark (cf. 31 mai, 26 août) ainsi que de la Norvège (cf. 2 septembre) afin que les Alliés ne puissent pas couper la « route du fer », et aussi d'y établir des bases pour attaquer l'Angleterre.

Le chef fasciste norvégien, Vidkun Quisling, (ancien secrétaire d'ambassade à Moscou et proche des bolcheviques jusqu'à son revirement en 1930) est reçu par Hitler qui le charge de préparer l'occupation prochaine de son pays (*ein Quisling* désigne toujours en allemand un collaborateur).

22 décembre Dans son « allocution de Noël » diffusée par toutes les stations radio du *Reich*, Goebbels plaide pour la « guerre totale » (*totaler Krieg*, cf. avril 1925) : la population civile est appelée à s'impliquer corps et âme au même titre que la *Wehrmacht*.

Fin décembre Suite aux mesures prises contre le parasitisme (cf. 25 novembre) et à la mobilisation générale (cf. 22 décembre), le nombre déclaré des chômeurs (cf. fin décembre 1938) est passé à 120 000.

La NSDAP (5 300 000 membres) et ses organisations (cf. décembre 1935) sont priées de pratiquer un « dirigisme humain » (*Menschenführung*) sans faille afin de souder, sous le symbole de la croix gammée (cf. 17 septembre 1935), le destin de l'ensemble des Allemands — pour le meilleur comme pour le pire (cf. 22 décembre)

— en une unité mystique, la « Congrégation raciale populaire » (*Volksgemeinschaft*).

REPÈRES CULTURELS ET IDÉOLOGIQUES

Ernst Weiß écrit *Le Témoin oculaire*, roman sur la rencontre du soldat « A. H. » (à l'hôpital militaire de Pasewalk où il est soigné pour cécité, cf. 21 mars 1918) avec un psychiatre qui va le pousser vers [323] la politique (Weiß se suicidera en 1940 ; son texte ne paraîtra qu'en 1963). Édition en exil de : Hermann Rauschning, *Hitler m'a dit* (cf. note p. 7, *Repères 1934*, *Repères 1938*, 8 octobre) ; Thomas Mann, *Frère Hitler* (le *Führer* n'est pas un « monstre », mais le catalyseur des fantasmes d'une société prête à tout pour échapper aux affres de la période weimarienne) ; Adam Scharrer, *La Famille Schuhmann* (le prolétariat berlinois face à la crise économique et la montée du nazisme) ; Willi Bredel, *Rencontre sur l'Ebro* (récits-témoignages sur la guerre civile espagnole, cf. octobre et novembre 1936) ; Alfred Kurella, *Où se trouve Madrid ?* ; Jan Petersen, *L'Affaire Baumann* (en anglais, la dénonciation d'une jeune fille à la Gestapo) ; Ludwig Renn, *Conduite de la guerre et propagande* (en anglais) ; Serge Tchakhotine, *Le Viol des foules par la propagande politique*. Bertolt Brecht achève *Mère Courage et ses enfants*. Parution des deux ouvrages phares du germaniste français antifasciste, Edmond Vermeil : *L'Allemagne, essai d'explication* et *Doctrinaires de la révolution allemande*. Dans les librairies du Reich : Werner Beumelburg, *Combat pour l'Espagne, histoire (hagiographique) de la Légion Condor* (cf. 27 juillet et fin juillet 1936, 18 novembre 1936, 31 mars 1937, 26 et 27 avril 1937) ; Hans Grimm, *Ma Perception de l'Anglais* ; Wilhelm Schäfer, *Théodoric, roi d'Occident* (roman sur le souverain ostrogothique qui régna sur toute une partie de l'Europe au début du VI^e siècle. À noter l'acharnement des nazis à justifier la politique hitlérienne par une filiation aussi ancienne que possible ; il est à cet égard significatif que les manuels scolaires du troisième Reich aient substitué au terme traditionnel de « *Urgeschichte* » — histoire originelle — celui de « *Vorgeschichte* » — histoire antérieure —) ; succès considérable de *Sur les falaises de marbre* d'Ernst Jünger (roman allégorique sur la dictature, 14 000 exemplaires vendus en une semaine ; en dépit de

nombreuses démarches de responsables nazis, Hitler s'oppose à l'interdiction du livre qui, selon Jünger lui-même, serait une critique du stalinisme). Suicide d'Ernst Toller à New York. Le trompettiste de jazz Adi Rosner (Juif berlinois, surnommé « Le Louis Armstrong allemand ») émigré en URSS (il finira au *Goulag*). À Londres, le peintre Oskar Kokoschka, Kurt Schwitters et John Heartfield fondent la « Ligue culturelle allemande libre » qui réunit plus de cent artistes émigrés. Le peintre Hans Grundig, 38 ans, qui a figuré à l'« Exposition art dégénéré » (cf. 19 juillet 1937, *Repères 1937*), est interné au camp de Sachsenhausen (ses mémoires, *Entre carnaval et mercredi des Cendres*, paraîtront en 1958). À Lucerne, vente aux [324] enchères d'œuvres d'« art dégénéré » organisée par la galerie Theodor Fischer (Gauguin, Matisse, Chagall, van Gogh, Picasso, Corinth, Liebermann, Kokoschka, Nolde, Grosz, etc.). Dans la cour de l'ancienne caserne des pompiers de la rue Köpenick à Berlin, incinération de 1004 tableaux et 3825 aquarelles, gravures et dessins d'artistes classés « dégénérés ». Le compositeur londonien Michael Tippett écrit l'oratorio *Un Enfant de notre temps* (hommage à Herschel Grynszpan, cf. 7 novembre 1938). Sur les ondes de Radio Allemagne, record d'audience pour l'émission *Wunschkonzert*, animée tous les dimanches de 16 heures à 20 heures par Heinz Goedecke : « medley » de chansons à la mode, de rengaines folkloriques, de musique classique et de marches militaires entrecoupées de messages personnels pour les soldats du front. Les stations radio de Francfort/Main, Sarrebruck et Stuttgart inaugurent des programmes de propagande en langue française. Sortie sur les écrans de : *Légion Condor* (Karl Ritter) ; *Du Lin en provenance d'Irlande* (Heinz Helbig ; un industriel juif, peu soucieux de l'avenir des tisserands de sa région, intrigue pour importer de la toile irlandaise à moindre coût et obtenir par-là même le monopole du marché du linge ; parallèlement est servi l'inévitable couplet sur le Juif corrupteur de la jeune fille aryenne) ; *D III 88* (Herbert Maisch ; sur la vaillance des pilotes de la *Luftwaffe*) ; *Robert Koch* (Hans Steinhoff ; la lutte contre la tuberculose assimilée à la lutte du *Führer* pour l'avenir de l'Allemagne : « Le combat s'engage et ne doit cesser que lorsque l'ennemi est vaincu » ; le film se termine sur une exhortation de Koch à la jeunesse directement inspirée du discours nazi : « Vous les jeunes, vous me comprendrez si je dis qu'il n'existe ni vie ni avancée vers de grands desseins sans victimes [...]. Je sais que ce qui est noble et bon se perpétuera en vous, en votre esprit, en vos jeunes cœurs. Lorsque le

flambeau échappera à nos mains, ce sera à vous de le brandir à nouveau... »).

[324]

**Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.**

Année 1940

[Retour à la table des matières](#)

Janvier Création par Alfred Rosenberg de la « Haute École de la NSDAP » (*Hohe Schule der NSDAP*) ; mise en place d'instituts [325] de recherche spécialisée dans plusieurs villes universitaires : études des religions à Halle, études indo-germaniques à Munich, études raciales à Graz, études idéologiques à Marburg, études sur l'outremer à Hambourg, etc.. Le personnel affecté à ces instituts avait libre accès aux ouvrages interdits par le régime ainsi qu'à toutes les archives concernant leur spécialité.

16 janvier Fritz Nonnenbruch, responsable de la rubrique économique du *Völkischer Beobachter* (cf. 17 décembre 1920), exige par une série d'articles que, dans le cadre de la « Congrégation raciale populaire » (cf. fin décembre 1939), les responsables de la NSDAP et de ses organisations (cf. fin décembre 1935) ne se comportent pas en privilégiés et donnent l'exemple d'un total dévouement envers la population, par exemple en s'occupant personnellement du « pelletage du charbon » (*Kohleschippen*, cf. 25 avril).

24 janvier Robert Ley déclare que si la guerre impose provisoirement une interruption de la « politique sociale », la « victoire » fera naître une ère nouvelle où toutes les aspirations seront satisfaites.

Création de la « Caravane Allemagne » (*Reichsautozug Deutschland*) qui organise à travers tout le *Reich* des manifestations de

« mobilisation psychique » (*Seelenpropaganda*). Apparition du leitmotiv « *Nach dem Siege...* » (« Après la victoire... »).

9 février Alfred Rosenberg est nommé « Mandataire pour la garantie de la mise en application de l'idéologie nationale-socialiste » (*Beauftragter für die Sicherung der nationalsozialistischen Weltanschauung*) ; les responsables du Parti et de ses organisations (cf. fin décembre 1935) sont soumis à surveillance afin que les ordres du gouvernement du *Reich* soient strictement exécutés.

11 février Second accord économique germano-soviétique (cf. 19 août 1939) ; livraison au *Reich* de pétrole et de céréales.

[326]

12 février Début du transfert (cf. 21 septembre et décembre 1939) à Lublin (« Gouvernement général », cf. 8 octobre 1939) des Juifs de Schneidemühl (à l'Ouest de Bromberg, cf. 3 septembre 1939), Stralsund et Stettin (sur la Baltique).

Mi-février Début de la « remise » (*Überstellung*) à la Gestapo par les services secrets soviétiques (*NKVD*) d'un certain nombre d'exilé[e]s communistes allemand[e]s considéré[e]s comme « déviationnistes » (cf. 17 juillet 1932).

8 mars À Dresde, démantèlement du groupe de résistance communiste autour de Karl Stein et Fritz Schulze (cf. *Repères* 1 942).

12 mars Fin de la « guerre d'hiver » (cf. 30 novembre 1939) ; Staline redoutant une intervention occidentale massive (corps expéditionnaire prévu pour le 15, concentration par le général Maxime Weygand d'une armée en Syrie pour attaquer le Caucase), il propose la paix à la Finlande qui accepte (perte de la Carélie et d'une partie de la Laponie). Dans la foulée, signature d'un pacte de non-agression.

En Suisse (cf. 6 septembre 1939, 10 septembre 1939, septembre 1939, fin octobre 1939), ouverture de camps de travail pour les Juifs (on en dénombrera plus de 100 en 1941).

17 mars Fritz Todt (cf. 27 juin 1933, fin décembre 1935, première quinzaine de mai 1937, mai 1938) est nommé « ministre du *Reich* pour l'Armement et les Munitions » (*Reichsminister für Bewaffnung und Munition*).

18 mars Rencontre Hitler-Mussolini au col du Brenner ; l'Italie accepte le principe d'une entrée en guerre aux côtés de l'Allemagne.

20 mars En France, démission de Daladier auquel succède Paul Reynaud, partisan d'une politique de fermeté envers le *Reich*. Daladier conserve le ministère de la Guerre.

[327]

8 avril Afin d'empêcher l'approvisionnement du *Reich* en minerai de fer suédois, les Alliés commencent à miner les côtes norvégiennes. Pour contrecarrer l'entreprise, Hitler décide de déclencher immédiatement l'opération *Weserübung* (cf. 14 décembre 1939).

9 avril La *Wehrmacht* envahit (cf. 8 avril) le Danemark (cf. 31 mai 1939, 26 août 1939) et la Norvège (cf. 2 septembre 1939).

Le Danemark accepte les conditions allemandes d'occupation (il conserve son roi — Christian X —, son gouvernement, son parlement, son armée ; le Slesvig — cf. 10 février et 5 juillet 1920 — n'est pas rattaché au *Reich* ; dans l'immédiat, pas de persécution de la communauté juive).

La Norvège résiste à l'envahisseur.

14 avril En Norvège (cf. 9 avril), débarquement de contingents alliés à Trondheim qui battent en retraite au bout de quinze jours.

15 avril Début de la propagande pour inciter les populations européennes à collaborer avec le *Reich* afin de combattre le judéobolchevisme (« *Europa-Ideologie* » = idéologie européenne).

16 avril Entente entre l'*IG-Farben* et le groupe Krupp pour l'exploitation future de l'industrie norvégienne (cf. 9 avril, 14 avril).

25 avril Décret Rudolf Heß sur le « pelletage du charbon » (*Kohleschippen*, cf. 16 janvier) : les responsables du Parti et de ses organisations doivent assurer personnellement le bon approvisionnement des foyers.

27 avril Décret sur la « transplantation » des Tsiganes (*Umsiedlungserlaß*, cf. 8 décembre 1938) vers le « Gouvernement général » (cf. 8 octobre 1939, 26 octobre 1939, 12 février).

28 avril En Norvège (cf. 9 et 14 avril), débarquement allié à Narvik ; après un mois d'âpres combats (la *Wehrmacht* perd 4000 [328] hommes

et de nombreux navires), les forces conjuguées des bataillons français, anglais, polonais et norvégiens viendront à bout des troupes allemandes et reprendront la ville (cf. 8 juin).

30 avril En Pologne, création du ghetto de Lodz (environ 320 000 Juifs) : « Une auto-administration juive entrera immédiatement en action » (la ville est rebaptisée Litzmannstadt, en hommage au général Karl Litzmann, héros de la contre-offensive de 1914 contre les armées russes, membres de la NSDAP depuis 1929, mort en 1936).

10 mai Invasion de la Hollande, de la Belgique et du Luxembourg (cf. 26 août 1939).

Suite à une confusion, la *Luftwaffe* bombarde Fribourg-en-Brisgau (une soixantaine de morts). Goebbels : « Une lâche attaque ennemie contre une population sans défense ».

En France, internement (cf. 4 septembre et 23 novembre 1939) des femmes allemandes et autrichiennes à Rieucros et Brens.

En Angleterre, Winston Churchill prend la tête du gouvernement et met fin à la politique de tergiversation envers le *Reich*.

12 mai La *Wehrmacht* pénètre en France.

15 mai Capitulation hollandaise (cf. 10 mai). La reine Wilhelmine et son gouvernement s'exilent en Angleterre.

Directive de Heinrich Himmler sur la mise en esclavage de la population polonaise (cf. 8 octobre 1939) et sur le « tamisage racial » (« *rassische Siebung* ») des enfants polonais : les individus « de bonne qualité sanguine » (« *blutlich wertvoll* ») devront être « expédiés en Allemagne pour y être assimilés » (« *nach Deutschland zu tun, um sie dort zu assimilieren* »).

En Pologne, jusqu'à la mi-juin, mise en œuvre dans le « Gouvernement général » (cf. 8 octobre 1939) de l'« Action extraordinaire de pacification » (*Außerordentliche Befriedungsaktion*) : liquidation d'environ 3500 résistants et 3000 malfaiteurs et criminels.

[329]

18 mai Suite à la capitulation hollandaise (cf. 15 mai), Arthur Seyß-Inquart (cf. 2 mars 1939) est nommé « Commissaire du *Reich* pour les Pays-Bas » (*Reichskommissar für die Niederlande*). La collaboration

est conduite par les dirigeants fascistes Anton Adrian Mussert (opposé à un *Anschluss*) et Rost van Tonningen (partisan d'un *Anschluss*).

En France, remaniement du cabinet Paul Reynaud (cf. 20 mars). Daladier passe aux Affaires étrangères. Le maréchal Philippe Pétain (cf. 2 mars 1939) entre au gouvernement comme ministre d'État et vice-président du Conseil.

20 mai Début de l'édification du camp d'Auschwitz sur l'emplacement d'une ancienne caserne (les détenus sont alors essentiellement des intellectuels polonais/cf. 8 octobre 1939, des résistants, des malfaiteurs et des criminels/cf. 15 mai).

24 mai En France, formation à Barcarès du 21^e régiment de marche des volontaires étrangers ; environ 2000 candidatures au nombre desquelles celles de nombreux antifascistes allemands et autrichiens ; ils combattront sur le front belge et en Alsace ; après la défaite, certains rejoindront Londres ou les É.-U. et participeront au débarquement (ainsi l'écrivain autrichien d'origine juive Hans Habe qui sera promu en 1945 premier rédacteur en chef de la *Neue Zeitung*, organe de presse « pour la population allemande » créé à Munich par le gouvernement américain d'occupation) ; d'autres s'engageront dans la Résistance.

28 mai Capitulation de la Belgique (cf. 10 mai) : le roi Leopold III se constitue prisonnier et se retire dans son château de Laeken (il sera déporté en juin 1944). Le pays est placé sous administration militaire allemande (général Alexander von Falkenhausen qui sera envoyé à Dachau au lendemain de l'attentat contre Hitler du 20 juillet 1944). La collaboration est conduite par Staf de Clercq (*Vlaams nationaal verband* = Union nationale flamande), qui souhaite une intégration du pays néerlandophone au *Reich*, et Léon Degrelle, chef du mouvement rexiste wallon, qui, s'inspirant de Charles le téméraire, rêve de constituer un grand État bourguignon [330] (Wallonie + Bourgogne) qu'il dirigerait pour le compte de l'Allemagne.

31 mai En liaison avec les milieux d'affaires et l'armée, création du « Commissariat du Reich pour un nouvel ordre européen » (*Reichskommissariat für europäische Neuordnung*) : projet de constitution d'une « Communauté économique européenne » (*Europäische Wirtschaftsgemeinschaft* = EWG) sous égide allemande dont la mouture définitive sera publiée en 1942 par les éditions berlinoises Paschke : agrandi de la Belgique flamande, du

Luxembourg, de l'Artois, de la Picardie, de la Champagne, de la Lorraine, de l'Alsace, de la Franche-Comté, de la Pologne, de la Yougoslavie et de la Grèce annexées (*angegliedert*), le *Reich* grand-allemand (*Großdeutsches Reich*) constituera le cœur de la « Grande Germanie » (*Großgermanien*) dont dépendront les protectorats (*Schutzstaaten*) de Slovaquie, du Danemark, de Norvège, de Bourgogne (cf. 28 mai) ; la Hollande, le reste du territoire français, la Finlande, la Hongrie et la Roumanie posséderont le statut d'« États satellites » (*Satellitenstaaten*) ; l'Angleterre, l'Irlande, la Suède, l'Espagne et le Portugal seront traités en amis, mais devront entretenir d'étroites relations économiques et militaires avec le *Reich*, ainsi que la Turquie, Chypre, la Suisse (qui, néanmoins, conservera son statut de pays neutre jusqu'à la fin définitive de la guerre — transactions internationales !) et peut-être même un jour la Bretagne autonome (mouvement *Breiz Atao*). Augmentée de l'Éthiopie (cf. 2-3 octobre 1935, 5 et 9 mai 1936, 24 octobre 1936), de la Libye (cf. 9 janvier 1939) et de l'Albanie (cf. 7 avril 1939), l'Italie assurera la gestion de l'espace méditerranéen tout en étant placée sous tutelle allemande en raison de sa dépendance militaire vis-à-vis du *Reich* (cf. octobre, 13 septembre, 19 décembre). L'Union soviétique — jusqu'à l'Ob — sera divisée en quatre « Commissariats du *Reich* » (*Reichskommissariat Ostland* = Leningrad, Smolensk, Koursk ; *Reichskommissariat* d'Ukraine, *Reichskommissariat* du Caucase, *Reichskommissariat* de Moscou, jusqu'à la mer Blanche au Nord et l'Oural à l'Est) ; la Sibérie et le Turkestan joueront le rôle d'« Espace économique complémentaire » (*Wirtschaftsergänzungsraum*).

[331]

5 juin Jusqu' au 24, bataille de France.

Paul Reynaud renvoie Daladier (cf. 18 mai ; interné le 8 septembre 1940 par le gouvernement de Vichy, il sera remis aux nazis en mars 1943 et déporté).

À partir du 6 juin En France, dans tous les conseils du gouvernement , le maréchal Pétain (cf. 18 mai) ne cesse de plaider pour la signature d'un armistice avec l'Allemagne.

8 juin Rappel des troupes alliées (cf. 5 juin) qui combattent en Norvège (cf. 28 avril). Les Norvégiens poursuivent la résistance.

10 juin Capitulation de la Norvège (cf. 5 juin). Le roi Haakon VII et son gouvernement s'exilent en Angleterre. Josef Terboven, « militant historique » de la NSDAP (cf. 9 novembre 1933) et responsable du district (*Gauleiter*) d'Essen, est nommé « Commissaire du *Reich* pour les territoires norvégiens occupés » (*Reichs-kommissar für die besetzten norwegischen Gebiete*). La collaboration est conduite par le « Rassemblement norvégien » (*Nasjonal Samling*) de Vidkun Quisling (cf. 14 décembre 1939).

L'Italie (cf. 18 mars) déclare la guerre à la France et à l'Angleterre en vue de dominer la sphère méditerranéenne (cf. 31 mai).

14 juin La *Wehrmacht* occupe Paris.

15 juin La Gestapo et le SD (cf. 27 septembre 1939) s'installent à Paris (cf. 14 juin). L'« Œuvre de secours » médico-sociale juive OSE se retire à Montpellier et organise l'évacuation des malades et des enfants.

16 juin En France, démission de Paul Reynaud (interné par le gouvernement de Vichy en juillet, il sera remis aux nazis en novembre 1942 et déporté). Le maréchal Pétain (cf. 18 mai, 6 juin) est chargé de constituer le nouveau gouvernement et s'engage sur la voie de la collaboration avec le *Reich*.

[332]

17 juin Capitulation de la France. Dans les « camps de concentration » (environ 65, cf. 1^{er} septembre et 4 septembre 1939, 26 septembre 1939, mi-octobre 1939, 23 novembre 1939, 10 mai 1940), nombreux suicides par peur de tomber entre les mains de l'occupant ; ceux qui parviennent à se soustraire à la détention plongent dans la clandestinité.

18 juin À Munich, rencontre Hitler-Mussolini (cf. 10 juin, 17 juin) sur l'occupation du territoire français.

En France, naissance des premières cellules de Résistance.

De Londres, le général Charles de Gaulle appelle sur la BBC à la poursuite de la lutte contre l'occupant (rediffusion les 19, 22 et 23 juin).

20 juin En France, premières actions anti-allemandes ; à Rouen, Étienne Achavanne est arrêté pour sabotage et fusillé.

22 juin À Rethondes (forêt de Compiègne, cf. 11 novembre 1918), signature par le maréchal Pétain (cf. 16 juin) de l'armistice franco-allemand : clauses militaires, économiques et politiques sévères avec notamment le démembrement du territoire (cf. 25 juin). L'article 19 prévoit l'extradition sur simple demande des autorités du *Reich* des exilés politiques allemands et autrichiens (cf. 17 juin) ; désormais, ceux-ci vivent dans la crainte permanente d'être livrés à la Gestapo ; ils cherchent à obtenir des visas pour quitter la France (voir *Transit* d'Anna Seghers), tentent de passer clandestinement la frontière suisse ou espagnole (W. Benjamin), ou ils se cachent en attendant de pouvoir agir.

Début de concertations entre le Syndicat patronal de l'industrie allemande, les responsables de l'armée et du Parti nazi, pour organiser l'exploitation économique de l'Ouest occupé.

23 juin En France (cf. 16 juin, 22 juin), Pierre Laval est nommé ministre d'État et vice-président du Conseil en charge d'adapter les institutions à la nouvelle situation.

Entre 5 heures et 8 heures du matin, Hitler visite Paris sous la conduite de l'architecte Albert Speer et du sculpteur Arno [333] Breker (40 ans, élève d'Aristide Maillol, représentant de l'art monumental). Le *Führer* décide de surpasser la capitale française : la rénovation de Berlin, sous la conduite de Speer, devient entreprise prioritaire.

24 juin Signature à Rome de l'armistice franco-italien (cf. 10 juin, 18 juin).

25 juin Démembrement de la France (cf. 22 juin) :

- * Le pays est coupé en deux par une « Ligne de démarcation » (*Demarkationslinie*) allant du Pays basque au Sud de Tours et qui, par Bourges, Moulins et Dole, aboutit à la frontière suisse. À l'intérieur de cette délimitation se situe la zone non occupée (dite zone « nono », 14 millions d'habitants) dont l'administration est confiée au maréchal Pétain (cf. 16 juin, 22 juin). Le territoire à l'Ouest et au Nord de la « Ligne de démarcation » (25 millions d'habitants) constitue la zone occupée, placée sous l'autorité du « Gouverneur militaire en France » (*Militärbefehlshaber in Frankreich* = *MBF*, général Otto von Stülpnagel) en liaison avec

les services du SD de Helmut Knochen et la Gestapo de Kurt Lischka (cf. 15 juin)

- * La zone occupée proprement dite s'arrête à une ligne qui, partant d'Abbeville et longeant la Somme puis l'Aisne et la Marne, finit à Dole. Le Nord de la Picardie, le Nord et l'Est de la Champagne-Ardenne, la moitié Nord de la Franche-Comté forment une bande prévue comme réserve agricole gérée par la « Société *Ostland* » (*Ostland-Gesellschaft*).
- * La Lorraine et l'Alsace sont annexées au *Reich* (cf. 2 août).
- * La zone d'occupation italienne (cf. 18 juin, 24 juin) comprend la Corse, la partie Est de la Provence - Côte d'Azur et la Savoie.
- * Fin juin À New York, création de l'« *Emergency Rescue Committee* » qui va œuvrer en France à faire évader un maximum d'internés allemands et autrichiens (cf. 17 juin, 22 juin), à les aider financièrement, [334] à leur fournir de faux papiers et à les faire sortir du pays (interdit en juin 1942).

2 juillet En France (cf. 25 juin), le gouvernement de la zone non occupée (Pétain, Laval) s'installe à Vichy.

8 juillet Lothar Kreyssig, 42 ans, juge des tutelles dans le Brandebourg et activiste de l'« Église confessante » (cf. 27 septembre 1938), adresse au ministère de la Justice une protestation contre l'« Action T4 » (cf. octobre 1939) et intime l'ordre aux psychiatres hospitaliers relevant de son secteur de ne pas livrer les malades dont ils ont la charge. Il est relevé de ses fonctions à la fin de l'année, mais échappe aux poursuites du fait que son geste a été isolé et n'a pas été accompagné d'un appel public.

9 – 10 juillet À Vichy (cf. 2 juillet), sur proposition de Pierre Laval, l'Assemblée nationale (députés et sénateurs) vote la suspension des lois constitutionnelles et octroie les pleins pouvoirs au maréchal Pétain qui devient chef de l'« État français » ; proclamation de la « Révolution nationale » qui remplace la devise « Liberté, Égalité, Fraternité » par « Travail, Famille, Patrie ». Quatre-vingts parlementaires (sur 667) défendent jusqu'au bout la République.

19 juillet Discours de Hitler devant le *Reichstag* : après être revenu longuement sur le déroulement de la guerre, il confère à Hermann Göring (« Ses mérites sont sans pareil » / « *Seine Verdienste sind einmalig* ») la « Grand-Croix de l'ordre de la Croix de fer » (*Großkreuz des Eisernen Kreuzes*) et le proclame « maréchal du Grand Reich » (*Reichsmarschall des Großdeutschen Reiches*, cf. 21 mai 1935) — grade créé spécifiquement pour lui qui le place au sommet de la hiérarchie de la *Wehrmacht* et en position incontestée de second personnage de l'État. Ensuite, après un couplet sur « ce génie qui se trouve aujourd'hui à la tête du peuple italien » (« *dem Genius, der heute an der Spitze des italienischen Volkes steht* ») et avoir affirmé avoir toujours voulu la paix (« Mon intention n'était pas de conduire des guerres, mais d'édifier un État social de la culture la plus élevée. Chaque année de [335] cette guerre me prive de mener à bien ce travail ») / « *Meine Absicht war es nicht, Kriege zu führen, sondern einen neuen Sozialstaat von höchster Kultur aufzubauen. Jedes Jahr dieses Krieges beraubt mich dieser Arbeit* »), le *Führer* déverse son fiel sur « Mister Churchill » avant de proclamer : « En cette heure, je me sens tenu pour être en paix avec ma conscience d'adresser encore une fois un appel à la raison également en Angleterre » (« *In dieser Stunde fühle ich mich verpflichtet, vor meinem Gewissen noch einmal ein Appell an die Vernunft auch in England zu richten* »). Enfin, il conclut son intervention sur « l'effacement définitif de l'ignominie [...] de Compiègne » (« *Die Schande [...] von Compiègne [...] ist [...] für immer gelöscht* », cf. 11 novembre 1918, 22 juin) grâce à l'engagement héroïque de tous les braves décidés « à se sacrifier jusqu'à la mort pour leur Communauté raciale populaire » [...] et pour la gloire éternelle du *Reich* national-socialiste grand-allemand » (« *für ihr Volk das letzte Opfer zu bringen [...] und für die ewige Größe des nationalsozialistischen Großdeutschen Reiches* »).

Fin juillet Le comte Helmuth James von Moltke et le comte Peter Yorck von Wartenburg forment le mouvement de résistance dit « Cercle de Kreisau » (*Kreisauer Kreis*, du nom du bourg de Silésie où Moltke possédait un domaine) auquel participent d'ex-membres du « Front d'airain » (cf. 16 décembre 1931, 18 avril 1932, 17 juillet 1932), des syndicalistes (Wilhelm Leuschner), des catholiques (le jésuite Alfred Delp), des protestants (Harald Poelchau, Eugen Gerstenmaier), des diplomates (Adam von Trott zu Solz), etc.. Contacts avec les

conspirateurs autour de Cari Friedrich Goerdeler et Ludwig Beck (cf. 14 août 1938). Le « Cercle de Kreisau » sera sauvagement démantelé dans la foulée de l'attentat contre Hitler du 20 juillet 1944.

Août En France, renforcement constant de la répression anticommuniste ; les rapports de la Gestapo (cf. 25 juin) louent le zèle des fonctionnaires vichystes

2 août La Lorraine (cf. 25 juin) est rattachée au district de Sarre-Palatinat pour former la « Marche occidentale » (*Westmark*, [336] *Gauleiter* Joseph Bürckel, de retour d'Autriche, cf. mi-mars 1938).

L'Alsace (cf. 25 juin) est rattachée au district de Bade pour former le « Haut-Rhin » (*Oberrhein*, *Gauleiter* Robert Wagner).

Entre août 1942 et mai 1945, environ 130 000 Lorrains et Alsaciens seront incorporés de force dans la *Wehrmacht* (« Malgré-Nous ») ; ceux qui n'auront pas une attitude conforme à celle attendue d'un « soldat du Reich » seront condamnés pour « défaitisme ».

3 août Otto Abetz, expert pour les questions françaises auprès du ministre des Affaires étrangères, Joachim von Ribbentrop (cf. 29 novembre 1935), est nommé ambassadeur du Reich à Paris. Sous des dehors d'homme du monde et d'ouverture au dialogue franco-allemand, il travaille en étroite collaboration avec le SD et la Gestapo (cf. 25 juin).

7 août Le Luxembourg (cf. 10 mai) est annexé au Reich (*Gauleiter* Gustav Simon). La germanisation se heurte à une résistance tenace de la population, animée de Londres par la grande-duchesse Charlotte et son gouvernement (exécution et déportations massives).

8 août Baldur von Schirach est remplacé à la tête de la « Jeunesse du Reich » (cf. 17 juin 1933) par Arthur Axmann (27 ans, militant national-socialiste depuis l'âge de 15 ans) et succède à Joseph Bürckel (cf. 2 août) comme gouverneur de la « Marche orientale » (ex-Autriche, cf. 14 mars 1938), poste auquel il restera jusqu'à la fin de la guerre (condamné à 20 ans de prison par le tribunal de Nuremberg).

10 août Début des attaques aériennes allemandes sur l'Angleterre.

À partir du 11 août Nombreuses interventions de l'Église catholique et de l'« Église confessante » (cf. 8 juillet) pour protester contre l'« Action T4 » (cf. 9 octobre 1939). Fait rare pour l'époque, [337] le primat de l'Église évangélique du Württemberg et membre de

l'Église confessante, Theophil Wurm (cf. 1^{er} mars 1934), s'insurge **simultanément** contre la « T4 » et la déportation des Juifs (son aura le préserve du pire, d'autant que Hitler redoute à l'époque que l'arrestation de personnalités religieuses ne sème le trouble dans la population, cf. avril 1939).

15 août Troisième étape la « Solution finale de la question juive » (cf. 21 septembre 1939, décembre 1939) : Laval (cf. 23 juin, 2 juillet, 9-10 juillet) propose de céder Madagascar (cf. 24 janvier 1939) ; Dans ce but, et afin de faciliter le « transfert », ordre est donné de concentrer au maximum les Juifs des territoires occupés dans le « Gouvernement général » (cf. 8 octobre 1939).

17 août Début du blocus de l'Angleterre par le *Reich*.

Septembre Adoption du plan de colonisation de l'Afrique élaboré par Hasso von Etdorf (haut fonctionnaire au ministère des Affaires étrangères) en collaboration avec les milieux d'affaires et l'armée ; prévision de la mise sous tutelle du — appellations actuelles — Mali, du Niger, du Tchad, de la Côte-d'Ivoire, du Togo, du Bénin, du Nigeria, du Cameroun, de la République centrafricaine, du Zaïre, de l'Ouganda, du Kenya, de la Tanzanie, de la Zambie, de la Namibie, et établissement de bases portuaires au Maroc, au Sénégal, en Sierra Leone, au Nord de Madagascar, dans les Seychelles et à Zanzibar. Avec l'invasion de l'URSS (22 juin 1941), le projet sera provisoirement abandonné, la priorité étant la concrétisation du « grand espace économique européen » (*Großwirtschaftsraum Europa*, cf. 31 mai).

En France, le philosophe communiste Georges Politzer et le germaniste Jacques Decour (agrégation 1932) organisent la propagande antinazie ; jusqu'au début de l'année 1941, plus de 150 tracts ou brochures sont distribués ; création de l'*Université libre* (nov. 1940) et de *La Pensée libre* (févr. 1941) ; arrêtés le 19 février 1942, tous deux seront fusillés trois mois plus tard au Mont-Valérien.

[338]

7 septembre Jusqu'au 14, bombardements intensifs sur Londres (*Blitz*) par la *Luftwaffe*.

13 septembre Offensive italienne contre les troupes britanniques (36 000 hommes) en Égypte (certes indépendante et membre de la Société des Nations, mais toujours sous contrôle économique de

l'Angleterre) ; le maréchal Pietro Badoglio atteint Sidi Barrani, à environ 80 km de la frontière libyenne (cf. 9 janvier 1939), mais s'y trouve bloqué en raison de difficultés d'approvisionnement. Mussolini refuse de faire appel aux Allemands par crainte, selon sa propre expression, « de ne plus pouvoir s'en débarrasser ».

Mi-septembre À Paris, l'Institut Goethe (cf. 19 novembre

1937) devient l'Institut allemand ; son directeur Karl Epting, un proche d'Otto Abetz, a pour mission de créer les conditions intellectuelles de l'entente franco-germanique ; il s'adjoint Karl Heinz Bremer (études en France de 1931 à 1933, lecteur à la Sorbonne et à l'École normale supérieure de 1936 à 1938, et traducteur de Henry de Montherlant).

23 septembre Himmler donne l'ordre de récupérer l'or dentaire sur les victimes de la « T4 » (cf. octobre 1939) et les morts dans les camps de concentration.

27 septembre « Pacte des trois puissances » (*Dreimächtepakt*) signé pour dix ans entre l'Allemagne, l'Italie et le Japon ; le *Reich* régnera sur l'Europe continentale, l'Italie sur l'espace méditerranéen, le Japon sur l'espace asiatique ; clause d'assistance mutuelle.

En France, les étrangers « en surnombre dans l'économie nationale » sont contraints de travailler sans aucun salaire comme prestataires dans des GTE (groupements de travailleurs étrangers) ; la mesure concernera de nombreux Allemands et Autrichiens.

Octobre L'Italie envahit la Grèce ; défaite face au général Aléxandros Papághos qui occupe partiellement l'Albanie (cf. 7 avril 1939) ; sur la base du « Pacte des trois puissances » (cf. 27 septembre), [339] le *Duce* fait appel au *Führer* (la Grèce sera occupée par le *Reich* début avril 1941).

3 octobre En France, décret du gouvernement de Vichy sur le « statut des Juifs ». Le lendemain, décret sur l'internement des Juifs étrangers de la zone non occupée (Gurs/cf. 9 février 1939, Les Milles/cf. 4 septembre 1939, etc.).

Mi-octobre En région toulousaine, formation du premier groupe juif de résistance (cf. 3 octobre) comprenant des hommes et des femmes d'origine russe, polonaise, allemande, et de l'Est de la France.

16 octobre Création du ghetto de Varsovie (cf. 15 août).

20 octobre Pour la fête juive de *Soukkot* (fête des Cabanes, *Laubhüttenfest*, en commémoration du séjour de quarante années des Hébreux dans le désert), opération Bürckel/Wagner (cf. 2 août) : « transfert » (*Verlegung*) des Juifs de la « Marche occidentale » et du « Haut-Rhin » vers le camp de Gurs (cf. 3 octobre) avec la complicité du gouvernement de Vichy (déportation à Auschwitz fin 1942).

23 octobre Rencontre Hitler-Franco à Hendaye ; le *Caudillo* refuse de participer à la guerre.

24 octobre Rencontre préparée par Laval de Hitler avec Pétain à Montoire : célèbre poignée de main scellant la « collaboration ».

Sur le territoire français, la Résistance prend de l'ampleur et s'organise en réseaux (espionnage, acheminement en zone non occupée de personnes menacées et de pilotes anglais abattus, sabotage de lignes électriques ou téléphoniques, aide à ceux qui veulent partir pour Londres).

Novembre Décret du « Commandement suprême de la *Wehrmacht* » : les personnes considérées comme plus utiles dans leurs fonctions civiles qu'au front (gros exploitants agricoles, techniciens, ingénieurs, scientifiques, etc..) sont déclarées « provisoirement [340] non disponibles » (*unabkömmlich* = *uk* ; antonyme : « en capacité d'être utilisé pour la guerre » = *kriegsverwendungsfähig* »).

2 novembre Ordre du ministère des Affaires étrangères (Ribbentrop) de favoriser la politique de collaboration dans tous les pays occupés en s'appuyant sur les forces fascistes autochtones.

5 novembre Robert Ley promet que, « après la victoire » (cf. 24 janvier), le régime mettra en place un vaste programme social : augmentation des salaires et des retraites, gratuité des soins, développement des loisirs, etc.

11 novembre Dans Paris occupé, des étudiants et lycéens — dont certains d'origine allemande, tel Karl Schönhaar (fils d'Eugen Schönhaar, cf. 1^{er} février 1934), qui sera fusillé en avril 1942 — se rassemblent à l'Arc de triomphe et veulent défiler sur les Champs-Élysées ; plusieurs arrestations et déportations.

12 – 13 novembre En visite à Berlin, le ministre soviétique des Affaires étrangères, Mikhaïlovitch Molotov, refuse de cautionner le « Pacte des trois puissances » (cf. 27 septembre).

Nuit du 14 au 15 novembre En Angleterre (cf. 10 août, 7-14 septembre), la ville industrielle de Coventry (213 000 habitants) est détruite par 449 bombardiers de la *Luftwaffe* (554 morts, autour de 900 blessés) ; création par la propagande nazie du verbe *coventrieren* (« coventriser », c'est-à-dire raser une ville sans pitié pour la population civile).

15 novembre Le ghetto de Varsovie (cf. 16 octobre) est hermétiquement clos. Jusqu'à sa destruction en avril 1943, entre 41 000 et 590 000 Juifs y seront parqués.

20 – 24 novembre La Hongrie, la Roumanie et la Slovaquie rejoignent le « Pacte des trois puissances » (cf. 27 septembre, 12-13 novembre).

[341]

28 novembre À la Chambre des députés, devant le Tout-Paris de la collaboration, Alfred Rosenberg, idéologue du Parti nazi et, entre autres, chef du service de politique étrangère de la *NSDAP* (cf. 1^{er} avril 1933), déclare lors d'une conférence : « 1789 sera une date rayée de l'histoire » ; il précise que le seul but de l'Allemagne est de « libérer le peuple français de ses parasites dont il ne pouvait se défaire par ses propres moyens ».

9 – 10 décembre En Égypte (cf. 13 septembre), les Anglais reprennent Sidi Barrani aux Italiens et pénètrent en Libye.

13 décembre En France, destitution de Pierre Laval par le maréchal Pétain sous pression du ministère qui lui reproche son empressement à aller au-delà des exigences allemandes (« Chez lui tout est noir : son costume, son visage, son âme ») ; emprisonné, il est libéré quelques jours plus tard sur intervention d'Otto Abetz (cf. 3 août) et poursuit ses contacts avec les Allemands et les dirigeants fascistes français. Son successeur est l'amiral François Darlan qui assume totalement l'engagement de Montoire (cf. 24 octobre) et cherche à promouvoir une parfaite entente économique et militaire (en mai 1941, il proposera au général Walter Warlimont un accord permettant à la marine allemande

d'utiliser les ports français de Casablanca, Bizerte et Dakar, que le Conseil des ministres de Vichy refusera de ratifier).

15 décembre Pour célébrer la « collaboration » (cf. 24 octobre, 13 décembre), le *Führer* restitue à la France le cercueil du duc de Reichstadt (l'« Aiglon », fils de Napoléon Bonaparte et de Marie-Louise d'Autriche, mort à Vienne en 1832) qui est transféré à grand renfort de propagande aux côtés de son père, sous le dôme des Invalides. Pierre Costantini, ancien combattant très décoré et chef de la Ligue française, proclame : « La grande pensée de Napoléon, l'Europe unie, renaît de la conjonction de ces cendres [...]. Chloroformés par des gouvernements judéo-maçonniques [...], nous avons oublié jusqu'à la grandeur de notre histoire. Par son geste simple et grandiose, Adolf Hitler nous la rappelle [...]. L'heure a sonné [...] de s'arracher aux idées rétrogrades pour s'engager [342] d'un pas résolu sur les voies de l'avenir qui conduisent à la paix véritable et à l'Europe unie ».

18 décembre Ordre de Hitler au commandement suprême de la *Wehrmacht* : « Les forces armées allemandes doivent être préparées, avant même que ne soit terminée la guerre contre l'Angleterre, à abattre la Russie soviétique par une campagne rapide — opération Barberousse [...]. Les préparatifs devront être achevés au 15 mai 1941. Il est toutefois décisif de prendre toutes les dispositions pour que l'intention d'une attaque ne soit pas décelable » (« *Die deutsche Wehrmacht muß darauf vorbereitet sein, auch vor Beendigung des Krieges gegen England, Sowjetrußland in einem schnellen Feldzug niederzuwerfen — Fall Barbarossa [...] Die Vorbereitungen [...] sind [...] bis zum 15. 5. 1941 abzuschließen. Entscheidender Wert ist jedoch darauf zu legen, daß die Absicht eines Angriffs nicht erkennbar wird* »).

19 décembre En difficulté en Libye (cf. 9-10 décembre), Mussolini fait appel à Hitler ; création de l'*Afrika-Korps* dont le commandement va être confié au général Erwin Rommel.

28 décembre La *Luftwaffe* perd la « bataille du ciel pour la conquête de l'Angleterre » (*Luftschlacht um England*) face à la *Royal Air Force*. Désormais concentré sur l'URSS (cf. 18 décembre), Hitler renonce à son projet de débarquement en Grande-Bretagne (« *Unternehmen Seelöwe* » = « Opération Otarie »).

Perte de prestige de Hermann Göring (cf. 19 juillet), rendu responsable de l'échec de la *Luftwaffe*. Influence croissante sur le *Führer* de Martin Bormann, Heinrich Himmler et Joseph Goebbels.

Fin décembre L'Allemagne ne compte plus que 50 000 chômeurs (cf. décembre 1939).

Aux É.-U., le président Franklin Delano Roosevelt rompt définitivement avec l'isolationnisme (cf. 5 septembre 1939) et proclame que son pays sera le « grand arsenal de la démocratie » : dès lors, engagement sans cesse croissant pour soutenir [343] militairement l'Angleterre et les autres nations en lutte contre le *Reich*.

Déchaînement de la propagande nazie contre les É.-U. (cf. supra), « instrument entre les mains des Juifs ». Hitler pense déjà à une guerre qui, avec l'alliance du Japon (cf. 27 septembre), aboutira à la « refonte de l'ordre mondial » (*Neuordnung der Welt*).

REPÈRES CULTURELS ET IDÉOLOGIQUES

Édition de la thèse de doctorat du dentiste Viktor Scholz (université de Breslau/Silésie), *Sur la possibilité de réutilisation de l'or dentaire contenu dans la bouche des morts* (cf. *Repères 1925*, 23 septembre). Dans les librairies : Josef Magnus Wehner, *Credo de notre temps* ; Hanns Johst, *Appel du Reich — Écho de la Communauté raciale populaire : un voyage à l'Est* ; Edwin Erich Dwinger, *La Mort en Pologne* (roman). Alfred Rosenberg est chargé du pillage artistique des pays occupés ; les œuvres sélectionnées seront envoyées à Linz (cf. *Repères 1938*) : à cet effet, création de l'*Einsatzstab Rosenberg* (compagnie d'intervention Rosenberg) sous la direction de Gerhard Utikal, dont le délégué en France, Kurt von Behr, réunira 21 903 objets d'art soustraits aux musées et à des collections appartenant à des Juifs. Sur demande allemande, publication par le syndicat des éditeurs français de la « Liste Otto » qui interdit les ouvrages des antifascistes et des Juifs allemands. Alors que le jazz est prohibé en Allemagne (cf. 24 mai et *Repères 1938*), formation sous l'égide de Joseph Goebbels d'un bigband swing autour de Lutz Templin (saxo ténor), Charly Tabor (trompette), Friedrich Brocksieper (batterie) et Karl Schwedler (chant) : diffusion dans le monde entier, par la station ondes courtes

(KWS) de Berlin, de standards américains avec des paroles véhiculant des messages antisémites, antibolcheviques et prohitlériens. De son exil aux É.-U., Thomas Mann débute ses interventions radiodiffusées « à la nation allemande ». Exécution du champion cycliste antinazi, Albert Richter ; son entraîneur juif, Ernst Berliner, émigré aux É.-U.. Déportation du peintre juif bruxellois, Félix Nußbaum : il mourra à Auschwitz. Walter Hasenclever (cf. *Repères* 1927) se suicide au camp des Milles (cf. 4 septembre 1939, 22 juin 1940, 3 octobre 1940), Lion Feuchtwanger (cf. index) parvient à s'en échapper et à rejoindre [344] les É.-U.. Ne pouvant franchir la frontière espagnole, le critique d'inspiration marxiste, Walter Benjamin, se suicide près de Port-Bou. Alors qu'il cherche à fuir la Gestapo, l'éditeur communiste Willi Münzenberg (cf. *Repères* 1933 et 1937), en rupture avec la ligne stalinienne (cf. 24 août 1939), est assassiné près de Grenoble par des agents soviétiques. Ex-communiste, auteur du *Testament espagnol* (1938, sur sa participation à la guerre civile dans les Brigades internationales, cf. octobre 1936), Arthur Koestler, établi en Angleterre, publie *Le Zéro et l'infini* (dénonciation du système stalinien). Charlie Chaplin, *Le Dictateur*. Sortie dans les salles de cinéma du Reich des films antisémites *Le Juif errant* (Fritz Hippler), *Le Juif Süß* (Veit Harlan), *Les Rothschild* (Erich Waschnek) ; des films « historiques » *Bismarck* (Wolfgang Liebeneiner) et *Friedrich Schiller* (Herbert Maisch) ; du film anglophobe *Le Renard de Glenarvon* (Max W. Kimmich, l'asservissement de l'Irlande) ; du film de guerre *Ennemis* (Viktor Tourjansky, justification de l'invasion de la Pologne) ; du documentaire *La Marche vers le Führer* (produit par les Jeunesses hitlériennes) ; du film à grand spectacle *Concert à la carte* (Eduard von Borsody, des familles et des amoureux séparés par les nécessités de la guerre entretiennent le contact par le biais de la célèbre émission, cf. *Repères* 1939 ; la scène du musicien héroïque, qui joue de l'orgue dans une église pour rassembler son bataillon dispersé par les Français sur le front de l'Ouest et qui finalement est tué, atteint au sommet de la manipulation émotionnelle). À Sanary-sur-Mer (Var, 3900 habitants), extinction de la colonie germano-autrichienne d'artistes et intellectuels en exil (les « Sanaryotes »/« *Sanaryoten* », appellation due à Arnold Zweig) qui s'était constituée en 1933 autour du journaliste et écrivain pacifiste Wilhelm Herzog, de la famille Mann, de Hermann Kesten, Bertolt Brecht, Ludwig Marcuse, Lion Feuchtwanger, sans oublier le dramaturge Ferdinand Bruckner (*Les Races*, 1934).

[344]

**Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.**

Année 1941

[Retour à la table des matières](#)

Janvier En dépit de quelques actions juridiques isolées anti-expropriations (qui se solderont par un internement au camp de [345] Mauthausen), le « champ de manœuvres de Döllersheim » (*Truppenübungsplatz Döllersheim = TÜPL-Döllersheim*, cf. juin 1938) est achevé (une superficie égale à celle du Liechtenstein).

Jusqu'en août, dans la perspective de l'invasion de l'URSS (cf. 18 décembre 1940), création par les milieux d'affaires, sous l'égide de Hermann Göring, de plusieurs sociétés d'exploitation de l'industrie et des matières premières soviétiques (la *Kontinentale Öl AG*, constituée par l'*IG-Farben* avec le soutien de plusieurs grandes banques, obtient pour 99 ans le monopole du pétrole).

Démantèlement du groupe de résistance communiste autour d'Alfred Schmidt-Sas et Hanno Günther dont les membres ont entre 18 et 20 ans. Juste avant son exécution, fin 1942 à la prison de Berlin-Plötzensee, Alfred Schmidt-Sas rédigera le petit texte suivant (adaptation française T.F.) :

*« Que l'on joue aux échecs
avec des pièces d'or ou en bois,
cela n'influe guère sur le résultat.
Il en va de même dans la vie.
Comment on mène le jeu,
pour quoi on mène le jeu,*

*c'est là tout l'enjeu,
 c'est cela qui révèle l'homme.
 Qu'après l'autopsie,
 quelque garçon de salle te dégage illico,
 ou que des obsèques nationales te conduisent au tombeau,
 qu'importe ?
 Comment on affronte la mort,
 pour quoi on affronte la mort,
 c'est de là que tout ressort, c'est cela qui révèle l'homme. »*

À partir du 17 janvier Dans toutes les réunions de l'état-major de la *Wehrmacht*, Hitler insiste pour que l'« Opération Barberousse » (cf. 18 décembre) soit une « guerre d'anéantissement » (*Vernichtungskrieg*).

20 janvier Rencontre Hitler-Mussolini à Berchtesgaden ; mise au point de la stratégie en Grèce (cf. octobre 1940) et en Libye (cf. 19 décembre 1940).

[346]

29 janvier Mort à 60 ans du ministre de la Justice du *Reich*, Franz Gürtner (cf. index) ; il est provisoirement remplacé par un secrétaire d'État, Franz Schlegelberger (65 ans, membre de la NSDAP depuis 1938, professeur de droit à l'université de Berlin).

Fin janvier Le pasteur Ernst Wilm (Menninghüffen/Westphalie), membre de l'« Église confessante » (cf. 26 novembre 1937, 27 septembre 1938, 8 juillet et 11 août 1940), organise des actions de mobilisation populaire pour entraver la « T4 » ; adresse aux hôpitaux psychiatriques : « Si vous ne pouvez plus protéger vos malades des meurtriers, alors confiez-les-nous afin que nous les prenions dans nos familles [...]. Nous savons bien sûr ce que nous risquons. Mais nous ne pouvons pas hurler contre les crimes commis envers les malades si nous ne sommes pas prêts à les servir et à les soigner » (« *Wenn Ihr Eure Kranken nicht mehr vor den Mördern schützen könnt, dann schickt sie uns, damit wir sie in unsere Familien aufnehmen [...]. Wohl wissen wir, was wir damit auf uns nehmen. Aber wir können nicht gegen die Verbrechen an den Kranken schreien, wenn wir nicht bereit sind, ihnen zu dienen und zu pflegen* »).

11 février En France, les dirigeants du Parti social-démocrate d'Allemagne en exil (« Sopade », cf. 17 mai et 19 juin 1933), Rudolf Breitscheid et Rudolf Hilferding, sont livrés à la Gestapo par le gouvernement de Vichy (Breitscheid est envoyé à Buchenwald, Hilferding meurt sous la torture).

12 février *L'Afrika-Korps* (cf. 19 décembre 1940) est opérationnel en Libye ; début de la « campagne d'Afrique » (*Afrika-Feldzug*) qui durera jusqu'en mai 1943 (au total, plus de 96 000 morts et disparus).

15 février En Hollande (cf. 1^{er} avril 1937, 2 mars 1939, 10 et 18 mai 1940), manifestations organisées par les communistes et les Églises contre la propagande antisémite et les premières déportations de Juifs sur Mauthausen.

[347]

24 – 26 février En Hollande (cf. 15 février), grèves contre l'occupation allemande ; la répression (déportation d'otages) ne brise pas la résistance de la population.

Fin février Dans la foulée de l'appel lancé à l'initiative d'Ernst Wilm (cf. fin janvier) et au terme de nombreux pourparlers avec les instances nazies (Dr Leonardo Conti, « Chef des médecins du *Reich* » depuis le décès de Gerhard Wagner en mars 1939, cf. 28 mai 1933), le pasteur Friedrich von Bodelschwingh (cf. 27 mai 1933, 24 juin 1933) parvient à soustraire à « l'Action T4 » tous les pensionnaires de son institution pour handicapés mentaux de Bethel.

1^{er} mars La Bulgarie adhère au « Pacte des trois puissances » (cf. 20-24 novembre 1940).

4 mars L'*IG-Farben* est autorisée par Göring et Himmler à établir une unité de production de caoutchouc synthétique (« Buna », cf. 24 septembre 1934) sur le site d'Auschwitz, dans laquelle travailleront les déportés.

7 mars À Auschwitz, début de l'exploitation massive des internés juifs par l'industrie allemande.

25 mars Dans le « Gouvernement général », Hans Frank (cf. 8 octobre 1940) ordonne que les Polonais et les Juifs soient déportés sur Auschwitz afin d'y travailler pour l'industrie allemande (cf. 7 mars) : « Que le Polonais ou le Juif nous convienne ou pas, cela ne joue

désormais aucun rôle ; la seule chose importante, c'est qu'il soit indirectement au service de notre Communauté raciale populaire allemande » (« *Ob der Pole oder der Jude uns paßt oder nicht, spielt jetzt keine Rolle ; wichtig ist nur, daß er indirekt im Dienste des deutschen Volkes steht* »).

La Yougoslavie adhère au « Pacte des trois puissances » (cf. 1^{er} mars). En protestation, coup d'État conduit par des officiers appuyés par les étudiants, les communistes et l'Église orthodoxe ; signature début avril d'un pacte d'amitié avec l'URSS.

[348]

26 mars Dans le cadre de la « Haute École de la NSDAP » (cf. janvier 1940), mise en service à Francfort/Main d'un « Institut de recherche sur la question juive » (*Institut zur Erforschung der Judenfrage*).

Séjour à Berlin du ministre des Affaires étrangères du Japon : discussions autour de l'alliance contre les É.-U..

28 mars Quatrième étape de la « Solution finale de la question juive » (cf. 15 août 1940) ; dans un discours radiodiffusé à l'occasion de l'inauguration de l'« Institut de recherche sur la question juive » (cf. 26 mars), Alfred Rosenberg proclame que le projet d'une réserve juive en dehors de l'Europe (cf. 15 août 1940) est « liquidé ». Son idée est d'« éloigner la tumeur mortelle par une opération chirurgicale ».

30 mars Hitler déclare aux généraux que le « communisme représente un danger considérable pour l'avenir », l'« Opération Barberousse » (cf. 18 décembre 1940, 17 janvier) devra être un « combat d'anéantissement » (*Vernichtungskampf*) : « Si nous ne le concevons pas ainsi, nous battons certes l'ennemi, mais dans 30 ans l'ennemi communiste se dressera à nouveau face à nous. Nous ne faisons pas la guerre pour conserver l'ennemi » (« *Wenn wir es nicht so auffassen, dann werden wir zwar den Feind schlagen, aber in 30 Jahren wird uns wieder der kommunistische Feind gegenüberstehen. Wir führen nicht Krieg, um den Feind zu konservieren* »).

31 mars Offensive de Rommel en Libye (cf. 12 février).

Début avril En France (cf. 25 juin 1940), importantes réquisitions de main-d'œuvre par l'« Organisation Todt » (cf. première quinzaine de

mai 1937, mai 1938) pour l'édification des fortifications et des abris de sous-marins du « mur de l'Atlantique » (*Atlantikwall*).

6 avril La *Wehrmacht* envahit la Yougoslavie (cf. 25 mars) et la Grèce (« *Unternehmen Marita* » = « Opération Marita », cf. octobre 1940, 20 janvier).

[349]

Les troupes britanniques, appuyées par les Français libres et la résistance éthiopienne, chassent les armées de Mussolini de l'« Afrique-Orientale italienne » (Somalie et Éthiopie).

12 avril En Libye (cf. 31 mars), Rommel arrive en vue de Tobrouk ; stabilisation du front jusqu'en novembre.

13 avril Pacte de non-agression entre le Japon (cf. 26 mars) et l'URSS qui sera scrupuleusement respecté durant toute la guerre (Staline y met un terme le 8 août 1945).

Mi-avril Édification sous l'égide de l'*IG-Farben* du camp d'Auschwitz-Monowitz (cf. 4 mars), dit « Auschwitz III » et plus couramment « Buna ».

17 avril Capitulation de la Yougoslavie (cf. 6 avril) qui est partagée entre le *Reich*, l'Italie, la Hongrie et la Bulgarie (cf. 20-24 novembre 1940 et 1^{er} mars). Formation d'une Croatie indépendante sous égide allemande dirigée par le chef du mouvement fasciste « Oustacha », Ante Pavelic (adhésion au « Pacte des trois puissances », cf. 1^{er} mars, 25 mars). Forte résistance organisée par le général royaliste Draža Mihajlović et le communiste Josip Broz, dit Tito.

27 avril Capitulation de la Grèce (cf. 6 avril) qui est déclarée zone d'occupation italienne (gouvernement fantoche du général Gheórgios Tsolákoglou) ; les Allemands tiennent Salonique, la Crète et les îles d'importance stratégique ; la Bulgarie (cf. 1^{er} mars) reçoit la Macédoine et la Thrace. Très forte résistance des nationalistes et des communistes.

1^{er} mai En Alsace, à une cinquantaine de kilomètres au Sud-Ouest de Strasbourg, ouverture dans les Vosges du camp de concentration de Natzweiler-Struthof.

2 mai Décision de mener l'« Opération Barbarousse » (cf. 30 mars) en nourrissant la *Wehrmacht* exclusivement sur le pays (« *die gesamte Wehrmacht aus Rußland ernährt wird* »), sans considération [350] pour

la famine qui en résultera pour les populations civiles et qui « à n'en pas douter fera X millions de morts » (« *Hierbei werden zweifellos zig Millionen Menschen verhungern* »). La production agricole sera intégralement acheminée vers l'Allemagne.

10 mai Le « Représentant du *Führer* » (cf. 21 avril 1933), Rudolf Heß, saute en parachute au-dessus de l'Écosse dans l'espoir de convaincre les milieux politiques britanniques de destituer Winston Churchill et de s'unir au *Reich* dans la lutte contre l'URSS ; il est immédiatement incarcéré. Pour sa part, Hitler le fait déclarer « fou » par la presse et la radio.

12 mai Martin Bormann (cf. index) remplace Rudolf Heß (cf. 10 mai) dans toutes ses fonctions ; en tant que « Directeur de la Chancellerie du Parti » (*Leiter der Parteikanzlei*, nouvelle appellation), il a rang de ministre et est étroitement associé à toutes les décisions, tant dans le domaine civil, que militaire et économique.

13 mai Ordre de Hitler concernant l'« Opération Barberousse » (cf. 2 mai) : élimination sans ménagement (« *sind schonungslos zu erledigen* ») de toute résistance ; autorisation à la *Wehrmacht* et aux *Einsatzgruppen* (cf. 3 et 5 septembre 1939) de massacrer si nécessaire les populations civiles.

Dans la perspective de l'« Opération Barberousse » (cf. supra), le maréchal Wilhelm Keitel (cf. 4 février 1938) demande aux officiers de la *Wehrmacht* de veiller à une stricte mise en œuvre du décret du *Führer* : « Pour juger de ces actions à leur juste mesure, il est indispensable [...] de considérer que l'effondrement de 1918, la période de souffrance qui en a résulté pour le peuple allemand, de même que le combat contre le national-socialisme qui a fait d'innombrables victimes au sein de ce mouvement, ont été provoqués de façon décisive par l'influence des bolcheviques (« *entscheidend auf bolschewistischen Einfluß zurückzuführen* »), ce qu'aucun Allemand n'a oublié » (« *heint Deutscher dies vergessen hat* »).

[351]

14 mai À Paris, premières rafles de Juifs (cf. 28 mars) ; ouverture des centres de rassemblement de Compiègne-Royallieu, Pithiviers, Beaune-la-Rolande.

Mi-mai Mise en œuvre sur ordre de Himmler de l'« Action 14 f 13 » (*Aktion vierzehn-f-dreizehn*) dite aussi « Action d'élimination des invalides » (*Invaliden-Aktion*) : jusqu'en avril 1943, gazage à Hartheim, Sonnenstein et Bernburg (cf. octobre 1939) d'environ 10 000 concentrationnaires « réformés » (« *ausgemustert* ») pour handicap mental ou incapacité totale à un travail productif.

Opposant de longue date au national-socialisme, le curé de Donaueschingen, Heinrich Feuerstein, se met à organiser des veillées régulières de protestation contre la « T4 » (cf. octobre 1939) et demande à ses fidèles de s'associer aux « martyrs » des camps (il mourra à Dachau en août 1942).

23 mai À Dachau, le médecin SS Sigmund Rascher est autorisé à utiliser des détenus pour des « expérimentations médicales ». Dès lors, cette pratique se généralisera dans de nombreux camps (Sachsenhausen, Buchenwald, Flossenbürg, Mauthausen, Neuengamme, Ravensbrück, Auschwitz, Struthof).

Fin mai En France, apparition des premiers « maquis » (cf. janvier 1942).

Juin Instructions de Hermann Göring (*Grüne Mappe* = « Portefeuille vert ») pour une « exploitation immédiate et au plus haut niveau possible des territoires occupés au profit de l'Allemagne » (« *sofortige und höchstmögliche Ausnutzung der besetzten Gebiete zugunsten Deutschlands* ») ; en URSS, les zones présentant un intérêt agricole et industriel (priorité au pétrole) devront être « *in Ordnung gehalten* » (= préservées de la dévastation, cf. 17 janvier, 30 mars, 2 mai, 13 mai).

En France, création du « Travail allemand » (TA) dirigé par Arthur London (PCF), Otto Niebergall (KPD = Parti communiste d'Allemagne) et Franz Marek (KPÖ = Parti communiste d'Autriche) afin d'infiltrer sous une fausse identité la *Wehrmacht* et l'administration nazie et de recueillir des renseignements utiles [352] à la Résistance (p. ex. à partir de 1943, Dora Schaul à Lyon sous le nom de Renée Fabre).

2 juin Rencontre Hitler-Mussolini au col du Brenner : point sur la campagne d'Afrique et annonce par le *Führer* de son intention d'envahir prochainement l'URSS.

4 juin À Doorn (cf. 9 novembre 1918, 28 février 1925, 7 août 1932), mort à 82 ans de l'Empereur Guillaume II

6 juin À la veille du déclenchement de l'« Opération Barbarousse » (cf. 13 mai), promulgation par le *Führer* des « directives pour le traitement des commissaires politiques » (*Richtlinien für die Behandlung politischer Kommissare*) appelées couramment « Ordre à propos des commissaires » (*Kommissarbefehl*) : « Dans notre combat contre le bolchevisme, on ne peut pas tabler sur une attitude de l'ennemi conforme aux principes d'humanité ou du droit international. On peut s'attendre tout particulièrement de la part des commissaires politiques [de l'Armée rouge, T.F.] en tant que véritables piliers de la résistance à un traitement haineux, cruel et inhumain de nos prisonniers. Nos soldats doivent être conscients [...] que les instigateurs de ces méthodes de combat d'une barbarie spécifiquement asiatique (« *barbarisch asiatischer Kampfmethoden* ») sont les commissaires politiques. C'est pourquoi [...] il convient, au cours des combats ou s'ils sont faits prisonniers, de les éliminer systématiquement immédiatement par les armes (« *grundsätzlich sofort mit der Waffe zu erledigen* ») [...]. Les commissaires politiques [...] sont identifiables par des insignes particuliers : sur les manches, une étoile rouge avec, tissés dessus en doré, la faucille et le marteau ».

11 juin Hitler annonce à son état-major que, après la défaite de l'URSS (cf. 6 juin) qu'il prévoit pour l'automne, il reprendra la lutte contre l'Angleterre sur tous les fronts, et notamment dans la sphère méditerranéenne avec l'aide de l'Espagne, de la France vichyste, de la Turquie et des mouvements nationalistes arabes.

[353]

21 juin Lettre de Hitler à Mussolini (cf. 2 juin) pour le remercier de soutenir l'« Opération Barbarousse » (cf. 6 juin, 11 juin) par l'envoi d'« au moins un corps d'armée » et l'inciter à renforcer ses troupes en Afrique.

22 juin Déclenchement de l'« Opération Barbarousse » (cf. 7 juin) : la *Wehrmacht* envahit l'URSS ; en quelques semaines, les « Groupes d'intervention » (*Einsatzgruppen*, cf. 3 et 5 septembre 1939, 13 mai 1940) auront assassiné plus d'un million de responsables communistes, de Juifs et de Tsiganes.

L'Italie (général Giovanni Messe, cf. 21 juin), la Roumanie, la Hongrie et la Slovaquie participent à la guerre contre l'URSS, ainsi que, à partir de juillet, des corps francs venus d'Espagne (« Légion bleue »), du Portugal, de Belgique, de Hollande, du Danemark, de Suède, et de France (« Légion des Volontaires français contre le bolchevisme » = LVF).

En Roumanie (cf. 17 mars 1938, 20-24 novembre 1940), début de l'extermination des Juifs.

23 juin Déchaînement propagandiste à l'encontre des judéobolcheviques et des opposants au régime. Grande vague d'arrestations.

26 juin La Finlande dénonce le pacte de non-agression avec l'URSS (cf. 12 mars 1940) et s'engage dans la guerre aux côtés du front antibolchevique (cf. 22 juin).

30 juin En France, le gouvernement de Vichy rompt toutes relations avec l'URSS.

2 juillet Instructions de Reinhard Heydrich aux *Einsatzkommandos* et *Sonderkommandos* (cf. 3 septembre 1939) opérant en URSS (cf. 22 juin) : les cadres de l'État, du Parti communiste et de l'armée rouge tombant entre leurs mains doivent être systématiquement liquidés, de même que les fonctionnaires territoriaux, les acteurs économiques, les intellectuels, les résistants et « tous les Juifs » (« *alle Juden* »).

[354]

8 juillet Le général SS, Otto Ohlendorf (cf. 27 septembre 1939), commandant en chef du « Groupe d'intervention D » (cf. 3 septembre 1939) en Ukraine (jusqu'en juin 1942, exécution de 90 000 civils, majoritairement des Juifs) explique devant le « Cercle des amis de Himmler » (cf. 20 juin 1935) que tous les moyens sont bons pour parvenir à la victoire et qu'une guerre ne se conduit pas « sous le signe de l'humanité » (« *im Zeichen der Menschlichkeit* »).

10 juillet Réunion du directoire de l'*IG-Farben* pour s'assurer le contrôle de l'ensemble du secteur de la chimie en URSS et répartir les compétences entre les différentes succursales (cf. janvier) ; les filiales *Degesch* (*Deutsche Gesellschaft für Schädling-bekämpfung* = Société allemande de lutte contre les parasites) et *Degussa* (*Deutsche Gold- & Silber-Scheide-Anstalt* = Entreprise de raffinage de l'or et de l'argent)

sont respectivement chargées de la fourniture du gaz « Cyclon B » (*Zyklon B*) et de la récupération de l'or dentaire (cf. 23 septembre 1940, *Repères* 1940) dans les camps d'extermination.

12 juillet À Moscou, signature d'une convention d'assistance mutuelle entre l'URSS et l'Angleterre.

13 juillet L'évêque catholique de Munster, Mgr Clemens August von Galen, entame une série de sermons contre la « T4 » (cf. octobre 1939) et porte plainte pour « meurtre » (§ 139 et 211 du Code pénal) auprès du ministère public.

14 juillet Ordre du *Führer* de moderniser et de renforcer l'armée de l'air (*Luftwaffe*) et la marine de guerre (*Kriegsmarine*).

Alfred Rosenberg est nommé « ministre du *Reich* pour les territoires occupés à l'Est » (*Reichsminister für die besetzten Ostgebiete*).

Heinrich Himmler est nommé « mandataire du *Führer* pour la sécurisation politique des territoires occupés à l'Est » (*Beauftragter des Führers zur politischen Sicherung der besetzten Ostgebiete*).

[355]

À partir de la mi-juillet Consolidation sans cesse croissante de l'alliance anglo-soviétique (cf. 11 juin, 12 juillet) soutenue de plus en plus par les É.-U. (cf. fin décembre 1940) ; Harry Lloyd Hopkins, étroit collaborateur du président Roosevelt, séjourne longuement à Londres, puis se rend à Moscou.

16 juillet Hitler insiste auprès des dirigeants du Parti et des membres de l'état-major sur la nécessité absolue de garder secrets tous les projets concernant la « colonisation » de l'Est et de toujours présenter l'occupation d'un territoire « dans l'intérêt de ses habitants » (« *im Interesse der Landeseinwohner* ») afin de leur « apporter la liberté » (« *betonen, daß wir die Bringer der Freiheit sind* ») dont ils étaient floués par le régime bolchevique. Ce n'est qu'ainsi que le « gigantesque gâteau » [...] pourra être « premièrement domin[é], deuxièmement administr[é], troisièmement exploit[é] » (« *den riesenhaften Kuchen [...] erstens beherrschen, zweitens verwalten, drittens ausbeuten* »).

Conférence épiscopale de Fulda (catholique) sous la présidence du cardinal Adolf Bertram : les évêques sont appelés à protester officiellement contre la « T4 » (cf. octobre 1939).

Début d'une série de sermons de l'archevêque de Fribourg-en-Brigau, Mgr Konrad Gröber (dit « *Der braune Konrad* = Konrad le brun ») contre la « T4 ».

24 juillet Énorme campagne propagandiste autour de la brochure *L'Allemagne doit périr (Germany must perish)* publiée aux É.-U. par un certain Théodore N. Kaufman qui demande que, après avoir été vaincu par les Alliés, le *Reich* soit définitivement démantelé et sa population stérilisée ; bien que ce texte ait été immédiatement dénoncé par l'ensemble des milieux politiques et de la presse américaine, Goebbels en fait diffuser de larges extraits et dénonce Kaufman en tant que prêtre-nom du président Roosevelt qui, « comme chacun sait » (« *bekanntlich* »), est l'homme de main du « judaïsme international » (*Weltjudentum*).

29 juillet Mise en place sous la présidence du professeur Konrad Meyer-Hetling d'un groupe de travail réunissant des représentants du « Commissariat du *Reich* à la consolidation de la peuplité [356] allemande dans les territoires occupés » (cf. 7 octobre 1939), de l'« Office central SS pour la race et la colonisation » (*RuSHA*, cf. 7 octobre 1939), du « ministère pour les Territoires occupés à l'Est » (cf. 14 juillet), de l'armée et des milieux d'affaires : élaboration du « Projet général pour l'Est » (*Generalplan Ost*, cf. 12 juin 1942)

3 juillet Cinquième étape de la « Solution finale » (cf. 21 mars 1939, décembre 1940, 15 août 1940, 28 mars) : Göring charge Reinhard Heydrich de mettre en œuvre au plus vite une « solution globale de la question juive dans la zone d'influence allemande en Europe » (« *eine Gesamtlösung der Judenfrage im deutschen Einflußgebiet* »). C'est en effet à cette époque que, avec l'ordre de Staline d'engager la guerre de partisans contre l'envahisseur nazi et la constitution du front antihitlérien (cf. mi-juillet) dont les Juifs sont accusés d'être les initiateurs, Hitler décide de « la nécessité d'une expiation impitoyable, mais justifiée infligée à la sous-humanité juive ».

En Pologne, construction près de Lublin du camp de Maidanek.

Août Création (cf. janvier) de la « Sari des mines et aciéries de l'Est » (*Berg- und Hüttenwerksgesellschaft mbH Ost = BHO*) présidée par Paul Pleiger (PDG des *Reichswerke Hermann Göring*, cf. 15 juillet 1938), Ernst Poensgen (*Vereinigte Stahlwerke*, cf. avril 1926, 4 juillet 1927, mars 1932, 20 juin 1932), Friedrich Flick (cf. mars 1932) et Alfried Krupp (fils aîné de Gustav).

3 août Sermon de Mgr Clemens August von Galen (cf. 13 juillet) contre la « T4 » taxé par la Gestapo d'« attaque la plus violente osée jusqu'à présent envers la direction de l'État ». Le « Lion de Munster » (« *Löwe von Münster* ») n'est toutefois pas inquiet en raison de son soutien antérieur à la politique hitlérienne et de son aura au sein de la population ; en effet, son allocution a touché juste : « Si l'on a le droit de tuer les improductifs, alors malheur aux invalides qui, dans le processus de production, ont engagé, sacrifié et perdu leurs forces et la santé de leur corps. Si l'on a le droit de supprimer par la force nos semblables improductifs, alors [357] malheur à nos braves soldats qui reviennent au pays comme grands blessés, estropiés ou invalides. Si l'on admet une fois que des hommes ont le droit de tuer leurs semblables improductifs — cela ne concerne pour le moment que de pauvres aliénés sans défense —, alors on autorise par principe l'assassinat de tous les improductifs, donc des malades incurables, des estropiés incapables de travailler, des invalides du travail ou de guerre, de nous tous quand nous serons devenus vieux et par conséquent improductifs ». À noter toutefois que Mgr von Galen ne fera jamais allusion à la persécution des Juifs.

13 août Mgr Antonius Hilfrich, évêque catholique de Limburg proteste contre la « T4 » (cf. 16 juillet) auprès du secrétaire d'État à la Justice, Franz Schlegelberger (cf. 29 janvier). Il signale que les enfants de la région de Hadamar utilisent, lorsqu'ils se disputent, des expressions du type : « Ça va pas dans ta tête, t'es bon pour le four de Hadamar » (« *Du bist nicht recht gescheit, du kommst nach Hadamar in den Backhofen* »), et que les anciens et leurs familles s'inquiètent que, « après les faibles d'esprit vienne le tour des vieux d'être traités comme des bouches inutiles » (« *Nach den Schwachsinnigen kommen die Alten als unnütze Esser an die Reihe* »).

14 août Le Président Roosevelt et Winston Churchill adoptent la « Charte Atlantique » à laquelle Staline souscrit en septembre

((première ébauche de ce qui deviendra l'Organisation des Nations unies = ONU).

Traité d'alliance entre l'URSS et le gouvernement polonais en exil à Londres : annulation des dispositions du Pacte germano-soviétique (cf. 23 août 1939, 17 et 28 septembre 1939).

À Auschwitz, mort à 47 ans du franciscain polonais, Maximilian Kolbe (à la mi-juillet, suite à une évasion, les SS avaient condamné à mort 10 détenus, parmi lesquels un jeune père de famille que Kolbe s'était proposé de remplacer ; après un mois de « mitard » sans nourriture, il est achevé par injection de phénol).

20 août En France, création du camp de Drancy.

[358]

24 août En raison de l'émotion générale provoquée par la mobilisation ecclésiastique contre la « T4 » (cf. 8 juillet 1940, 11 août 1940, fin janvier 1941, fin février 1941, mi-mai 1941, 13 et 16 juillet 1941, 3 et 13 août 1941), Hitler donne ordre de cesser immédiatement l'opération (poursuite toutefois dans certains hôpitaux d'une « euthanasie sauvage » — « *Wilde Euthanasie* » — par injection de substance que des laboratoire souhaitaient tester, ou par sous-alimentation ; environ 6000 enfants en seront victimes).

28 août Le prévôt du chapitre de la cathédrale Sainte Hedwige de Berlin, Bernhard Lichtenberg (cf. 9-10 novembre 1938), adresse une lettre au « Chef des médecins du *Reich* », le Dr Leonardo Conti (cf. fin février), et à plusieurs ministères pour protester contre l'« Action 14 f 13 » (cf. mi-mai) et les expérimentations médicales dans les camps de concentration (cf. 23 mai).

29 août Bernard Lichtenberg (cf. 28 août) organise une veillée de prière pour les détenus des camps de concentration et pour les Juifs.

1er septembre Décret contraignant les Juifs du *Reich* à porter l'« étoile jaune » (cf. 10-16 septembre 1935, 23 novembre 1939) :

« Il est interdit aux Juifs ayant six ans révolus de paraître en public sans une étoile jaune [...] de la taille de la paume d'une main [...] sur laquelle est inscrite en noir "Juif ; elle doit être cousue de façon bien visible sur la poitrine à gauche du vêtement. Il est interdit aux Juifs : de quitter leur commune de résidence sans avoir sur soi une autorisation

écrite des autorités locales de police ; de porter des décorations, des distinctions honorifiques, ou tout autre insigne ».

3 septembre Premiers gazages à Auschwitz par le personnel de la « T4 » (cf. 24 août).

16 septembre Ordre du maréchal Wilhelm Keitel (cf. 13 mai) de briser toute forme de résistance dans les territoires occupés (« *Geiselmordbefehl* » = ordre d'exécution d'otages) : « Dans tous les cas de révolte contre les forces allemandes d'occupation [...], il est indispensable de toujours conjecturer des origines communistes. Afin d'étouffer ces menées dans l'œuf, on emploiera à la [359] moindre manifestation immédiatement les moyens les plus radicaux susceptibles d'imposer l'autorité des forces d'occupation et de prévenir l'extension de tels agissements. Ce faisant, on aura toujours à l'esprit qu'une vie humaine dans les pays concernés n'a dans la majorité des cas absolument aucune valeur et qu'un effet dissuasif ne peut être obtenu que par une dureté inhabituelle. En expiation pour la vie d'un soldat allemand, on considérera [...] d'une façon générale comme adéquate la peine de mort pour 50 à 100 communistes. Il est essentiel que le mode de l'exécution porte au plus haut niveau l'effet dissuasif » (« *Dabei ist zu bedenken, daß ein Menschenleben in den betroffenen Ländern vielfach nichts gilt und eine abschreckende Wirkung nur durch ungewöhnliche Härte erreicht werden kann. Als Sühne für ein deutsches Soldaten-leben muß [...] im allgemeinen die Todesstrafe für 50-100 Kommunisten als angemessen gelten. Die Art der Vollstreckung muß die Abschreckende Wirkung noch erhöhen* »).

18 septembre Hitler à son état-major : « L'espace russe est notre Inde et, tout comme les Anglais dominant l'Inde avec une poignée d'hommes, nous administrerons cet espace comme notre espace colonial. Il serait erroné de vouloir éduquer l'indigène (« *es wäre verfehlt, den Eingeborenen erziehen zu wollen* »). Nous ne parviendrions qu'à un semi-savoir qui conduirait à une révolution. Ce n'est pas un hasard si c'est un Russe qui a inventé l'anarchisme. Si l'humanité russe n'avait pas été organisée en État par d'autres, à commencer par les Varègues (venus de Suède au IX^e siècle, T.F.), les Russes seraient restés des lapins (« *Kaninchen geblieben* »). On ne peut pas éduquer des lapereaux à vivre comme des abeilles ou des fourmis (« *zum Leben der Bienen oder Ameisen erziehen* »). Ces dernières ont la capacité de former des États, pas les lapins [...]. La race germano-

nordique a accouché de l'idée d'État et l'a concrétisée en contraignant l'individu à s'insérer dans un Tout (« *sich in ein Ganzes zu fügen* »). Réveiller la force raciale communautaire qui sommeille dans le sang de nos gens (« *im Blut unserer Menschen schlummert* »), telle est la tâche que nous nous sommes fixée. Les peuples slaves par contre ne sont pas destinés à avoir une existence propre. Ils le savent et nous n'avons pas le droit de les convaincre qu'ils en seraient capables [...]. Ce [360] n'est pas en les tourmentant avec des écoles qu'ils se mettront à nous aimer ; rien que de les mettre sur une locomotive serait une erreur [...]. Nous trouvons en eux la main-d'œuvre qui travaillera cette terre qui nous fait aujourd'hui défaut. Nous serons un pays d'exportation céréalière [...]. L'Allemand doit s'ouvrir aux grands espaces ».

19 septembre Entrée en vigueur du décret sur le port de l'« étoile jaune » par les Juifs du *Reich* (cf. 1^{er} septembre).

En Ukraine, liquidation du ghetto juif de Jitomir (environ 18 000 victimes).

23 septembre À Londres, constitution du Comité national de la France libre ; liaison avec la Résistance.

26 septembre Le général Alfred Jodl (cf. 4 février 1938) exige de la *Wehrmacht* une stricte application des « directives du *Führer* pour le traitement des commissaires politiques » (cf. 6 juin).

Staline reconnaît le Comité national de la France libre (cf. 23 septembre).

27 septembre En plus de ses autres fonctions, Reinhard Heydrich est nommé « Protecteur du *Reich* pour la Bohême-Moravie » (*Reichsprotector fur Böhmen und Mähren*, cf. 16 mars 1939) en remplacement de Konstantin von Neurath, trop « libéral » aux yeux du *Führer*

28 septembre Le général Otto von Stülpnagel, Gouverneur militaire en France occupée (cf. 25 juin 1940), donne l'ordre d'établir des listes d'otages prioritairement communistes ou anarchistes à exécuter (« *diejenigen Personen [...] in die Geiselliste aufzunehmen, die auf Grund ihrer bisherigen kommunistischen oder anarchistischen Haltung [...] für eine Erschießung in erster Unie in Frage kommen* ») en représailles de toute action terroriste ou de sabotage (« *Terror- und Sabotagehandlungen* ») de la Résistance.

29 – 30 septembre À Kiev, capitale de l'Ukraine, le colonel SS Paul Blobel fait exécuter plus de 30 000 Juifs dans les gorges de [361] Babi-Yar ; dynamitage de la falaise pour que les corps soient ensevelis sous les rochers.

1^{er} octobre Les Juifs du *Reich* (cf. 31 juillet) sont interdits d'émigration.

En zone française occupée, début d'une vague d'attentats anti-allemands ; arrestations de résistants, exécutions et déportations d'otages (cf. 28 septembre) ; les représailles s'exercent également à rencontre de la communauté juive.

En Lituanie, pour la fête du « Grand Pardon » (*Yom Kippour*), assassinat de plusieurs milliers de Juifs du ghetto de Vilna.

2 octobre Début de la bataille de Moscou.

À Prague, discours de Reinhard Heydrich (cf. 27 septembre) : « Sous la conduite de notre *Führer*, nous avons désormais occupé un nombre considérable d'espaces en Europe [...]. L'avenir du *Reich* dépendra, lorsque la guerre sera terminée, de la capacité du *Reich* et de la capacité des citoyens de ce *Reich*, à conserver et à dominer ces espaces, et éventuellement à les fondre dans le *Reich*. Tout dépendra donc de notre aptitude à traiter à diriger et à intégrer les habitants de ces espaces. Il est nécessaire à cet égard de distinguer plusieurs groupes : il y a tout d'abord les espaces dont la population est d'origine germanique [...] : la Norvège, la Hollande, les Flandres [...], le Danemark, la Suède [...]. Il va de soi que nous devons traiter cette population d'une manière toute différente que les peuples d'autres races [...]. Ensuite viennent les espaces de l'Est, peuplés en partie de Slaves. Ce sont des espaces dont on doit savoir que toute bienveillance est interprétée comme de la faiblesse, où le Slave lui-même ne veut pas être traité sur un pied d'égalité, étant habitué à ce que le maître ne le considère pas comme son pareil [...]. Puis vient l'espace de la grande Pologne qui devra être progressivement peuplé par des Allemands et duquel il conviendra de refouler petit à petit l'élément polonais vers l'Est. Et enfin vient l'Ukraine qui [...] devra subsister sous conduite allemande en tant que grand réservoir de nourriture et de matières premières » ; Bien entendu, la grande idée de Heydrich est de hiérarchiser à outrance les populations de l'Est jusqu'à [362] l'Oural

(« *bis weit an den Ural* ») afin qu'elles servent au mieux les intérêts de l'Allemagne.

3 octobre Hitler déclare que la guerre contre l'URSS (cf. 2 octobre) se déroule conformément à ses plans : « Notre ennemi à l'Est est brisé (*gebrochen*) et ne se relèvera jamais (*nie mehr erheben*) ».

10 octobre Ordre aux troupes opérant en URSS (cf. 31 juillet) d'anéantir sans aucun état d'âme le « système judéobolchevique » (« *das jüdisch-bolschewistische System* ») : « Le soldat dans l'espace de l'Est n'est pas seulement un combattant selon les règles de l'art de la guerre, mais aussi le porteur d'une idée raciale populaire implacable et le vengeur de toutes les bestialités commises par le passé à rencontre de la peuplité allemande et ethniquement apparentée (*Bestialitäten, die deutschem und artverwandtem Volkstum zugefügt wurden*). C'est pourquoi le soldat doit faire preuve d'une absolue compréhension (*voiles Verständnis*) pour la nécessité d'une expiation impitoyable, mais justifiée de la sous-humanité juive (*jüdisches Untermenschentum*) ».

12 – 13 octobre En Ukraine, massacre des Juifs de Dniepropetrovsk (environ 11 000 victimes).

14 octobre Début de la déportation des Juifs du *Reich* (cf. 1^{er} octobre) vers l'Est.

23 octobre Arrestation par la Gestapo, à 66 ans, de Bernhard Lichtenberg (cf. 28 et 29 août) ; après deux années de prison, il sera transféré à Dachau et y arrivera mort le 3 novembre 1943.

24 octobre En Lituanie, les Juifs du ghetto de Vilna sont sélectionnés sur la base de leur intérêt productif : les ouvriers spécialisés reçoivent un « certificat de travail jaune » (*gelber Arbeitsschein*) valable également pour leur famille ; exécution de plus de 5000 personnes non couvertes par le « certificat ».

[363]

25 octobre Décret sur la confiscation par l'État des biens des Juifs du *Reich* envoyés en déportation (cf. 14 octobre).

À partir de la fin octobre Jusqu'à la fin de l'année, massacres à répétition de Juifs en Lettonie et Lituanie.

3 – 5 novembre À Vilna (cf. 24 octobre), « Action des certificats jaunes » (*Aktion der gelben Scheine*) menée conjointement par la SS et la police auxiliaire lituanienne : massacre de 3000 Juifs.

6 novembre Dans le cadre de la politique nataliste (cf. 1^{er} juin 1933, 13 décembre 1935, 4 novembre 1939), le régime incite les jeunes filles à avoir des enfants naturels ; pour que la morale soit sauve, instauration du mariage avec un soldat mort au front (*Totenehe* ; dans le langage populaire, *Leichentrauung* = union conjugale avec un cadavre !).

En Ukraine, exécution massive des Juifs de Rovno.

8 novembre Rencontre de Göring avec les milieux d'affaires : « Les territoires nouvellement occupés à l'Est seront exploités selon des méthodes et des optiques coloniales » (« *nach kolonialen Methoden und Gesichtspunkten ausgebeutet* ») ; la gestion des entreprises locales sera confiée à des firmes allemandes ayant fait la preuve de leur efficacité et de leur fidélité au régime ; elles pourront en tirer un bénéfice proportionnel à leur activité (« *aus ihrer Tätigkeit einen angemessenen Nutzen ziehen* »).

10 novembre Hitler précise sa conception de la « colonisation de l'espace russe » (« *Besiedlung des russischen Raums* ») : les Allemands vivront luxueusement dans des zones établies dans un rayon d'une quarantaine de kilomètres autour des villes dans lesquelles siégeront les autorités allemandes et où l'on trouvera tout le nécessaire à une vie agréable ; les villages des « paysans du Reich » (*Reichsbauern*, cf. 29 septembre 1933) seront dotés de tout le confort et reliés à la ville par des routes modernes. Au-delà de ces zones privilégiées « viendra un autre monde » (« *Was dann [364] kommt, ist eine andere Welt* ») constitué par les esclaves russes et contrôlé par des milices tatares.

18 novembre En Libye (cf. 12 avril), offensive alliée.

20 novembre Le général Erich von Manstein (maréchal en juillet 1942), en charge du commandement de la II^e armée en URSS, appelle à intensifier l'élimination du système judéobolchevique et à suivre l'exemple des « Groupes d'intervention » (cf. 22 juin, 2 et 8 juillet) dans leur action d'« expiation impitoyable infligée au judaïsme, le vecteur intellectuel de la terreur bolchevique » (« *harte Sühne am Judentum, dem geistigen Träger des bolschewistischen Terrors* »).

25 novembre Prorogation pour cinq ans du Pacte anti-*Komintern* (cf. 25 novembre 1936, 6 novembre 1937, février 1939, mars 1939) ; adhésion de la Finlande, du Danemark, de la Slovaquie, de la Roumanie, de la Croatie, de la Bulgarie et du gouvernement de Nankin (retiré à Chong-king depuis 1938 — occupation japonaise — et dirigé par le nationaliste et anticommuniste Tchang Kaï-chek, cf. 3 octobre 1926).

28 novembre Arrivé à Berlin le 6, le grand muftī de Jérusalem, Hādjdj Amīn al-Husaynī, rencontre Hitler : il propose la levée d'un corps d'intervention de volontaires des pays arabes afin d'exterminer les Juifs présents en Palestine (environ 500 000) ; en contrepartie, le *Reich* l'aidera à créer une grande fédération musulmane dont il sera le chef. En dépit de l'avis favorable émis par plusieurs de ses conseillers, le *Führer* repousse le projet à l'après-conquête de l'URSS.

1^{er} décembre Le Japon décide d'entrer en guerre contre les É.-U. et avertit l'Allemagne de son intention.

4 décembre Hitler souscrit à la décision du Japon d'entrer en guerre contre les É.-U. (cf. 1^{er} décembre).

[365]

5 décembre Circulaire du « Chef du bureau central SS pour l'administration et l'économie » (*Chef des SS-Hauptamts Verwaltung und Wirtschaft*), Oswald Pohl (membre de la NSDAP depuis 1926, chargé de l'intendance concentrationnaire depuis février 1934), demandant à tous les commandants des camps d'exploiter les compétences des détenus pour en faire une main-d'œuvre spécialisée de haute rentabilité (cf. 15 juillet 1937). Himmler tient les commandants des camps pour personnellement responsables du « succès de ce programme que certains considèrent actuellement peut-être encore comme irréalisable » (« *Gelingen des jetzt vielleicht für manche noch unmöglich Erscheinenden* »).

7 décembre Le Japon (cf. 1^{er} et 4 décembre) anéantit par surprise la base navale américaine de Pearl Harbor (Hawaï).

Le maréchal Wilhelm Keitel (cf. 16 septembre) promulgue le « décret Nuit et Brouillard » (*Nacht- und Nebel-Er-laß*) : déportation secrète en camp de concentration (Natzweiler-Struthof, cf. 1^{er} mai, Groß-Rosen dans la région de Breslau) des résistants des pays

occidentaux condamnés pour « actes criminels envers le *Reich* allemand » (*Straftaten gegen das deutsche Reich*) ; isolés dans un bloc spécial entouré de barbelés, les « détenus Nuit et Brouillard » (*NN-Häftlinge*) étaient soumis au pouvoir discrétionnaire de leurs gardiens « verts » (cf. 5 décembre 1939) ; astreints aux pires travaux, ils ne recevaient pratiquement aucune alimentation et étaient interdits d'infirmerie ; leur famille ignorait tout de leur sort ; ils furent environ 7000, originaires essentiellement de France.

8 décembre Le Japon (cf. 7 décembre) déclare la guerre aux É.-U. et à l'Angleterre.

Le Comité national de la France libre (cf. 23 septembre) déclare la guerre au Japon.

Entrée en service du camp d'extermination de Kulmhof (Chelmno) près de Litzmannstadt (Lodz, cf. 30 avril 1940) : sous la direction du lieutenant-colonel SS Herbert Lange — et à partir de mai 1942, du commissaire de police Hans Bothmann) —, gazage des Juifs dans des « gazobus » (*Gaswagen*) puis enfouissement des cadavres dans des charniers (*Massengräber*).

[366]

En Libye (cf. 18 novembre), *l'Afrika-Korps* de Rommel doit battre en retraite face à l'offensive alliée.

9 décembre La conférence prévue par Reinhard Heydrich pour régler définitivement la « question juive » (cf. 31 juillet) est reportée au 20 janvier 1942.

11 décembre Hitler et Mussolini déclarent la guerre aux É.-U..

En raison de la guerre (désormais mondiale, *Weltkrieg*), réactualisation pour une durée de dix ans du « Pacte des trois puissances » (cf. 27 septembre 1940, octobre 1940, 12-13 novembre 1940, 20-24 novembre 1940, 1^{er} mars, 17 avril) :

« L'Allemagne, l'Italie et le Japon conduiront en commun jusqu'à la victoire finale [...] la guerre que leur imposent les États-Unis d'Amérique et l'Angleterre. L'Allemagne, l'Italie et le Japon s'engagent [...] à ne conclure séparément ni armistice ni paix avec les États-Unis d'Amérique et l'Angleterre. Dès l'achèvement victorieux de la guerre, l'Allemagne, l'Italie et le Japon s'attacheront à une collaboration sans

faillie afin de promouvoir un nouvel ordre basé sur l'affirmation de leurs droits » (on relèvera que, en raison de son pacte de non-agression avec le Japon — cf. 1^{er} avril 1941 —, l'URSS n'est pas mentionnée).

Long discours de Hitler devant le *Reichstag* : après s'être déclaré fier que la « Providence [...] [l]'ai[t] honoré de la conduite d'une lutte historique qui modèlera de façon décisive non seulement l'histoire de [l'] Allemagne, mais aussi l'histoire de l'Europe et même du monde pour les cinq ou dix prochains siècles » (« *die Vorsehung [...] mich mit der Führung eines historischen Ringens betraute, das für die nächsten 500 oder 1000 Jahre nicht nur unsere deutsche Geschichte, sondern die Geschichte Europas, ja, der ganzen Welt, entscheidend gestalten wird* »), le *Führer* revient sur la guerre avec l'Angleterre que, malgré ses efforts pour sauver la paix, il s'est vu contraint de déclencher. Justifiant l'invasion de l'URSS par le fait que la « tempête mongole s'apprêtait à déferler sur l'Europe » (« *Nun sollte ein neuer Mongolensturm über Europa hinwegbrausen* »), il accuse ensuite Roosevelt d'avoir engagé son pays contre l'Allemagne sur incitation des « Juifs qui l'entourent » (« *der ihn umgebenden Juden* ») et d'être un « malade mental » (« *geisteskrank* ») pour soutenir l'Union soviétique [367] (cf. mi-juillet), « le paradis juif sur terre » (« *das jüdische Paradies auf Erden* ») où « le Juif international » (« *der internationale Jude* ») était en train de fomenter sa croisade d'anéantissement de l'Europe (« *ein zweites Purim* » = un deuxième *Pourim*, c'est-à-dire, dans le *Livre d'Esther*, la victoire des Juifs de Perse sur le vizir antisémite Haman qui avait juré de les massacrer jusqu'au dernier). « Unie et soudée comme jamais [...] grâce au mouvement national-socialiste » (« *noch nie so einig und geschlossen wie heute [...] dank der nationalsozialistischen Bewegung* »), l'Allemagne fondera — côte à côte avec l'Italie et le Japon qui se chargera des États-Unis dans l'Atlantique et le Pacifique — un nouvel ordre mondial (*Neuordnung der Welt*) délivré de l'hégémonie de l'Angleterre, de l'Amérique et de l'URSS enjuivées.

12 décembre La *Wehrmacht* perd la bataille de Moscou (cf. 2 octobre) et connaît des difficultés en Ukraine ; le succès de la contre-offensive soviétique fait perdre au *Reich* tout espoir d'une « victoire éclair » (*Blitzsieg*).

15 – 16 décembre En Lettonie, assassinat à Liepāja d'environ 3000 Juifs par les « Groupes d'interventions » (cf. 20 novembre).

Rendu responsable par Hitler de la défaite de Moscou (cf. 12 décembre), le général Walther von Brauchitsch, commandant en chef de l'armée de terre (cf. 4 février 1938, 21 janvier 1939), est relevé de ses fonctions. Suivront : le général de blindés Heinz Guderian (réactivé en 1943), Gerd von Rundstedt (cf. 20-21 juillet 1932, 4 février 1938, 28 septembre 1939, maréchal depuis juillet 1940, réactivé en 1942), Wilhelm von Leeb (cf. 4 février 1938, maréchal depuis juillet 1940, retraite définitive).

18 décembre Le *Führer* décrète l'arrêt de la « guerre de mouvement » à l'Est.

19 décembre Suite à la révocation de Walther von Brauchitsch (cf. 15-16 décembre), Hitler prend personnellement en main la direction de l'armée de terre et des opérations en URSS.

[368]

22 décembre À Vilna (cf. 24 octobre, 3-5 novembre), les « certificats de travail jaune » sont remplacés par les « certificats de travail roses » (*rosa Arbeitsscheine*) ; tous les Juifs du ghetto ne possédant pas le nouveau « certificat » sont exécutés (*Aktion der rosa Scheine*). En onze semaines (cf. 1^{er} octobre), le nombre des victimes s'élève à environ 32 000.

30 décembre En Crimée, massacre d'environ 10 000 Juifs à Simferopol.

Fin décembre Le gouvernement du *Reich* décide l'intensification du rendement (*Produktionssteigerung*) dans les « usines de production de guerre » (*Rüstungsbetriebe*) et dans les « entreprises à production réservée » (*Sperrbetriebe*) des territoires occupés (cf. fin décembre 1944).

Mise en service du camp d'Auschwitz-Birkenau (Auschwitz II) où auront lieu à partir de janvier 1942, puis de façon massive à partir de l'été 1942, dans des installations constamment perfectionnées, les « opérations spéciales » (*Sonderaktionen*) de gazage des Juifs (1 323 000), des Tsiganes (6430), des prisonniers soviétiques (1065) et de détenus de diverses nationalités, en majorité polonaise (3665). Ces chiffres, basés sur une documentation irréfutable, sont considérés par les historiens comme un minimum.

En France, de nombreux responsables communistes allemands et autrichiens internés au camp du Vernet (cf. 9 février 1939, 1^{er} et 4 septembre 1939) sont transférés au camp de Djelfa en Algérie afin de faire cesser leur « influence nocive » sur les détenus non organisés politiquement ; d'autres « suspects politiques » sont envoyés à Missour ou encore Bou-Arfa au Maroc.

Aux É.-U., dans l'État de l'Oregon, ouverture du « camp Ritchie » où l'armée va former au renseignement et à la guerre psychologique plusieurs centaines de jeunes réfugiés juifs allemands et autrichiens (*Ritchie boys*) qui participeront au débarquement en Normandie et en Provence (cf. 6 juin 1944) ainsi qu'aux opérations militaires en Europe.

[369]

REPÈRES CULTURELS ET IDÉOLOGIQUES

Dans les librairies : Hermann Burte, *L'Image invisible* (drame inspiré des *Nibelungen* qui lui vaut le Prix Goethe) ; Edwin Erich Dwinger, *Tankiste* (journal du front) ; Gerhard Schumann, *Chants de guerre* ; Mirko Jelusisch, *Le Rêve du Reich* (roman). Censure de l'ouvrage de l'« émigré intérieur » (*innerer Emigrant*) Frank Thiess, *Le Royaume des démons* (critique voilée de la dictature). Après avoir été obligé de prouver sa « pureté raciale » et « interdit d'écriture » (*Schreibverbot*) pour « décadentisme » (*Verfallskunst*), Gottfried Benn (cf. 24 avril 1933, novembre 1933, *Repères 1934*), redevenu médecin militaire comme en 14-18 (« L'armée est la forme aristocratique de l'émigration »), produit plusieurs textes de dénonciation du national-socialisme qui ne seront publiés qu'après la guerre. Interdit d'activité littéraire depuis 1937 parce que d'origine juive par son père, Arnolt Bronnen (cf. *Repères 1929* et *1930*), incorporé dans l'armée et cantonné en Autriche, entre dans un réseau de résistance communiste (emprisonné peu avant la défaite pour haute trahison, il s'établira ultérieurement à Berlin-Est). Emil Nolde (cf. *Repères 1920, 1937, 1939*) est « interdit de peinture » (*Malverbot*). Les écrivains français Abel Bonnard, Robert Brasillach, Jacques Chardonne, Pierre Drieu la Rochelle, André Fraigneau et Marcel Jouhandeau, favorables à la collaboration, participent aux rencontres littéraires européennes de

Weimar organisées par Otto Abetz (cf. 2 août 1934, 29 novembre 1935, 3 août 1940, mi-septembre 1940, 13 décembre 1940). En France, en complément de la « Liste Otto » (cf. *Repères 1940*), élaboration sous l'égide de Karl Epting (mi-septembre 1940) et du syndicat des éditeurs de la « Liste Mattias » qui répertorient les ouvrages d'auteurs allemands devant être rapidement traduits et diffusés. À Mexico, création par les émigrés du Reich de la revue « Allemagne libre » (*Freies Deutschland*). Bertolt Brecht s'établit aux É.-U. et achève le manuscrit de *La résistible ascension d'Arturo Ui* ; première de *Mère courage* (cf. *Repères 1939*) à Zurich. Interné au Vernet (cf. 9 février 1939, 1^{er} et 4 septembre 1939), Friedrich Wolf (cf. index) écrit son drame historique *Beaumarchais* (sur les idéaux de la Révolution française) qui sera sorti du camp dans un bouton de manteau grâce à son codétenu et « écrivain à la loupe » (*Lupenschreiber*), Willy Burger. Au Vernet, Rudolf Leonhard (cf. *Repères 1927, 1930, 1934, 1938*) compose sa pièce dramatique *Les Otages* (hommage à la Résistance parisienne). Arthur Koestler (cf. *Repères 1938* et *1940*). *La Lie* [370] *de la terre* (sur son internement au Vernet). Johannes Robert Bêcher (cf. *Repères 1924* et *1926*). *Bataille d'hiver* (drame sur les combats devant Moscou, cf. 2 octobre, 12 décembre). Sortie sur les écrans de : *Chevauchée pour l'Allemagne* (Arthur Maria Rabenalt, accumulation de tous les clichés propres à l'idéologie nazie) ; *J'accuse* (Wolfgang Liebeneiner, propagande en faveur de l'officialisation de l'euthanasie, d'après le roman *Mission et conscience morale* de Hellmuth Unger, cf. *Repères 1934*) ; *Vénus au tribunal* (Hans Heinz Zerlett, les tribulations d'un peintre à l'époque où régnait en maître l'« art dégénéré », cf. 19 juillet 1937, *Repères 1937*) ; *Retour au Reich* (Gustav Ucicky, la persécution de la minorité allemande en Pologne jusqu'à son occupation par la *Wehrmacht*) ; des films anti-anglais : *Ma vie pour l'Irlande* (Max W. Kimmich), *Oncle Krüger* (Hans Steinhoff, en 1900-1902, au Transvaal, la sauvage répression des Boers — président Paul Kruger — par le général Earl Kitchener), *Car/Peters* (Herbert Selpin, sur le commissaire d'Afrique-Orientale allemande à l'époque de Bismarck et Guillaume II) ; des films bellicistes : *Les Cadets*, *Stukas*, *Domination du monde* (les trois de Karl Ritter, directeur de l'Ufa, cf. *Repères 1938*), *Victoire à l'Ouest* (Svend Noldau), *La Patrouille de reconnaissance Hallgarten* (Herbert B. von Fredersdorf), *Escadrille Lützow* (Hans Bertram), *Tête haute, Johannes!* (Viktor de Kowa), *Quax, le pilote casse-cou* (Kurt Hoffmann), *Au revoir, Franziska* (Helmut Käutner) et *Annelie* (Josef

von Baky) qui magnifient les épouses et mères des combattants ;
considérable succès de la comédie musicale **en couleur**, *Les femmes
sont de bien meilleurs diplomates* (Georg Jacoby, avec dans le rôle
principal la superbe Marika Rökk).

[370]

**Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.**

Année 1942

[Retour à la table des matières](#)

1^{er} janvier Conférence de Washington qui réunit 26 nations : accord pour ne signer aucun traité séparé avec le *Reich* et approbation de la « Déclaration des Nations unies » afin de garantir une paix durable « après la destruction finale de la tyrannie nazie ».

[371]

Mi-janvier Le général SS Otto Rasch, ex-avocat d'affaires, ex-maire de Wittenberg et ex-commandant en chef du « Groupe d'intervention C » (cf. 3 septembre 1939) en territoire soviétique, prend la direction de la *Kontinentale Öl AG* (cf. janvier 1941).

Début de l'« Action exhumation » (*Enterdungsaktion*) par le « Commando spécial 1005 » (*Sonderkommando 1005 = SK 1005*) dirigé par Paul Blobel, cf. 29-30 septembre 1941) : sous la surveillance de membres des « Groupes d'intervention » (cf. supra), des « Commandos de travail » (*Arbeitskommandos*), composés de « sous-hommes » (*Untermenschen*) auxquels on a promis la vie sauve (mais qui sont en réalité exécutés au terme de chaque opération), vident les charniers de Juifs et autres personnes assassinées et incinèrent les corps au lance-flamme ou « sur des grils » (*auf Rosten*) ; en raison de son ampleur et de l'évolution de la guerre, cette tentative d'effacement des traces de la première forme du génocide — massivement « par balles » (cf. 24 octobre 1940, fin octobre 1940, 3-5 novembre 1940, 6 novembre 1940, 15-16 décembre 1940, 22 décembre et 30 décembre 1940) et aussi par « gazobus » (cf. 8 décembre) — ne pourra pas être achevée.

En France, les « maquis » (cf. fin mai 1941) — à l'origine simples refuges dans des lieux reculés où des politiques et des Juifs menacés d'arrestation survivent grâce à la complicité de membres de la population locale — se transforment en unités combattantes.

16 janvier Renforcement des compétences de la SS et du

« Service central de sécurité du *Reich* » (RSHA, cf. 27 septembre 1939) ; les cadres de la NSDAP et de ses organisations (cf. 16 janvier 1940) sont sommés de renoncer à tout privilège et de faire corps avec la « Congrégation raciale populaire », les chefs militaires sont soumis à un étroit contrôle politique.

20 janvier Sixième étape de la « Solution finale de la question juive » : à Berlin-Zehlendorf, dans un immeuble de la police criminelle, conférence (cf. 9 décembre 1941) dite « de Wannsee » (*Wannsee-Konferenz*) ; y assistent sous la présidence de Reinhard Heydrich : Adolf Eichmann (cf. décembre 1939), Heinrich Müller (cf. 27 septembre 1939), Otto Hofmann (*RuSHA*, cf. 29 juillet [372] 1941), Alfred Meyer et Georg Leibbrandt (ministère pour les territoires occupés à l'Est, cf. 14 juillet 1941), Josef Bühler et Eberhard Schöngarth (représentants de Hans Frank, cf. 8 octobre 1939), Rudolf Lange (spécialiste des tueries en masse, notamment en Lettonie), Gerhard Klopfer (Chancellerie du Parti), Wilhelm Kritziger (Chancellerie du Reich), Martin Luther (ministère des Affaires étrangères), Erich Neumann (ministère de l'Économie), les juristes Wilhelm Stuckart (rédacteur des « Lois raciales de Nuremberg », cf. 10-16 septembre 1935) et Roland Freisler (ministère de la Justice, cf. 29 janvier et 13 août 1941) ; adoption du « Protocole de Wannsee » (*Wannsee-Protokoll*) qui, selon la statistique établie par Eichmann, concerne « onze millions d'individus en Europe » :

« Conformément à l'autorisation préalable du *Führer*, l'évacuation des Juifs vers l'Est (*Evakuierung der Juden nach dem Osten*) remplacera désormais l'émigration (*Auswanderung*) [...] Soigneusement encadrés, les Juifs seront à l'Est affectés aux travaux que l'on jugera appropriés [...], ce qui provoquera sans aucun doute l'élimination d'un grand nombre d'entre eux par affaiblissement naturel (*natürliche Verminderung*). Le stock éventuellement restant à terme (*Der allfällig endlich verbleibende Restbestand*), du fait qu'il s'agira là indubitablement de la branche la plus résistante, devra être

nécessairement traité en conséquence (*entsprechend behandelt werden müssen*), attendu que, fruit d'une sélection naturelle (*natürliche Auslese*), il doit être considéré, si on le laissait en liberté, comme possible levain d'une régénérescence juive (*Keimzelle eines neuen jüdischen Aufbaues*) ».

Internement à Dachau du pasteur Ernst Wilm (cf. fin janvier 1941, fin février 1941) pour trouble de l'ordre public (il s'agit du seul mandat d'internement faisant explicitement allusion aux opérations d'euthanasie, cf. 24 août 1941).

21 janvier En Libye (cf. 8 décembre 1941), offensive germano-italienne.

22 janvier Goebbels donne ordre à la presse de ne plus utiliser l'appellation « Marche orientale » pour désigner l'Autriche (cf. 14 mars 1938, 2 mars 1939) : les habitants du *Reich* doivent oublier à tout jamais que le pays a été un jour souverain.

[373]

25 janvier Hitler ordonne la « simplification de l'administration » (*Vereinfachung der Verwaltung*) de la NSDAP et de ses organisations affiliées : concentration des pouvoirs en moins de mains afin de libérer des cadres politiques pour la *Wehrmacht*.

Début de la guerre sous-marine contre les convois alliés.

26 janvier Promulgation par Robert Ley du « Plan d'organisation du Front du travail pour la guerre » (*Kriegsorganisationsplander DAF*) qui stoppe toute production n'étant pas « indispensable à la guerre » (*nicht unbedingt kriegswichtig*) et réduit considérablement les activités de la « Force par la joie » (cf. 26 juin 1937, 26 mai 1938).

En Angleterre, arrivée des premières troupes américaines.

1^{er} février Le « Bureau central SS pour l'administration et l'économie » (cf. 5 décembre 1941) absorbe l'ensemble des services concernant l'intendance, les finances et les entreprises de la SS ; création sous l'égide d'Oswald Pohl du « Bureau central de gestion économique de la SS » (*SS-Wirtschaftsverwaltungshauptamt / WVHA*) auquel travaille autour de 1500 personnes.

En Norvège, Vidkun Quisling (cf. 10 juin 1940) est nommé chef du gouvernement.

5 février Décret contraignant les Jeunesses hitlériennes (cf. 5 avril 1933, 1^{er} décembre 1936, 25 mars 1939) à des périodes de travail dans l'industrie et l'agriculture (durant l'été 1942, environ 577 000 garçons et 1 373 000 filles seront astreints aux moissons (*Ernteeinsatz*)).

8 février Mort dans l'explosion de son avion du ministre Fritz Todt (cf. 17 mars 1940) qui, depuis la défaite de Moscou (cf. 12 décembre 1941, 15-16 décembre 1941, 19 décembre 1941) ne cache pas ses inquiétudes quant à la situation en URSS ; l'accident se produit juste après son départ de Rastenburg (Prusse orientale) où, depuis le déclenchement de l'« Opération Barbarousse » (cf. 22 juin 1941), le *Führer* a établi son quartier général (*Führerhauptquartier*, [374] couramment appelé *Wolfsschanze* = fortin du loup). Todt aura droit à des obsèques solennelles en présence de Hitler : « Je considère sa mort comme un apport du mouvement national-socialiste à la lutte de notre Communauté raciale populaire pour sa liberté ».

9 février Suite à la mort de Todt (cf. 8 février), Hitler nomme Albert Speer (cf. index) « ministre du *Reich* pour l'Armement et les Munitions » (*Reichsminister für Bewaffnung und Munition* ») et son « successeur dans toutes ses fonctions » (dont *l'OT*).

13 février Le « Gouverneur militaire en France », Otto von Stülpnagel (cf. 25 juin 1940, 28 septembre 1941), atteint l'âge de la retraite ; il est remplacé par son cousin Karl Heinrich.

18 février Le nouveau « ministre du *Reich* pour l'Armement et les Munitions », Albert Speer (cf. 9 février), réunit les représentants de l'industrie ; il exige que celle-ci obéisse strictement à ses ordres.

19 février Décret de Himmler (cf. 7 octobre 1939) sur le rapt des enfants du *Wartheland* (cf. 8 octobre 1939) devant être confiés au *Lebensborn* (cf. 13 décembre 1935) en vue de leur « alémanisation » (*Eindeutschung*).

3 mars L'« Inspection des camps de concentration » (*Inspektion der Konzentrationslager*, dirigée par Theodor Eicke, cf. 4 juillet 1934) est intégrée au *WVHA* (cf. 1^{er} février). Désormais, la force de travail des concentrationnaires est « louée » (*vermietet*) aux industriels qui en font la demande (entre 4 et 6 marks par jour selon la compétence).

Ordre (*Befehl*) de Heinrich Himmler sur le traitement des concentrationnaires : « *Vernichtung durch Arbeit* » (néantisation par le travail).

16 mars Le « ministre du *Reich* pour l'Armement et les Munitions », Albert Speer (cf. 18 février) réunit des représentants de l'industrie et du « Bureau central de gestion économique de la SS » [375] (cf. 1^{er} février) : décision d'intensifier l'exploitation de la main-d'œuvre concentrationnaire (cf. 3 mars).

21 mars Fritz Sauckel (cf. 14 décembre 1929, 31 juillet 1932, 26 août 1932) est nommé « plénipotentiaire général pour le service du travail obligatoire » (*Generalbevollmächtigter für den Arbeitseinsatz*) : dans les territoires occupés, recrutement, soit sur la base du volontariat (« *auf freiwilliger Grundlage* ») soit par le biais de la contrainte (« *Zwangsverpflichtung* ») ; de main-d'œuvre qui est envoyée en Allemagne (des contingents sont fixés pour chaque pays).

Révocation d'Erwin von Witzleben (cf. 4 février 1938, 15-24 septembre 1938), maréchal depuis juillet 1940 (campagne de France) et commandant en chef du secteur militaire Ouest (*Oberbefehlshaber West*), pour suspicion d'opposition au *Führer* (il participera à la conjuration du 20 juillet 1944 et sera exécuté). Le maréchal Gerd von Rundstedt (cf. 15-16 décembre 1941) devient commandant en chef du secteur militaire Ouest.

22 mars Décision d'accentuer le rationnement (cf. 27 août 1939).

En France, premier convoi de Juifs pour Auschwitz en partance de Compiègne-Royallieu (cf. 14 mai 1941).

23 mars Goebbels donne ordre aux responsables du Parti de renforcer la répression vis-à-vis de toute personne qui exprimerait des idées contraires à celles du *Führer* ; interdiction absolue d'écouter des radios étrangères : le « *Feindhörer* » (auditeur de l'ennemi) sera classé « *Volksschädling* » (cf. 11 mai 1934, 5 septembre 1939).

28 mars Début de la déportation à Auschwitz des Juifs des pays d'Europe occidentale occupés par le *Reich*.

Bombardement de Lübeck par la *Royal Air Force* (plus de 1400 immeubles détruits, 320 morts, 785 blessés). Pour stigmatiser l'aviation anglaise, Goebbels parle de « terroristes aériens » [376]

(« *Terrorflieger* » ; ultérieurement « *Luftbarbaren* »/« barbares de l'air », puis « *Lufthunnen* »/« Huns volants »).

29 mars Dans un article publié par la revue *Dos Reich* (cf. *Repères 1938*). Goebbels avertit que l'on appliquera les peines les plus sévères à tous ceux qui ne se conformeraient pas strictement à la ligne politique définie par le *Führer* : « Voici venue l'heure des situations franches » (« *Jetzt wird Fraktur geredet* »).

6 avril Suite à la décision d'accentuer le rationnement (cf. 22 mars), baisse de 20% des attributions de tickets d'achat.

18 avril En France, sur pression de Hitler, retour au pouvoir de Pierre Laval (cf. 13 décembre 1940) qui cumule les fonctions de chef du gouvernement, ministre de l'Intérieur et ministre des Affaires étrangères (l'amiral François Darlan /cf. 13 décembre 1940 — qui doute de la victoire allemande en URSS et a pris à Alger des contacts avec le consul américain — conserve uniquement la direction des forces armées).

20 avril Fritz Sauckel (cf. 21 mars) exige que l'ensemble de la population allemande soit mobilisée pour la production de guerre (« *totale Erfassung* ») ; en outre, systématisation de « la pleine exploitation des réserves humaines » (« *Menschenreserven voll auszuschöpfen* ») des territoires occupés : les « travailleurs étrangers » (*Fremdarbeiter*) en Allemagne devront être astreint à « la plus forte rentabilité possible » (« *größtmögliche Leistung* ») pour une dépense en nourriture, cantonnement et entretien « la plus économique que l'on puisse concevoir » (« *bei denkbar sparsamsten Einsatz* »).

26 avril Dernière séance du *Reichstag* ; Hermann Göring (président) fait proclamer Hitler « Juge suprême » (*Oberster Gerichtsherr*) :

« En cette période actuelle de la guerre durant laquelle la Communauté raciale populaire allemande est engagée dans un combat dont l'enjeu est son existence ou sa non-existence, il est indispensable que notre *Führer* possède le droit revendiqué par lui de mettre en œuvre tout ce qui sert ou contribue à l'obtention de la victoire. C'est pourquoi, [377] en sa qualité de *Führer* de la nation, commandant suprême des forces armées, chef du gouvernement et détenteur suprême du pouvoir exécutif, ainsi que *Führer* du Parti national-socialiste, notre *Führer* doit

être à tout instant en mesure — sans être lié aux règles juridiques en vigueur — de contraindre par n'importe quel moyen à sa convenance tout Allemand — qu'il soit simple soldat ou officier, fonctionnaire subalterne ou supérieur voire magistrat, cadre dirigeant ou subalterne du Parti, ouvrier ou employé — à remplir ses devoirs et, en cas de violation de ces devoirs, de lui infliger le châtement qu'il mérite (*mit der ihm gebührenden Sühne zu belegen*). Afin qu'il en soit ainsi, je vous demande, à vous les députés de la Communauté raciale populaire allemande [...], de donner expressément votre approbation à notre *Führer* en vous levant de vos sièges... Je déclare présentement que le *Reichstag* a approuvé et décidé de conférer au *Führer* les droits auxquels il a aujourd'hui prétendu dans son discours ».

30 avril Conformément à la volonté de Himmler (cf. 3 mars 1942), Oswald Pohl (cf. 1^{er} février 1942 et *ibid.*) donne ordre aux commandants des camps de pratiquer l'exploitation forcée de la main-d'œuvre concentrationnaire : « Ce travail doit être épuisant au sens plein du terme afin d'obtenir le rendement maximum » (« *Dieser Einsatz muß im wahren Sinn des Wortes erschöpfend sein, um ein Höchstmaß an Leistung zu erreichen* ») ; en outre, « du fait que chaque camp possède sa spécificité, il convient de renoncer à un règlement commun. C'est pourquoi les prises d'initiatives sont entièrement déléguées aux commandants des camps ». Autrement dit, tout est permis au nom du profit ; vue sous cet angle, la notion de « néantisation par le travail » prend tout son sens : pressurer d'abord l'individu jusqu'à sa limite physiologique extrême puis, par-delà sa mort, soutirer de lui ce qui peut encore l'être jusqu'à son complet effacement (dents en or, cheveux pour fabriquer des matelas, organes pour l'industrie pharmaceutiques, cendres de crémation pour faire de l'engrais...).

1^{er} mai À Berlin, ouverture de l'exposition « Le paradis des Soviets » (*Dos Sowjet-Paradies*), vaste entreprise de propagande pour convaincre les Allemands de la nécessité de la guerre totale contre le « judéobolchevisme ». L'organisation de résistance « Orchestre rouge » (*Rote Kapelle*) réagit par la distribution de [378] tracts et des collages d'affiches. Le groupe de Herbert et Marianne Baum, composé de Juifs d'obédience communiste entre 19 et 32 ans, tente de la détruire par le feu et est démantelé ; en représailles, rafle de 500 otages juifs (250 exécutions immédiates, 250 déportations).

7 mai Ordonnance de Fritz Sauckel (cf. 20 avril) précisant les conditions auxquelles doivent être soumis les « travailleurs et travailleuses de l'étranger » (« *Behandlung ausländischer Arbeiter und Arbeiterinnen* »); selon leur secteur d'affectation, les travailleurs originaires de l'Ouest sont encadrés par le « Front du travail » ou la « Corporation nourricière du *Reich* » (cf. fin décembre 1935); les travailleurs originaires de l'Est (*Ostarbeiter*), parqués dans des baraquements entourés de barbelés et mal nourris, sont sous le contrôle de la SS (50% mourront).

Mi-mai Démantèlement par la Gestapo du « Groupe Robby » (*Robby-Gruppe*), importante organisation ouvrière antinazie qui a des cellules à Berlin, Dortmund, Essen, Hambourg, Hanovre, Hildesheim et Munich; emprisonnement des dirigeants Robert Uhrig (alias Robby), Beppo Römer (ex-membre des corps francs passé au communisme) et Walter Budens, connus de longue date des services de police et ayant déjà séjourné en camp de concentration (exécution en 1944). La plupart des militants qui échappent à l'arrestation (50%) vont rallier le « Groupe Saefkow » (cf. début juillet 1944).

17 mai Loi sur la protection de la maternité (*Mutterschutzgesetz*): le *Reich* a besoin de « chair à canon » (cf. 1^{er} juin 1933).

18 mai Mise en service du camp d'extermination de Sobibór dans le district de Lublin (commandant Franz Stangl, ancien de la « T4 » /cf. octobre 1939, qui passera en août à Treblinka; successeur, Franz Reichleitner).

27 mai À Prague, Reinhard Heydrich (cf. 27 septembre 1941, 2 octobre 1941, 9 décembre 1941, 20 janvier) est victime d'un attentat à la bombe perpétré par deux agents de l'armée secrète tchèque [379] parachutés de Londres: sa voiture est pulvérisée et ses jours sont comptés.

En Libye (cf. 21 janvier), succès de *l'Afrika-Korps* de Rommel; siège de Bir-Hakeim.

30 mai Dans un discours devant 10 000 personnes au Palais des sports de Berlin, Hitler appelle à venger l'attentat contre Heydrich (cf. 27 mai).

Sur ordre de Goebbels, arrestation de 500 otages juifs berlinois.

31 mai Le centre de Cologne est rasé par plus de mille bombardiers de la *Royal Air Force* (« *Tausend-Bomber-Schlag* ») : 469 morts, 5027 blessés, plus de 45 000 sinistrés ; vont suivre Brème, Wilhelmshafen, Mayence, Kassel, Düsseldorf...

Goebbels ordonne aux responsables de la NSDAP et de ses organisations de veiller à ce que soit « évité tout climat de panique » (« *Vermeidung jeder Panikstimmung* »).

Renforcement de la « défense passive » (*Luftschutz*, cf. 29 avril 1933) : les jeunes à partir de 16 ans sont astreints à servir comme « auxiliaires de l'armée de l'air » (*Luftwaffenhelfer*).

Juin En Hollande et en France, introduction de l'« étoile jaune ». Internements massifs de Juifs à Compiègne-Royallieu, Pithiviers, Beaune-la-Rolande (cf. 14 mai 1941) et Drancy (cf. 20 août 1941) ; à la fin du mois, ces camps sont presque vides suite aux « transports vers l'Est ».

4 juin Mort de Reinhard Heydrich (cf. 27 mai).

Déclenchement de l'« Action Reinhard » (*Aktion Reinhard*, cf. 30 mai) sous le commandement du général SS autrichien, Odilo Globocnik, 38 ans, membre de la NSDAP depuis 1931, « Chef de la SS et de la police » (*SS- und Polizeiführer = SSPF*) du district de Lublin : exécution de plus d'un millier de Tchèques et de 3000 Juifs de Theresienstadt (« camp de transit » / *Durchgangslager* vers les camps d'extermination ouverts fin 1941 à environ 60 kilomètres au Nord de Prague).

[380]

8 juin Au camp d'extermination de Belzec (près de Lublin, mis en service en mars), le lieutenant SS Kurt Gerstein assiste à un gazage de Juifs ; cet ingénieur chimiste et médecin, proche de l'« Église confessante » (cf. fin janvier 1941), engagé volontaire dans la SS pour « jeter un œil dans la cuisine de Hitler » (« *einen Blick in Hitlers Küche zu werfen* ») après que sa belle-sœur ait été victime de la « T4 », va désormais se consacrer à faire connaître au monde l'horreur de la *Shoah* ; mais tant les ambassades que le Vatican refusent de l'entendre.

9 juin Dans le cadre de l'« Action Reinhard » (cf. 4 juin), le nouvel homme fort du protectorat de Bohême-Moravie (cf. 27 septembre 1941), Karl Hermann Frank (cf. 19 mai 1938, 16 mars 1939), ordonne

la destruction de Lidice (village près de la cité minière de Kladno à une douzaine de kilomètres à l'Ouest de Prague) : sous la conduite du capitaine SS Max Rostock, « la localité, composée de 95 maisons, a été complètement incendiée et rasée, 199 habitants mâles au-dessus de 15 ans ont été fusillés sur place, 184 femmes ont été transférées au camp de concentration de Ravensbrück, 7 à la prison de Theresienstadt, 4 qui étaient enceintes à l'hôpital de Prague [les enfants seront tués à la naissance et les mères envoyées à Ravensbrück, T.F.] ; 88 enfants ont été conduits à Litzmannstadt [Lodz, cf. 30 avril 1940, où se trouvait un « camp de protection de la jeunesse »/*Jugendschutzlager*, T.F.), tandis que 7 enfants de moins d'un an ont été confiés à un foyer de Prague et 3 envoyés en Allemagne pour y être alémanisés [ce qui sera également le cas pour les autres, cf. 7 octobre 1939, 15 mai 1940, 19 février].

11 juin En Libye (cf. 27 mai), l'*Afrika-Korps* de Rommel prend Bir-Hakeim et ne cesse de progresser.

12 juin Himmler approuve le « Projet général pour l'Est » (cf. 29 juillet 1941) : dans les vingt-cinq années qui suivront la victoire du *Reich*, 31 millions de Slaves seront déportés en Sibérie où ils seront progressivement décimés par la faim et la maladie tandis que 14 millions, « racialement récupérables », contribueront comme esclaves des colons allemands à exploiter les nouveaux districts [381] d'Ingrie (*Ingermanland*, région s'étendant de Leningrad à la pointe Sud-Ouest du lac des Tchoudes et jusqu'au lac Ilmen au Sud-Est) et de Gothie (*Gotengau* : Biélorussie, Crimée, « Gouvernement général », cf. 8 octobre 1939), ainsi qu'à créer « 36 bases coloniales » (*Siedlungsstützpunkte*, cf. 10 novembre 1941).

21 juin L'*Afrika-Korps* (cf. 11 juin) prend Tobrouk puis franchit la frontière égyptienne ; Rommel est nommé maréchal.

Début juillet Édifié dans le cadre de l'« Action Reinhard » (cf. 4 juin, 8 juin), le camp d'extermination de Treblinka est « prêt à fonctionner » (*betriebsbereit*).

À l'université de Munich, premiers tracts des étudiants chrétiens de la « Rose blanche » (*Weißerose*) contre le régime hitlérien.

Mi-juillet Hitler (cf. 1^{er} juin 1933) décerne la Croix de fer de première classe (*Eisernes Kreuz erster Klasse = EK1*) à la pilote d'essai

Hanna Reitsch, 30 ans (hélicoptère *FW 61*, chasseur *Me[sserschmitt] 163*, etc.).

4 juillet Premier gazage « industriel » à Auschwitz-Birkenau (cf. fin décembre 1941).

16 – 17 juillet À Paris, « Rafle du Vel d'Hiv » ; internement de plus de 12 000 Juifs, dont 4000 enfants, essentiellement à Drancy ; déportation à Auschwitz.

22 juillet Hitler précise la façon dont il convient de traiter « la population non allemande » (« *die nichtdeutsche Bevölkerung* ») des territoires à l'Est (cf. 12 juin) : pas de soins médicaux ni vaccinations (« propager la superstition que la vaccination, et caetera est une chose extrêmement dangereuse »/ « *den Aberglauben verbreiten, daß das Impfen usw. eine ganz gefährliche Sache ist* ») ; ne pas leur enseigner plus que « la signification des panneaux de circulation » (« *die Bedeutung der Verkehrszeichen* »), « que la capitale du *Reich* s'appelle Berlin » (« *daß die Hauptstadt des Reiches [382] Berlin heißt* »), et à « parler et écrire un allemand rudimentaire » (« *etwas Deutsch lesen und schreiben* »).

23 juillet En France, le gouvernement de Vichy décide d'abandonner aux Allemands le sort des Juifs étrangers ou dont la naturalisation française est postérieure à décembre 1926 ; à cette époque, près de 40 000 hommes, femmes et enfants juifs sont parqués dans les camps d'internement de la zone non occupée (cf. 17 juin 1940). L'OSE (cf. 15 juin 1940) intervient sans cesse auprès des autorités pour la libération des enfants de six à 16 ans, cherche à leur obtenir des visas, à les placer dans des centres d'hébergement ou chez des particuliers.

28 juillet Offensive de la *Wehrmacht* sur Stalingrad.

Début août Le « boucher de la Pologne » (*Polenschlächter*), Hans Frank (cf. 8 octobre 1939, 15 mai 1940, 25 mars 1941, 20 janvier 1942), se voit reprocher d'aller beaucoup trop vite et beaucoup trop loin dans la purification ethnique du « Gouvernement général », ce qui renforce la résistance polonaise et nuit à l'activité économique du *Reich* (à titre d'avertissement, un de ses collaborateurs est exécuté sur ordre de Himmler). Dès lors Frank va totalement changer d'attitude et cherchera à s'opposer aux opérations de sélection et d'évacuation conduites par la SS ; de plus, il entame une tournée de conférences universitaires dans

lesquelles il plaide pour un « retour à l'État de droit » (*Rückkehr zur Rechtsstaatlichkeit*). Il est démis de toutes ses fonctions dans le Parti, mais, pour des raisons personnelles et tactiques, Hitler le maintient à son poste de gouverneur.

En raison de l'intensification des bombardements de la *Royal Air Force*, envoi à la campagne des enfants (*Kinderlandverschickung = KLV*) des zones susceptibles d'être attaquées en raison de leur potentiel industriel (*Luftnotgebiete*) ; hébergés dans des camps (*KLV-Lager*), ils sont encadrés par des enseignants en préretraite ou retraités ainsi que des responsables des Jeunesses hitlériennes.

[383]

6 août En zone française non occupée, début de la déportation des Juifs étrangers (cf. 23 juillet).

13 août En Suisse (cf. 6 septembre 1938, 10 septembre 1938, 16 septembre 1938, fin octobre 1938, 8 décembre 1938, 12 mars 1940), Heinrich Rothmund donne ordre de refouler tous les Juifs se présentant à la frontière (cf. 31 juillet) « même s'ils risquent d'y perdre la vie » (« *auch im Faite von Gefahr für Leib und Leben* »). En dépit d'une importante mobilisation populaire, le Conseil fédéral entérine la décision sous prétexte que « la barque est pleine » (« *Dos Boot ist voll* »).

Mi-août La *Wehrmacht* occupe le Caucase.

Le gouvernement de Vichy livre à la Gestapo plusieurs responsables communistes allemands en exil, parmi lesquels Franz Dahlem, Heinrich Rau, Siegfried Rädcl.

19 août En France, débarquement anglo-canadien à Dieppe afin d'y établir une tête de pont et de s'emparer de l'aérodrome de Saint-Aubin à 3 kilomètres de la ville ; échec.

20 août Otto Thierack (cf. 18 avril 1936) est nommé ministre de la Justice (cf. 29 janvier 1941) ; son successeur comme président de la « Cour de Justice de la communauté raciale populaire » est le juriste Roland Freisler, 49 ans, membre de la NSDAP depuis 1924 (théoricien fanatique/cf. 20 janvier, d'un sadisme sans limite, humiliant les inculpés et décidant seul de la procédure, Freisler — dont le nom signifie étymologiquement « féroce » —, sera responsable de plusieurs milliers

d'exécutions ; il mourra en février 1945 lors d'un bombardement sur Berlin).

25 août En Alsace-Lorraine, début du recrutement des « Mal-gré-Nous » (cf. 2 août 1940).

26 – 29 août En France, arrestation de 7000 Juifs étrangers en zone non occupée ; déportation.

[384]

30 août Le Luxembourg (cf. 7 août 1940) disparaît définitivement en tant qu'État et est intégré au « district mosellan » (*Moselgau*) de Coblenze-Trêves pour former le « pays mosellan » (*Moselland, Gauleiter* Gustav Simon) : interdiction du français, soumission aux lois du *Reich*, obligation de servir dans la *Wehrmacht* ; forte résistance.

Septembre Arrestation d'une centaine de membres du « cercle intérieur » (*innerer Kreis*) de l'« Orchestre rouge » (cf. 1^{er} mai 1942), spécialisé dans la contre-propagande et l'espionnage au profit de l'URSS ; les chefs du réseau, Arvid Harnack, 41 ans, fonctionnaire au ministère de l'Économie, et Harro Schulze-Boy-sen, 33 ans, lieutenant de la *Luftwaffe* en poste de ministère de l'Air, sont torturés et exécutés pour « haute trahison et bolchevisme ».

4 septembre En France, échec de la « Relève » (instaurée par Laval en juin 1942 : libération d'un prisonnier de guerre en échange de trois ouvriers volontaires pour travailler en Allemagne) ; loi d'orientation de la main-d'œuvre devant travailler pour le *Reich*.

18 septembre Entretien du nouveau ministre de la Justice, Otto Thierack (cf. 20 août) avec Heinrich Himmler : livraison des « éléments asociaux » (*asoziale Elemente*), Juifs et Tsiganes à la SS en vue de leur « néantisation par le travail » (cf. 3 mars).

24 septembre Révocation par Hitler (cf. 19 décembre 1941) du général Franz Halder (cf. 19 août 1938, 15-24 septembre 1938) pour opposition à ses ordres (suspecté de résistance, il sera envoyé en camp de concentration au lendemain de l'attentat du 20 juillet 1944) ; son successeur, le général Kurt Zeitzler, sera destitué à son tour le 10 juillet 1944 pour dissensions stratégiques avec le *Führer* et remplacé par le général Heinz Guderian (cf. 15-16 décembre 1941) qui, en tant que président de la « Cour d'honneur de l'armée » (*Ehrenhof des Heeres*), conduira, en liaison avec Roland Freisler (cf. 20 août), la répression

sanglante des officiers compromis dans la tentative de putsch (cf. 20, 21 et 22 juillet 1942).

[385]

26 septembre Arrestation du psychanalyste John F. Rittmeister, dénonciateur des théories jungiennes (cf. mi-mai 1936, 8 octobre 1937) et membre de l'« Orchestre rouge » (cf. septembre) ; condamné à mort, il sera exécuté le 13 mai 1943, à l'âge de 45 ans.

En Suisse, Heinrich Rothmund réitère à plusieurs reprises à la police des frontières son ordre de refouler les Juifs (cf. 13 août) et précise que rien ne justifie que des émigrants « pour raisons raciales » (« *aus Rassegründen* ») bénéficient des mesures éventuellement prévues pour des réfugiés politiques.

30 septembre Discours de Hitler au Palais des sports de Berlin : après avoir annoncé la prise imminente de Stalingrad (cf. 28 juillet), longuement ironisé sur la mégalomanie des Alliés, et réaffirmé agir pour « la protection de l'Europe contre le bolchevisme », le *Führer* revient sur son avertissement du 30 janvier 1939 concernant le génocide : « À l'époque, les Juifs, même en Allemagne, ont ri de ma prophétie. J'ignore s'ils rient encore aujourd'hui ou s'ils ont déjà perdu l'envie de rire. Mais ce que je suis en mesure d'assurer dès maintenant, c'est qu'ils vont ravalier partout leur hilarité ». Puis, après un vibrant hommage aux soldats pour leur courage et à la population pour les sacrifices consentis afin de gagner la guerre, il s'engage à « néantiser » (« *vernichten* ») tous ceux qui chercheront d'une quelconque manière à saboter la victoire. En effet, « que nous soyons vaincus est impossible et exclu » (« *unmöglich und ausgeschlossen* »).

4 octobre « Épuration » (*Säuberung*) des camps de concentration du *Reich* de tous les détenus juifs ; déportation vers l'Est.

9 octobre Ordonnance de la Chancellerie du Parti (Martin Bormann, cf. 12 mai 1941) : en raison des rumeurs qui courent au sein de la population allemande sur l'extermination des Juifs (provenant généralement « de permissionnaires [...] engagés à l'Est »), l'action doit être présentée comme une mesure prise « dans l'intérêt de la sauvegarde définitive de notre Communauté raciale populaire ». Dans la foulée, une directive à la presse rédigée par Otto Dietrich (cf. 2 août 1931, 2 juillet 1933) stipulera : « La propagande antijuive se situe au même

niveau que la propagande contre le [386] bolchevisme. Le traitement de ce thème [doit] provoquer des sentiments de haine [...]. Il faut mettre l'accent [sur le fait que] le Judaïsme [...] est criminel par prédisposition [...]. La néantisation (*Vernichtung*) du Judaïsme [...] est utile [...] de la même façon que la peine de mort ou la détention de haute sécurité pour les criminels » (toutefois le processus d'élimination industrielle par gazage reste un secret d'État).

10 octobre Arrestation de Eva-Maria Buch (21 ans, catholique de gauche, membre de l'« Orchestre rouge » /cf. septembre) qui a appelé des « travailleurs étrangers » (cf. 20 avril) à se révolter contre leurs exploiters (exécution en août 1943).

18 octobre Hitler donne l'ordre aux officiers de la *Wehrmacht* de faire exécuter systématiquement, après interrogatoire par le *SD*, tous les agents ou membres de commandos ennemis opérant sur le territoire du *Reich* ou dans les territoires occupés par le *Reich* (*Kommandobefehl*).

23 octobre Directive de Himmler érigeant la récupération de l'or dentaire en règle absolue (cf. 10 juillet 1941), ainsi que de tous les objets en or appartenant aux déportés ; entente avec le ministre de l'Économie du *Reich* et président de la Banque centrale du *Reich*, Walther Funk (cf. index), pour que les lingots fondus par la *Degussa* soient entreposés dans des banques suisses.

28 octobre À la prison de Berlin-Plötzensee, exécution à 17 ans de l'apprenti de Hambourg, Helmuth Hübener, qui, aidé par un groupe de jeunes, a imprimé et diffusé des tracts basés sur l'écoute de radios étrangères (cf. 23 mars 1942).

Fin octobre Arrestation par la Gestapo de la résistante catholique d'origine juive Maria Terziel et de son fiancé Helmut Himpel qui fournissent de faux papiers aux Juifs (exécutés en 1943).

Démantèlement du « cercle extérieur » (*äußerer Kreis*) de l'« Orchestre rouge » (cf. septembre), regroupant les « techniciens » chargés des émetteurs clandestins et de la télétransmission des informations économiques et militaires recueillies [387] par le « cercle intérieur » ; nombreuses condamnations à mort (John Sieg, Hans et Hilde Coppi, Erika von Brockdorff).

Novembre Le général SS Werner Best — ancien chef du bureau administratif et juridique du *RSHA* (cf. 27 septembre 1939) et chargé

depuis 1940 de coordonner la lutte contre la Résistance près le « Gouverneur militaire en France » (cf. 25 juin 1940, 2_ septembre 1941, 13 février 1942) — est nommé « Plénipotentiaire du *Reich* pour le Danemark » (*Reichsbevollmächtigter für Dänemark*) : en raison de la multiplication des grèves et des actes de sabotage, il proclame la loi martiale, ce qui n'empêchera pas les résistants danois d'organiser en 1943 l'évacuation par bateaux de pêche vers la Suède neutre de 94% des Juifs (7906) en voie de déportation (492 à Theresienstadt/cf. 4 juin).

Dans le cadre du projet pour un « Nouvel ordre européen » (*Neuordnung Europas = NOE*, cf. 7 février 1934, 31 mai 1940), publication chez l'éditeur berlinois Paschke de l'ouvrage *Communauté économique européenne (Europäische Wirtschafts-gemeinschaft)* sous la direction du ministre de l'Économie du *Reich* et président de la Banque centrale du *Reich*, Walther Funk (cf. index), ainsi que, chez l'éditeur Meinhold de Dresde, du mémoire *La nouvelle Europe (Das neue Europa)* par la « Société berlinoise pour la planification économique européenne » (*Gesellschaft für europäische Wirtschaftsplanung Berlin*).

4 novembre En Égypte (cf. 21 juin), défaite du maréchal Rommel à El-Alamein ; début de la retraite de l'*Afrika-Korps*.

8 novembre Les Alliés débarquent au Maroc et en Algérie.

9 novembre Arrivé le 5 à Alger, l'amiral Darlan (cf. 18 avril) traite avec les Alliés ; il est déchu de toute fonction par le maréchal Pétain.

11 novembre En France, suite aux événements en Afrique du Nord (cf. 8 et 9 novembre), le *Reich* occupe la zone libre (cf. 25 juin 1940), mais laisse en place le gouvernement de Vichy ; développement des « maquis ».

[388]

22 novembre À Stalingrad (cf. 30 septembre), la VI^e armée allemande, commandée par le maréchal Friedrich Paulus, est encerclée par les troupes soviétiques.

27 novembre En France, occupation de Toulon par les troupes allemandes (cf. 11 novembre) ; la flotte française se saborde sur consigne de Darlan (cf. 9 novembre) qui est aussitôt déchu de sa nationalité (prétendant représenter la France anticollaborationniste, il sera assassiné le 26 décembre par un étudiant gaulliste, le général

refusant toute compromission avec des « vichystes », eussent-ils retourné leur veste).

29 novembre En France, l'OSE (cf. 15 juin 1940, 23 juillet) entre dans la clandestinité ; des filières s'organisent pour cacher les enfants juifs et tenter de les faire passer en Suisse et en Espagne.

Fin novembre En Suisse, le *Schweizerischer Vaterländischen Verband* (« Association patriotique Suisse » fondée dès 1918 par le Dr Alfred Bircher et plaçant déjà à cette époque pour un régime autoritaire fondé sur l'antisocialisme, l'antisémitisme et le refus de toute immigration) appelle la population à ne pas se laisser émouvoir par le sort des fugitifs juifs : leur accueil conduirait à un « engouffrement sous l'afflux d'étrangers » (*Überfremdung*) et à terme à une « soviétisation » du pays (*Sowjetschweiz*) ! Simultanément, le Conseil fédéral ordonne à la presse de ne donner aucune information sur les camps nazis d'extermination.

Médecin de formation, officier supérieur dans l'armée confédérale et proche des milieux gouvernementaux, Alfred Bircher (cf. supra) forme un corps sanitaire d'assistance aux troupes allemandes sur le front de l'Est.

1^{er} décembre Hitler décide la militarisation totale du *Reich*.

12 décembre Suite à la décision de Hitler de militarisation totale (cf. 1^{er} décembre), les membres du Parti et de ses organisations reçoivent les pleins pouvoirs pour « activer » (*aktivieren*) la population et agir « par tous les moyens à leur disposition » (« *mit [389] allen zur Verfügung stehenden Mitteln* ») sur les « râleurs » (*Meckerer*), « propagateurs de rumeurs » (*Gerüchtemacher*), « démoralisateurs » (*Wehrkraftzersetzer*), « fauteurs de troubles » (*Unruhestifter*), « défaitistes » (*Defätisten*), et autres « traîtres à la Communauté raciale populaire » (*Volksverräter*).

16 décembre Le maréchal Wilhelm Keitel (cf. 13 mai 1941, 16 septembre 1941, 7 décembre 1941) donne ordre aux troupes d'occupation d'« utiliser les moyens les plus brutaux » (« *mit allerbrutalsten Mitteln* ») « pour maîtriser la peste » (« *um dieser Pest Herr zu werden* ») de la Résistance, quand bien même s'agirait-il de tuer « des femmes et des enfants » (« *Frauen und Kinder* »).

Heinrich Himmler fait transférer tous les Tsiganes et descendants de Tsiganes (cf. 8 décembre 1938, 27 avril 1940, 22 juin 1941, fin décembre 1941, 18 septembre) à Auschwitz-Birkenau en vue de leur « liquidation totale » (« *totale Liquidierung* »). Peu évoqué, le génocide nazi des Tsiganes (dénommé par eux « *Samudaripen* ») s'est élevé globalement à environ 220 000 victimes.

17 décembre Dans une déclaration commune, les Alliés promettent l'expiation de l'extermination des Juifs.

23 décembre Fritz Sauckel (cf. 21 mars) annonce que plus de 3 millions de « travailleurs étrangers » (*Fremdarbeiter*) ont été réquisitionnés par le *Reich* pour compenser la main-d'œuvre allemande envoyée au front (1 750 000 prisonniers de guerre ; 570 000 Français, Belges et Hollandais ; 1 480 000 Polonais et Soviétiques). Le tribunal de Nuremberg estimera à 12 millions le nombre des « travailleurs étrangers » ayant été déportés en Allemagne.

Fin décembre Alfred Rosenberg (cf. 14 juillet 1941) déclenche l'« Action fenaison » (*Heuaktion*) : afin de fournir des « petites mains » aux commerçants, artisans et PME du *Reich*, rapt massif (environ 45 000) de garçons et filles slaves de 10 à 14 ans susceptibles d'être assimilés en raison de leur « génotype ».

[390]

REPÈRES CULTURELS ET IDÉOLOGIQUES

Herbert Reinecker, *Le Village près d'Odessa* (drame qui connaît un immense succès sur les scènes du *Reich* ; après la guerre, Reinecker sera le scénariste des séries policières *Le Commissaire* et *Inspecteur Derrick*). À Rio de Janeiro, suicide de Stefan Zweig qui vient de publier *Le Joueur d'échecs*. À Haïfa (Palestine), création de la revue *Orient* par Arnold Zweig. À Mexico, Egon Erwin Kisch et Anna Seghers (dont *La Septième croix* vient de sortir aux éditions « Querido », cf. *Repères 1933*) fondent, avec d'autres intellectuels en exil, les éditions « El Libro Libre ». Franz Neumann, *Béhémoth* (analyse sociopolitique du troisième *Reich*, trad. fr. Payot, 1997) ; Willi Bredel : *Le Testament du*

soldat du front ; Nouvelles de l'Allemagne hitlérienne. Erich Weinert : *La Mort pour la patrie* (récits) ; *Le Führer* (satire). Stefan Heym, *Les Otages* (l'occupation à Prague). Bruno Frei, *Les Hommes du Vernet* (autobiographique, cf. *Repères 1941*). Friedrich Wolf, *Les Patriotes* (drame sur la Résistance française). Hans Habe, *Quand bien même seraient-ils mille à mourir* (la défaite militaire de la France vécue sur le terrain par un antinazi autrichien, cf. 24 mai 1940). Klaus Mann, *Le Tournant* (en anglais, sur le quotidien des émigrés). Le philosophe juif, Martin Buber, établi à Jérusalem depuis 1938, est destitué de ses titres universitaires par l'université de Vienne où il avait fait ses études. À Amsterdam, Anne Frank commence la rédaction de son *Journal*. Dans l'intention d'éclairer le monde sur la barbarie nazie, Heinz Jost, révoqué du *RSHA* (cf. 27 septembre 1939) début 1941 et envoyé sur le front de l'Est comme simple soldat, réalise clandestinement avec un « Leica » (cf. 8 juin 1933) 129 photos dans le ghetto de Varsovie. Arrestation et condamnation à mort du sculpteur berlinois Kurt Schumacher et de son épouse Élisabeth, tous deux membres de l'« Orchestre rouge » (cf. septembre). Exécution à la prison de Berlin-Plötzensee du peintre communiste et enseignant aux Beaux-Arts de Dresde, Fritz Schulze (cf. 8 mars 1940). Dénoncé par un collègue pour propos diffamatoires envers la *Wehrmacht*, le cinéaste Herbert Selpin (cf. *Repères 1941*) est arrêté par la Gestapo et retrouvé pendu dans sa cellule. Mort au *Goulag* de l'actrice de théâtre communiste Carola Neher, réfugiée en URSS et internée par Staline depuis 1936. En France, publication par le syndicat des éditeurs d'une nouvelle « Liste Otto » (cf. *Repères 1940* et *1941*). Goebbels confère à l'Ufa (cf. *Repères 1941*) le monopole de la production cinématographique du *Reich*. Sortie sur les écrans : *Le grand roi* (Veit [391] Harlan, un Frédéric le Grand ressemblant étrangement au *Führer* !) ; *Andréas Schlüter* (Herbert Maisch, le Hitler des grands travaux — cf. *Repères 1934* et *1938*, 23 juin 1940 — assimilé au grand architecte prussien du XVII^e siècle) ; *Attentat sur Bakou* (Fritz Kirchhoff ; les Anglais comme fauteurs de guerre) ; *GPU* (Karl Ritter ; une jeune fille balte, qui a vu dans son enfance sa famille assassinée par des agents soviétiques, met tout en œuvre pour se venger) ; *Les Chiens du ciel* (Roger von Norman ; sur les pilotes de la *Luftwaffe*) ; *Le grand amour* (Rolf Hansen ; une chanteuse à succès tombe follement amoureuse d'un officier de la *Luftwaffe* et met son art au service de la guerre ; avec *Concert à la carte* — cf. *Repères 1940* — , le plus grand succès commercial du troisième Reich).

[391]

**Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.**

Année 1943

[Retour à la table des matières](#)

Janvier Dans de nombreuses interventions et articles, le ministre de la Propagande, Joseph Goebbels, promet que le *Reich* disposera bientôt d'« Armes miracles » (*Wunderwaffen*) qui assureront la victoire ; construction de bombes volantes (*VI = Vergeltungswaffe 1* = « Arme de représailles 1 »), de missiles supersoniques à longue portée (*V2 = Vergeltungswaffe 2* = « Arme de représailles 2), d'avions à réaction (*Me[sserschmitt] 262, He[inkel] 162*) et de sous-marins de poche (*Kleinst-U-Boote*) ; mise en œuvre d'un programme atomique sans grands moyens (cf. 6 janvier 1939) sous la direction des physiciens Werner Heisenberg (cf. *Repères 1932*) et Cari Friedrich von Weizsäcker.

Mise en œuvre avec d'énormes moyens du programme atomique américain.

8 janvier À Stalingrad (cf. 28 juillet 1942, 30 septembre 1942, 22 novembre 1942), le maréchal Friedrich Paulus demande au *Führer* l'autorisation de capituler pour sauver la vie de ses hommes (ainsi que le lui proposent les Soviétiques).

[392]

13 janvier Décret secret (*Geheimerlaß*) de Hitler en vue de l'engagement de l'ensemble de la population du *Reich* dans la « guerre totale ».

15 janvier Dans le cadre de la « guerre totale » (cf. 13 janvier), ordre d'Albert Speer (cf. 9 février 1942, 18 février 1942, 16 mars 1949) à l'industrie d'intensifier la production d'armement.

14 janvier Jusqu'au 24, Conférence de Casablanca : Roosevelt et Churchill (Staline a décliné l'invitation en raison de l'offensive générale en cours sur le front de l'Est, mais est systématiquement tenu au courant des décisions) adoptent le principe de la « capitulation inconditionnelle » de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon.

21 janvier Suite à ses protestations contre la « guerre totale » (cf. 1^{er} décembre 1942, 13 et 15 janvier), Hjalmar Schacht (cf. 20 janvier 1939) est renvoyé du gouvernement.

23 janvier L'*Afrika-Korps* (cf. 4 et 8 novembre 1942) et les troupes italiennes évacuent la Libye.

25 janvier Décret de Hitler sur la mise en œuvre de la « guerre totale » (cf. 13 janvier, 15 janvier).

26 janvier Dans le cadre de la « guerre totale » (cf. 25 janvier) les Jeunes hitlériens doivent, en dehors de leurs horaires scolaires, servir (cf. 31 mai 1942) comme « auxiliaires de la DCA » (*Flakhelfer*).

27 janvier La *Royal Air Force* opère désormais conjointement avec la 8^e flotte aérienne américaine basée en Angleterre.

Dans le cadre de la « guerre totale » (cf. 25 et 26 janvier), ordonnance Sauckel (cf. 20 avril 1942) contraignant les hommes de 16 à 65 ans et les femmes de 17 à 45 ans à s'investir dans des « tâches de défense du Reich » (*Aufgaben der Reichsverteidigung*).

Déportation à Auschwitz des Juifs travaillant dans les usines d'armement berlinoises.

[393]

30 janvier Le général SS, Ernst Kaltenbrunner (cf. 12 mars 1938), remplace Reinhard Heydrich (cf. 27 mai et 4 juin 1942) à la tête *du RSHA* (cf. 27 septembre 1939).

31 janvier Repli allemand devant Leningrad et dans le Caucase.

Février À Berlin, manifestations de femmes « aryennes » devant la prison de la *Rosenstraße* afin d'obtenir la libération de leurs conjoints juifs.

2 février À Stalingrad (cf. 8 janvier), capitulation de la VI^e armée allemande : le maréchal Friedrich Paulus, vingt-trois généraux et quatre-vingt-dix-mille combattants sont prisonniers des Soviétiques.

4 février Dans le cadre de la « guerre totale » (cf. 25 et 26 janvier, 27 janvier), afin de « libérer massivement de la main-d'œuvre pour des tâches de défense du *Reich* » (*Arbeitskräfte [...] weitgehend für Aufgaben der Reichsverteidigung freizumachen*), fermeture des entreprises et commerces n'étant pas « d'un besoin vital » (*lebenswichtigen Bedarfs*).

5 février Directive d'Otto Dietrich (cf. 9 octobre 1942) à la presse : « En soulignant la ferme intention du Judaïsme de procéder à la néantisation (*Vernichtung*) de tous les Allemands, on consolidera chez ceux-ci la volonté d'affirmation de soi ».

6 février À Posen (Poznan, cf. 8 octobre 1939), conférence des cadres du Parti et de ses organisations : Albert Speer ordonne que chacun dans sa fonction s'investisse pleinement dans la mise en œuvre de la « guerre totale » (cf. 13 janvier, 25 et 26 janvier, 27 janvier, 4 février).

16 février Pour mettre un terme aux activités de la « Rose blanche » (cf. début juillet 1942), le *Gauleiter* de Munich, Paul Giesler, harangue les étudiants dans le grand amphithéâtre de l'université et les traite de « parasites » ; concernant les étudiantes, il leur rappelle leur devoir de maternité (cf. 4-10 septembre 1934, 4 novembre [394] 1939, 6 novembre 1941, 17 mai 1942) et, se croyant spirituel, précise que, si l'une d'entre elles éprouve des difficultés à trouver un partenaire, il mettra volontiers à sa disposition un homme de ses services qui saura la satisfaire...Déclenchement spontané d'une manifestation qui est violemment matée par la police...

En France, Pierre Laval institue le STO (Service du travail obligatoire en Allemagne, cf. 4 septembre 1942). Pour s'y soustraire, de très nombreux jeunes gens rejoignent les maquis.

18 février Dans le cadre de la mise en œuvre de la « guerre totale » (cf. du 13 janvier au 16 février), discours de Joseph Goebbels au Palais des sports de Berlin devant un auditoire soigneusement sélectionné censé « représenter la nation » (« *Ihr repräsentiert in diesem Augenblick die Nation* ») et « répondre en connaissance de cause et en

toute conscience » (« *nach bestem Wissen und Gewissen beantworten* ») à la question : « Voulez-vous la guerre totale ? La voulez-vous, si nécessaire, plus totale et plus radicale que tout ce que nous sommes aujourd'hui en mesure d'imaginer ? » (« *Wollt ihr den totalen Krieg ? Wollt ihr ihn, wenn nötig, totaler und radikaler, als wir ihn uns heute überhaupt noch vorstellen können ?* ») ; au terme d'un déchaînement de « oui », le ministre conclut : « Par votre bouche s'est manifestée l'opinion de la Communauté raciale populaire allemande » (« *Durch euren Mund hat sich die Stellungnahme des deutschen Volkes manifestiert* »), puis lance en apothéose la formule : « *Nun Volk, steh auf und Sturtn, brich los !* » (« Maintenant, Communauté raciale populaire, dresse-toi et que la tempête se déchaîne ! »).

Dernier tract de « La Rose blanche » (cf. début juillet 1942) ; démantèlement du groupe suite une dénonciation : arrestation (puis exécution quatre jours plus tard après condamnation par Roland Freisler, cf. 20 août 1942, 24 septembre 1942) de Hans Scholl (25 ans), de sa sœur Sophie (22 ans), et du jeune père de famille Christoph Probst ; suivront Willi Graf, Alexander Schmorell, ainsi que le professeur Kurt Huber ; répression des sections de la « Rose blanche » de Hambourg (Hans Leipelt) et Fribourg-en-Brisgau (Heinz Bollinger, Helmut Bauer).

[395]

25 février L'Église catholique allemande condamne l'élimination des Juifs (cf. 27 janvier).

27 février Message radiodiffusé du *Führer* qui concentre essentiellement ses attaques sur Staline. Il s'agit là, à en croire certains documents, de faire un appel du pied aux milieux politiques occidentaux pour que, face à la gravité de la situation à l'Est, ils décident finalement de soutenir le « rempart anticommuniste » que constitue le *Reich* (Göring : « Un accord est toujours possible avec des *gentlemen*, mais pas avec les bolcheviques ») ; pas d'écho de la part des Anglo-Américains.

28 février En Norvège (cf. 10 juin 1940, 1^{er} février 1942), afin de bloquer le programme nucléaire nazi (cf. janvier), destruction par un commando allié de l'usine Norsk-Hydro (à environ 40 kilomètres à l'Ouest d'Oslo) exploitée par les Allemands afin d'obtenir l'eau lourde nécessaire à la mise en service d'une pile atomique.

Mars Convois de Juifs hollandais vers Sobibor (cf. 18 mai 1942) ; déportation vers Treblinka (cf. début juillet 1942) de Juifs de Vienne, Prague, du Luxembourg, etc..

L'évêque catholique de Berlin (cf. 25 février), Konrad von Preysing (cf. 9 juillet 1937), demande au Vatican de prendre une position ferme contre l'élimination des Juifs ; Pie XII se contente de lui adresser une lettre de réconfort...

2 mars En France, suite à l'exécution à Paris de deux officiers allemands par la Résistance, Berlin réclame 2000 otages juifs.

À Annecy (zone d'occupation italienne), les soldats du *Duce* libèrent les Juifs raflés par la gendarmerie française (cf. supra) et leur font passer les Alpes.

13 mars Le général Henning von Tresckow et son officier d'ordonnance, le juriste Fabian von Schlabrendorff, tentent de supprimer Hitler en faisant sauter son avion ; la bombe ne fonctionne pas (après d'autres projets avortés, ils se rallieront au plan Stauffenberg, cf. 1^{er} octobre).

[396]

Dissolution du ghetto de Cracovie.

À partir du 20 mars Progression rapide des Alliés en Afrique du Nord (cf. 23 janvier).

21 mars Discours de Hitler à Berlin : après avoir affirmé que le front est désormais stabilisé (« *gelingen [...], die Front zu stabilisieren* ») et qu'ont été prises toutes les mesures pour assurer la victoire définitive (« *Maßnahmen [...] bis zum endgültigen Sieg* »), le *Führer* s'épanche sur la responsabilité des Juifs dans le déclenchement d'une guerre où le *Reich* doit faire front aux forces conjuguées des « intérêts capitalistes » (« *kapitalistische Interessen* ») anglo-américains et des « instincts destructeurs du bolchevisme » (« *bolschewistische Instinkte [...] zur Vernichtung* »). Or l'avenir des peuples civilisés ne sera « ni judéobolchevique ni judéocapitaliste » (« *weder jüdisch-bolschewistisch noch jüdisch-kapitalistisch* »), mais s'édifiera sur les idéaux défendus par l'État national-socialiste. C'est pourquoi les victimes des combats ne se seront pas sacrifiées en vain (« *vergeblich* ») ; ils resteront à jamais dans le cœur de l'humanité future « comme les héros et pionniers immortels d'une ère meilleure »

(« *als die unvergänglichen Helden und Pioniere eines besseren Zeitalters* »).

Présentation par le ministre des Affaires étrangères du *Reich*, Joachim von Ribbentrop, d'un projet de fédération européenne sous égide allemande (cf. novembre 1942) auquel seraient favorables l'Italie, la France, le Danemark, la Norvège, la Finlande, la Roumanie, la Bulgarie, la Slovaquie, la Croatie, la Serbie, la Grèce et l'Espagne ; le *Führer* préfère attendre la fin de la guerre.

12 avril À Katyn, à une vingtaine de kilomètres à l'Ouest de Smolensk, mise à jour par l'armée allemande de charniers contenant environ 4100 cadavres d'officiers polonais assassinés en 1939 (cf. 23 août 1939, 17 septembre 1939, 28 septembre 1939). Rupture de Staline avec le gouvernement polonais en exil (cf. 14 août 1941) qui le met en accusation. Pour leur part, les Alliés occidentaux, soucieux de la cohésion du front antihitlérien, soutiennent la thèse soviétique d'un massacre perpétré par les nazis. Début d'une vaste polémique à laquelle une commission d'enquête [397] mettra un terme en 1952 en concluant à la responsabilité des services secrets staliniens.

À partir du 13 avril Exploitation forcenée par la propagande nazie du massacre de Katyn, argument-choc pour persuader les Allemands de la nécessité de la « guerre totale » (cf. du 13 janvier au 18 février) et l'étranger de la « barbarie bolchevique » (cf. 27 février, 21 mars) ; la revue internationale *Signal* (cf. *Repères 19-38*) va y consacrer tout un numéro essentiellement basé sur des photographies.

14 avril Dans un rapport au *Führer*, le « plénipotentiaire général pour le service du travail obligatoire », Fritz Sauckel (cf. 21 mars 1942, 20 avril 1942, 7 mai 1942, 23 décembre 1942, 27 janvier 1942) annonce que Pierre Laval (cf. 18 avril 1942, 4 septembre 1942, 16 février) va envoyer plusieurs centaines de milliers de travailleurs en Allemagne en raison de l'excellent traitement dont ils bénéficient (« Pour cela, Laval m'a à plusieurs reprises prié de bien vouloir vous transmettre, mon *Führer*, l'expression de sa sincère gratitude » / « *Laval hat mich wiederholt gebeten, Ihnen, mein Führer, seinen aufrichtigen Dank hier für übermitteln zu wollen* ») ; il précise en outre que les 3 638 056 « travailleurs étrangers » présents en Allemagne donnent majoritairement satisfaction et reconnaissent que les conditions qui leur sont faites par le *Reich* sont bien plus favorables que les « méthodes du

monde capitaliste et bolchevique » (« *Methoden der kapitalistischen und bolschewistischen Welt* ») ; enfin, 5 millions de travailleurs et travailleuses allemands ont été reconvertis dans des secteurs indispensables à la conduite de la guerre (cf. 4 février).

17 avril Hitler à l'amiral Miklos Horthy, régent de Hongrie : « Si les Juifs ne veulent pas travailler, on les fusille. S'ils ne peuvent pas travailler, il faut qu'ils périssent [...]. Ce n'est pas cruel. Il suffit de considérer que même des créatures innocentes de la nature, comme les lièvres ou les chevreuils, sont tués pour empêcher leur nuisance. Pourquoi épargner des brutes dont l'intention était de faire régner le bolchevisme ? » Présent à l'entretien, le ministre [398] des Affaires étrangères du *Reich*, Joachim von Ribbentrop, conclut qu'« il n'y a pas d'autre solution ».

18 avril Suite à des actes de rébellion qui se multiplient depuis janvier, Himmler donne ordre de dissoudre en trois jours le ghetto de Varsovie (cf. 16 octobre 1940, 15 novembre 1940).

19 avril À 3 heures du matin, suite à l'instruction de Himmler (cf. 18 avril), le chef de la SS et de la police pour Varsovie, Ferdinand von Sammern-Frankenegg, lance l'opération d'évacuation du ghetto qui est encerclé ; à 6 heures, des unités de la « Waffen-SS » pénètrent dans le ghetto et sont repoussées : révolte sous la direction de l'« Organisation juive de combat » (ZOB) ; à 8 heures, entrée en action du général SS Jürgen Stroop auquel, en dépit d'énormes moyens (lance-flammes, artillerie légère, chars), il va falloir vingt-six jours pour venir à bout des insurgés.

22 avril Rappel de Rommel (cf. 20 mars) ; le général Hans-Jürgen von Arnim prend le commandement des troupes germano-italiennes en Afrique du Nord.

Otto Dietrich (cf. 5 février) donne ordre à la presse de déclarer les Juifs responsables du massacre de Katyn (cf. 12 et 13 avril) et de sans cesse souligner que le but des Juifs a de tout temps été d'anéantir la civilisation européenne.

25 – 26 avril Protestations de l'Église catholique allemande contre les déportations des Juifs (mars, 13 mars) et les événements en cours à Varsovie (cf. 19 avril).

À partir de mai Dans le cadre de la propagande pour la « guerre totale » (cf. 25 et 26 janvier, 27 janvier, 6 février, 13 avril), les permissionnaires du front les plus décorés (notamment les *Ritterkreuzträger* = « chevaliers dans l'ordre de la Croix de fer ») sont astreints à des conférences dans les établissements scolaires.

2 mai Mort dans un accident d'automobile du chef d'état-major de la SA, Viktor Lutze (cf. 2 juillet 1934, 21 janvier 1939) ; il est remplacé par Wilhelm Schepmann dont le rôle se limitera à [399] l'instruction militaire de la population civile en vue de la constitution du *Volkssturm* (cf. 25 septembre 1944).

12 mai Suite à la prise de Tunis, Bizerte et Hammamet par les Alliés, capitulation des troupes germano-italiennes en Afrique du Nord (cf. 22 avril).

15 mai Espérant l'ouverture d'un deuxième front » par les Alliés occidentaux dont il redoute qu'ils cèdent aux sirènes de l'anti-bolchevisme (cf. 27 février), Staline dissout l'Internationale communiste (*Komintern*).

16 mai Fin du ghetto de Varsovie qui est complètement rasé (cf. 19 avril) ; Jürgen Stroop : « Il n'existe plus de district d'habitation juif à Varsovie ! » (« *Es gibt keinen jüdischen Wohnbezirk in Warschau mehr !* »). La « grande opération » (Stroop) se solde par la mort ou la déportation de plus de 56 000 Juifs.

Dans le secteur « aryen » de Varsovie, dynamitage par un commando SS de la synagogue Tlomacki

27 mai Réunis depuis le 12 en conférence à Washington, Roosevelt et Churchill décident de repousser l'ouverture du « deuxième front » à 1944 (cf. 15 mai) ; Staline rappelle ses ambassadeurs aux É.-U. et en Angleterre et des contacts secrets sont établis par les services soviétiques avec des proches de Ribbentrop : colère de Hitler qui fait savoir que « la guerre contre l'URSS se poursuivra sans merci ».

11 juin Himmler ordonne la liquidation de tous les ghettos de l'Est de l'Europe ; plusieurs se soulèveront avant d'être anéantis.

Fin juin Fritz Sauckel (cf. 27 janvier, 14 avril) annonce que plus de 100 000 Allemands et plus d'un million d'Allemandes ont été affectés à « tâches de défense du *Reich* », majoritairement dans l'industrie.

1^{er} juillet Durant dix jours et dix nuits, violents bombardements alliés sur la Ruhr, les ports et centres économiques du *Reich*.

[400]

10 juillet Débarquement allié en Sicile ; les troupes italiennes abandonnent la conduite des opérations à la *Wehrmacht*.

12 – 13 juillet À Krasnorgosk, près de Moscou, constitution du « Comité national Allemagne libre » (*Nationalkomitee Frètes Deutschland = NKFD*) par des dirigeants du Parti communiste en exil (Walter Ulbricht, Wilhelm Pieck), des syndicalistes (Anton Ackermann), des écrivains (Johannes Robert Becher, Willi Bredel, Friedrich Wolf, Gustav von Wangenheim), ainsi que des officiers allemands (maréchal Friedrich Paulus, général Walther von Seydlitz-Kurzbach) en captivité depuis la défaite de Stalingrad (cf. 2 février) ; la présidence est assurée par le poète Erich Weinert, le commandant Karl Hetz et le sous-lieutenant Heinrich von Siedel) ; publication d'un manifeste diffusé par radio Moscou :

« [...] Hitler conduit l'Allemagne à l'abîme [...]. Les faits le prouvent : la guerre est perdue [...]. Poursuivre cette guerre désespérée signifierait la fin de notre nation. Mais l'Allemagne ne doit pas mourir ! Il en va aujourd'hui de l'existence ou de la disparition de notre patrie. Si le peuple allemand continue à se laisser mener à sa ruine sans résistance, non seulement il s'affaiblira un peu plus chaque jour que durera la guerre, mais en plus il accroîtra sa faute ; et Hitler ne sera abattu que par les armes de la coalition, ce qui signifiera la fin de notre indépendance nationale, la fin de notre État, le morcellement de notre patrie ; et nous ne pourrions qu'en faire grief qu'à nous-mêmes. Si toutefois le peuple allemand se ressaisit à temps et fait la preuve par ses actes qu'il est décidé à être un peuple libre et qu'il est déterminé à libérer l'Allemagne du joug de Hitler, alors il pourra prétendre à décider par lui-même de son avenir et à faire entendre sa voix dans le monde. Voilà l'unique solution pour sauver l'existence, la liberté et l'honneur de la nation allemande [...]. Personne ne conclura la paix avec Hitler ; personne ne saurait traiter avec lui ; c'est pourquoi la constitution d'un authentique gouvernement allemand est une tâche primordiale pour notre peuple ; lui seul aura la confiance du peuple et de ses

anciens ennemis ; lui seul sera à même de ramener la paix [...]. Notre but, c'est donc l'Allemagne libre. Ce qui veut dire : un État démocratique [...]. L'abolition définitive de toutes les lois xénophobes et raciales, de toutes les institutions hitlériennes [...] susceptibles de constituer une menace pour la liberté et la dignité humaine. La réhabilitation et l'extension des droits politiques et des conquêtes sociales des travailleurs, la liberté d'expression, de la presse, d'organisation, d'opinion et du culte. La liberté [401] économique et commerciale ; la garantie du droit au travail et à la propriété légalement acquise ; la restitution à leurs propriétaires des biens dérobés par les dirigeants nationaux-socialistes ; la confiscation des fortunes des criminels et profiteurs de guerre ; des échanges commerciaux avec les autres pays comme base du bien-être national. La libération et du dédommagement immédiat de toutes les victimes du régime hitlérien. Le jugement juste et sans ménagements des criminels de guerre, des meneurs et de leurs complices, qui ont précipité l'Allemagne dans la ruine, la culpabilité et la honte... »

20 juillet Hitler rencontre Mussolini à Feltre et l'assure de son soutien (cf. 10 juillet).

24 juillet Durant six jours, pilonnage intensif de Hambourg par 2200 avions alliés (cf. 27 janvier) : plus de 30 000 morts. Désormais, les raids aériens sur l'Allemagne seront pratiquement quotidiens jusqu'en 1945.

25 juillet En Italie, le roi Victor-Emmanuel III est investi des pleins pouvoirs par le Grand Conseil fasciste (*Gran Consiglio del Fascismo*) : destitution de Mussolini (cf. 20 juillet) qui est assigné à résidence dans plusieurs lieux avant d'aboutir dans un hôtel du San Grasso au cœur des Abruzzes ; le maréchal Pietro Badoglio (cf. 13 septembre 1940) dissout le Parti fasciste et forme le nouveau gouvernement ; il fait savoir à Hitler que son pays poursuivra la guerre aux côtés du *Reich*.

31 juillet Mise en place du plan « Walkyrie » (*Walküre*) : dispositions permettant l'intervention immédiate de l'armée en cas de troubles intérieurs, d'une révolte des « travailleurs étrangers » (cf. 20 avril 1942, 10 octobre 1942, 23 décembre 1942, 14 avril) ou d'un parachutage massif de commandos alliés.

Août En Suisse, grâce au soutien du théologien Karl Barth (cf. fin décembre 1934) et du professeur de droit international Arthur Baumgarten, mise en place d'une antenne du « Comité Allemagne libre » (cf. 12-13 juillet) dont le programme « est de prendre en compte avec le plus grand sérieux et la plus grande ouverture démocratique [...] les opinions de tous les opposants à Hitler » et de [402] créer les conditions pour la convocation d'une assemblée nationale élue au suffrage universel afin d'élaborer une Constitution pour le « remodelage de la nation allemande sur la base de la justice, de la liberté et de la coopération pacifique avec les autres peuples » (« *Neugestaltung der deutschen Nation auf dem Boden der Redites, der Freiheit und der friedlichen Zusammenarbeit mit allen Völkern* »).

2 août Insurrection de Treblinka (cf. début juillet 1942) ; le camp est détruit par un incendie ; il est rasé deux mois plus tard et le sol labouré (sur un millier de détenus, environ 600 étaient parvenus à s'évader ; seuls 40 survivront à l'hostilité des paysans polonais et à la traque des unités SS).

5 août À la prison de Munich-Stadelheim, décapitation à 19 ans de Walter Klingenberg, chef d'un groupe de jeunes ouvriers qui publie et distribue des tracts antihitlériens depuis mai 1940.

9 – 10 août Raids aériens sur Mannheim, Ludwigshafen, Nuremberg.

17 août Les troupes allemandes évacuent la Sicile (cf. 10 juillet, 20 juillet).

18 août Le maréchal Erwin Rommel (cf. 22 avril) est chargé d'arrêter la progression des Alliés en Italie.

Destruction par un bombardement allié du site de Peenemünde (mer Baltique) où sont construits les missiles supersoniques à longue portée V2 (cf. janvier) à la mise au point desquels travaille depuis 1937 l'ingénieur en aéronautique Wernher von Braun (alors 25 ans !) sous l'égide du général Karl Emil Becker et, depuis avril 1940 (suicide de Becker), du général Walter Dornberger. La fabrication des V2 est transférée dans des galeries souterraines à Dora-Mittelbau (dans le Harz, à l'origine une annexe du camp de Buchenwald où, jusqu'à la fin de la guerre, trimeront environ 30 000 concentrationnaires ; commandant Otto Förschner).

[403]

23 août Raids aériens sur Berlin.

Marginalisation de Hermann Göring (cf. 28 décembre 1940) qui, en tant que commandant en chef de la *Luftwaffe* (cf. 21 mai 1935), avait juré « bien vouloir être traité de pantin » (« *Meier heißen zu wollen* ») si un seul avion allié parvenait un jour jusqu'à Berlin ; il s'enfonce dans la drogue.

Début de la libération de l'Ukraine par les troupes soviétiques (prise de Kharkov).

24 août Heinrich Himmler devient ministre de l'Intérieur du *Reich*. Son prédécesseur, Wilhelm Frick (cf. index) est nommé « Protecteur du *Reich* pour la Bohême-Moravie » (cf. 27 mai 1942, 4 juin 1942) et reste membre du gouvernement ; à 66 ans, passablement déçu par l'attitude du *Führer* à son égard, Frick laisse régner Karl Hermann Frank (cf. 9 juin 1942).

La nomination de Himmler comme ministre de l'Intérieur (cf. supra) est accueillie avec enthousiasme par les milieux d'affaires ; le banquier Kurt von Schröder (cf. 11 décembre 1931, 20 juin 1932, 16 décembre 1932, 4 janvier 1933, 15 juillet 1933, 27 novembre 1934) proclame : « Une main forte est actuellement indispensable pour la gouvernance de ce ministère ».

2 septembre Walther Funk (cf. 15 janvier 1938, 20 janvier 1939, 23 octobre) renonce au ministère de l'Économie au profit d'Albert Speer (cf. 9 février 1942) qui est promu par Hitler « ministre du *Reich* pour les Armements et la Production de guerre » (*Reichsminister für Rustung und Kriegsproduktion* »).

3 septembre Débarquement allié en Calabre renforcé le 9 par un autre débarquement dans le golfe de Tarente ; début de la progression alliée sur Naples.

8 septembre Capitulation des forces armées italiennes ; le maréchal Badoglio (cf. 25 juillet) signe l'armistice avec les Alliés.

9 septembre Troublé par les événements qui se sont déroulés en Italie (cf. 25 juillet), Hitler fait mettre les membres du *Reichstag* [404] sous surveillance policière et ordonne l'exclusion de tous les princes de la *Wehrmacht*.

Mise en œuvre par le *Reich* de l'occupation du Nord et du centre de l'Italie, de la zone d'occupation italienne en France (cf. 25 juin 1940) ainsi que l'ensemble de la Grèce (cf. 27 avril 1941, évacuation en octobre 1944) ; partout, déportation des Juifs.

10 septembre Suite aux événements en Italie (cf. 25 juillet, 8 septembre, 9 septembre), discours radiodiffusé de Hitler : après avoir rendu hommage à Mussolini, « le plus grand fils du sol italien depuis l'effondrement du monde antique » (« *Der größte Sohn des italienischen Bodens seit dem Zusammenbruch der antiken Welt* ») honteusement trahi par le Grand Conseil fasciste et le maréchal Badoglio, le *Führer* assure qu'il prendra toutes les mesures pour « faire capoter les espoirs de[s] adversaires [du *Reich*] » (« *die Hoffnungen unserer Gegner zuschanden zu machen* ») et soutenir les nombreux Italiens toujours attachés à son « grand et fidèle [...] ami » (« *großen und treuen Freund* ») ; il ajoute que ceux qui compteraient sur un scénario similaire en Allemagne se trompent lourdement : imaginer y « trouver aujourd'hui des traîtres comme en Italie repose sur une parfaite méconnaissance de l'essence de l'État national-socialiste » (« *heute Verräter wie in Italien zu finden, fußt auf einer vollkommenen Unkenntnis des Wesens des nationalsozialistischen Staates* »).

12 septembre En Italie, « Opération Chêne » (« *Unternehmen Eiche* ») : libération de Mussolini (cf. 25 juillet, 10 septembre) par le 1^{er} bataillon du 7^e régiment de parachutistes (commandant Harald Mors) auquel s'est joint le capitaine SS Otto Skorzeny (considéré depuis à tort comme « le libérateur » parce qu'il prendra place dans le petit « Fieseler Storch » qui transportera le *Duce* jusqu'à l'aérodrome de Pratica, à une petite trentaine de kilomètres au Sud de Rome, où la presse attendait l'appareil).

13 septembre Débarquement allié en Corse (cf. 8 septembre) ; libération le 4 octobre grâce au très fort appui de la Résistance.

[405]

15 septembre Création par Albert Speer (cf. 2 septembre) de la « Centrale de planification » (*Zentrale Planung*) chargée de la gestion sous son égide de l'ensemble des capacités productives nécessaires à l'économie de guerre, ce qui inclut les « travailleurs étrangers » et la main-d'œuvre concentrationnaire : « J'attends de mes collaborateurs [...] qu'ils accomplissent [...] cette nouvelle mission avec

l'enthousiasme indispensable et, si cela s'impose, avec la discipline et la dureté inévitables » (« *Ich erwarte von meinen Mitarbeitern, daß sie [...] die neue Aufgabe mit der notwendigen Frische, wenn es sein muß auch mit der unvermeidbaren Strenge und Rücksichtslosigkeit durchführen* »).

En Italie du Nord sous contrôle allemand (général SS Karl Wolff), Mussolini (cf. 12 septembre) prend la tête de la « République sociale de Salò » (sur le lac de Garde).

Fin septembre Les Allemands évacuent Naples (cf. 3 septembre).

En France, création du « Comité Allemagne libre pour l'Ouest » (CALPO), antenne du « Comité national Allemagne libre » (cf. 12-13 juillet, août).

1^{er} octobre Les troupes soviétiques franchissent le Dniepr et amorcent leur progression en direction de la Pologne.

Le colonel-comte Claus Schenk von Stauffenberg, 36 ans, gravement mutilé à El-Alamein (cf. 4 novembre 1942), est affecté à Berlin comme chef d'état-major de l'armée intérieure (*Ersatzheer*, général Friedrich Fromm) et responsable du plan « Walkyrie » (cf. 31 juillet) ; ulcéré par les exactions du régime, il décide d'éliminer le *Führer* et prend des contacts avec les cercles résistants (cf. fin juillet 1940).

4 octobre A Posen (Poznan), conférence de Heinrich Himmler devant les chefs de la SS :

« Que les autres peuples vivent dans la prospérité ou qu'ils crèvent de faim, cela ne m'intéresse que dans la mesure où nous avons besoin d'eux comme esclaves [...]. Qu'en creusant une tranchée antichar, 10 000 femelles russes s'effondrent d'épuisement ou non, cela ne m'intéresse que dans la mesure où cette tranchée sera achevée pour l'Allemagne. Jamais nous ne serons brutaux et sans cœur où cela [406] ne s'impose pas, c'est une évidence. Nous Allemands qui sommes les seuls au monde à avoir une attitude correcte envers l'animal [cf. 24 novembre 1933], nous adopterons bien sûr également une attitude correcte envers ces animaux anthropoïdes (*zu diesen Menschentieren*), mais c'est un crime contre notre propre sang (*ein Verbrechen gegen unser eigenes Blut*) de nous soucier de leur sort [...]. Si l'un d'entre vous vient me dire : "Je ne peux pas creuser cette tranchée antichar avec des

enfants ou des femmes, il vont en mourir et c'est inhumain", alors je suis contraint de lui répondre : "Tu es un meurtrier de ton propre sang (*ein Mörder an deinem eigenen Blut*) car, si cette tranchée n'est pas creusée, des soldats allemands vont mourir et ce sont les fils de mères allemandes. C'est notre sang." Voilà ce que je souhaite inoculer (*einimpfen*) et *pense* avoir inoculé à la SS [...] en tant qu'une des lois les plus sacrées de notre avenir [...]. Je vais maintenant vous parler de l'évacuation des Juifs (*Judenevakuierung*), de l'extermination du peuple juif (*Ausrottung des jüdischen Volkes*). Cela fait partie des choses dont on parle à la légère. "Le peuple juif sera exterminé (*ausgerottet*), dit tout membre du Parti, c'est évident, c'est inscrit dans notre programme, mise hors circuit (*Ausschaltung*) des Juifs, extermination (*Ausrottung*), pas de problème..." Et puis les voilà qui se précipitent, nos 80 millions de braves Allemands, et chacun défend son *bon* Juif (*seinen anständigen Juden*). C'est évident, tous les autres sont des porcs, mais celui-ci, c'est un Juif extra. Parmi tous ceux qui dégoisent de la sorte, pas un seul n'a vu ni enduré ce que *ça* (es) signifie. La plupart d'entre vous savent ce que représente l'entassement de 100, de 500, de 1000 cadavres. L'avoir enduré tout en conservant — si l'on fait abstraction de quelques exceptions de faiblesse humaine — notre dignité, c'est ce qui nous a endurcis. C'est une page de gloire de notre histoire qui n'a jamais été écrite et qui n'est pas destinée à être un jour écrite. »

6 octobre À Posen (Poznań), conférence de Heinrich Himmler (cf. 4 octobre) devant les *Reichsleiter* (cf. 2 juillet 1933) et *Gauleiter* (cf. *ibid.*) :

« Je désire vous parler maintenant de [...] la question juive [...]. La petite phrase « il faut exterminer les Juifs » est facile à prononcer, mais [...] la traduire en acte est la chose la plus dure et la plus difficile qui soit [...]. La question qui s'est posée à nous, c'est : que faire des femmes et des enfants ? Là encore, j'ai décidé d'une solution sans ambiguïté. En effet, je ne considérais pas comme justifié d'exterminer (*ausrotten*), c'est-à-dire de tuer (*umbringen*) ou de faire tuer, les hommes en laissant grandir les enfants et petits-enfants pour [407] qu'ils se vengent un jour sur nos propres descendants. Il m'a donc fallu prendre la terrible décision de faire disparaître ces gens de la surface terrestre [...]. Pour en terminer avec la question juive, encore ceci : vous êtes désormais informés et vous le garderez pour vous [...]. Je pense qu'il est préférable que ce soit nous, nous tous, qui en portions la responsabilité pour notre

Communauté raciale populaire [...] et que nous emportions avec nous ce secret dans la tombe. »

13 octobre L'Italie (cf. 25 juillet, 8 septembre) déclare la guerre à l'Allemagne.

14 octobre Insurrection de Sobibór (cf. 18 mai 1942) menée conjointement par des détenus juifs et soviétiques ; peu de survivants. Dans les semaines qui suivent, le camp est rasé.

17 octobre L'Église évangélique allemande condamne l'élimination des Juifs.

19 octobre Selon un rapport du ministère du *Reich* pour les territoires occupés à l'Est (cf. 14 juillet 1941), 2500 jeunes filles et pratiquement 20 000 jeunes hommes en provenance de Russie, d'Ukraine, de Biélorussie, de Lituanie, d'Estonie et de Lettonie, ont été affectés à des tâches auxiliaires dans la « Waffen-SS » et, sous contrôle des Jeunesses hitlériennes, dans la DCA et la production de guerre.

31 octobre L'ingénieur Max Faust, en charge des usines *IG-Farben* (cf. index) d'Auschwitz, signale une tendance des détenus à se rebeller contre les ordres des chefs d'équipe et demande à ce que des mesures soient prises pour garantir la discipline (sans toutefois que les fautifs « soient abattus ou rossés à mort » / « *erschossen oder halbtot geschlagen werden* ») : « Il a de tout temps été d'usage qu'un contremaître allemand énergique et dynamique en viennent aux mains sur un chantier et, à une époque, un jeune compagnon n'en voulait pas à son patron s'il recevait une calotte pour une bêtise commise ».

Début de l'« Action E » (*Erntefest* = « fête de la moisson ») : suite à l'insurrection de Treblinka (cf. 2 août) et Sobibór (cf. 14 octobre), liquidation de tous les Juifs se trouvant encore [408] dans le district de Lublin par le général SS Jacob Sporrenberg, successeur d'Odilo Globocnik (cf. 4 juin 1942) qui, depuis août, a été affecté en Italie.

4 novembre Déclenchement par Goebbels d'une campagne publique haineuse à rencontre de tous les « traîtres à la Communauté raciale populaire » (cf. 12 décembre 1942, 10 septembre).

L'hebdomadaire antisémite *Der Stürmer*, publié par Julius Streicher (cf. index), *ex-Gauleiter* de Franconie (révoqué de ses fonctions en février 1940 — successeur Karl Holz —, mais autorisé par le *Führer* à poursuivre ses activités éditoriales), est mis bien en vue dans tous les

kiosques du *Reich* : commentant des informations sur la « Solution finale » diffusées par « *L'Hebdomadaire israélite* » de la communauté juive suisse, Streicher souligne qu'il ne s'agit pas d'un « bobard juif » (*Judenschwindel*) et que ce que « le *Führer* avait prophétisé [...] est maintenant arrivé » (cf. 30 septembre 1942). Certes, le génocide est justifié par les nécessités de la guerre et on ne révèle toujours pas l'extermination systématique par le gaz de tous ceux qui sont considérés à leur arrivée au camp comme « improductifs » (*unproduktiv*), mais on cherche à persuader la population du *Reich* de l'erreur qui consisterait à s'apitoyer (cf. 25 février, mars, 25-26 avril, 17 octobre) sur l'élimination de « ceux qui ont précipité les peuples » dans un sanglant conflit mondial afin d'imposer leur domination (cf. 5 février, 22 avril) : « On élimine donc la cause, le Juif, et le monde est libéré de l'hostilité juive. On comprend que les Juifs ne souhaitent pas une telle solution. Ils préféreraient l'extermination des non-Juifs ».

6 novembre En Ukraine, prise de Kiev par les troupes soviétiques qui progressent en direction de la Roumanie (cf. 22 juin 1941).

8 novembre Sur le territoire allemand, diffusion massive par les services de propagande alliés d'un tract se confondant avec le *Mot d'ordre hebdomadaire* (*Parole der Woche*, un journal mural édité par les services de Goebbels depuis mars 1936 et apposé chaque semaine sur des panneaux installés dans les rues, sur les places [409] publiques, dans les entreprises, bars, restaurants, gares, bureaux de poste, etc.) ; destiné à démoraliser la population et à jeter le discrédit sur Hitler, ce faux (la publication du *Mot d'ordre* avait été interrompue fin mars) rapporte que le *Führer* aurait proclamé : « Si le peuple allemand devait s'écrouler sous la charge présente, je ne verserais pas une seule larme sur son sort. Il mériterait son destin ».

18 novembre Un rapport de la Gestapo signale que les femmes allemandes manifestent une grande inquiétude en raison de l'évolution de la guerre et se mettent à critiquer le régime.

Durant une semaine, violents raids aériens sur Berlin.

22 novembre Ordre d'Oswald Pohl (cf. 30 avril 1942) concernant le travail dans les camps : les tâches incombant aux détenus étant « importantes pour la guerre et décisives pour la victoire » (« *kriegswichtig und siegentscheidend* »), il est « dans tous les cas

exclu » (« *lassen es keinesfalls zu* ») qu'ils effectuent moins de onze heures par jour et ce, sept jours sur sept.

25 novembre En France, déportation des professeurs et étudiants de l'université de Strasbourg repliée depuis 1940 à Clermont-Ferrand.

28 novembre Conférence de Téhéran : durant trois jours, à l'ambassade soviétique, entretiens entre Churchill, Roosevelt et Staline (sort du *Reich* vaincu, États en Europe, ONU/cf. 14 août 1941) ; décision du débarquement en Normandie synchronisé avec une offensive soviétique de grande envergure.

1^{er} décembre Rappelé d'Italie (cf. 18 août), le maréchal Rommel est chargé de prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire des côtes européennes une « citadelle » inexpugnable (*Festung Europa*) et rendre impossible un débarquement allié. Son successeur comme commandant en chef du secteur Sud-Ouest (*Oberbefehlshaber Südwest*) est le maréchal Albert Kesselring.

[410]

6 décembre Dans le cadre de la « guerre totale » (cf. 18 février, 13 avril, mai, 4 novembre), Martin Bormann (cf. 12 mai 1941) donne des ordres pour que soit immédiatement et systématiquement coupé court à « tous signes de faiblesse ou de déroboade » (« *aile Ansätze von Schwäche und schwankender Haltung* ») des citoyens du *Reich*.

Durant l'année, environ 4000 soldats de la *Wehrmacht* ont été condamnés à mort pour « défaitisme » (cf. 12 décembre 1942, 4 novembre).

Mi-décembre À Kharkov (Ukraine, cf. 23 août, 6 novembre), premiers procès de criminels de guerre nazis.

22 décembre Afin de contrer la démoralisation patente des troupes (cf. 6 décembre) par le « poison de l'ennemi » (« *Gift des Feindes* »), Martin Bormann décide « l'activation politique de la *Wehrmacht* » (*politische Aktivierung der Wehrmacht*) : création du corps des « officiers de gouvernance nationale-socialiste » (*Offiziere für nationalsozialistische Führung* ou *nationalsozialistische Führungsoffiziere = NSFO*) qui comptera un centaine de membres sous l'égide de Willy Ruder ; collaboration avec le service « pour la surveillance de l'ensemble de la formation et de l'éducation spirituelle et idéologique de la NSDAP » dirigé par Alfred Rosenberg (cf. 24

janvier 1934) ; jusqu'à fin 1944, treize stages de motivation à Crössinsee (cf. 24 avril 1936) auxquels participeront 2435 gradés, 1300 interventions par mois devant les soldats.

Fin décembre À en croire la déclaration d'Adolf Eichmann (cf. 20 janvier 1942) lors de son procès à Jérusalem en 1961, l'ensemble de la population du *Reich* est désormais au courant (cf. 25 février, mars, 17 octobre, 4 novembre) du génocide des Juifs (« Les oiseaux le chantaient sur les toits »).

REPÈRES CULTURELS ET IDÉOLOGIQUES

Dans les librairies : Hans Friedrich Blunck, *La Légende du Reich* (épopée) ; Mirko Jelusich, *Samourai* (drame) ; Heinrich Zerkaulen, *Le Dieu enflammé* (roman sur Beethoven) ; afin de stigmatiser le [411] gaspillage d'énergie, apparition sur des affiches, des boîtes d'allumettes et dans des saynètes radiodiffusées de l'effrayant personnage appelé « *Kohlenklau* » (voleur de charbon). Condamnation à la décapitation par Roland Freisler (cf. 20 août 1942) de la sœur d'Erich Maria Remarque (cf. *Repères 1928* et *1930*, 10 mai 1933). À Paris, la « Compagnie d'intervention Rosenberg, cf. *Repères 1940*) incinère dans les jardins des Tuileries 500 œuvres d'art modernes jugées inutilisables. Alors qu'il cherche à passer en Espagne, le peintre Otto Freundlich (cf. *Repères 1936*) est intercepté par la police allemande et déporté à Maidanek. À Zurich, première de *La Vie de Galilée* de Bertolt Brecht. À New York, fondation des éditions *Aurora* par Heinrich Mann, Lion Feuchtwanger, Bertolt Brecht et Alfred Döblin. Parution en exil de : Thomas Mann, *Joseph et ses frères* ; Hermann Hesse, *Le Jeu des perles de verre* ; Adam Scharrer, *Biographie d'un nazi* ; Heinrich Mann, *Lidice* (cf. 9 juin 1942) ; Arnold Zweig, *La Hache de Wandsbeck* (cf. 14 au 17 juillet 1932) ; Johannes Robert Becher, *Merci à Stalingrad* (poèmes, cf. 8 janvier, 2 février) ; Louis FURNBERG, *Au nom de l'humanité éternelle* (cantate en hommage à la résistance soviétique) ; Theodor Balk, *Le Manuscrit perdu* (reportage sur la guerre d'Espagne et son internement au Vernet et aux Milles, cf. index) ; Anna Seghers, *Transit* (cf. 22 juin 1940) ; Bertolt Brecht, *Schweyk dans la Deuxième Guerre mondiale* (cf. *Repères 1927*). En Suisse, publication par Stefan Hermlin, sous égide du « Comité Allemagne libre » (cf. août), de la

revue *Par-delà les frontières*. Sortie sur les écrans de : *Paracelse* (Georg Wilhelm Pabst ; le célèbre médecin et visionnaire du XVI^e en précurseur du national-socialisme) ; *Germanine* (Max W. Kimmich ; durant la Première Guerre mondiale, les Anglais empêchent le professeur Achenbach de secourir les tribus africaines ravagées par la trypanosomiase = maladie du sommeil) ; *Équipage Dora* (Karl Ritter ; sur les pilotes de la *Luftwaffe*, interdit en novembre parce que, dans une séquence, un jeune couple évoque son établissement dans une des futures colonies allemandes en territoire soviétique promises par le *Führer* — cf. 10 novembre 1941, 12 juin 1942 —, ce qui, vu l'évolution de la guerre, est désormais devenu pure illusion) ; *Romance en mode mineur* (Helmut Käutner ; sous prétexte de distraction, une critique voilée de l'austérité imposée par le régime). Eberhard Taubert, rapporteur général (Generalreferent) pour les territoires de l'Est au ministère de la Propagande, propose que l'on produise, sous le titre *Sergent Boutylkin*, un feuilleton cinématographique en brefs épisodes tournant en dérision le « bluff » [412] (« *Bluff-Parolen* ») des bolcheviques ainsi que leur « étroite amitié avec l'Angleterre et l'Amérique » (« *enge Freundschaft mit England und Amerika* ». Vingt-cinquième jubilé de *l'Ufa* (cf. index) sous la présidence de Goebbels : « L'Art filmique entre dans une nouvelle époque de son histoire. Un signe convaincant pour le dynamisme de la création cinématographique allemande est l'éclosion [...] du film en couleur allemand » (cf. *Repères 1941*).

[412]

Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.

Année 1944

[Retour à la table des matières](#)

Janvier Mise en service d'une pile atomique à eau lourde (cf. janvier 1943, 28 février 1943) à Berlin-Dahlem (transférée en février 1945 dans un site souterrain à Haigerloch, à environ 22 kilomètres au Sud-Ouest de Tübingen, et beaucoup trop petite pour représenter un réel danger) ; en vue de la fabrication de la bombe, installation par des déportés des ateliers souterrains de Crawinkel (à environ quarante-cinq kilomètres au Sud-Ouest de Buchenwald, dans une zone de la montagne thuringeaise où se trouvaient cantonnés plusieurs « commandos extérieurs » affectés à la production d'armement, tels Ohrdruf et Zella-Mehlis). On sait que, par chance, le troisième Reich n'a pas réussi à produire l'arme atomique car il est certain que Hitler (cf. 19 mars 1945) n'aurait pas hésité à l'utiliser (encore dans son testament, rédigé onze heures avant son suicide — cf. 29 avril 1945 —, il appelle les militaires à avoir recours aux « moyens les plus extrêmes » (« *mit äußersten Mitteln* ») et « réclame de tous les Allemands » (« *Von allen Deutschen verlange ich...* ») qu'ils combattent « jusqu'à la mort » (« *bis in den Tod* »).

4 janvier Lors d'une mission en territoire soviétique, le mécanicien-pilote Heinz Müller, 29 ans, las de la guerre qui vient de coûter la vie à son frère, détourne un avion transporteur *Ju[nker] 52* [413] bourré d'armes et de munitions pour le front et le livre avec son équipage à l'Armée rouge.

5 janvier Les troupes soviétiques (cf. 1^{er} octobre 1943) amorcent la reconquête du territoire polonais.

7 janvier Hitler ordonne au *NSFO* (cf. 22 décembre 1943) d'être particulièrement réactif à la propagande du *NKFD* (cf. 12-13 juillet 1943, août 1943, fin septembre 1943).

30 janvier Discours radiodiffusé de Hitler : après avoir longuement vitupéré contre l'inconscience des Alliés occidentaux qui, en s'étant allié avec les Bolcheviques contre le *Reich*, donnent corps au « dessein du Judaïsme international » (« *Absicht des internationalen Judentums* ») quitte à devoir eux-mêmes un jour « faire face au Bolchevisme dans leurs propres pays » (« *sich des Bolschewismus in den eigenen Ländern zu erwehren* »), le *Führer* revient sur la politique qu'il a conduite depuis 1933 afin de créer une « Congrégation raciale populaire allemande [...] immunisée contre toutes les tentatives d'infection bolchevique » (« *deutsche Volksgemeinschaft [...] immun geworden gegenüber allen bolschewistischen Infektionsversuchen* ») et définitivement soustraite (« *aile Macht verloren* ») au « ravinage interne » par les Juifs « du corps de [la] Communauté raciale populaire » (« *innere Aushöhlung unseres Volkskörpers* »). Puis il affirme que la guerre présente ne doit pas être l'affaire « des seuls soldats sur le front, mais aussi des combattants sur le sol du pays natal » (« *nicht nur die Soldaten an der Front, sondern auch die Kämpfer in der Heimat* ») ; ce n'est qu'ainsi que, « malgré toutes les combines diaboliques de [ses] ennemis » (« *trotz aller Teufeleien unserer Gegner* »), le *Reich* remportera une éclatante victoire.

À partir de février En France, début des opérations de liquidation systématique des maquis menées conjointement par les nazis et la milice (Les Glières ; La Parade en Lozère — où le 28 mai seront arrêtés, torturés, puis exécutés les antifascistes allemands Max Frank, Fred Bucher, Anton Lindner, Karl Heinz — ; Mont-Mouchet ; Vercors ; Montagne noire) ; sauvage répression des résistants [414] (à Aies, le 21 août, exécution dans un puits de mine des antifascistes allemandes Lisa Ost et Hedwig Rahmel-Robens).

3 février L'Espagne franquiste affirme sa « stricte neutralité » dans la guerre en cours.

18 février Dissolution de l'*Abwehr* (renseignement militaire) suite à la découverte de l'« Action V7 » (entre octobre 1942 et mars 1943,

passages d'argent en Suisse pour soutenir des réfugiés juifs organisés par deux hauts responsables de ce service, Hans Oster et Hans von Dohnányi) et à l'affaire du « Club du thé de Madame Soif » (*Frau Soifs Teegesellschaft* ; constitué de personnalités antinazies qui, afin d'aider les Juifs, se réunissaient depuis 1936 à Berlin chez Johanna Soif, la veuve d'un diplomate, et où s'introduisit en septembre 1943 un agent de la Gestapo) ; révocation de l'amiral Wilhelm Canaris (patron de l'*Abwehr* depuis 1935, en contact de longue date avec les résistants, cf. fin juillet 1940, 1^{er} octobre 1943). Le « SD extérieur » (Walter Schellenberg, cf. 27 septembre 1939) devient seul compétent en matière de renseignement.

23 février Le *NSFO* (cf. 22 décembre 1943, 7 janvier) fait savoir que « le poison de l'ennemi se répand toujours plus au sein de l'armée ».

Dans le cadre de la « guerre totale » (cf. 18 février 1943, 13 avril 1943, 6 décembre 1943), le général Ferdinand Schöner (promu maréchal en avril 1945) ordonne l'élimination sans état d'âme des « traîtres » (cf. supra) ou leur affectation à des commandos chargés de missions dont on sait qu'ils ne reviendront pas (*Himmelfahrtskommandos* = « commandos d'ascension au ciel ») ; les déserteurs sont pendus le long des routes avec, autour du cou, une pancarte proclamant « Je suis un lâche ».

1^{er} mars Création par Albert Speer (cf. 15 janvier 1943, 6 février 1943, 2 septembre 1943), sous le commandement du maréchal Erhard Milch, de l'« état-major pour l'aviation de chasse » (*Jägerstab*) dont le but est d'organiser la remise en état ou le transfert immédiats des sites de production aéronautique endommagés [415] par les bombardements, ainsi que la réfection des aérodromes ; la tâche est déclarée prioritaire sur la remédiation aux dégâts causés dans les villes par les attaques aériennes (« *Die Beseitigung der durch Fliegerangriffe hervorgerufene Schäden in den Städten ist [...] hinter dièse Aufgabe zu setzen* »).

2 mars Ordre secret du maréchal Wilhelm Keitel (cf. index) — connu sous le nom de « Décret d'exécution par balle » (*Kugelerlaß*) — de fusiller immédiatement tous les officiers, sous-officiers et soldats soviétiques qui se seraient rendus coupables d'une tentative d'évasion, ou de les transférer au camp de Mauthausen où ils seront fusillés s'ils refusent de travailler.

4 mars Téléx (seul document existant) d'Ernst Kaltenbrunner (cf. 30 janvier 1933) ordonnant la mise en œuvre de l'« Action balle » (*Kugel-Aktion* = *K-Aktion*, cf. 2 mars) au camp de Mauthausen (au total entre 4000 et 5000 victimes, parmi lesquels cinq ou six insurgés du ghetto de Varsovie, cf. 19 avril et 16 mai 1943).

5 mars Mort à 31 ans sur le front de l'Est du plus populaire athlète du *Reich*, Rudolf Harbig, dont le record du monde sur 800 mètres (1939, 1 : 46,6) ne sera battu qu'en 1955.

10 mars Dans une conférence aux généraux de la *Wehrmacht*, le général SS Gottlob Berger, fondateur en novembre 1939 de la « Waffen-SS », fait le point sur les volontaires des « pays germaniques » (« *germanische Länder* ») qui « combattent avec le *Reich* pour la liberté de l'Europe en lutte contre le bolchevisme » (« *mitkämpfen für die Freiheit Europas im Kampf gegen den Bolschewismus* ») : 3878 Norvégiens, 5006 Danois, 18 473 Hollandais, 6845 Belges, 584 Suisses, 101 Suédois, auxquels il faut rajouter (« *Dazu kommen...* ») 2480 Français, soit un total de 37 367.

13 mars Rétablissement des liens diplomatiques entre l'Italie (cf. 13 octobre 1943) et l'URSS

15 mars Les troupes soviétiques avancent sur Varsovie (cf. 1^{er} octobre 1943, 5 janvier).

[416]

19 mars La Hongrie étant déjà largement conquise par les Soviétiques, l'amiral Miklós Horthy (cf. index) tente de signer un armistice ; le *Reich* occupe le pays et porte à sa tête le chef du mouvement antisémite des « Croix-Fléchées » (*Kreuzpfeiler*), Ferenc Szálasi.

23 mars À Rome (cf. 9 septembre 1943), attentat à la bombe du résistant communiste Rosario Bentivegna contre une compagnie de police allemande. Le lendemain, le lieutenant-colonel SS, Herbert Kappler, en charge de l'ordre pour la ville, fait exécuter 335 otages (parmi lesquels 75 juifs, plusieurs femmes et un garçon de 15 ans) dans les Fosses Ardéatines (à côté des Catacombes saint Calliste, non loin de la voie Appienne).

27 mars Les troupes soviétiques pénètrent en Roumanie (cf. 6 novembre 1943).

28 mars Les troupes soviétiques pénètrent en Galicie, ancien foyer de la culture juive en Pologne, et progressent en direction de Cracovie.

31 mars Discours de Goebbels aux dirigeants du Parti et de ses organisations sur l'intensification de la « guerre totale » (cf. 18 février 1943, 13 avril 1943, 6 décembre 1943, 23 février).

Avril En France, avec l'approbation du général de Gaulle, le Conseil national de la Résistance (CNR) reconnaît officiellement le CALPO (cf. fin septembre 1943) en tant que constituant des « Forces de l'intérieur ».

2 avril En France, massacre par une unité SS de 117 habitants d'Ascq (près de Lille).

À partir du 10 avril Repli constant de la *Wehrmacht* en Roumanie (cf. 27 mars).

Jusqu'au 11 décembre, seconde « Action d'élimination des invalides » (cf. mi-mai 1941) : gazage à Hartheim (cf. octobre 1939 et *ibid.*) de plus de 3000 concentrationnaires [417] considérés comme handicapés mentaux ou en incapacité totale de fournir un travail productif.

14 avril En Grèce (cf. 9 septembre 1943), déportation des Juifs d'Athènes (cf. 9 septembre 1943).

20 avril 55^e anniversaire d'Adolf Hitler.

Gravement dépressif depuis janvier, après avoir visité le chantier de Dora-Mittelbau (cf. 18 août 1943) où les concentrationnaires vivent en troglodytes et triment 18 heures par jour, Albert Speer (cf. 2 septembre 1943) présente sa démission qui est refusée par le *Führer*. Ayant obtenu les pleins pouvoirs pour gérer à sa guise les chantiers souterrains (amélioration — très relative — de l'hébergement et de la nourriture des concentrationnaires), le ministre retrouve sa sérénité et se remet à la tâche.

12 mai En France, arrestation et déportation de 800 habitants de Figeac (Lot).

15 mai En Hongrie (cf. 19 mars), début de la déportation des Juifs à Auschwitz (476 000 jusqu'au 8 juillet).

18 mai En Italie, les Alliés prennent Cassino ; après quatre mois de combats, la « ligne *Gustav* » (barrage de la péninsule dans sa partie la

plus étroite par des fortifications et champs de mines) est vaincue et la route de Rome ouverte.

25 mai Heinrich Himmler charge le chef du « Bureau central de gestion économique de la SS », Oswald Pohl (cf. 1^{er} février 1942, 30 avril 1942, 22 novembre 1943, « de créer un centre de recherche scientifique dans un camp de concentration » (« *in einem Konzentrationslager eine wissenschaftliche Forschungsstätte einzurichten* ») et d'y affecter les Juifs de Hongrie (cf. 15 mai) et autres détenus ayant des compétences en physique, chimie ou dans tout autre domaine, notamment en météorologie (reprise des travaux de prévisions à longue échéance du Dr Scultetus, interrompus par la guerre).

[418]

4 juin Les Alliés entrent dans Rome (cf. 18 mai) ; le Sud de l'Italie est définitivement libéré.

6 juin En France, débarquement de Normandie (opération « *Overlord* »), suivi le 15 août du débarquement en Provence (opération « *Anvil* ») ; présence d'antifascistes allemands et autrichiens (entre autres les écrivains Stefan Heym dans l'armée américaine et Alfred Döblin dans l'armée française, sans oublier les *Ritchie Boys*, cf. fin décembre 1941). Le CALPO (cf. avril) assiste la Résistance dans les opérations, notamment en diffusant par haut-parleurs des messages pour démoraliser les soldats de la *Wehrmacht*.

9 juin En France, à Tulle (Corrèze), pendaison aux balcons de la ville de 99 otages par la division SS.

10 juin En France, massacre d'Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne) par la division SS « *Dos Reich* ».

12 juin Début du bombardement massif de Londres par *VI* (cf. janvier 1943) ; suivront, jusqu'en mars 1945, le Sud-Est de l'Angleterre, Anvers et Liège.

20 juin Gigantesque offensive soviétique ; l'Armée rouge se rapproche de Varsovie (cf. 15 mars) et progresse vers la Prusse orientale.

Début juillet Démantèlement par la Gestapo des organisations communistes de résistance dirigées Anton Saefkow (Berlin, cf. mi-mai

1942, une centaine de morts) et son ami Bernhard Bästlein (Hambourg, 79 morts).

4 juillet Arrestation des résistants socialistes Julius Leber et Adolf Reichwein qui travaillent à un projet d'élimination de Hitler et d'établissement d'un gouvernement d'union nationale avec le « Groupe Saefkow » (cf. début juillet), le « Cercle de Kreisau » (cf. fin juillet 1940), et la conjuration militaire animée par Claus Schenk von Stauffenberg (cf. 13 mars 1943, 1^{er} octobre 1943).

[419]

L'Italie (cf. 4 juin) est libérée jusqu'à Sienne-Pérouse.

7 juillet Dans le cadre de la « guerre totale » (cf. 6 décembre 1943, 22 décembre 1943, 23 février, 31 mars), création de la « Cour martiale centrale d'exception » (*Zentrale Sonderstandgericht*) afin de condamner en procédure immédiate les officiers de la *Wehrmacht* suspectés de sabotage des ordres.

10 juillet Dans le cadre de la « guerre totale » (cf. 7 juillet), les services d'Albert Speer (cf. 2 septembre 1943, 20 avril 1944) demandent que les mesures les plus strictes soient prises pour assurer la production : vérification de la nécessité absolue des employé[e]s de maison (environ 950 000, dont 500 000 « femmes de ménages » !!), contrôle des emplois « *uk* » (cf. novembre 1940), retrait des cartes alimentaires aux « lambineurs » (*Bummelanten*) et tire-au-flanc (*Drückeberger*), poursuite des contremaîtres trop laxistes, etc..

11 juillet Convoqué à l'Obersalzberg (cf. 23 juin 1933), Stauffenberg (cf. (cf. 13 mars 1943, 1^{er} octobre 1943, 4 juillet) décide d'éliminer d'un seul coup Hitler, Göring et Himmler avec une bombe de grande puissance placée dans sa serviette. Göring et Himmler n'étant pas présents, il reporte l'attentat après concertation avec son supérieur, le général Friedrich Olbricht, un des piliers de la conjuration.

12 juillet Albert Speer (cf. 10 juillet) insiste auprès de Hitler pour que soient prises « avec la plus grande rigueur » (« *mit aller Schärfe* ») toutes les mesures « appropriées à renforcer la production d'armements et simultanément libérer des soldats pour le front » ; à cet effet, il sollicite une « réquisition totale de la Communauté raciale populaire allemande pour la guerre » (« *totale Erfassung des deutschen Volkes für den Krieg* »).

14 juillet Les troupes soviétiques arrivent en vue de Varsovie (cf. 20 juin).

[420]

15 juillet Le maréchal Rommel (cf. 6 juin) demande à Hitler de mettre un terme à la guerre.

Convoqué à la *Wolfsschanze* (cf. 8 février 1942), Stauffenberg (cf. 11 juillet) décide de faire sauter la bombe qui éliminera le *Führer* ; celui-ci quitte prématurément la réunion...

17 juillet En France, alors qu'il effectue une tournée d'inspection sur le « mur de l'Atlantique », le maréchal Rommel (cf. 15 juillet) est très gravement blessé par une attaque aérienne près de Lisieux. Évacué, il est soigné en Allemagne.

20 juillet Convoqué à la *Wolfsschanze* (cf. 15 juillet), Stauffenberg amorce la bombe censée éliminer Hitler et s'éclipse de la conférence quelques minutes avant l'explosion (12 heures 42) qui fait un carnage. Convaincue que le *Führer* est mort, la résistance militaire déclenche le plan « Walkyrie » (cf. 31 juillet 1943, 1^{er} octobre 1943) qui est détourné pour en finir avec le régime. Échec sur toute la ligne et sauvage répression par Himmler.

Bien qu'ayant fait immédiatement exécuter Stauffenberg (cf. supra) ainsi que quelques autres officiers félons, le général Friedrich Fromm (cf. 1^{er} octobre 1943) est accusé de compromission avec les putschistes et emprisonné (exécution en mars 1945).

Dans la foulée de l'arrestation du général Fromm (cf. supra), Heinrich Himmler est nommé commandant en chef de l'armée intérieure (*Ersatzheer*).

21 juillet Peu avant 1 heure du matin, discours radiodiffusé de Hitler (cf. 20 juillet) :

« Hommes et femmes membres de la Communauté raciale populaire allemande, j'ignore à combien de reprises un attentat a jusqu'alors été planifié et tenté contre ma personne. Mais si je vous parle de cela aujourd'hui, c'est particulièrement pour deux raisons : premièrement afin que vous entendiez ma voix et sachiez que je suis personnellement indemne et en bonne santé ; deuxièmement afin de vous informer en détail sur un crime qui

ne connaît aucun précédent dans l'histoire allemande. Une toute petite clique d'officiers ambitieux, dépourvus de conscience morale et en même temps pris de bêtise criminelle, ont fomenté un complot pour m'éliminer et simultanément [421] liquider l'état-major de nos forces armées. La bombe déposée par le colonel-comte von Stauffenberg [cf. 20 juillet] a explosé à deux mètres de moi, sur la droite. Elle a gravement blessé plusieurs de mes fidèles collaborateurs et l'un d'entre eux a été tué. En ce qui me concerne, je suis sain et sauf, abstraction faite de quelques légères écorchures, contusions et brûlures. J'y vois la confirmation de la mission que m'a dévolue la Providence de poursuivre mon objectif existentiel sans y rien changer [...]. En cette heure où les armées allemandes mènent un combat des plus difficiles, un tout petit groupe a cru, à l'exemple de ce qui s'est produit en Italie, pouvoir poignarder l'Allemagne dans le dos comme en 1918 [cf. 11 novembre 1918]. Fatale erreur ! Le mensonge de ces usurpateurs, comme quoi je ne serais plus en vie, est réfuté à cet instant même par le fait que je suis en train de m'adresser à vous, mes chers membres de la Communauté raciale populaire ! [...] Ces usurpateurs [...] n'ont rien à voir avec [...] l'armée allemande. Il s'agit d'une bande minoritaire d'éléments criminels que l'on est en train d'éradiquer impitoyablement. C'est pourquoi, en l'instant présent, j'ordonne : premièrement qu'aucune administration civile n'exécute d'ordre venant d'un service dont se réclamerait ces usurpateurs ; deuxièmement qu'aucune administration militaire, qu'aucun commandant d'unité, qu'aucun soldat n'obéisse à un quelconque ordre de ces usurpateurs et que, au contraire, chacun considère comme de son devoir de mettre immédiatement en état d'arrestation celui qui donnerait ou transmettrait un tel ordre, voire de le liquider sur-le-champ s'il tente de résister [...]. Je suis convaincu, que, en cette heure, tout officier honnête, tout valeureux soldat comprendra cela. Quel sort aurait frappé l'Allemagne si l'attentat avait aujourd'hui réussi, seule une petite minorité est peut-être à même de le concevoir. Pour ma part, je ne remercie pas la Providence et mon Créateur parce qu'ils m'ont conservé en vie. Mon existence n'est que soucis et se limite à mon travail au service de ma Communauté raciale populaire. Mais je le remercie [« *danke ihm* » ; Hitler parle ici du « Créateur » et a

oublié qu'il avait précédemment utilisé deux sujets, T.F.] uniquement parce qu'il m'a donné la possibilité d'être autorisé à continuer à porter ces soucis et à poursuivre mon travail aussi bien que je puisse en répondre devant ma conscience. Tout Allemand, quel qu'il soit, a le devoir de s'opposer impitoyablement à ces éléments, de les mettre immédiatement en état d'arrestation ou, s'ils résistent, de les liquider sans autre forme de procès. Des ordres ont été adressés à l'ensemble des troupes. Ils seront aveuglément exécutés conformément au principe d'obéissance qui caractérise l'armée allemande. Je me permets de vous adresser, spécialement [422] à vous mes vieux compagnons de lutte, l'expression de ma joie qu'il m'ait été de nouveau accordé d'échapper à un sort qui en soi n'aurait pour moi rien eu d'horrible, mais qui aurait signifié l'horreur pour la Communauté raciale populaire allemande. J'y vois un signe de la Providence qu'il me faut poursuivre mon œuvre et c'est la raison pour laquelle je la poursuivrai. »

22 juillet Dans le cadre de la répression de la tentative de putsch contre le *Führer* (cf. 20 et 21 juillet, 7000 arrestations), Roland Freisler (cf. 20 août 1942, 24 septembre 1942, 18 février 1943, *Repères 1943*) est mandaté pour frapper « à la vitesse de l'éclair » ; le verdict sera exécutoire « deux heures après avoir été prononcé ».

À noter qu'il ressort des textes élaborés par les conjurés du 20 juillet que le succès du putsch n'aurait pas forcément signifié une véritable démocratisation de l'Allemagne. Anciens opposants à la République de Weimar ayant progressivement pris conscience de la « démonie » (« *dämonisch* ») du régime hitlérien auquel ils avaient néanmoins apporté leur soutien durant au moins quatre à cinq ans (cf. 1^{er} avril 1937, 4 février 1938, 30 mai 1938, 18 août 1938, 15-24 septembre 1938, fin juillet 1940), les Goerdeler, Beck, etc.. envisageaient une société conservatrice dirigée par une élite ; s'ils refusaient que l'avenir allemand soit édifié sur « le malheur des autres peuples » et « le mépris de la dignité humaine », ils n'en restaient pas moins opposés à ce que des représentants des classes laborieuses soient associés au pouvoir (antimarxisme) ; en outre, bien que révoltés par le massacre des Juifs, ils n'étaient pas exempts de préjugés antisémites imputables à leur stricte éducation chrétienne, à leur appartenance à une « caste »

attachée aux conceptions de l'époque impériale, ainsi qu'à la « légende du coup de poignard dans le dos » (cf. 11 novembre 1918, 21 juillet) ; à tel titre du reste que certains d'entre eux allaient jusqu'à envisager la reconstitution de ghettos.

23 juillet Accusé d'avoir travaillé pour les Anglais et d'avoir trempé dans le complot du 20 juillet, l'amiral Wilhelm Canaris (cf. 18 février) est arrêté ; interné au camp de Flossenbürg, il y sera condamné à la pendaison par un tribunal SS (Otto Thorbeck) le 9 avril 1945.

[423]

24 juillet En Pologne, occupation de Lublin par les troupes soviétiques ; libération du camp de Maïdanek (cf. 31 juillet 1941. *Repères 1943*).

25 juillet Joseph Goebbels (cf. janvier 1943, 18 février 1943, 4 novembre 1943, 31 mars) est nommé « Plénipotentiaire du *Reich* pour l'engagement dans la guerre totale » (*Reichsbevollmächtigter für den totalen Kriegseinsatz*). Martelage par la propagande du slogan : « Communauté raciale populaire, dresse-toi, et que la tempête se déchaîne ! » (cf. 18 février 1943).

29 juillet Suspect d'avoir eu des contacts avec les conjurés du 20 juillet, Hjalmar Schacht (cf. 21 janvier 1943) est interné en camp de concentration jusqu'à la fin de la guerre (ultérieurement, nouvelle carrière comme conseiller économique pour les pays en voie de développement).

30 juillet Décret impliquant pleinement les femmes dans la « guerre totale » (cf. 25 juillet).

Août Intensification des bombardements alliés sur le *Reich*.

Dans l'esprit de la théorie initiée par le secrétaire général permanent du *Foreign Office*, Lord Robert G. Vansittard, ainsi que certains responsables sionistes, selon laquelle, « tous les Allemands [étant] des nazis », il conviendrait après la victoire de rayer à tout jamais le *Reich* de la carte de l'Europe, élaboration par le ministre des Finances et conseiller privé du président Roosevelt, Henry Morgenthau, d'un « Programme pour empêcher l'Allemagne de déclencher une Troisième Guerre mondiale » (*Programm to prevent Germany from starting a World War III*) : démilitarisation totale, confiscation de tous les avoirs bancaires, démontage de l'industrie, transformation du pays en une

réserve agricole, amputations territoriales (Prusse orientale, Haute-Silésie, Rhénanie, Ruhr, zones côtières du Schleswig-Holstein), découpage du territoire restant en deux zones autonomes (Nord et Sud), gestion sur vingt ans du système éducatif par les puissances occupantes. Vives protestations du « Comité Allemagne libre » (12-13 juillet 1943, août 1943, fin septembre 1943, *Repères 1943*, avril 1944) et opposition [424] de Staline : « Les Hitler passent, le peuple allemand et l'État allemand demeurent ».

1^{er} août En Pologne (cf. 20 juin), début de l'insurrection de Varsovie dirigée par le général nationaliste Tadeusz Komorowski, dit Bór-Komorowski. Staline, qui le considère comme un obstacle à une soviétisation future, donne ordre à ses troupes parvenues dans les faubourgs de la capitale de ne pas aider les insurgés.

3 août Désormais membre de l'état-major de la *Wehrmacht* (cf. 20 juillet), Heinrich Himmler explique aux cadres du Parti : « Il est absolument inutile de nous entretenir sur le problème de la reconquête à l'Est des centaines de milliers ou du million de kilomètres carrés que nous avons perdus. C'est une évidence [...]. Il n'est pas question de renoncer à notre programme de repousser la frontière de notre peuplité (*Volkstum*) de 500 kilomètres et de coloniser ces territoires. Il n'est pas question de renoncer à la création d'un Empire germanique. Il n'est pas question de renoncer à ce que les 30 millions de Germains encore en dehors du *Reich* rejoignent les 90 millions que compte le *Reich* actuel, de telle sorte que notre base sanguine (*Blutbasis*) soit portée à 120 millions de Germains. [...] Ce serait bien le diable si nous-mêmes et nos descendants ne parvenions pas à [...] coloniser progressivement ces espaces [...] ».

6 août En Pologne, évacuation des camps situés à l'Est de la Vistule.

7 août Début des « procès à grand spectacle » (filmés) contre les putschistes du 20 juillet. Sous la présidence de Roland Freisler (cf. 22 juillet), la « Cour de justice de la Communauté raciale populaire » condamnera 200 « lâches traîtres » (« *feige Verräter* ») à la pendaison.

9 août En France, suite à la révocation et à l'emprisonnement (exécution le 30) du général Karl Heinrich von Stülpnagel (cf. 13 février 1942) qui a participé au putsch du 20 juillet, le général Dietrich [425] von Choltitz est nommé « Commandant en chef de la *Wehrmacht* pour Paris » (*Wehrmachtbefehlshaber Paris*).

10 août À Strasbourg, réunion des milieux d'affaires du *Reich* (*Straßburger Konferenz*) afin de faire un diagnostic de la situation économique internationale et de prendre des contacts avec des partenaires à l'étranger afin — au nom de la solidarité capitaliste contre le bolchevisme — d'assurer leur « survie » (« *Überleben* ») après la défaite.

12 août Dans le cadre de la « guerre totale », Martin Bormann (cf. 6 décembre 1943) ordonne d'éliminer systématiquement « tous les traîtres, défaitistes et autres complices de l'ennemi ». N'importe quel membre du Parti ou de ses organisations est autorisé à procéder à l'arrestation d'un suspect.

15 août Débarquement allié dans le Sud de la France (cf. 6 juin).

17 août En France, dernier convoi de Juifs en partance de Drancy (cf. 20 août 1941, juin 1942, 16-17 juillet 1942).

18 août Suicide du maréchal Hans Günther von Kluge, remplaçant du maréchal Rommel (cf. 17 juillet) et suspecté par la Gestapo d'avoir trempé dans la conjuration du 20 juillet (après un grave accident d'automobile en octobre 1943, il venait de reprendre du service en France ; complice équivoque des putschistes, il les avait trahis dès qu'il avait eu la certitude que le *Führer* était toujours en vie).

Au camp de Buchenwald, assassinat du leader communiste Ernst Thälmann (cf. index) par le SS Wolfgang Otto ; six jours plus tard, Rudolf Breitscheid (cf. 11 février 1941).

19 août En France, début de l'insurrection pour la libération de Paris. Le CALPO (cf. 6 juin) diffuse des messages et des tracts auprès des soldats allemands pour les inciter à la désertion et participe aux combats (p. ex. Peter Menden, Walter Vesper, Kurt Hälker, Paul Hartmann).

[426]

20 août En France, le maréchal Pétain est transféré par les Allemands de Vichy à Belfort.

22 août En France, à Clermont-Ferrand, dernier convoi de Juifs en partance pour Auschwitz.

23 août En France, la 2^e division blindée du général Philippe Leclerc de Hauteclocque arrive à Paris (cf. 19 août) ; libération du camp de Drancy (cf. 17 août).

Capitulation de la Roumanie (cf. 27 mars).

24 août Dans le cadre de la « guerre totale » (cf. 25 juillet, 30 juillet, 12 août), suppression des congés.

À partir des effectifs dégagés par le dispositif Speer (cf. 10 juillet, 12 juillet), Joseph Goebbels (cf. 25 juillet) donne ordre de constituer des divisions de « grenadiers de la Communauté raciale populaire » (*Volksgrenadiere*, en uniforme) qui, après une formation de deux à trois semaines et dotés de bazookas (*Panzerschreck*), sont affectés sur la « Ligne Siegfried » (cf. première quinzaine de mai 1937, mai 1938, 27-28 août 1938, 10 juin 1939, 11 octobre 1939, 23 novembre 1939)

25 août En France, libération de Paris (cf. 19 et 23 août) ; à la gare Montparnasse, signature de la capitulation par le général Dietrich von Choltitz (cf. 9 août) qui s'est refusé à exécuter l'ordre de Hitler de détruire la ville.

26 août À Paris (cf. 25 août), le général de Gaulle descend les Champs-Élysées.

28 août En France, libération de Marseille.

30 août Dans le cadre de la « guerre totale », Martin Bormann (cf. 12 août) donne ordre au Parti et à ses organisations d'exécuter sans pitié les travailleurs étrangers (*Fremdarbeiter*, cf. 14 avril 1943, 31 juillet 1943) et prisonniers de guerre qui se révolteraient ; distribution de 140 000 pistolets.

[427]

7 septembre Ordonnance de Wilhelm Stuckart (cf. 20 janvier 1942), secrétaire d'État près le ministre de l'Intérieur Heinrich Himmler (cf. 24 août 1943) : « La guerre totale exige de chaque Allemand un engagement absolu [...]. C'est pourquoi, en accord avec le président du Conseil ministériel pour la Défense du *Reich* [*Ministerrat für die Reichsverteidigung*, organe transversal auquel participent Gôring, Speer, Bormann, Lammers — cf. index — et des cadres militaires, T.F.] et le « « Plénipotentiaire du *Reich* pour l'engagement dans la guerre totale » [Goebbels, cf. 25 juillet, T.F.], j'ordonne que, dans toutes les

administrations et entreprises où la charge l'exige, le temps minimum de travail soit porté à 60 heures hebdomadaires [...]. Le temps de travail réglementaire des femmes et des jeunes au-dessus de 16 ans est augmenté de 8 heures hebdomadaires. Le temps de travail réglementaire des adolescents en dessous de 16 ans s'élève à 48 heures hebdomadaires sans compter le temps passé à l'école professionnelle ».

8 septembre Début du bombardement de l'Angleterre et de la Belgique par V2 (cf. janvier 1943, 12 juin).

En France, le maréchal Pétain (cf. 20 août) est transféré à Sigmaringen (au Nord du Lac de Constance) où se trouvent déjà Pierre Laval (cf. index) et un grand nombre de partisans de la Collaboration.

10 septembre En France, le général de Gaulle (cf. 26 août) devient président du gouvernement provisoire de la République et premier ministre ; institution d'un gouvernement d'« unanimité nationale » et abolition de la législation vichyste.

11 septembre Les troupes anglaises prennent pied en Hollande, mais l'échec de la prise d'Arnhem, une semaine plus tard, et la pugnacité de la *Wehrmacht* retarderont la libération du pays jusqu'en mai 1945. Déportation massive de Juifs et de résistants.

13 septembre Les troupes soviétiques atteignent la frontière slovaque ; la population se mobilise contre l'occupation allemande ; l'insurrection qui éclate à la fin du mois est écrasée par la [428] *Wehrmacht* et la SS. La Slovaquie ne sera libérée qu'au printemps 1945 par l'action conjuguée de l'Armée rouge et de la Résistance.

14 septembre Après avoir libéré le Luxembourg, les Alliés occidentaux atteignent la frontière allemande (régions de Trêves, Aix-la-Chapelle).

19 septembre Suite à l'invasion du Sud du pays (Carélie) par l'URSS, la Finlande (cf. 26 juin 1941, 25 avril 1941, 21 mars 1943) se plie aux exigences de Staline ; signature de l'armistice par le maréchal-baron Cari Gustav von Mannerheim (cf. 30 novembre 1939), fraîchement devenu président.

25 septembre Dans le cadre du durcissement de la « guerre totale » (31 mars, 7 juillet, 10 juillet, 25 juillet, 30 juillet, 12 août, 24 août, 30 août, 7 septembre), décret de Hitler sur la formation du *Volkssturm* (« Tempête de la Communauté raciale populaire », cf. 25 juillet) :

« À la volonté bien connue de nos ennemis judéo-internationaux (*jüdisch-international*) de nous vouer à un anéantissement total, nous opposons l'engagement total de l'ensemble de la population allemande [...]. J'ordonne que, à partir de tous les hommes capables de porter les armes entre 16 et 60 ans, soient formés dans les districts du *Reich* grand-allemand les bataillons de la Tempête de la Communauté raciale populaire [...]. Je nomme le chef d'état-major de la SA, Schepmann [cf. 2 mai 1943, T.F.], inspecteur à la formation au tir et le chef de la Section motorisée nationale-socialiste, Kraus [depuis la mort d'Adolf Hühnlein en 1942, cf. 20 avril 1931, T.F.], inspecteur à la formation aux techniques motorisées [...]. Les dispositions pour les opérations militaires incombent au Chef de la SS pour le *Reich*, Himmler [cf. 6 janvier 1929, T.F.], en tant que Commandant en chef de l'armée intérieure [cf. 20 juillet, T.F.], les dispositions politiques et organisationnelles au Dirigeant du *Reich* Bormann [cf. 2 juillet 1933, T.F.] en tant que représentant de ma personne [cf. 12 mai 1941, T.F.]. »

Contrairement aux « grenadiers de la Communauté raciale populaire » (cf. 24 août), les membres du *Volkssturm* portent un simple brassard sur leurs vêtements civils ; instruits en quelques heures, ils sont dotés d'un fusil rudimentaire (*Volksgewehr*) ou d'armes prises à l'ennemi (*Beutewaffen*), ainsi que de bazookas légers [429] à usage unique (*Panzerfaust*) pouvant percer le blindage d'un char à une trentaine de mètres.

26 septembre Suite aux récentes dispositions prises dans le cadre de la « guerre totale » (cf. 24 août, 30 août, 7 septembre, 25 septembre), création par Himmler d'« unités SS d'alerte » (*SS-Alarmeinheiten*) pour immédiatement « combattre toute agitation sur le territoire du *Reich* » (« *Bekämpfung innerer Unruhen* »).

28 septembre Le généralissime allié, Dwight David Eisenhower, lance un appel au peuple allemand pour qu'il cesse la guerre.

29 septembre En Italie, massacre par deux régiments SS de 1830 habitants de la petite ville de Marzabotta, près de Bologne.

1^{er} octobre Promulgation par Hitler de la « Loi sur la responsabilité collective du clan familial » (*Gesetz über die Sippenhaft*) selon laquelle « tous les membres de la famille de soldats coupables de désertion ou de lâcheté seront mis en état d'arrestation et auront à rendre des comptes à la place dudit soldat » (« *aile Familienangehörigen von Soldaten, die im Gefecht überlaufen oder sich feige verhalten haben, verhaftet und anstelle des Soldaten zur Rechenschaft gezogen werden* »).

Sur pression des Alliés, la Suisse rompt ses relations avec le *Reich* et assouplit sa politique envers les réfugiés.

2 octobre Fin de l'insurrection de Varsovie (cf. 1^{er} août), écrasée par le général SS Erich von dem Bach-Zelewski qui est promu « chevalier dans l'ordre de la Croix de fer » (*Ritterkreuzträger*). On dénombre du côté allemand 2000 morts et 9000 blessés, du côté polonais 16 000 morts et 6000 blessés ; environ 166 000 civils sont exécutés, autour de 70 000 déportés ; la ville est rasée.

7 octobre À Auschwitz-Birkenau, révolte du « Commando spécial » (*Sonderkommando = SK*) des concentrationnaires chargés des installations de gazage et de crémation (dynamitage du *Bunker IV*) ; plusieurs centaines d'exécutions.

[430]

14 octobre Soupçonné d'avoir trempé dans la conjuration du 20 juillet, le maréchal Rommel (cf. 17 juillet) est contraint au suicide par Hitler ; officiellement mort des « suites des blessures reçues le 17 juillet », il a droit à des funérailles nationales.

21 octobre Prise d'Aix-La-Chapelle (Aachen) par les Américains.

25 octobre Ordre de Himmler de définitivement démanteler les « cliques » de jeunes (cf. 25 mars 1939).

3 novembre Dernières opérations (attestées) de gazage à Auschwitz-Birkenau (cf. 7 octobre).

En Hongrie, les troupes soviétiques atteignent Budapest ; sur ordre d'Adolf Eichmann, 38 000 Juifs sont déportés à Buchenwald et Ravensbrück.

7 novembre Rapport des services secrets américains : en prévision d'une défaite dont ils reconnaissent l'inéluctabilité (§ 2), les milieux d'affaires allemands (cf. 10 août) ont adopté comme stratégie de « nouer

des contacts et des relations avec des firmes étrangères », toutefois « individuellement » afin de ne pas « éveiller de soupçons » ; de plus, ils envisagent de transférer un maximum de capital à l'étranger, notamment par le biais de la « Banque commerciale de Bâle » (*Baseler Handelsbank*) et le « Crédit suisse » (*Schweizerische Kreditanstalt*) de Zurich ; « le Parti nazi soutient les industriels » dans ces démarches puisqu'il s'agit là d'assurer sur le plan économique une « base solide pour l'après-guerre » à l'Allemagne où, « dès que le Parti sera assez fort pour reprendre le pouvoir, les industriels seront payés de retour en concessions et privilèges pour leurs efforts et leur collaboration ».

20 novembre En Lorraine, libération de Metz. Trois jours plus tard, en Alsace, libération de Strasbourg.

26 novembre En prévision de l'arrivée prochaine des troupes soviétiques, Himmler donne ordre de démonter les installations de gazage d'Auschwitz-Birkenau (cf. 3 novembre) et de prévoir [431] l'évacuation de l'ensemble du complexe (cf. 20 mai 1940, 4 mars 1941, 7 mars 1941, 25 mars 1941, fin décembre 1941)

Décembre En France, le gouvernement français provisoire (cf. 10 septembre) charge le CALPO (cf. 19 août) d'intervenir dans les camps de prisonniers allemands pour amorcer le processus de dénazification.

16 décembre Hitler lance l'offensive des Ardennes (*Ardennenoffensive*) ; il conduit les opérations de son quartier général (cf. 8 février 1942) de Ziegenhain (près de Bad Nauheim, au Nord de Francfort/ Main), couramment nommé l'« Aire de l'aigle » (*Adlerhorst*).

18 décembre En Italie (cf. 4 juin 1944, 4 juillet 1944, 29 septembre 1944), les Alliés sont bloqués sur la ligne Ravenne-Carrare.

À partir du 29 décembre Début d'une offensive allemande (cf. 16 décembre) en Alsace ; prise en étau de Strasbourg (cf. 23 novembre) ; défendue par la 1^{re} armée française, la ville ne sera définitivement sauvée que durant la troisième semaine de janvier 1945.

Fin décembre En France, les montants de l'exploitation du pays par le *Reich* durant l'Occupation sont estimés à :

Industrie :

chimie

34%

textile	38%
caoutchouc	67%
automobile et cycles	68%
construction navale	78%
BTP	72%
aéronautique	89%
forges et emboutissage, industrie de précision	100%

Au premier semestre 1944, pratiquement 3 millions d'ouvriers français sont engagés — sur le territoire national (cf. fin décembre 1941) ou en Allemagne (cf. 4 septembre 1942, 16 février 1943, 14 avril 1943) — au service de la production de guerre du *Reich*.

[432]

Secteur agricole	32%.
Viande et poisson	50%
Lait et produits laitiers	65%
Vin et bière	71%

- * Les transactions commerciales payées se sont faites au cours imposé de 1 mark pour 20 francs.
- * Les indemnités d'occupation, les frais d'entretien des troupes et de construction du « mur de l'Atlantique » (cf. début avril 1941) se sont élevés à plus de 650 milliards de francs (valeur 1938).
- * En outre, 29 convois ferroviaires contenant le produit du pillage de musées et collections d'art privées (cf. *Repères 1940*) ont été acheminés vers le *Reich*. Environ 70 000 logements (38 000 pour Paris) appartenant à des Juifs ont été vidés de leurs meubles et objets de valeurs.

Si la France a « trinqué » plus que tout autre pays européen sous égide allemande, c'est certes en raison de sa richesse tant économique que culturelle, mais surtout en raison de la politique de collaboration mise en œuvre par Vichy. Ce constat a amené l'historien américain

Robert O. Paxton (*La France de Vichy*, 1976, p. 375) a penser que, si le pays avait été administré par un *Gauleiter*, il aurait peut-être moins souffert que sous un Laval qui, lors de son discours de février 1943 pour l'instauration du STO, avait proclamé haut et fort « souhaiter la victoire de l'Allemagne ».

REPÈRES CULTURELS ET IDÉOLOGIQUES

À Prague, série de conférences d'Alfred Rosenberg sur « la liberté intellectuelle en Allemagne et en Europe ». À l'opéra de Vienne, représentation du *Crépuscule des Dieux* de Richard Wagner. Le « projet Linz » (cf. *Repères 1938, 1940*, fin décembre) ne pouvant aboutir en raison de l'évolution de la guerre, les œuvres d'art pillées en Europe sont entreposées dans des mines, tunnels et carrières afin de les ensevelir si le *Reich* est vaincu. Suite à l'arrestation de son fils Ernstl pour propos hostiles au régime, Ernst Jünger rédige *La Paix* qui va, jusqu'au 20 juillet, circuler clandestinement en copies manuscrites parmi les militaires opposés à Hitler ; il sera affecté au *Volkssturm* (cf. 25 septembre). Suicide dans une geôle de la Gestapo berlinoise du célèbre dessinateur humoristique Erich [433] Ohser (*Père et fils*) qui signait « e.o. plauen ». Parution en exil de : Stefan Zweig, *Le Monde d'hier* (posthume, cf. *Repères 1942*) ; Bodo Uhse, *Le Sous-lieutenant Bertram* (sur le militarisme allemand et la guerre civile espagnole) ; Friedrich Wolf, *Le Retour des fils* (sur la résistance antihitlérienne) ; Erich Weinert (cf. 12-13 juillet 1943), *Contre le vrai ennemi* (poèmes) ; Ludwig Renn, *Noblesse en déclin* (virulente condamnation de sa caste d'origine par l'auteur communiste qui s'appelait en réalité Arnold Friedrich Vieth von Golßenau) ; Rudolf Leonhard, *Il faut que l'Allemagne vive* (cf. août ; poèmes sous le pseudonyme de Robert Lanzer). Professeur à Yale (É.-U.), le juriste de souche polonaise Raphaël Lemkin, attaché depuis 1933 à mobiliser la communauté internationale contre les persécutions raciales nazies, crée le vocable « génocide ». À Theresienstadt (cf. 4 juin 1942), Kurt Geron (cf. *Repères 1930*) réalise le film *Le Führer offre une ville aux Juifs*, destinée à fournir la preuve que ceux-ci sont bien traités dans les camps. Malgré la promulgation d'un décret imposant la plus grande rigueur dans le domaine culturel, Goebbels charge Veit Harlan (cf. index) du

tournage de *Kolberg*, film « historique » à grand spectacle (réquisition de 1 87 000 soldats, 6000 chevaux, des tonnes de sel pour figurer la neige...) censé motiver la population allemande à une « guerre totale » jusqu'au-boutiste (sous le leitmotiv « Maintenant, Communauté raciale populaire, dresse-toi et que la tempête se déchaîne ! » — cf. 18 février 1943, 25 juillet 1944, 25 septembre 1944 —, la résistance « héroïque » de la cité baltico-poméranienne — aujourd'hui Kołobrzeg — au siège de l'armée napoléonienne en 1807). Sortie sur les écrans de : *Jeunes aigles* (Alfred Weidemann, propagande en faveur de l'engagement des 18-20 ans dans la *Luftwaffe*, cf. 7 mars 1945) ; *Nora* (Harald Braun, d'après *La Maison de poupée* d'Henrik Ibsen ; une femme en lutte contre la médiocrité environnante et cherchant à imposer à son entourage une conduite chargée de sens). Interdiction de *Au n°7 de la Grande Liberté* (*Große Freiheit Nr. 7*) de Helmut Käutner (une gigantesque boîte de nuit pour marins dans le « quartier chaud » de Hambourg où Hannes (Hans Albers) mène le spectacle et chante « La Paloma » ; la sensuelle Lise Werner dans le rôle d'une jeune fille séduite par un ouvrier des chantiers navals ; les nazis ne tolèrent pas que l'on montre des ivrognes, des prostituées, et des gens qui s'amuse et pensent à la bagatelle alors que la « guerre totale » exige la mobilisation de tous).

[434]

**Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.**

Année 1945

[Retour à la table des matières](#)

Janvier Appel de Heinrich Himmler aux femmes allemandes :

« Je demande aux membres de la Communauté raciale populaire allemande, et spécialement aux femmes, de ne faire preuve d'aucune pitié [...] à l'égard des tire-au-flanc (*Drilckeberger*) qui se mêlent aux colonnes de civils en voie d'évacuation ou fuient individuellement le front Est pour se diriger vers l'Ouest. Des hommes qui abandonnent le combat ne méritent pas le moindre quignon de pain de la part de notre sol natal. Nul n'est mieux à même que les femmes et les jeunes filles allemandes de rappeler à ces hommes où se situe leur honneur, de les ramener sur la voie du devoir, de les traiter non pas avec pitié mais avec mépris, et de forcer à retourner au front à grands coups de serpillère ceux qui s'entêteraient dans leur lâcheté ».

En France, actions de propagande psychologique conduites par le CALPO (cf. décembre 1944) auprès des poches résiduelles de la *Wehrmacht* (Royan, Rochefort, La Rochelle, Oléron, Saint-Nazaire, Lorient, cf. mai) et des troupes du maréchal Walter Model (nombreuses désertions) qui tiennent le front Nord.

9 janvier À Varsovie (cf. 1^{er} août 1944, 2 octobre 1944), les troupes soviétiques franchissent la Vistule (entrée dans la ville le 17, deux jours plus tard dans Cracovie).

16 janvier Défaite de l'offensive allemande dans les Ardennes (cf. 16 décembre 1944).

18 janvier À Auschwitz (cf. 26 novembre 1944), évacuation — à pied — d'environ 60 000 déportés ; destruction des archives et des constructions.

Globalement, les « marches de la mort » pour vider les camps des détenus encore relativement valides avant l'arrivée des Soviétiques concerneront autour de 800 000 personnes et feront au bas mot 250 000 victimes.

20 janvier Dynamitage d'Auschwitz-Birkenau (cf. 18 janvier).

[435]

22 janvier En Alsace (cf. 29 décembre 1944), début de l'offensive sur la poche allemande de Colmar.

27 janvier À Palmnicken (en Prusse orientale, sur la Baltique, à une quarantaine de kilomètres à l'Ouest de Königsberg = Kaliningrad), le maire nazi, Kurt Friedrichs, fait exécuter par une centaine de membres de la Jeunesse hitlérienne (*Hitlerjugend*, cf. 5 avril 1933) environ 3000 concentrationnaires évacués de l'Est (cf. 18 janvier).

Libération d'Auschwitz (cf. fin janvier) par les Soviétiques ; dans le camp se trouvent encore quelque 5000 malheureux dans un état de complet délabrement physique, ainsi qu'un petit groupe d'enfants jumeaux sélectionnés par le médecin SS Josef Mengele (34 ans, membre de la NSDAP depuis 1937) qui, mandaté par l'*Ahnenerbe* (cf. 1^{er} juillet 1935) dans le cadre de la politique nataliste (cf. 1^{er} juin 1933, 13 décembre 1935, 7 octobre 1939, 4 novembre 1939, 6 novembre 1941), se livrait à d'absurdes et abominables « expériences » (cf. 23 mai 1941) pour découvrir une technique « scientifique » de systématisation des naissances multiples, voire de diminution par deux de la durée de la grossesse.

30 janvier Dernier discours radiodiffusé de Hitler : après avoir longuement souligné que, sans son action politique conduite avec persévérance et fermeté durant douze années, l'Allemagne et l'Europe se trouveraient aujourd'hui entre les mains de la « conjuration mondiale judéo-internationale » (« *jüdisch-internationale Weltverschwörung* »), le *Führer* réitère sa « prophétie » (« *ich wiederhole meine Prophezeiung* ») que, par leur alliance avec les « Juifs du Kremlin » (« *Kremljuden* »), les puissances occidentales se vouent à leur propre perte (cf. 30 janvier 1944). Pour sa part, sa volonté d'anéantir la

« conjuration ploutocratico-bolchévique » (« *plutokratisch-bolschewistische Verschwörung* ») reste inébranlable d'autant que, « souvent proclamé mort et constamment souhaité mort » (« *oftmals totgesagt und jederzeit totgewünscht* »), il sait qu'il « finira par vaincre » (« *abschließend doch als Sieger* ») grâce au soutien du « Tout-puissant » (*der Allmächtige*) qui jamais n'abandonnera un homme qui a consacré sa vie au bonheur de sa [436] Communauté raciale populaire. Fort de cette conviction, il se sent en droit d'exiger de tous les Allemands, sans considération de sexe, d'âge, de maladie ou d'infirmité (« *vonjedem Kranken und Gebrechlichen* »), qu'ils accomplissent leur devoir « jusqu'à la dernière extrémité » (« *bis zum Äußersten* »).

À Gdingen (alors Gotenhafen, rade de Dantzig), le « Wilhelm Gustloff » (cf. 4 février 1936, 5 juillet 1937) embarque, en vue d'une évacuation sur Kiel, autour de 4900 personnes qui fuient l'avance soviétique, ainsi qu'environ 1500 soldats blessés et accompagnants sanitaires. Peu après 21 heures, le paquebot est coulé par un sous-marin soviétique en face de Stolpmünde (120 kilomètres à l'Ouest de Dantzig) : plus de 5300 morts.

À partir de février À Ravensbrück (cf. mi-mai 1939 et index), jusqu'en avril, les femmes malades et incapables de marcher sont emmenées à une chambre à gaz (autour de 13 000 victimes) installée au petit camp d'Uckermark (à 1500 mètres à l'Est du camp principal) ; créé en 1942, Uckermark avait jusqu'alors été un camp de rééducation pour adolescentes « dépravées » (*Jugendschutzlager*, cf. 25 mars 1939).

2 février Révolte des prisonniers soviétiques du camp de Mauthausen (cf. 2 et 4 mars 1944) ; évasion de 419 détenus ; chasse à l'homme autour de Schwertberg (proche de Mauthausen) à laquelle participent la police, le *Volkssturm* (cf. 25 septembre 1944), les pompiers et une partie de la population. Quelques fugitifs réchapperont du carnage grâce à la complicité de familles paysannes qui les cacheront — au péril de leur vie — jusqu'à la fin de la guerre.

3 février Mobilisation des femmes et des jeunes filles (cf. 30 janvier) dans le *Volkssturm* (cf. 25 septembre 1944).

Le *Gauleiter* de Basse-Silésie, Karl Hanke, organise la défense de Breslau (Wroclaw) ; il ordonne aux Jeunesses hitlériennes de jeter de la

neige dans les fleuves et les rivières afin qu'ils gonflent et arrêtent l'ennemi !!!

4 février Ouverture de la Conférence de Yalta (Crimée) qui réunit durant une semaine Staline, Churchill et Roosevelt :

[437]

- * Après la victoire, partage du *Reich* en zones d'occupation (*Beatzungszonen*) sous la coordination d'un Conseil de contrôle allié (*Alliierter Kontrollrat*).
- * Dénazification (*Entnazifizierung*).
- * Démilitarisation (*Entmilitarisierung*).
- * Jugement des criminels de guerre et responsables de crimes contre l'humanité.
- * Décartellisation de l'industrie.
- * Réparations de guerre et dédommagement des victimes.

8 février Le village vigneron de Staufen (environ 35 kilomètres au Sud de Fribourg-en-Brisgau) est bombardé par 12 avions français du groupe de chasse 1/5 « Champagne » : 79 morts civils. Le rapport de l'escadrille ne mentionne aucun objectif militaire. Si on consulte l'historique des opérations durant cette période, on constate que le chef du groupe, le commandant Marin la Meslée, avait été abattu quatre jours auparavant par la DCA allemande (*Flak*) et que le moral des pilotes en était d'autant plus affecté que le mauvais temps les avait cloué au sol jusqu'à ce jour. Il se pourrait donc bien que ce « travail facile » (historique p. 31) qui a « laissé le village en feu avec une immense colonne de fumée » (*ibid.*) ait été mené dans un esprit de vengeance (En effet, l'historique poursuit : « Une deuxième mission de 6 avions est envoyée sur une concentration de camions » qui a été signalée, « mais ne la trouvant pas, elle bombarde un carrefour au Sud-Est de Staufen »).

9 février En Alsace, liquidation de la poche allemande de Colmar (cf. 22 janvier). Les troupes françaises tiennent la rive du Rhin de Bâle au Nord de Strasbourg.

13 février Jusqu'au 15, bombardements de Dresde (deux de nuit, deux de jour) par la flotte aérienne anglo-américaine ; utilisation de phosphore. La « Florence sur l'Elbe » (*Elbflorenz*) — qui compte autour de 150 000 foyers auxquels il faut rajouter environ 400 000 réfugiés des zones occupées ou menacées par les troupes soviétiques — est entièrement détruite. Le nombre des victimes est considérable : 35 000 au minimum, 60 000 selon le SD, plus de [438] 200 000 selon certains historiens. Cette opération sera loin de faire l'unanimité parmi les Alliés.

15 février Dans le cadre de la « guerre totale », ordonnance du ministre de la Justice, Otto Thierack (cf. 20 août 1942) instaurant « dans les secteurs de défense du *Reich* menacés par l'ennemi » (« *in feindbedrohten Reichsverteidigungsbezirken* ») des cours martiales pour condamner tout Allemand qui chercherait à se soustraire à « son devoir vis-à-vis de la collectivité » (« *Pflicht gegenüber der Allgemeinheit* ») de poursuivre le combat « jusqu'à la dernière extrémité » (« *bis zum Äußersten* »).

19 février Rencontre de Himmler avec le comte suédois Folke Bernadotte qui occupe de hautes responsabilités à la Croix rouge internationale ; le but officiel est le sort des déportés et des prisonniers, mais en fait le *Reichsführer SS* souhaite prendre contact avec les Alliés occidentaux pour leur proposer une alliance contre l'URSS.

26 février Ordre des *Gauleiter* à la population du *Reich* de lyncher tout pilote allié abattu : « La police et la gendarmerie militaire (*Feldgendartnerie*) ont reçu des ordres en conséquence ».

Mars Les Alliés occidentaux occupent Trêves, Cologne, Remagen, Bonn, Coblence.

À Bergen-Belsen mort à 16 ans d'Anne Frank (cf. *Repères 1942*). Ouvert en mars 1943 près de Celle, au Nord de Hanovre, ce camp rassemblait à l'origine des Juifs destinés à être échangés contre des soldats allemands prisonniers ; utilisé à partir de fin 1944 pour accueillir les évacués d'autres camps, notamment Auschwitz (cf. 18 janvier 1945), il se transforma en mouroir (épuisement par manque de nourriture, épidémies, éliminations par injection de phénol).

3 mars La Finlande (cf. 19 septembre 1944) déclare la guerre à l'Allemagne.

[439]

7 mars À l'aérodrome de Stendal (situé sur l'Elbe, à environ 50 kilomètres au Nord de Magdeburg), création du « Commando spécial *Elbe* » (*Sonderkommando Elbe*) constitué de 300 « pilotes suicide » (cf. 1^{er} avril 1937, *Repères 1944*) chargés de percuter en plein vol les « forteresses volantes » (*fliegende Festung*) alliées.

19 mars Promulgation par Hitler de l'« Ordre Néron » (*Nero-Befehl*) : destruction sur le territoire du *Reich* de tout « ce dont l'ennemi peut se servir pour la poursuite de son combat » ; conflit avec Albert Speer qui affirme « la nécessité de conserver [au] peuple [allemand] ses forces vives ».

Activation des commandos *Werwolf* (loup-garou) dont les chefs ont été entraînés depuis la fin de l'été 1944 par le général SS Hans Adolf Prützmann (le nom de ces petits groupes de guérilleros fanatiques — attentats contre les Alliés, liquidation de « traîtres » — a été choisi en référence au roman *Le Loup-garou* (1910, 700 000 exemplaires) de l'écrivain Hermann Löns — mort au front en 1914 et érigé en modèle par les nazis — qui décrit le combat de francs-tireurs paysans contre les envahisseurs de leur province durant la Guerre de trente ans — *Dreißigjähriger Krieg*, 1618 - 1648).

25 mars À Aix-la-Chapelle (cf. 21 octobre 1944), le nouveau maire désigné par les Américains, le juriste antinazi Franz Oppenhoff, est assassiné par un commando *Werwolf* (cf. 19 mars) de cinq hommes et une femme dirigés par le sergent SS Josef Leitgeb.

27 mars Hitler réitère l'« Ordre Néron » (cf. 19 mars) ; Albert Speer offre sa démission.

29 mars Hitler convoque Albert Speer à la Chancellerie et refuse sa démission (cf. 27 mars) parce que « pour des raisons de politique intérieure et étrangère, [il] ne peu[t] renoncer à [lui] » ; il donne au ministre les pleins pouvoirs pour exécuter l'« Ordre Néron » comme il le jugera utile ; par un premier décret d'application, Speer ordonne « le maintien en état des installations industrielles, [440] des centrales électriques, des usines à gaz, des usines des eaux et des centres de ravitaillement ».

30 mars En contradiction avec les pleins pouvoirs accordés à Albert Speer pour l'exécution de l'« Ordre Néron » (cf. 29 mars), Hitler

ordonne à Bormann d'appeler les *Gauleiter* à « donner un caractère d'extrême fanatisme à la lutte contre l'ennemi en marche » et de ne « pas prendre la population en considération ».

2 avril Nouvelle rencontre Himmler-Bernadotte (cf. 19 février).

3 avril Albert Speer édicte un second décret d'application concernant l'« Ordre Néron » (cf. 30 mars) : « La destruction d'écluses, de digues, de barrages, de ponts-canaux et d'installations portuaires est [...] illégale tant que je n'ai pas donné mon accord » ; en outre, il donne ordre de simplement faire procéder « par des experts » à une « immobilisation durable » des usines « pour que l'ennemi ne puisse s'en servir pour augmenter sa puissance militaire ».

6 avril Les troupes soviétiques se rapprochant de Vienne, les organisations de résistance tentent de déclencher une insurrection qui est matée par le général SS Josef (Sepp) Dietrich (cf. 17 mars 1933), en charge de la défense de la ville.

7 avril La totale confusion dans les directives concernant l'« Ordre Néron » (cf. 29 mars, 30 mars, 3 avril) limite son application.

Intervention du « Commando spécial *Elbe* » (cf. 7 mars 1945) : au prix d'énormes pertes, les « pilotes suicides » ne parviennent à abattre qu'une vingtaine de « forteresses volantes » sur plusieurs milliers qui ont envahi le ciel d'Allemagne ; l'opération est un échec et ne sera pas reconduite.

9 avril En Italie (cf. 18 décembre), reprise de l'offensive alliée.

[441]

11 avril À l'approche des Américains, le camp de Buchenwald est évacué par la SS ; prise en main par le Comité international des détenus, dirigé par les communistes ; à leur arrivée, les troupes AMÉRICAINES trouvent le camp libéré.

12 avril Mort du président Franklin Delano Roosevelt (cf. index) auquel succède Harry Spencer Truman, vice-président depuis novembre 1944.

Les Français se rapprochent d'Offenburg ; les SS exécutent à la hache 41 détenus, en majorité juive, en provenance du camp de Flossenbürg (cf. index) et incapables physiquement d'effectuer les travaux dont ils sont chargés (remise en service d'axes ferroviaires).

13 avril Entrée dans Vienne (cf. 6 avril) des troupes soviétiques ; fin de la *Ostmark* (cf. 14 mars 1938).

15 avril Les Anglais arrivent au camp de Bergen-Belsen (cf. mars) qui leur est livré sans résistance avec ses 60 000 détenus par le commandant Josef Kramer (depuis décembre 1944, après avoir sévi à Dachau, Esterwegen, Sachsenhausen, Auschwitz I, Natzweiler-Struhof — gazage de plus de cent Juifs et Juives pour le compte du professeur August Hirt de l'Université de Strasbourg en vue de « travaux anthropologiques » — et Auschwitz-Birkenau).

16 avril Les troupes soviétiques atteignent l'Oder.

17 – 18 – 19 avril Occupée par les Français, la cité thermale de Freudenstadt (au pied du plateau du Kniebis, à mi-parcours entre Tübingen et Strasbourg) est sauvagement ravagée par des bataillons incontrôlés qui, durant quarante-huit heures, incendient, violent et assassinent.

20 avril 56^e anniversaire du *Führer*. Dans son allocution de félicitations, Goebbels lui promet la « victoire finale » (*Endsieg*). Les Américains occupent Nuremberg.

[442]

22 avril Hitler annonce à ses collaborateurs sa décision de rester à Berlin pour combattre les Soviétiques jusqu'à la mort.

23 avril Nouvelle rencontre Himmler-Bernadotte (cf. 19 février, 2 avril) ; le *Reichsführer* propose aux Alliés occidentaux la reddition des forces allemandes en Europe de l'Ouest et du Nord et une guerre commune contre l'URSS : refus des gouvernements anglais et américains (à noter que le légendaire général américain George Smith Patton, anticommuniste fanatique, n'était pas opposé au projet ; nommé gouverneur de Bavière en juin, il sera relevé en octobre par Eisenhower — cf. 28 septembre 1944 — en raison de son inaptitude à régler les problèmes politiques). La BBC annonce la tentative de trahison.

Les Soviétiques prennent position devant Berlin.

Suite à la décision de Hitler de rester à Berlin (cf. 22 avril), Göring, retiré à Berchtesgaden, lui demande de lui « confier immédiatement le poste de commandement à la tête du *Reich* avec totale liberté d'action » ; démis de toutes ses fonctions, il échappe à la mort en raison

de ses services antérieurs (dès lors, l'ancien « maréchal du Grand Reich » — cf. 19 juillet 1940—, dont la vie ne tient plus qu'à un fil, va tenter de négocier avec les Américains qui le feront prisonnier).

25 avril Les Américains et les Soviétiques font leur jonction sur l'Elbe (près de Torgau, à environ 70 kilomètres au Nord-Est de Leipzig et à une soixantaine au Sud-Est de Dessau).

26 avril Les Alliés se rapprochant, le général SS Karl Kaufmann, *Gauleiter* de Hambourg et, depuis 1942, « Commissaire du Reich à la navigation commerciale » (*Reichskommissar für die christliche Seefahrt*), fait évacuer le camp de Neuengamme (à 25 kilomètres à l'Est de la ville) ; une dizaine de milliers de concentrationnaires vont être enfermés dans les cales des navires « Cap Arcona », « Thielbek », « Deutschland » et « Athen », ancrés à Neustadt, en rade de Lübeck. Parallèlement, assassinat d'une vingtaine d'enfants juifs entre 4 et 12 ans, utilisés par un laboratoire berlinois pour des expériences sur la tuberculose (cf. 23 mai 1941, 27 janvier).

[443]

27 avril En Italie, Mussolini (cf. 15 septembre 1943) est capturé par des résistants alors qu'il se prépare à passer en Suisse ; il est exécuté avec sa maîtresse, Clara Petacci.

En Autriche (cf. 13 avril), proclamation de la République par le leader social-démocrate Karl Renner, 75 ans (cf. 12 novembre 1918, 4 octobre 1924, 13 mars 1938) ; soutenu par le Parti populaire (*ÖVP*, chrétien-démocrate) et les communistes, il forme un gouvernement provisoire qui annule l'*Anschluss* (démissionnaire le 28 novembre, après que son parti ait été supplanté aux législatives du 25 par *Y ÖVP* et que les quatre élus communistes aient été écartés, il sera nommé président le 20 décembre). Les Alliés partagent le pays en quatre zones d'occupation (d'Ouest en Est, française, américaine, britannique, soviétique) et Vienne en autant de secteurs.

28 avril Les Américains approchent de la capitale bavaroise ; sur Radio Munich, appel de l'« Action pour la liberté de la Bavière » (*Freiheitsaktion Bayern = FAB*) créée après l'attentat du 20 juillet 1944 par Ruprecht Gerngross et son ami Leiling : cesser immédiatement la « guerre totale » et hisser le drapeau blanc dans toutes les villes et villages.

À Penzberg (à environ 70 kilomètres au Sud de Munich), l'ex-maire Hans Rummer, destitué par les nazis en 1933 et envoyé en séjour en camp de concentration pour y être rééduqué, reprend possession de la ville avec l'aide de quelques amis afin de la remettre aux Américains (cf. supra). Sauvage répression par le lieutenant Ohm dont le détachement passe justement par Penzberg et un commando *Werwolf* (cf. 19 mars, 25 mars) conduit par l'écrivain Hans Zöberlein (cf. *Repères 1934 et 1937*).

Alors que la presse internationale donne une large diffusion à sa tentative de trahison (cf. 19 février, 2 avril, 23 avril), Himmler propose au général de Gaulle une alliance franco-allemande pour sauver les deux pays à la fois du bolchevisme et de l'impérialisme anglo-américain : aucune réponse du gouvernement provisoire de la République française (cf. 10 septembre 1944).

En Italie (cf. 27 avril), la *Wehrmacht* cesse de combattre sur ordre du général von Vietinghoff (remplaçant depuis le [444] 1^{er} avril de Kesselring — cf. 1^{er} décembre 1943 —, rappelé sur le front Ouest).

Nuit du 28 au 29 avril À Berlin (cf. 22 avril), vers minuit, dans le *Bunker* de la Chancellerie du *Reich*, mariage de Hitler avec Eva Braun, sa compagne depuis fin 1931.

À 4 heures, Hitler appose sa signature sous son testament, ainsi que ses témoins Goebbels, Bormann, et les généraux Wilhelm Burgdorff et Hans Krebs :

« [...] Il est faux prétendre que j'ai voulu ou que quiconque en Allemagne a voulu la guerre en 1939. Elle a été voulue et orchestrée exclusivement par ces hommes d'États internationaux qui étaient ou bien d'origine juive ou bien travaillaient pour les intérêts juifs [...]. Il s'écoulera des siècles, mais des ruines de nos villes et monuments artistiques renaîtra sans cesse la haine contre [...] le peuple à qui nous devons cela : le judaïsme international et ses suppôts [...]. Le vrai coupable de cette lutte meurtrière, c'est le judaïsme [...]. En restant dans cette ville [cf. 22 et 23 avril, T.F.], je souhaite partager le sort de ces millions d'autres qui l'ont enduré. En outre, je ne veux pas tomber aux mains d'ennemis qui, pour divertir leurs masses surexcitées, ont besoin d'un nouveau

spectacle mis en scène par les Juifs. C'est pourquoi j'ai pris la décision de rester à Berlin et de me donner la mort au moment même où je serai convaincu de ne plus pouvoir assurer le poste de *Führer* et de chancelier [...]. Je prie les chefs de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air, de renforcer par les moyens les plus extrêmes l'esprit de résistance de nos soldats conformément à l'idéologie du national-socialisme [...] en insistant particulièrement sur le fait que moi-même, en tant que créateur et fondateur de ce mouvement, j'ai préféré la mort [...] à une capitulation [...]. Avant de mourir, j'exclus du Parti [cf. 23 avril, T.F.] l'ex-maréchal du *Reich* Hermann Göring et lui retire l'ensemble de ses droits [...]. Je nomme le grand amiral Donitz président du *Reich* et commandant en chef de la *Wehrmacht* [[Karl Dönitz, commandant en chef de la marine de guerre depuis la destitution fin mars 1943 de Raeder — cf. 21 mai 1935 — qui s'opposait au projet du *Führer* de développer prioritairement le potentiel sous-marin, T.F.]. Avant de mourir, j'exclus du Parti ainsi que de l'ensemble de ses fonctions étatiques l'ex-chef de la SS pour le *Reich* et ministre de l'Intérieur du *Reich*, Heinrich Himmler [cf. 12 février, 2 avril, 21 avril, 23 avril, 28 avril, T.F.]. Pour le remplacer, je nomme le *Gauleiter* Karl Hanke [cf. 3 février 1945, T.F.] chef de la SS pour le *Reich* et le *Gauleiter* [445] Paul Giesler [cf. 16 février 1943, T.F.] ministre de l'Intérieur. Par des tractations secrètes avec l'ennemi [...], Göring et Himmler [...] ont causé à notre pays et à l'ensemble de notre Communauté raciale populaire un préjudice incalculable [...]. Pour diriger notre nation, je nomme les personnes suivantes membres du nouveau cabinet : président du *Reich*, Dönitz ; chancelier du *Reich*, Dr Goebbels ; ministre du Parti, Bormann ; ministre des Affaires étrangères, Seyß-In-quart [cf. index] ; ministre de l'Intérieur, le *Gauleiter* Giesler ; ministre de la Guerre, Dönitz ; commandant en chef de l'armée de terre, Schöner [cf. 23 février 1944, T.F.], de la marine de guerre, Dönitz, de l'armée de l'air, Greim [général Robert von ; arrivé à Berlin le 26 pour être nommé maréchal, Hitler lui ordonnera de repartir le 29 ; avion piloté par Hanna Reitsch, T.F.] ; Justice, Thierack [cf. 20 août et 18 septembre 1942, T.F.] ; Culture, Scheel [Gustav Adolf, médecin, *ex-Gauleiter* de Salzbourg] ; Propagande, Dr Naumann [Werner, secrétaire d'État au ministère

de la Propagande, vice-président de la Chambre culturelle du *Reich*, cf. 22 septembre 1933, T.F.] ; Finances, Schwerin-Krosigk [cf. 29 janvier 1933, T.F.] ; chef de la SS pour le *Reich* et chef de la police allemande, *Gauleiter* Hanke ; Économie, Funk [cf. index, T.F.] ; Agriculture, Backe [Herbert, successeur depuis mai 1942 de Richard Walter Darré — cf. 27 juin 1933, 2 juillet 1933 — qui s'était opposé aux conceptions de Hitler et Himmler pour la colonisation de l'Est, cf. 10 novembre 1941, 12 juin 1942, T.F.] ; Travail, Dr Hupfauer [Theodor, collaborateur de Speer, T.F.] ; Armement, Saur [Otto Karl, collaborateur de Speer, T.F.] ; dirigeant du Front allemand du travail [cf. 10 mai 1933, T.F.] et membre du cabinet, Dr Ley [cf. index, T.F.]. Bien qu'un certain nombre de ces hommes comme Martin Bormann, le Dr Goebbels, etc.. [...] se soient déclarés prêts à disparaître avec moi, je les prie d'obéir à mes ordres et dans ce cas précis de placer l'intérêt de la nation au-dessus de leurs sentiments personnels [...]. J'exige de tous les Allemands et de tous les nationaux-socialistes, hommes et femmes, ainsi que de tous les soldats de la *Wehrmacht*, qu'ils soient fidèles et obéissants au nouveau gouvernement et à son président jusqu'à la mort. Avant tout j'engage la gouvernance de la nation et tous les citoyens qui lui doivent allégeance (*Gefolgschaft*) à une observance scrupuleuse des lois raciales et à une résistance impitoyable à l'empoisonneur mondial de tous les peuples (*Weltvergifter aller Völker*), le judaïsme international. »

29 avril Les troupes américaines libèrent le camp de Dachau.

[446]

Les troupes soviétiques arrivent au camp de Ravensbrück où, après une opération massive de gazages (cf. février) et une « marche de la mort » (cf. 18 janvier), ne se trouvent plus que des grabataires et quelques nourrissons (depuis la mi-septembre 1944, 522 accouchements dans des conditions catastrophiques de femmes déportées enceintes ; par manque de soins, la plupart des bébés moururent rapidement ; en mars, le commandant du camp, Fritz Suhren, en avait fait transférer environ 80 avec leurs mamans à Bergen-Belsen, ce qui équivalait à une élimination — cf. mars, 15 avril. Un

« enfant de Ravensbrück », Jean-Claude Passerat-Palmbach, dont la mère avait été arrêtée pour résistance dans le bassin de Decazeville (Aveyron), vit actuellement à Clermont-Ferrand).

30 avril Entre 15 et 16 heures, suicide de Hitler et d'Eva Braun (cf. nuit du 28 au 29).

Goebbels (cf. 24 janvier 1926, 14 février 1926, 8 avril 1926) offre un armistice partiel aux Soviétiques ; comme les Alliés occidentaux (cf. 23 avril, 28 avril), Staline se refuse à des négociations séparées.

1^{er} mai Goebbels (cf. 30 avril) avertit l'amiral Dönitz de la mort du *Führer* et de ses dernières volontés (cf. 30 avril), puis se suicide avec sa femme et ses six enfants.

Dans la nuit, le général Helmut Weidling, en charge de la défense de Berlin, signe sa reddition avec les Soviétiques.

2 mai Le drapeau soviétique flotte sur Berlin.

À Flensburg (sur la Baltique, près de la frontière danoise), le grand amiral Karl Dönitz (cf. 28-29 avril, 1^{er} mai) forme le « Gouvernement en charge des affaires du Reich » (*Geschäftsführende Reichsregierung*) ; après avoir repoussé la participation de Ribbentrop (cf. index), il désigne Johann Ludwig Schwerin von Krosigk (cf. 29 janvier 1933, 28-29 avril) comme chancelier, ministre des Finances et ministre des Affaires étrangères.

Négociations de Johann Ludwig Schwerin von Krosigk (cf. supra) avec les Alliés occidentaux en vue d'une position [447] commune (il utilise l'expression « rideau de fer »/« *Eiserner Vorhang* ») contre l'Union soviétique (cf. 28 avril) : échec.

En Italie, à Salò (cf. 15 septembre 1943, 27 avril, 28 avril), le général SS Karl Wolff signe la reddition allemande.

3 mai Le *Gauleiter* de Hambourg, Karl Kaufmann (cf. 25-26 avril), ouvre la ville aux Anglais.

En rade de Lübeck (la ville vient d'être investie par les troupes britanniques), la RAF attaque les navires qu'elle pense susceptibles d'évacuer des unités combattantes allemandes (cf. 25-26 avril). Le « Cap Arcona », le « Deutschland » et le « Thielbek » sont bombardés et mitraillés : mort de 7000 concentrationnaires (les gardiens et les

équipages s'étaient mis à l'abri) ; ancré plus loin, l'« Athen » parvient à s'échapper.

4 – 5 mai Le grand amiral Dönitz (cf. 2 mai) refuse la participation de Himmler (cf. 28 avril, nuit du 28 au 29 avril) au gouvernement de Flensburg. Albert Speer prend en charge les affaires économiques.

À Prague, approche des troupes soviétiques ; début de l'insurrection contre l'occupant allemand.

Reddition des forces allemandes au Danemark, dans les Alpes et en Hollande.

6 mai La plupart des dirigeants du troisième *Reich* sont entre les mains des Alliés (hormis ceux qui participent au gouvernement de Flensburg — cf. 2 mai, 4-5 mai —, ce qui provoque un tollé des pays ayant subi le joug du *Reich*).

7 mai À Reims, le général Alfred Jodl (cf. 4 février 1938, 26 septembre 1941) signe la « capitulation sans conditions » (*bedingungslose Kapitulation*) de l'Allemagne avec les Alliés occidentaux.

8 mai A Berlin-Karlshorst, le maréchal Wilhelm Keitel signe la « capitulation sans conditions » (cf. 7 mai) avec l'URSS.

[448]

Les troupes soviétiques (cf. 4-5 mai) libèrent le camp de Theresienstadt (cf. 4 juin 1942, 9 juin 1942, novembre 1942, *Repères 1944*).

9 mai Dissolution du Parti nazi et de ses organisations par l'amiral Dönitz (cf. 2 mai).

Dissolution du *Werwolf* (cf. 19 et 25 mars, 28 avril) ; néanmoins, les recherches de Perry Biddiscombe (*The last nazis*) attestent que certains groupes resteront opérationnels jusqu'en 1947 (cf. également le roman de 1947 de Walter Kolbenhoff, *De notre chair et de notre sang / Von unserem Fleisch und Blut*).

Entrée à Prague (cf. 4-5 mai) des troupes soviétiques ; retour du président Benès qui forme un gouvernement comprenant des représentants des partis antifascistes.

10 mai En France, capitulation de la dernière poche allemande (cf. janvier) résiduelle : Lorient.

17 et 20 mai Au nom de la nouvelle gouvernance allemande (cf. 2 mai, 4-5 mai, 6 mai), le grand amiral Dönitz souligne lors de réunions avec les Alliés occidentaux la nécessité d'une alliance contre l'URSS ; concernant la politique intérieure, il propose un national-socialisme « épuré » ; en outre, il minimise les exactions dans les camps et les territoires occupés.

23 mai À la demande des Soviétiques (cf. 2 mai, 17-20 mai), dissolution et emprisonnement du gouvernement de Flensburg.

À Lüneburg, arrestation de Heinrich Himmler (cf. 4-5 mai) qui, déguisé, cherche à se soustraire à son arrestation par les Alliés ; il se suicide.

5 juin « Déclaration de juin » (*Juni-Deklaration*) signée par l'URSS, l'Angleterre, les É.-U. et la France (cf. 4 février) :

« L'Allemagne qui est responsable de la guerre, n'est plus en capacité de s'opposer à la volonté des puissances victorieuses. Il en est résulté la capitulation sans conditions de l'Allemagne et l'Allemagne se soumet à toutes les exigences qui lui seront imposées dès maintenant ou ultérieurement [...]. Les gouvernements du Royaume Uni, des États-Unis d'Amérique, de l'Union des Républiques socialistes [449] soviétiques, ainsi que le gouvernement provisoire de la République française prennent en charge par la présente l'exercice du pouvoir suprême en Allemagne [...]. Le pouvoir suprême en Allemagne est exercé par les commandants en chef des troupes d'occupation [...], chacun dans sa propre zone. Les quatre commandants en chef constituent ensemble le Conseil de contrôle interallié [...] dont les décisions doivent être prises à l'unanimité dans le souci d'une démarche unitaire [...] pour toutes les questions essentielles concernant l'Allemagne en tant qu'un tout (*Deutschland als Ganzes*) [...]. L'Allemagne dans ses frontières de 1937 est partagée en quatre zones [...] attribuées [...] de la manière suivante : une zone Est à l'Union des Républiques socialistes soviétiques, une zone Nord-Ouest au Royaume-Uni, une zone Sud-Ouest aux États-Unis

d'Amérique, une zone Ouest à la France [...]. Le territoire du grand Berlin est occupé par secteur par chacune des quatre puissances ».

26 juin À San Francisco, création de l'Organisation des Nations unies (ONU, cf. 14 août 1941, 28 novembre 1943).

17 juillet – 25 juillet Première session de la Conférence de Potsdam : Staline, Truman (cf. 12 avril), Churchill.

28 juillet – 2 août Seconde session (cf. 17-25 juillet) de la Conférence de Potsdam : Staline, Truman, Clément R. Attlee (devenu entre-temps premier ministre à la place de Churchill). Signature de l'« Accord de Postdam » (*Potsdamer Abkommen*) :

- * Création d'un Conseil des ministres des Affaires étrangères (Angleterre, É.-U., URSS, France, Chine).
- * Démilitarisation de l'Allemagne, interdiction du Parti nazi et de toutes ses organisations, abolition de la législation nazie, condamnation des criminels de guerre, destitution de tous les dirigeants et fonctionnaires compromis avec le régime nazi, réforme de l'enseignement et de la justice sur une base démocratique, décentralisation (cf. p. 16, 24 février 1920, 30 janvier 1934, 14 février 1934), déconcentration industrielle, relance de l'économie sous contrôle allié.
- * Prélèvement de réparations en compensation des dommages et des souffrances infligées aux nations européennes.
- * Amputations territoriales et détermination des frontières.
- * Évacuation des populations allemandes de Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie.

[450]

3 août Communication des décisions de Potsdam (cf. 28 juillet-2 août) à la France qui approuve globalement l'accord mais émet quelques réserves (non invitée).

6 août Bombe atomique américaine sur Hiroshima.

9 août Bombe atomique américaine sur Nagasaki.

2 septembre Capitulation du Japon ; fin de la Seconde Guerre mondiale (globalement autour de 50 millions de morts — à peu près autant de civils que de soldats —, dont plus de 20 millions pour la seule URSS).

24 octobre Ratification de la Charte des Nations unies à laquelle souscrivent 51 nations (cf. 26 juin).

20 novembre Ouverture du Procès de Nuremberg (premier tribunal pénal international).

Premières estimations des victimes du génocide des Juifs d'Europe (21 pays) : entre 4,2 et 5,7 millions (ce qui signifie que si nous devons — sans oublier les Tsiganes, cf. 16 décembre 1942 —, faire une minute de silence pour chaque victime du programme racial hitlérien, nous resterions muets durant au moins 10 ans !).

REPÈRES CULTURELS ET IDÉOLOGIQUES

Mort à 78 ans de la graphiste-sculpteur Käthe Kollwitz (cf. index), frappée d'interdiction professionnelle depuis 1937 pour « art dégénéré » (cf. index). Parution en exil de : Hermann Broch, *La Mort de Virgile* ; Theodor Plievier, *Stalingrad* ; Karl Schnog, *Camp de concentration inconnu* (ses internements à Dachau, Sachsenhausen et Buchenwald) ; Wolfgang Langhoff, *Le Mouvement « Allemagne libre »*. Incarcéré par la Gestapo depuis l'attentat du 20 juillet 1944, Albrecht Haushofer (fils de Karl Haushofer, cf. 23 janvier 1920) compose ses *Sonnets de Moabit* avant d'être assassiné d'une balle dans la nuque. À Heidelberg, le psychiatre et philosophe Karl Jaspers, interdit de publication depuis 1943, envisage de se [451] suicider avec son épouse juive qui va être déportée (fin mars) ; le couple est sauvé par l'arrivée des troupes américaines ; dès la fin de l'année, Jaspers reprend ses conférences universitaires et appelle les Allemands à réfléchir sur leur « culpabilité » . Détenu à Buchenwald, l'écrivain communiste Bruno Apitz écrit la nouvelle *Esther* qui ne sera publiée qu'en 1959 (après le succès de son magnifique roman concentrationnaire, *Nu parmi les loups/1958*). Sauvée de la déportation par Selma Lagerlöf (*Le merveilleux voyage de Nils Holgerson*, Prix

Nobel de littérature 1909) et réfugiée en Suède, la poétesse juive Nelly Sachs rédige *Les Demeures de la mort*. Bertolt Brecht achève *Le Cercle de craie caucasien* ; à Berkeley (Californie), première de la version intégrale de *Grand-peur et misère du troisième Reich* (cf. *Repères 1938*) sous le titre *The private life of master race*. Émigrée aux États-Unis, la philosophe Hanna Arendt (cf. *Repères 1937*), élève de Martin Heidegger et Karl Jaspers, entame la rédaction des *Origines du totalitarisme*. Au début de l'année, présentation du film *Le Führer offre une ville aux Juifs* (cf. *Repères 1944*) à une délégation de la Croix rouge internationale venue visiter Theresienstadt. Le 30 janvier (cf. fin décembre 1936), première à Berlin — et dans la poche de La Rochelle (cf. janvier) où une copie a été parachutée — du « film de résistance jusqu'au bout » (« *Durchhaltefilm* ») *Kolberg* (cf. *Repères 1944*). Les ouvriers chargés du dynamitage des trésors artistiques entreposés (cf. *Repères 1944*) dans les salines d'Aussee (90 kilomètres au Sud de Linz), dans le tunnel de Cotta et les carrières de Pockau-Lengefeld (région de Dresde) refusent d'exécuter l'ordre (sauvetage notamment de la « Madone Sixtine » de Raphaël, depuis au musée de Dresde).

[452]

[453]

**Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.**

INDEX

[personnes — lieux — thèmes]

[Retour à la table des matières](#)

Abetz 223, 240, 336, 338, 341, 369

Abwehr 414

Abyssinie cf. Éthiopie

Académie pour la gouvernance de la jeunesse allemande cf.
Akademie für Jugendführung

Académie pour le droit allemand cf. Akademie für deutsches
Recht

Accord de Munich 229

Accord de Potsdam cf. Conférence de Potsdam

Achavanne 332

Ackermann 400

Action contre l'intelligentsia cf. Intelligenzaktion

Action de grâces pour la récolte cf. Erntedankfest

Action E cf. Erntefest

Action exhumation cf. Enterdungsaktion

Action extraordinaire de pacification cf. *Außerordentliche Befriedungsaktion*

Action fenaison 389

Action pour la liberté de la Bavière (*Freiheitsaktion Bayern = FAB*) 443

Addis-Abéba 248

Action Reinhard 378, 379, 380, 381

Activation politique de la Wehrmacht 410

Adenauer 19, 38, 80

ADGB (*Allgemeiner Deutscher Gewerkschaftsbund* = confédération allemande générale des syndicats) 18, 65, 96, 122, 130, 135, 160, 163

Adlerhorst (« aire de l'aigle ») 431

Adolescents en révolte 302, 340, 380, 393, 394, 430, 436

Adorno 69

Afrika-Korps 342, 346, 366, 379, 380, 381, 387, 392

Afrique 298, 305, 306, 337, 346, 351, 352, 387, 396, 398, 399, 411

Ahnenerbe 237, 241, 316, 435

Ahnenpaß 270

AHS (*Adolf-Hitler-Schulen*) 248, 259

Aide nationale-socialiste à la Communauté raciale populaire cf. NSV

Aiglon 1' - duc de Reichstadt, 341

Aix-la-Chapelle 56, 195, 264, 428, 430, 439

Akademie für deutsches Recht 207, 221

Akademie für Jugendführung 306, 307

Albanie 303, 330, 338

Albers 433

Albritten 252

Alger 376,387

[454]

Algérie 313, 368, 387

Alès 414

Alexander G. 107

Alexander K. 272

Al-Husaynī 364

Allemagne fin 1938 294

Allemagne (projets de démantèlement) 355, 423

Allemands à l'étranger (*Auslandsdeutsche*) 197, 228, 252, 253, 260

Almeria 265

Alsace-Lorraine 18, 99, 195, 197, 330, 335, 336, 349, 383, 430, 431, 434, 437

Altona 150, 151, 152, 199, 411

Amann 196, 233

Amérique cf. É.-U.

Amsterdam 207, 390

Anacker 20, 295

Angleterre 19, 25, 26, 28, 32, 36, 37, 38, 39, 40, 46, 48, 50, 56, 58, 59, 66, 68, 73, 75, 76, 133, 149, 164, 193, 204, 206, 213, 227, 231, 232, 233, 246, 248, 259, 269, 270, 277, 281, 285, 286, 287, 288, 289, 295, 296, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 310, 313, 314, 315, 316, 319, 320, 328, 329, 330, 331, 335, 336, 337, 338, 341, 342, 343, 352, 354, 365, 366, 373, 375, 379, 382, 392, 399, 411, 418, 427, 448, 449

Angriff (journal nazi) 87, 103, 104, 125

Anhalt 16, 144, 145, 147

Animaux 135, 205

Annecy 395

Anniversaire du Führer 257, 280, 304, 417, 441

Anschluß 27, 42, 85, 126, 217, 222, 233, 273, 276, 278, 279, 280, 296, 329, 443

Antkowiak 256

Antonescu 279

Anvers 418

AO (*Auslandsorganisation*) 189

APA (*Außenpolitisches Amt*) 183, 211

Apitz 450

Arche de la Ruhr (*Ruhrlade*) 92, 102, 128

Architecture voir « repères » par année, cf. également Bauhaus.

Arco auf Valley von 22

Ardennes 431, 434

Arendt B. von 285

Arendt H. 272, 451

Argelès 299

Armes miracle 391, 402, 418, 427

Armstrong 322

Arnhem 427

Arnim von 398

Arolsen 16

Arp 28

[455]

Art dégénéré 267, 268, 270, 273, 282, 296, 323, 324, 370

Art nazi 203, 204, 209, 211, 228-229 [thématique], 267, 268

Arts voir « repères » par année, ainsi que 203, 211, 267

Artois 330

Aryanisation (*Arisierung*) 184, 196, 235, 237, 239, 243, 267, 270, 281, 284

Ascq 416

Asociaux 201, 267, 284, 384 (cf. également Parasites).

Assistance nationale-socialiste aux victimes de guerre cf. NSKOV

Association de protection de la République (*Republikanischer Schutzverband*) 63, 135

Association nationale-socialiste allemande pour la Pologne (*Deutscher nationalsozialistischer Verein für Polen*) 444

Athen (navire) 442, 447

Athènes 251,417

Attentats contre Hitler 319, 320, 395 [cf. également putsch].

Attlee 449

Auer 17,22

Augsburg 266

August Wilhelm de Hohenzollern 112, 131

Auschwitz 329, 339, 343, 347, 349, 351, 357, 358, 367, 375, 381, 389, 392, 407, 417, 426, 429, 430, 434, 435, 438, 441

Aussee 451

Außerordentliche Befriedungsaktion 328

Autodafé 189, 190

Autoroutes 187, 195, 202, 234, 294

Autriche 18, 19, 27, 33, 34, 37, 46, 67, 74, 80, 81, 87, 117, 123, 126, 129, 130, 193, 215, 217, 221, 233, 234, 250, 259, 260, 261, 265, 269, 270, 276, 277, 278, 279, 280, 283, 295, 296, 300, 319, 372, 441, 443

Awalow-Bermond 24,27

Axe (*Achse*) 254, 255, 269, 288, 291, 307

Axe syndical (*Gewerkschaftsachse*) 163

Axmann 336

Babelsberg 296

Babi-Yar 361

Baccalauréat 312

Bach-Zelewski von dem 429

Backe 445

Bad Godesberg 287

Bade 16, 51, 104

Baden-Baden 107

Bad Harzburg 131

Bad Nauheim 431

Badoglio 338, 401, 403, 404

Bad Wiessee 218

Baky von 370

Bâle 226, 304, 430, 437

Balk 411

[456]

Ballerstedt 218

Bamberg 23, 79

Bannière d'Empire noir-rouge-or (*Reichsbanner schwarz-rot-gold*) 63, 145

Barberousse (opération) 342, 345, 348, 349, 350, 353, 373

Barcarès 329

Barcelone 264, 298

Barlach 296

Barmat 70

Barmen 214, 216

Bartels 117

Barth 185, 226, 401

Barthel 60,295

Barthou 213

Bästlein 418

- Bataille 227
- Bauer G. 24, 27, 32, 70
- Bauer H. 394
- Bauer V. 318
- Bauhaus** 49, 61, 78, 85, 97, 120, 166, 209, 296
- Baum H. 378
- Baum M. 378
- Baumgarten 401
- Bavière* 16, 17, 22, 23, 24, 26, 31, 32, 40, 41, 42, 46, 47, 51, 52, 55, 56, 57, 61, 63, 64, 65, 66, 67, 69, 70, 71, 86, 93, 144, 145, 146, 149, 171, 172, 177, 178, 182, 218, 442
- Bayreuth* 56, 240
- Beaune-la-Rolande* 350, 379
- Becher 68, 84, 368, 400, 411
- Beck J. 211, 279, 289, 297, 302, 304
- Beck L. 269, 275, 283, 286, 287, 335, 422
- Becker 402
- Beckmann 77
- Beethoven 410
- Behr von 343
- Beimler 189, 207, 256
- Belfort* 426
- Belgique* 33, 34, 50, 51, 52, 74, 75, 76, 82, 213, 231, 246, 268, 309, 319, 328, 329, 330, 353, 418, 426, 427
- Bell 25
- Belzec* 380
- Benjamin 107, 332, 343
- Benš 281, 282, 286, 287, 288, 289, 448
- Benn 185, 208, 203, 227, 369

Bentivegna 416

Berchtesgaden 192, 211, 253, 269, 276, 277, 287, 306, 307, 345
(cf. également Obersalzberg), 442

Berchtolt 64

[457]

Berens-Totenohl 227, 295

Berg 41

Bergen-Belsen 43 8, 441, 446, 441, 446

Bergengruen 243

Berger G. 415

Berger H. 226

Bergmann 209

Berkeley 451

Berlin 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 25, 26, 27, 30, 31, 35, 39, 40, 42, 44, 45, 47, 49, 51, 53, 54, 57, 58, 70, 74, 78, 80, 81, 82, 83, 85, 86, 87, 89, 90, 91, 99, 100, 101, 103, 104, 107, 110, 111, 112, 113, 115, 117, 119, 123, 125, 129, 133, 136, 137, 139, 140, 141, 147, 149, 160, 163, 166, 169, 170, 174, 187, 188, 189, 193, 198, 200, 203, 208, 213, 217, 224, 232, 234, 248, 250, 251, 252, 254, 256, 258, 262, 263, 267, 271, 280, 284, 287, 288, 291, 295, 296, 297, 298, 303, 307, 308, 311, 315, 318, 322, 333, 340, 343, 345, 346, 348, 357, 364, 368, 371, 377, 378, 381, 383, 386, 387, 390, 392, 393, 394, 395, 396, 402, 403, 405, 409, 412, 414, 418, 444, 446, 447, 449, 451

Berliner 343

Bernadotte 438, 440, 442

Bernanos 137

Bernburg 315,351

Bernerli 264

Bernhard 190

Bernhardt 251

Bertram A. 355

Bertram H. 369
Best S.P. 318
Best W. 134, 313, 387
Bethel 191,347
Bethge 209
Beumelburg 60, 107, 120, 137, 227, 322
Beusselkitz 139
Beuthen 157, 195
Biddiscombe 448
Bielefeld 32, 191
Biélorussie 99, 312, 380, 407
Bier 273
Bihalji-Merin 227
Bilbao 263
Binding R.G. 295
Binding K. 35
Birabeau 272
Bircher 388
Bir-Hakeim 379, 380
Birkenau 368, 381, 388, 429, 430, 434, 441
Bismarck 29, 149, 369
Bizerte 341, 399
[458]
Bleichröder 27
Blobel 371
Bloem 107
Blomberg von 170, 216, 218, 219, 234, 268, 269, 271, 274, 275
Blubo (*Blut und Boden*) 112

Blücher 235

Blum 250, 265, 278, 280

Blunck 60,97,410

BNSDJ (*Bund nationalsozialistischer deutscher Juristen*) 207, 242, 247

Bock-Stieber 272

Bodelschwingh von 185, 191, 194, 347

Boese 235

Boess 104

Bohême 280,300,319,360,379,403

Bohle 189, 197

Bolchevisme 18, 21, 24, 27, 35, 46, 49, 53, 62, 80, 91, 113, 117, 120, 127, 137, 151, 165, 166, 209, 217, 218, 228, 229, 244, 252, 255, 269, 272, 307, 322, 327, 343, 350, 352, 353, 362, 364, 377, 384, 385, 386, 395, 396, 397, 399, 412, 413, 415, 425, 443 [cf. également Communisme].

Bollinger 394

Bologne 429

Bolz 157

Bombe atomique 294, 297, 391, 395, 412, 450

Bonaparte M. 296

Bonn 155, 166, 226, 438

Bonnard 368

Bordeaux 123

Bór-Komorowski cf. Komorowski

Bormann 192, 196, 199, 204, 342, 350, 385, 409, 410, 425, 426, 427, 428, 440, 444, 445

Bornim 174

Borsig von 53

Borsody von 344

Bosch 76, 154, 161, 187, 255
Bose von 218
Bothmann 265
Bou-Arfa 367
Bouhler 213
Bourgogne 329,330
Boxheim 133, 134, 135, 146
Bracht 153, 154
Brandebourg 124
Brandenburg 315,334
Brandt W. 119
Brasillach 368
Brauchitsch von 275, 298, 366, 367
Braun E. 444, 446
[459]
Braun H. 433
Braun O. 41, 72, 87, 126, 153, 318
Braun W. von 402
Braunau 282
Brecht 7, 49, 51, 60, 91, 97, 107, 120, 137, 166, 258, 295, 322, 344, 368, 411, 451
Bredel 244, 258, 323, 390, 400
Bredow von 218
Breitscheid 152, 256, 346, 425
Breker 332
Brème 16, 20, 21, 51, 91, 119, 127, 237, 253, 379
Bremer 338
Brésil 79
Breslau (Wroclaw) 343, 364, 436

- Brest-Litowsk* 18
- Bretagne* 330
- Briand 73, 74, 76, 81, 82, 83, 94, 102, 103, 108, 114, 129, 193
- Bringolf 313, 318
- Broch 137, 450
- Brockdorff von 387
- Brockdorff-Ranzau von 23
- Brocksieper 343
- Bröger 60
- Bromberg* 310, 311, 326
- Bronnen 107, 120, 369
- Brosz 349
- Bruck van den 60
- Bruckner 344
- Brückner 63
- Brüning 110, 111, 112, 113, 114, 116, 118, 119, 120, 122, 123, 124, 125, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 134, 135, 139, 140, 141, 143, 146, 147, 148
- Brunswick (Braunschweig)* 16, 115, 132, 141, 266, 306
- Bruxelles* 34,343
- Buber 390
- Buber-Neumann cf. Neumann M.
- Buch E. M. 385
- Buch W. 71,196, 213, 219
- Buchenwald* 175, 266, 268, 274, 351, 402, 412, 425, 430, 441, 450
- Bucher 413
- Bückeberg* 224
- Bückeburg* 16
- Budapest* 430

Büddig 151, 152

Budens 378

Bühler 372

Bulgarie 347, 349, 364, 396

Buna 225, 347, 349

[460]

Bürckel 197, 230, 279, 300, 335, 336, 339

Burckhardt 306

Bureau central SS pour l'administration et l'économie cf. WVHA

Bureau de politique raciale de la NSDAP cf. Rassenpolitisches Amt

Burgdorff 444

Bürger 368

Burte 84,368

Buttmann 83

BVP (*Bayerische Volkspartei* = *Parti populaire bavarois*) 26, 40, 42, 45, 47, 55, 65, 66, 72, 93, 100, 116, 131, 142, 157, 161, 179, 192, 196

Cadix 103

Calabre 403

CALPO (Comité Allemagne libre pour l'Ouest) 405, 416, 418, 425, 431, 434

Camps à la campagne 214,282

Camps de concentration et d'extermination 145, 174, 175, 176, 179, 189, 192, 194, 196, 200, 201, 205, 206, 207, 208, 220, 221, 222, 227, 237, 244, 249, 251, 252, 258, 266, 270, 272, 274, 278, 284, 288, 291, 293, 295, 304, 305, 308, 318, 319, 322, 323, 329, 338, 349, 351, 354, 356, 358, 365, 368, 374, 377, 378, 379, 380, 381, 384, 385, 388, 402, 407, 408, 409, 415, 417, 422, 423, 424, 425, 433, 434, 435, 436,

438, 441, 442, 443, 445, 446, 447, 448, 450 [voir également au nom des camps].

Camps de rééducation pour la jeunesse 302, 380, 436

Camps en France, Pologne et Suisse 290, 299, 310, 311, 318, 321, 326, 332, 339, 343, 344, 345, 357, 368, 369, 379, 382, 426 [voir également au nom des camps].

Camps soviétiques cf. Goulag

Canaris 414, 422

Cap Arcona (navire) 442, 447

Caravane Allemagne 325

Carélie 326, 428

Carol II 279

Carrare 431

Carrel 243

Casablanca 341, 392

Casque d'acier (*Stahlhelm*) 62, 89, 101, 106, 126, 132, 141, 142, 143, 171, 174, 186, 192, 238

Cassino 417

Catholicisme 18, 19, 21, 22, 24, 25, 26, 27, 32, 33, 36, 38, 40, 42, 44, 45, 47, 48, 54, 55, 59, 63, 65, 66, 68, 69, 70, 72, 79, 81, 84, 85, 90, 92, 93, 94, 96, 99, 110, 116, 118, 120, 122, 123, 126, 127, 130, 131, 133, 134, 135, 139, 142, 146, 147, 148, 150, 152, 153, 155, 157, 158, 161, 162, 171, 172, 176, 179, 181, 183, 192, 196, 199, 217, 218, 220, 238, 244, 252, 260, 261, 262, 263, 265, 266, 272, 273, 286, 291, 312, 335, 354, 355, 357, 386, 395, 398 [cf. également Vatican].

Caucase 326, 330, 383, 392

Celle 438

Cellules syndicales nationales-socialistes cf. NSBO

Censure 68, 78, 85, 121, 214, 244, 369

[461]

Certificat de travail jaune 362, 363

Certificat de travail rose 368

Chagall 322

Chamberlain A. 76, 83

Chamberlain A. N. 287, 289, 304

Chamberlain H.S. 56

Chambre culturelle du Reich cf. RKK

Champagne 330

Chanceliers du Reich (*Reichskanzler*) cf. Max de Bade, Ebert, Scheidemann, Bauer, Müller H., Fehrenbach, Cuno, Stresemann, Marx W., Luther, Brüning, von Papen, von Schleicher, Hitler p. 170 *sq.*, Goebbels p. 445, Schwerin von Krosigk p. 446 *sq.*

Chaplin 49, 60, 78, 343

Chardonne 368

Charlemagne 198

Charles le Téméraire 329

Charlotte (g^{de}-duchesse) 336

Charte Atlantique 357

Châteaux de l'Ordre (*Ordensburgen*) 248, 410

Chateaubriand de 272

Chautemps 265,274

Chelmno cf. Kulmhof

Chemins de fer 43, 67, 195, 260

Chine 266, 285, 364, 449

Choltitz von 425, 426

Chômage 32, 61, 68, 69, 78, 85, 86, 87, 92, 94, 98, 103, 104, 106, 109, 119, 121, 123, 127, 130, 136, 137, 142, 146, 149, 158, 160, 163, 166, 167, 171, 192, 195, 198, 199, 201, 211, 214, 216, 226, 240, 257, 264, 271, 274, 293

Chong-qing 364

Chrétiens allemands (*Deutsche Christen = DC*) 185, 191, 194, 197, 198, 199, 202, 204, 215, 255, 288

Christian X 327

Christiansen 262

Churchill 328, 335, 350, 357, 392, 399, 409, 436, 449

Chypre 330

Ciano 254, 290, 305, 306

Cinéma voir « repères » par année

Claß 20, 80, 100

Claudius 258

Clemenceau 21

Clercq de 329

Clermont-Ferrand 409, 426, 446

Coblence 19, 56, 82, 90, 103, 242, 384, 438

Coburg 32, 46, 105

Colibri (opération C.) 219

Colmar 434, 437

Cologne 20, 76, 168, 302, 379, 438

[462]

Colonisation 29, 30, 122, 197, 203, 230, 245, 261, 268, 337, 349, 355, 356, 359, 363, 381, 411, 424, 445

Comité Allemagne libre pour l'Ouest cf. CALPO

Comité du Reich en vue de la satisfaction des exigences du peuple allemand (*Reichsausschuß für das deutsche Volksbegehren*) 101, 103, 104, 105, 106

Comité national Allemagne libre (*Nationalkomitee Freies Deutschland = NKFD*) 400, 401, 405, 411, 413, 416, 418, 423, 425, 431, 434

Commando Elbe cf. Kamikazes

Commandos spéciaux (SK) et d'intervention (EK) cf. Groupe d'intervention

Commission administrative de censure cf. PPK

Commission d'enquête et d'arbitrage des conflits internes au Parti nazi cf. Ushla

Communauté de combat des nationaux-socialistes révolutionnaires cf. KGRNS

Communauté populaire pour une grande Allemagne (*Großdeutsche Volksgemeinschaft*) 61

Communauté raciale populaire (*Volk*) 30, 180, 181, 190, 191, 197, 201, 204, 206, 209, 213, 215, 216, 224, 229, 238, 239, 241, 263, 270, 274, 288, 295, 296, 304, 310, 311, 316, 321, 335, 343, 347, 374, 377, 383, 385, 394, 407, 408, 413, 420, 421, 422, 423, 424, 426, 428, 434, 436, 445 [cf. également Congrégation raciale populaire].

Communisme 18, 20, 21, 22, 23, 24, 27, 31, 32, 34, 35, 36, 37, 39, 41, 45, 46, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 56, 57, 58, 60, 63, 65, 68, 69, 71, 72, 74, 75, 77, 78, 79, 80, 85, 86, 87, 88, 90, 91, 93, 95, 97, 99, 100, 101, 102, 104, 107, 108, 109, 110, 113, 115, 117, 119, 120, 122, 123, 127, 128, 129, 132, 134, 137, 138, 141, 142, 143, 144, 145, 147, 149, 150, 151, 152, 153, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 182, 184, 188, 189, 191, 194, 196, 199, 200, 201, 202, 207, 209, 212, 216, 217, 218, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 232, 237, 239, 240, 244, 245, 249, 252, 253, 255, 256, 257, 258, 259, 263, 264, 265, 266, 268, 269, 270, 271, 272, 284, 286, 291, 299, 308, 312, 314, 318, 320, 326, 335, 337, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 351, 353, 358, 359, 360, 369, 378, 383, 390, 395, 400, 418, 441, 443, 451 [cf. également Bolchevisme].

Compiègne 18, 332, 335

Compiègne-Royallieu 350, 375, 379

Confédération allemande générale des syndicats cf. ADGB

Conférence de Casablanca 392

Conférence de Potsdam 449, 450

Conférence de Téhéran 409

Conférence de Washington 399

Conférence de Yalta 436, 437

Congrégation raciale populaire (*Volksgemeinschaft*) 322, 325, 371 [cf. également Communauté raciale populaire].

Congrès du Reich de la NSDAP (*Reichsparteitag der NSDAP*) 51, 82, 89, 102, 200, 224, 238, 253, 267, 287, 296, 309

Conseil de recherche du Reich (*Reichsforschungsrat*) 249, 265 [463]

Conseils de confiance cf. Vertrauensräte

Constance 427

Constitution de Weimar (*Weimarer Verfassung*) 26, 35, 45, 56, 92, 93, 95, 110, 114, 122, 124, 125, 138, 144, 153, 160, 161, 162, 163, 170, 172, 173, 175, 176, 180, 181

Conti 347,357

Copenhague 208, 268

Coppi 387

Corinth 322

Corporation du Reich du commerce allemand et de l'artisanat allemand (*Reichsstand des Deutschen Handels et des Deutschen Handwerks*) 188

Corporation nourricière du Reich (*Reichsnährstand*) 178, 242, 378

Corps aéronautique national-socialiste cf. NSFK

Corps franc (*Feikorps*) 21, 22, 23, 24, 26, 28, 30, 31, 32, 38, 39, 49, 51, 53, 55, 63, 88, 228, 235, 236, 282, 353, 378

Corrèze 418

Corse 333,404

Costantini 341

Cotta (tunnel de) 451

Coventry 340

Coubertin de 251

Coup de force de Prusse (*Preußenschlag*) 126, 128, 129, 153, 154

Cour de justice de la Communauté raciale populaire cf. VGH

Cracovie 287, 289, 317, 395, 416, 434

Crawinkel 412

Crète 349

Crimée 368, 380, 436

Crise Blomberg-Fritsch 274,275, 276

Crise de mai 282

Crise Röhm cf. Nuit des longs couteaux

Crise Stennes 115, 121, 124, 125

Crise Strasser 163, 165

Croatie 349, 364, 396

Croix gammée (*Hakenkreuz*) 53, 58, 104, 135, 177, 239, 278, 322

Crössinsee 247,410

Crucifix (décret sur le) 302, 303

Cuirassé (affaire du) 93, 95, 97

Cuno 47, 50, 54

Curtius E. R. 166

Curtius J. 108, 130

Curzon 313

Cyclon B 354

Czinner 107

Dachau 179, 186, 189, 207, 219, 220, 266, 303, 318, 329, 350, 362, 372, 441, 445, 450

Dagover 60

Dahlem 383

[464]

Dakar 341

Daladier 280, 287, 289, 298, 308, 326, 329, 331

Daluege 249

Danemark 29, 33, 305, 309, 320, 327, 330, 353, 361, 364, 386, 387, 396, 447

Dantzig 7, 34, 119, 195, 233, 253, 270, 290, 292, 297, 302, 306, 307, 308, 309, 310, 316, 436

DAF cf. Front allemand du travail

DAP (*Deutsche Arbeiterpartei = Parti allemand des travailleurs*)
20, 27, 28, 29, 30

Darlan 341, 376, 387

Darmstadt 32, 139, 234

Darré 109, 112, 114, 178, 191, 195, 196, 445

Daudistel 68,77

Davos 245,295

Dawes (Plan D.) 59, 61, 64, 66, 67, 78, 137

DC cf. Chrétiens allemands

DDP (*Deutsche Demokratische Partei = Parti démocrate allemand*)
21, 22, 24, 26, 27, 31, 32, 33, 38, 39, 40,41,42,43, 48, 54, 57, 59, 63, 72, 73, 74, 79, 81, 83, 92, 94, 114, 117

Débarquements 327, 329, 342, 383, 387, 400, 403, 404, 409, 418, 425

Decazeville 446

Déclaration de juin 448, 449

Decour 337

Décret d'exécution par balle cf. Kugelerlaß

Décret sur le drapeau (*Flaggenerlaß*) 177

Décrets cf. Lois

Degesch 354

Degrelle 329

Degussa 354, 386

Delp 335

Démocratie germanique 263

Dessau 11, 97, 120, 166, 442

DEST 283, 284

Detmold 16

Deutschland (navire) 442, 447

Devrient 142, 144, 151, 160

Diels 186, 213

Dieppe 383

Dietrich H. 146

Dietrich J. 178, 440

Dietrich M. 120

Dietrich O. 128, 197, 385, 393, 396

Diktat de Berchtesgaden 276, 277

Diktat de Versailles cf. Versailles

Dimitrov 177, 201, 206, 237

Dinter 41, 242

[465]

DIPFP (*Deutsches Institut für psychologische Forschung und Psychotherapie*) 248, 249, 315

Direction du Reich cf. Reichsleitung et Reichsleiter

Direction supérieure de la SS et de la police cf. HSSPF

Dirigeants politiques cf. Politische Leiter

District des ancêtres du Führer (*Ahnengau des Führers*) 283, 345

Dithmarschen 98

Dittel 313

Dix 28, 77, 90

Djelfa 367

DNVP (*Deutschnationale Volkspartei = Parti populiste national allemand*) 26, 41, 44, 51, 59, 62, 69, 72, 73, 76, 85, 92, 93, 95, 101, 105, 106, 108, 116, 123, 126, 127, 128, 131, 132, 134, 142, 143, 145, 150, 160, 161, 162, 169, 171, 176, 192, 195, 221

Dniepropetrovsk 362

Döblin 107, 137, 411, 418

Dohnányi von 414

Döllersheim 345

Dollfuß 215, 221

Domaine rural héréditaire cf. Erbhof

Donaueschingen 351

Dönitz 444, 445, 446, 448

Doorn 17, 72, 155, 352

Dora-Mittelbau 402,417

Dornberger 402

Dorpmüller 195

Dortmund 20, 31, 66, 378

Drapeau (affaire du) 80, 81

Drancy 357, 379, 381, 425, 426

Dresde 20, 255, 295, 296, 297, 301, 315, 326, 387, 390, 437, 451

Dreßler-Andreß 235

Drexler 20, 31, 39

Drieu La Rochelle 222, 368

DSP (*Deutsche Staatspartei = Parti d'État allemand*) 114, 116, 131, 135, 142, 146

Dudow 166

Duesterberg 62, 140, 142, 186

Duisberg 27, 76, 99, 123

Duisburg 31, 36, 52, 74

Durango 262

Durlach 139

Düsseldorf 20, 36, 52, 55, 74, 140, 282, 296, 301, 302, 379

DVP (*Deutsche Volkspartei = Parti populaire allemand*) 33, 47, 48, 54, 56, 58, 59, 60, 69, 72, 73, 79, 81, 83, 85, 92, 94, 105, 106, 108, 110, 116, 123, 125, 126, 130, 142

DWB (*Deutscher Werkbund*) 225

Dwinger 271, 343, 368

[466]

Ebert 17, 22, 25, 38, 39, 45, 55, 59, 62, 63, 70, 71, 101

Ebner 240

Eckart 20, 35, 60, 198, 258

École d'orateurs 99

Écoles Adolf Hitler cf. AHS

Ecosse 24,351

Écrivains voir « repères » par année.

Eden 232

Éducation de la jeunesse (conception de Hitler) 292, 293

Egelhofer 23

Eggers 209

Eggerstedt 151, 152, 153

Église catholique cf. catholicisme

Église confessante (*Bekennende Kirche = BK*) 214, 217, 225, 227, 231, 239, 249, 255, 265, 266, 279, 288, 334, 336, 337, 346, 380

Église évangélique 185, 191, 194, 198, 199, 201, 202, 204, 207, 237, 239, 337, 407 [cf. également Chrétiens allemands et Eglise confessante].

Églises 73, 126, 179, 185, 191, 194, 198, 199, 201, 202, 204, 214, 217, 225, 227, 231, 237, 238, 239, 249, 252, 255, 260, 265, 266, 270, 273, 288

Égypte 338, 341, 387

Eher (éditions) 35, 77, 213, 233

Ehrhardt 31

EHW (*Ernährungshilfswerk*) 304, 305

Eichmann 285, 298, 320, 371, 372, 410, 430

Eicke 220,374

Einsatzkommando cf. Groupes d'intervention

Einstein 41, 297

Eisenhower 429, 442

Eisenstein 77,92

Eisleben 173

Eisler 137

Eisner 17,23

Eitel Friedrich de Hohenzollern 131

El-Alamein 387,405

Élections 21, 33, 36, 64, 65, 66, 68, 71, 72, 74, 93, 102, 104, 105, 106, 112, 114, 115, 119, 126, 129, 133, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 151, 153, 154, 155, 157, 160, 161, 163, 166, 172, 173, 175, 176, 186, 199, 233, 234, 245, 246, 247, 263, 279, 280

Élections présidentielles 71, 72, 74, 139, 141, 142, 143

Elser 318

Eltz-Rübenach von 171

Emden 227

Émigration 7, 121, 167, 175, 190, 194, 195, 229, 230, 243, 245, 286, 293, 295, 298, 305, 313, 314, 323, 343, 361, 369, 372, 385, 390, 451 [cf. également Exil].

Emmerich 195

Emmerich A. cf. Alexander K.

[467]

Encyclique 261

Enseignement 92, 93, 95, 182, 185, 237, 240, 242, 255, 260, 381, 382, 449

Epp von 23, 93, 176, 178, 183, 197

Epting 338,369

Erbhof 202

Erlangen 252

Ermächtigungsgesetz 110, 162, 179, 180, 260, 299

Ernst K. 219

Ernst P. 28

Ernst M. 28, 258

Erntedankfest 227, 257, 268

Erntefest 407, 408

Erpenbeck 258, 295

Erzberger 18, 39

Eschenburg von 155

Escherich 30

Espace 84, 203, 213, 269, 301, 330, 337, 338, 359, 360, 361, 363

Espagne 79, 245, 250, 251, 252, 253, 255, 256, 259, 262, 263, 265, 271, 295, 298, 299, 302, 330, 352, 353, 388, 396, 411, 414

Essen 20, 31, 51, 81, 83, 86, 90, 153, 265, 331, 378

Esser H. 47, 178

Esser T. 157

Esterwegen 258, 295, 441

Estonie 305, 407

État à parti unique (*Einparteienstaat*) 196, 197, 198, 204, 205

Éthiopie 239, 240, 248, 254, 330, 348

Étoile bleue 320

Étoile jaune 239, 358, 360, 379

Etzdorf 337

Eulenburg von 122

Eupen 34,81

Euringer 209

Europe 7, 43, 4_, 75, 76, 77, 84, 99, 103, 108, 114, 122, 124, 126, 201, 212, 236, 241, 260, 264, 276, 299, 306, 307, 311, 315, 316, 327, 330, 337, 338, 341, 342, 348, 356, 361, 366, 367, 368, 369, 372, 375, 385, 387, 396, 398, 399, 409, 415, 423, 432, 435, 442, 449, 450

Euthanasie 35, 240, 249, 315, 316, 334, 336, 337, 338, 346, 347, 351, 354, 355, 356, 357, 358, 378, 380

Ewers 60, 121, 166, 208

Exil 85, 113, 136, 152, 185, 188, 191, 193, 198, 208, 227, 243, 244, 249, 256, 258, 259, 272, 282, 286, 288, 289, 296, 299, 308, 313, 323, 326, 328, 331, 332, 343, 344, 346, 357, 383, 390, 396, 400, 411, 433, 450 [cf. également Émigration].

FAB cf. Action pour la liberté de la Bavière

Fabre cf. Schaul

Falkenhausen von 329

Fallada 120, 166

[468]

Faulhaber 266

Faust 407

Feder 20

Fehrenbach 33, 36, 37

Feltre 401

Femme 15, 107, 178, 192, 212, 224, 229, 232, 240, 242, 255, 257, 261, 276, 294, 296, 305, 328, 339, 363, 370, 378, 380, 382, 389, 392, 393, 394, 406, 409, 423, 427, 433, 434, 436, 445, 446

Fêtes nationales du troisième Reich 257, 258
Feuchtwanger 77, 207, 227, 244, 256, 258, 343, 344, 411
Feuerstein 351
Fick 297
Fieber 256
Figeac 417
Filchner 273
Finlande 315, 318, 320, 321, 326, 330, 353, 364, 396, 428, 438
Firl 267
Fischer H. 44
Fischer R. 53
Fischer T. 322
Flandres 361
Flensburg (gouvernement de) 446
Flick 142,356
Flossenbürg 283, 351, 422, 441
Foch 21, 23
Fonction publique (Loi de restructuration de la) 183, 184
Force par la joie cf. KdF
Ford 68, 88
Förschner 402
Forster 197, 229, 233, 307
Förster 190
Forsthoff 208
Forzano 243
Fosses Ardéatines 416
Fouché 243
Fourrier 167

Frahm cf. Brandt

Fraigneau 368

Franc-maçonnerie 73, 217, 238, 314, 341

France 16, 18, 19, 24, 25, 29, 30, 32, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 45, 46,47, 50, 51, 52, 53, 56, 57, 58, 59, 62, 66,70,73,74, 75,76,79, 81, 82, 84, 88, 90, 91, 94, 97, 103, 105, 114, 119, 120, 123, 126, 127, 129, 138, 140, 153, 164, 193, 199, 204, 206, 211, 212, 213, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 246, 247, 248, 249, 250, 263, 265, 269, 270, 272, 274, 277, 278, 280, 281, 282, 286, 287, 288, 289, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 308, 309, 310, 312, 313, 316, 319, 320, 326, 328, 329, 330, 332, 333, 334, 337, 338, 339, 340, 341, 351, 352, 353, 357, 359, 360, 365, [469] 369, 371, 374, 375, 376, 379, 382, 383, 384, 387, 388, 390, 394, 395, 396, 404, 405, 409, 413, 416, 417, 418, 420, 425, 426, 427, 430, 431, 432, 448, 449

France (exploitation sous l'Occupation) 431, 432

Francfort/Main 32, 51, 68, 202, 234, 246, 322, 431

Franche-Comté 330

Franco 250, 252, 255, 268, 295, 298, 339

François-Poncet 152

Franconie 32,408

Frank A. 390

Frank H. 117, 118, 171, 196, 206, 247, 254, 316, 347, 372, 382

Frank K. H. 282, 287, 301, 380, 403

Frank L. 137

Frank M. 413

Frank W. 237

Frankfurter 245

Fraser 253

Frauenkirch 295

Frédéric le Grand 243, 259, 390

Fredersdorf v. 369

- Frei 207,390
Freisler 372, 383, 384, 394, 410, 422, 424
Freud 120, 190, 268, 296
Freudenstadt 441
Freundlich 258,411
Freyberg 147
Freystadt 89
Fribourg-en-Brisgau 117, 207, 328, 354, 394, 437
Frick 63, 108, 110, 101, 118, 122, 124, 140, 157, 171, 175, 176, 196, 212, 269, 271, 403
Friedrichs 435
Fries 139
Fritsch T. 68
Fritsch W. von 218, 234, 269, 274, 275
Fromm 405,420
Front allemand du travail (*Deutsche Arbeitsfront = DAF*) 112, 189, 200, 205, 213, 226, 230, 231, 241, 242, 247, 248, 256, 262, 264, 283, 292, 315, 373, 378, 445 [cf. également Ley].
Front d'airain (*Eiserne Front*) 135, 145, 152, 335
Front de Harzburg (*Harzburger Front*) 131, 132, 141
Front noir (*Schwarze Front*) 113, 125
Fuchs 91
Fulda 252, 286, 355
Funk 127, 128, 135, 143, 174, 274, 297, 386, 387, 403, 445
Fürnberg 295,411
Furtwängler 208

Gábor 259

Galen von 266, 354, 356

[470]

Galeen 85, 91

Galicie 416

Galland 251

Gamelin 320

Gansser 69

Garcia Lorca 295

Gareis 33

Garmisch-Partenkirchen 245

Gauche nationale-socialiste cf. social-révolutionnaire

Gauleiter (responsable de district) 79, 83, 106, 125, 148, 178, 183, 189, 197, 229, 230, 233, 240, 279, 317, 331, 335, 336, 384, 393, 408, 432, 436, 438, 440, 442, 444, 445, 447 [cf. également Reichsstatthalter].

Gaulle de 332, 387, 426, 427, 443

Gayl 149

Gdingen 436

Generalgouvernement cf. Gouvernement général

Generalplan Ost cf. Projet général pour l'Est

Gênes 43

Genève 43, 66, 140, 153, 154, 158, 164, 171, 202, 204

George L. 26

Géra 235

Gereke 171

Gerlich 219

Germanisation 203, 230, 241, 316, 336, 374, 380, 424

Gerngross 443

Gerron 121,433

Gerstein 380

Gerstenmaier 335

Gestapo 186, 194, 196, 207, 214, 219, 220, 222, 241, 245, 250, 253, 257, 260, 268, 271, 274, 291, 302, 303, 311, 312, 314, 316, 323, 326, 331, 332, 333, 335, 336, 344, 346, 356, 362, 378, 383, 386, 390, 409, 414, 418, 425, 432, 450

Geßler 31, 56, 82, 92, 116

Ghettos 304, 314, 328, 339, 340, 360, 361, 362, 368, 390, 396, 398, 399, 415, 422

Giesler 393, 445

Glaeser 190, 243

Gleichen-Rußwurm von 165

Gleichschaltung 176, 182, 183, 187, 201, 211, 212, 230, 233

Gleiwitz 195, 309

Globocnik 379, 407

Gmünd-Waldviertel 33, 34

Gneisenau von 235

Godesberg cf. Bad Godesberg

Goebbels 72, 73, 76, 79, 80, 82, 83, 85, 86, 87, 97, 101, 104, 107, 109, 112, 113, 114, 115, 122, 125, 140, 145, 164, 169, 177, 178, 179, 181, 187, 189, 196, 197, 200, 201, 203, 206, 208, 209, 210, 215, 217, 227, 245, 267, 269, 270, 272, [471] 295, 305, 321, 328, 342, 343, 355, 372, 375, 376, 379, 390, 391, 394, 408, 411, 416, 423, 426, 427, 433, 441, 444, 445, 446

Goerdeler 186, 227, 262, 286, 291, 335, 422

Goethe 209, 270, 338, 368

Goltz von der 21, 24, 25, 27

Golzheimer Heide 52

Gordola 317

Göring H. 46, 49, 58, 90, 126, 130, 133, 134, 140, 146, 156, 157, 158, 159, 163, 164, 165, 170, 171, 173, 174, 175, 179, 182, 183, 184,

186, 193, 194, 201, 204, 212, 213, 215, 217, 230, 234, 247, 248, 249, 251, 254, 261, 266, 270, 271, 274, 275, 277, 280, 284, 290, 291, 303, 304, 306, 309, 334, 342, 344, 351, 355, 363, 376, 395, 402, 427, 442, 444, 445

Göring M. H. 248, 249, 315, 345, 347

Gorki 166

Goslar 131

Gotenhafen cf. Gdingen

Gothie (Gotengau) 381

Goulag 152, 323, 390 [cf. également p. 326].

Gouvernement du troisième Reich [1] 170, 171 ; [2] 195, 196, 197, 198, 205 ; [3] 444, 445, 446, 447, 448

Gouvernement général 316, 317, 318, 326, 328, 337, 347, 382

Goy 211

Graefe von 51, 61, 70

Graf 394

Grafeneck 314

Grande-Bretagne cf. Angleterre

Grass F. 157

Graz 278,325

Grèce 338, 345, 348, 349, 396, 404, 417

Greim 445

Greiser 197,316

Grenoble 343

Grèves 17, 21, 22, 30, 37, 43, 48, 51, 54, 55, 57,70, 88, 95, 98, 111, 113, 116, 132, 134, 153, 159, 160, 172, 234, 237, 246, 249, 250, 253, 254, 274, 303, 306, 347, 387

Griessing 200

Grimm 84, 322

Gröber 266, 355

- Groener 17, 18, 25, 92, 130, 132, 134, 138, 139, 143, 144, 146, 147
Gropius 41, 85, 97
Groß 215
Groß-Rosen 364
Grosz 28, 58, 77, 166, 322
Groupes de théâtre nationaux-socialistes 102
Groupes d'intervention (*Einsatzgruppen*) 311, 312, 313, 353, 354, 364, 367, 371
Gruber 81
[472]
Gruhn 271
Grundig 322
Grime 60
Gründgens 272
Grynszpan 290, 291, 322
Grzesinski 80, 119, 153
Gauguin 322
Guderian 367,384
Guérin 259
Guernica 263,295
Guerre totale (*totaler Krieg*) 29, 73, 322, 377, 392, 393, 394, 397, 410, 414, 416, 419, 423, 425, 426, 427, 428, 429, 433, 438, 443
Guillaume II 17, 20, 29, 71, 81, 112, 131, 141, 155, 352, 369
Guillaume de Hohenzollern (*Kronprinz*) 82, 140, 141, 144, 179
Günther Hanno 345
Günther Hans 244
Günther H. F. K. 117
Gurs 299, 339
Gürtner 26, 63, 148, 171, 212, 219, 275, 346

Gustloff 245 [cf. également Wilhelm Gustloff].

Güstrow 296

Haakon VII 331

Habe 329, 390

Hacha 289, 297

Hadamar 315, 357

Hadamowski 235

Hagen 243

Hahn 293, 297

Haifa 389

Haigerloch 412

Hailé Sélassié 248

Halder 264, 286, 287, 384

Halifax 270

Hälker 425

Halle 34, 36, 37, 113, 173, 324

Haller 155

Hambourg 16, 51, 53, 57, 75, 79, 89, 98, 99, 119, 128, 144, 145, 146, 149, 160, 163, 260, 266, 302, 306, 325, 378, 394, 401, 418, 433, 442, 447

Hameln 224

Hammamet 398

Hammer 207

Hanau 32

Hanke 436, 444

Hanovre 125, 219, 289, 290, 291, 378, 438

Hansen E. cf. Nolde

Hansen R. 390

Harlan 272, 344, 390, 433
[473]
Harbig 415
Harnack 384
Harrer 20
Hartheim 315, 351, 416
Hartmann 425
Harz 22
Harzburg cf. *Bad Harzburg* et Front
Hasek 91
Hasenclever 91, 343
Haupt 185
Hauptmann 91
Haushofer A. 450
Haushofer K. 29, 450
Haut-Adige 37
Haute École de la NSDAP 324, 325, 348
Haute-Vienne 418
Hawaï 364
Heartfield 28, 137, 322
Hegemann 190
Heidegger 91, 107, 207, 272, 451
Heidelberg 209,450
Heidelberger 243
Heiden 166
Heil Hitler ! 135, 205
Heim 98
Heinemann 71

- Heinz 413
Heinz-Orbis 58,61
Heisenberg 167, 391
Heißmeyer 185, 212
Helbig 322
Held 26, 66, 69, 70, 72, 83, 93, 177
Helferrich 149
Heller 137
Hellpach 72
Henlein 234, 261, 280, 281, 282, 287, 301
Héritage des ancêtres cf. Ahnenerbe
Hermlin 411
Herne 246
Herriot 66,70,125
Herrmann 284
Herz 226
Herzfelde 68,77
Herzog 344
Heß 30, 168, 185, 196, 204, 213, 215, 217, 223, 230, 303, 327, 350
Hesse 16, 105, 133, 134, 146, 149, 249
Hesse F. 85
[474]
Hesse H. 48, 91, 411
Hesse K. 48
Hetz 400
Heuaktion cf. Action fenaison
Heuss 137
Heydrich 136, 206, 214, 217, 249, 285, 307, 308, 309, 310, 312, 313, 353, 356, 360, 361, 366, 371, 378, 379, 393

Heym 390, 418

Heyse 242

Hierl 236

Hildesheim 378

Hilferding 106, 346

Hilfrich 357

Hilgenfeldt 187

Himmler 97, 136, 138, 164, 168, 178, 182, 196, 213, 214, 215, 236, 249, 260, 269, 276, 278, 282, 293, 303, 313, 315, 328, 338, 342, 347, 350, 353, 354, 365, 374, 377, 380, 382, 384, 386, 389, 398, 399, 403, 405, 406, 417, 420, 424, 427, 429, 430, 434, 438, 440, 442, 443, 444, 445, 447, 448

Himpel 386

Hindemith 136

Hindenburg von O. 130, 155, 168, 169, 222

Hindenburg von P. 18, 72, 73, 74,77, 78, 80, 81, 88, 89, 92, 98, 101, 109, 110, 114,118, 124, 128, 130, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 152, 156, 158, 159, 161, 162, 163, 165, 168, 170, 171, 172, 173, 175, 177, 179, 203, 211,219, 222, 227, 243

Hippler 344

Hiroshima 450

Hirt 441

Hirtsiefer 153

Histoire 74, 85, 118, 166, 186, 190, 229, 237, 279, 320, 323, 341, 366, 406,

412

Histoire du nazisme 8, 9, 10

Hitler (de 1918 jusqu'à son accession au pouvoir absolu) 7, 18, 19, 20, 21, 24, 26, 27, 28, 30, 311, 32, 33, 34, 37, 39, 42, 43, 44, 46, 47, 48, 51, 52, 55, 56, 58, 60, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70,71,72,73, 74,76,78,79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 93, 94, 96, 97, 98, 99, 100, 105, 109, 110, 111, 112, 113, 115, 116, 117, 118, 119,

121, 122, 124, 126, 127, 128, 131, 132, 133, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 146, 147, 148, 149, 151, 153, 154, 155, 156, 157, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 173, 174, 175, 177, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 187, 191, 192, 194, 195, 197, 199, 201, 202, 203, 206, 207, 210, 211, 212, 213, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224

Hitler (accession au pouvoir) 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173

Hitler (chef suprême du *Reich* allemand) 223, 224, 276, 376, 377

Hitler (discours) 34, 56, 58, 72, 83, 86, 89, 90, 99, 116, 135, 143, 144, 173, 199, 212, 221, 224, 225, 234, 246, 264, 273, 277, 278, 279, 288, 292, 299, 304, 310, 311, 316, 320, 334, 359, 366, 379, 385, 396, 404, 413, 420, 435

Hitler (fin de) 442, 444, 445, 446

[475]

Hitler (naturalisation allemande) 74, 141

Hitler (testament) 412, 444, 445

Hitlerjugend (*HJ*) cf. Jeunesses hitlériennes

Hoche 35

Hochlinden 309

Hoegner 93, 193, 194, 318

Hoernle 258

Hofer 197

Hofmann 371

Hoffmann H. 54, 68, 84

Hoffmann J. 22, 23, 24, 30

Hoffmann K. 370

Höfle 70

Hohenzollern 16

Höhler 108

Holitscher 137

Hollande 17, 300, 309, 318, 319, 328, 330, 346, 347, 353, 379, 395, 427, 447

Holstein cf. Schleswig

Holz 408

Homburg 32,81

Homosexualité 138, 186, 210, 236, 249, 274, 275

Hongrie 123, 279, 290, 299, 319, 330, 349, 352, 397, 416, 417, 430, 449

Hoover 126, 140

Hopkins 354

Horkheimer 68

Hörsing 62, 144, 145

Horthy 279, 290, 397, 416

Horváth von 107,136

Hoßbach 269, 274, 275

Hossenfelder 185,224

HSSPF (*Höhere SS-und Polizeiführung*) 269

Hübener 386

Huber 394

Huelsenbeck 20

Hugenberg 41, 76, 78, 95, 100, 101, 105,127, 128, 131, 134, 160, 161, 162, 169, 171, 175, 176, 195

Hühnlein 125,428

Hupfauer 445

Husserl 208

Ibsen 433

IG-Farben 77, 90, 130, 154, 187, 206, 221, 225, 254, 278, 279, 294, 317, 327, 344, 347, 349, 354, 407

Ilberg 243

Iéna 117

Inde 359

Incendie du Reichstag 174, 175, 176, 179, 181, 182, 201, 202, 207

Indemnisation de la noblesse 77, 79, 82

[476]

Ingrie (Ingermanland) 381

Innitzer 278

Innsbruck 221

Institut allemand de recherche psychologique et de psychothérapie cf. DIPFP

Institut Goethe 270, 338

Institut Göring cf. Institut allemand de recherche psychologique et de psychothérapie Intelligenzaktion 317

Invalides 351, 356, 357, 358, 416

Iran 255

Irlande 330

Italie 37, 47, 48, 75, 76, 79, 93, 94, 147, 164, 193, 204, 225, 233, 239, 248, 251, 254, 255, 268, 269, 271, 277, 282, 288, 289, 290, 297, 303, 305, 320, 326, 331, 333, 338, 340, 349, 353, 365, 366, 372, 392, 396, 399, 400, 403, 404, 405, 407, 409, 415, 416, 417, 418, 419, 429, 431, 440, 443, 447

Jacoby 370

Japon 285,450

Jannings 60, 121

Japon 255, 266, 269, 285, 338, 342, 348, 349, 364, 365, 366, 392

Jarres 72

Jaspers 450, 451

Jelusisch 369, 410

Jérusalem 364, 390, 410

Jessner 49

Jeunesses hitlériennes (*Hitlerjugend =HJ*) 43, 82, 83, 88, 133, 139, 140, 160, 166, 182, 183, 193, 206, 209, 213, 226, 232, 241, 256, 262, 265, 281, 292, 302, 306, 312, 315, 344, 373, 382, 407, 435, 436

Jeux Olympiques 198, 199, 240, 244, 245, 250, 251, 252, 258, 272

Jitomir 359

Jodl 275, 360, 447

Johnson 252

Johst 208, 342

Jost 313,390

Jouhandeau 369

Journalisme 190, 203, 243, 251

Juifs 18, 30, 34, 42, 56, 69, 72, 73, 75, 78, 84, 85, 90, 93, 112, 137, 166, 168, 177, 180, 182, 186, 187, 190, 193, 194, 195, 204, 208, 217, 225, 229, 230, 238, 239, 245, 251, 253, 255, 258, 261, 262, 267, 269, 271, 272, 274, 278, 281, 284, 285, 286, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 296, 297, 298, 299, 300, 304, 311, 313, 314, 318, 320, 321, 323, 324, 326, 328, 337, 339, 340, 343, 344, 346, 347, 351, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 371, 372, 375, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 393, 404, 406, 407, 408, 410, 413, 414, 416, 417, 422, 423, 425, 426, 427, 430, 432, 433, 435, 438, 441, 442, 444, 445, 450, 451

Jung C. G. 249, 268, 385

Jung E. J. 61, 217, 218

[477]

Jungdo (*Jungdeutscher Orden*) 114

Jünger E. 35, 77, 107, 137, 166, 322, 432

Jünger F. G. 84, 258

Junghans 107

Jutzi 137

Kaas 96, 162, 195
Kafka 77, 84
Kahr von 31, 39, 40, 55, 56, 57, 65, 219
Kaiserslautern 58
Kaltenbrunner 278, 393, 415
Kamikazes (*Rammjäger*) 262, 439, 440
Kandinski 49
Kantorowicz 227
Kapelle 311
Kapp 26, 27, 30, 31, 32, 41, 97, 120, 153
Kappler 416
Karajan von 208
Karlsbad 280
Karlsruhe 139
Kassel 122, 153, 379
Kastl 98, 102
Kästner 137, 138, 190
Kattowitz 316
Katyn 396, 397, 398
Kaufman 355
Kaufmann 197, 442, 447
Käutner 370, 411, 433
Kautsky 189
KdF (*Kraft durch Freude*) 205, 211, 245, 266, 283, 373
Keitel 275, 350, 358, 364, 388, 389, 415, 447
Kellermann 20
Kellog 94, 193

Keppler 87, 147, 149, 165, 236

Kern 44

Kerr 190

Kerrl 145, 150, 154, 237, 239, 256

Kesselring 410,444

Kessler 73

Kesten 295,344

Keynes 25

KGRNS (*Kampfgemeinschaft revolutionärer Nationalsozialisten*)

113

Kharkov 402, 409

Kiel 17, 185, 436

Kiev 360, 408

Kimmich 434, 370, 411

Kinder 224

Kirchhoff 390

[478]

Kirchner 295

Kirdorf 80, 87, 88, 89, 113

Kisch 77, 207, 389

Kitchener 370

Kläber 91, 107

Kladno 380

Klagenfurt 278

Klagges 141

Klaipéda cf. Memel

Klausener 217,218

Klee 49

Kleist von 275

Klemperer 91
Klingenbeck 402
Klitzsch 39,40
Klopfer 372
Kluge von 275, 425
Knauf 107, 120
Knilling von 47, 55, 65, 66
Knochen 333
Koch (SA) 151, 152
Koch R. 322
Koestler 295, 343, 369
Kohlendorfer 67
Kokoschka 322
Kolberg 433
Kolberg (film) 433, 451
Kolbe M. 357
Kolbenhoff 208,448
Kolbenheyer 77
Kollwitz 20, 41, 166, 173, 208, 450
Kołobrzeg cf. Kolberg
Kommissarbefehl cf. Ordre à propos des commissaires
Komorowski 424
Königsberg (Kaliningrad) 435
Königswinter 83
Königs Wusterhausen 174
Kortner 60
Köslin 185
Koursk 330

Kowa de 369

KPD (*Kommunistische Partei Deutschlands*) cf. communisme

Kraepelin 249

Kramer 441

Krasnorgosk 400

Krauch 254

Kraus Erwin 428

[479]

Kraus Karl 49

Krause 203

Krauß 60

Krebs 444

Kreisau 335, 418

Krems 34, 193

Krenek 97, 136

Kreyssig 334

Kriebel 63

Kritziger 372

Kröver 139

Kropp 265

Kruger (dit « Oncle Krüger ») 370

Krupp A. 356

Krupp G. 51, 66, 91, 102, 161, 174, 187, 198, 225, 255, 294, 327

Kube 154, 185, 223

Kubin 49

Kugelerlaß 415

Kuhle Wampe 166

Kulmhof 365

Kundt 286

Kunzevo 239

Kurella 84, 259, 321

Lagerlöf 451

La Haye 102, 103, 105, 108, 123, 127

Lammers 220,427

Lamorlaye 241

Lamprecht 138,243

Landauer 28

Landsberg 63, 67, 68

Lang 41, 49, 60, 85, 97, 107, 137, 208

Lange H. 365

Lange R. 372

Langhoff 244, 272, 450

Languedoc-Roussillon 298

Lanzer cf. Leonhard

La Parade 413

Laponie 326

La Rochelle 434,451

Lask 77, 91, 244

Lasker-Schüler 166

Lausanne 149, 150

Laval 128, 213, 235, 246, 332, 334, 337, 339, 340, 376, 384, 394,
396, 427, 432

Lebensborn 240, 241, 374

Lebensraum (Espace vital) cf. Espace

Leber 418

[480]

Leclerc de Hauteclocque 426
Leeb von 275, 367
Leibbrandt 372
Leers von 208
Lefort von 137
Légion Condor 250, 251, 262, 263, 323, 324
Législation cf. Lois
Leiling 443
Leipart 163
Leipelt 394
Leipzig 29, 35, 37, 58, 116, 120, 186, 201, 251, 258, 261, 262, 442
Leitgeb 439
Leitz 193
Lemberg 316
Lemkin 433
Lenard 154, 155
Leni 68
Lénine 18, 22, 34, 39, 62, 69, 84, 91
Leningrad 330, 381, 393
Leonhard 91, 120, 227, 295, 368, 432
Leopold 193, 222, 265, 273, 273
Léopold III 268, 329
Lerchenfeld-Köfering von 40, 42, 44, 45, 46
Lersch 60, 209, 242
Les Glières 413
Les Milles 310, 339, 343, 411
Lettonie 305, 362, 366, 407
Leuschner 335

Le Vernet 299, 367, 368, 390, 411

Leviné 23

Ley 90, 125, 132, 189, 196, 211, 225, 249, 262, 264, 315, 325, 340, 373, 445

Libye 297, 330, 338, 341, 342, 345, 346, 348, 349, 364, 366, 372, 379, 380

Lichtenberg 291, 357, 358, 362

Lichtenberger 272

Lidice 380,411

Liebeneiner 344,370

Liebermann 322

Liebknecht 20,41

Liechtenstein 345

Liège 33,418

Liek 77

Liepaia 366

Ligne Siegfried (*Westwall*) 264, 282, 306, 317, 320, 426

Ligue allemande des propriétaires d'un logement en lotissement (*Deutscher Siedlerbund*) 231, 232

Ligue de combat allemande (*deutscher Kampfbund*) 55, 57

[481]

Ligue de combat pour la défense de la culture allemande (*Kampfbund für deutsche Kultur*) 107, 203, 228

Ligue de combat pour la défense du petit et moyen commerce (*Kampfbund für den gewerblichen Mittelstand*) 177, 188

Ligue des juristes allemands nationaux-socialistes cf. BNSDJ

Ligue manufacturière allemande cf. DWB

Ligue nationale-socialiste des défenseurs du droit cf. NS-Rechtswahrerbund

Ligue nationale-socialiste des étudiants cf. NSDStB

Ligue pour la défense passive cf. RLB

Ligue rouge des combattants du front (*Roter Frontkämpferbund*)
65, 100, 108, 145, 151

Ligues 18, 20, 25, 27, 28, 40, 41, 44, 52, 53, 55, 57, 63, 65, 73, 77, 80, 92, 97, 100, 101, 107, 108, 133, 135, 145, 151, 157, 177, 182, 183, 187, 188, 189, 192, 194, 199, 201, 203, 207, 211, 218, 228, 231, 247, 249, 252, 255, 261, 266, 285, 291, 323, 341

Ligue Tannenberg 73

Lille 416

Limburg 315, 357

Lion 296

Lindbergh 250

Lindner Alois 22

Lindner Anton 413

Lingner 258

Linnemann 252

Linz 73, 278, 283, 296, 315, 342, 432, 451

Lippe 16, 125, 168, 169

Lischka 333

Lisieux 420

Listes noires (*schwarze Listen*) 188, 189

Littérature voir « repères » par année.

Lituanie 50, 51, 65, 92, 188, 301, 360, 362, 407

Litvinov 90,304

Litzmann 328

Litzmannstadt cf. Lodz

Livre blanc 321

Livres voir « repères » par année.

Livret du travail (*Arbeitsbuch*) 231

Lloyd George 253

Löbe 94, 147, 193, 194

Locarno 74, 75, 193, 233, 234, 246, 317

Lodz 328, 365, 380

Loi d'habilitation cf. *Ermächtigungsgesetz*

Lois 16, 30, 39, 40, 44, 45, 56, 63, 64, 71, 77, 87, 92, 101, 102, 106, 110, 111, 114, 119, 123, 124, 125, 128, 135, 142, 144, 145, 150, 156, 159, 163, 164, 168, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 186, 191, 192, 195, 197, 198, 201, 202, 203, 205, 208, 210, 211, 213, 215, 216, 220, 222, 223, 224, 226, 228, 230, 231, 232, 233, 234, 236, 238, 239, 243, 245, 246, 247, 249, 252, [482] 254, 260, 269, 271, 274, 278, 279, 281, 282, 284, 292, 293, 296, 299, 302, 304, 309, 310, 311, 312, 315, 319, 321, 322, 327, 334, 339, 350, 358, 360, 363, 365, 372, 373, 374, 378, 384, 385, 387, 392, 395, 400, 415, 423, 427, 428, 429, 433, 438, 439, 440, 445, 449

Lois raciales 238, 239, 245, 372, 445

London 351

Londres 36, 37, 45, 61, 66, 76, 170, 235, 270, 286, 295, 298, 302, 322, 332, 336, 338, 339, 354, 357, 359, 379, 418

Long 251

Löns 439

Lorbeer 91

Lorient 434,448

Lorraine cf. Alsace-Lorraine

Lossow von 55, 57

Lot 417

Loucheur 40

Louis III 17, 41

Louis XVI 117

Louis Philippe Joseph d'Orléans (Philippe Égalité) 117

Lounatcharski 49

Lozère 298,413

Lubbe van der 174, 181, 201, 206

Lübeck 16, 63, 104, 375, 442, 447

Lubitsch 28

Lublin 316, 325, 356, 378, 380, 407, 423

Lucerne 322

Ludendorff E. 17, 18, 29, 37, 52, 54, 55, 58, 61, 63, 65, 70, 71, 72, 73, 117, 172, 271

Ludendorff M. 73

Ludin 116,118

Ludwig 190,243

Ludwigshafen 402

Luftwaffe 187, 235, 262, 284, 324, 328, 338, 340, 342, 354, 379, 384, 391, 403,411,433,439,440

Lukács 84

Lulu-Pick cf. Pick

Lüneburg 448

Lütgens 152

Luther H. 66, 76, 78, 80, 109, 157

Luther M. 372

Lüttwitz von 30, 31, 32, 37, 97

Lutze 197, 220, 298, 398

Lützow von 31

Luxembourg 309, 328, 330, 336, 384, 395, 428

Luxemburg 20

Lyon 351

Macédoine 349

[483]

Madagascar 298,337

Madrid 255,256

Magdeburg 61,71,315,439

Mahraun 114

Mährisch-Ostrau cf. Moravská Ostrava

Maidanek 356, 411, 423

Maikowski 172

Maisch 322, 344, 390

Malaparte 137

Malgré nous 336

Malmédy 34, 81

Malvaglia 317

Mandel 293

Mandchoukouo 299

Mann H. 19, 84, 120, 137, 166, 173, 190, 208, 227, 243, 244, 246, 249, 256, 258, 344, 411

Mann K., 207, 271, 344, 390

Mann T. 19, 49, 69, 107, 120, 207, 243, 258, 271, 295, 323, 343, 344, 411

Mannerheim von 320, 428

Mannheim 77, 402

Mansfeld 22, 36, 37, 113

Manstein von 277, 363

Mao Zedong 82

Marahrens 224

Marburg 218, 325

Marc 49

Marche orientale cf. Ostmark

Marcuse 344

Marek 351

Mariage 192, 238, 241, 255, 319, 363

Marie-Louise d'Autriche 341

Marienburg 248

Marin la Meslée 437

Maroc 361, 387

Marseille 213, 426

Marut 28

Marx K. 189

Marx W. 59, 63, 65, 66, 67, 68, 69, 72, 80, 82, 84, 85, 89, 92, 93

Matisse 322

Mattias (Liste) 369

Mauthausen 284, 345, 346, 351, 415, 436

Max de Bade 17

May 97

Mayence 20, 50, 82, 90, 105, 379

Marzabotta 429

Mecklenburg 16, 51, 64, 80, 101, 124, 148, 304

[484]

Médecine 78, 188, 190, 192, 198, 210, 216, 217, 233, 239, 240, 241, 243, 261, 272, 284, 293, 317, 347, 351, 355, 358, 369, 380, 388, 411, 435, 445 [cf. également Euthanasie].

Mehring 107,243

Meidner 20

Meinhold 387

Mein Kampf 68, 77, 84, 107, 220 [cf. également Second livre].

Meißner 131, 139, 162, 169

Memel (Klaipėda) 50,51,65,92,301

Mendelssohn Bartholdy 258, 262

Menden 425
Mengele 435
Menninghüffen 346
Menzel 209
Messe 353
Metz 430
Mexico 368, 389
Meyer A. 372
Meyer E. 149
Meyer H. 97, 120
Meyer J. 259
Meyer-Hetling 355
Miegel 242
Mierendorff 135, 145
Mies van der Rohe 120, 166
Mihajlović 349
Miklas 277
Milan 255
Milch 414
Milestone 121
Mise en phase cf. Gleichschaltung
Missour 367
Model 434
Moldenhauer 106
Mölders 251
Möller E. W. 210, 258
Möller W. 152
Molotov 304, 307, 313, 340

Moltke von 335

Montagne noire 413

Montherlant 338

Mont-Mouchet 413

Montoire 339, 341

Montpellier 331

Moravie cf. Bohême

Moravská Ostrava 287

Morgan 98

[485]

Morgenthau 423

Mors 404

Moscou 24, 189, 206, 237, 239, 258, 259, 275, 285, 307, 313, 320, 330, 354, 360, 366, 369, 373, 400

Mouvement de combat national-socialiste d'Allemagne
(*Nationalsozialistische Kampfbewegung Deutschlands*) 125

Mouvement national-socialiste pour la liberté de la grande
Allemagne (*Nationalsozialistische Freiheitsbewegung*
Großdeutschlands) 61, 70, 71

Muchow 111,121

Mühlen zur 295

Müsham 28, 97, 107, 227

Mülheim 25

Müller Heinrich 313,371

Müller Heinz 412

Müller Hermann 25, 32, 33, 93, 100, 101, 102, 104, 106, 109, 110,
119

Müller L. (journaliste) 35

Müller L. (évêque du *Reich*) 202, 204, 207, 225, 237

Müller P. 318

Munich 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 27, 28, 29, 30, 33, 34, 42, 44, 46, 48, 49, 51, 52, 53, 55, 57, 58, 60, 61, 63, 65, 69, 71, 80, 81, 83, 84, 86, 87, 94, 97, 99, 107, 114, 116, 133, 136, 207, 218, 238, 267, 268, 269, 270, 272, 283, 289, 317, 324, 329, 332, 378, 381, 393, 402, 443

Munster 354

Münzenberg 207, 272, 308, 343

Murnau 41, 49, 68, 85

Musil 120

Musique voir « repères » par année.

Musique dégénérée 282, 296

Mussert 328,329

Mussolini 37, 47, 48, 76, 93, 126, 215, 217, 221, 243, 248, 254, 255, 268, 279, 288, 289, 297, 303, 305, 326, 332, 338, 342, 345, 348, 351, 352, 366, 400, 401, 404, 405, 443

Nadolny 140, 153

Nagasaki 450

Nankin 364

Naples 403,405

Napola 185

Napoléon 1^{er} 155, 167, 341

Narvik 328

Nations unies 357, 370, 409, 450

Natzweiler-Struthof 349, 351, 364, 441

Naujocks 309,318

Naumann 445

Néantisation par le travail cf. Vernichtung durch Arbeit

Nebe 313

Neher 390

Nerz 252

[486]

Neubabelsberg 218

Neuchâtel 317

Neudeck 89, 223

Neuengamme 351, 442

Neumann E. 372

Neumann F. 390

Neumann H. 151, 152

Neumann M. 152

Neurath von 158, 170, 261, 263, 268, 269, 276, 300, 360

Neustadt (rade de Lübeck) 442

Neuwied 302

New York 284, 296, 322, 333, 411

Nexon 310

Niebergall 351

Niekisch 137

Niemöller 200, 212, 214, 224, 265

Nipkow 232

NKFD cf. Comité national Allemagne libre.

NN (*Nacht und Nebel*) 365

Nockmann 313

Noë 310

Noldau 369

Nolde 35, 272, 322, 368

Nonnenbruch 325

Norkus 139, 166

Norman von 390

Normandie 368, 409, 418

Norvège 252, 310, 320, 321, 326, 327, 330, 331, 361, 373, 395, 396

Noske 19, 20, 21, 22, 23, 31, 77

Nouvel ordre européen 212, 264, 327, 330, 337, 338, 387

NSBO 112,122,177

NSDAP (*Nationalsozialistische deutsche Arbeiterpartei = Parti allemand national-socialiste des travailleurs*) 30, 31, 34, 35, 39,40, 42, 46, 47,48, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 58, 59, 61, 65, 71, 72,73,75,76, 77,79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 154, 155, 156, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 168, 169, 170, 171, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 185, 186, 187, 188, 189, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 203, 210, 211, 212, 214, 215, 216, 220, 221, 223, 224, 226, 229, 230, 232, 233, 235, 236, 237, 238, 239, 241, 245, 247, 249, 253, 256, 257, 267, 273, 278, 282, 285, 287, 292, 296, 309, 317, 322, 324, 325, 328, 331, 336, 341, 346, 348, 350, 351, 365, 367, 369, 371, 373, 374, 377, 379, 383, 404, 411, 420, 435, 444, 448, 449

NSDAP (loi sur le monopole de la) 198 [cf. également Unité du Parti et de l'État].

[487]

NSDStB (*Nationalsozialistischer deutscher Studentenbund*) 80, 133, 182, 189, 203, 232, 239

NSFO (*Nationalsozialistische Führungsoffiziere*) 410, 413, 414

NSFK (*Nationalsozialistisches Fliegerkorps*) 262

NS-Hago (*Nationalsozialistische Handwerks-, Handels- und Gewerbeorganisation*) 200

NSKK (*Nationalsozialistisches Kraftfahrerkorps*) 126, 232, 242

NSKOV (*Nationalsozialistische Kriegsopferversorgung*) 205

NS-Rechtswahrerbund 247

NSV (*Nationalsozialistische Volkswohlfahrt*) 188, 201, 304

Nuit de cristal 195, 291, 292, 321

Nuit des longs couteaux 217, 218, 219, 220, 221, 222, 224

Nuit et Brouillard cf. NN

Nuremberg 46, 54, 56, 88, 102, 200, 208, 238, 245, 252, 253, 256, 283, 285, 287, 300, 308, 389, 402, 441, 450

Nuremberg (procès de) 450

Nußbaum 343

Oberlindober 204

Obenauer 258

Obersalzberg 192, 419 (cf. également Berchtesgaden)

Odessa 123,389

Offenburg 441

Office central de la SS pour la race et la colonisation cf. RuSHA

Office de politique extérieure de la NSDAP cf. APA

Officiers de gouvernance nationale-socialiste cf. NSFO

Ohlendorf 313,353

Ohm 443

Ohrdruf 412

Ohser 432

Olbricht 419

Oldenburg 16, 126, 144, 147, 148, 153

Oléron 434

Ollenhauer 191

ONU cf. Nations unies

Oppenhoff 439

Oprecht 318

Orchestre rouge 377, 384, 385, 386

Or dentaire 78, 338, 343, 354, 386

Oradour-sur-Glane 418

Oranienburg 174, 218, 227

Ordonnances cf. Lois

Ordre à propos des commissaires cf. 352, 360

Ordre Jeune Allemagne cf. Jungdo

Oregon 368

Orff 258, 271

Organisation de la NSDAP pour l'étranger cf. AO

[488]

Organisations paramilitaires sous la République de Weimar
55, 62, 63, 65, 108, 142, 143, 144, 145, 151

Organisation nationale-socialiste de l'artisanat, du commerce et des petites

entreprises cf. NS-Hago

Ordre Néron (*Nero-Befehl*) 439, 440

Organisation Todt cf. OT

Oslo 395

Ossietzky von 97, 136, 190, 258, 260, 295

Ost 414

Oster 414

Osthilfe 124, 167, 168, 170

Ostmark (Autriche intégrée au Reich) 279, 300, 441

Oswald 121

OT (*Organisation Todt*) 264, 282, 348, 374

Otages (Ordre d'exécution) 358, 360

Otto (Liste) 343, 369, 343

Otto W. 425

Ottwalt 120, 137, 166

Owens 251

Pabst G. W. 77, 85, 91, 96, 120, 121, 137, 166, 411

Pabst W. 26, 87

Pacelli (futur pape Pie XII) 96, 125, 220, 299, 395

Pacte anti-Komintern 255, 269, 297, 299, 302, 364

Pacte d'acier 305

Pacte des trois puissances 338, 340, 347, 349, 366

Pacte germano-soviétique 307, 308, 313, 314, 315

Paderborn 160

Palatinat 28,230

Paienne 207

Palestine 245, 364, 389

Palmkirchen 434

Papághos 338

Pape cf. Vatican

Papen von 26, 61, 148, 149, 150, 152, 153, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 168, 169, 170, 171, 173, 203, 217, 218, 220, 221, 273, 276

Parasites 112, 285, 312, 321, 322, 341, 354, 393 [cf. également Parasites].

Paris 36, 48, 49, 98, 120, 211, 227, 240, 243, 246, 249, 252, 256, 258, 263, 264, 270, 286, 290, 293, 295, 299, 331, 332, 338, 340, 350, 381, 411, 425, 426

Parti communiste d'Allemagne cf. Spartakistes, KPD

Parti du centre catholique cf. Zentrumspartei

Parti démocrate cf. DDP, DSP

Parti économique (*Wirtschaftspartei*) 72, 73, 116

Parti national-socialiste cf. NSDAP

Parti allemand des travailleurs cf. DAP

Parti populaire allemand cf. DVP

Parti populaire bavarois cf. BVP

Parti populiste national allemand cf. DNVP

[489]

Parti social-démocrate cf. SPD

Parti socialiste indépendant cf. USPD

Paschke 330,387

Pasewalk 18,321

Paserat-Palmbach 446

Passeport généalogique cf. Ahnenpaß

Patton 442

Paul H. 296

Paul (régent de Yougoslavie) 279

Paulus 388, 391, 393, 400

Pavelic 349

Pays-Bas cf. Hollande

Paysannerie 98, 99, 109, 112, 115, 120, 122, 124, 148, 165, 191, 195, 202, 214, 225, 229, 242, 258, 294, 363

Pearl Harbor 364

Peenemünde 402

Peinture voir « repères » par année.

Penzberg 443

Pernet 60, 61

Pérouse 419

Petacci 443

Pétain 300, 329, 331, 332, 333, 334, 339, 340, 387, 426, 427

Peters 369

Petersen 258, 321

Petrograd 24

Pfeffer von 80, 115

Philosophie voir « repères » par année.

Picardie 330
Picasso 271, 322
Pick 60
Pie XI 261, 262
Pie XII cf. Pacelli
Pieck 48, 117, 147, 256, 400
Pieg 225
Pietrzuch 156
Pinthus 28
Pirmasens 62
Pirow 298
Piscator 35, 77, 91, 137
Pisuldski 210, 219
Pithiviers 350, 379
Pitschen 310
Plan de quatre ans (*Vierjahresplan*) 253, 254, 256, 267
Plauen (e. o. plauen) cf. Ohser
Pleiger 356
Pli[e] vier ([e] rajouté à partir de 1933) 120, 450
Plon 242
[490]
Plön 185
Plötzensee 139
Pockau-Lengefeld 451
Poelchau 335
Poensgen 356
Pohl 365, 373, 377, 409, 417
Pöhner 63

Poincaré 50, 57, 59, 81, 82

Politische Leiter 197

Politzer 337

Pologne 26, 34, 36, 37, 41, 43, 44, 75, 76, 79, 197, 210, 211, 219, 230, 232, 275, 283, 287, 289, 290, 291, 292, 297, 302, 303, 304, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 315, 316, 317, 319, 328, 330, 343, 344, 357, 361, 370, 396, 398, 399, 402, 405, 413, 415, 416, 418, 419, 423, 424, 429, 449

Poméranie 18, 124, 185, 248, 268

Popov 201, 206

Porsche 211

Port-Bou 343

Portugal 251, 330, 353

Posen (Poznán) 317, 393, 405, 406

Posse 297

Potempa 156, 157, 158

Potemkine 235

Potsdam 160, 179, 185, 218, 251, 449

Potsdam (conférence et accord de) 449

PPK (*Parteiämtliche Prüfungskommission*) 214

Prague 191, 207, 240, 245, 286, 290, 295, 297, 301, 361, 378, 379, 380, 390, 395, 432, 447, 448

Presse 30, 41, 66, 70, 79, 95, 96, 111, 128, 129, 132, 135, 138, 139, 153, 154, 155, 156, 157, 174, 179, 189, 197, 201, 203, 234, 243, 260, 273, 276, 282, 291, 306, 316, 329, 350, 355, 372, 385, 388, 393, 398, 400, 404, 443

Preuß 26

Preysing von 266, 395

Prinzhorn 49

Pripet 99

Prix Nobel 42, 78, 84, 107, 155, 167, 243, 258, 260, 451

Probst 394

Procès 36, 59, 63, 64, 116, 117, 118, 134, 152, 201, 202, 207, 210, 234, 238,

260, 262, 263, 265, 410, 424, 450

Procès à grand spectacle 238, 259, 262, 265, 424

Programme en 25 points de la NSDAP 30, 165

Projet général pour l'Est 356, 359, 380, 363, 382, 405, 406, 407

Protestantisme cf. Église évangélique

Provence 418

Prusse 16, 19, 26, 29, 31, 32, 34, 36, 41, 48, 50, 51, 70, 71, 84, 86, 87, 89, 105, 112, 126, 128, 132, 144, 145, 146, 147, 149, 150, 152, 154, 171, 173, 174, 182, 183, 184, 186, 194, 248, 271, 308, 316, 418, 423, 434

[491]

Prützmann 439

Psychiatrie, psychanalyse, psychologie, psychothérapie 7, 35, 49, 97, 107, 155, 190, 191, 208, 227, 248, 249, 268, 293, 296, 307, 315, 316, 322, 325, 334, 346, 385, 450

Putsch contre Hitler de juillet 1944 275, 320, 335, 384, 405, 419, 420, 421, 422, 424, 425

Putsch de l'Orgesch 31

Putsch des nazis autrichiens 222, 250

Putsch hitlérien de novembre 1923 58, 59, 60, 61, 63, 64, 65, 71, 84, 98, 117, 120, 178, 203, 220, 226, 319

Putsch Kapp-Lüttwitz 30, 31, 32, 97, 120, 153

Putten 262

14 f 13 351, 358, 416

Quisling 321, 331, 373

Rabenalt 369

Radek 52

Rädel 383

Radio 36, 113, 138, 149, 154, 155, 159, 163, 165, 173, 174, 181, 185, 199, 200, 201, 202, 203, 218, 224, 235, 243, 278, 282, 305, 309, 310, 322, 324, 343, 348, 350, 375, 386, 395, 400, 404, 411, 413, 420, 435, 443

Radom 316

Radvanyi 243

Raeder 234,444

Rahmel-Robens 414

Rahn 91

Ralph 227

Rapallo 43

Raphaël 451

Rasch 371

Rascher 351

Rassenpolitisches Amt der NSDAP 216

Rastenburg 373

Rath vom 291

Rathenau 39, 40, 41, 42, 43, 44, 49, 62, 101

Rau 383

Rauschning 7, 229, 295, 316, 321

Ravenne 431

Ravensbrück 152, 304, 351, 380, 430, 436, 446

Reche 228

Regensdorf 317

Reed 91

Référendum 30, 37, 79, 81, 93, 95, 103, 104, 105, 106, 113, 122, 126, 129, 132, 145, 173, 203, 223, 229, 246, 247, 277, 279, 280, 309, 313

Régime Frick en Thuringe 108, 110, 117, 118, 124

Reich 7, 107, 208

Reichenau von 216

Reichenberg 292,293

[492]

Reichleitner 378

Reichsleiter 196, 197, 236, 406

Reichsleitung 196, 197

Reichsnährstand cf. Corporation nourricière

Reichsstatthalter (gouverneur de district) 183, 279 [cf. également Gauleiter].

Reichwein 418

Reims 447

Reinecker 389

Reinhardt 192

Reinhart 138, 149

Reitsch 381, 445

Remagen 438

Remarque 97, 121, 190, 411

Renn 97, 227, 259, 321, 432

Renner 18, 67, 278, 443

Renteln von 188, 200

Réparations 29, 35, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 49, 50, 57, 58, 59, 60, 73, 95, 96, 98, 100, 102, 127, 129, 139, 149, 151

République de Weimar (organisation territoriale et politique) 12, 13, 15, 16

Reschny 278

Résistance antihitlérienne 169, 170, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 182, 186, 187, 189, 190, 191, 193, 196, 199, 200, 201, 212, 213, 215, 217, 224, 225, 226, 227, 231, 234, 237, 238, 239, 246, 249, 251, 253, 254, 256, 257, 259, 260, 261, 262, 265, 266, 267, 269, 270, 273, 283, 284, 286, 287, 288, 289, 299, 302, 303, 311, 312, 313, 314, 316, 318, 319, 320, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 339, 340, 345, 346, 347, 349, 351, 352, 355, 356, 357, 358, 360, 361, 365, 368, 371, 372, 375, 376, 377, 378, 379, 381, 384, 385, 386, 387, 389, 394, 395, 398, 400, 401, 405, 412, 413, 414, 416, 417, 418, 420, 421, 423, 424, 430, 431, 443 [cf. également « repères » par année].

Responsabilité collective du clan familial cf. Sippenhaft

Restauration de la monarchie 26, 72, 81, 156

Rétif au travail (*arbeitsscheu*) 21A

Rethondes 18,332

Reuter von 24

Reynaud 326, 329, 331

Rhénanie 19, 24, 29, 32, 56, 62, 68, 70, 72, 73, 74, 76, 83, 90, 102, 103, 113, 125, 234, 246, 247, 261, 319, 423

Ribbentrop von 169, 235, 261, 263, 275, 290, 292, 301, 305, 306, 307, 313, 336, 339, 396, 397, 399, 446

Richter H. 343

Richter (préfet de police) 70

Richthofen von 263

Riefenstahl 166, 208, 243, 272

Rieucros 298,328

Riga 24

Rilke 60

Rio de Janeiro 389

[493]

Ritchie (Ritchie boys) 368, 418

Ritter G. 227

Ritter K. 259, 272, 296, 322, 369, 390, 411

Ritter R. 293

Rittmeister 385

Rivesaltes 319

RKK (*Reichskulturkammer*) 202, 204, 228, 242, 445

RLB (*Reichsluftschutzbund*) 187, 241, 242, 379

Roatta 251

Robison 60

Rochefort 434

Röhm 23, 40, 49, 55, 57, 63, 64, 71, 73, 121, 123, 124, 125, 133, 156, 164, 178, 186, 196, 204, 211, 212, 215, 217, 218, 219, 220, 223, 224, 241

Rökk 370

Rome 170, 195, 303, 333, 404, 416, 418

Römer 378

Rommel 342, 348, 349, 366, 379, 380, 381, 387, 398, 402, 409, 423, 430

Roosevelt 342, 354, 357, 366, 392, 399, 409, 423, 436, 441

Rosband 297

Rose blanche 381, 393, 394

Rosenberg 20, 35, 61, 107, 120, 166, 182, 197, 211, 216, 223, 227, 273, 318, 324, 325, 340, 343, 348, 354, 389, 410, 411, 432

Rosner 322

Rostock 380

Rostock 296

Roth 166

Rothacker 155

Rothmund 182, 287, 290, 311, 312, 382, 384

Rotterdam 262

Rouen 332

Roumanie 123, 331, 353, 364, 396, 408, 416, 426

Rover 148, 153

Rovno 363

Royan 434

RSA (*Reichssicherheitshauptamt*) 134, 314, 315, 321, 371, 387, 390, 393

Ruder 410

Ruhr 20, 21, 31, 32, 36, 38, 47, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 59, 66, 71, 74, 83, 84, 91, 95, 96, 97, 102, 114, 127, 246, 264, 359, 423

Ruhrort 36,74

Rummer 443

Rundstedt von 153, 275, 313, 367

RuSHA 230, 240, 316, 356, 371

Rüsselsheim 249

Russie cf. URSS

Rust 78, 215, 265, 311

Ruttmann 91

[494]

SA (*Sturmabteilung = Section d'assaut*) 20, 39, 40, 43, 46, 50, 52, 56, 58, 64, 71,76, 82, 83, 87, 88,91,96,98,99, 103, 104, 108, 112, 115, 120, 121, 123, 124 125, 126, 129, 132, 133, 134, 136, 139, 143, 144, 146, 147, 148, 149, 150, 151 152, 154, 156, 157, 158, 164, 169, 171, 173, 174, 176, 177, 182, 183, 185, 186 192, 193, 196, 205, 206, 209, 211, 212, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 224, 227, 232, 256, 278, 292, 293, 298, 300, 428

Sachs 451

Sachsenhausen 252, 266, 291, 318, 322, 351, 441, 450

Saefkow 378, 418

- Sagan 137
Saint-Aubin 383
Saint-Cyprien 299
Saint-Gall 317
Saint-Germain-en-Laye (traité de S'- G.) 26, 33, 34, 37
Saint Jacob 317
Saint-Louis (*navire*) 321
Saint-Nazaire 434
Salò 405, 447
Salonique 349
Sang 112, 180, 218, 226, 238, 240, 245, 261, 270, 328, 359, 406, 424
Sang et Sol cf. Blubo
Salzbourg 34, 195, 306, 445
Salomon von 48
Salzgitter 266
Sammern-Frankenegg 397
Sanary-sur-Mer 344
San Francisco 449
Sarre 29, 82, 103, 111, 113, 119, 143, 197, 199, 229, 230, 234, 302
Sarrebruck 231,305,322
Sauckel 105, 155, 157, 375, 376, 378, 389, 392, 397, 399
Sauerbruch 273
Sauerlandt 203
Sauer 445
Savoie 333
Saxe 16, 51, 53, 55, 56, 57, 85, 100, 105, 110, 112, 151, 254
Scapa Flow 24

Schacht 58, 64, 98, 102, 105, 106, 109, 121, 131, 149, 161, 178, 221, 223, 225, 235, 247, 252, 255, 264, 270, 274, 297, 298, 392, 423

Schäfer 60, 323

Schäffer 100, 157

Schardt 203

Scharrer 120, 137, 208, 321, 411

Schaul 351

Schaumburg-Lippe 16, 126

Schauwecker 28, 107, 209

Scheel 445

Schehr 196, 211, 227

[495]

Scheidemann 17, 22, 24, 83

Schellenberg 278, 313, 318, 414

Schemm 240

Schenzinger 166, 209

Schepmann 398, 428

Scheringer 116, 118

Scheubner-Richter von 54

Schiffer 31

Schink 302

Schiller 209

Schirach von 133, 182, 193, 196, 197, 209, 222, 259, 336

Schlabrendorff von 395

Schlageter 53, 208, 227

Schlange 82

Schlegelberger 346,357

Schleicher von 25, 92, 123, 130, 132, 133, 139, 143, 147, 148, 154, 155, 156, 161, 162, 163, 164, 165, 168, 169, 170, 171, 218

Schlemmer 120
Schleswig 29, 33, 35, 98, 120, 150, 327, 423
Schlier 84
Schlüter 390
Schmid-Wildy 227
Schmidt 98
Schmidt-Sas 345
Schmitt 195,221
Schmorell 394
Schmundt 275,280
Schneidemühl 326
Schneider (Le Creusot) 141
Schneider P. 268
Schnitzler 107
Schnog 450
Scholl H. 394
Scholl S. 394
Scholtz-Klink 212,232
Scholz (dentiste) 343
Scholz (politicien) 106
Schönberg 41, 136
Schöngarth 372
Schönhaar E. 211,340
Schönhaar K. 340
Schönstedt 227
Schöner 414
Schreck 71
Schreiber 210

- Schröder von 135, 149, 165, 168, 198, 225, 403
- Schumacher 390
- [496]
- Schumann 368
- Schulz 39, 125
- Schulze 326, 390
- Schulze-Boysen 384
- Schultze W. 232
- Schultze-Naumburg 97
- Schuschnigg von 222, 259, 261, 276, 277, 278, 279
- Schwarz F. X. 196
- Schwarz R. 211
- Schwedler 343
- Schweitzer H. 87
- Schwerin* 80, 101 [cf. également *Mecklenburg*].
- Schwerin von Krosigk 171, 445, 446
- Schwertberg* 436
- Schwitters 19, 28, 322
- Scultetus 417
- SD** (*Sicherheitsdienst*) 136, 206, 214, 218, 308, 309, 311, 314, 319, 331, 333, 336, 386, 414, 437
- SDN** 18, 21, 29, 35, 39, 46, 65, 67, 75, 79, 80, 82, 90, 103, 113, 203, 229, 231, 232, 233, 239, 246, 248, 250, 307, 338
- Sebottendorf von 20
- Second livre de Hitler** 97
- Secours aux exploitants agricoles des provinces orientales** cf. Osthilfe
- Sections motorisées nationales-socialiste** cf. NSKK
- Seeckt von 25, 31, 58, 82, 125

- Seghers 97, 208, 243, 272, 332, 389, 411
- Seibt 200
- Seipel 67
- Seißer von 55, 57
- Seitz 208
- Seldte 62, 171, 186
- Selpin 370,390
- Senarclens-Grancy von 155
- Séparatisme** 19, 24, 26, 27, 31, 57, 59, 62, 290, 299, 300, 349
- Serbie* 396
- Serment de légalité** (*Legalitätseid*) 117, 118
- Service central de sécurité du Reich** cf. RSHA
- Service d'aide au ravitaillement** cf. EHW
- Service d'entraide d'hiver** cf. WHW
- Service de Sécurité** cf. SD
- Service du travail** 159, 183, 236, 264, 276, 292, 299, 375, 394, 397
[cf. également Travailleurs étrangers].
- Severing 32, 36, 96, 125, 153, 186
- Seydlitz-Kurzbach von 400
- Seyß-Inquart 193, 273, 276, 277, 278, 299, 328, 445
- Shangai* 312
- Sibérie* 330, 380
- [497]
- Sicile* 399, 402
- Sidi Barrani* 338, 341
- Siedel von 400
- Sieg 387
- Siemens 149, 161, 255, 294
- Sienna* 419

- Sigmaringen* 16,427
- Silésie* 26, 30, 34, 36, 37, 39,41, 43, 44, 53, 107, 114, 156, 157, 302, 316, 423, 436
- Simferopol* 368
- Simon G. 336, 384
- Simon J. 232
- Siodmak 107
- Sionisme** 137, 194, 291, 321, 423
- Sippenhaft** 429
- Sirovy 289
- Six 313
- Sklarek 104
- Skorzeny 404
- Slesvig* cf. Schleswig
- Slovaquie* 288, 289, 290, 299, 300, 301, 330, 353, 364, 396, 427, 428
- Smolensk* 330,396
- Sobibór* 378, 395, 407
- Social-révolutionnaire** (tendance de la NSDAP) 71, 72, 75, 76, 79, 80, 91, 100, 111, 113, 114, 115, 117, 124, 125, 163, 164, 206, 216,
- Société des Nations** cf. SDN
- Sohlberg* 222
- Soif 414
- Sollmann 240
- Solution finale de la question juive** (*Endlösung der Judenfrage*) 313, 321, 337, 348, 356, 371, 397, 406, 408 [cf. également Juifs].
- Somalie* 348
- Sonderkommando** cf. Groupes d'intervention *Sonnenstein* 315,351
- Sonthofen* 248

Source de vie cf. Lebensborn

Spa 33

Spandau 250

Spartakistes 17, 18, 19, 120

SPD (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands* = *Parti social-démocrate d'Allemagne*) 17, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 27, 31, 32, 33, 37, 38, 39, 40, 41, 45, 48, 53, 54, 56, 57, 59, 60, 63, 70, 71, 72, 73, 75, 81, 84, 87, 93, 94, 95, 96, 99, 100, 101, 102, 104, 105, 106, 110, 112, 118, 119, 126, 127, 128, 129, 130, 132, 135, 137, 141, 142, 145, 146, 147, 150, 151, 152, 153, 155, 161, 163, 165, 168, 169, 172, 173, 175, 176, 180, 186, 188, 191, 193, 194, 318, 346

Speer 187, 222, 223, 264, 296, 303, 332, 333, 374, 392, 393, 403, 404, 414, 417, 419, 426, 427, 439, 440, 447

[498]

Spengler 48, 137

Spénlé 272

Sperber 227, 295, 308

Sperrle 251

Speyer cf. Spire

Spire 61

Spiro 258

Sporrenberg 407

Sport 30, 39, 40, 188, 189, 198, 199, 205, 226, 231, 240, 242, 244, 245, 247, 250, 251, 252, 258, 272, 281, 415

Sproll 266

SS (*Schutzstaffel* = *Section de protection*) 64, 71, 76, 82, 83, 88, 98, 115, 132, 136, 138, 139, 143, 144, 146, 147, 148, 149, 151, 164, 174, 176, 177, 178, 185, 196, 202, 206, 212, 219, 220, 221, 224, 230, 232, 236, 240, 241, 249, 252, 256, 260, 278, 284, 285, 292, 293, 314, 321, 322, 351, 354, 356, 357, 361, 363, 365, 371, 373, 374, 378, 379, 380, 382, 384, 387, 390, 393, 398, 399, 402, 404, 405, 406, 407, 408, 415,

416, 417, 418, 422, 425, 428, 429, 435, 438, 439, 440, 441, 444, 445, 447

Stadler 18

Stahlhelm cf. Casque d'acier

Stahremberg von 88, 215

Staline 61, 152, 206, 236, 285, 289, 300, 304, 307, 308, 322, 326, 343, 349, 356, 357, 360, 390, 392, 395, 396, 399, 409, 424, 428, 436, 446, 449

Stalingrad 382, 385, 388, 391, 392, 411, 450

Stampfer 191

Stangl 378

Staufen 437

Stauffenberg von 395, 405, 418, 419, 420, 421

Steinfurth 211

Stein 326

Steinhoff 208, 243, 272, 322, 370

Steinhöring 240

Stelling 193

Stempfle 219

Stendal 439

Stennes 115,124,125

Sterba 296

Sternberg von 120

Sternheim 41

Stettin 252,326

Stevens 318

Stinnes 27, 43, 44, 47, 80

Stöhr 118

Stolpmunde 436

Stralsund 326

Strasbourg 243, 349, 409, 425, 430, 431, 437, 441

[498]

Strasser G. 61, 70, 71, 72, 74, 79, 80, 90, 110, 111, 113, 114, 132, 149, 163, 164, 165, 218, 241

Strasser O. 71,72, 80, 110, 111, 113, 115, 117, 125

Straßmann 293, 297

Strauss E. 60

Strauss R. 243

Streckenbach 313

Streibel 98

Streicher 46, 60, 61, 408

Strelitz 304

Sresa 233,236

Stresemann 47, 54, 55, 56, 58, 59, 66, 69,70, 75, 76, 78,79, 81, 82, 83, 85, 89, 94, 95, 102, 103, 104, 106, 108

Stroop 398,399

Structuration politique du *Reich* national-socialiste 241

Struthof cf. Natzweiler-Struthof

Stuckart 372,427

Stucke 86

Stülpnagel K. H. von 374, 424

Stülpnagel O. von 21, 333, 360, 374

Stuttgart 20, 284, 315, 322

Suckert cf. Malaparte

Sudètes 234, 261, 269, 270, 277, 280, 281, 285, 287, 288, 289

Suède 30, 58, 90, 326, 330, 353, 359, 361, 387, 451

Suhren 446

Suisse 7, 19, 20, 75, 82, 147, 182, 199, 264, 272, 287, 290, 295, 309, 311, 312, 317, 318, 326, 330, 381, 384, 386, 388, 401, 429, 443

Syndic du travail cf. Treuhänder der Arbeit

Syndicats 18, 65, 96, 199, 113, 122, 125, 130, 135, 148, 158, 159, 160, 163, 172, 184, 187, 189, 205, 253

Syrie 326

Szálasi 416

Tabor 343

Tanev 201, 206

Tannenberg 88, 222

Tarente 403

Taubert 411

Taut 137

Tchang Kai-chek 82, 364

Tchakhotine 322

Tchécoslovaquie 33, 75, 76, 199, 234, 261, 269, 271, 277, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 297, 299, 300, 304, 448, 449 [cf. également

Slovaquie et Sudètes].

Tchitchérine 43,75

Téhéran 409

Tel-Aviv 245

Télévision 232, 235, 251

[500]

Témoins de Jéhovah 194, 199, 206

Templin 343

Terboven 331

Terwiel 386

- Tesch B. 152
Tesch K. 318
Teschen (Těšín) 289, 290
Tessin 317
Thalheimer 120
Thälmann 72, 73, 75, 95, 130, 141, 142, 143, 149, 163, 169, 175, 237, 255, 425
Théâtre voir « repères » par année [cf. également Thing].
Theresienstadt 379, 380, 387, 433, 448, 451
Thessalonique 99
Thielbek (navire) 442, 447
Thierack 247, 383, 384, 438
Thiess 369
Thing (théâtre) 209, 210, 243, 258, 271
Thoiry 81
Thorbeck 422
Thorez 169
Thrace 349
Thuringe 16, 22, 32, 56, 57, 64, 105, 108, 110, 111, 117, 123, 124, 140, 155, 157, 163, 296, 412
Thurn und Taxis 23
Thyssen A. 50
Thyssen F. 79, 82, 88, 91, 102, 113, 121, 140, 161, 169, 198, 215, 255
Tillessen 39
Tippett 322
Tirard 24
Tiso 289, 300, 301
Tito cf. Brosz

Tobrouk 348,381

Todt 195, 242, 264, 281, 326, 348, 373, 374

Tokyo 285

Toller 23, 28, 60, 91, 244, 322

Tonningen van 329

Torgau 442

Torgler 159, 175, 201, 206

Toulon 387

Toulouse 339

Tourjansky 259,343

T 4 cf. Euthanasie

Traîtres 33, 70, 205, 220, 259, 267, 309, 310, 311, 312, 316, 321, 336, 376, 389, 408, 410, 414, 419, 424, 425, 429, 438, 439 [cf. également Werwolf].

Transvaal 370

Traunstein 19

[501]

Travailleurs étrangers (*Fremdarbeiter*) 236, 318, 375, 376, 378, 386, 389, 394,397,401,405,426

Traven cf. Marut

Treblinka 378, 381, 395, 402, 407

Trenker 167

Tresckow von 395

Treuhänder der Arbeit 191, 210, 213

Treviranus 106, 108

Trêves 56, 384, 428, 438

Troisième Reich (territoire en 1939) 14

Trondheim 327

Trott zu Solz von 335

- Troost 114, 208, 267, 273
Truman 441, 449
Tsammer und Osten von 189, 198, 240, 247
Tsiganes 293, 327, 353, 368, 384, 389, 450
Tsolákoglou 349
Tübingen 155, 412, 441
Tucholsky 61, 77, 190, 243
Tuka 301
Tulle 418
Tunis 399
Turquie 221, 255, 330, 352
Türk 243
Turkestan 330
Tyrol 37, 79, 93, 167, 197, 221, 288, 305
- Ucicky 209,370
Uckermark 436
Ufa 95, 235, 296, 370, 390, 411
Uhrig 378
Uhse 49, 243, 433
Ukraine 312, 316, 330, 353, 359, 360, 361, 362, 363, 403, 407, 408, 409
Ulbricht 256, 400
Ulm 116, 117, 118
Ullstein 296
Unger 227, 370
Union soviétique cf. URSS
Unité du Parti et de l'État 205, 206 [cf. également NSDAP - loi sur le monopole].

Unruh von 84

URSS 19, 21, 24, 27, 28, 38, 43, 49, 70, 75, 88, 99, 101, 120, 133, 136, 234, 235, 236, 246, 247, 252, 253, 264, 279, 283, 285, 286, 301, 303, 304, 305, 306, 307, 312, 313, 315, 318, 322, 325, 330, 337, 344, 345, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 364, 366, 367, 371, 373, 382, 383, 384, 387, 391, 392, 399, 405, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 415, 416, 418, 419, 423, 427, 428, 430, 434, 435, 436, 438, 440, 441, 442, 446, 447, 448, 449

[502]

USA 19, 21, 31, 39, 41, 42, 60, 61, 64, 66, 67, 68, 78, 84, 88, 89, 94, 95, 98, 104, 121, 133, 134, 135, 141, 149, 164, 204, 270, 311, 320, 329, 342, 343, 348, 354, 355, 357, 359, 360, 363, 364, 365, 366, 368, 369, 373, 399, 411, 430, 448, 449, 450

Uschla (*Untersuchungs- und Schlichtungsausschu.fi*) 71,210

USPD (*Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands = Parti socialiste indépendant d'Allemagne*) 17, 22, 31, 33, 34, 35, 46

Utikal 343

V (*Vergeltungswaffe*) 1 & 2 cf. Armes miracle

Van Gogh 322

Vatican 53, 125, 195, 196, 199, 216, 220, 261, 262, 299, 380, 395

Vandervelde 76

Vansittard 423

Varsovie 289, 290, 310, 316, 339, 340, 390, 398, 399, 415, 418, 419, 423, 429, 434

Vege sack 237

Venise 217

Venlo 318

Vercors 413

Vermeil 322

Vernichtung durch Arbeit 374, 377, 384, 409

Vertrauensräte cf. 213, 233

Versailles (traité de V.) 17, 21, 23, 24, 25, 26, 28, 29, 30, 31, 34, 35, 36, 38, 50, 75, 88, 113, 115, 137, 140, 144, 158, 169, 212, 231, 232, 233, 235, 245, 260

Vesper 425

VGH (*Volksgerichtshof*) 213, 215, 247, 383, 424

Vialatte 84

Vichy (gouvernement de) 280, 291, 331, 334, 335, 339, 341, 346, 352, 353, 381, 383, 387, 426, 427, 432

Victor-Emmanuel III 248, 401

Vienne 34, 87, 193, 197, 207, 221, 273, 278, 279, 285, 290, 301, 341, 390, 395, 432, 440, 441, 443

Vieth von Golßenau cf. Renn

Vietinghoff 443

Vilna 360, 362, 367

Vilsbiburg 86

Vogeler 91

Vogelsang 248

Vögler 80, 98, 102, 113

Volksgrenadiere (grenadiers de la Communauté raciale populaire) 426, 428

Volksempfänger (récepteur populaire) 181, 200

Volkssturm (tempête de la Communauté raciale populaire) 399, 428, 432, 436

Volkswagen (voiture pour le peuple) 212, 245, 282, 283

Wächtler 240

Wagener 115, 121

Wagner A. 178, 183, 197

Wagner G. 191, 347

[503]

Wagner J. C. 295

Wagner Rich. 56, 432

Wagner Rob. 63, 64, 197, 336, 339

Waldeck 16

Walden 166

Walkyrie 401, 405, 420

Wall-Street 104

Wallonie 329

Wallot 179

Wandsbeck cf. Altona

Wangenheim von 259, 400

Wanne-Eickel 246

Wannsee (conférence et protocole de) 371, 372

Warburg 27

Warlimont 341

Warmbold 129, 146

Wartheland...316, 374

Waschnek 344

Washington 370,399

Wassermann 41

Waterloo 235

Watter von 32

Weber A. P. 137

Weber F. 63

Wedekind 91

Wegener 227

Wegner 207

Wehner 120, 227, 342

Wehrmacht 224, 232, 234, 243, 252, 260, 262, 265, 268, 275, 279, 280, 282, 283, 298, 305, 311, 312, 318, 320, 322, 327, 328, 331, 334, 336, 342, 345, 348, 349, 350, 351, 353, 360, 367, 370, 373, 382, 383, 384, 386, 390, 400, 404, 410, 415, 416, 419, 424, 425, 427, 428, 434, 443, 444, 445

Weidemann 210

Weidenmann 433

Weidling 446

Weill 97

Weimar 18, 22, 24, 60, 77, 81, 105, 117, 120, 266, 369

Weinert 227, 258, 390, 400, 432

Weiskopf 272

Weiß 321

Weizsäcker von 391

Wellenkamp 209

Wellington 235

Wels 100, 132, 145, 152, 191

Wend 116,118

Wenzler 208,243

Werfel 84

[504]

Werkenthin 77

Werner 433

Werwolf (*Loup-garou*) 439, 443, 448

Wessel 103, 108, 109, 166, 208

Westarp C. von 76, 105, 108

Westarp comtesse von 23

Wetzlar 193

Weygand 326
WHW (*Winterhilfswerk*) 201, 304
Wiene 28,60
Wiesbaden 24, 40, 56
Wiesner 43
Wilhelm Gustloff (navire) 245, 266, 436
Wilhelmine 328
Wilhelmshafen 126, 155, 379
Williams 251
Willrich 272
Wilm 346, 347, 372
Winckler 60
Winkler 296
Wirth 38, 39, 44, 47
Wirsing 296
Wissel 95
Wittelsbach 26,41
Wittenberg 371
Wittgenstein 41
Witzleben von 276, 287, 374, 375
Witzwill 317
Wöhrden 98
Wolf 84, 107, 243, 272, 368, 390, 400, 433
Wolff F. 296
Wolff K. (communiste) 152
Wolff K. (général SS) 405, 447
Wolff T. 190
Wolmirstedt 71

Wolfsburg 282, 283

Wolfsschanze (« fortin du loup ») 374, 420

Woodruff 251

Worms 134

Wuppertal 214, 216

Wurm 212, 336, 337

Wurtemberg 16, 144, 145, 146, 149

WVHA (Wirtschafts- Verwaltungshauptamt) 365, 373, 374, 377, 409, 417

Yale 433

Yalta 436

Yorck von Wartenburg 335

Yougoslavie 123, 330, 347, 348, 349

[505]

Young (Plan Y.) 98, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 108, 109, 111, 115, 129, 135, 137, 150

Zauritz 172

Zay 293

Zbąszyń 290

Zeigner 56

Zeitzler 384

Zella-Mehlis 412

Zelnik 91

Zentrumspartei (*Zentrum = Centre catholique*) 54, 59, 63, 66, 68, 69, 70, 72, 79, 81, 85, 90, 92, 93, 94, 96, 99, 110, 116, 118, 120, 122, 123, 126, 127, 130, 131, 133, 134, 135, 139, 142, 147, 148, 150, 153, 155, 157, 158, 161, 162, 171, 172, 176, 179, 192, 196

Zerkaulen 60, 410

Zerlett 370
Zetkin 60, 158
Zichenau 316
Ziegenhain 431
Ziegler A. 273
Ziegler H. S. 296
Ziesel 295
Zöberlein 227, 271, 443
Zörgiebel 99
Zuckmayer 120, 135
Zurich 317,368,411,431
Zweig A. 91, 166, 256, 344, 389
Zweig S. 48, 389, 433
Zwettl 283
Zwickau 254
Zyklon B cf. Cyclon B

[506]

**Le nazisme en dates :
novembre 1918 – novembre 1945.**

Table des matières

Avant-propos	[7]
<i>Orientation documentaire</i>	[8]
Carte de la République de Weimar	[12]
Carte de l'Allemagne en 1939	[14]
Note liminaire (éléments pour la compréhension)	[15]
Année 1918	[17]
Repères culturels et idéologiques	[19]
Année 1919	[20]
Repères culturels et idéologiques	[28]
Année 1920	[28]
Repères culturels et idéologiques	[35]
Année 1921	[36]
Repères culturels et idéologiques	[42]
Année 1922	[42]
Repères culturels et idéologiques	[49]
Année 1923	[50]
Repères culturels et idéologiques	[60]
Année 1924	[61]
Repères culturels et idéologiques	[68]
Année 1925	[69]
Repères culturels et idéologiques	[77]
Année 1926	[78]
Repères culturels et idéologiques	[84]
[507]	
Année 1927	[85]
Repères culturels et idéologiques	[91]
Année 1928	[92]
Repères culturels et idéologiques	[97]
Année 1929	[98]

	Repères culturels et idéologiques [107]
Année 1930 [108]	
	Repères culturels et idéologiques [120]
Année 1931 [121]	
	Repères culturels et idéologiques [137]
Année 1932 [138]	
	Repères culturels et idéologiques [166]
Année 1933 [167]	
	Repères culturels et idéologiques [208]
Année 1934 [210]	
	Repères culturels et idéologiques [227]
Année 1935 [229]	
	Repères culturels et idéologiques [243]
Année 1936 [244]	
	Repères culturels et idéologiques [258]
Année 1937 [259]	
	Repères culturels et idéologiques [271]
Année 1938 [273]	
	Repères culturels et idéologiques [295]
Année 1939 [297]	
	Repères culturels et idéologiques [322]
[508]	
Année 1940 [324]	
	Repères culturels et idéologiques [343]
Année 1941 [344]	
	Repères culturels et idéologiques [369]
Année 1942 [370]	
	Repères culturels et idéologiques [390]
Année 1943v391]	
	Repères culturels et idéologiques [410]
Année 1944 [412]	
	Repères culturels et idéologiques [432]
Année 1945 [434]	
	Repères culturels et idéologiques [450]
	Index nominatif, géographique et thématique [453]

L'HARMATTAN, ITALIA
Via Degli Artisti 15 ; 10124 Torino

L'HARMATTAN HONGRIE
Könyvesbolt ; Kossuth L. u. 14-16
1053 Budapest

L'HARMATTAN BURKINA FASO
Rue 15.167 Route du Pô Patte d'oie
12 BP 226
Ouagadougou 12
(00226) 76 59 79 86

ESPACE L'HARMATTAN KINSHASA
Faculté des Sciences Sociales,
Politiques et Administratives
BP243, KIN XI ; Université de Kinshasa

L'HARMATTAN GUINÉE
Almamy Rue KA 028
En face du restaurant le cèdre
OKB agency BP 3470 Conakry
(00224) 60 20 85 08
harmattanguinee@yahoo.fr

L'HARMATTAN CÔTE D'IVOIRE
M. Etien N'dah Ahmon
Résidence Karl / cité des arts
Abidjan-Cocody 03 BP 1588 Abidjan 03
(00225)05 77 87 31

L'HARMATTAN MAURITANIE
Espace El Kettab du livre francophone
N° 472 avenue Palais des Congrès
BP 316 Nouakchott
(00222) 63 25 980

L'HARMATTAN CAMEROUN
Immeuble Olympia face à la Camair

BP11486 Yaoundé
(237)458.67.00/976.61.66
harmattancam@yahoo. Fr

L'HARMATTAN SÉNÉGAL
« Villa Rose », rue de Diourbel X G, Point E
BP 45034 Dakar FANN
(00221) 33 825 98 58 / 77 242 25 08
senharmattan@gmail.com